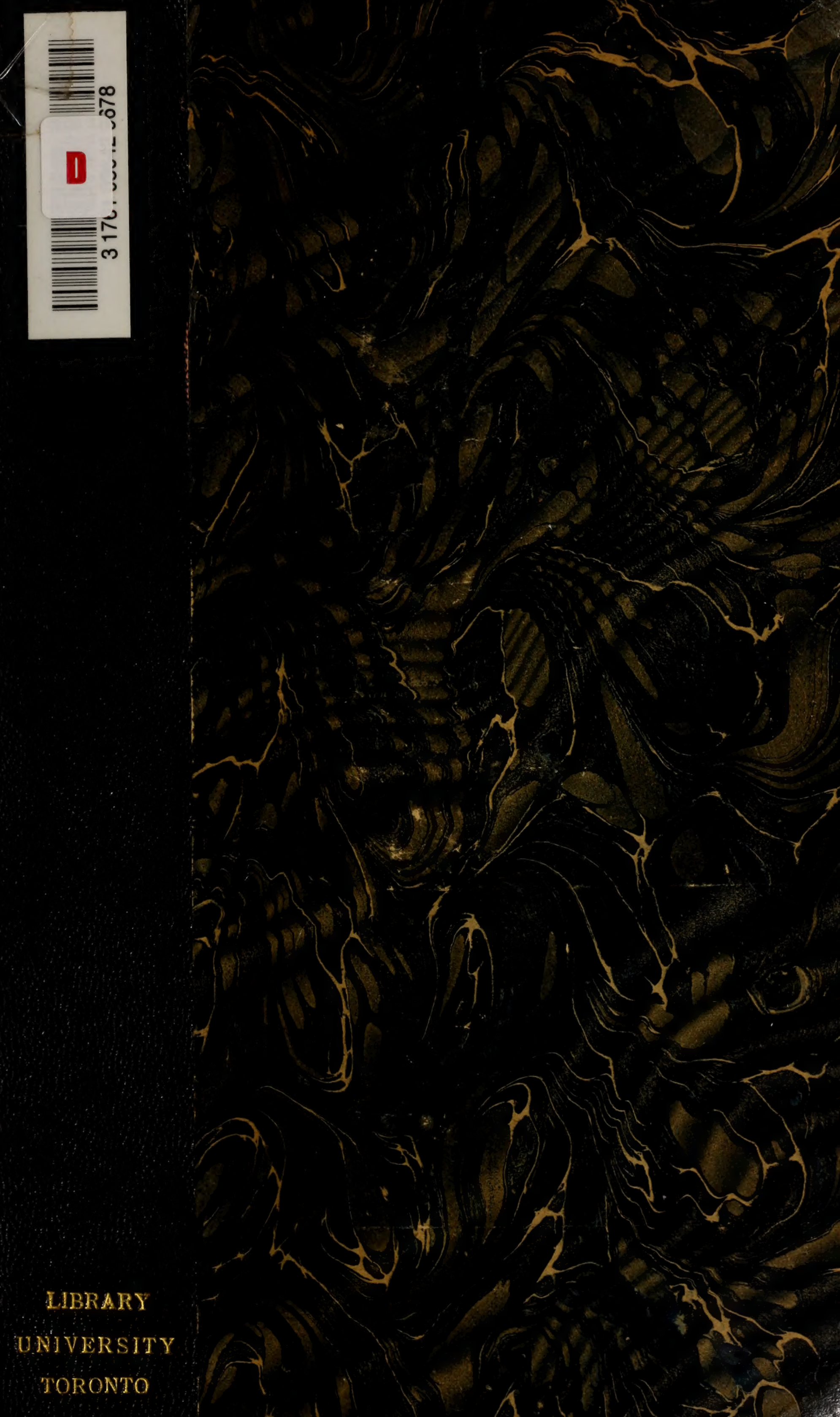
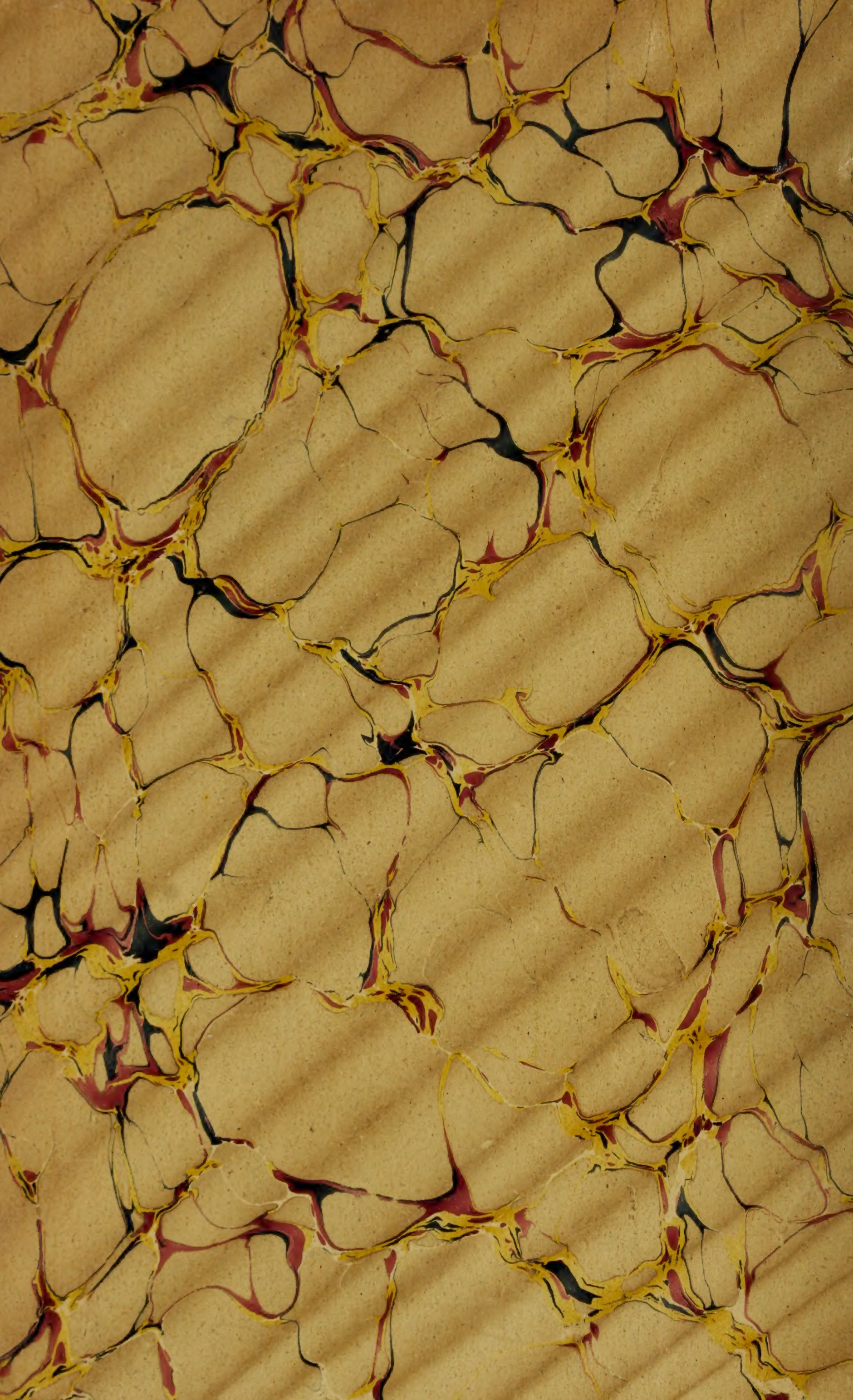
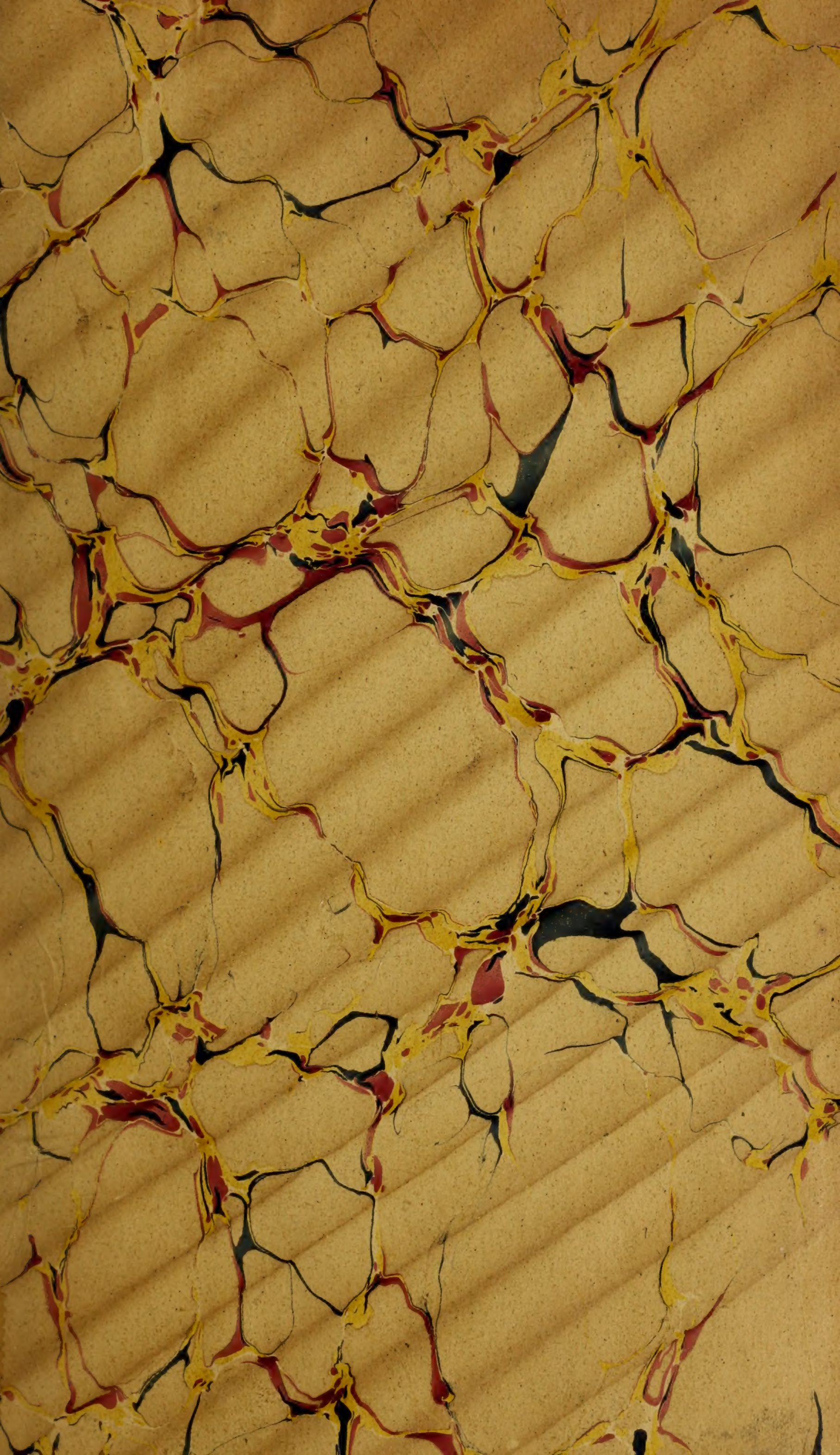


3 1761 ... 678
D
LIBRARY
UNIVERSITY
TORONTO





HISTOIRE
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA RUSSIE
DEPUIS L'AFFRANCHISSEMENT DES SERFS

SAINT-AMAND, CHER. IMPRIMERIE BUSSIÈRE.

HISTOIRE

DU

Développement Economique

DE LA RUSSIE

DEPUIS L'AFFRANCHISSEMENT DES SERFS

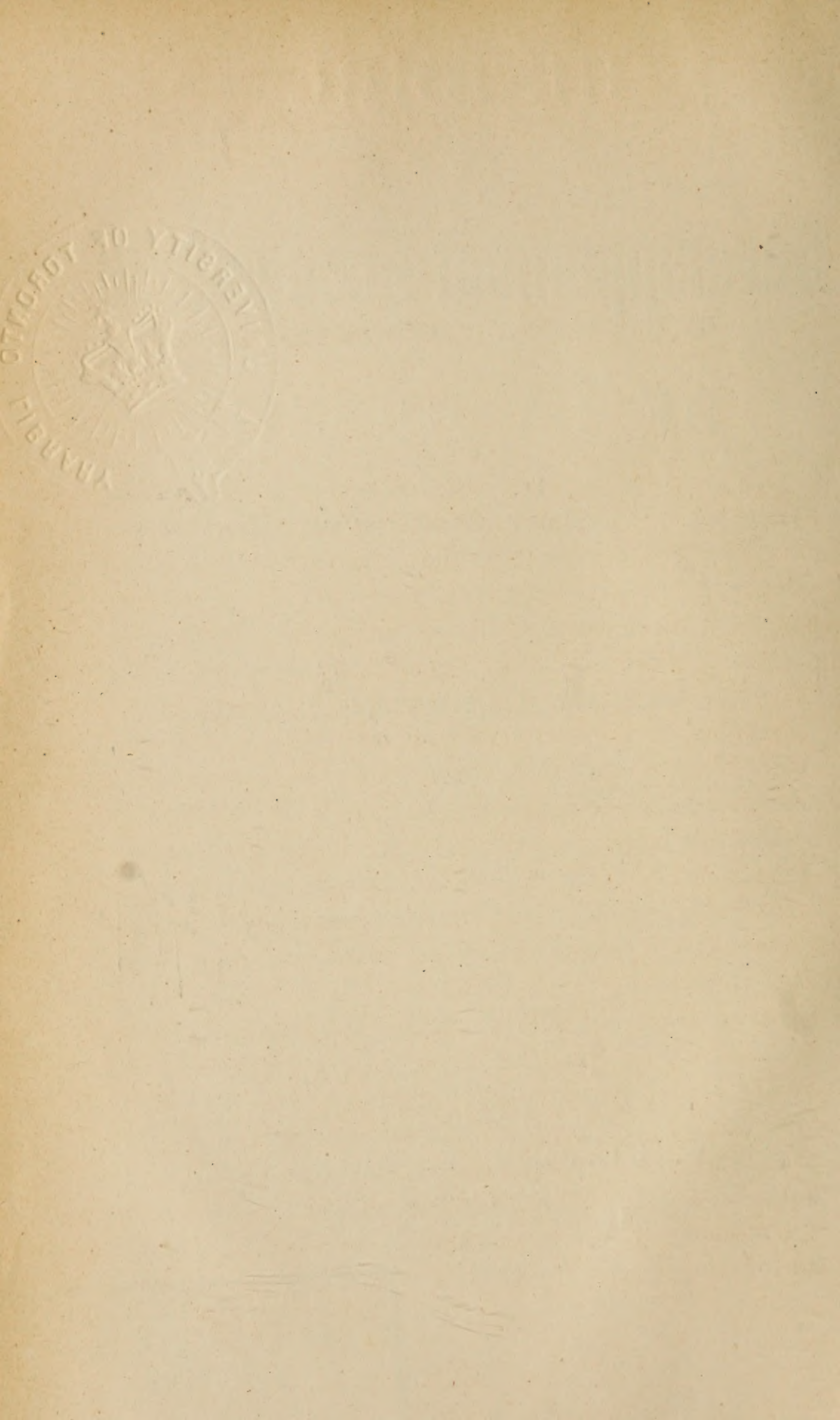
PAR

NICOLAS-ON

Traduit du russe par Gg.

PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT, 16

1902



PREFACE
DE L'AUTEUR A L'ÉDITION FRANÇAISE

La première partie de cette histoire du développement économique en Russie depuis l'affranchissement des serfs en 1861 a été écrite sous l'impression de la décadence des exploitations paysannes pendant la période 1870-80, décadence qui alla parfois jusqu'à entraîner la famine. Dans cette partie, l'auteur, en coordonnant les divers facteurs de la vie économique, a essayé de répondre à la question de savoir quelle est la cause de cette décadence, et de montrer dans son mouvement le mécanisme qui conduit à ce résultat.

Dix ans après, le niveau économique des masses paysannes a baissé encore davantage, de sorte que l'ensemble des conditions économiques dues à l'appauvrissement de la population paysanne a abouti à ce fait, qu'une étendue considérable de la Russie, qui, auparavant était considérée comme productrice de blés, non seulement pour tout le reste de la Russie, mais aussi pour l'Europe, a subi toutes les horreurs de la famine. La deuxième partie de cet ouvrage est écrite sous l'impression de cette crise aiguë, que les paysans ont subie pendant les années 1891 et 1892.

L'auteur a porté son attention sur les conditions du développement et de l'influence qu'exercent sur

l'économie des paysans non seulement le capital commercial, mais aussi le capital industriel, dont le développement ne pouvait se produire qu'à la suite de la décomposition et de la décadence des anciennes formes économiques.

Ainsi, ces deux parties, prises ensemble, composent un tout : la deuxième partie est, pour ainsi dire, le prolongement historique de la première : les conditions économiques nées pendant la période 1870-80 ont préparé le terrain pour le développement des conditions de la période 1880-90.

Dans la présente traduction française de ces Etudes l'auteur a introduit quelques modifications, quelques compléments, sur certains côtés des phénomènes de la vie économique de la Russie, que l'original russe n'avait pas mentionnés. Outre cela, dans les cas où l'auteur ne disposait pas de matériaux systématisés, de données statistiques nécessaires à éclairer certains côtés de la vie économique, il a utilisé pour les éclaircir théoriquement (par exemple, pour expliquer les conditions du développement du marché intérieur pour l'industrie de fabrication du pays, pour l'agriculture, etc.) les vastes et riches matériaux qui lui étaient fournis par les recensements (*Census*) des Etats-Unis, ainsi que par les rapports et les publications périodiques du *Departemen of Labor* et du *Departement of Agriculture*, et par d'autres publications du gouvernement américain, dont le « Commissioner of the Departement of Labor » est M. Carroll D. Wright (1). Celui-ci peut justement montrer

(1) CARROLL D. WRIGHT, *Contribution of the United States governement to Social Science*, dans l'*American Journal of Sociology*, Novembre 1895, Chicago. Le lecteur trouvera dans cet article les considérations suivantes, parfaitement justes : The question is often

avec fierté toute cette masse de recherches publiées par le gouvernement des Etats-Unis dans le but de développer la science sociale. Et dans cette œuvre il a joué un rôle très important. Au surplus, on ne peut pas ne pas savoir gré aux représentants du gouvernement américain pour le bon vouloir avec lequel ils mettent ces publications à la disposition de tous ceux qui s'occupent de sciences sociales.

En somme, ces Etudes n'ont pas pour but l'étude théorique des questions économiques, mais une description plus ou moins systématique des conditions du développement réel de la vie économique de la Russie. L'examen détaillé du sort probable de cette vie économique sort des limites de la tâche que l'auteur s'est proposée.

NICOLAS-ON

Mai 1898 (1).

asked, what right has the governement to collect facts other than those absolutly essential for intelligent legislation an the proper administration of laws? The answer is sufficient, to my mind. The education of the massee is one of the greatest educational ends of the day. The whole effort of governement, therefore, to put the people in the possession of facts concerning all their conditions in life, so far as the same may be subject to official inquiry, belongs to the educational work of the people. It is the mission of governement to secure that information which is essential for the proper understanding of industrial and social conditions. This feature of educationnal work cannot be done by schools, no can it be done by individuals. It must be done, if done at all, by the governement... The general welfare and the blessing of liberty can neither be secured or promoted without an intelligent understanding of all the conditions surrowding life (p. 243). Paroles d'or!

(1) Pour des raisons indépendantes de l'auteur, cette traduction n'a paru qu'en février 1902. (Note de l'éditeur.)

HISTOIRE
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA RUSSIE
DEPUIS L'EMANCIPATION DES SERFS

PREMIÈRE PARTIE

Le capitalisme et l'agriculture.

INTRODUCTION

« Pour assurer leur bien-être (les paysans) et l'exécution de leurs obligations à l'égard du gouvernement, ils (les paysans) recevront l'usufruit perpétuel d'une quantité de terre arable et des parties attenantes déterminée par les dispositifs... Qu'ils labourent consciencieusement la terre et récoltent ses fruits pour obtenir les semences destinées à la terre qu'ils ont reçue en usufruit ou en pleine propriété... Signe-toi, peuple orthodoxe, et invoque avec nous la bénédiction de Dieu sur ton libre travail, gage de ton bien-être domestique et de la prospérité sociale. »

Voilà ce qu'avait en vue le manifeste du 19 février 1861, en donnant la terre aux paysans et en légalisant les relations territoriales de l'*obstchina* (la commune) qui existaient en Russie depuis des siècles en vertu du droit coutumier. Dix ans sont

passés. En 1871,« la Commission des Contributions » a recueilli des matériaux qui ont permis de déterminer la condition économique des paysans. Ces conditions se présentaient sous un bien triste aspect d'après les témoignages de presque tous les organes des *Zemstvos*. La Commission elle-même n'avait tiré aucune conclusion dans les travaux qu'elle avait publiés, mais les chiffres qu'elle avait recueillis parlaient plus éloquemment que les phrases, et montraient, sans erreur possible, la situation critique de l'économie des paysans, et partant, de l'économie nationale, car cette dernière repose sur le bien-être économique des paysans. Pour donner une idée des conditions dans lesquelles l'économie des paysans devait se développer, citons quelques chiffres.

En se basant sur les données publiées, dans le XXII[e] volume des « Travaux de la Commission des Contributions », et dans les « Livres Bleus » de la Commission agricole, on peut se faire une idée du rapport des impôts directs au revenu des terres des anciens serfs, des paysans de l'Etat et du domaine privé du Tzar.

On voit que les paysans de l'Etat et du domaine privé de 37 gouvernements (sans compter ceux de l'ouest), de la Russie d'Europe payaient 92,75 0/0 du revenu net que la terre leur rapportait, c'est-à-dire que, pour satisfaire à tous leurs besoins, il ne leur restait que 7,25 0/0 du revenu de la terre. Les impôts des anciens serfs,comparés au revenu net du sol, en constituaient le 198,25 0/0, c'est-à-dire que non seulement ils donnaient tout leur revenu agricole, mais devaient ajouter autant de leurs autres revenus (1). Depuis, de nouveau, dix ans sont passés. L'économie du peuple est arrivée à un état tel qu'il peut amener la dégénérescence de la race. Cependant, quoique les impôts aient augmenté, cette augmentation n'est pas considérable, et on ne peut pas attribuer la situation dans laquelle se trouve l'économie des paysans uniquement à cette augmentation. C'est la recherche de ces autres causes qui fera l'objet de nos études.

(1) Pour obtenir ces chiffres nous avons procédé de la façon suivante: toutes les données du XXII[e] vol., III[e] Part., chap. I, des « Travaux de la Commission des contribution », sur « les impôts directs », Saint-Pétersbourg, 1873, ont été divisées en deux sections: 1° les payements des paysans qui appartenaient aux propriétaires, et 2° ceux des paysans qui appartenaient à l'Etat ou au domaine privé. La contribution était calculée en proportion de son objet; la personne ou la dessiatine.

Donner des terres aux paysans ou, en d'autres termes, donner des in truments de travail aux producteurs eux-mêmes pour favoriser le développement de la productivité, et partant, pour favoriser les conditions qui garantissent le développement économique du peuple tout entier, tel était le principe du Manifeste. Mais ce principe était en contradiction flagrante avec celui sur lequel repose l'ordre économique des pays de l'Europe occidentale. La guerre de Crimée a forçé la Russie à entrer en relations plus étroites, avec l'Europe, et, par conséquent, avec ses conditions économiques ; il en résulte chez nous une lutte entre deux formes economiques.

Dans ces études nous nous proposons de décrire quelques-unes des péripéties de cette lutte, de montrer dans quelle situation se trouvent les deux partis en présence et d'indiquer le résultat probable de cette lutte. Notons avant tout que nous nous occuperons *exclusivement* des rapports économiques ; nous laisserons de côté tous les autres rapports qui en dérivent, politiques, juridiques, etc. Nous sommes donc en présence, d'une part, d'une production, dans laquelle l'instrument de travail appartient aux producteurs eux-mêmes, bien plus, appartient aux producteurs groupés en communauté dans la plupart des cas ; d'autre part, de la forme capitaliste, basée non seulement sur l'expropriation des producteurs de leurs instruments de production, mais encore sur l'exploitation individuelle des forces créées par les rapports sociaux.

Le développement d'une de ces formes rapproche de plus en plus le producteur et le produit ; le développement de l'autre, au contraire, éloigne de plus en plus le produit de son producteur. En un mot, une des formes exclut l'autre. Comme nous l'avons vu, le Manifeste de 19 février a choisi la première forme, où il voyait le gage du progrès. Il semblait que la forme capitaliste ne pût même se réaliser chez nous. Mais ce n'était là qu'une illusion.

En réalité, dès que la première de ces formes fut proclamée par le législateur, l'autre, la forme capitaliste, entra aussitôt en lutte avec elle. Les moyens qui furent employés dans cette lutte étaient très bénins d'apparence : le crédit et les chemins de fer. Plus loin, nous décrirons les modalités de cette lutte; nous passons maintenons à l'exposé de ce qui a été fait pour arriver au développement du réseau des chemins de fer.

CHAPITRE PREMIER

Les dépenses pour la construction des chemins de fer; leur revenu et leur dette; le développement des opérations de banque.

Comme on le sait, la construction des chemins de fer a été d'abord l'œuvre du gouvernement; mais bientôt intervinrent les sociétés privées de chemins de fer. Or, comme les particuliers ne disposaient pas des moyens nécessités par des entreprises aussi considérables que la construction de chemins de fer, le gouvernement s'est chargé de les trouver. En d'autres termes, ces entreprises qui avaient un intérêt économique d'Etat furent concédées à des particuliers, mais leurs moyens d'exécution furent fournis par cet Etat lui-même. On procéda de la manière suivante: le gouvernement prit pour lui une partie des actions et des obligations, et devint ainsi un entrepreneur privé; puis, il fit, au nom de l'Etat, un emprunt au moyen d'une émission, non pas d'actions et d'obligations privées, mais d'obligations de chemins de fer d'Etat, dont le revenu (les intérêts et l'amortissement du capital) fut garanti par le revenu de ces chemins de fer pour lesquels on faisait cette opération.

Les sommes ainsi obtenues ont formé le capital, dit fonds des chemins de fer, qui a servi à acheter le papier des sociétés de voies ferrées privées et à faire des prêts et des avances à ces sociétés.

Les sommes constituant ce fonds entrent dans le budget de l'Etat, où elles figurent modestement après le budget général de l'Etat. Pour avoir une idée des proportions que ces opérations ont prises, nous en donnons les chiffres. Vers 1878, on a émis des obligations et actions de chemins de fer pour 1.383.000.000 de roubles, ou en convertissant le rouble-métal en rouble-papier

d'après le cours du 31 décembre 1877, (un rouble 56 kopecks papier = un rouble-métal), pour 2.060.000.000 de roubles papier, dont le gouvernement possédait 1.112.000.000 de roubles-papier, c'est-à-dire 54 0/0, ou plus de la moitié de toutes les actions et obligations émises par ces sociétés privées. Comme le gouvernement ne disposait pas de ressources assez considérables pour construire les chemins de fer, il fit en son nom, comme nous l'avons vu, des emprunts, dont le but spécial était la construction des chemins de fer. Jusqu'en 1878, il a été fait cinq de ces emprunts consolidés, s'élevant à 6,9 millions de livres sterling ou 441 millions de roubles. Mais outre ces emprunts, avant la constitution du capital dénommé le fonds des chemins de fer, il en avait fait d'autres, toujours dans le même but, de sorte que pour les chemins de fer, le gouvernement a contracté les dettes suivantes :

4 0/0 (emprunts de 1842, 1843, 1844 et 1847) pour la construction du chemin de fer Nicolaesvsky	42,	millions de roubles.	
4 1/2 0/0 (emprunt 1870), dans le même but 5,5 millions de livres sterlings.	35,2	»	»
Une partie du 2,5 0/0 emprunt avec tirage .	71,9	»	»
4 0/0 obligations du chemin de fer Nicolaevsky.	144,4	»	»
Et cinq emprunts consolidés pour 69 millions de livres sterlings	441,6	»	»
Total.	735,1 millions de roubles.		

Indépendamment de la dépense immédiate de capital, le gouvernement a pris à sa charge la garantie de l'intérêt. Le capital dont l'intérêt fut ainsi garanti par le gouvernement s'éleva à 1.330.000.000 de roubles-papier. En 1877, le gouvernement paya 16.617.000 roubles de garantie, et vers 1878, la dette des chemins de fer, à l'égard de l'Etat, s'élevait pour la garantie des intérêts, à peu près à 172,8 millions de roubles. Outre cela on prêta sur le fonds des chemins de fer, pour divers besoins des chemins de fer. En 1878, les arriérés de cette dette s'élevaient à 164,2 millions de roubles.

Faisons maintenant le total des sommes que le gouvernement reçoit annuellement des chemins de fer, et de celles qu'il dépense pour eux.

En 1877 les chemins de fer ont payé :

Pour la caisse du trésor (rapport du contrôle gouvern., p. 115-117		1.510.000
Pour le payement des obligations du chemin de fer Nicolaevsky	7.200.000	16.200.000
Pour le payement des obligations consolidées	9.000.000	
Remboursement des avances de garantie . .	1.246.900	3.205.000
Avances pour les besoins des chemins de fer.	1.542.500	
Avances pour les obligations.	415.600	
Pour les actions appartenant au gouvernement.		870.000
Total en 1877		21.786.000 r.

En cette même année, 1877, le gouvernement a dépensé pour les chemins de fer :

Intérêt et amortissement des obligations du chemin de fer Nicolaevsky	7.200.000 (1)
Intérêt des cinq emprunts consolidés	25.583.000
id. du IIe emprunt à tirage.	6.147.000
id. des quatre emprunts à 4 0/0.	1.460 000
id. de l'emprunt à 4 1/2 0/0 fait en 1849.	1.680.000
(Addition au rapport du contrôle de l'Etat (p. 114).	
Total.	42.007.000 r.
Payement de la garantie	16.617.000
Total	58.687.000
D'après le budget du Ministère des voies de communication	10.350.000
Du fonds des chemins de fer	88.093.000
Total des sommes payés par le Trésor. . .	152.130.000

Donc la dépense pour les chemins de fer, construits aux frais de l'Etat, a dépassé de 130 millions de roubles les recettes, et cela, en 1877, année remarquable par la grande activité des chemins de fer, à la suite d'importantes exportations de blé,

1 Le Gouvernement a dépensé en 1877 comme en 1873 pour les obligations du chemin de fer Nicolaevsky et pour les emprunts consolidés beaucoup plus que la somme indiquée dans le rapport du Contrôle de l'Etat : car dans celui-ci, il est question non de la somme dépensée, mais de celle qui était prévue. D'après cette prévision, les payements de tous les emprunts sont évalués en 1877 au cours de 28 pence pour un rouble et de 26 pence en 1876 ; en réalité le cours moyen en 1877 fut de 26 pence et en 1878 de 24 11/36 pence, c'est-à-dire qu'en réalité on a dépensé de 1 1/2 à 2 millions en sus des prévisions.

qui prirent des proportions inconnues jusqu'alors. (Mémoire explicatif du rapport du contrôle de l'Etat pour 1877, p. 22.) Les dépenses de l'Etat pour les chemins de fer s'élevaient à 20,1 0/0, c'est-à-dire à plus d'un cinquième des dépenses totales. On sait que les recettes des chemins de fer ont atteint en 1878 leur point culminant, mais cette année même, année d'or pour eux, le trésor leur a donné 85 millions de roubles de plus qu'il n'a reçu d'eux (1). Ces chiffres nous montrent que la dette des chemins de fer croît avec une rapidité effrayante. Considérons le chiffre global de la dette des chemins de fer envers l'Etat. Consultons l'« addition au rapport du contrôle de l'Etat pour 1877 » ; aux pages 83 à 103 sont groupés tous les arriérés et l'avoir du trésor de l'Etat. Vers 1878, le total des créances s'élève à 469.895.000 roubles. Sur cette somme les chemins de fer doivent 315,3 millions de roubles.

Ici nous devons faire une remarque. Le rapport du contrôle de l'Etat, en énumérant les dettes du trésor de l'Etat, transforme toujours les valeurs métal en valeurs papier d'après le cours de Londres du 31 décembre de l'année pour laquelle le rapport est fait; mais dans l'énumération des créances de l'Etat, on ne le fait pas, on ne sait pourquoi. Prenons le « Recueil statistique du Ministère des Voies de communication », IVe livraison (St-Pétersbourg, 1880). Nous y trouvons les mêmes sommes, mais exprimées en roubles papier, d'après le cours de Londres.

(1) En 1878 le Trésor a reçu des chemins de fer :

Sommes diverses	5.896.000 roubles
Pour le payement des obligations	17.824.000 »
Remboursement pour la garantie	1.695.000 »
Pour la remise des chemins de fer aux Sociétés privées.	5.625.000 »
Pour les actions appartenant au Gouvernement	3.458.000 »
Total	34.498.000 roubles

En 1878 le Trésor a donné pour les chemins de fer :

Pour les emprunts	9.694.000 roubles
Pour les emprunts consolidés	26.694.000 »
Pour les obligations du chemin de fer Nicolaevsky	8.216.000 »
Dépenses pour le chemin de fer Bender-Galatz	5.230.000 »
Garantie	11.321.000 »
Fonds des chemins de fer	55.653.000 »
Total	119.808.000 roubles

De ce tableau, il résulte que les Sociétés des chemins de fer devaient au gouvernement en 1878 :

Pour la garantie	173.799.000
Intérêt pour les obligations appartenant au gouvernement.	113.494.000
Pour les avances, prêts et remises des chemins de fer . .	164.157.000
Total	450.450.000

L'ensemble des arrérages dus par les chemins de fer au gouvernement atteignait 450.450.000 roubles ; les arrérages et les dettes des autres débiteurs du trésor s'élevaient à 154.703.000, soit comme total plus de 605 millions de roubles. Les dettes des chemins de fer en formaient plus de 74 0/0. En 1878, ce rapport se modifia, mais non pas au profit des chemins de fer. Tandis que les dettes et les arrérages des autres débiteurs du trésor descendaient à 148,15 millions de roubles, ceux des chemins de fer montaient à 493 millions de roubles et formaient 77 0/0 de toutes les dettes, soit près des 4/5 de tout le revenu de l'Etat de 1878, qui atteignait 626,9 millions de roubles.

Mais il ne s'agissait ici que des arrérages. Les dettes des chemins de fer envers l'Etat étaient beaucoup plus considérables. Ainsi, dans l'année 1878, ceux-ci devaient à l'Etat 1.169,7 millions de roubles et en 1878, 1.327 millions de roubles ; en d'autres termes les chemins de fer doivent à l'Etat un tiers de la somme que l'Etat doit à ses créanciers. (Les chiffres sont ceux que le ministre des finances a donnés dans ses discours au Conseil des Etablissements de crédit de l'Etat. Comp. le tableau X en appendice de notre livre.)

Pour indiquer combien lourdement pèse sur l'Etat la charge des chemins de fer, comparons les dettes de l'Etat en 1878 avec celles de 1869. Vers 1869, les dettes de l'Etat s'élevaient en tout à 1.907,5 millions de roubles (1.819,8 millions de roubles d'après le rapport du contrôle de l'Etat pour 1868, 300 millions de francs pour les obligations du premier emprunt du chemin de fer Nicolaevsky, ou d'après le cours de Londres qui était de $32 \frac{27}{32}$ du rouble, 87,7 millions de roubles papier). De cette somme on dépensa spécialement pour les chemins de fer en emprunts :

Emprunt à 4 1/2 $^0/_0$ 3.520 livres de sterling d'après le cours 32 $\frac{7}{8}$ . . . . =	25,6 mil. de roubles
Emprunt à 4 $^0/_0$	18,7 »
Deuxième emprunt intérieur avec tirage (voir le supplément au rapport du contrôle de l'Etat pour 1868, p. 86).	71,0 »
Obligations à 4 $^0/_0$ du chemin de fer Nicolaevsky.	87,7 »
Total	203,0 mil. de roubles

Donc, en l'année 1869, 10 0/0 de toute la dette de l'Etat était constitué par les dettes des chemins de fer, occasionnées par les dépenses de construction. Vers l'année 1878, la dette entière de l'Etat s'élevait à 3.474 millions de roubles (2.273,2 d'après le rapport du contrôle de l'Etat pour 1877 ; 305 millions de roubles, mis temporairement en circulation, et on ne sait pourquoi omis dans le rapport cité ci-dessus, — cette somme se trouve dans le rapport de la Banque de l'Etat pour l'année 1877, tableau I — ; 567,9 millions de francs en obligations du chemin de fer Nicolaevsky, et 68,7 millions de livres sterlings en obligations consolidées des chemins de fer. Ces deux dernières sommes représentent 895,5 millions de roubles, d'après le cours de Londres, 24 1/2 0/0 pour un rouble, d'après lequel sont calculées, par le contrôle de l'Etat, toutes les dettes de l'Etat).

Sur cette somme, : les prêts aux chemins de fer comprenaient 4 $^0/_0$.	13,2 mil. de roubles
4 1/2 $^0/_0$, de 2.488 livres sterlings.	24,3 »
Deuxième emprunt intérieur avec tirage . . .	70,6 »
En obligations des emprunts consolidés et du chemin de fer Nicolaevsky	895,3 »
Total	1.003,4 mil. de roubles

Cette somme s'élève à 28,3 0/0 de toute la dette de l'Etat ; donc elle a quintuplé d'une façon absolue ; et d'une façon relative, elle a triplé. Nous avons vu que plus de la moitié du capital actions et obligations appartient à l'Etat ; celui-ci est donc le plus grand entrepreneur, et identifie par là ses intérêts avec ceux des chemins de fer. Mais d'où provient l'autre partie du capital des chemins de fer, qui représente une portion assez con-

sidérable, quoique moindre, de ce capital? Ce sont les établissements de crédit, les banques qui ont contribué à la fournir.

On sait que le premier établissement privé de crédit russe fut érigé en 1864 (1). Jusqu'à cette époque il n'existait qu'un seul établissement de crédit de l'Etat avec un petit nombre de succursales en province (8 succursales au plus). Les établissements de crédit privés qui venaient d'être créés pour attirer l'argent libre, devaient opérer au moyen des comptes-courants avec intérêts (la banque de l'Etat n'avait pas de comptes-courants avec intérêts, elle n'a fait plus tard que suivre l'exemple des établissements de crédit privés). En effet, l'argent commença à affluer dans leurs caisses, comme opérations en comptes-courants ainsi qu'en dépôts à terme. Il fallait le placer : cet argent avait beaucoup d'amateurs. C'est alors que naissent une quantité de sociétés par actions; les actions arrivaient aux banques par torrents. A la tête de toutes les entreprises se trouvaient celle de la construction des chemins de fer; c'est pourquoi la plus forte activité des banques de la première moitié de la période 1870-80 coïncide avec la fièvre de construction des chemins de fer. Vers 1879 on a employé dans toutes les sociétés par actions 2.033 mil. de roubles (2); les chemins de fer comptent pour 1.383 mil. de roubles (3), ou à peu près 65 0/0. Le tableau II, (en appendice), représente le développement des opérations des banques; il nous montre que vers 1864, la banque d'Etat et ses succursales ont fait comme avances sur papier 18,6 mil. de roubles; vers 1879 nous trouvons déjà dans le portefeuille de tous les établissements de crédit du papier comme nantissement, sur lesquels on a fait des prêts pour 712,4 mil. de roubles, c'est-à-dire que les prêts ont augmenté 38 fois. Quelle est la part des obligations et des actions des chemins de fer. Nous n'en savons rien; car les rapports de nos établissements de crédit ne font aucune

(1) A parler strictement, il y avait antérieurement quelques banques sociales; mais d'abord, leurs opérations étaient restreintes, et ensuite elles présentaient le plus souvent un caractère corporatif.

(2) « Annuaire du Ministère des Finances » livrais. X, Saint-Pétersbourg, 1879, p. 593. Nous prenons ici le rouble d'après son cours nominal.

(3) Recueil des renseignements statistiques du Ministère des voies de communication.

réponse à cette question (1), mais, d'abord, personne n'ignore que les actions de certains chemins de fer restent toutes dans les dépôts des banques, et, en second lieu, nous avons vu tout à l'heure que ces papiers forment 65 0/0 de tous les papiers des sociétés par actions ; de sorte que nous pouvons en conclure, qu'après les papiers d'Etat et les hypothèques, les prêts ont été avancés principalement aux entreprises de chemins de fer, dont le revenu est garanti par le gouvernement. Consultons maintenant les rapports de ces mêmes entreprises de chemin de fer. Ici nous nous heurtons à une contradiction étonnante. Nous constatons (tableau II) : 1° une croissance énorme du revenu brut par verste, de 1871 à 1877, de 145 0/0, non seulement absolue, ce qui peut s'expliquer par le développement du réseau, mais relative aussi (de 14 0/0) ; 2° la croissance encore plus grande des dépenses (de 162 0/0 de dépenses absolues, et de 22 0/0 par verste), et comme résultat de cette disproportion du revenu et des dépenses, comparativement, une croissance moindre de différence entre la première et la seconde (120 0/0 et par verste de chemin de fer seulement 3 0/0) ; mais quoique cette différence croisse plus lentement, néanmoins elle croît considérablement, à tel point que de 32,5 mil. de roubles en 1870, elle s'était élevée à 71,7 mil. de roubles en 1877, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de 120 0/0. Mais malgré cet accroissement de revenu net, ainsi que de revenu brut, la dette des chemins de fer envers l'Etat (là gît la contradiction) s'accroît rapidement (de 160 0/0). Ce fait s'explique, d'ailleurs, par le caractère même du côté financier de notre organisation des chemins de fer ; tandis que les bénéfices des lignes rémunératrices entrent dans la poche des particuliers, le déficit de l'exploitation des autres lignes est reporté au compte du trésor de l'Etat.

(1) D'ailleurs, ils ne donnent pas de réponse non seulement à cette question, mais à une quantité d'autres qui sont liées à notre nouvelle vie économique. En général, ces rapports sont faits de la façon la plus détestable ; leur but principal consiste à faire ressortir le montant des bénéfices. Sans doute, parmi ces rapports, il y a des exceptions, comme par exemple les rapports de la banque d'Etat, qui s'améliorent toujours, ceux de la banque des commerçants de Moscou, etc. Les plus insuffisants sont les rapports des banques par actions de Saint-Pétersbourg ; on ne peut y trouver des renseignements de caractère général.

De sorte qu'en considérant tout le réseau des chemins de fer, on peut dire que si jamais le produit de son exploitation pouvait couvrir toutes les dépenses, ce qui est fort contestable, il pourrait tout au moins revenir à sa source, à l'Etat, au lieu d'enrichir quelques particuliers.

En résumant tout ce que nous venons de dire, nous voyons qu'à peu près 20 0/0, soit un cinquième de tout le budget des dépenses de l'Etat, sont absorbés par la participation de l'Etat aux dépenses des chemins de fer, que près d'un tiers de toutes les dettes de l'Etat ont pour origine la construction des chemins de fer (tableau I); mais que, malgré tout cela, les bénéfices de l'exploitation des chemins de fer s'en vont à des particuliers, tandis que la participation de l'Etat est insignifiante. De là de grosses dettes pour l'Etat, qui représentent déjà 80 0/0 de toutes les dettes du trésor; mais comme les lignes qui rapportent le moins sont aussi les plus endettées, l'Etat ne peut pas espérer jamais éteindre ces dettes (1).

(1) Depuis lors, la situation s'est beaucoup modifiée. Le « Recueil de renseignements statistiques du Ministère de voies de communications », livrais. IV, nous apprend que le total de dépenses pour les chemins de fer s'est élevé en 1891, à 2.829.578.000 r., et que le revenu net est de 112.756.356 r., c'est-à-dire de 3,98 0/0. Ainsi, donc, tout le réseau pourrait vivre sans subsides de la part du Trésor. Mais pour le motif indiqué dans le texte, il est impossible d'atteindre ce but : les lignes qui rapportent peu réclament le payement des garanties, et les lignes qui rapportent beaucoup sont exploitées au profit des particuliers. Dans la dernière période décennale la dette des chemins de fer s'est augmentée de beaucoup. Vers le 1er janvier 1892, les dettes contractées à la Trésorerie de l'Etat représentaient la somme colossale de 1.936.559.288, à peu près deux milliards de roubles; les dettes des chemins de fer représentaient dans ce total 1.865 millions de r., c'est-à-dire 96,3 0/0 de toutes les dettes du trésor. L'ensemble des autres dettes ne s'élève qu'à 71,4 millions de r. ou 3,7 0/0, y compris même les dettes des paysans, soit 45 millions de r., qui furent donnés comme subsides pour l'achat de vivres pendant l'année de disette 1891 (Comp. le discours du Ministre des Finances au conseil des établissements de crédit de l'Etat du 21 décembre 1892). Comme le total des dépenses pour la construction des chemins de fer privés représente 2.200 millions de r., et comme le total de leurs dettes envers l'Etat s'élève à 1.865 millions de r., tout leur capital est, en réalité, absorbé par la dette, et ils pourraient déjà être la propriété de l'Etat. La dette de la Trésorerie de l'Etat vers 1892, s'éleva à 5.759,8 millions de r., y compris la dette sans intérêts pour les papiers de crédit ne portant pas intérêt et sans cou-

Comment le gouvernement couvre-t-il ces dépenses exorbitantes? Grâce au développement extraordinaire du commerce, nous répondent les rapports des banques, des chemins de fer et la « Revue du Commerce extérieur ».

Vers 1864, année de fondation des établissements de crédit privé, le capital de la Banque d'Etat s'élevait à peu près à 15 millions de roubles; les dépôts avec intérêt s'élevaient à 262,7 millions. Pour les besoins du commerce on a employé sur ces sommes tout au plus 42 millions de roubles (23,7 millions pour l'escompte des lettres de change et à peu près 18 millions de roubles papiers portant intérêt). Vers 1879, le capital de tous les établissements de crédit s'élevait déjà à 183,2 millions de roubles, et les dépôts avec intérêt s'élevaient (comptes-courants, dépôts à terme, etc.) à 872 millions de roubles, c'est-à-dire que le capital s'était accru de 1.221 0/0, les comptes-courants, les dépôts, etc. de 332 0/0, ensemble de 3780 0/0 ; en résumé ces sommes ont donc quadruplé. En même temps, leur distribution s'est complètement modifiée. Vers l'année 1864, en prêts et sous forme d'escompte, on a dépensé seulement 15 0/0 de ces sommes ; en 1879 toutes ces sommes étaient dépensées en prêts et en escomptes. Nous avons vu antérieurement que les prêts s'accrurent, de 1864 à 1879, de 18,6 à 712,4 millions de roubles, ou de 3.829 0/0. La quantité de lettres de change escomptées passa pendant cette période de 23,7 millions de roubles à 427 millions de roubles, ou augmenta de 1.801 0/0. Malgré l'augmentation des sommes déposées à intérêts, la circulation a quadruplé.

En 1863, le capital déposé a fait moins de deux tours $\left(\frac{476}{262} = 185\ 0/0\right)$. En 1873 il a circulé 7 3/4 $\left(\frac{6785}{871} = 778\ 0/0\right)$; la rapidité de la circulation a augmenté de plus de quatre fois, tandis que le terme pour lequel cet argent a été emprunté, le terme des escomptes et des prêts, est le même (près de 140 jours).

Tous ces chiffres montrent qu'en effet le commerce s'est développé considérablement. Il consiste surtout en matières premières et plus spécialement en blé. En 1864, on a exporté des marchandises pour 164,9 millions de roubles ; les blés y figurent

verture métallique. Actuellement, les dettes des chemins de fer représentent exactement un tiers de toutes les dettes du Trésor.

pour 54,7 millions de roubles (9,5 millions de tchetverts), c'est-à-dire que la valeur du blé exporté s'élevait à 33 0/0 de la valeur de l'exportation globale (tableau I). En 1877, on a exporté des marchandises pour 508 millions de roubles, dont 264 millions de roubles de blés, de sorte que la valeur du blé exporté (130 millions de tchetverts) dépassait déjà la moitié de toute l'exportation. En 1878, ce rapport se modifia encore plus fortement. Sur 596,5 millions de roubles de l'exportation globale, 366,5 millions de roubles représentaient la valèur des blés exportés (42,5 millions de tchetverts), c'est-à-dire 61 0/0 de la valeur de toutes les marchandises ; outre cela, nous voyons que la valeur des blés a dépassé plus de deux fois (121 0/0) la valeur de toutes les marchandises exportées en 1864 ; et la quantité de blés exportés fut 4 fois et demie plus grande que précédemment, 356 0/0. Donc, dans le commerce d'exportation, les blés sont devenus la marchandise principale, car leur exportation s'est accrue d'une façon absolue et relative.

Citons encore quelques chiffres pour les autres objets d'exportation :

Exportation	En 1864	En 1873	Augmentation
Bétail	1.821.000	16.793.000	822 0/0
Lin	15.985.000	56.519.000	253 »
Chanvre	8.993.000	15.777.000	75 »
Importation			
Coton	21.824.000	67.893.000	221 »

Les rapports des chemins de fer constatent aussi l'accroissement continuel du commerce des blés ; ainsi, en 1864, les blés comprenaient à 33,4 0/0 de tous les transports par chemin de fer. (Tshouprov, « L'économie des chemins de fer » (en russe), v. II Moscou, p. 243) ; en 1874 ils forment déjà 41,2 0/0 (« Recueil des renseignements statistiques du ministère des voies de communication », livraison I, St-Pétersbourg, 1877, tableau IV, B. p. 18). En 1876, le transport du blé par chemin de fer s'élevait à 42 0/0 de toutes les marchandises en petite vitesse (« Recueil de renseignements statistiques du ministère des voies », livrai-

son III, St-Pétersbourg, 1879, tableau I, B., p. 15). Nous aurons encore l'occasion de revenir sur l'explication de l'importance économique de ces données. Nous nous bornons ici à constater ce fait que le développement du réseau des chemins de fer, de l'activité des établissements de crédit, et le développement du commerce, surtout du commerce extérieur, ont marché de pair.

Mentionnons encore le développement de l'activité des établissements de crédit foncier. Comme la grosse part des dettes foncières des anciens propriétaires a été transmise aux paysans, après la suppression du servage, pour montrer le développement de la dette foncière de non-paysans, nous prendrons une courte période, de 1874 à 1877. Abstraction faite de la Pologne et des gouvernements de la Baltique, les dettes des non-paysans s'élevaient :

	1874	1877
Envers les sociétés de Crédit foncier mutuel	102.692.000	179.500.000
Envers les anciens établissements de crédit.	99.614.000	73.393.000
Envers les Banques par actions de Crédit foncier	63.668.000	128.973.000
Envers les Banques communales . . .	7.182.000	12.083.000
Total.	273.156.000	392.079.000

Donc, en quatre années la dette foncière a augmenté de près de moitié (de 43 0/0).

Voici les moyens dont disposaient, vers 1878, les sociétés par actions et autres, citées ci-dessus :

	Capital	Dépôts	Hypothèques	Obligations
Les établissements de crédit à court terme (capital d'établissement et capital de réserve) . .	183.185.000	229.563	—	—
Les établissements de crédit foncier (sauf les gouvernements de la Baltique et la Pologne (*idem*).	30.000.000	5.270.000	353.200.000	—
Les Sociétés de chemins de fer (*idem*)	469.303.000	—	—	913.040.000
	682.480 000	934.883	353.200.000	913.040.000
	23,6 0/0	.201 073.000 = 74,4 0/0		

Les sociétés mentionnées disposaient donc d'un capital de 2.883 millions de roubles : dépôts, hypothèques, obligations et capital d'établissement ; dans cette somme les capitaux constants et de réserve s'élevaient à moins d'un quart (23,6 0/0).

CHAPITRE II

Analyse de la circulation par chemin de fer, par mois : circulation des voyageurs, des marchandises. Expéditions de blés à l'étranger. La circulation d'argent par mois, émission du papier de crédit. Le cours du rouble-papier. Les dépôts dans la banque d'Etat. Conclusion.

Après avoir montré les dépenses faites par l'Etat pour le développement des voies ferrées et l'accroissement du crédit, examinons l'influence que les chemins de fer ont exercée sur l'économie nationale, dans le sens large du mot. Comme nous l'avons déjà vu, indépendamment du gouvernement, les établissements de crédit ont contribué au développement des chemins de fer, dont l'aide était, d'autre part, nécessaire au développement des établissements de crédit ; à présent il nous reste à examiner ce qui assure une entente si cordiale entre ces deux facteurs de notre nouvelle vie économique et où elle mène.

A ces différentes questions, le tableau III (Appendice) donne la réponse, basée sur les rapports des chemins de fer et des banques, que nous avons à étudier. Avant tout, adressons-nous aux producteurs. Nous ne pouvons nous occuper, avec les données qui sont en notre possession, que des producteurs qui vont chercher du travail loin de chez eux.

M. Tchaslavsky, dans ses recherches sur « le travail agricole nomade » affirme que la grande majorité des paysans vont chercher du travail agricole principalement dans la Russie du Sud, et que ce n'est que dans le Nord que les paysans vont chercher un autre genre de travail ; ils se font alors foulons, peintres

en bâtiment, cochers, terrassiers, ouvriers de fabriques, etc (1). Nos données confirment-elles ces assertions? Prenons la première colonne du tableau III ; nous y voyons, qu'au mois de mars, au commencement des travaux agricoles, le nombre des émigrants (2) jusqu'alors en diminution commence à s'élever : dans le cours de ce mois, leur nombre augmente de 19,5 0/0. Au mois d'avril, à la suite de l'élargissement du rayon des travaux agricoles, le nombre des émigrants augmente encore plus fortement, à savoir de 24 0/0, comparativement au mois précédent ; pendant les mois suivants ce nombre augmente toujours de plus en plus faiblement ; au mois d'août, avec la fin des travaux agricoles, il s'élève à son maximum. Les producteurs retournent dans leurs pénates. Au mois de septembre, le nombre des émigrants descend brusquement de 33,74 0/0, continuant à baisser jusqu'au mois de mars. Telle est la courbe de la circulation. Donc, dans le cours de l'année, le mouvement se produit très régulièrement : les flots de voyageurs montent toujours pendant les mois de printemps et d'été, arrivent au maximum en août, tombent pendant les mois d'automne et d'hiver, et descendent jusqu'à leurs dernières limites au mois de février ; il n'y a qu'une seule oscillation. Ces chiffres confirment pleinement l'observation de M. Tchaslavsky, mentionnée ci-dessus, que le travail des paysans émigrants est principalement agricole.

Nous venons de voir que le nombre des voyageurs s'élève le plus au mois d'août, et que, pendant le mois de septembre, il baisse brusquement (de 33,74 0/0). La seconde colonne relative à la quantité des transports par petite vitesse par chemin de fer montre que dès que les producteurs ont fini leurs travaux et sont retournés chez eux, commence le transport intense des produits de leur travail. Pendant les mois d'été, le transport des

(1) « Recueil des Sciences d'Etat, » édité par B. Besobrasov, VII, section I, pp. 181-211. Saint-Pétersbourg, 1895.

(2) Les voyageurs de troisième classe s'élèvent à près de 83 0/0 de tous les voyageurs transportés (les trains militaires sont exclus, autant que cela a été possible, de nos calculs, notamment pour les dernières années) ; aussi peut-on prétendre que la circulation des voyageurs se compose principalement de paysans. Plus encore, sur chaque centaine de roubles que les chemins de fer reçoivent des voyageurs, ceux de la troisième classe payent plus de 67 roubles.

marchandises baisse toujours, atteignant ses extrêmes limites au mois d'août, mais, au mois de septembre, il augmente subitement de 19,46 0/0, continuant à monter aussi pendant le mois d'octobre. En novembre, quand les fleuves commencent à geler, les marchandises cessent d'arriver aux chemins de fer, d'où résulte l'abaissement du transport (de 20,5 0/0). Pendant le mois de décembre le transport augmente un peu de (5 0/0), ce qui peut s'expliquer par l'arrivage des moyens de chauffage dans les villes. Ensuite, aux mois de janvier et de février, le transport baisse de nouveau. Au mois de mars, les fleuves des bassins des mers Caspienne, d'Asov et Noire, dégèlent ; de nouveau les arrivages des marchandises par chemin de fer se rétablissent et, par conséquent, le transport par les chemins de fer du sud augmente (de 14,57 0/0). Au mois d'avril, quand les routes deviennent impraticables, le transport atteint ses limites extrêmes. En mai, avec le rétablissement de la navigation dans toute la Russie, le transport des produits du travail de l'année précédente augmente fortement, soit de 40,27 0/0, et se maintient à cette hauteur pendant le mois de juin ; ensuite il commence à descendre jusqu'en septembre, date à laquelle, comme nous l'avons vu, arrive le produit du travail de l'année courante. La quantité de marchandises transportées peut donc être représentée par deux courbes : au printemps et en automne la courbe s'élève, grandit ; en été et en hiver, elle descend, disparaît. Sur une courbe de voyageurs s'élèvent deux ondes de marchandises. La colonne suivante représente le revenu brut des chemins de fer (1).

Les chiffres de cette colonne dépendent, par conséquent, des deux colonnes précédentes, et notamment du facteur le plus puissant — la circulation des marchandises. La plus grande partie

(1) Les recettes indépendantes de la circulation pour les années 1878 et 1879 ne sont pas comprises dans nos calculs, car cela peut embrouiller l'intelligence des faits ; pour les années précédentes, il était impossible de le faire. Il faut noter qu'en moyenne, les facteurs du revenu net se distribuent ainsi : pour le transport des voyageurs près de 26 0/0 de tout le revenu ; pour le transport des marchandises 61 0/0 ; pour celui du bétail, des bagages et des colis postaux, des munitions militaires, etc., près de 10 0/0 ; les 3 0/0 qui restent, représentent le revenu indépendant de la circulation (le loyer des terrains et des locaux, la location des buffets, du matériel roulant, la recette des télégraphes).

de l'accroissement (11,4 0/0) au mois de décembre, malgré l'augmentation insignifiante du transport des marchandises et l'abaissement de la circulation des voyageurs (6,32 0/0), peut être expliquée par ce fait, qu'on n'a pu mettre à part le revenu indépendant de la circulation qu'en 1878 et 1879, et on sait que les comptes entre les lignes de chemins de fer pour la location du matériel roulant, etc. se font au mois de décembre. Ainsi pour les deux dernières années, 51,6 0/0, ou plus de la moitié du revenu indépendant de la circulation, sont perçus au mois de décembre.

Donc toute la circulation par chemins de fer dépend de la production agricole.

Tous les chiffres de la colonne suivante, qui donnent l'exportation des blés, deviennent maintenant intelligibles. Après la moisson, en septembre, l'exportation augmente de 58,5 0/0, atteignant sa plus grande hauteur en octobre; pendant tout l'hiver elle baisse (l'exportation est la plus faible en janvier; depuis octobre elle diminue de 252 0/0). En mars, elle commence à monter, atteignant sa plus grande élévation en mai (en trois mois elle augmente de 288 0/0), après quoi, jusqu'au mois d'août, elle baisse constamment. Comme nous le voyons, cette circulation coïncide parfaitement avec la circulation des marchandises par chemin de fer, ce qui prouve une fois de plus la dépendance des chemins de fer vis-à-vis de l'industrie agricole.

Après avoir pris connaissance de la circulation des marchandises et de l'exportation des blés, passons à l'étude des causes qui provoquent cette circulation. Qu'est-ce qui fait mouvoir toutes ces marchandises? L'argent. Examinons, donc, son mouvement propre. Il est à noter que, malgré le développement des banques, l'immense majorité des achats à des personnes demeurant dans d'autres villes se fait avec de l'argent comptant. D'après les rapports de la banque d'Etat, en moyenne, plus de 86 0/0 des lettres de change, escomptées par la banque d'Etat, ses comptoirs et ses succursales, sont payées au lieu de l'escompte, et seulement près de 14 0/0 (en 1880 même 11 0/0) sont expédiées pour en recevoir le payement dans les autres villes (1).

(1) Depuis lors, ce rapport s'est modifié. Ainsi, en 1888, sur le total des

Pour acheter il faut se servir d'argent comptant, qui est transmis au moyen de virements et du télégraphe, c'est-à-dire que l'acheteur verse l'argent dans l'établissement de crédit et ce dernier télégraphie à son agent pour qu'il effectue le payement. Examinons maintenant à quelle époque on verse l'argent à la Banque pour l'expédier en province. Au mois d'août ces transferts d'argent commencent à augmenter fortement (de 19,31 0/0); à vrai dire, l'accroissement commence au mois de juin, mais alors il est très faible, de 1,06 0/0 seulement. En septembre, l'afflux devient encore plus considérable (de 38,03 0/0), et se maintient à cette hauteur jusqu'au mois d'octobre; ensuite, depuis le mois de novembre (où il descend de 46,44 0/0) et pendant les mois d'hiver, il baisse; cette baisse continue jusqu'en février inclusivement (depuis le mois d'octobre la baisse est de 78 0/0). Au mois de mars il commence à croître (de 0,63 0/0) et il atteint son maximum au mois de mai (depuis février il a augmenté de 47,8 0/0), après quoi il diminue rapidement (de 19,6 0/0) pour commencer de nouveau à monter au mois de juillet. Voilà le tableau du mouvement des payements de Pétersbourg à la province; ce mouvement coïncide avec le mouvement de transport des marchandises, qui le devance un peu. On pourrait objecter que ce tableau se rapporte seulement au mouvement de l'argent de Pétersbourg, mais que ces données ne nous disent rien de ce qui se passe en province. En effet, dans nos matériaux il n'y a pas de données comprenant les transferts de l'argent en province. C'est pourquoi, pour connaître ce qui se passe en province, nous sommes obligés de recourir à d'autres sources. Nous avons devant nos yeux les comptes-courants (c'est-à-dire l'argent disponible des particuliers déposé à la banque pour le rendre productif d'intérêts) et les prêts sur nantissement (c'est-à-dire, l'argent emprunté par les particuliers aux banques sur nantissement de fonds public, d'actions, d'obligations et d'autres valeurs). Examinons d'abord les comptes-courants. A Saint-

lettres de change escomptées par la banque d'Etat et ses succursales, celles payables dans les autres villes s'élevaient à 28,8 0/0; en 1889, 26,70/0 en 1890, 31 0/0. Mais ce changement n'amoindrit pas la puissance des arguments cités dans le texte; les opérations sur les blés exigent de l'argent comptant : ni les propriétaires, ni les paysans ne vendent contre des lettres de change.

Pétersbourg, pendant l'hiver, depuis décembre, l'argent en compte-courant augmente constamment (depuis décembre jusqu'à avril la courbe de l'accroissement monte de 97 0/0). Au mois de mai, elle diminue (de 16,21 0/0) et continue à diminuer en juin, en juillet et en août elle augmente un peu (1). En septembre et en octobre la courbe baisse fortement, continuant à baisser en novembre, mais ce dernier phénomène dépend du commerce intérieur dans la ville elle-même. Pour cette raison, nous le laissons maintenant de côté. Au mois de décembre, à Saint-Pétersbourg l'argent commence de nouveau à affluer dans les banques en comptes-courants.

En général, donc, ce mouvement coïncide bien avec le mouvement des sommes transférées en province. Là, les comptes-courants commencent à augmenter en février, le maximum de l'accroissement est atteint au mois de mai (23 0/0) ; au mois de juin l'accroissement continue, mais peu (0,56 0/0), en juillet et en août il augmente (de 20,81 0/0), en septembre l'afflux diminue (de 28,59 0/0) ; en octobre il monte de nouveau (de 15 0/0), continuant ce mouvement en novembre ; au mois de décembre et de janvier il baisse de nouveau. Ensuite, tout ce processus recommence. Il en résulte qu'à mesure que l'argent est pris dans les banques de Saint-Pétersbourg pour être transporté en province, les comptes-courants de province augmentent : les transports s'effectuent en plus grand nombre au mois de mai, et les comptes-courants en province s'accroissent au mois de mai ; pendant les transferts multipliés en juillet et en août, les comptes-courants provinciaux s'accroissent aussi ; en septembre ils diminuent partout. Qu'est-ce que cela signifie ? Nous donnerons la réponse à cette question après avoir étudié toute la circulation monétaire dans son ensemble ; maintenant nous nous bornons à établir ce fait, qui a provoqué des doutes dans l'étude des transports d'argent : le mouvement d'argent sur les comptes-courants en province correspond parfaitement au mou-

(1) L'augmentation des dépôts en août est accidentelle ; elle est due à ce que les banques de Pétersbourg furent ouvertes justement à ce moment. Ainsi, en août 1869 furent ouvertes les banques de prêt et d'escompte, et la banque internationale, en août 1876, la banque de Volga-Kama, et l'argent déposé dans ces banques en comptes-courants masquait un peu leur circulation réelle.

vement d'argent à Pétersbourg. L'argent transféré de Saint-Pétersbourg est placé en comptes-courants, pour un certain temps. Outre les comptes-courants, on prend dans les banques de l'argent sur nantissement d'actions, de fonds publics, etc. Pour ne pas répéter la même chose, disons seulement qu'à Pétersbourg et en province on prend le plus d'argent sur nantissement de différents papiers de commerce au moment même où à Saint-Pétersbourg les comptes-courants diminuent.

Le résultat de toute cette circulation se réfléchit le mieux sur la caisse des banques, ou plutôt sur les ressources dont les banques disposent. La caisse c'est la résultante de toute la force monétaire des banques; c'est pourquoi son étude présente un intérêt spécial. Les sommes libres, accumulées pendant les premiers mois de l'année, commencent à diminuer en mai. A Saint-Pétersbourg cette diminution continue pendant tous les mois d'été et d'automne, au début lentement, mais à la fin de l'été avec plus d'intensité. Le phénomène le plus intéressant se passe en juillet et en août : à mesure que diminue l'argent à Saint-Pétersbourg, il s'accumule en province. Par exemple, en août à Pétersbourg se produit le reflux — d'argent (de 75 millions de roubles, ou de 35 0/0), et en province l'afflux (de 82 millions de roubles, ou de 32 0/0). Mais la somme globale des valeurs libres pendant ces mois reste à Pétersbourg, ainsi qu'en province, presque sans changement, et même elle augmente un peu (la cause de cette augmentation, nous la connaîtrons plus tard). Arrive le mois de septembre : à Saint-Pétersbourg et en province, l'argent diminue subitement, en province plus rapidement qu'à Saint-Pétersbourg (de 67 0/0, tandis qu'à Pétersbourg la proportion est de 8 0/0). Que devient-il? Au mois de septembre l'argent va au peuple. En août, et surtout en septembre, commence l'achat des produits agricoles sur tous les marchés de village de la Russie, l'argent circule donc le plus activement à ce moment-là. Mais il ne reste pas dans le peuple : après avoir accompli sa fonction, après avoir servi à l'achat du nécessaire, l'argent, dès le mois suivant, commence à affluer dans les banques, évidemment dans les banques les plus proches, celles de province. Au mois de décembre commence l'afflux à Saint-Pétersbourg de l'argent transporté de cette ville en province pendant l'été et l'automne.

Nous avons examiné la circulation des produits; nous avons vu ce qui les met en mouvement, nous étudierons, à présent, la clef qui monte le ressort, — la mise en circulation de papiers de crédit. Nous sommes tellement habitués à entendre émettre par nos financiers cette opinion que les papiers de crédit sont émis exclusivement pour la satisfaction des besoins du gouvernement, que nous ne nous sommes jamais donnés la peine de vérifier cette assertion; cela nous paraissait évident, surtout parce qu'on nous cite des faits, comme la guerre qui a été faite grâce aux nouvelles émissions de papiers de crédit. Que des guerres soient faites grâce à de nouvelles émissions de papier, c'est exact; mais alors on était en temps de guerre. Nos publicistes ont vu autre chose; ils s'efforcent de prouver que les émissions de papiers de crédit, même en temps de paix, ont lieu pour satisfaire les besoins du gouvernement. Examinons ce que disent les chiffres (les années de la guerre, 1877-78, sont exclues de nos calculs). Nous avons vu qu'en été on commence à transférer l'argent de Pétersbourg en province. La banque d'Etat répond à ce fait par des émissions de papiers de crédit, « pour le renforcement des caisses des comptoirs et des succursales ». Nous avons vu de même, qu'en été, en juillet et en août, l'argent est transféré en province, mais qu'il ne disparaît pas des banques; l'émission des papiers de crédit en août (de 21 0/0 de tous les billets émis pendant la période examinée) explique parfaitement l'augmentation, comme total, de leur quantité dans les banques; en septembre la demande de monnaie, comme nous l'avons vu, atteint son maximum. La banque répond de nouveau à cette demande par une nouvelle émission de papiers de crédit, mais durant ce mois elle en émet plus de la moitié (56,54 0/0) de toute la quantité qui est mise en circulation dans la période examinée. En trois mois on émet 85 0/0 de l'ensemble. En octobre, comme nous l'avons observé, l'argent commence à affluer dans les banques, et alors se présente la possibilité de retirer le papier de la circulation; la banque d'Etat procède ainsi : au mois de novembre on retire de la circulation plus de 21 0/0; au mois de décembre l'émission augmente un peu (de 5 0/0), mais en revanche, en janvier quand, comme nous l'avons vu, l'argent revient à Pétersbourg, quand l'amplitude de l'ondulation augmente de 60 0/0, alors se présente une possibilité plus grande

encore de retirer de la circulation les papiers de crédit. La plus grande quantité de papiers de crédit retirés de la circulation, 56 0/0, se rapporte au mois de janvier. Les mois suivants jusqu'à avril, l'argent continue à affluer, à côté de cet afflux continue le processus de retrait des billets : pendant ces quatre mois on en retire 82 0/0. Au mois de mai l'argent est de nouveau demandé, la banque émet de nouveau du papier (9 3/4 0/0); au mois de juin la circulation se restreint,pour recommencer dès le mois de juillet tout ce cercle du mouvement (1).

(1) Nous ne voulons pas dire que, pour les besoins du gouvernement pendant le temps de paix, on n'émette pas de papiers de crédit ; on en émet ; mais leur émission pour les besoins du commerce joue un rôle beaucoup plus important que celle pour les besoins du gouvernement. Voici les chiffres de la dette de la « Trésorerie de l'Etat sur les dépenses courantes de son compte », pris pour les mêmes années (à l'exception des années de la guerre) dans « L'Etat des comptes de la banque d'Etat » au 1er de chaque mois :

			Augmentation + Diminution — de la dette du trésor		Emis + Retiré — de la circul. du bil. du crédit	
Janvier	1869-76 et 1879 pour		— 55,2	mill. de roub.	— 71,1	mil. de roub.
Février	—	—	+ 6	—	— 37,3	—
Mars	—	—	+ 15,7	—	— 37,8	—
Avril	—	—	+ 5,7	—	— 21,6	—
Mai	—	—	— 17	—	+ 19,1	—
Juin	—	—	— 31,2	—	- 9,6	—
Juillet	—	—	— 49,4	—	+ 14,4	—
Août	—	—	— 16,7	—	+ 41,1	—
Septembre	—	—	+ 35,1	—	+ 111,1	—
Octobre	—	—	+ 5,2	—	— 0,5	—
Novembre	—	—	— 26,8	—	— 41,7	—
Décembre	—	—	— 23	—	+ 10,6	—

De ces chiffres il résulte que le temps d'émission des papiers de crédit pour le Trésor ne concorde pas exactement avec tout leur mouvement. Ainsi, au mois de mai, la dette du Trésor diminue de 17 millions de r., mais on émet, au contraire, pour 19 millions de r. de papiers de crédit. Le même fait se passe au mois d'août. En septembre, le Trésor avait pour 35 millions de r. de dettes, et on a émis des papiers de crédit pour 111 millions de r., donc 2/3 de ces billets ont été employés pour les besoins du commerce et non pas pour ceux de l'Etat. Nous insistons surtout sur cette circonstance, car on a soulevé dans ces derniers temps la question de la transformation de la banque d'Etat en établissement de

L'influence de tous ces mouvements sur le cours de notre rouble-or (par rapport au rouble-papier) s'exprime ainsi : au mois de janvier sa valeur baisse (le cours monte); de plus, poursuivant ce mouvement aussi en février, pendant les mois de mars et d'avril elle s'élève; aux mois de mai et de juin elle baisse de nouveau pour s'élever un peu au mois de juillet; enfin aux mois d'août et de septembre elle baisse de nouveau. Pendant les mois d'hiver, la valeur de l'or s'élève toujours jusqu'au mois de janvier; puis subitement elle diminue. Avant de passer à la dernière colonne du tableau examiné, faisons la revue générale de son contenu. L'analyse, d'après la circulation mensuelle des voyageurs, nous a fait conclure que cette circulation est la circulation du peuple, et notamment de la population agricole, car les paysans ne trouvent plus de travail chez eux (en effet, le lot qu'ils ont reçu ne peut pas assurer leur existence, et ils sont obligés malgré cela de trouver les ressources pour s'acquitter des contributions dont leur terre est grevée, etc.; ils vont chercher du travail ailleurs, et surtout le travail auquel ils sont habitués, le travail agricole). On peut se demander dans quelle mesure cela est avantageux au point de vue économique, non pas pour chaque paysan individuellement, mais pour l'ensemble de tous les paysans, au point de vue économique du pays? « Notre but est d'indiquer le dommage économique de ce déplacement annuel, Dieu sait où, pour tout l'été, quand, à ce qu'il semble, il y a tant d'occupation chez eux. »

De même que le transport des personnes par chemin de fer peut être appelé le transport des paysans, le transport des marchandises a pour objet principal le transport des produits du travail de ces mêmes paysans-agriculteurs. En un mot, les chemins de fer vivent grâce aux paysans. Et non seulement les chemins de fer, mais les banques aussi. Toutes les données que

crédit mi-gouvernemental, mi-privé. Le principal argument en faveur de cette mesure consiste dans la nécessité de l'émission de billets de crédit pour le Trésor, ce qui trouble la stabilité de leur cours. Nous voyons que les émissions de billets pour le gouvernement ne jouent pas un rôle prépondérant. La transformation de la banque en ce sens permettra aux particuliers de s'approprier les bénéfices qui, à présent, vont au Trésor; et si le Gouvernement a besoin d'émettre des billets, la banque transformée le fera, et si même elle ne le fait, quelque autre établissement pourra le faire.

nous avons mentionnées disent la même chose. Examinons-les de plus près. Dans toutes les autres colonnes, sans exception, nous apercevons deux ondulations annuelles, celle du printemps et celle de l'automne. Mais, malgré l'identité apparente de l'une et de l'autre, elles sont différentes quant à leur qualité : celle du printemps représente le changement de propriétaire des marchandises vendues depuis longtemps par le producteur,— et c'est tout. Dans cette ondulation le producteur ne joue aucun rôle; il a déjà joué son rôle, il l'a oublié même; maintenant le produit de son labeur se répartit entre de nouvelles personnes. Si au printemps la somme des ressources libres diminue dans les banques, cette diminution est comparativement minime, — le vendeur les apportera de nouveau dans les banques. L'onde de l'automne est tout autre; ici tout est combiné pour recevoir du producteur le produit de ses travaux d'été. Regardez comment on va s'y prendre pour séparer le produit du travail de son producteur; regardez comment d'avance, déjà en juillet et en août, on prépare l'argent, comment celui-ci guette, semble-t-il, le producteur pour être prêt au moment propice à accomplir son œuvre.

Il ne se rapproche du producteur qu'immédiatement après la fin des travaux. En effet, au mois de septembre, c'est d'argent seulement qu'on a besoin. Les caisses des banques se vident. La Banque d'Etat émet pendant ce seul mois plus de papier que pendant tous les autres. En un mot, il faut de l'argent et de l'argent. Il va vers le peuple; c'est le seul mois de toute l'année pendant lequel il le voit de plus ou moins près. Qu'il y aille, on ne le regrette pas, il connaît son maître et ne restera pas longtemps dans la poche du paysan ; il reviendra vite dans celle d'où il vient de sortir, et il ne reviendra pas seul; il rapportera ce qu'il allait chercher, les produits agricoles. Durant toute l'année qui suit on dépense les sommes accumulées jusqu'en septembre. Jusqu'à ce moment le mouvement de l'argent se produit en bloc. Au mois de septembre s'effectue le mouvement moléculaire, dans lequel l'argent joue le rôle du ferment qui sépare le produit de son producteur.

Mais où vont les énormes bénéfices qui proviennent de l'exportation des blés? La réponse à cette question nous est donnée par la dernière colonne du tableau (16e) qui montre le mouve-

ment des valeurs, des actions, etc., déposées à la banque.

C'est une colonne dont les éléments sont remarquables. Jusqu'à présent nous avons observé le mouvement oscillatoire, nous avons vu deux ondes annuelles, le plus souvent d'amplitudes différentes, de force de projection différente (c'est-à-dire, le plus grand éloignement de la partie mouvante, du point d'équilibre). Cette colonne montre que le processus d'« abstinence » du capital se produit sans discontinuité pendant toute l'année, mais avec des degrés différents d'intensité. La réalisation de la rémunération de l'« abstinence » pour l'année précédente s'effectue ordinairement dans la première moitié de l'année ; c'est pourquoi l'« abstinence » devient à ce moment plus forte. Arrive le mois d'août, le capitaliste qui s'abstenait, qui gardait ses richesses accumulées, ne résiste plus et il est entraîné par le courant général, pas beaucoup, il est vrai, mais néanmoins il est entraîné : le mois d'août est le seul de l'année qui présente un léger arrêt; pendantce mois la totalité des papiers déposés n'augmente que de 0,35 0/0, si l'on pose égal à 100 0/0 le total de l'augmentation de tous les autres mois. Et même au mois d'août leur accroissement s'arrête, parce que les papiers sont nécessaires aux emprunts sur nantissement de ces papiers; car c'est la veille de la lune de miel de l'argent.

Résumons encore une fois brièvement tout ce qui précède. Le produit des travaux de l'été, récolté en automne, alimente la vie économique de toute l'année. Même avant, dans les banques provinciales croît l'afflux d'argent; ensuite partout les prêts augment, en d'autres termes, les bénéfices des banques commencent à s'élever. Avec la fin de la moisson, ces bénéfices, grâce au développement des opérations de prêts, augmentent encore plus fortement. L'activité des chemins de fer pour le transport des marchandises s'accroît juste à ce moment, et par conséquent, ceux-ci font aussi des bénéfices. En même temps l'exportation des blés augmente; outre les marchands qui font fortune par ce moyen, les banques qui transportent de l'étranger l'argent pour les blés s'enrichissent aussi. La valeur de l'or baisse, c'est-à-dire que le cours monte. Avec la venue de l'hiver, l'activité des chemins de fer diminue, mais les bénéfices réalisés par la vente d'une partie des produits agricoles contribuent au développement du commerce des villes : il augmente notamment en

hiver, au mois de décembre, surtout à Pétersbourg, quand l'escompte des lettres de change atteint son maximum ; les prêts se multiplient aussi quelque peu ; le cours baisse fortement. Le même phénomène se produit en province, quoique à un degré moindre. Ici nous apercevons aussi une augmentation de l'escompte des lettres de change, mais moindre qu'au mois d'octobre. Cela prouve qu'alors la revente des blés est plus développée. Au mois de janvier cette activité du commerce faiblit, l'argent s'accumule dans les banques. Les billets de crédit, émis quand la demande d'argent était la plus forte, sont retirés maintenant de la circulation. L'hiver passe. Au mois de mai augmente de nouveau l'activité des chemins de fer et des banques ; et corrélativement augmentent évidemment les bénéfices de ces établissements. Au printemps s'effectue aussi la réalisation des bénéfices sur les actions de l'année précédente ; les dépôts en comptes-courants augmentent. Aux mois de mai, de juin, de juillet, ces bénéfices, dividendes, etc., se transforment en valeurs, que l'on dépose dans les banques. Voilà ce que disent les chiffres.

CHAPITRE III

Analyse des différents facteurs de notre vie économique. La production du blé. Le développement du réseau des chemins de fer. L'émission des billets de crédit. Le cours et la circulation de l'argent. L'exportation des blés. L'accroissement des dépôts dans la Banque d'Etat. La diminution de la consommation dans le peuple.

Après avoir étudié la marche, pendant une année, des affaires économiques, après avoir vu les liens étroits qui unissent tous les facteurs de la vie économique nationale, considérons l'influence du développement annuel de chaque facteur pris isolément et examinons comment le développement de l'un d'eux exerce une influence sur le développement des autres, et la direction de cette influence. Jusqu'à présent nous avons examiné la question au point de vue qualitatif : qu'est-ce qui se fait et comment ? Maintenant appliquons nos recherches au côté quantitatif ; combien ? Après avoir considéré l'influence réciproque de tous les facteurs observés, nous passerons à l'étude de l'influence de leur ensemble sur toute l'économie nationale. Bon gré, mal gré, nous devrons faire de petites excursions dans le domaine théorique, mais nous suivrons toujours strictement les faits, car la théorie a pris son origine et s'est développée en prenant comme point de départ les faits de la vie économique de l'Europe occidentale.

Avant d'examiner les résultats contenus dans nos tableaux (en appendice), jetons un coup d'œil sur l'organisation des banques. Les banques ont pour but de concentrer les ressources disponibles des particuliers, et de prêter l'argent accumulé ainsi

contre garantie d'effets de commerce, de fonds déposés, etc. Elles sont donc basées sur un double crédit; d'un côté, le public accorde son crédit aux banques en y mettant son argent; de l'autre, les banques ouvrent du crédit aux commerçants et aux sociétés en acceptant leurs lettres de change, leurs actions, etc, D'un côté et de l'autre, on prête de l'argent. Comme il est complètement impossible d'élucider le rôle des banques sans connaître le rôle de l'argent, nous sommes obligés de nous demander: qu'est-ce que l'argent? Mais comme la fonction de l'argent découle de la circulation des marchandises, expliquons avant ce qu'il faut entendre par marchandise? Ricardo et son école disent qu'est marchandise tout objet qui satisfait quelque besoin de l'homme, mais en même temps, ce doit être un objet que tout le monde ne peut pas obtenir gratuitement, comme l'air, l'eau de la rivière, etc., mais dont la production exige une dépense de travail humain, non seulement de travail, mais de travail nécessaire à la société : le travail du menuisier, du serrurier, etc. L'objet utile, pour devenir une marchandise, doit être produit en vue de l'échange contre une autre marchandise; si on fait quelque chose pour sa propre consommation, cette chose n'est pas une marchandise, mais tout simplement une chose utile : une chaise, une serrure, etc. Mais contre quoi peut être échangé un certain objet? Il peut être échangé contre un autre objet utile quelconque, à la condition stricte que dans l'objet échangé et dans celui contre lequel on l'échange soit contenue une certaine quantité de travail socialement nécessaire. Le travail d'une qualité déterminée (du menuisier, par exemple) implique la valeur d'usage; la quantité de travail socialement nécessaire, de travail moyen détermine la valeur d'échange. Le processus de l'échange détermine la quantité de travail exigée. Dans l'échange immédiat, d'ailleurs, la valeur d'échange ne se détermine pas strictement, parce qu'ici il y a l'influence des besoins individuels des personnes qui échangent. Mais avec le développement des relations d'échange, quelles que soient les conditions dans lesquelles le développement se produit, et avec l'augmentation de la quantité des objets échangés, l'appréciation immédiate de chaque objet qui entre dans le processus de l'échange devient difficile; c'est pourquoi ce processus s'incorpore dans une troisième marchandise, pour que dans celle-ci, comme dans une glace, se ré-

fléchisse la valeur d'échange des deux marchandises qu'on échange. Jadis, le processus de l'échange lui-même avait désigné dans ce but, suivant les conditions locales, telle ou telle marchandise. Mais, dans la suite, ce rôle de miroir fut dévolu, par le processus de l'échange, aux métaux précieux. La valeur de l'or, comme de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire pour sa production. Mais dès qu'il est chargé du rôle de réfléchir toutes les valeurs d'échange, par cela même l'or acquiert une nouvelle valeur d'*usage;* outre qu'il circule dans les bijoux, etc., il circule à présent comme *mesure des valeurs.* Servant de mesure des valeurs de toutes les marchandises, l'or, ou une quantité déterminée de son poids, la monnaie, devient l'intermédiaire pour l'échange des marchandises et par cela acquiert la fonction de moyen de circulation. La quantité des moyens nécessaires pour cette fonction est déterminée par la somme des prix de toutes les marchandises qui s'échangent dans une unité de temps, divisée par le nombre moyen de virements d'une pièce de monnaie, exécutés dans la même unité de temps. De la fonction du métal précieux comme moyen de circulation dérive la forme-monnaie. L'or, comme monnaie, se distingue complètement de l'or comme valeur; c'est pourquoi un objet n'ayant aucune valeur, le papier-monnaie peut fonctionner aussi aisément que l'or lui-même. Comme l'or, outre sa fonction de moyen de circulation, possède encore une valeur d'usage, par cela même, si on le jette dans la circulation en trop grande quantité, aucune difficulté ne surviendra; il sera seulement rejeté de la circulation. Il en est autrement du papier-monnaie ayant cours obligatoire. S'il en est émis plus que la circulation n'en demande, il ne peut pas être rejeté; il reste dans la circulation et, si les autres conditions ne se modifient pas, le nouveau papier émis joint à l'ancien devient la mesure de la valeur des autres marchandises, valeur identique à ce qu'elle était avant la nouvelle émission. Si auparavant, pour la circulation, il fallait avoir 100 millions de roubles-papier, et si on y a ajouté encore 10 millions de roubles, sans avoir changé les autres conditions (la vitesse de circulation, etc.), alors les 110 millions de roubles représenteront la valeur des 100 millions de roubles qui existaient auparavant. Au lieu d'un rouble, on payera 1 rouble 10 copecks, c'est-à-dire que

les marchandises deviendront plus chères de 10 0/0... Lorsque, pour une raison quelconque, on ne paie pas au moment même de l'achat, mais après un certain temps, alors entre l'acheteur et le vendeur se forme un nouveau rapport : le rapport de débiteur à créancier. A cette première phase, l'argent joue le rôle de mesure des valeurs, comme moyen d'achat idéal, et c'est postérieurement qu'il devient moyen de payement. Mais le débiteur n'en a pas; il doit donc en acheter, et l'argent devient lui-même un objet d'achat (1).

(1) Quand il y a beaucoup de payements à terme et de combinaisons de dettes réciproques, l'épurement de ces dernières, dans un établissement corrélatif, mène à ce résultat, qu'en établissant la balance il reste finalement à payer très peu en argent comptant. Voici, par exemple, des données très intéressantes se rapportant à l'activité d'un établissement de ce genre (*The Banker's Clearing House*) du centre du marché mondial de l'argent, de Londres. Ces données ont été communiquées par une lettre du 1er mai 1880 au « Daily News » par l'honorable secrétaire des banquiers de Londres, sir John Lubbock (connu dans le public russe comme un savant qui s'occupe de recherches sur la civilisation primitive, sur les mœurs des fourmis, et sur la fécondation des fleurs des plantes sauvages). Les données s'étendent sur 13 années, durant lesquelles on a recueilli des renseignements statistiques. L'année commence au 1er mai :

Du 1er mai au 30 avril	Mouvement de fonds du Bankers Clearing House	
1867-68	3 257.411.000	livres sterlings
1868-69	3.534.039.000	—
1869-70	3.720.623.000	—
1870-71	4,018.464.000	—
1871-72	5.359.722.000	—
1872-73	6.003.335.000	—
1873-74	5.993.586.000	—
1874-75	6.013.299.000	—
1875-76	5.404.243.000	—
1876-77	4.873.000.000	—
1877-78	5.006.533.000	—
1878-79	4.885.091.000	—
1879-80	5.265.976.000	—

Pour avoir une idée plus claire de ces chiffres, comparons-les avec les opérations de toutes catégories dans les banques russes en 1878. En cette année, dans les établissements de crédit de la Russie sans exception, on a déposé en comptes-courants, dépôts à terme, etc., 6.784.000.000 r.; le mouvement de fonds total des établissements de crédit en Russie a atteint en 1878, 68.610.000.000 r. Le mouvement de fonds pour cette même année du

En même temps l'or ayant acquis le rôle de monnaie, étant devenu l'instrument idéal de l'échange contre toutes les marchandises sans exception, devient par cela même un but au lieu d'être seulement le moyen de la circulation; ainsi s'explique la formation des trésors. A mesure que s'étend la circulation des marchandises, grandit aussi la puissance de la monnaie. Tout, petit à petit, se transforme en monnaie. Rien qui ne devienne vénal, qui ne se vende et ne s'achète. La monnaie, c'est le niveleur radical... « L'argent est lui-même une marchandise, une chose qui peut tomber entre les mains de qui que ce soit. La *puissance sociale* devient ainsi *puissance privée des particuliers*. Considéré au point de vue de sa qualité ou de sa forme, l'argent est sans limites parce qu'il est immédiatement transformable en toute sorte de marchandises. Mais chaque somme d'argent réelle a sa limite *quantitative* et n'a donc qu'une puissance d'achat restreinte. Cette contradiction entre la quantité toujours définie et la qualité de puissance infinie de l'argent ramène sans cesse le thésauriseur au travail de Sisyphe de l'accumulation, — beaucoup vendre, peu acheter — tel est le résumé de son économie politique... Les réservoirs des trésors servent à la fois de canaux de décharge et d'irrigation, de façon que les canaux de circulation ne débordent jamais (1). »

La base de l'économie capitaliste est la marchandise, c'est-à-dire un objet utile, produit non en vue de la consommation

Bankers Clearing House s'élève à 31.264.000.000 r. (en comptant la livre de sterlings à 6 r. 40 kopecks), c'est-à-dire que les opérations de ce seul établissement représentent la moitié des opérations de tous les établissements de crédit russes. En 1853-54, le Clearing House fut complètement transformé et les principales banques de Londres s'y affilièrent. « Les résultats de ces modifications peuvent être démontrés par la diminution de la circulation des billets de la banque de Londres, de la capitale. » La proportion de la circulation des billets de banque dans la capitale et de la circulation en province jusqu'à ce temps-là était 65-68, 35-32, tandis qu'après 1855-60 elle se modifia toujours dans le sens d'une diminution dans la capitale s'élevant à 62 et même à 61 0/0, et en s'élevant en province à 38-39 0/0 (Inglis Palgrave, *Bank rate in England, France and Germany*, London, 1880, pp. 15, 10).

(1) La théorie de la monnaie, exposée ici, appartient à Karl Marx (*Kapital*, I, pp. 106-108). Elle est actuellement admise par la majorité des économistes.

immédiate, mais exclusivement en vue de l'échange contre la cristallisation du travail social par excellence, contre de l'argent, en un mot produit pour la vente. Avec le développement dans l'Europe occidentale, en Angleterre principalement, de la production industrielle (là où les progrès des sciences physiques et leur application à la production ont joué un rôle assez important), la quantité de marchandises dépassa celle des demandes locales, et cela nécessita le développement des moyens de transport. En d'autres termes, les chemins de fer, les vapeurs gigantesques, etc. sont la conséquence du développement de la circulation des marchandises, qui allaient à la recherche des consommateurs. Le même développement de la circulation des marchandises exige des demandes de monnaie. Les banques satisfont à ces demandes : elles attirent les ressources disponibles que le public possède pour les distribuer aux fabricants et aux marchands contre des lettres de change, etc.

Comme nous l'avons vu, l'argent est une force sociale, que l'économie capitaliste transforme en puissance privée des particuliers; nous voyons maintenant que toute l'activité des banques tend à donner à l'argent, cette force sociale, un caractère encore plus exclusif, plus privé. (Notons, en passant, que la science elle-même, malgré son origine sociale incontestable, devient, dans l'ordre capitaliste, la force privée des particuliers.) « Rien qui ne devienne vénal, qui ne se vende et ne s'achète. » Dans l'Europe occidentale les choses se sont ainsi passées. L'ensemble des conditions économiques, et principalement l'expropriation de la terre et l'expulsion de la population agricole, contribuèrent au développement de la production marchande; avec les progrès des sciences se développaient aussi les sciences d'application (1), avec les progrès de ces dernières la productivité du

(1) On peut trouver dans l'étude de M. Tchouprov, *L'économie des chemins de fer en Russie*, v. I, Moscou, 1874, l'indication de l'influence que les chemins de fer exercent sur la production. Cette étude a une grande réputation. Il est à regretter seulement que le côté économique, l'influence des chemins de fer sur l'économie du peuple, soit traité superficiellement. Il faut espérer que dans la seconde édition de cet ouvrage, cette question sera approfondie, car il existe actuellement plus de matériaux qu'il n'y en avait en 1874, au moment où la première édition a paru.

travail augmentait, mais dans l'économie marchande le travail ne s'applique pas à la production des objets nécessaires au producteur, mais à la production des marchandises qui satisfont les besoins de ceux qui peuvent les payer. Le manufacturier, le fabricant sont à la recherche de ces gens. Mais pour cela il faut, avant tout, transporter la marchandise. Pour satisfaire cette demande on invente les chemins de fer. Ensuite, il faut obtenir de l'argent pour la phase suivante de la production. Dans ce but, on crée les banques. Les uns et les autres sont *le résultat de la circulation marchande*, de la circulation des produits faits pour l'échange. Dans l'Europe occidentale le développement de ces trois facteurs (production, chemins de fer, banques) a été dans une dépendance réciproque. La première impulsion fut donnée par la production, mais ensuite, avec le développement des chemins de fer et des banques, les uns et les autres ont donné à leur tour l'impulsion à la production marchande. Suivre la marche de ces trois facteurs et montrer ses résultats dans l'Europe occidentale est un travail qui sort des limites de notre plan. Nous avons esquissé cette question seulement pour constater que les banques et les chemins de fer sont les *conséquences* du développement de la production *marchande*. Ayant déjà posé les prémisses théoriques et recueilli les données qui caractérisent notre économie nationale (en les considérant, nous avons acquis la conviction que le caractère général de notre économie nationale est emprunté à l'industrie agricole), adressons-nous de nouveau aux faits et suivons d'année en année le développement des trois facteurs de notre vie économique : la production des blés, les chemins de fer et l'activité des banques (1).

Le ministère des domaines de l'Etat a entrepris depuis 1879 la publication de « Renseignements sur l'industrie agricole ». Malheureusement, les données n'y remontent qu'à 1870, de sorte que nous avons dû nous borner, pour la composition de nos tableaux, à 8 années, de 1871 à 78. Dans la seconde colonne du tableau IV nous avons montré la quantité de tchetverts de blés,

(1) L'invention suit à quelques pas la science, guette les découvertes scientifiques, pour « les vendre à la civilisation, suivant l'expression du professeur Ray Lankaster, récoltant ainsi là où elle n'a pas ensemencé. »

récoltés dans chacune des années de cette période. Dans la même colonne du tableau suivant se trouve indiqué le montant de tous les blés récoltés pendant chacune de ces huit années ; dans les colonnes correspondantes des tableaux suivants se trouve indiquée la proportion de la récolte de deux ans et pendant deux périodes de quatre années, par rapport à celle faite pendant toute la période de 8 années. Quoique les chiffres représentant la récolte nette se modifient fortement chaque année, en les considérant par période de quatre années, ils semblent rester sans changement, alors que le nombre de tchetverts semés pendant ces deux périodes a un peu augmenté (de 284.335 à 286.688, c'est-à-dire a augmenté de 0,83 0/0).

Nous avons donc le droit de tirer cette conclusion : *la production des blés*, sur laquelle repose toute notre économie du peuple et de l'Etat, reste stationnaire d'une façon *absolue*, et même, la productivité du travail dans cette branche de l'économie baisse, quoique très peu (0,83 0/0) (1). En d'autres termes, contrairement à ce qui se passe dans l'Europe occidentale, nous pouvons dire que le développement des chemins de fer et des banques n'était pas provoqué par l'accroissement de la masse de la production. Mais, en devenant membre de la famille économique de l'Europe, quoique membre cadet, pour maintenir l'ombre de notre indépendance économique, nous avons appliqué toutes nos forces, non au développement de la production même, mais au développement des résultats de la production, à savoir des résultats de la production capitaliste : les banques et les chemins de fer.

Avec l'extension du réseau des chemins de fer se développe aussi l'échange, la circulation des marchandises. L'influence de ce développement est grande, surtout lors des premières lignes de chemins de fer dans le pays. Avec l'élargissement du réseau, la quantité générale des marchandises transportées augmente, mais cette augmentation ne peut pas influer sur la marche géné-

(1) Nous parlons de la productivité du travail en supposant que le nombre des personnes occupées par la production agricole n'a pas diminué. On ne peut pas répondre par des chiffres à cette question, par défaut de données, mais nous n'avons aucune raison de supposer la diminution de leur nombre, au contraire.

rale de la circulation des marchandises. Plus l'étendue des chemins de fer nouvellement construits est grande, plus grande est l'influence que ceux-ci exercent, en supposant toutes les autres conditions égales, sur le développement de la circulation des marchandises, et inversement. C'est pourquoi, pendant les premières années de la période que nous étudions, l'influence des chemins de fer qui venaient d'être construits, est plus grande que pendant les dernières. (Les rapports des chemins de fer nouvellement construits pendant les quatre premières années à ceux des quatre dernières années est 63 : 34, c'est-à-dire que pendant la première période on a construit le double de ce qu'on a construit pendant la seconde.)

Le développement de l'activité des chemins de fer pendant les dernières années était disproportionné avec le développement du réseau. Ainsi, en 1873-74, quand le développement du réseau augmenta de 24 0/0 comparativement avec les deux premières années, le mouvement des marchandises augmenta de 34,93 0/0 ; pendant la troisième période de deux années, le réseau fut prolongé encore de 14,75 0/0 et le mouvement des marchandises a augmenté de 14,77 0/0 ; dans la dernière période biennale, avec un prolongement du réseau de 14,87 0/0, le mouvement des marchandises a augmenté énormément, de 57 0/0. Nous ne pouvons attribuer cette augmentation extraornaire aux chemins de fer seuls ; dans ces deux années, quelque autre facteur économique a dû se développer, et notamment le facteur qui augmente l'échange.

Ce facteur, c'étaient les papiers de crédit. Dans ces deux années, la somme moyenne des papiers de crédit en circulation s'éleva, comparativement à la période précédente, à peu près de 25 0/0 (pourquoi disons-nous à peu près, nous l'expliquerons plus tard). Nous savons que l'augmentation des moyens de circulation, en supposant égales les autres conditions, doit diminuer, dans une mesure correspondante, la faculté d'achat d'un rouble-papier, c'est-à-dire que la valeur du rouble métal doit s'élever à un degré correspondant. Théoriquement, cela pourrait se concevoir, si l'Etat était isolé par un mur chinois des influences économiques extérieures, si, en fait, toutes les autres conditions n'étaient pas changées. Les chemins de fer détruisent cet enclos et non seulement permettent à ce cosmopolite à la face jaune,

qui est le maître du marché mondial, de pénétrer chez nous, mais l'excitent à accaparer notre économie nationale, quoique chez nous il arrive couvert d'un masque en papier, bien connu de tous. L'or étranger étant exclusivement moyen d'échange, en accaparant notre marchandise, augmente l'échange, c'est-à-dire augmente la quantité des achats et des ventes, par suite de l'augmentation du nombre des affaires commerciales, et augmente aussi le besoin des moyens d'échange, de monnaie ; cette circonstance, à son tour, exerce une influence sur l'augmentation de la faculté d'achat du rouble papier, c'est-à-dire sur l'élévation de son cours (1).

De toutes les conditions qui concourent à la modification du cours du rouble-papier, la plus importante pour ces deux dernières années (1877-78) réside dans l'émission de nouveaux papiers de crédit. Comme nous l'avons vu, le nombre de papiers de crédit en circulation a augmenté pour cette période à peu près de 28 0/0, en comparaison des deux premières années, de 31,8 0/0. L'augmentation des moyens de circulation contribuait à l'augmentation de l'échange, et quoique leur faculté d'achat ait diminué, l'onde de dépréciation n'a pas réussi à envahir tout le marché intérieur, c'est-à-dire que quoique la faculté d'achat du rouble-papier ait diminué, cette diminution était disproportionnée avec la quantité de papiers de crédit nouvellement émis. Dans l'échange international, cette émission se réfléchit tout de suite ; ici, la valeur du rouble-or augmente, mais aussi en disproportion avec le nombre des billets émis, un peu moins, et justement dans la proportion où l'échange avait augmenté. La valeur de l'or s'éleva, comparati-

(1) Il ne faut pas oublier que l'augmentation du nombre des transactions à crédit, quelle que soit leur forme : billets de transfert, télégrammes, chèques, lettres de change, etc., diminue en quantité correspondante le besoin de moyens de circulation, et par conséquent, contribue à la diminution de leur faculté d'achat. Tout cela se rapporte à la circulation du papier-monnaie à cours forcé. (Dépassant un peu les limites de cette série d'études, nous notons à présent, pour ne plus revenir sur cette question, qu'à mesure que diminue la production des paysans pour leur propre consommation, à mesure qu'augmente le nombre d'achat des objets qu'on fabriquait auparavant chez soi, la somme d'argent nécessaire à la circulation s'élève (avec l'ancienne vitesse de circulation). Pour la circulation des billets de crédit, cela se manifeste par la hausse du cours).

vement aux deux premières années, de 28,74 0/0, tandis qu'à Londres, ce centre du marché mondial, elle resta presque sans changement ; en d'autres termes, la faculté d'achat d'une livre sterling a augmenté de 28,77 0/0, c'est-à-dire qu'en 1877-78, pour cent livres sterlings, la Russie donnait 28 0/0 de plus de froment qu'elle n'en donnait en 1871-72. Cela explique d'un côté l'énorme augmentation, absolue et relative, de l'exportation des blés (en 1877-78, elle dépasse de 85,90 0/0 celle de 1871-72) et, de l'autre côté, comme nous l'avons déjà expliqué, l'échange augmenté contribuait au maintien du cours du rouble-papier. C'est là qu'il faudrait chercher la cause du développement extraordinaire de l'échange pendant les deux dernières années, et de l'augmentation du transport des marchandises par chemin de fer. L'augmentation des moyens de production pendant les deux dernières années, de 25 0/0 à peu près, accrut l'exportation des blés de 63 0/0 et le nombre de pouds de marchandises transportées par chemin de fer. En d'autres termes, chaque pour cent de papiers de crédit augmentait la circulation de plus du double. L'augmentation de la circulation, disproportionnée avec la quantité de billets de crédit émis, se produit avec l'aide des banques. La plupart des opérations de circulation interne se font au moyen de virements ou de télégrammes ; à cet effet, on prend l'argent des comptes-courants ou des valeurs en dépôt. Nous avons vu aussi que l'augmentation du nombre des transferts par mois coïncide parfaitement avec l'augmentation des prêts contre nantissement, et avec la diminution des sommes en comptes-courants, en un mot, avec la diminution de l'encaisse. Après avoir rappelé en quoi consiste le lien entre ces opérations, examinons si les banques jouent en effet le rôle que nous leur avons attribué tout à l'heure. Considérons nos quatre périodes biennales. Pendant la seconde de ces périodes, les sommes d'argent transférées pour le payement d'une ville à une autre ont augmenté, comparativement à la première période, de 15 0/0, tandis que les marchandises transportées ont augmenté de 34,9 0/0 et l'exportation des blés de 21,2 0/0. Pendant la troisième période, l'exportation des blés s'accrut seulement de 0,85 0/0 ; la somme des transferts s'accrut comparativement peu, de 0,70 0/0 ; le transport des marchandises ne croissant pas autant que pendant la seconde période, augmenta

de 14,77 0/0. Le plus grand accroissement a eu lieu pendant la quatrième période, où l'exportation des blés a augmenté de 63 0/0, le transport des marchandises, de 57 0/0, la somme des transferts, de 44 0/0. Les banques jouent donc le rôle que nous leur avons attribué, et de plus en plus. Ainsi le rapport des sommes d'argent transférées à toute la circulation du crédit pendant la première période a été de 67 : 100 ; pendant la dernière il changea de 82,77 : 100. Dans la première période, la quantité de billets de crédit en circulation dépassait la somme des transferts de 32,3 0/0 ; dans la dernière, elle commença à la dépasser seulement de 17,23 0/0. En d'autres termes, avec l'augmentation des papiers de crédit, le rôle que les banques jouent dans la circulation devient plus important ; mais l'accroissement des banques est beaucoup plus considérable que l'accroissement des papiers de crédit, absolument comme relativement (absolument, il y avait en circulation 31,6 0/0 de plus de billets de crédit dans la seconde période que dans la première ; quant aux transferts, la majoration est de 60,95 0/0 ; dans la première période pour chaque 100 r. de billets de crédit en circulation il y avait des transferts pour 67 r., 60 copecks ; dans la seconde, pour 82 r., 77 copecks). Les banques accaparant de plus en plus l'échange (outre les transferts, les payements par chèques), par cela même font diminuer le besoin d'argent comme moyen d'échange, et sa faculté d'achat, ou pour la forme-papier, le cours. Plus haut nous avons déjà vu, par l'exemple de la banque anglaise, dans quelle énorme proportion diminue le besoin de monnaie avec le développement du système du Bankers Clearing House. Revenons à notre point de départ : la production. Nous avons déjà noté que la production des blés pendant les deux périodes de quatre années que nous examinons, n'a pas changé. En considérant l'accroissement de la population (1 0/0) nous devons conclure que la part de chacun des habitants a diminué ; pendant la dernière période elle a diminué de 4,5 0/0. Ce chiffre exprime l'influence que la stagnation de la production du blé exerce sur la consommation du peuple, avec l'accroissement continuel de la population pendant que les autres conditions se maintiennent. Cela signifie que la population accrue, sur chaque centaine de tchetverts de blés, a pris pour lui 4,5 tchetverts, ou que la consommation du blé par le peuple, par suite de l'ac-

croissement de la population, a diminué de 4,5 0/0. En comparant les périodes biennales, nous nous apercevons que, pendant la seconde et la troisième période, la part de la consommation, par suite de l'accroissement de la population, devait diminuer (dans la seconde de 6,2 0/0, dans la troisième de 3,2), dans la dernière, à cause de la plus grande productivité du travail, elle devait augmenter de 4,55 0/0.

Cela ne paraîtrait pas trop anormal, si les autres conditions étaient immuables ; mais ces autres conditions se modifient beaucoup. L'échange, en comparant deux périodes de quatre années, a augmenté d'une fois et demie ; en comparant la première période biennale et la dernière, de deux fois. Le principal objet de l'échange, la quantité de blés produits se maintient sans changement ; en d'autres termes, la part que l'on enlevait à la consommation du peuple et que l'on vendait devenait de plus en plus grande. Mais ce phénomène pouvait signifier que le blé produit se distribue plus également dans le pays, que le pêcheur de l'Archangel mange le blé de Samara, et que l'agriculteur de Samara assaisonne son dîner du poisson de l'Archangel (1).

En réalité, il n'en est rien. Comme nous l'avons vu, les chemins de fer, grâce aux banques, permettent à l'or de pénétrer et de s'affermir sur notre marché, et après avoir été entraînés dans le cercle de la circulation mondiale, nous devons, *volens-nolens*, nous soumettre à toutes ses lois. Ces lois sont pour nous très rigoureuses, despotiques. Laissons-les, d'ailleurs, de côté pour quelque temps, et revenons aux faits. Les chemins de fer et les banques ouvrent la voie pour nos blés vers le marché mondial. Nous avons déjà vu que ce marché emploie beaucoup de nos blés, mais non pas d'une façon uniforme ; en comparaison avec la première période biennale, dans la seconde le chiffre absolue de l'exportation a été supérieur de 21,22 0/0, dans la troisième de 22,57 0/0, dans la quatrième de 85,9 0/0. Mais ce chiffre a augmenté aussi relativement, car, pendant la première période biennale, l'exportation des blés comprenait 9,83 0/0 de la récolte nette, dans la seconde 12,44 0/0, dans la troisième 13,26 0/0, et enfin dans la quatrième 18,02 0/0. Ces chiffres montrent que les chemins de fer et les banques font bien leurs

(1) Tchouprov, I, p. 51.

affaires et par la fenêtre qu'ils ont ouverte sur l'Europe on exporte de plus en plus le pain du peuple, non seulement en quantité absolue, mais aussi par rapport à toute la récolte. Pendant les premiers temps, cet accroissement est assez régulier (9,83 0/0, 12,44 0/0, 13,26 0/0) ; pendant la dernière période, l'émission plus grande de papier-monnaie et la baisse du cours ont donné une très grande impulsion à l'exportation, de sorte que le chiffre absolu s'est élevé, pendant la dernière période, de 68,83 0/0, et par rapport à la récolte nette, de 18,02 0/0. L'émission de papier-monnaie accéléra seulement le processus qui, comme on peut en juger d'après la marche générale, irait un peu plus lentement sans l'émission de papier de crédit. L'accroissement naturel de la population a enlevé à celle-ci dans la quatrième période, en comparaison avec la première, à peu près 5 0/0 de toute la récolte ; l'exportation, à son tour, au lieu de 10 0/0 pour la première période, lui a déjà enlevé dans la dernière 18 0/0.

Donc, l'exportation du blé a eu une plus grande influence sur la diminution de la consommation du peuple que l'accroissement de la population. Ces deux influences, prises ensemble, s'expriment ainsi : pendant la seconde période, la consommation du peuple a diminué de 9 0/0 ; pendant la troisième de 3,51 0/0 ; pendant la quatrième encore de 1,14 ; en tout près de 14 0/0. L'accroissement naturel de la population a diminué la consommation de 5 0/0, l'exportation a fait le reste. Voilà l'effet du développement des chemins de fer et des banques.

Mais qui donc profite de cet appauvrissement du peuple ? Il y a sur ce point une réponse stéréotypée : C'est l'Etat qui en profite en augmentant le fardeau des impôts. Nous ne contesterons pas que les impôts sont lourds, nous dirons même que les impôts sont formidablement lourds. L'impôt (direct seulement) sur le revenu net de la terre atteint le double de ce revenu, on peut le nommer comme on le veut, seulement qu'on ne le nomme pas contribution, car ce serait abuser des mots. Et malgré cela, nous disons que ce n'est pas l'Etat qui a profité de la diminution de la consommation du peuple. Bien plus, nous disons que le fisc, non seulement n'a pas gagné à cette diminution, mais au contraire qu'il y a perdu. Tâchons de le prouver. Comme nous l'avons constaté, avec le développement de

l'échange, l'argent devient petit à petit le maître de la vie économique ; avec le développement de sa puissance, un nombre de plus en plus grand de choses qui, en apparence, n'ont aucun rapport avec l'argent, entrent dans la circulation de l'échange ; pour de l'argent, on achète tout un être humain avec son corps et sa conscience ; sa position sociale est aussi appréciée par l'argent. Tâchons aussi d'évaluer en argent le revenu brut total de la production du blé dans le pays ; ensuite, considérons quelle part de ce revenu prend l'Etat. Une évaluation exacte est impossible, en partie à cause de la complexité du calcul, mais principalement à cause du défaut de données. Faisons alors une évaluation approximative. Comme les données sur lesquelles se base notre calcul pèchent d'un même côté, leur *rapport* ne change pas, et la conclusion que nous pouvons tirer exclusivement d'après le rapport des chiffres obtenus, peut être considérée comme vraie. Dans notre tableau, toute la récolte nette des blés est traduite en argent, d'après les prix moyens de Pétersbourg et d'Odessa (donc, supérieurs à ceux que reçoivent les producteurs pour leurs produits) (1), ensuite est déterminée la partie du produit brut qui compose le revenu de l'Etat. Il arrive, si nous comparons deux périodes biennales extrêmes (1871-72 et 1877-78), que la partie du produit agricole brut qui doit faire face aux besoins de l'Etat a augmenté de 3,29 0/0, c'est-à-dire de près de 3 1/4 0/0. La partie qui va aux capitalistes a augmenté de 81 1/2 0/0, c'est-à-dire a presque doublé. La part de l'Etat fut dans la première période de 40 0/0 ; dans la dernière de 41,3 0/0 de la récolte nette des blés ; l'exportation s'éleva pour la première période à 9,8 0/0 ; pour la dernière à 18 0/0, soit en les traduisant en tchetverts de blés, l'Etat prenait dans la dernière période 6.564.000 tchetverts de plus que dans la première, et les capitalistes en prenaient dans la dernière 33.670.000 de plus que dans la première période. La partie de la récolte nette employée pour les besoins de l'Etat a augmenté de 1 0/0 tout au plus (au lieu de 40,3 0/0 elle s'est élevée à 41,3 0/0), et la partie de la récolte exportée, c'est-à-dire qui est allée aux capi-

(1) Comme nous le verrons dans les études suivantes, le prix des blés dans les ports dépasse celui des marchés locaux de plus de 30 0/0. Mais cela se rapporte à la période décennale de 1880-1890 ; pour la période décennale précédente il n'y a pas de données correspondantes.

talistes, s'est élevée de 8 0/0. Donc, nous avons pleinement raison de dire que c'est le capital qui a profité principalement de la diminution de la consommation du peuple ; en d'autres termes, *quand la productivité du travail agricole ne se modifie pas, l'accumulation capitaliste se fait aux dépens de la diminution de la consommation du peuple.* Nous avons constaté, en comparant deux périodes extrêmes, que la consommation du peuple a diminué de 14 0/0. Maintenant, nous voyons que ce n'est pas l'Etat qui a profité de cette diminution, mais les chemins de fer, les banques, les marchands, les actionnaires, etc., en un mot, la classe des capitalistes. Avec l'accroissement de la population, le travail agricole ne devient pas plus productif ; et cette circonstance nous devons l'imputer à l'économie capitaliste (quoique de deux périodes comparées, la dernière soit plus abondante que la première de 1,4 0/0), parce que chaque production peut se développer, seulement à la condition qu'une partie du produit soit consacrée de nouveau à la production, mais qu'une part du travail puisse être employée à l'augmentation de la productivité du travail. Or, comme l'économie agricole n'est pas l'économie capitaliste, les capitalistes ne sont pas obligés de songer à cela, et le paysan n'a pas le moyen de rendre sont travail plus productif, car il lui reste pour la consommation 1/7 de moins de blé qu'autrefois.

La réponse à la question : qui bénéficie de la diminution de la consommation du peuple ? nous la trouvons aussi dans les chiffres des bilans de la banque d'Etat. Ces chiffres expriment l'accroissement du processus d'« abstinence » ; ils sont recueillis dans une colonne sous la rubrique « dépôts dans la banque d'Etat ». Vers le commencement de la période examinée (jusqu'au 1er janvier 1871), il y avait pour 306 millions de roubles de toutes sortes de valeurs dans la banque d'Etat ; vers la fin de cette période, il y en avait pour 881,8 millions de roubles, donc, dans l'espace de huit ans, elles ont presque triplé (augmentation de 187,7 0/0). En considérant les chiffres moyens pour chaque période biennale, nous voyons que d'abord les dépôts augmentaient régulièrement, pendant la seconde période, de 33 0/0, pendant la troisième encore de 38 0/0, pendant la la dernière période cette augmentation s'accrut subitement de 50,4 0/0. Voilà donc encore une confirmation de notre conclu-

sion sur la personnalité de ceux qui ont bénéficié de la diminution de la consommation du peuple. Pendant que cette dernière diminuait suivant la progression 9,06 : 3,11 : 1,14; pendant que les revenus de l'Etat exprimés en argent augmentaient suivant la progression 6,24 : 3,89 : 3, 69 0/0; pendant ce temps, disons-nous, le nombre des valeurs déposées à la banque d'Etat augmentait suivant la progression 33 0/0 : 38 0/0 : 30 0/0, parfaitement en parallèle avec l'accroissement de tous les facteurs de l'échange, mais dans une proportion plus forte. En examinant chaque année, nous constatons qu'au commencement l'accroissement va assez régulièrement en augmentant toujours. Ainsi cela se continue jusqu'à l'année 1878. Comme la récolte de l'année précédente fut très mauvaise, l'accroissement de l'accumulation alla en progressant, mais dans des proportions moins considérables ; en 1875, il fut de 78 millions de roubles, et en 1876 seulement de 64 millions. Mais voilà qu'arrive la malheureuse année 1877, l'année de la guerre ; les forces de l'Etat et du peuple sont tendues ; l'accumulation doit certainement diminuer ; les patriotes-capitalistes et leurs commensaux-journalistes crient que des sacrifices sont nécessaires. Mais que voyons-nous en réalité ? Tandis que pendant les premières six années de la période examinée, l'accumulation croissait avec une rapidité moyenne de 18 0/0 par an ; en cette année 1877, année de tous les sacrifices et de toutes les calamités possibles pour le peuple, l'accumulation s'éleva subitement de 30 0/0, de 105 millions de roubles. Le malheur du peuple permit à l'accumulation des capitalistes de croître. Le capital a fait des spéculations sur les calamités du peuple. Cette exploitation des malheurs du peuple se continua encore l'année suivante, mais à un degré moindre ; la guerre finie, l'accumulation augmenta de 102 millions de roubles, ou de 26 0/0. Voilà l'explication des dispositions guerrières de nos chauvins et de leurs fidèles porte-voix et commensaux, les journalistes ; le malheur du peuple est pour eux la manne du ciel ; sans rien perdre ils acquièrent tout ; le malheur du peuple leur apporte des fruits d'or (1). Mais à la banque d'Etat,

(1) Pendant toute la période de 1880-90, le capitalisme continuait à marcher très rapidement, de sorte que vers le 1er janvier 1893 à Pétersbourg seul les dépôts qui furent placés à la banque d'Etat se sont aug-

on dépose comparativement une partie insignifiante des valeurs, qui apparaît comme le produit de l'abstinence forcée du peuple. L'autre partie, beaucoup plus grande, est entraînée dans la circulation de l'échange, à l'aide de laquelle elle accapare une partie toujours croissante du produit du travail du peuple. Nous avons eu des preuves qu'il en est ainsi, en effet, dans l'exportation des blés, qui représente pour nous le plus grand élément du commerce des matières premières.

Essayons, à présent, de déterminer la proportion de la part que le producteur reçoit et de celle qu'on lui prend sous des prétextes divers ; ensuite examinons si ces proportions se sont modifiées, et de quelle manière. Prenons la première période biennale. Les impôts d'Etat, exprimés en tchetverts de blés, étaient en moyenne de 80,3 millions de tchetverts (1).

mentés de la somme énorme de 634 millions de roubles, et en province de 656 millions de r. ; donc, il y en a à présent pour la somme de 2.171 millions de roubles.

(1) Il faut remarquer que la plus grande partie du revenu de l'Etat est entraînée aussi dans la circulation de l'échange ou se cristallise sous forme de dépôts. Prenons pour exemple les deux plus grands chiffres du budget : celui du ministère de la guerre et celui du système du crédit de l'Etat Rappelons qu'ici seulement le côté économique de l'affaire nous intéresse, à savoir non dans quel but on dépense, mais comment on dépense, le mode de dépenser. Sur 184 millions de roubles figurant au budget de l'année 1878 pour couvrir les dépenses *ordinaires* (non pas extraordinaires motivées par la guerre) du ministère de la guerre, 126 millions de roubles représentent la part de l'intendance, c'est-à-dire, sont employés pour les vivres, les fourrages, etc., en d'autres termes entrent dans le commerce. Le système du crédit de l'Etat enlève 140 millions de roubles à l'économie de l'Etat. Cette somme, sauf une déduction insignifiante (500.000), est prise directement sur les impôts, et donnée aux créanciers de l'Etat comme intérêts des emprunts ; et ceux-ci peuvent la transformer en valeurs et la déposer à la banque d'Etat ou peuvent la mettre en circulation. Ici le phénomène se produit directement sans déviation. Ce que nous avons dit du budget de la guerre et du système de crédit de l'Etat, nous pouvons le dire de tous les autres articles du budget général : les recettes recueillies par l'Etat sous forme d'impôts divers servant ou directement (les intérêts des emprunts) ou indirectement (pour toutes les autres branches de l'économie de l'Etat) à l'intensification de l'accroissement de l'abstinence, ou à l'intensification du processus de l'échange. Donc, ici aussi « la force sociale se transforme en force privée des particuliers. » Plus grandes sont les dépenses de l'Etat, plus énergique devient le processus de l'échange et la cristallisation. Et comme l'accroissement du budget de l'Etat dépend

Les recettes des Zemstvos et le payement pour le rachat des terres s'élèvent à 9,77 millions de tchetverts ; l'exportation, 39,2, que nous n'introduirons pas dans nos calculs, en supposant que ces blés sont vendus pour payer les contributions (supposition fausse, mais pour éviter le reproche d'exagération, admettons-le). Donc, de toute la récolte de 199 millions de tchetverts, 90 millions ou près de 45 0/0 ont été payés. Mais nous n'avons pas pris du tout en considération qu'à peu près la moitié des bonnes terres n'appartient pas aux producteurs, et qu'en échange du droit d'en profiter ils doivent payer avec une part de la récolte, ou avec de l'argent, ou avec du travail, d'après le prix du marché. Mais même en omettant un facteur de cette importance (par défaut de données) nous trouvons, néanmoins, que sur 100 tchetverts de la récolte nette, le producteur en donnait 45 0/0. Dans la seconde période la part de l'Etat comprenait en moyenne 83,57 millions de tchetverts ; les recettes des Zemstvos et le rachat des terres à peu près 11 millions de tchetverts ; et à présent, nous avons le droit d'ajouter ici le superflu de la production des deux périodes comparées, 33,67 millions de tchetverts, car nous avons déjà vu qu'il n'a pas été employé pour les besoins de l'Etat. Sur la récolte moyenne de cette période, sur 202 millions de tchetverts, on a pris aux producteurs 128,35 millions de tchetverts, soit sur 100 tchetverts on a pris 63,5 c'est-à-dire à peu près les deux tiers. Si le degré d'exploitation des producteurs était exprimé pour la première période par le rapport 45/55 = 80 0/0, pour la seconde il peut être exprimé par $\frac{635}{365}$ = 174 0/0. En traduisant cela en temps de travail, nous trouvons que le producteur travaille *deux jours pour lui et quatre*

principalement de l'augmentation des sommes destinées au système de l'Etat, et comme ces dernières augmentent par suite de l'accroissement des dépenses de l'Etat pour les chemins de fer, en dernière analyse l'accroissement du budget de l'Etat, nous devons le rapporter à l'accumulation capitaliste. Tout le calcul fait dans le texte a pour but de démontrer sous une forme grossière le changement de la *proportion* entre la part du produit que le producteur reçoit et celle qu'il est obligé d'aliéner. La part elle-même peut être beaucoup plus grande, mais la modification de la proportion dans l'espace est approximativement celle qui est donnée dans le texte. On ne peut pas prétendre faire un calcul exact avec les données dont on dispose.

pour les autres. Si nous prenons en considération les conditions dans lesquelles s'effectue la vente des blés par les paysans, et surtout la location des terres, etc., ce qui augmente encore le 0/0 qui exprime le degré d'exploitation, nous comprendrons alors le phénomène qui pourrait nous étonner, à première vue, par son caractère paradoxal. Les paysans vendent en automne leur blé pour acheter leur propre blé au printemps. En parlant du commerce du blé dans la région de Moscou, Tchaslavsky dit : « Après avoir vendu le blé en automne, ils (les paysans) l'achètent ordinairement en hiver et au printemps pour pouvoir se nourrir (*Le commerce du blé dans la région de Moscou* (en russe, Saint-Pétersbourg, p. 6). La population du district de Colomna, même avec une bonne récolte, peut à peine se nourrir avec son blé; néanmoins, après la récolte, les paysans ayant besoin d'argent commencent à porter leur blé sur les marchés... au printemps ils doivent acheter leur propre blé en le payant plus cher qu'ils ne l'ont vendu (*id.*, p. 120). « Quoique les deux tiers de la population (entre Moscou et Nijni Novgorod) doivent acheter du blé... chaque automne on peut trouver à acheter sur les marchés des villes et des village le blé des paysans, mais seulement en automne, aussitôt après la récolte ; on vend toujours par besoin, pour payer les impôts. Au printemps tous les paysans, sans exception, achètent du blé (*id.*, p. 165). » Les paysans, pour payer les impôts, vendent une partie de leur blé aussitôt après la récolte, et plus tard ils doivent l'acheter, souvent même ils achètent le blé de leur propre production,en le payant beaucoup plus qu'ils ne l'avaient vendu (Barkovsky,*Le commerce des blés dans le bassin du Haut-Volga*, p. 13/629). Le paysan n'aime pas vendre son blé, mais la nécessité le lui commande. Parmi les paysans, il existe un dicton : « Ne te chagrine pas, cher orge, de ce que tu ailles à la ville ; je te ferai revenir, quoique à un prix plus élevé » ; c'est-à-dire qu'au printemps le paysan achètera nécessairement son propre orge, quoique à un prix plus élevé (*Recueil de matériaux statistiques du gouvernement de Tver*, 1874. Tver. Livraison II, pp. 64-65). « Malheureusement, la vente de l'avoine en automne dépouille souvent les paysans, au point qu'au printemps ils n'ont plus de grains, et alors ils empruntent de l'avoine pour ensemencer les champs, en le payant 25 à 30 0/0 plus cher qu'ils ne l'avaient vendu en au-

tomne. » (A. Vassiltchikov, *Notes agricoles sur la partie occidentale du district Starorousski, du gouvernement de Novgorod; Travaux de la Société économique libre*, 1879, t. II, p. 202.) En automne « le paysan est obligé de vendre son avoine pour 2 1/2 roubles par tchetvert,... au printemps l'avoine se vend à 5 1/2 et 6 roubles » (*Recueil du Zemstvo de Moscou*, I, p. 142). Ici aussi les paysans ont un dicton : « Ne te chagrine pas, avoine, que je te mène à la ville ; au printemps je te ferai revenir, même en payant trois fois plus cher. »

CHAPITRE IV

Influence des bonnes récoltes sur les divers facteurs de notre vie économique. Leur analyse par année économique (du mois de septembre au mois de septembre). Lien étroit entre tous les facteurs économiques.

Dans le tableau représentant l'accroissement annuel de la plupart des facteurs de la vie économique nous rencontrons des phénomènes, qui semblent d'abord inexplicables. Ainsi, en 1872, l'exportation des blés a diminué, le transport a augmenté, mais seulement de 5,97 0/0, c'est-à-dire dans une proportion insignifiante comparativement au développement du réseau des chemins de fer (qui avait augmenté, vers le commencement de l'année, de 26,9 0/0) ; les transferts d'argent ont augmenté aussi seulement de 5,17 0/0 ; en un mot, il existait une raison générale qui entravait leur développement. Tandis que en cette même année on fonda quinze nouvelles banques, les opérations de toutes les banques ont augmenté de plus d'une fois et demie, ce qui, dans l'état stationnaire de la circulation d'argent, aboutit à la hausse du cours. En un mot, cette année est apparemment en contradiction avec tout ce qui précède. En considérant la question de plus près, nous verrons qu'il n'y a aucune contradiction. L'année 1871 est une année de mauvaise récolte. Cela explique tout. Nous avons vu qu'avec le développement des voies ferrées, avec l'augmentation des moyens de circulation (ainsi que de crédit) l'échange s'accroît; que cet accroissement mène à la hausse du cours (la baisse du prix du rouble en or). Mais tous ces facteurs ensemble sont dans la dépendance de la quantité de l'objet même de l'échange, chez nous, du degré de

productivité du travail agricole. Moins il y a de produits agricoles, moins il y a d'échanges. Pour mettre mieux en relief cette dépendance, nous avons dressé les tableaux V, en nous basant sur une proposition dejà complètement établie, à savoir, que le produit des travaux d'été entre dans le circuit de l'échange au mois de septembre. Nous avons admis pour cela que l'année économique commence au 1[er] septembre et finit au 31 août, et nous avons suivi chaque année la somme d'argent transférée (seulement de Pétersbourg, à défaut d'autres données), la quantité de blés exportés, la récolte brute (nous ne pouvons malheureusement pas déterminer la quantité des marchandises transportées, également par défaut de données, pour les années 1874-75-76), le cours et la somme des papiers de crédit en circulation, et, à titre de comparaison, nous avons indiqué dans la première colonne la récolte de l'année correspondante.

Examinons attentivement ce tableau. Ici la diminution des chiffres de toute la série pour la seconde année (1871-72), en comparaison avec la première, est encore plus accentuée. La récolte a diminué de 28,08 0/0, la somme d'argent transférée de Pétersbourg a diminué de 16,46 0/0, l'exportation de 29,78 0/0, seulement la recette brute des chemins de fer accuse une légère augmentation de 7,94 0/0 ; mais cette augmentation est, comme nous l'avons vu, trop insignifiante pour le réseau, qui s'est développé de plus de 25 0/0. L'insignifiance de la recette brute augmente la garantie du gouvernement ; elle a augmenté de 37 0/0.

Nous avons parlé ci-dessus de la raison de la hausse du cours. La troisième année donne une meilleure récolte ; la récolte nette augmente de 10,23 0/0. Qu'en résulte-t-il ? Tous les chiffres de la série dénotent aussi une augmentation, le transfert de l'argent de 6.93 0/0, l'exportation de 3,47 0/0, la récolte nette des chemins de fer de 16 0/0, la somme des papiers de crédit en circulation augmente de 1 0/0 ; le cours a baissé, mais peu, de 1/2 0/0 (conséquence de la mauvaise récolte de l'année précédente). Pendant la quatrième année, le chiffre de la récolte nette augmente, mais d'une quantité insignifiante de 0,39 0/0, l'émission des papiers de crédit augmente de 3 0/0, le transfert d'argent en province de 2,23 0/0, l'exportation des blés de 34,77 0/0, la recette brute des chemins de fer avec un développement du

réseau de 14 0/0, s'élève de 30,71 0/0; le cours s'élève presque de 1 0/0. La cinquième année donne aussi une augmentation de la récolte de 12,2 0/0; toute la série des chiffres dénote aussi une augmentation, sauf la petite diminution (de 2 0/0) de l'exportation des blés, ce qui s'explique à la veille de l'année 1875, année de disette. Arrive l'année 1875-76. A ce moment, les banques atteignent le point culminant de leur développement; le réseau des chemins de fer a été aussi largement étendu; vers l'année 1875, le nombre de verstes de voies ferrées, ouvertes à la circulation s'est élevé à 17,418 verstes; depuis lors l'augmentation annuelle moyenne a été de 3 à 4 0/0. En d'autres termes, tous les facteurs de l'échange ont atteint, vers cette époque, leur plus grand développement, sauf un, le plus essentiel, l'objet même de l'échange, le produit agricole : l'année 1875 est une année de mauvaise récolte. Cette année, la récolte nette du blé, comparativement à l'année précédente, a diminué de 29,34 0/0; comparativement à 1870 de 34,61 0/0, soit de plus d'un tiers. Qu'en résulte-t-il ? Toute la série des chiffres, dans ce cas, sans exception aucune, indique une diminution : les sommes d'argent transférées de Pétersbourg en province ont diminué de 15,85 0/0; l'exportation des blés, de 22,59 0/0; la recette brute des chemins de fer, malgré le grand développement du réseau, a diminué aussi de 4,3 0/0. La diminution de la recette brute devait certainement se réfléchir sur le chiffre de la garantie du gouvernement. En effet, ce chiffre augmente : le plus grand accroissement de la garantie (de 62 0/0) porte sur l'année 1876, c'est-à-dire sur 1875. Donc, moins la récolte de l'année est bonne, moins le producteur reçoit de ses produits, plus il doit payer pour compléter les revenus des actionnaires, qui ne peuvent pas rester sans un certain minimum de revenu. L'échange, croissant constamment quand la récolte était plus ou moins stationnaire, augmenta les demandes des moyens de circulation; à cette demande, la banque d'Etat répondait par l'émission de billets de crédit, mais l'échange était tellement intense, que, malgré ces nouvelles émissions, la faculté d'achat du rouble-papier augmenta toujours jusqu'à 1875. Pendant ces cinq années, la somme des papiers de crédit en circulation augmenta de 6,58 0/0 et malgré cela, le cours s'éleva de 6,53 0/0. La mauvaise récolte de 1875 a troublé ces rapports réciproques. Toute l'activité

quinquennale dans la sphère de l'échange a été détruite par un seul facteur défavorable, mais avec un facteur sur lequel repose toute la vie économique. Presque toute l'augmentation du cours, durant cinq années, fut supprimée par une seule année, 1875. En effet, en cette année, le cours a baissé de 5,04 0/0. Nous insistons sur la signification des chiffres que nous venons de citer, parce qu'ils mettent parfaitement en relief cette idée extrêmement simple, que l'Etat ne peut pas exister uniquement par l'échange, que toute la vie économique dépend de la production, que les forces dirigées exclusivement vers l'échange sont des forces dépensées inutilement, pour ne pas dire davantage.

Dans l'année 1876-77, nous avons une récolte moyenne (augmentation de 14 0/0) et une émission exagérée de papier-monnaie. Comme les conditions sont communes avec celles de l'année suivante, considérons-les ensemble. Pendant ces deux années, la récolte a augmenté de 27,2 0/0, l'émission des papiers de crédit a atteint son maximum. L'échange stimulé par ces deux conditions favorables arrive à son plus grand développement. Les transferts d'argent augmentent de 70,79 0/0; l'exportation des blés, de 79,90 0/0; la recette brute, de 73,85 0/0. Mais cet échange quelque grand que soit son accroissement (nous attirons l'attention sur la corrélation de l'augmentation de tous ses éléments), ne peut absorber toute la masse des billets de crédit émis : et cette impossibilité d'absorber est démontrée clairement par le cours, qui baisse de 28,73 0/0.

Ce dernier tableau constate avec une grande évidence l'influence que la production exerce sur l'échange. Cette démonstration était-elle bien nécessaire ? Il nous semble que oui, non pour la théorie, mais notamment pour montrer quelle bévue on peut commettre lorsqu'on néglige les principes théoriques les plus élémentaires. Nous avons mentionné la corrélation de l'accroissement de tous les facteurs de l'échange, et à titre de comparaison, nous avons pris par hasard une année et nous avons rapporté toutes les modifications survenues dans les années suivantes. Pour échapper à toute erreur et pour représenter avec plus de relief encore leur dépendance réciproque, neus avons dressé un tableau (IV. f.g. h.) dans lequel le total des chiffres de toutes les années examinées dans chaque colonne est ramené à 100, et nous avons déterminé dans quelle proportion se trouvent

les chiffres de chaque année (le 0/0 moyen annuel serait : 12,5, 100 : 8 = 12,5). Le même calcul est fait pour chaque période biennale (le 0/0 moyen = 25) et pour chaque période de quatre années (le 0/0 moyen = 50). La production agricole n'a pas changé, comme nous l'avons constaté, pendant deux périodes de quatre années. Examinons alors les facteurs économiques de l'échange. Dans cette période, on a livré à la circulation un grand nombre de voies ferrées, la plupart cependant ont été livrées pendant la première année ; en effet, on en a livré 25,2 0/0, c'est-à-dire plus du quart de tout le réseau qui a été construit pendant cette période de huit années. Pour les périodes biennales, ce développement s'exprimera ainsi : pendant la première de ces périodes on en a ouvert 30,22 0/0 ; pendant la seconde, 35,78 0/0 ; pendant la troisième, seulement 12,51 0/0 ; pendant la quatrième, 21,49 0/0 ; donc, vers l'année de disette 1875, on a construit des chemins de fer en nombre double, comparativement aux quatre années postérieures à 1878. L'influence des chemins de fer sur l'échange devait se faire sentir, pendant les quatre premières années, avec plus d'intensité que pendant les dernières. En effet, il en fut ainsi ; comme nous l'avons vu, on peut attribuer à la seule influence des chemins de fer nouvellement ouverts le fait que la diminution de l'échange, provoquée par la mauvaise récolte de 1871, ne s'exprima pas sous une forme plus brusque, et que la recette brute de cette année augmenta quelque peu. En l'année 1875-76, on constate une diminution de cette recette, parce que, notamment vers le commencement de cette année, le réseau atteignait presque son développement actuel (vers l'année 1886).

Après avoir établi ce fait, passons à l'examen de la circulation des papiers de crédit. Ici nous nous heurtons à une singularité. Pour exposer plus clairement la bizarrerie réelle du phénomène que nous allons indiquer, nous devons revenir au tableau qui représente la modification des facteurs d'année en année. En consultant les données qui expriment la circulation monétaire, nous voyons qu'elle a toujours augmenté, d'année en année, jusqu'à 1876, où il se produit un fait qui semble d'abord inexplicable, à savoir, qu'en présence d'une augmentation générale de l'exportation des blés, du transport des marmarchandises, des transferts d'argent, le cours baisse, plus

encore, baisse avec une diminution de circulation monétaire. C'est là une situation sans issue pour la théorie, à ce qu'il semble. Mais ce n'est qu'une apparence. En réalité, la quantité de moyens de circulation, non seulement ne diminua pas dans cette année, mais au contraire augmenta ; ils avaient pris une autre forme. Le fait est qu'en 1876 la banque d'Etat vendait l'or à l'étranger. En moyenne, dans ces sept années, à l'exception de 1876, on exportait de l'or pour 15 millions de roubles par an, et on en importait pour 12 millions ; en 1876, on en a exporté à peu près pour 100 millions, et on en a importé pour 4 millions. Cet opération fut faite, probablement, en vue de maintenir le cours, en supposant que ce dernier dépende du superflu de la marchandise exportée sur celle qui est importée. Regardons de plus près cette opération. Qu'avons-nous reçu en échange de notre or ? Des lettres de change de banquiers étrangers, c'est-à-dire des instruments mêmes de payement, mais seulement ceux qui, par leur destination, ont plus de puissance que nos papiers de crédit. Plus la quantité de ces lettres de change mises en circulation devenait grande, plus se dépréciaient les papiers de crédit qu'elles supplantaient, en conservant toujours leur propre faculté d'achat, car celle-ci ne dépendait pas de notre marché avec le cours obligatoire des papiers de crédit. Si cette opération avait été faite sur une échelle encore plus vaste, la baisse du rouble-papier aurait encore été plus grande. Mais cela n'explique pas tout. Les papiers de crédit, à une certaine époque de l'année, vont dans le peuple, et c'est précisément à ce moment qu'ils sont mis en circulation. En nous basant sur nos tableaux, nous affirmons qu'en effet ils ont été émis. Par qui ? Comment ? cela nous ne le savons pas ; mais nous affirmons qu'en circulation il y en avait plus que la quantité dénoncée, aussi positivement que si nous avions assisté à leur émission (1). L'émission extraordinaire de billets de crédit,

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, on a publié sous la rédaction du directeur de la banque d'Etat, M. Ivastchenko, 4 livraisons de l'« Annuaire des établissements de crédit russes ». Dans la 3e livraison nous trouvons la somme vraie des billets de crédit en circulation. Nous voyons que nous ne nous sommes pas trompés dans nos prévisions : en effet, la somme des billets de crédit circulant en 1876 était plus forte de 22 millions de roubles. Dans nos tableaux, nous avons opéré les modifications correspondantes.

émission qui ne pouvait pas être absorbée par l'échange, haussa la valeur de l'or. En 1877, il y avait en circulation de ces billets 14,5 0/0 de plus qu'en 1871 (ou à peu près 13 0/0 de tous les billets qui circulèrent pendant huit ans), et l'or augmenta de 22,9 0/0. Cela entraîna une exportation plus intense des blés, augmenta donc l'échange. L'exportation des blés, en 1877, comprend 15 0/0 de l'exportation entière de toute cette période ; les transferts d'argent formèrent 14 0/0 ; le transport des marchandises, 16 0/0. Le développement du procès de l'échange qui fut accéléré grâce à l'émission des billets de crédit, se poursuit avec la même force durant l'année suivante, quoique, alors, leur émission augmenta encore de 35 0/0, de sorte qu'en cette année (1878) ils comprenaient 17 0/0 de tous les billets qui circulèrent pendant cette période de huit ans. L'intensité de l'échange fut si grande, qu'elle absorba une partie considérable du total des billets, quoique leur cours fût baissé, mais dans une proportion moindre que leur émission ; en 1878 il représentait 15,4 0/0 du total des cours de la période entière de huit ans. Il fut soutenu par la bonne récolte de l'année précédente, qui permit à l'échange de se développer. On peut juger de ce développement d'après les chiffres suivants : en 1878, on a exporté en blés 20,39 0/0, c'est-à-dire un cinquième de tous les blés exportés pendant huit ans (rappelons que le 0/0 moyen pour les huit ans = 12,5 0/0), le nombre de pouds de marchandises transportées comprenait 18,58 0/0 de toute la période ; la recette brute s'éleva à 18,72 0/0 ; la somme d'argent transférée à 18,57 0/0 ; et enfin les dépôts à 18,81 0/0. Examinons de plus près cette coïncidence extraordinaire des chiffres. Elle existait aussi en 1877, quoique la somme d'argent transférée fût, à ce qu'il paraît, exceptionnelle ; en effet, dans la série des chiffres de cette année, qui présentent tous 16 0/0 avec une fraction, la somme des transferts représentant 14 0/0 est exceptionnelle. Il n'est pas difficile d'expliquer la raison de ce phénomène : 1877, c'est l'année de la guerre. Tout le midi de la Russie fut paralysé. Pétersbourg prospérait : cette année, le chiffre de l'exportation a atteint une élévation qui jamais jusqu'alors n'avait été atteinte, soit 30 millions de tcheverts, dont plus d'un tiers passait par Pétersbourg, et la somme d'argent transférée de Pétersbourg fut excessivement grande en comparaison de la somme générale des transferts.

Ainsi, la somme de tous les transferts représentait cette année 14 0/0 de la somme entière de toute la période des huit années, tandis que la somme des transferts de Pétersbourg seul s'élevait à 16,22 0/0. En cette année, la somme des transferts de Pétersbourg augmenta de 62,2 0/0 comparativement à l'année précédente ; la somme de tous les autres transferts augmenta seulement de 1,7 0/0.

Mais Pétersbourg seul ne peut remplacer par son désir de faire fortune celui de tous les négociants de la Russie, et quoique sa participation à l'opération des transferts augmenta fortement (62,2 0/0), il fut néanmoins en disproportion avec l'arrêt de l'accroissement dans toute la Russie du Sud. Cela explique parfaitement le manque de corrélation de l'augmentation des transferts d'argent avec tous les autres facteurs de l'échange. En remontant à l'année 1876, nous retrouvons la même correspondance. Plus nous montons, moins cette corresponpance deviendra exacte. Nous pouvons expliquer ce phénomène par le fait que, jusqu'en 1875, tous les facteurs de notre nouvelle vie économique se développaient quantitativement, pour ainsi dire. Chaque année on fondait de nouvelles banques ; on construisait de nouveaux chemins de fer. Cette disproportion nous a permis d'étudier l'influence de ces facteurs, car cette influence était isolée avait un grand relief. Depuis 1875, la quantité de ces facteurs a augmenté, mais relativement peu.

Tout ce mécanisme gigantesque, jusqu'alors, n'était pas suffisamment consolidé, et n'allait pas harmoniquement vers une consolidation définitive. Tous les rouages s'ajustèrent de leur mieux l'un à l'autre et le mouvement se fit régulièrement, uniformément, avec une vitesse suffisante. Et maintenant, dès que le mouvement d'un de ces rouages s'accélère, tout marche plus vite, l'énergie latente des produits de la production peut se transformer en énergie de mouvement et accélérer la marche de tout le mécanisme. Mais l'énergie latente du produit est le résultat direct du travail, énergie du mouvement, et de la terre à laquelle ce travail est appliqué. Si la force vive du travail et la force latente de la terre s' « irradient » en nous servant de l'expression technique, la force latente du produit qui se transforme en force vive de l'échange s'irradiera aussi ; en d'autres termes, si les producteurs et la terre restent comme jusqu'à présent

objet de dédain, la marche de tout le mécanisme de l'échange se ralentira d'abord, et ce ralentissement s'accentuera de plus en plus jusqu'à l'arrêt complet du mécanisme.

Si nous prenons les mêmes rapports proportionnels des sommes d'après des périodes de deux années et de quatre années, nous pouvons très bien suivre dans ces trois tableaux parallèles la tendance de chacun de ces facteurs à accommoder son propre mouvement à celui de tous les autres. Après avoir étudié la dépendance de chacun d'eux, cette accommodation ne peut pas nous paraître étonnante et incompréhensible. Le phénomène examiné est soumis à des lois parfaitement identiques à celles qui agissent dans le monde physique. « Supposons, dit Clifford, un corps doué d'une certaine somme de mouvement (le résultat de la vitesse multipliée par la masse), comme le corps seul dans tout l'univers; il changerait de position toujours avec la même quantité de mouvement. S'il survient un changement dans cette quantité, cela prouvera qu'il existe un autre corps, et le changement dépend de la position de ce dernier, qui de son côté réagira sur le premier corps ». Le même fait se vérifie avec les facteurs du mouvement économique. L'accélération du mouvement de l'un d'eux, quelle qu'en soit la cause, entraîne inévitablement la même accélération des autres, quoique ces autres, si la quantité de leur mouvement est moindre, par cela même ralentissent le mouvement du premier. Chaque nouveau facteur apporte sa propre quantité de mouvement, celle qui lui est inhérente ; ensuite, sous l'influence des autres, elles s'entrebalancent. On a abandonné dans la mécanique l'ancienne notion et on ne cherche plus de base à la théorie de l'équilibre des corps en dehors de la dépendance du mouvement; et si on déduit naturellement les thèses fondamentales de la statique des lois du mouvement, nous aussi, dans les questions économiques, nous devons recourir à cette même méthode. C'est ce que nous avons fait. Nous constatons au tableau que la circulation du crédit possédait la moindre quantité de mouvement, ensuite, la quantité de transferts, l'exportation des blés ; la plus grande quantité de mouvement se retrouvait dans le transport des marchandises; en comparant chaque série suivante nous voyons toujours un équilibre de plus en plus parfait. Mais chacun des facteurs, répétons-nous, possède sa propre quantité de mouvement qui lui est

inhérente, et si, par suite de quelque circontance extérieure, il est accéléré, l'équilibre renaîtra seulement lorsque ce mouvement aura accéléré proportionnellement le mouvement des autres et que par la réaction de ces autres facteurs il sera ralenti dans une certaine mesure.

L'activité moindre de tous les facteurs de notre nouvelle vie économique donnait comparativement une possibilité moindre d'exercer l'« abstinence ». En comparant les chiffres de la colonne « dépôts en banque » avec les autres, nous remarquons que ceux-ci croissaient le plus rapidement, qu'en comparaison avec les chiffres des autres colonnes le procès de l'abstinence devait croître plus vite que les autres.

Jusqu'ici nous avons étudié le domaine de l'échange; si nous nous adressons à la production et à la consommation, nous trouverons qu'ici les chiffres se présentent d'une façon analogue, comme dans la production, ou dans l'ordre inverse, comme dans la consommation. Quant à la production, nous avons déjà dit plus haut qu'elle ne se modifia pas pendant la période de quatre années. En divisant le produit entier d'une période de huit ans en deux périodes égales, nous constaterons que pour la seconde non seulement il n'a pas augmenté, mais qu'il a même un peu diminué. Nous avons déjà vu l'influence que l'accroissement de la population exerce sur la quantité de blés consommée ; indiquons maintenant quelle est la proportion de cette quantité de blés que l'exportation enlève à chaque habitant. Pour la première période biennale le chiffre était de 19,66 0/0 (la moyenne est de 25 0/0), pour la dernière de 34,15 0/0, c'est-à-dire que plus augmente l'échange avec, comme conséquence, l'« abstinence » volontaire, qui s'exprime par les dépôts en banque, plus augmente l'abstinence forcée, dans la même mesure diminue la consommation du peuple. Cette diminution de la consommation ne s'est pas exprimée en une progression aussi rapide que pour la majorité des facteurs de l'échange. Il en résulte que si pendant la première période biennale chaque habitant consommait 27,43 0/0 de la quantité moyenne de tchetverts de blés consommés dans la période entière de huit ans, pendant la quatrième période il n'en consommait que 23,65 0/0; en moyenne, la quantité de vivres a donc diminué de près de 14 0/0.

Tous ces chiffres se rapportent au produit; le prix ne joue conséquemment ici aucun rôle, seule la quantité de produits a diminué, et voilà tout (1).

(1) Jetons un coup d'œil sur les prix. Ici nous nous heurtons à une difficulté considérable, le défaut de données. Nous ne connaissons rien des prix auxquels le produit est acheté immédiatement au producteur. Les prix, qui nous sont connus sont les prix des grands centres commerciaux Pétersbourg, Riga, Odessa, etc.). Bien plus, même les prix connus de ces centres sont les prix moyens, annuels. Ce n'est que dans les dernières 3-4 années que dans le « Moniteur des dispositions du gouvernement au Ministère des Finances » on commença à publier mensuellement les prix des principales marchandises commerciales. Voilà pourquoi il est impossible de déterminer l'influence que la bonne récolte exerce sur eux, car certainement elle se manifeste en automne. Tout ce que nous pouvons, c'est indiquer le mouvement annuel des prix sur les principaux marchés de blé (nous avons choisi deux points opposés : Pétersbourg et Odessa); ensuite, en prenant des chiffres moyens, établir par déduction approximativement le mouvement général des prix. En comparant les prix du froment pendant une période de quatre ans, nous verrons qu'à Pétersbourg et à Odessa ils ont baissé de près de 4 0/0 (à Pétersbourg, de 4 0/0 ; à Odessa, de 3,57 0/0), d'année en année ils se sont modifiés; les prix les plus bas ont été atteints en 1875-76, les plus hauts à Pétersbourg en 1877-78, et à Odessa en 1873-74. Le prix de l'orge a haussé constamment à Pétersbourg, de sorte que dans la seconde période de quatre années il était de 15 0/0 plus élevé que dans la première. A Odessa il était le plus élevé pendant la seconde période biennale. Pendant la seconde période de quatre ans, il a baissé de 1 0/0. Si nous prenons les prix moyens de l'orge, nous constaterons qu'ils s'élèvent toujours; pour les périodes biennales cette élévation se répartit comme suit : 100 : 106,74 : 108,52 : 112,88. En comparant les prix moyens de Pétersbourg et d'Odessa par périodes de quatre années, nous constatons une élévation de 7,12 0/0. De sorte qu'en même temps que les prix du froment à Pétersbourg et à Odessa étaient devenus presque égaux, les prix de l'orge continuaient à différer considérablement, s'élevant à Pétersbourg et se maintenant à Odessa.

CHAPITRE V

Pétersbourg et Moscou. Le rôle des marchands de blés.

Dans l'exposé de la circulation monétaire, nous avons déjà vu quel rôle important joue Pétersbourg. Maintenant nous devons examiner comment elle se modifie d'année en année. Malheureusement, il nous est impossible, par défaut de données, de suivre également la modification de tous les facteurs étudiés, et nous devons nous borner à ce que nous avons. Commençons par la monnaie. Le tableau (VII) des transferts de monnaie de Péterbourg en province et inversement, nous montre que Pétersbourg fait, en moyenne, 35 0/0 de tous les achats en province (et 2 0/0 à Moscou) ; de leur côté les provinces achètent à Pétersbourg seulement 8,9 0/0, c'est-à-dire quatre fois moins. Cette proportion se modifie quelque peu par périodes de quatre années ; ainsi pendant la première de ces périodes les transferts d'argent de Pétersbourg en province comprenaient 34,8 0/0 de tous les transferts ; pendant la seconde, 35,8 0/0. Il faut noter, d'ailleurs, que dans la seconde période nous rencontrons l'année 1877 qui se distingue par son activité intense. Ainsi, pendant sept ans, sauf l'année 1877, on a expédié de Pétersbourg à Moscou 36 0/0 d'argent ; et en 1877, 46,15 0/0, c'est-à-dire, 10 0/0 en plus. En examinant l'influence que la bonne récolte exerce sur la quantité d'argent transférée de Péterbourg, nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer son accroissement d'année en année. A présent, attirons une fois de plus l'attention sur l'affaiblissement du procès de la circulation dans le midi de la Russie par suite de la guerre. Tandis que la quantité de transferts d'une ville à une de celles qui n'étaient pas en rapport avec Péters-

bourg ou avec Moscou n'a augmenté que 1,7 0/0, les transferts de Pétersbourg en province se sont accrus énormément, de 530/0, c'est-à-dire que l'activité d'achat de Pétersbourg a augmenté de plus d'une fois et demie. L'année suivante, non seulement elle n'a pas baissé, mais elle s'est développée encore davantage. Cette activité commerciale de Pétersbourg s'est réfléchie de suite sur ses bénéfices, comme nous pouvons le constater au tableau des dépôts dans la banque d'Etat. En cette année, ils ont augmenté de 80 millions de roubles, tandis que jusqu'alors l'augmentation moyenne ne dépassait pas 50 millions de roubles. En 1878 les dépôts ont augmenté comme auparavant de 50 millions de roubles; en 1879, de 86 millions de roubles. Mais cette dernière année, qui vit la plus forte baisse du cours du rouble-papier, sort des limites de notre étude, parceque nous n'avons pas d'autres données. A la question de savoir si on a beaucoup acheté avec l'argent de Pétersbourg, et quelles marchandises, nous ne pouvons donner qu'une réponse incomplète, car nous n'avons pas assez de matériaux. Il faut noter, avant tout, que les marchandises achetées par les marchands de Pétersbourg peuvent même ne pas arriver à Pétersbourg, mais suivre la voie la plus courte (Riga, Kœnigsberg, etc.) pour être exportées à l'étranger. Des 363 millions de pouds de blés expédiés en l'année 1874 par tous les ports et toutes les stations des voies ferrées (c'est-à-dire, indépendamment de ceux qui étaient transportés d'une voie à l'autre), il n'arriva à Pétersbourg que 67,97 millions de pouds ou 18,2 0/0 (1).

(1) Cette question est étudiée par le Ministère des voies et moyens, avec les matériaux des voies navigables et des voies ferrées, et elle a été étudiée d'une façon parfaite surtout avec les données des voies ferrées. Le principal défaut de cette étude, c'est qu'elle ne remonte pas assez haut, mais ce défaut est réparé par la surabondance des renseignements qui augmentent chaque année. Nous ne pouvons pas ne pas exprimer notre reconnaissance au Ministère pour la publication de renseignements si importants, tels que ceux qui se trouvent à la 3e livraison du *Recueil*. « Les renseignements sur la circulation des produits agricoles par chemins de fer en 1876 », complétés par les renseignements sur la circulation des marchandises par voies navigables, et par les bulletins sur l'arrivée des marchandises les plus importantes à Pétersbourg. Il faut espérer que la section de statistique du Ministère continuera à publier ces renseignements toutes es années sans interruption, sinon ils auront un grave défaut pour la st -
T

Dans l'année 1876 toutes les stations des chemins de fer et tous les ports intérieurs ont expédié en marchandises de toutes sortes : 1.367 millions de pouds, Pétersbourg en a reçu 244,7 millions (dont 86 millions de pouds de blés ou 35,4 0/0), ou à peu près 18 0/0, c'est-à-dire 1/5 de toutes les marchandises expédiées. Des 3.118 millions de pouds de blés expédiés par tous les ports et toutes les stations, il arriva à Pétersbourg 86,8 millions de pouds, c'est-à-dire plus de 23 0/0, ou à peu près un quart de toutes les expéditions. Dans l'année 1877 des 1.353 millions de pouds de l'envoi global, Pétersbourg a reçu 280,9 millions de pouds (dont 104,5 millions de blés ou 37,2 0/0), c'est-à-dire 20,7 0/0 ou plus d'un cinquième de tous les envois. Par voie navigable, Pétersbourg reçoit en moyenne, de 1871 à 1877, 36,76 0/0 de toutes les marchandises expédiées; par chemin de fer (moyenne déduite pour quatre années 1876-1879) à peu près 10 0/0. En 1878 il n'arriva à Pétersbourg que 254,5 millions de pouds de marchandises, dont les blés — 74,9 millions de poudes ou 29,4 0/0; en 1879 autant qu'en 1877 — 280 millions de pouds dont 99,4 millions de poudes de blés ou 35,4 0/0.

En examinant le tableau des transferts d'argent nous avons vu que l'activité d'achat de Pétersbourg dans la Russie intérieure croît fortement; maintenant nous constatons que cette augmentation a pour objet essentiel l'achat des blés. Si le nombre de pouds de blés apportés augmente le rapport de ces blés à d'autres marchandises et enfin le rapport des transferts de blés arrivés à Pétersbourg au nombre de leurs expéditions de toutes les stations de chemin de fer et de tous les ports augmente de même. Nous le répétons, une partie considérable des marchandises achetées par l'argent des capitalistes pétersbourgeois, en laissant Pétersbourg de côté, suit la voie la plus courte pour l'étranger. Cette activité commerciale si intense explique d'une part la spéculation qui se développe avec une rapidité extraordinaire (quoique une part considérable de l'influence doive être attribuée à Pétersbourg comme centre financier, comme lieu d'émission des divers emprunts, des actions, etc.,

tistique : l'absence de continuité des données. (Depuis, le Ministère continue à publier ces matériaux; au début, ils n'étaient pas fournis tous les ans, mais depuis 1885, il y a une série continue de renseignements pour chaque année.)

mais il faut dire aussi, qu'il est devenu le centre financier uniquement grâce à son activité commerciale), et de l'autre, l'accumulation capitaliste qui se développe aussi rapidement. Le tableau de l'« épargne » mise en dépôt dans la banque d'Etat nous montre avec quelle précision le développement de l'activité commerciale se réfléchit sur l'augmentation de la somme des dépôts en banque. Si l'activité commerciale manifeste une intensité moindre, la quantité de valeurs mises en dépôt devient moindre aussi; si l'activité commerciale augmente, l'accroissement de ces valeurs augmente de même.

Le rôle économique de Moscou se présente sous un autre aspect. Comparativement à Pétersbourg, Moscou achète quatre fois plus qu'il ne vend (19 : 81 0/0). Pendant la première période de quatre années il achetait encore davantage (15 : 85 0/0), pendant la seconde il commença à acheter moins (23 : 77 0/0). Par rapport aux villes de province, Moscou est plus actif comme vendeur que comme acheteur; il vendait pour 58 et achetait pour 42 0/0 ; pendant la première période de quatre années il vendit seulement pour 5,04 et acheta pour 49,6 0/0; pendant la seconde il acheta et vendit respectivement pour 58 0/0 et 42 0/0, et même la somme absolue de ses achats passa de 269 millions de roubles à 255 millions. Les transferts d'argent des villes de province entre elles dans la période de huit années forment 21,4 0/0 de tous les transferts; dans la première période de quatre ans, ils comportaient 20,3 0/0, et dans la seconde, 22,2 0/0. Ils se développèrent surtout dans la dernière année, 1878; les chiffres des transferts de cette année comportaient 19,9 0/0 de la somme globale de tous les transferts provinciaux pour les huit ans, tandis que jusqu'à ce temps ils ne dépassaient jamais 13 0/0; ce phénomène s'explique, principalement, par l'activité commerciale, provoquée par l'émission de billets de crédit et, par conséquence, par la baisse du cours.

CHAPITRE VI

Influence du développement du capitalisme sur la qualité des consommations populaires.

Etudions maintenant un phénomène important, provoqué par le développement de l'économie capitaliste : Comment non seulement les blés sont-ils entraînés dans le mouvement de l'échange et par cela même enlevés à la consommation du peuple, mais aussi comment, avec la diminution de la consommation, la qualité de cette consommation baisse-t-elle ?

Jusqu'à la construction des voies ferrées, la production locale servait à pourvoir exclusivement aux besoins locaux. L'argent et les chemins de fer, lorsqu'ils pénètrent dans quelque endroit écarté, haussent tout de suite les prix des objets les plus nécessaires (le pain, etc.), comme de ceux qui satisfont des besoins plus ou moins développés et dont la consommation dénote déjà quelque aisance (par exemple le poisson, la viande, les œufs, le gibier, les fruits, etc.). Le gibier et les fruits, les produits les moins fixes, disparaissent petit à petit de la consommation locale. Bien plus, tout en cessant de pourvoir à des besoins locaux, leur production peut se développer, et par conséquent, en perdant le débouché du marché local, ces produits deviennent de plus en plus étrangers à leurs producteurs. Après avoir enlevé les objets d'aisance, après les avoir absorbés (il est bien connu que quelques années après la construction des chemins de fer dans les localités célèbres par quelque produit, il devient impossible de se les procurer, car ce produit est destiné tout entier à l'exportation) le commerce s'alimente de meilleures espèces de blés, des espèces qu'il estime être trop bonnes pour l'estomac du pay-

san, et commence à les entraîner dans cet abîme, d'où il ne peut retourner à son producteur qu'à des conditions excessivement lourdes.

Déjà en 1847 on a mis en lumière la corrélation de l'avilissement de la qualité des objets de consommation du peuple avec le développement de l'économie capitaliste. Le prix des vivres « dit un ouvrage publié cette année là, a presque continuellement haussé, tandis que le prix des objets manufacturés et de luxe a presque continuellement baissé. Prenez l'industrie agricole elle-même : les objets les plus indispensables, tels que le blé, la viande, etc., haussent de prix, tandis que le coton, le sucre, le café, etc, baissent continuellement dans une proportion surprenante. Et même parmi les comestibles proprement dits, les objets de luxe, tels que les artichauts, les asperges etc., sont aujourd'hui relativement à meilleur marché que les comestibles de première nécessité. A notre époque, le superflu est plus facile à produire que le nécessaire. Enfin, aux diverses époques historiques, les rapports réciproques des prix sont non seulement différents, mais opposés. Durant tout le Moyen Age, les produits agricoles étaient relativement à meilleur marché que les produits manufacturés. Dans les temps modernes, ils sont en raison inverse. L'utilité des produits agricoles a-t-elle pour cela diminué depuis le Moyen Age. L'usage des produits est déterminé par les conditions sociales dans lesquelles se trouvent placés les consommateurs, et ces conditions elles-mêmes reposent sur l'antagonisme des classes. Le coton, les pommes de terre et l'eau-de-vie sont des objets de l'usage le plus commun. Les pommes de terre ont engendré les écrouelles ; le coton a chassé en grande partie le lin et la laine, bien que la laine et le lin soient, en beaucoup de cas, d'une plus grande utilité, ne fût-ce que sous le rapport de l'hygiène ; l'eau-de-vie enfin l'a emporté sur la bière et le vin, bien que l'eau-de-vie, employée comme substance alimentaire, soit généralement considérée comme un poison. Pendant tout un siècle les gouvernements luttèrent vainement contre l'opium européen, l'économie prévalut, elle dicta ses ordres à la consommation. (Karl Marx), *Misère de la philosophie. Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon*, Paris, 1847, pp. 40-41).

Le même phénomène se reproduit en Russie. Ainsi, tous se

souviennent encore du bruit qu'ont fait les fromageries coopératives, et la colère qu'elles soulevèrent contre M. Engelhardt qui montra leur importance véritable sur le ménage du paysan. A la fin des fins, les fromageries enlèvent les produits laitiers de la consommation locale, en les expédiant dans les villes (1). Les données, que nous avons présentées plus haut, sur l'exportation du lin à l'étranger, et sur l'importation du coton sont absolument d'accord avec ce que l'auteur de la *Misère de la Philosophie* a dit déjà en 1847 des conditions économiques de l'Europe occidentale : chez nous, comme là, une partie toujours grandissante du lin produit n'est pas consommée pour les besoins de ses producteurs, mais est exportée, et les producteurs sont obligés de le remplacer par des produits du coton étranger achetés à meilleur marché. Chez nous, comme en Occident, les producteurs sont obligés de remplacer le pain par les pommes de terre, qui coûtent moins cher. Ici on peut observer un phénomène très intéressant.

Nous aurons encore l'occasion de montrer que dans les localités où prédomine la forme de propriété collective, l'agriculture à base capitaliste ne se rencontre presque jamais, et qu'elle n'est possible que là où les liens de collectivité sont brisés ou se brisent. Maintenant, jetons un coup d'œil sur la nourriture des ouvriers agricoles là où l'économie agricole capitaliste a plongé ses racines. Tandis que, pour toute la Russie, à l'exception des gouvernements de la Baltique et de la Vistule, la récolte nette des pommes de terre donne 1/2 tchetvert pour chaque habitant, dans les gouvernements de la Baltique elle donne 1,1/2 tchetvert, dans les gouvernements de l'Occident 1,3 tchetvert et dans les gouvernements de la Vistule même 2,7 tcheverts. (*Recueil des renseignements sur l'industrie agricole*, Saint-Pétersbourg, 1889, livre II, pp. 46-47). Bien plus ; tandis que, comme nous l'avons vu, la quantité de blé employée pour l'ensemencement des champs reste

(1) On écrit de Kortchova (gouvern. de Tver), que la commission sanitaire du Zemstvo, composée de cinq membres du Conseil et de médecins du Zemstvo, a porté son attention *sur la mortalité énorme des enfants* dans le bailliage de Koudriavtzevo, *résultant de ce que ces enfants sont nourris exclusivement de pain : tout le lait étant expédié à la fromagerie* de M. Verestchaguine, située dans les limites de ce bailliage (*La Voix*, (journal russe) 1879, n. 330).

invariable, et une partie toujours grandissante de la récolte devient l'objet du commerce mondial ; le blé, comme nourriture, est remplacé de plus en plus par les pommes de terre, surtout dans les localités où se développe l'agriculture capitaliste. Dans toute la Russie, à l'exception des gouvernements mentionnés plus haut, la plantation des pommes de terre a été pour la période 1875-78, en moyenne, de 2,2 0/0 supérieure à ce qu'elle était en 1870-74 ; en Pologne elle était supérieure de plus de 3,4 0/0, dans les gouvernements du sud-ouest aux terres noires, de 6,2 0/0, et dans ceux de la Baltique même de 32,2 0/0 (*Idem.*). Mais il ne faut pas oublier qu'ici on plante les pommes de terre non seulement pour se nourrir, mais encore pour les distilleries.

La tendance des temps nouveaux s'exprime avec la même force dans la quantité de bétail que l'on possède. Dans la Russie entière en 1876 il y avait autant de chevaux qu'il y en avait en 1831. L'augmentation pendant la période décennale (1866-76) se produit dans les gouvernements de l'ouest (de 30 0/0), de la Baltique (de 38 0/0) et surtout du sud-ouest, où leur nombre s'est accru de 74,2 0/0 (de 1861 à 1871). Le nombre des bêtes à cornes pendant la même période a diminué dans toute la Russie, excepté dans les gouvernements de la Baltique où il a augmenté de 9,5 0/0 ; dans ceux de l'ouest, où il a augmenté de 2 0/0, et dans ceux du sud-ouest où l'augmentation a atteint 9,7 0/0 (de 1861 à 1871). Nous n'avons pas de renseignements sur les gouvernements de la Vistule. Pour expliquer cette diminution générale du bétail (à l'exception des gouvernements mentionnés ci-dessus) il faut porter notre attention sur les chiffres de l'exportation à l'étranger. Comme nous l'avons déjà vu, la valeur du bétail exporté en 1878 était supérieure de neuf fois à sa valeur corrélative en 1864. La diminution des bestiaux ne peut pas ne pas se réfléchir sur la productivité du travail agricole.

Le procès de l'avilissement de la qualité de la consommation du peuple corrélative au développement de l'économie capitaliste exerce son influence sur le blé, c'est-à-dire, que les meilleures espèces sont enlevées de plus en plus à la consommation du peuple. Les tableaux qui indiquent la quantité de chaque espèce de blé exportée, et son rapport à la récolte justi-

fient cette thèse de la manière la plus convaincante. En les examinant, nous constaterons que relativement et absolument on exporte plus de froment que d'orge. Ainsi, on a exporté en huit ans 57,5 millions de tchetverts d'orge ou 9,3 0/0 de toute la récolte nette ; et 81 millions de tchetverts ou 42 0/0 de toute la récolte de froment. Pendant la première période de quatre ans on en avait exporté 40,5 de la récolte nette, pendant la seconde 4 0/0 de plus, c'est-à-dire 44 0/0, presque la moitié de toute la récolte nette (en 1878 même plus de la moitié : sur 32,9 millions de tchetverts de froment récolté on a exporté 17,3 millions ou 52,3 0/0). La cherté relative du froment ne lui permet pas de devenir la nourriture du peuple, c'est pourquoi son prix sur les marchés de Pétersbourg et d'Odessa a un peu baissé, tandis que celui de l'orge, le pain populaire, a haussé. Pendant la première période de quatre ans le froment était plus cher que l'orge de 84,6 0/0 ; pendant la seconde, seulement de 64 0/0 ; et au mois d'août 1880 à Pétersbourg son prix ne dépassait celui de l'orge que de 30 0/0. (« Le Moniteur des dispositions du gouvernement au ministère des Finances », 3 septembre 1880.)

Nous venons de parler de l'augmentation énorme de l'exportation du bétail. Jetons un coup d'œil sur l'exportation de l'avoine et son rapport avec la récolte. Pendant la première période de quatre ans on en avait récolté 240 millions de tchetverts, dont 14,9 millions de tchetverts, c'est-à-dire 6 0/0 ont été exportés ; pendant la seconde période, on n'avait récolté que 225,9 millions de tchetverts c'est-à-dire 6 0/0 en moins, et on a exporté 28,5 millions de tchetverts, ou plus de 11 0/0.

Indépendamment du commerce extérieur, le même procès se produit dans le commerce intérieur. Ainsi, en 1874, la quantité d'orge entraîné dans le commerce, qui peut devenir l'objet de notre calcul (c'est-à-dire l'expédition des stations de chemin de fer et des ports des voies naviguables) s'élevait à peu près à 22-23 0/0 de toute l'orge récoltée, la quantité de froment s'élevait à 40-42 0/0 de toute la récolte nette. Deux ans après, en 1876, ces rapports se modifièrent considérablement ; l'orge se trouvait dans le commerce dans la proportion de 31-32 0/0, et le froment fut entraîné en quantité plus grande encore ; il y en avait dans le commerce de cette année de 71 à 78 0/0 de la récolte nette. Si

nous prenons en considération qu'une partie importante (tout le transport par charrettes pour la consommation des villes et vers les ports du sud) échappe à nos calculs, de même que nous ne faisons pas figurer dans notre compte le gruau que l'on fait de froment, nous constaterons qu'entre les mains des producteurs il n'est resté qu'une part insignifiante de tout le froment récolté, et que l'économie capitaliste a supprimé la consommation de froment par les paysans. Ayant fini avec le froment, l'économie capitaliste s'est retournée vers l'orge, mais ici elle s'est heurtée à l'opposition de l'estomac du paysan, qui, à son grand regret, ne peut rester sans nourriture. Et voilà que la lutte s'engage entre eux. Les armes du commerce sont l'argent. Le capitaliste offre un prix plus élevé pour l'orge (nous avons déjà noté que le prix de l'orge a haussé, tandis que celui du froment a quelque peu baissé). D'autre part, l'estomac des producteurs est très élastique, mais cette propriété même a des limites ; la consommation atteint son minimum, — au-dessous duquel elle ne peut plus baisser ; mais dans l'ardeur de la lutte, l'estomac a cédé à l'argent une partie considérable du champ de bataille (1), l'argent, ayant une fois conquis quelque chose, ne cédera jamais, de sorte que la portion dont l'estomac du paysan doit se contenter, est beaucoup au-dessous de la quantité nécessaire pour maintenir l'organisme dans un état normal. En d'autres termes, l'organisme ne peut plus supporter avec les nouvelles conditions économiques, ce qu'il pouvait supporter avec les conditions anciennes. Il devient plus faible, moins résistant et ne peut plus comme auparavant s'adapter aux conditions extérieures modifiées ; il est plus disposé à toutes les maladies, les épidémies, etc., ce qui, dans la langue des biologistes, porte le nom terrible de dégénérescence (2). Ce n'est pas

(1) Dans la séance de la section agricole de la « Société économique libre » du 18 septembre 1880, il fut donné lecture de la demande du Collège du Zemstvo de Sadonsk « d'indiquer les succédanés du pain les plus convenables et les plus inoffensifs, ainsi que la recette pour la préparation du pain mélangé. » Et de même pour le gouvernement de Voronège (depuis lors, la situation dans ce gouvernement a encore empiré. Deux années consécutives de mauvaise récolte (en 1891-92) l'avaient plongé dans une détresse complète).

(2) Degeneration may be defined as a gradual change of the structure

que la peste, la diphtérie et les autres maladies soient devenues plus dangereuses, mais l'organisme est affaibli (1).

in which the organism becomes adapted to *less* varied and *less* complex conditions of life, Ray Lankester, *Degeneration*, London, 1880, p. 32... « On peut définir la dégénération, la modification graduelle de la structure, de sorte que l'organisme ne peut s'adapter qu'à un nombre toujours plus faible de variations des conditions de la vie, et aux conditions d'une complexité toujours plus faible. » Les agriculteurs déclarent que la mouche hessoise, le « scieur du blé » et les autres fléaux de la production du blé attaquent principalement les blés faibles, qui croissent sur la terre épuisée, donc principalement ceux qui appartiennent aux paysans, ou ceux qui subissent le procès de la dégénérescence. Dans les bulletins du gouvernement de Tambov a été publiée la lettre du propriétaire du village Troubetchino, du district de Liebedian, le prince Vassiltchikov, sur les observations relatives à la mouche hessoise qui avait fait son apparition pendant l'été. Ces observations confirment deux des conclusions principales faites par M. le professeur Lindeman, à savoir : que la mouche hessoise attaque les blés faibles et rares, qu'au contraire, quand elle rencontre de l'orge ou du froment sain, elle ne peut leur faire un grand mal, quoiqu'elle perce quelques tiges, mais dans un organisme sain la plaie guérit bientôt... Le troisième champ (de la propriété du prince), quoiqu'il fût entouré de champs de paysans, auxquels la mouche hessoise a fait un mal énorme, a donné une récolte très satisfaisante (« Moniteur du gouvernement », n. 190, 24 août 1880).

(1) Pour ne pas paraître non documenté, nous renvoyons aux hygiénistes, Richardson à la tête. Et pour montrer quelle influence exerce la quantité de moyens de subsistance sur l'accroissement de la population, indiquons l'excellente étude de P.P. Semenof, publiée en appendice à la « Statistique des biens fonciers de la Russie d'Europe ». Saint-Pétersbourg, 1880. Livrais. I. (Cette livraison contient les données statistiques sur huit gouvernements centraux de la zone agricole de la Russie.) A la page 46 nous trouvons le tableau qui montre l'accroissement de la population rurale pendant 20 ans en corrélation avec la quantité de terre qu'elle possède. L'accroissement de la population rurale (pour 20 ans) qui a reçu en lot moins d'une dessiatine par tête est exprimée par 16,6 0/0; 2 dessiatines, 17,3 0/0 ; 3 des., 19 0/0 ; 4 des., 21,2 0/0 ; 3 des., 25,4 0/0 ; 6 des., 27,6 0/0, au-dessus de 6 des., 30,3 0/0.

En analysant ces chiffres à l'aide de notre méthode, nous obtiendrons le tableau suivant :

	Les paysans qui ont reçu des lots de :						
	1 dessiatina et moins	De 1-2 des.	De 2-3 des.	De 3-4 des.	De 4-5 des.	De 5-6 des.	Au-dessus de 6 des.
La population a augmenté en 20 ans de. . . .	16,6 %	17,3 %	19 %	21 %	24,4 %	27,6 %	30,3 %
En faisant la première colonne égale à 100. .	100	104,21	114,46	127,77	151,01	166 27	182,53
L'accroissement en %. . . .							
Le % annuel de l'accroissement.		4,21	10,25	13,31	25,24	13,26	16,26
Le nombre de paysans qui appartenaient aux propriétaires 1).	0,77	0,80	0,874	0,966	1,133	1,226	1,332
Le même en % 2)	200.012	313.235	1.227.636	614,838	82,475	11.212	7.362
Le nombre de paysans qui appartenaient à l'Etat ou au domaine 3)	8,1	12,8	50,0	25,0	3,4	0,4	0,3
Le même en % .	4.113	35.700	185.652	550,949	601,270	505,450	434.995
	0,2	1,5	8	23,8	25,9	21,8	18,8

(1) *L. c.*, p. 41.
(2) *L. c.*, p. 42.
(3) *L. c.*, p. 43.

Avant tout cette déduction de M. Semenof saute aux yeux, à savoir que l'accroissement de la population dépend directement de la quantité de terre possédée : plus le lot est grand, plus l'accroissement s'accentue. Là où il y a le moins d'instruments de production entre les mains des producteurs, l'accroissement s'effectue le plus lentement, ou encore, moins il reste de produits du travail entre les mains des producteurs, plus lentement s'accroît la population. Les données qui figurent dans la « Statistique » montrent l'accroissement de la population de 1858 jusqu'à 1878 ; le chaînon intermédiaire, l'année 1868 manque, et nous ne pouvons savoir si l'accroissement de la population pendant chacune des deux périodes s'est effectué dans la même proportion ou non. Mais, en considérant la déduction (moins de produits du travail, etc.), que nous avons tirée comme

exacte (et les chiffres la confirment éloquemment), nous devons supposer que pendant la dernière période le 0/0 de l'accroissement a été moindre que pendant la première, car pendant les dernières années les producteurs ont eu une quantité moindre de leurs produits.

Indiquons encore un fait. Dans la seconde série des chiffres, où l'accroissement des paysans qui possèdent un lot d'une dessiatine et au-dessous est fixé à 100, nous voyons que les chiffres des colonnes suivantes augmentent assez également, et que l'accroissement de la population parmi les paysans qui ont reçu deux dessiatines ne diffère pas beaucoup de celui de la première catégorie (de 4,21 0/0); ensuite l'accroissement augmente plus rapidement jusqu'à quatre dessiatines (jusqu'à trois, 10,25 0/0 de plus; jusqu'à quatre, 12,31 0/0 de plus). Puis, nous arrivons à la rubrique des paysans qui ont reçu de 4 à 5 des.; ici l'accroissement augmente aussitôt de 25 1/4 0/0 ; après, l'augmentation se poursuit, quoique dans une proportion moindre (+ 13 1/4 0/0 ; + 16 1/4 0/0). Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi l'accroissement de la population paysanne qui a reçu de 4 à 5 des., est-il comparativement si grand ? Les chiffres nous fournissent une réponse parfaitement objective à la question : quel est le minimum de la quantité de terre indispensable dans les conditions actuelles pour assurer la vie matérielle de la population rurale ? Les chiffres que nous avons cités nous répondent que dans huit gouvernements du centre de la région agricole il faut un minimum de 4 à 5 des. Est-il grand le nombre de paysans qui sont dans ces conditions ? Parmi les paysans qui appartenaient à l'Etat et aux domaines, il y en a 66,5 0/0 qui se trouvent dans des conditions favorables, mais parmi les paysans qui appartenaient aux propriétaires 96 0/0 sont dans des conditions qui ne les garantissent pas matériellement; 4 0/0 seulement sont plus favorisés. Sur le total des paysans, à peu près 34 0/0 jouissent de conditions plus ou moins bonnes et 66 0/0 sont dans des conditions mauvaises.

Ces chiffres nous fournissent donc un des éléments de la solution de la question économique ; mais seulement un. En effet, si les autres conditions économiques sont telles, qu'elles privent le producteur de la plus grande part de ses produits (résultat provoqué par toute l'activité économico-sociale des dernières années) la grandeur du lot, quelle qu'elle soit ne pourrait garantir la vie de la population paysanne. Ce tableau montre aussi que le 0/0 annuel de l'accroissement durant 20 années pour les 2/3 de la population était inférieure à 1 0/0 ; mais comme nous examinions seulement la dernière période décennale, où (c'est là en effet la conclusion des considérations mentionnées plus haut) la population s'accroissait plus lentement, nous avons pris pour nos calculs pour la Russie entière un accroissement moyen de 1,1 0/0 et non pas de 1,2 0/0, comme l'exige la *Revue statistique* (14e livrais.).

CHAPITRE VII

Conclusions

Tout ce qui précède nous mène aux conclusions suivantes :

I. — Dans l'intention du législateur, exprimée dans le manifeste du 19 février 1861, l'application du travail à la terre donnée en usufruit perpétuel devait devenir le gage « du bien-être domestique et de la prospérité sociale ».

Le développement de la société humaine n'est possible qu'à la condition que le travail donne plus de produits qu'il n'en est nécessaire pour subvenir à son existence ; quand tout le travail n'a pas pour but exclusif d'obtenir des moyens de subsistance, mais quand une part peut être employée comme moyens de production. L'excédent du produit du travail sur les dépenses nécessaires pour assurer l'existence du travailleur, la création et l'augmentation du fonds social de la production et du fonds de réserve pris sur cet excédent, ont toujours servi et serviront toujours de base à tout progrès économique, social, politique et intellectuel (1).

II. — Plusieurs facteurs se sont toujours opposés à l'accumulation de cet excédent entre les mains des classes travailleuses, et, par conséquent, à leur développement, en favorisant, au

(1) Cet excédant qui permet d'employer une partie du travail comme moyens de production ne s'accumulait pas jusqu'à présent entre les mains des classes travailleuses. Seulement la classe de personnes entre les mains desquelles il s'accumulait acquérait la possibilité de l'employer pour le développement des moyens de production. Plus ces moyens sont développés, plus productif devient le travail. D'où la fiction de la « productivité » du capital. (Engels, *Antidühring*, 1re édit., p. 166.)

contraire, l'accumulation et la centralisation de ces excédents entre les mains des non-producteurs. Un des facteurs les plus puissants a été la dette publique.

« Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu productive et le convertit ainsi en capital, sans qu'i ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créanciers publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme du numéraire. Mais, à part la classe des rentiers oisifs qui est ainsi créée, à part la fortune improvisé edes financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation, de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne part de chaque emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel, la dette a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne... Il n'y a donc pas à s'étonner de la théorie moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le *credo* du capital... Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple... Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui en doit payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur le champ entraînent à leur suite un surcroît d'impôts ; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint le gouvernement, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, à avoir recours à de nouveaux emprunts.

La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et partant l'enchérissement de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe... Et son action expropriative est encore renforcée par le système protectionniste, qui constitue une

de ses parties intégrantes... Le système protectionniste fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et les conditions matérielles du travail, d'abréger de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne (1). »

III. — La forme du mode de production, qui a été élaborée par de longs siècles d'activité économique de la Russie et qui a obtenu récemment la sanction de la loi dans la « Disposition » pour les paysans, la forme en vertu de laquelle les instruments de production appartiennent aux producteurs, s'est trouvée mise en contradiction avec la nouvelle forme où les instruments du travail ne doivent pas appartenir au producteur. L'influence de cette nouvelle forme peut être suivie dans la « Disposition » même du 19 février, qui crée un lot gratuit, surnommé lot de mendiant, et surtout dans ces articles qui se rapportent aux ouvriers des usines mrtallurgiques (2). Ces articles sont en contradiction avec l'idée fondamentale du « Dispositif », en donnant à l'ouvrier de ces usines une seule dessiatine de sol et en ne légalisant pas le rachat de l'instrument même de production, les usines. La « Disposition » elle-même fut le chant du cygne de l'ancien mode de production ; postérieurement on n'a fait aucun acte ayant pour but de favoriser les paysans en tant que producteurs : toute l'activité économique subséquente de l'Etat fut dirigée dans un sens diamétralement opposé (3). On ne fit pas d'actes économiques législatifs retentissants ; en général, l'activité dans ce domaine après l'année 1861 ne fut pas bruyante, mais comme résultat elle a exercé une influence beaucoup plus considérable que le « Dispositif » sur tout l'état économique du

(1) Marx, *Kapital*, I, p. 781-83, 3e édit.

(2) Nous ne parlons pas ici du principe même du *rachat*. Indépendamment de cela, le rachat oblige le producteur à convertir une part toujours plus grande de son travail en marchandise, et par conséquent, consolide de plus en plus la base de l'économie capitaliste.

(3) M. le professeur Iwanjukow en nous faisant l'honneur d'exposer dans son *Economie politique* (Moscou, 1885, p. 497), les principales déductions, auxquelles nous avons été conduit, résume ainsi notre pensée : depuis la « Disposition » *jusqu'à l'organisation de la banque d'Etat pour les paysans pour les aider à acheter le sol*, on n'a fait aucun acte dirigé, etc.

Les mots soulignés ne se trouvent nulle part dans notre exposé.

peuple (Répétons encore une fois que nous ne parlons que du côté économique). Pour le rachat du sol au profit des millions de paysans émancipés, l'Etat a émis et jeté en circulation, au 1er janvier 1879, en papiers pour 392 millions de roubles de crédit (1), tandis que pour le développement capitaliste l'Etat a assumé des charges, pour une valeur presque trois fois plus grande, pour plus d'un milliard de roubles, qui comprennent 28 0/0 de toute la dette publique, il a même assumé des dettes, nécessitant pour leur couverture la tension de toutes les forces des contribuables ; car les dettes des chemins de fer à l'égard de l'Etat, ceux-ci sont incapables de les payer. Nous avons déjà vu que vers l'année 1879 le montant des arrérages des chemins de fer dus au gouvernement, d'après le rapport du contrôle gouvernemental, s'est élevé à 80 0/0 de toutes les dettes dues au trésor public. Le discours du Ministre des finances (14 décembre 1879) nous apprend que le montant de toutes les dettes des chemins de fer dues à l'Etat atteint 1,320 millions de roubles papier (829,90 millions de roubles métal et 313 millions de roubles papier), donc elle est le double du budget de l'Etat, tandis que les arrérages ou les dettes qui pèsent sur toutes les classes des contribuables forment 47,7 millions de roubles (30,2 millions de roubles de taxes diverses et 17,5 millions de roubles d'impôts pour les sommes dues par les paysans pour le rachat des terres, qui appartenaient auparavant aux propriétaires sur toute la somme de rachat de 740 millions de roubles (Comp. le tableau X). Tandis que les arrérages des classes imposées entre 1869 et 1879 s'élevaient de 5 à 7 1/2 0/0 de toutes les dettes des particuliers et des établissements dues au trésor public, les arrérages des Sociétés des voies ferrées augmentaient dans la proportion suivante : en l'année 1869 ils formaient 35 0/0 de toutes les dettes et arrérages ; en 1871, 39 0/0 ; en 1875, 58 0/0 ; vers

(1) 5 0/0 billets de banque de 2e emprunt.	295.236,3	milles de roubles
5 0/0 de listes du rachat	21.563	—
5 1/2 0/0 rente	75.523	—
Total	392.448	milles de roubles

Comp. le discours du Ministre des Finances à la séance des établissements de crédit de l'Etat, 14 déc. 1879.

1877,64 0/0 ; en 1878,67 0/0 ; en 1879,70 0/0 (1), en comptant le rouble métallique pour sa valeur nominale. Mais l'Etat en assumant les obligations si onéreuses chemins de fer, ne peut les exécuter qu'à condition d'augmenter le budget, qui pèse de tout son poids sur les classes contribuables. Comme « la force sert toujours d'accoucheuse à la vieille société quand elle est grosse d'une nouvelle, et comme la force elle-même est un agent économique », l'économie capitaliste profite des moyens de l'Etat, cette force concentrée et organisée pour dominer le monde.

IV. — De plus, comme moyen de transformation des anciens rapports économiques apparaît une nouvelle force, le *crédit*. Le crédit... devient bientôt une arme additionnelle et terrible dans la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense mécanisme social destiné à concentrer les capitaux. A mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la concentration, prennent leur essor. De même, le progrès de l'accumulation augmente la matière à concentrer, les capitaux individuels... Mais bien que la portée et l'énergie relatives du mouvement de concentration soient dans une certaine mesure déterminées par la grandeur acquise de la richesse capitaliste et la supériorité de son mécanisme économique, le progrès de la concentration ne dépend pas d'un accroissement positif du capital social. La concentration n'exige qu'un changement dans la répartition des capitaux, qu'une modification dans l'arrangement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Le capital pourra grossir par grandes masses dans les mêmes mains, parce qu'il en aura abandonné un grand nombre d'autres. Dans une branche de production particulière, la concentration n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital natio-

(1) Au 1er janvier 1892, les dettes des chemins de fer envers le Trésor s'élevaient à 96,3 0/0 de toutes les dettes : de 1936, 3 millions de roubles de toutes les dettes, les chemins de fer devaient 1865 millions de roubles Comp. le discours du Ministre des Finances dans le conseil des établissements de crédit de l'Etat, 21 décembre 1892).

nal tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes. Mais il est évident que l'accumulation, l'accroissement graduel du capital au moyen de la reproduction en ligne spirale, n'est qu'un procédé lent comparé à celui de la circulation qui, en premier lieu, ne fait que changer le groupement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, s'il eût dû attendre le moment où les capitalistes individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne. La centralisation du capital, au moyen des sociétés par actions, y a pourvu, pour ainsi dire, en un tour de main (1).

V. — Les chemins de fer sont apparus d'abord, comme couronnement de l'œuvre, dans les pays où l'industrie moderne a atteint le plus grand développement : en Angleterre, aux Etats-Unis, en Belgique, en France, etc. Je les appelle « couronnement de l'œuvre », non seulement parce que (avec les steamers et les télégraphes) ils sont devenus finalement les moyens modernes de la production, mais aussi parce qu'ils ont servi de base de création à d'énormes sociétés par actions en donnant en même temps une nouvelle impulsion à l'organisation des diverses entreprises par actions, en commençant par les banques. En un mot, ils ont donné une impulsion inattendue à la concentration du capital, ainsi qu'à *l'activité cosmopolite, accélérée et étendue du capital prêté* qui enveloppe tout le monde du filet de la filouterie financière et de l'*endettement* réciproque, cette forme capitaliste de la fraternité internationale (2). De l'autre côté, l'apparition du système des voies ferrées dans les pays avancés du capitalisme a engagé ou même a forcé les pays où le capitalisme n'avait pénétré que dans plusieurs couches supérieures de la société, à ériger rapidement et à étendre l'infrastructure capitaliste dans des dimensions tout à fait disproportionnées avec la

(1) Marx, *Capital*, I, p. 276.

(2) They gave in one word an impetus never before suspected to the concentration of capital and also to the accelerated and immensely enlarged *cosmopolitan* activity of *loanable* capital, thus embracing the whole world in a network of financial swindling and mutual indebtedness, the capitalistic form of « international » brotherhood (K. Marx).

grandeur du corps social, et entraînant la grande œuvre de la production à suivre le chemin frayé. Il n'est pas douteux donc, que dans de tels pays la construction des voies ferrées a accéléré la désintégration sociale et politique et, partant, l'intégration définitive de la production capitaliste. Les chemins de fer donnent une forte impulsion au développement du commerce extérieur, mais le commerce des pays qui exportent principalement des *matières brutes* augmente la pauvreté des masses, non seulement parce que les nouvelles dettes contractées par le gouvernement au profit des chemins de fer augmentent le fardeau des taxes dont elles sont chargées, mais parce que, à partir de ce moment, chaque produit de la production locale peut être converti en or cosmopolite ; les produits qui étaient à bon marché par défaut d'écoulement, — le vin, les fruits, etc. (chez nous les espèces supérieures de blés), renchérissent et sortent ainsi de la consommation du peuple ; de l'autre côté, *la production elle-même* (celle des espèces spécifiques des produits) se modifie conformément à leur utilité plus ou moins grande pour l'exportation, tandis qu'auparavant elle s'adaptait principalement à la consommation locale.

VI. — Le crédit et les chemins de fer accélèrent la transformation de l'économie naturelle en économie monétaire. L'économie monétaire est l'économie capitaliste, donc le crédit et les chemins de fer accélèrent la transformation des conditions économiques de la production dans laquelle les producteurs sont propriétaires des instruments de production dans celle où les producteurs deviennent des salariés.

Pour s'opposer à l'application du capital au sol, à l'accomplissement de sa mission historique, le « Dispositif » a pourvu les producteurs d'instruments de travail. Mais, comme nous l'avons vu, toute l'activité économique de l'Etat contribue à l'économie capitaliste. Le conflit de ces deux forces contraires est la source de toutes les contradictions que nous avons rencontrées. Le courant capitaliste prend manifestement le dessus. Tous les matériaux nous font croire qu'une partie toujours grandissante des producteurs est expropriée : la diminution de la part du producteur dans le produit et l'augmentation de la part du capitaliste forcent les premiers, en nombre toujours croissant, à abandonner le sol, à ne pas le cultiver. Dans la « com-

mune » même apparaît un phénomène intéressant : aux membres qui ne s'occupent presque pas de travaux agricoles, la « commune » commence à donner des lots de qualité inférieure (ils ne les cultivent pas, la qualité leur importe donc peu) ; les termes de partage des lots pour les ménages qui s'occupent de l'agriculture, deviennent de plus en plus longs, de sorte que nous assistons au procès de la transformation de la propriété collective en propriété individuelle (1). Les événements qui transforment les cultivateurs en salariés et les moyens de subsistance et de travail en éléments matériels du capital, créent à celui-ci son marché intérieur. Jadis la même famille paysanne produisait d'abord, puis consommait directement, — du moins en grande partie, — les vivres et les matières brutes, fruits de son travail. Maintenant qu'ils sont devenus marchandises, ils sont vendus en gros par le fermier, auquel les manufactures fournissent un marché. D'autre part, les produits tels que fils, toiles, laines ordinaires, etc., dont les matériaux communs se trouvaient à la portée de toute famille de paysans, — produits qui étaient jusque là confectionnés à la campagne, — se convertissent dorénavant en articles de manufacture auxquels la campagne sert de débouché. C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés, amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute espèce de manufacture. D'ailleurs, la manufacture ne s'empare de l'industrie nationale que d'une manière fragmentaire ; elle a toujours pour base principale les métiers des villes et l'industrie domestique des campagnes... les uns et les autres lui sont indispensables, car elle ne saurait se passer d'eux pour la manipulation première des matières brutes. Elle donne aussi lieu à la formation d'une nouvelle classe de petits agriculteurs pour lesquels la culture du sol devient l'accessoire, et le travail industriel, dont le produit se vend aux manufactures, soit directement, soit par l'intermédiaire du commerçant, l'occupation principale (2).

(1) Comp. « Recueil statistique du Zemstvo de Moscou, IV. *L'économie paysanne* ». Nous ne pouvons assez recommander à tous ceux qui s'intéressent aux questions économiques ce *Recueil*, rempli de beaucoup de matériaux, très bien exposés.

(2) Marx, *Capital*, 333.

VII. — Par leur essence même, les nouvelles conditions économiques (le crédit, etc.) sont indifférentes à l'industrie nationale et aux producteurs.

VIII. — C'est pourquoi la productivité du travail et la « productivité » du capital sont séparées dans le temps. (Rappelons-nous que le capital commence à agir en septembre, après que les producteurs ont quitté la scène.) Comme le principe de la « commune » s'oppose à l'accaparement de l'industrie agricole par le capital, ce dernier ne joue aucun rôle dans la production et arrive en scène, comme capital marchand, après le procès de la production pour séparer le produit du producteur. (Rappelons-nous l'achat du blé au printemps par les producteurs qui ont été obligés de le vendre en automne.)

IX. — L'Etat, par sa banque, accentue ce procès de la séparation entre le producteur et le produit, en augmentant l'émission des papiers de crédit et en y procédant justement à la fin d'été, quand les travaux agricoles ont cessé, et quand, avec la diminution des comptes-courants et l'augmentation des prêts, l'argent va dans le peuple. En hiver, après avoir accompli sa destination providentielle, après avoir séjourné quelque peu chez le peuple, et après lui avoir enlevé le produit de ses travaux de l'été, il revient dans les établissements de crédit, et crée ainsi la possibilité d'enlever à la circulation l'excès des papiers de crédit.

X. — L'émission énorme de papiers de crédit dans des buts militaires a accentué à un degré correspondant ce procès de séparation. Malgré la stagnation de la production agricole, la masse d'échange des produits de cette industrie a excessivement augmenté. Pour la période de temps examinée, chaque 0/0 de l'accroissement des papiers de crédit avait une tendance à doubler le 0/0 de l'accroissement des échanges. Bien plus, comme l'appétit vient en mangeant, plus on a jeté dans la circulation de papiers de crédit, plus ils étaient demandés ; jamais les banques privées n'ont été si endettées vis-à-vis de la banque d'Etat qu'en 1879, quoique le maximum de l'émission des papiers de crédit ait été atteint cette année-là. (Comp. les déductions statistiques d'après les bilans des banques de l'Etat et de celles par actions depuis le 1er janvier 1879 jusqu'au 1er janvier 1880, sous la rubrique : Rapport de la banque de l'Etat à celle des banques par actions.)

XI. — L'activité économique se produit de plus en plus sous la forme de l'exploitation rapace de la population agricole des campagnes par la population commerciale des villes. La première place entre toutes les villes revient à Pétersbourg.

XII. — Comme conséquence de la stagnation dans l'industrie agricole et de l'accroissement extrêmement considérable de la circulation : *a)* l'accumulation et la concentration rapide des richesses s'effectuent au dépens de la diminution de la consommation du peuple, qui en même temps devient de qualité inférieure, c'est-à-dire la concentration du capital est en raison inverse de la consommation du peuple ; *b)* la diminution de la consommation du peuple ou, ce qui est la même chose, la diminution de la part du travail dans le produit dépend moins de l'accroissement du budget de l'Etat que de l'accaparement, au moyen du commerce et de la circulation dans le sens large du mot, de la partie toujours plus grande des produits par les représentants du capital ; l'importance de la consommation du peuple se trouve en raison inverse de l'importance de la circulation, ou même de l'importance de tous les facteurs de la nouvelle vie économique ; car :

XIII. — Tandis que dans l'industrie agricole on emploie encore les outils de l'âge de pierre, pour la séparation du produit de son producteur on applique les dernières découvertes de la science. Si, dans ces conditions, nous pouvons comparer les chemins de fer à des canaux qui emportent les forces productives du pays, le crédit et les établissements auxquels il sert de base, tendent à la concentration de forces dont la destination spécifique est l'aliénation du produit au détriment du producteur.

XIV. — Ce phénomène dépend à son tour de ce que la nouvelle direction de vie économique est extrêmement dissolvante, et qu'elle peut se développer jusqu'à ce qu'elle se heurte aux limites naturelles, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à dissoudre. L'activité capitaliste se trouve dans une dépendance étroite, directe de l'activité agricole ; moins le travail du sol est productif, moins il s'effectue d'échanges, toutes les autres conditions restant identiques. Mais comme « les chemins de fer et toutes les entreprises par actions, surtout celles des banques, avaient donné une impulsion inattendue à la concentration du capital, ainsi qu'à l'activité cosmopolite, accélérée et étendue du capital

prêté, qui enveloppe le monde entier du filet de l'endettement réciproque », la diminution en quantité de l'objet même de l'échange — les produits agricoles — qui mène à la diminution corrélative du procès d'échange, met par cela même dans une situation plus ou moins critique la classe dont l'activité dépend exclusivement de l'énergie de ce procès. Mais en même temps, plus intense est ce procès d'échange, plus rapidement, les autres conditions restant identiques, il mène à la diminution de la productivité du travail agricole. Si, avec l'énergie fortement augmentée de l'échange, la productivité du travail agricole baisse à son minimum, la crise éclatera (1).

(1) En ce moment (année 1880) nous constatons tous les symptômes de la situation difficile des affaires. Avant tout, nous devons mentionner la mauvaise récolte, ce facteur fondamental qui donne le ton à toute la vie économique nationale. Mais la mauvaise récolte n'est pas chose rare chez nous. Ce n'est pas elle qui est pénible, mais les conditions exceptionnelles dans lesquelles elle se produit, qui ont aggravé son importance. L'activité économique de ces dernières années n'augmentant pas du tout la quantité de blé produit tendait même à diminuer la part du producteur dans le fruit de son travail ; et elle a si bien réussi que le district de Sadonsk adresse une demande à une société savante sur les succédanés du pain... Le producteur n'aura donc rien pour cette fois. La quantité d'échanges baisse fortement, comme nous pouvons en juger par la diminution de la quantité des marchandises transportées par chemin de fer. En un mot, toutes les données témoignent d'un fort ralentissement de tout le mécanisme de la circulation. Mais, malgré cela, les besoins de l'Etat doivent être satisfaits. On n'a pas de ressources libres à sa disposition, et le gouvernement ne trouve d'autre issue que l'émission des papiers de crédit, ce qui fait baisser encore davantage leur cours. Les impôts, à cause de la mauvaise récolte, présenteront une grande baisse, et les dépenses de l'Etat augmenteront, d'abord, comme conséquence du renchérissement de toutes les marchandises (les dépenses pour l'intendance, etc.), ensuite, comme conséquence de la baisse du cours (le payement en or pour les emprunts en *valeur* métallique). Dans un cas comme dans l'autre, la cause est la même, seulement nous la considérons à des points de vue différents. Ensuite, la diminution des recettes des chemins de fer provoquera l'augmentation de la garantie gouvernementale, etc. Nous pouvons énumérer ici beaucoup de phénomènes qui indiquent l'approche de la crise. Nous ne saurions prédire sous quelle forme elle se manifestera. Mais quelles qu'en soient les conséquences, elle ne saurait être empêchée... Le capitalisme qui a engendré la situation si pénible des affaires, qui a détruit toutes les bases séculaires économiques, juridiques, morales du peuple, jouit malgré cela de la réputation d'être conservatrice et de consolider les fondements de la société, tandis que la tendance de sauvegarder l'idée

XV. — La concentration du capital (qui se produit, comme nous l'avons vu, aux dépens de la diminution de la consommation du peuple), en élargissant son crédit détruit la productivité du travail agricole et augmente le nombre des agriculteurs « déchus », « sans ménage ». Voilà pourquoi le « Dispositif » étant un acte législatif unique, qui tendait à consolider le

fondamentale du manifeste du 19 février et même de la fortifier était considérée, au moins jusqu'à présent, comme une tendance subversive. Il est à espérer que la crise actuelle ouvrira les yeux à la société et fera la lumière.

On parle souvent chez nous de la concurrence du blé américain. Nous avons parlé de notre production de blé ; fournissons maintenant les données américaines :

Années	La population en milliers	La récolte nette par milliers de tchetverts	Nombre de tchetverts par habitant	Milles de voies ferrées vers la fin de l'année
1871	39.404	254.796	6,6	44.614
1872	40.271	276.032	6,85	57.323
1873	41.159	255.175	6,2	66.227
1874	42.062	241.193	5,34	69.273
1875	42.987	337.025	7,84	71.759
1876	43.933	325.025	7,4	73.508
1877	44.900	361.297	8,5	74.112
1878	45.900	encore plus	plus	78.960
1879	46.896	» »	8,5	84.233
1891	62.622	666.960	9,69	164.722

Outre cela le rapport officiel de la Trésorerie des Etats-Unis montre que la dette publique, du 31 août 1865 au 1er juillet 1880, a diminué de 837 millions de dollars. Ces chiffres sont éloquents. Les renseignements sur la récolte sont empruntés à l'étude de M. Orbinsky, *Sur le commerce des blés aux Etats-Unis* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1880 ; ceux sur l'étendue du réseau des voies ferrées à Poors, *Manual of the Railroads of the United States*, 1880. Même dans l'année économique 1879-80 (du 3 septembre 1879 jusqu'au 31 août 1880) les Etats-Unis ont expédié en Angleterre à peu près 65 0/0 de tous les blés importés, tandis que la Russie en a expédié un peu plus de 8 0/0. Cet automne (1880), les blés américains et allemands ont paru même sur nos marchés. Les renseignements sur la récolte des blés pour 1891 sont empruntés aux rapports du département de l'agriculture à Washington.

mode de production basé sur la propriété des instruments du travail par le producteur, n'étant pas appuyé sur la série de mesures qui devaient concourir à son développement, mais s'étant, au contraire, heurté à une série incessante de conditions destructives de ce mode de production, ce « Dispositif », répétons-nous, au lieu d'être, suivant l'idée du législateur, le commencement des commencements devint le commencement de la fin.

XVI. — Le crédit étant fondé sur la production marchande, production qui n'a pas pour but la consommation immédiate, sur la production capitaliste, et étant en même temps un immense mécanisme social destiné à centraliser les capitaux, se trouvant par conséquent en contradiction directe avec la production non capitaliste, ne peut, certainement, lui servir de *base de développement*. S'il sert à quelque chose, c'est au développement des accapareurs de tout genre ; mais jamais il ne peut être utile, soit au producteur individuel, soit à la communauté. A cause de cela, tous les projets qui tendent à améliorer la situation matérielle du producteur en se basant sur le crédit, non seulement ne peuvent le faire, mais au contraire, en améliorant la situation de quelques-uns, font empirer celle de la majorité. La lutte des deux modes de production dans l'arène du crédit nous apparaît comme une lutte très désirable pour le capitalisme ; car, dans cette arène précisément, il est armé jusqu'aux dents ; elle étend la sphère déjà vaste du capitalisme, en détruisant en même temps les derniers vestiges du mode de production qui lui est opposé. L'état de chose ne s'améliorerait nullement, si au lieu de prêts en argent on faisait des prêts en blés, comme cela se pratique dans la banque des blés en Finlande, dans le village Krasnoe (Comp. « Les travaux de la Soc. Imp. écon. libre », 1880, mai, pp. 115-127).

XVII. — Le crédit, dans son développement, en devenant par son essence double (les capitalistes et ceux dans les mains desquels tombe la plus-value, font crédit aux banques en y mettant leurs capitaux en argent, qui temporairement deviennent disponibles dans le procès de circulation ; les banques font crédit aux représentants du capital en leur prêtant de l'argent), et en aidant à centraliser le capital, ne peut non plus devenir général comme le désirent les personnes qui y voient la panacée de tous les

maux économiques. Les représentants du capital, — les négociants, les banquiers, les actionnaires des chemins de fer, etc. — tendent à développer le crédit dans une direction intensive ; les économistes de l'école dite libérale, le prince A. J. Vassiltchikov et d'autres, désirent son développement extensif. La différence entre les uns et les autres n'est que quantitative et non pas qualitative : les uns et les autres désirent le développement et la consolidation des rapports capitalistes.

XVIII. — Comme il faut chercher la cause de la crise qui se prépare maintenant dans le développement extrême des rapports capitalistes et surtout dans les conditions capitalistes du procès de circulation, il serait au moins... erroné de voir dans la modification du système d'impôt une panacée contre tous les maux économiques. Quels que soient les contribuables entre lesquels serait distribué le budget, son importance étant tout à fait en disproportion avec la productivité moyenne du travail, il pèserait, dans tous les cas, de tout son poids exclusivement sur le travail, car nous avons déjà appris que les conditions de la circulation qui se développent savent à présent et sauront à l'avenir enlever au producteur le plus possible... Voilà la raison pour laquelle la banque agricole des blés, en se développant extrêmement, ne peut que faciliter le procès de la circulation capitaliste. Certes, nous ne voulons pas dire que la réforme des impôts n'est pas désirable, au contraire... Nons voulons dire uniquement qu'elle ne suffit pas à elle seule pour amener une amélioration radicale de la situation économique.

XIX. — On ne peut non plus attendre quelque amélioration économique de l'émigration, qui est tant en faveur à présent. Si les autres conditions économiques présentes ne se modifient pas, les émigrants soulageront peut-être, dans les premiers temps, ceux qui sont restés ; mais ce soulagement, s'il survient, sera de très courte durée ; aussitôt après, tout reprendra son ancien aspect, et nous recommencerons à prôner l'émigration, comme si nous n'avions pas assez de place. (C'est ce qui se passe en Irlande, ce pays qui, pendant les quarante dernières années, a perdu près de la moitié de sa population. La situation économique de la partie qui est restée ne s'est nullement améliorée, l'extension des pâturages aux dépens des champs l'a encore fait empirer...)

XX. — A l'accumulation des excédents des produits du travail entre les mains des producteurs et à leur emploi pour le développement des moyens de production s'opposait toute l'activité économico-sociale des 15 à 20 dernières années. Devant une activité qui tend à une crise (elle se cachait, mûrissait sans se manifester, il y a déjà quelques années, et menaçait de prendre un caractère très aigu pendant l'hiver de 1880), il est nécessaire pour éviter la répétition de la crise et surtout pour contribuer au développement économico-social des producteurs, et par conséquent du pays entier, d'abandonner la voie qui tend au développement de l'échange, du commerce, etc., et d'employer toutes les forces au développement de la productivité du travail du producteur, en lui laissant la libre possession des instruments de travail, solution dans laquelle le « Dispositif » voit très justement le « gage du bien-être domestique et de la prospérité sociale ». Le « Dispositif » a brisé les liens juridiques ; les liens économiques entre les propriétaires et les paysans sont aussi brisés, mais l'activité économico-sociale de ces dernières années rattache les paysans de plus en plus étroitement à la force nouvellement née, au capital. Vingt ans se sont écoulés depuis la publication du « Dispositif » et devant nos yeux la même question paysanne sous une forme beaucoup plus aiguë, débarrassée du masque juridique qui cachait son essence, se pose dans toute sa nudité économique.

DEUXIÈME PARTIE

Le capitalisme et l'industrie.

Dans la première partie nous nous sommes occupés presque exclusivement de la production des blés et de leur séparation des mains des producteurs ; nous avons tâché de montrer comment le « capitalisme tend à transformer toute l'industrie paysanne en production de marchandises, en entraînant la plus grande quantité possible de travail dans son procès de circulation, et comment la production de marchandises développée est la production capitaliste ». Nous avons constaté quelle influence cette transformation exerce sur la prospérité du peuple. Dans les études qui vont suivre nous examinerons comment, dans les industries extractives et de fabrication, les accaparements du capital industriel contribuent à la conversion des produits de l'industrie nationale en marchandises, avec toutes ses conséquences. Nous insisterons particulièrement sur l'industrie de fabrication, et principalement sur cette branche qui a pour but de satisfaire le besoin le plus urgent après la nourriture, le besoin de se vêtir. La cause première des limites de notre étude est dans les matériaux dont nous disposons. Ils ne nous fournissent pas de renseignements sur le côté financier des industries soumises à l'accise et des industries métallurgiques.

De même que dans nos études précédentes nous nous sommes bornés à la Russie d'Europe, ici également nous parlerons principalement d'elle. Les renseignements quelque peu complets commencent aux années 1885-86 ; c'est là que nous commencerons.

CHAPITRE I

Croissance de la production capitaliste dans la seconde moitié de la période décennale 1881–90. *Croissance de la production dans la branche de l'industrie textile ; la branche de l'industrie cotonnière. Répartition territoriale des fabriques. La région industrielle. Le rôle de Moscou et de Pétersbourg.*

En examinant le tableau XI (en appendice), nous pouvons aisément constater que la valeur brute des marchandises produites dans toutes les fabriques et les usines de la Russie d'Europe, y compris la Pologne (sauf les sociétés anonymes soumises à l'accise et les mines), est évaluée :

	1886	1887	1888	1889
En millions de roubles	1004,5	1074,9	1161,4	1193,3
En faisant 1886 = 100 0/0. . .	100	107	115,6	118,6
L'industrie textile.	428	485	523,9	522
En faisant 1886 = 100 0/0 . . .	100	113,2	122,4	121,9

Ces données nous montrent que pendant cette période la production capitaliste s'est développée considérablement, et que dans l'espace de quatre années elle s'est accrue de 18,8 0/0. Mais le fait le plus important et qui attire le plus notre attention, c'est l'accroissement considérable de l'industrie textile, la branche de production qui s'est le plus développée. Ainsi en 1887 la production de cette industrie s'est accrue de 13,2 0/0 comparativement à l'année précédente ; en 1888, de 22,4 0/0 ; en 1889,

de près de 22 0/0 ; en d'autres termes, cette production dans quatre années a augmenté de plus d'un cinquième. L'accroissement des autres branches de production, quoique assez notable, a été néanmoins plus faible que celui de l'industrie textile. Pour ces mêmes années il se répartit respectivement comme suit : 100 ; 102 ; 110 ; 111 0/0 ; d'où on peut conclure que la plus grande partie de l'accroissement de toute l'industrie revient à l'industrie textile, qui comprenait respectivement 42, 6 ; 45, 1 ; 45, 1 ; 43,8 de toute la production que nous venons d'examiner.

Mais l'industrie textile embrasse toute une série de productions diverses. Examinons l'accroissement des branches dont les produits ont pour but de satisfaire les besoins du grand nombre. Jetons un coup d'œil sur le développement des filatures et des tissages.

	1886	1887	1888	1889
Production des filatures et des tissages en millions de roubles.	201,2	229,4	264.2	255,3
% de toute la production. . .	20 %	20.3 %	22,7 %	21.4 %
% de la production de l'industrie textile	48 %	47,3 %	50,4 %	48.9 %
Croissance de ces manufactures 1886 = 100	100	114 %	131,3 %	126,9 %

Les filatures et les tissages comprenaient au commencement un peu moins de la moitié, et ensuite même plus de la moitié de la production de toutes les matières textiles, et leur croissance a surpassé celle de la production de toutes les autres fabriques et usines : pendant la troisième année de la période examinée leur production a augmenté de 31,3 0/0, de près d'un tiers. Cette année-là elle s'élevait à plus d'un cinquième (22,7 0/0), un peu moins d'un quart de la production de toutes les fabriques et usines.

On pourrait supposer que cette augmentation de la production n'est que fictive, qu'en réalité c'étaient seulement les prix des marchandises produites qui s'élevaient, grâce aux droits dont fut grevé le coton importé, car nous avons affaire avec les

prix des produits achevés, et non pas avec leur quantité. Nous pouvons résoudre cette question en consultant « La Revue du commerce extérieur de la Russie » et en déterminant la quantité de coton importée. Mais justement en 1887, avant que les droits ne fussent établis, l'importation du coton avait pris des proportions énormes, de sorte que la marche réelle des affaires se trouvait un peu masquée. Ainsi, en distribuant le total de l'importation de 1887 et 1888 entre ces années et en ajoutant pour chaque année la production du coton de l'Asie Mineure, nous obtenons : en 1886 furent travaillés 8.388 mille pouds ; en 1887, 9000 mille pouds (1); en 1888, 10.612 mille pouds et en 1889, 10.700 mille pouds ; c'est-à-dire que la croissance se ramène approximativement à 100 ; 107 0/0 ; 126 0/0 ; 127 0/0. Ces chiffres nous prouvent que la quantité de coton importée et travaillée augmentait réellement.

Pour juger de l'influence qu'a exercée sur les prix des marchandises l'établissement des droits, comparons les prix du coton à Liverpool avec ceux de Moscou, avant et après cet établissement. D'après les données de la note 1, on peut constater

(1) Poud = à peu près 20 kilogrammes.

Années	Le prix moyen upland middling à Liverpool pour un poud en rouble or	Le cours moyen	Le prix du coton à Moscou		Différence des prix à Liverpool et à Moscou	
			rouble papier	rouble or		
1884	5,81	1,58	10,80	6,83	1,02	0,9875
1885	5,50	1,61	10,36	6,36	0,86	
1886	4.84	1,65	9,72	5,89	1,05	
1887	5,16	1,81	11,20	6,18	1,02	
1888	5,29	1,72	11,98	6,96	7,67	1,757
1889	5,65	1,50	11,27	7,51	1,86	
1890	5,96	1,40	10,78	7,70	1,74	
1884-87	5,32			6,315		
1888-89	5,63			7.39		

La différence des prix à Liverpool et à Moscou jusqu'à l'augmentation des droits sur le coton était de 0,9875 roubles métal, après l'augmen-

que la croissance fictive de la production, grâce à l'augmentation des droits sur le coton, pouvait être exprimée approximativement par 6 à 7 millions de roubles pour 1888 et par 8 millions de roubles pour 1889.

Pour démontrer que la forme de la production était précisément la forme capitaliste et non pas quelque autre, adressons-nous aux rapports et bilans des entreprises, qui sont publiés par le « Moniteur des Finances ». Prenons ceux des Sociétés anonymes de filature et de tissage qui fournissent des rapports et des bilans assez détaillés pour répondre à la question posée. Nous prenons quatorze sociétés dont la production forme une partie considérable de toute la production. Vers la fin de 1886, leur capital dépensé s'élevait à 64.475.000 roubles. De cette somme on dépensa pour les machines et les bâtiments 46.463.000 roubles. En quatre ans, c'est-à-dire vers le commencement de 1891, le capital de ces fabriques s'éleva à 76.294.000 roubles ; pour les bâtiments et les machines on dépensa 55.765.000 roubles. Le capital avait augmenté de 18 0/0, et les dépenses pour les bâtiments et les machines de 20 0/0. En l'espace de quatre années les dépenses pour les bâtiments et les machines se sont accrues d'un cinquième (1).

tation de 1,757 roubles-métal ; cette élévation n'est évidemment que le résultat des droits. La différence entre ces deux chiffres (1,757 et 0,9875) est de 0,7695 roubles-métal ; de sorte que sans l'augmentation des droits le prix moyen du coton en 1888-90 serait à Moscou de 6,6205 roubles ; les droits l'ont élevé de 11,7 0/0. En d'autres termes, l'augmentation des droits de 45 copecks à 1 rouble-or pour un poud, à la suite de la loi du 7 novembre 1887, a élevé le prix du coton de 11,7 0/0 ; ce qui fait pour toute la quantité de coton consommée en 1888 et 1889, près de 15 millions de roubles-papier. Les chiffres du tableau d'après lesquels cette déduction est faite ont été publiés dans le « Moniteur des Finances », n. 8, 1892.

(1) Pendant la seconde moitié de l'année 1889, il arriva à un de ces statisticiens de Zemstvo, qui faisaient en 1880-86 la description au point de vue sanitaire des fabriques et des usines du gouvernement de Moscou, à M. Pogoscheff, de se trouver dans les mêmes localités, qui avaient été l'objet de ses études. Voici ce qu'il écrit sur le changement qu'il a noté : Dans les cinq années, depuis le temps où on a fait les recherches sanitaires industrielles du district de Bogorodsk (avec la confection des plans sur place) presque toutes les fabriques ont augmenté leur importance à ne pas les reconnaître, les grandes (la fabrique Bogorodsko-Glokhovskaia) comme les petites (la teinturerie de Basile Tcherbakov ; la fabrique chimique de Botcharov dans Povlowsk, etc.) (*Recueil des renseignements statistiques du*

Enfin, prenons par exemple un grand établissement de filature et de tissage du ressort des fabriques pétersbourgeoises et suivons son développement d'année en année. Il fut fondé en 1856 avec un petit capital, qui vers 1886, quand les rapports et bilans commencèrent a être publiés, s'élevait déjà à 6.105.000 roubles. De cette somme, on dépensa 430.000 roubles pour les terrains, et 5.320.000 pour les bâtiments et les machines. En 1887, la valeur de la propriété fut évaluée à 430.000 roubles et la fabrique acheta de nouvelles machines pour 780.000 roubles, de sorte que, pour les bâtiments et les machines, on avait déjà dépensé 6.100,000 roubles. Le capital s'élevait donc à 7.226.000 roubles.

	Valeur de la propriété	Bâtiments et machines	Capitale
Vers 1889.	420,000	6,220.000	8 150.000
» 1890.	420.000	6.660.000	8.859.000
» 1898.	403.000	6.851.000	9.252.000

Si nous ramenons le capital de 1886 à 100, celui de 1887 s'élèvera à 120 0/0 ; de 1889 à 133 0/0 ; de 1890 à 145 0/0 et enfin celui de 1892 à 151,5 0/0. En cinq ans, il a augmenté de plus d'une fois et demie, même sans nouvelles dépenses de la part des propriétaires : on capitalisait une partie des bénéfices. Voici la marche de la production de cette fabrique : en 1886 elle produisit pour 9.693.000 roubles ; en 1887, 10.278.000 ; en 1888, 13.602.000 ; en 1889, 12.468.000 ; en 1890, 10.839.000. Si nous

gouvernement de Moscou. Section de la statistique sanitaire, v. IV, ch. I, p. 17). On peut se figurer l'accroissement de la fabrique Bogorodsko-Gloukhowskaïa citée par M. Pogoscheff si nous disons que, vers Pâques 1885, elle dépensa pour ses bâtiments et machines à peu près 5 millions de roubles, et quatre ans après vers Pâques de 1889, quand M. Pogoscheff la visita, de nouvelles dépenses pour les bâtiments et les machines avaient été faites, jusqu'à concurrence de 6.352.000 roubles, soit une augmentation de 27 0/0. Voici les noms des fabriques dont l'accroissement est signalé dans le texte : Bogorodsko-Gloukhowskaia, Visokowskaia, Ekathéringowskaia, Ismaïlowskaia, Schirardowskaia. Krengolm, Morosov Newskaia, Nicolskaïa, Ochtenskaia, Petrovskaia, Spasskaia, Tverskaia et Scheibler.

ramenons la production de 1886 à 100, ces changements peuvent s'exprimer par 100 ; 106 ; 140 ; 138 0/0.

Ainsi, il est incontestable que pendant la période de temps que nous examinons toutes les branches de la production capitaliste se sont développées considérablement. Quant à l'industrie textile, en général, et à l'industrie cotonnière en particulier, on peut même dire qu'elles marchaient à pas de géant. Une autre question se présente : où cette production se développait-elle ? Où était son siège? Revenons encore à notre tableau. D'abord examinons comment elle est répartie entre la Russie d'Europe et la Pologne. En 1886, la production de la Russie proprement dite formait 86,3 0/0 de toute la production, y compris la Pologne ; en 1887, 84,7 0/0 ; en 1888, 86,1 0/0 ; en 1889, 86,1 0/0. C'est-à-dire que l'accroissement de la production globale avait une marche assez régulière ; près de 14 0/0 formait toujours la part de la Pologne. Examinons maintenant la production textile. Si nous ramenons la production de 1886 à 100, nous verrons que pour toute la Russie, y compris la Pologne, elle était en 1887 de 114 0/0 ; en 1888 de 131,3 0/0 ; en 1889 de 126,9 0/0 ; et dans la Russie proprement dite : en 1886 de 100 ; en 1887 de 114,5 0/0 ; en 1888 de 137,6 0/0 ; en 1889 de 131,7 0/0. Il en résulte que l'industrie cotonnière se développait plus rapidement en Russie qu'en Pologne ; en 1886 l'industrie du coton en Russie formait 79,7 0/0 de toute l'industrie du coton ; en 1887, 79,9 0/0 ; en 1888, 83,7, et en 1889, 82,6 0/0. La part de la Pologne tomba de 20,3 0/0 à 16,3 0/0. La différence entre le tarif des droits d'un rouble-or pour un poud de coton importé par voie de mer, et d'un rouble 15 copecks pour la même quantité importée par voie de terre se manifesta tout de suite.

Examinons à présent de quelle manière se distribue la production entière dans la Russie d'Europe proprement dite, pour rechercher si la partie rurale, toujours croissante, de la population ne trouvant plus à s'occuper au travail du sol peut espérer obtenir du travail dans les fabriques et les usines du voisinage.

Pour répondre à cette question nous prendrons sept gouvernements : ceux de Moscou, de Pétersbourg (1), de Vladimir, de

(1) Nous ajoutons au gouvernement de Pétersbourg la fabrique de Kren-

Kostroma, de Riazan, de Tver, et de Jaroslaw. La production de ces sept gouvernements s'élevait en 1886 à 60 0/0 de la production de toute la Russie d'Europe proprement dite ; en 1887, à 59,5 0/0 ; en 1888, à 61, 3 0/0, et en 1889, à 58,8 0/0. Donc, la production de ces sept gouvernements forme les 3/5 de la production de toute la Russie d'Europe proprement dite. L'industrie cotonnière dans ces sept gouvernements s'élevait : en 1886 à 97,6 0/0 de cette industrie dans toute la Russie; en 1887 à 95,5 0/0 ; en 1888 à 97, 6 0/0 ; c'est-à-dire qu'en fait presque toute cette industrie ne sortait pas des limites de ces sept gouvernements. Et son accroissement, en ramenant la production de 1886 à 100, s'exprimerait ainsi : 1887, 113,8 0/0; 1888, 137,8 0/0 ; 1889, 131,5 0/0, de sorte qu'elle croissait beaucoup plus que l'industrie cotonnière de toute la Russie.

Si de ces sept gouvernements nous examinons ceux de Moscou et de Vladimir, nous trouverons que c'est là que se constate le plus grand accroissement absolu et relatif. La production de l'industrie cotonnière se développait, en ramenant la production de 1886 à 100, dans les proportions suivantes : en 1887, 117 0/0 ; en 1888, 139 0/0 ; en 1889, 129 0/0, tandis que ce développement dans toute la Russie s'exprimait ainsi : 100 ; 114 ; 131 ; 126. La production des autres branches d'industrie se développait beaucoup plus lentement ; en voici les chiffres : 100 ; 101,5 ; 112,2 ; 112,6 0/0. Dans ces deux gouvernements se concentrent à peu près les deux tiers de la production de l'industrie cotonnière de toute la Russie, la Pologne exceptée (respectivement de 1886-90 de 63,7 jusqu'à 65 0/0). Le gouvernement de Pétersbourg occupe à cet égard une place plus modeste, on y travaille 16-17 0/0 du coton, quoique l'accroissement relatif de cette industrie soit considérable. Moscou s'occupe principalement de tissage, Pétersbourg, de filature, le tissage y diminue. Nous parlerons plus loin des causes de ce phénomène, quand nous examinerons l'influence du développement de l'industrie textile capitaliste sur l'économie populaire ; maintenant nous constatons seulement les faits (1).

golm, le Narva la sépare d'une série de fabriques, qui se trouvent dans le gouvernement de Pétersbourg, et qui utilisent comme elle la chute de la Narva comme force motrice.

(1) Dans le gouvernement de Pétersbourg, il y a 1,085.884 broches, et

Dans toutes les autres branches de production du rayon pétersbourgeois, nous ne pouvons apercevoir quelque progrès, même nous devons noter des regrès. Ainsi, le tableau cité ci-dessus nous montre les changements du total de production pendant la période examinée (à l'exception de l'industrie cotonnière), notés par ces chiffres : 100 ; 94,9 ; 101,2 ; 98,8. Hormis dans la troisième année, alors que le total de la production augmenta de 1,2 millions de roubles, pendant cet espace de temps nous notons une diminution, alors que c'est justement dans ces années que s'accentua le grand développement de la production capitaliste dans toute la Russie, et dans toutes ses parties et ses industries.

On pourrait avoir des doutes sur l'exactitude des données qui nous ont servi de base pour dresser nos tableaux, quoique nous ayons utilisé les matériaux qui ont servi à la Commission de revision du tarif des douanes. Mais pour dissiper ces doutes, envisageons la question sous une autre face. Déjà dans le chapitre v de la première partie de ces études nous avons indiqué la différence des rôles que jouent Moscou et Pétersbourg dans la vie économique de la Russie. Mais là, nous nous sommes bornés à apprécier ces villes au point de vue des achats ; tout au plus avons-nous mentionné en passant que Moscou est beaucoup plus actif comme ville de vente que comme ville d'achat. Nous nous arrêterons maintenant un peu plus longuement sur cette question. Examinons le tableau XIIIa, relatif au transfert d'argent d'une ville à une autre. La ligne inférieure nous montre les changements survenus pendant la dernière période décennale dans les relations commerciales entre les différentes villes. Dans toute la série de chiffres montrant l'augmentation du nombre des traites on ne trouve que deux colonnes révélant une diminution, et ces deux colonnes se rapportent à Pétersbourg. Péterbourg a perdu 38 0/0 de ses débouchés à Moscou, et les provinces commencent à y acheter pour 4 0/0 en moins. Et cela se passe dans la période la plus florissante de l'industrie et du

dans celui de Moscou, 963.000 ; le gouvernement de Pétersbourg possède 11.047 métiers de tissage, tandis que celui de Moscou en a 29.250. (Nous avons ajouté aux fabriques du gouvernement de Pétersbourg celle de Krengolm avec ses 368.818 broches; actuellement le nombre des broches dépasse 400.000.)

commerce. D'une façon générale, Pétersbourg a perdu un tiers de son marché (32,3 0/0). Mais cela se rapporte aux trois dernières années de la période décennale. Considérons ce qui se passait en 1886-91, c'est-à-dire dans cette période d'activité industrielle que nous étudions. En consultant le tableau, nous remarquons qu'alors aussi Péterbourg voyait de plus en plus péricliter le débouché de ses marchandises. Si nous ramenons le chiffre de ses ventes (tableau XII) en 1886 à 100, nous verrons qu'il sera en 1887 de 89 0/0 ; en 1888 de 98 0/0 ; en 1889, de 86,4 0/0 ; en 1890 de 73,6 0/0 ; c'est-à-dire qu'en cinq ans, son importance a diminué de 26,4 0/0. Seule l'année 1891, année de disette, a vu se rétablir un peu ses affaires en élevant le total de ses ventes à 92 0/0.

A mesure que Pétersbourg perdait le marché de ses marchandises, Moscou prenait sa place. En comparant les trois dernières années de la période décennale on peut constater que Moscou a accru l'écoulement de ses marchandises en province de 20 0/0 et à Pétersbourg même de 42 0/0. En général, le total de ses ventes a augmenté de 23 0/0. En 1886-1890, l'accroissement de la vente de Moscou s'exprimait ainsi : en 1886,100 ; en 1887, 102 0/0 ; en 1888,118 0/0 ; en 1889,107 0/0 ; en 1890,114 0/0. L'année 1891, défavorable à Moscou, a vu tomber le total de ses ventes à 97 0/0.

Mais ce que perdait Pétersbourg comme vendeur de ses propres produits, il tâchait de le regagner comme vendeur des produits étrangers. Pendant les trois dernières années, il achetait en province pour 26 0/0 de plus que pendant les trois premières années. Et durant la période 1886-1890, quand son activité comme vendeur de ses propres produits se restreignait d'une façon si considérable, le total de ses achats se modifia dans les proportions suivantes : en 1886,100 0/0 ; en 1887,106 0/0 ; en 1888,120,6 0/0 ; en 1889,112 0/0 ; en 1890,119 0/0, et enfin l'année de disette 1891 a élevé le total de ses achats à 124 0/0.

Nous avons déjà mentionné ses achats à Moscou. Petit à petit, Moscou commença à le supplanter comme acheteur. Ainsi, le total de ses achats dans les provinces s'accrut pendant la période décennale de 58,6 0/0, quoique comme quantité absolue les achats de Pétersbourg soient le double de ceux de Moscou. Pour les dernières années les achats de Moscou s'élèvent : en

1886 à 100 ; en 1887 à 108 0/0 ; en 1888 à 123 0/0 ; en 1889 à 106 0/0 ; en 1890 à 94,4 0/0 ; de sorte qu'après s'être élevés jusqu'à l'année 1888 ils commencent à tomber ensuite. Mais le total général des traites avec les autres villes augmentait toujours plus pour Moscou que pour Pétersbourg.

Si nous considérons les changements relatifs qui sont survenus dans ce laps de temps entre ces deux villes (la dernière ligne du tableau aux colonnes 10 et 15), nous constaterons qu'en dix ans Pétersbourg a perdu à peu près 10 0/0 du total relatif de la vente globale des autres villes. Pendant les trois premières années, sa vente s'élevait à 22,4 0/0 de toutes les ventes, et pendant les trois dernières elles sont tombées à 12,8 0/0. Moscou a gagné en ce temps à peu près 1 0/0 (0,8 0/0), et les provinces, 8,8 0/0. Le total des achats de Pétersbourg s'est élevé, au contraire, de 2,2 0/0, celui des provinces de 2,8 0/0, et cette augmentation s'est faite aux dépens des achats de Moscou, qui ont diminué de 5 0/0. De 1886 à 1890 le total relatif d'écoulement des marchandises produites à Pétersbourg tombe chaque année ; en 1886 il formait encore 17 0/0 de la vente générale ; l'année suivante, il descendit à 14 0/0 ; ensuite, en 1888 à 13,9 0/0 ; en 1889 à 13, et, enfin en 1890 il n'était plus de 11,4 0/0. Le total relatif de ses achats augmentait toujours, quoique lentement ; de 28,8 0/0 qu'il était en 1886 il s'éleva à 31,3 0/0 en 1890, mais indubitablement à ce point de vue il est loin d'être dans l'état de prospérité qu'il connut pendant les années de la guerre, quand le total relatif de ses achats atteignit 42 0/0. Très heureuse aussi pour ses achats fut pour lui l'année 1891, quand, par suite de cette calamité qui frappa le peuple, « l'augmentation du prix du blé et l'abaissement du cours », dans l'été et durant l'automne de 1891 furent exportées les plus grandes quantités de grain (1), et la valeur des blés

(1) « Le Moniteur des Finances » 1892, juin. Malgré la défense de l'exportation des blés depuis le mois d'août et l'absence de récolte dans 18 gouvernements la quantité de blés exportée ne fut que peu inférieure à celle de l'année précédente. En 1890, on avait exporté 181.904.000 pouds de froment, et 76.900.000 pouds d'orge, en 1891, 176 097.000 pouds de froment et 68.005.005 pouds d'orge. Durant la première moitié du mois d'août en 1891, pendant le délai accordé avant la défense d'exporter l'orge, on en a exporté 23 332.000 pouds, tandis qu'en 1890 pendant tout le mois d'août son exportation ne dépassa pas 6.059.000 pouds.

exportés a augmenté de 13,45 millions de roubles. On peut mettre cette activité commerciale en parallèle avec celle qui se manifesta en 1877-78.

En effet, si nous considérons cette activité de la Russie en 1891, en tant qu'elle s'est manifestée dans le transfert d'argent, nous verrons que les achats énormes de vivres pour les localités où régnait la disette se sont réfléchis, d'abord, dans l'accroissement de toutes les opérations de transfert, qui dépassa de 100 millions la somme atteinte jusque là et ensuite dans l'accroissement relatif et absolu des tranferts provinciaux. Comme quantité absolue, le total des transferts entre les villes de province fut supérieur de 150 millions à ce qu'il fut jamais ; et comme quantité relative ces transferts représentaient 40 0/0 de tous les transferts. Ordinairement, ils ne représentent que 25 29 0/0.

En cette année le déclin de Moscou comme acheteur s'accentua fortement ; le total de ses achats en province diminua du tiers ; le total relatif de tous ses achats tomba à la moitié. Avec cela la quantité de ses ventes, pétersbourgeoises ainsi que provinciales, baissa. Pour Pétersbourg, la situation fut autre. 1891 fut pour lui une année favorable. Malgré l'accroissement gigantesque des achats des villes provinciales les unes chez les autres (de 25-29 0/0 jusqu'à 40 0/0), Péterbourg a gardé sa position : le total relatif de ses achats resta le même. La quantité absolue de ce total, malgré la disette, a surpassé même celle de l'année si féconde 1888 (1).

Nous ne nous arrêterions pas si longtemps sur la question de l'accroissement relatif de l'activité commerciale de Moscou et de Pétersbourg par simple curiosité. A nos yeux, dans cette lutte, se définissent les rôles qui prennent de plus en plus de relief dans ces deux rayons. La statistique industrielle et les rapports et bilans des banques nous prouvent que les rôles de chacun de ces deux rayons se distingue et se spécifie de plus en plus. Pétersbourg devient un marchand, un acheteur

(1) La mauvaise récolte et par conséquent l'augmentation énorme du prix du blé, si pénible pour la population, dans beaucoup de cas furent très avantageuses pour toute une classe de personnes qui firent fortune grâce à cette mauvaise récolte et à ses effets, et même dans tout le rayon où la récolte fut bonne, les blés furent vendus à des prix élevés « Le Moniteur des Finances », 1893, n. 1, p. 23).

par excellence ; il couvre toute la Russie de son capital commercial ; ses opérations portent principalement sur les achats des matières premières. Ainsi, il ne manque pas de se faufiler dans les affaires du pétrole (les grands achats à Bacou et Batoume). Mais ces achats forment une somme insignifiante en comparaison des achats sur les marchés des blés. Les trois quarts de tous les achats de Pétersbourg s'effectuent dans les plus grands centres du commerce de blé (Odessa, Taganrog, Rostov sur Don, Ekathérinoslav, Berdiansk, Nicolaiev, Sibau, Saratov, Riga, etc.). Au contraire, Moscou comme acheteur de matières premières est beaucoup en arrière sur Pétersbourg, quoiqu'il tâche de le rejoindre. Son activité est surtout industrielle ; il vend les produits de ses fabriques. Il lutte principalement pour conquérir les marchés où il pourra écouler les produits de son activité industrielle et il lutte, comme nous l'avons vu, avec un grand succès. Jusqu'à présent il nous importe peu d'examiner quelles sont ses armes dans cette lutte, et quelle influence peuvent avoir ses victoires sur les adversaires. Nous avons voulu seulement démontrer la centralisation de l'activité industrielle dans une ville, et la centralisation du commerce, notamment du commerce des matières premières, dans l'autre (1).

Le total de la production brute que nous avons donné doit être diminué considérablement ; car plusieurs facteurs sont mis en compte plusieurs fois. Prenons, par exemple, l'industrie cotonnière ; comme tout autre, elle se divise en une série d'industries complètement indépendantes, dans les mains d'entrepre-

(1) Il est bien possible, qu'à cause des raisons climatériques une partie de l'industrie cotonnière se développera toujours mieux à Pétersbourg qu'à Moscou. Notamment pour la filature des numéros élevés l'air ambiant doit être suffisamment humide. En Angleterre, ces filatures se concentrent dans les localités où l'humidité de l'air, en moyenne, ne tombe pas au-dessous de 10 0/0 sous le point de saturation, et au lieu de se fixer à Manchester, elles se groupent dans Oldham (Schultze-Gavernitz, *Der wirtschaftliche Fortschritt, die Voraussetzung der socialen Reform*, *Archiv.* de Braun, V. 1892, p. 9). Thorold Rogers attribue à la même circonstance le développement de l'industrie de fine filature de laine et de tissage de laine (Consulter son *Six centuries of Work and Wages*, New-York). Jusqu'en ces derniers temps la filature des numéros élevés était totalement inconnue en Russie ; on commence à la fabriquer depuis peu, et on ne peut attribuer au hasard le fait que cette industrie a eu son origine à Pétersbourg. Dans la fabrique de Krengolm on s'apprête à l'introduire.

neurs complètement indépendants aussi. Le filateur vend le fil à la fabrique de tissus, où sa valeur figure de nouveau après avoir figuré déjà une fois dans les comptes de la filature. La valeur du tissu brut, en passant dans l'établissement d'apprêt, figure encore quoique un ses éléments ait déjà figuré dans les comptes des filatures et des fabriques de tissus. Toutes ces ventes et achats intermédiaires augmentent d'une façon fictive la totalité de la production sociale, car chacun des entrepreneurs consigne dans ses comptes, d'un côté la totalité des marchandises vendues, et de l'autre, la totalité des matières premières achetées. Mais comme chaque marchandise, ainsi le coton avant d'arriver au consommateur, — personnel ou producteur, peu importe, — doit passer par bien des étapes intermédiaires, par bien des producteurs intermédiaires, le total brut de la production du pays sera toujours évalué au-dessus de la production réelle pour toute la série de ces degrés intermédiaires, pour toute la série des ventes et des achats intermédiaires d'un même produit qui se trouve à différents états de production (1).

(1) Voici un exemple frappant de cette spécialisation des fabriques, et par conséquent de l'augmentation fictive du total de la production, à mesure que les parties d'une marchandise passent d'une fabrique à l'autre. Dans les Etats-Unis de l'Amérique les fabriques travaillant le bois se spécialisent de plus en plus, on érige les fabriques de manches de hâches ou de balais, ou pour la fabrication des tables à allonges... La construction de différentes machines se développe de plus en plus; on en invente toujours des nouvelles qui simplifient certains côtés de production et fabriquent à meilleur marché... Chaque branche, par exemple, de la fabrication des meubles est déjà devenue une spécialité, exige des machines particulières et des ouvriers particuliers... Pour la construction d'une voiture, les jantes de la roue se font dans les fabriques spéciales (Missouri, Arkansas, Tennesie), les rayons de roue en Indiana et Ohio, les moyeus dans les fabriques spéciales du Kentuky et de l'Illinois. Toutes ces différentes parties sont achetées par les fabriques dont la spécialité est de faire les roues entières. Ainsi une bonne dizaine de fabriques participe à la construction d'une voiture quelconque (Tverskoi, *Dix ans en Amérique*. « Le Moniteur de l'Europe », 1893, janvier, p. 74-75). Quant à l'accroissement de l'industrie cotonnière, l'observation faite dans le texte n'a aucune importance. Pendant toute la période examinée aucune division brusque dans la production n'est survenue. De même qu'il fallait exclure pour les premières années les achats et les ventes intermédiaires afin d'obtenir la valeur créée pendant une année, de même il fallait les exclure pour les années suivantes.

CHAPITRE II

Organisation de la production sociale. Développement de la division sociale du travail ; ses conditions. La production capitaliste. Réduction de la valeur d'une marchandise au temps socialement nécessaire dépensé à sa production. Comment on définit la nécessité sociale de la production capitaliste. Influence de l'augmentation de la productivité du travail sur la valeur dans diverses branches d'industrie.

Avant de passer aux autres chiffres du tableau, nous devons nous arrêter un peu sur l'importance de la division sociale du travail, car ce facteur joue un rôle considérable dans les relations économico-sociales.

Toute organisation de la production, à quelque structure économico-sociale qu'elle se rapporte, a pour but de produire les moyens de subsistance ou les moyens de production. C'est pourquoi, dans les limites d'une communauté ou d'une famille, au stade embryonnaire du développement de la société, la distribution des forces de travail et de temps de travail pour la préparation des objets divers s'effectue conformément au besoin qu'on a de ces objets.

La division du travail qu'on observe dans les limites d'une semblable communauté ou d'une famille dépend des besoins des personnes qui sont occupées immédiatement à leur production, tandis que la division du travail que nous découvrons dans la société capitaliste dépend, non des besoins d'un nombre si limité de personnes, mais des besoins de toute la société. De même que chaque communauté ou famille distribuait ses forces effectives en vue de la préparation des objets conformément à ses

besoins, dans l'organisation capitaliste de la production — production d'objets sous forme de marchandises — la société tend à dépenser, pour chaque genre d'objets, autant de temps de travail et de forces de travail qu'il est nécessaire pour la préparation de ces objets dans la quantité nécessaire. Plus la production de marchandises se développe, plus se développe la division du travail dans chaque industrie isolée, comme dans toute la société. Avec cette division sociale du travail, avec l'accroissement de la confection des objets sous forme de marchandises, la production d'individuelle qu'elle était se transforme en production sociale.

Le mode d'après lequel s'effectue la distribution de tout le temps de travail social exigé par la confection des divers objets en quantité nécessaire dans l'organisation de production si complexe qu'est l'organisation capitaliste, est expliqué par Karl Marx dans son *Capital* : « Puisque, dit-il, l'économie politique aime les Robinsonades, visitons d'abord Robinson dans son île. Modeste, comme il l'est naturellement, il n'en a pas moins divers besoins à satisfaire, et il lui faut exécuter des travaux utiles de genre différent, fabriquer des meubles, par exemple, se faire des outils, apprivoiser les animaux, pêcher, chasser, etc. De ses prières et autres bagatelles semblables, nous n'avons rien à dire, puisque notre Robinson y trouve son plaisir et considère une activité de cette espèce comme une distraction fortifiante. Malgré la variété de ses fonctions productives, il sait qu'elles ne sont que les formes diverses par lesquelles s'affirme ce même Robinson, c'est-à-dire tout simplement des modes divers de travail humain. La nécessité même le force à partager son temps entres ses occupations différentes. Que l'une prenne plus, l'autre moins de place dans l'ensemble de ses travaux, cela dépend de la plus ou moins grande difficulté qu'il a à vaincre pour obtenir l'effet utile qu'il a en vue. L'expérience lui apprend cela, et notre homme qui a sauvé du naufrage montre, grand livre, plume et encre, ne tarde pas, en bon Anglais qu'il est, à mettre en note tous ses actes quotidiens. Son inventaire contient le détail des objets utiles qu'il possède, des différents modes de travail exigés par leur production, et enfin du temps de travail que lui coûtent en moyenne des quantités déterminées de ces divers produits. Tous les rapports entre Robinson et les

choses qui forment la richesse qu'il s'est créée lui-même, sont tellement simples et transparents, que chacun peut les comprendre sans une très grande tension d'esprit. Et cependant, toutes les déterminations essentielles de la valeur y sont contenues. Transportons-nous maintenant dans le sombre Moyen Age européen. Au lieu de l'homme indépendant, nous trouvons ici le monde dépendant, serfs et seigneurs, vasseaux et suzerains, laïcs et clercs. Cette dépendance personnelle caractérise aussi bien les rapports sociaux de la production matérielle que toutes les autres sphères de la vie auxquelles elle sert de fondement. Et c'est précisément parce que la société est basée sur la dépendance personnelle, que tous les rapports sociaux apparaissent comme des rapports entre les personnes. Les travaux divers et leurs produits n'ont en conséquence pas besoin de prendre une figure fantastique distincte de leur réalité. Ils se présentent comme services, prestations et livraisons en nature. La forme naturelle du travail, sa particularité et non sa généralité, son caractère abstrait, comme dans la production marchande, est aussi mesurée par le travail. La corvée est tout aussi bien mesurée par le temps que le travail ; mais chaque corvéable sait fort bien que c'est une quantité déterminée de sa force de travail personnelle qu'il dépense au service de son maître. La dîme à fournir au prêtre est plus claire que la bénédiction du prêtre. De quelque manière donc qu'on juge les masques que portent les hommes dans cette société, les rapports sociaux des personnes dans leurs travaux respectifs s'affirment nettement comme leurs propres rapports personnels, au lieu de se déguiser en rapports sociaux des choses, des produits du travail. Pour rencontrer le travail commun, c'est-à-dire l'association immédiate, nous n'avons pas besoin de remonter à sa forme naturelle primitive, telle qu'elle nous apparaît au seuil de l'histoire de tous les peuples civilisés. Nous en avons un exemple tout près de nous dans l'industrie rustique et patriarcale d'une famille de paysans qui produit pour ses propres besoins, bétail, blé, toile, lin, vêtement, etc. Ces divers objets se présentent à la famille comme les produits divers de son travail et non comme des marchandises qui s'échangent réciproquement. Les différents travaux d'où dérivent ces produits, agriculture, élève du bétail, tissage, confection des vête-

ments, etc... possèdent de prime abord la forme de fonctions sociales, parce qu'ils sont des fonctions de la famille, qui a sa division du travail tout aussi bien que la production marchande. Les conditions naturelles, qui varient avec les changements des saisons, ainsi que les différences d'âge et de sexe règlent dans la famille la distribution du travail et sa durée pour chacun. La mesure de la dépense des forces individuelles par le temps du travail apparaît ici directement comme caractère social des travaux eux-mêmes, parce que les forces de travail individuelles ne fonctionnent que comme organes de la force commune de la famille (1).

Jetons maintenant un coup d'œil sur les « petites communautés indiennes qui existent encore en partie ». Elles sont fondées sur la possession commune du sol, sur l'union immédiate de l'agriculture et du métier, et sur une division du travail invariable, laquelle sert de plan et de modèle toutes les fois qu'il se forme des communautés nouvelles. Etablies sur un terrain qui comprend de cent à quelques mille acres, elles constituent des organismes de production complets se suffisant à eux-mêmes. La plus grande masse du produit est destinée à la consommation immédiate de la communauté ; elle ne devient point marchandise, de manière que la production est indépendante de la division du travail occasionnée par l'échange dans l'ensemble de la société indienne. L'excédent seul des produits se transforme en marchandise et va tout d'abord entre les mains de l'Etat auquel, depuis les temps les plus reculés, en revient une certaine partie à titre de rente en nature. La division du travail, dans une communauté indienne pareille, atteint un développement assez considérable. Tous ses membres travaillent pour toute la communauté et reçoivent en récompense des lots du sol ou des parts de la récolte. Ici, avec la division du travail si avancée dans la communauté, nous trouvons le travail en commun et le partage des produits. Dans cette organisation de production, Marx voit « la clef de l'immutabilité des sociétés asiatiques, qui contraste d'une manière si étrange avec les changements violents de leurs dynasties. La structure des éléments économiques fondamentaux

(1) K. Marx, *Kapital*, vol. I, 4e édit., p. 43-45.

de la société reste hors des atteintes de toutes les tourmentes de la région politique (1) ».

« Représentons-nous enfin, continue-t-il, une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social. Tout ce que nous avons dit du travail de Robinson se reproduit ici, mais socialement et non individuellement. Tous les produits de Robinson étaient son produit personnel et exclusif, et conséquemment objets d'utilité immédiate pour lui. Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, pour mettre cet état de chose en parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travail soit en raison de son temps de travail. Le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins. De l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution... Dans les modes de production de la vieille Asie, de l'antiquité en général, la transformation du produit en marchandise ne joue qu'un rôle subalterne qui, cependant, acquiert plus d'importance à mesure que les communautés approchent de leur dissolution. Des peuples marchands proprement dits n'existent que dans les intervalles du monde antique, à la façon des dieux d'Epicure dans l'Intermundia, ou comme les juifs dans les pores de la société polonaise. Ces vieux organismes sont, sous les rapports de la production, infiniment simples et transparents. Mais ils ont pour base l'immaturité de l'homme individuel dont l'histoire n'a

(1) K. Marx, *Kapital*, vol. I, 4e édit., p. 322.

pas encore coupé le cordon ombilical qui l'unit à la communauté naturelle d'une tribu primitive, ou des conditions de despotisme et d'esclavage. Ces organismes peuvent se constituer et subsister uniquement lorsque le développement de la force productive du travail n'est pas sorti de sa phase élémentaire et lorsque les rapports sociaux dans la sphère de la vie matérielle entre les hommes, et entre l'homme et la nature sont limités (1). »

Ensuite, quand il s'agit des rapports entre la division du travail dans la manufacture et la division du travail dans la société, l'auteur dit : « Si nous nous bornons à considérer le travail lui-même, nous pouvons désigner la séparation de la production sociale en ses grandes branches, industrie, agriculture, etc., sous le nom de division du travail en général ; la séparation de ces genres de production en espèces et variétés sous celui de division du travail en particulier... La division du travail dans la société et la limitation correspondante des individus à une sphère particulière se développent en partant de points opposés. Dans une famille et dans la famille élargie, la tribu, nous avons une division spontanée du travail, basée sur les différences d'âge et de sexe c'est-à-dire sur une base purement physiologique. Elle gagne plus de terrain avec l'extension de la communauté, l'accroissement de la population, et surtout le conflit entre les diverses tribus et la soumission de l'une par l'autre. D'autre part, l'échange des marchandises prend d'abord naissance sur les points où les diverses familles, tribus, communautés entrent en contact ; car ce sont des collectivités et non des individus qui, à l'origine de la civilisation, s'abordent et traitent les uns avec les autres, en pleine indépendance. Diverses communautés trouvent dans leur entourage naturel des moyens de production et des moyens de subsistance différents. De là une différence dans leur mode de production, leur genre de vie et leurs produits. Des relations entre les communautés diverses une fois établies, l'échange de leurs produits réciproques se développe bientôt et les convertit peu à peu en marchandises. L'échange ne crée pas les différences des sphères de production ; ces différences existaient avant l'échange ; il ne fait que le

(1) K. Marx, *Kapital*, vol. I, 4e édit., p. 45-46.

mettre en rapport entre elles et les transforme ainsi en branche plus ou moins dépendante de l'ensemble de la production sociale. Ici la division sociale du travail provient de l'échange entre sphères de productions différentes et indépendantes les unes des autres. Là où la division physiologique du travail forme le point de départ, ce sont au contraire les organes particuliers d'un tout compacte qui se détachent les uns des autres, se décomposent, principalement en vertu de l'impulsion donnée par l'échange avec des communautés étrangères et s'isolent jusqu'au point où le lien entre les différents travaux n'est plus maintenu que par l'échange de leurs produits. De sorte que nous voyons, dans un cas, les unités indépendantes perdre une partie de leur indépendance, et dans l'autre, les unités d'abord subordonnées acquérir, petit à petit, une certaine indépendance. Toute division du travail développée qui s'entretient par l'intermédiaire de l'échange des marchandises, a pour base fondamentale la séparation de la ville et de la campagne. On peut dire que l'histoire économique de la société roule sur le mouvement de cette antithèse... La division territoriale du travail qui assigne certaines branches de production à certains districts d'un pays, reçoit également une nouvelle impulsion de l'industrie manufacturière qui exploite partout les spécialités (1). »

Nous trouvons donc la division du travail dans toutes les structures sociales; chaque société, quelle que soit son organisation, sacrifie à la production d'un certain objet demandé autant de forces de travail qu'en exige sa confection. Plus la production est petite et isolée, plus étroites sont les limites de cette division. La communauté, la famille, la tribu, voilà les limites dans lesquelles s'effectue une telle division du travail. Mais à mesure que la production se transforme en un acte social, à mesure qu'elle se socialise, ces limites s'étendent toujours, embrassant à la fin tout le globe terrestre. Dans toutes les structures économiques, la structure capitaliste exceptée, il est évident que chaque unité économique organisée (la famille, la communauté) doit sacrifier à la fabrication de chaque objet autant de forces de travail qu'il est nécessaire. Mais dans l'organisation capitaliste, quand tous les produits prennent la forme

(1) K. Marx, *Kapital*, vol. I, 4e édit., p. 318.

de marchandises, des valeurs d'échange, l'essence de ces simples rapports se trouve embrouillée, quoique en réalité ils restent toujours aussi simples. « Pourquoi, demande Marx, une marchandise en tant que valeur d'usage n'a-t-elle rien de mystérieux, mais dès qu'elle se présente comme une valeur d'échange elle prend un caractère mystique. D'où provient donc ce caractère énigmatique du produit du travail dès qu'il revêt la forme d'une marchandise? Evidemment de cette forme elle-même. Le caractère d'égalité de tous les genres de travaux humains s'exprime objectivement en ce que tous ces produits ont une valeur égale, la mesure de travaux individuels par leur durée acquiert la forme de la grandeur *de valeur, des produits de travail, et les rapports des producteurs dans lesquels s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail.* Un rapport social déterminé des hommes entre eux revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles. On peut trouver une analogie à ce phénomène dans la région du monde religieux, où les produits du cerveau humain ont l'aspect d'êtres indépendants, doués de corps particuliers, en communication entre les hommes et entre eux. » Comme l'adorateur du fétiche lui attribue les qualités qui ne lui sont pas inhérentes, ainsi les économistes vulgaires voient dans une marchandise une chose physique qui est douée de propriétés mystiques. C'est ce que je puis nommer le fétichisme attaché aux produits du travail dès qu'ils se présentent comme marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production. En général, les objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres, individuellement ou par des groupes d'individus. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social. Comme les producteurs n'entrent socialement en contact qne par l'échange de leurs produits, ce n'est que dans les limites de cet échange que s'affirment d'abord les caractères sociaux de leurs travaux privés. En d'autres termes, les travaux privés ne se manifestent en réalité comme division du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et indirectement entre les producteurs. Il en résulte que, pour ces derniers, les rapports de leurs travaux privés apparaissent ce qu'ils sont, c'est-à-dire non

des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses. C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans la production même. A partir de ce moment, les travaux privés des producteurs acquièrent en fait un double caractère social. D'un côté ils doivent être travail utile, satisfaire des besoins sociaux et s'affirmer ainsi comme parties intégrantes du travail général, d'un système de division sociale du travail qui se forme spontanément. De l'autre côté ils ne satisfont les besoins divers des producteurs eux-mêmes, que parce que chaque espèce de travail privé utile est échangeable avec toutes les autres espèces de travail privé utile, c'est-à-dire est réputée leur égale. L'égalité des travaux qui diffèrent les uns des autres ne peut consister que dans une abstraction de leur inégalité réelle, que dans la réduction à leur caractère commun de dépenses de force humaine, de travail humain en général. Le double caractère social des travaux privés ne se réfléchit dans le cerveau des producteurs que sous la forme que leur imprime le commerce pratique, l'échange des produits. Il en résulte que le caractère de leur travail, comme de travail utile socialement, devient la condition d'après laquelle le produit doit être non seulement utile, mais utile aux autres, et le caractère social de leur travail spécifique étant égal à tous les autres genres de travaux spécifiques revêt une forme, où tous les objets de nature physique différente n'apparaissent que comme les produits du travail, et ont une propriété générale — la valeur. Il faut que la production marchande se soit complètement développée avant que de l'expérience même se dégage cette vérité scientifique : que les travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres, bien qu'ils s'entrelacent comme ramification du système social et spontané de la division du travail, sont constamment ramenés à leur mesure sociale proportionnelle. Et comment ? Parce que dans les

rapports d'échange accidentels et toujours variables de leurs produits le temps de travail social nécessaire à leur production l'emporte de haute lutte comme la loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête (1).

Par cette longue citation, nous voyons que le rapport réciproque des produits de travaux différents cache derrière lui le rapport social des personnes qui fabriquent ces produits et que cette détermination indirecte du temps nécessaire socialement pour la production des objets donnés se fait seulement dans le cas où le produit du travail revêt la forme de marchandise, c'est-à-dire dans l'organisation capitaliste. Mais dès que nous sortirons de cette organisation le fait nous apparaîtra très clairement, comme par exemple dans l'esclavage, le servage, la communauté, ou toute autre organisation de la production.

Comme chaque produit pour devenir une marchandise doit satifaire quelque besoin social, doit être un objet d'usage, dans le travail qui est cristallisé en lui, nous devons distinguer deux propriétés; d'abord, la propriété d'assimiler les caractères naturels des matériaux, qui se trouvent dans la nature, aux besoins humains, en d'autres termes de créer la valeur d'usage, c'est la condition nécessaire, indépendante du mode de production. Ensuite, parce qu'on a dépensé une quantité déterminée de travail pour la fabrication d'un produit, qui est nécessaire à la société, mais se trouve à la disposition de quelques individus, et qui était fait en vue de l'échange, le travail communiquant au produit la propriété d'être valeur d'échange devient en même temps le créateur de cette valeur. Ainsi, quoique le travail doive être appliqué à la fabrication des objets d'usage (individuel ou productif) et quoique dans les rapports d'échange, avec l'aliénation des produits sous forme de marchandises, ce caractère est considéré comme nécessaire, comme propre à lui-même, dans l'échange se manifeste son autre aspect, non pas qualitatif, mais quantitatif. La question alors se pose : *combien* de travail a-t-il été dépensé pour la fabrication de la marchandise? et ce *combien* détermine le rapport de cet objet à toutes les autres marchandises, dont l'or. Plus d'objets né-

(1) K. Marx, *Kapital*, vol. I, 4e édit., p. 40-41.

cessaires socialement peuvent être produits dans une unité de temps, moins de travail doit être dépensé pour chaque exemplaire. Et comme la valeur d'échange d'une marchandise se détermine par la quantité de temps de travail nécessaire socialement à sa fabrication, moins on dépense de temps de travail, moindre est sa valeur d'échange, à meilleur marché elle est. Ce côté quantitatif, — la détermination de la valeur d'échange par la quantité de temps de travail nécessaire à la production des marchandises fabriquées par les producteurs indépendants les uns des autres, — détermine indirectement le besoin social, montre quels sont les liens sociaux qui unissent les producteurs indépendants, et montre aussi que la production est devenue un acte social ; et plus la production capitaliste se développe, — la séparation de ses diverses branches, la productivité du travail, la combinaison de travaux dans les entreprises isolées, — plus fortement est marqué son caractère social. D'un côté, le produit apparaît comme le résultat du travail d'un groupe de personnes qui sont unies inséparablement entre elles dans l'acte même de la production ; de l'autre, ce produit a pour but de satisfaire un des besoins sociaux.

« Les besoins sociaux représentent pour les capitalistes une inconnue... Toutefois, d'une façon ou de l'autre, bien ou mal, ils sont satisfaits ; et finalement, la production est consacrée à la fabrication des objets demandés. Mais comment le producteur sort-il de cet embarras ? Au moyen de la concurrence. Comment la concurrence résout-elle cette difficulté. Tout simplement par le fait que les espèces de marchandises, ou la quantité dont, pour le moment, la société n'a pas besoin, sont réduites au-dessous de leur valeur de travail ; par ce moyen indirect il est signifié aux producteurs que leurs marchandises sont inutiles, ou quoiqu'elles soient utiles, qu'elles sont fabriquées en trop grande quantité. Nous pouvons tirer de ce fait deux conclusions. Primo, que la déviation de la valeur sur le marché est la condition nécessaire qui seule permet à la valeur de la marchandise de s'affirmer. A l'aide des variations de la concurrence, et, partant, des prix des marchandises, s'affirme la loi de la valeur de la production marchande et se détermine la valeur de la marchandise par le temps de travail nécessaire socialement à sa fabrication. Secundo, par cela seulement que la

concurrence permet à la loi de la valeur de s'affirmer dans la société basée sur l'échange des marchandises, la société arrive à la seule organisation possible dans ces conditions, et à l'ordre dans la production sociale. Ce n'est qu'à l'aide de la dépréciation ou de l'apréciation trop élevée du produit que chaque producteur individuel est éclairé sur les besoins de la société, sur ce dont celle-ci n'a pas besoin, et sur la quantité dont elle a besoin. » La manifestation de la force qui règle la concurrence s'annihile de plus en plus, à mesure que se développe la division sociale du travail qui est uniquement réglée par les opinions personnelles des entrepreneurs individuels, dont les entreprises se soustraient de plus en plus non seulement à toute la complexité de la production sociale, mais grâce à une spécialisation sans cesse affinée et partant à une division du travail, entrent de moins en moins dans le produit fabriqué, et à mesure que « la complexité du procès lui-même présente plus de raisons pour qu'il ne se poursuive pas régulièrement ». Donc, la valeur d'échange du produit, c'est-à-dire les moyens de production ou les moyens de subsistance prenant la forme de marchandises, est propre seulement à la production capitaliste basée sur la séparation des moyens de production et des producteurs immédiats, ou sur la nécessité de produire les objets pour la vente. Dès que le produit prend la forme de marchandise et au moyen du travail humain « cristallisé » en lui se met en rapport avec d'autres marchandises, il acquiert un nouveau caractère qu'il n'avait pas auparavant. Le tissu produit par une famille paysanne pour sa propre consommation n'est qu'un objet de vêtement, de linge, rien de plus ; mais le même tissu exposé au marché indépendamment de la valeur d'usage qu'il avait déjà, acquiert aussi une valeur d'échange, qui se détermine par la quantité de temps de travail nécessaire socialement à sa fabrication. Si le besoin social de ce tissu est déjà satisfait, même sans ce nouvel appoint, offert sur le marché, personne n'en achètera. Mais si ce besoin n'est pas encore satisfait, sa valeur d'échange sera déterminée par la quantité de travail qui doit être dépensée pour sa fabrication dans les conditions les plus favorables, c'est-à-dire, avec la moindre dépense de temps de travail. Si on a dépensé trop de temps de travail, le producteur s'en ressentira tout de suite, car on ne lui donnera pas pour sa

marchandise plus que l'on ne donnera aux autres producteurs, tandis qu'il a dépensé pour sa fabrication beaucoup plus de temps qu'il n'était nécessaire. Il en résulte qu'il sera obligé de la vendre « en pure perte », et d'augmenter à l'avenir la productivité de son travail ou de recourir à une autre industrie quelconque, ou, enfin, d'abandonner tout à fait un travail indépendant et de devenir un salarié (1).

Dans l'industrie de fabrication le taux de la valeur de la marchandise se détermine par le temps nécessaire à sa fabrication dans les conditions les plus favorables. La marchandise fabriquée dans les conditions moins favorables, avec une productivité moindre du travail, devra être vendue au-dessous de sa valeur individuelle, car les concurrents du producteur de la marchandise analogue sont en état de la fabriquer et de la vendre en quantité si considérable et à un prix si inférieur, qu'ils le supplanteront. Si pour quelque raison que ce soit, les producteurs quoique fabricant leur marchandise aux conditions les plus favorables, — quand, par exemple, leur travail est beaucoup plus productif, — ne peuvent toutefois satisfaire tout le besoin social de la marchandise dont il s'agit, ce besoin devra se satisfaire aussi aux moyens du produit du travail moins productif; la marchandise, résultat du travail plus productif, sera vendue au-dessus de sa valeur individuelle. Outre que leur travail est peut-être plus productif, les producteurs d'une marchandise analogue peuvent se trouver dans des conditions beaucoup plus favorables quant au marché, ils peuvent se trouver plus près du débouché ou des voies qui mènent à ce marché; toutes ces conditions favorisent la vente de leur marchandise au-dessus de sa valeur propre.

Ces circonstances peuvent s'appliquer aussi à l'industrie agricole et minière. Les possesseurs du sol plus fertile ou des mines

(1) Les marchandises qui étaient fabriquées dans l'industrie domestique, comme par exemple le satin, la lustrine, le foulard, le taffetas, etc., sont à présent fabriquées par les allemands qui travaillent avec les métiers de tissage; ce sont principalement des femmes qui sont occupées à ce travail. Les matériaux leur reviennent à bon marché; ils les achètent par stock sous une forme brute, des premières mains, et les travaillent dans leurs teintureries mécaniques (« Annuaire » du Zemstvo de Moscou, 1892. Communication du correspondant du district de Bogorodsk).

plus riches vendent leurs produits au-dessus de leur valeur individuelle pour tout le surplus de dépenses de travail nécessaires pour obtenir une unité de produit dans le lot moins fertile, si, toutefois, toute la somme des produits obtenus de tous les lots est nécessaire pour la satisfation des besoins sociaux.

Il résulte de ce qui précède que la valeur d'échange n'est pas quelque chose d'inhérent au produit ; elle est le résultat d'une forme déterminée de la production. Le produit n'a revêtu la forme de valeur d'échange que dans le cas où la production est capitaliste. Mais si l'objet est fabriqué comme marchandise, les conditions favorables (sociales ou naturelles) dans lesquelles s'effectuent les travaux (plus grande productivité du travail, sol plus fertile, etc.) profitent non à toute la société, mais seulement aux possesseurs des moyens de production qui bénéficient de ces conditions, quoique toute la société fournisse les forces nécessaires à la fabrication de ces objets. Même la possibilité de recevoir par l'échange une valeur plus grande pour l'objet dont la fabrication a coûté moins de temps de travail qu'il n'était nécessaire socialement, cette possibilité est le résultat purement social, conditionné par la forme même de production, par la séparation des moyens de production du producteur immédiat.

En cela s'affirme, entre autre, l'importance de la forme de la production pour la société. Toute la société fournit autant de temps de travail que le nécessite la fabrication de la marchandise. Mais les producteurs individuels, se trouvant dans les conditions sociales et naturelles les plus diverses pour produire, dépensent dans chaque cas isolé, surtout dans l'agriculture et l'industrie minière, un temps de travail variable. Le produit, comme valeur d'usage, est égal dans tous les cas, il est aussi égal comme valeur d'échange, bien que pour sa fabrication dans un cas on ait dépensé plus de travail que dans un autre. Ainsi, le producteur qui dépense moins que le temps nécessaire socialement vend son produit, dans cette mesure, au-dessus de sa valeur individuelle. C'est lui personnellement et non pas la société qui bénéficie des conditions sociales favorables de la production.

Si pour quelque cause que ce soit, la productivité du travail agricole s'élève, de sorte qu'avec une moindre dépense de temps de travail on obtient plus de produits agricoles, les pro-

ducteurs qui se trouvaient auparavant dans des conditions plus favorables et qui avaient l'occasion de bénéficier personnellement des conditions sociales favorables, perdent maintenant cette occasion. Cela se produit évidemment si le besoin social du produit reste le même qu'auparavant. Plus la productivité du travail agricole augmente, plus devient grande la possibilité de satisfaire le besoin social d'un certain produit, plus vite les producteurs d'un même produit perdent leur situation privilégiée. S'il se trouve, pour quelque cause que ce soit, des producteurs qui ne peuvent pas augmenter la productivité de leur travail, mais qui doivent vendre obligatoirement, ils seront obligés de vendre leurs produits *au-dessous* de leur valeur individuelle ; car ils dépensent pour leur fabrication plus de temps de travail qu'il n'est nécessaire socialement.

CHAPITRE III

Distribution des forces productives de la Russie jusqu'en 1861. Développement du capitalisme ; nouvelle distribution des forces de travail.

La somme globale du temps de travail dont disposait la société russe avant 1861 peut être divisée d'une façon générale, en deux parties : une partie du temps de travail était occupée par les travaux agricoles, l'autre par les travaux de préparation des matériaux pour les vêtements ou des vêtements eux-mêmes, des moyens de production, etc. Plus tard, nous parlerons de la répartition de ces produits ; maintenant nous nous occuperons de la distribution du temps de travail lui-même, d'après le genre des travaux. Ces deux parties occupaient la plus grande part des forces de travail de la communauté et de son temps de travail. Quant au rapport réciproque de ces deux parties, c'est-à-dire la question de savoir laquelle des deux était la plus grande, laquelle était la moindre, il est déterminé par plusieurs conditions parmi lesquelles les conditions climatériques ou telluriques jouent un rôle important. Mais outre ces deux parties principales du temps de travail, une partie était employée à quelque industrie locale ou à la satisfaction de quelques besoins de la communauté (les cordonniers, les forgerons, les chapeliers, les tailleurs) ; ou enfin, leurs produits, ainsi que leur travail lui-même ont été employés pour satisfaire des besoins en dehors de la communauté (l'industrie domestique, le charroi, etc.). Les deux genres de travaux étaient distribués dans la communauté assez également : les personnes, qui s'occupaient de filature, de tissage, etc., étaient en même temps agriculteurs ; chaque aug-

mentation de la productivité du travail dans une des branches des travaux, c'est-à-dire la fabrication de l'objet en question avec une moindre dépense de forces de travail, aboutissait à ce résultat, que les forces de travail affranchies du travail nécessaire à la fabrication de cet objet pouvaient être employées à la fabrication des objets qui faisaient défaut, ou qui satisfaisaient les nouveaux besoins. Mais par son caractère, la petite production, fractionnée et indépendante, ne pouvait guère se développer ; c'est pourquoi elle est caractéristique comme industrie routinière, peu productive. Même dans les branches de l'industrie domestique, qui, comme conséquence des conditions locales, se transformèrent en métier, quand les produits commencèrent à être fabriqués pour la vente, quand ils reçurent la forme de marchandises, même dans ces branches la productivité du travail, par suite du fractionnement des industries, ne pouvait se développer considérablement, quoique par leur fabrication technique ces produits l'emportassent sur les produits de l'industrie domestique. A ce point de vue, à ce stade de son développement, peu importait l'endroit où se trouvait le métier de tissage ; dans la maison du paysan, dans la chambre de l'artisan ou dans la fabrique du capitaliste. Dans tous ces cas, chacun travaillait tout à fait indépendamment ; outre cela, la majorité des ouvriers abandonnait en été les fabriques pour s'occuper de travaux agricoles.

Avec le temps, la distribution relative de forces de travail de la famille ou de la communauté a subi des modifications considérables, à la suite de circonstances qui ne dépendaient pas des paysans. La division sociale du travail, dont nous avons parlé, devenait de plus en plus profonde. Nous avons vu que les différentes communautés trouvent dans leur entourage naturel les divers moyens de production, ainsi que les divers moyens de subsistance. A titre d'exemple d'une telle division territoriale, dépendant des conditions ambiantes, peut servir le développement de la filature et de tissage dans la région voisine de Moscou. Le tissage comme travail domestique ayant en vue la consommation personnelle et non pas le marché était connu des habitants de la zone moyenne de la Russie depuis les temps les plus reculés. Les tissus pour vêtements, ainsi que les autres objets de nécessité de ménage étaient fabriqués par les consom-

mateurs, et les classes supérieures utilisaient le travail de leurs ouvriers domestiques. Le régime patriarcal de l'ancienne Russie n'avait pas en lui les éléments requis pour convertir les occupations domestiques en occupations industrielles. Plus tard, l'influence du centre si peuplé qu'est Moscou se réfléchit sur le développement des industries des produits, dont la population moscovite avait le plus besoin. Il en résulta, qu'outre l'agriculture, l'industrie maraîchère, etc., le tissage à petits métiers se développèrent ici quantitativement et qualitativement, comme l'accroissement du nombre des métiers et comme variétés des tissus fabriqués. Il en résulta naturellement une influence bienfaisante sur le développement de la capacité des ouvriers. Voici comment les statisticiens du Zemstvo de Moscou définissent le procès du développement du tissage à métier dans le gouvernement de Moscou. « Depuis les temps les plus reculés le tissage était l'occupation domestique des paysans ; l'industrie avait seulement en vue la consommation personnelle ; un peu plus tard on commença à fabriquer les tissus en fil et en laine grossière pour le marché ; depuis le commenéement du XVIII[e] siècle on commença la fabrication des tissus de soie ; cette fabrication se développa graduellement et enfin embrassa la plupart des districts. En ce siècle, la fabrication des draps commence à disparaître des maisons des paysans, et celle des tissus de soie se concentre graduellement dans les localités extrêmes des districts de Kolomna et Bogorodsk ; en même temps on commence à tisser la laine fine, et enfin, depuis 1822 (année de l'établissement des droits protecteurs élevés), apparaît l'industrie cotonnière, qui supplante petit à petit tous les autres genres de tissage, et dans certaines localités devient l'occupation dominante des paysans pendant les loisirs que leur laissaient les travaux agricoles. L'organisation même de l'industrie se modifie dès 1822 : au lieu d'être les producteurs indépendants de jadis, les paysans deviennent les exécuteurs de quelques opérations de la grande industrie des fabriques, et se bornent à recevoir un salaire (1). »

Cet exemple de la marche historique du développement du

(1) *Recueil des renseignements statistiques dans le gouvernement de Moscou*, vol. VII, liv. III, p. 32.

tissage dans la région moscovite met en relief les modifications qui se produisent dans la distribution du temps de travail annuel des paysans. Cette partie du temps de travail qui est consacrée au travail personnel s'abrège toujours et se confond graduellement avec la partie dont les produits sont destinés au marché. De sorte que, finalement, tout le temps de travail se divise en deux parties, au lieu de trois : l'agriculture et le travail pour le marché, le travail pour la fabrication des objets de consommation personnelle (le pain excepté) ayant disparu.

L'année 1861 a provoqué un bouleversement radical dans l'organisation de l'industrie de fabrication et en particulier dans la manipulation des matières textiles, ainsi que dans l'organisation de la vie sociale en Russie. Avec la cessation du travail gratuit des serfs, la demande des produits de fabrique a beaucoup augmenté, et avec l'augmentation de l'écoulement, leur production s'est développées (A. V. Pogogev, *Recueil de renseignements statistiques dans le gouvernement de Moscou. Section de la statistique sanitaire*. V. IV[e] partie I, p. 50). Tout le développement gigantesque de la technique que l'Europe occidentale a atteint avec si grands efforts était acquis par nos fabricants gratuitement. Les ouvriers expérimentés se trouvaient aussi sur place, et il ne restait qu'à profiter des conditions favorables existantes, pour développer la nouvelle organisation capitaliste des fabriques, notamment de tissage mécanique. Le capitalisme profita de ces conditions : « dans les endroits où se dressent les fabriques mécaniques de tissage, disparaissent graduellement les producteurs-artisans, comme cela s'aperçoit dans les districts de Kolomna, de Serpochov, de Dmitrovsk, de Moscou, dans les régions voisines de l'endroit où sont situées ces fabriques. Avec cela la fabrication de certains tissus devient la propriété exclusive de la production mécanique, par exemple, la crétone, le calicot, la layette, etc. » Les branches de la production qui ne sont pas encore envahies par les fabriques à vapeur perdent néanmoins leur indépendance, de sorte « que le tissage de métier se groupe autour des grandes fabriques de tissage, le plus grand développement de tissage des fabriques dans une localité donnée est toujours accompagné par le développement de la petite industrie de tissage. La petite industrie et la manufacture

cessent absolument de fabriquer les espèces de tissus qui ressortent du tissage mécanique (1) ».

Donc le tissage mécanique accapare toutes les espèces des tissus les plus simples, le calicot, la crétone, etc., c'est-à-dire les espèces qui sont le plus répandues, qui sont destinées à la consommation du peuple (comme la percale, etc.). C'est pourquoi, le déplacement des métiers de tissage des maisons des paysans et des chambres des artisans dans les fabriques et leur transformation en métiers mécaniques eut pour l'économie paysanne une importance énorme, qui fut sentie même en dehors des limites de la région accaparée immédiatement par le capitalisme.

(1) *Recueil des renseignements statistiques du gouvernement de Moscou. Section de la statistique économique*, v. VIII, livrais. III, pp. 31, 32, 33 ; et *Les petites industries du district de Bogorodsk,* dans *Annuaire* du Zemstvo de Moscou, 1890, p. 36.

CHAPITRE IV

Influence du développement de la production capitaliste, et surtout de la filature et du tissage en Angleterre. Séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture. Influence que cette séparation exerce sur la population agricole. Décadence de l'économie rurale anglaise. Baisse de la rente et du salaire. Crises agricoles. Leurs causes.

Le bouleversement, dont nous avons parlé, a une si grande importance pour l'économie sociale, que nous nous croyons obligés de rappeler, en quelques mots, quelle influence il a exercée dans les pays où l'industrie était le plus développée.

« Jusqu'à l'introduction des machines, il s'agit de l'Angleterre, la filature et le tissage des matières brutes s'opéraient dans la demeure de l'ouvrier. Sa femme et ses filles filaient le fil que le père tissait ou qu'il vendait, s'il ne l'employait pas lui-même. Les familles de ces tisserands vivaient autour des villes, et pouvaient subsister assez bien avec leur gain, car le marché intérieur était encore presque unique, et la force opprimante de la concurrence, apparue plus tard après la conquête des marchés étrangers et l'extension du commerce, ne baissait pas encore le salaire. Outre cela, la demande sur le marché intérieur croissait toujours avec la croissance lente de la population et les ouvriers pouvaient toujours trouver du travail ; bien plus, parmi les ouvriers eux-mêmes, la concurrence n'a pas pu s'établir, par le fait que leurs ménages étaient dispersés. Ainsi, le tisserand avait toujours les moyens d'économiser et de louer un petit lot qu'il cultivait pendant ses loisirs. Il disposait de son temps, comme il l'entendait, car il s'occupait du tissage

quand il le jugeait commode et pour autant de temps qu'il le jugeait nécessaire. Il est vrai que, comme fermier, il ne valait pas beaucoup, son économie agricole n'était pas dans une situation brillante, souvent les récoltes étaient peu abondantes, mais néanmoins, il n'était pas un prolétaire, il avait un asile, il était un homme ayant un domicile, et sa position sociale était plus élevée que celle de l'ouvrier anglais moderne. De sorte que ces ouvriers menaient une existence passable... et leur situation matérielle était meilleure que celle de leurs successeurs. Ils n'avaient pas besoin de s'éreinter de travail ; ils travaillaient tant qu'ils voulaient, et malgré cela ils gagnaient assez pour subvenir à tous leurs besoins. Ils avaient des loisirs qu'ils pouvaient consacrer au travail sain dans leur potager ou dans les champs, et ce travail était pour eux une récréation... C'étaient des gens forts, sains, bien bâtis... Leurs enfants grandissaient au grand air, et s'ils aidaient leurs parents dans leurs travaux cela n'était pas d'une façon permanente, et le travail de dix ou de douze heures par jour était inconnu... Sous le rapport intellectuel c'était un monde mort, ils ne s'intéressaient qu'à leurs petits intérêts privés, à leurs métiers de tissage et à leurs potagers, et n'avaient aucune idée du mouvement puissant qui se produisait dans l'humanité en dehors de leur sphère... Le premier facteur qui a modifié radicalement la situation de l'ouvrier anglais, c'est la Jenny, inventée en 1764 par le tisserand James Gargriws. Cette machine était une ébauche grossière de la Mule qui fut inventée plus tard ; elle pouvait être mise en mouvement par la main. Au lieu d'avoir un fuseau, comme c'est le cas du rouet ordinaire, elle en avait 16 ou 18, et il ne fallait pas plus d'un ouvrier pour les mettre en mouvement. Cette invention a permis de fournir plus de fils qu'auparavant. Jadis pour un tisserand il fallait avoir trois fileuses, de sorte que le défaut de fils se faisait toujours sentir, et souvent, le tisserand était obligé de quitter son travail en attendant les matériaux ; à présent, ces matériaux étaient fournis en une quantité plus grande que le nombre effectif d'ouvriers ne pouvait employer. La demande des produits de tissage, croissant toujours, augmenta encore davantage, grâce au bon marché de cette marchandise, et ce bon marché dépendait, de son côté, de la diminution des frais de production des filés. Il fallait avoir plus de tisserands

qu'il n'y en avait ; leur salaire augmenta. Et maintenant que le tisserand a acquis la possibilité de gagner davantage par son métier, il commença à négliger l'agriculture et le jardinage, en consacrant tout son temps au tissage. Ainsi, la famille composée de quatre adultes et deux enfants (qui s'occupaient à dévider les bobines) pouvait gagner en une semaine, travaillant huit heures par jour, quatre livres sterlings (près de 40 roubles), souvent même davantage, si les affaires marchaient bien et si le travail était demandé. Il arrivait souvent qu'un tisserand gagnait avec son métier jusqu'à deux livres sterling par semaine. La classe de tisserands-fermiers disparut complètement et fut absorbée par la nouvelle classe des tisserands-salariés, n'ayant aucune propriété, ni même une apparence de propriété, un lot loué, et devenant ainsi des ouvriers prolétaires. Outre cela, les rapports anciens entre le tisserand et le fileur furent détruits. Jusqu'à présent, autant que possible, on filait et on tissait sous un même toit. A présent que la Jenny et le métier du tissage exigeaient les bras forts, les hommes commençaient à filer, et le rouet vieilli et remplacé était mis de côté, les familles entières vivaient à présent du filage, et si elles n'avaient pas les moyens d'acheter une Jenny, elles étaient obligées de vivre sur le salaire du chef de la famille. Ainsi, avec la filature et le tissage se constituait la division du travail, qui se perfectionnait après infiniment. « Tandis que le prolétariat industriel commença à se développer avec l'apparition de cette machine encore imparfaite, cette même machine marqua le commencement du développement du prolétariat agricole. Jusqu'à ce moment il y avait un grand nombre de petits propriétaires fonciers, yeomens, qui végétaient dans la même quiétude que leurs voisins les tisserands-fermiers. Ils cultivaient leurs lots de la même manière que le faisaient leurs aïeux, en s'opposant à toute modification avec l'entêtement inhérent aux gens dont les habitudes restaient immuables de génération en génération pendant des siècles... Quand les tisserands-fermiers eurent abandonné l'agriculture, un grand nombre de lots en location restait sans propriétaires, et sur eux se constitua une nouvelle classe de grands fermiers-tenants at will — qui louaient cinquante, cent, deux cents et davantage d'acres. Ces fermiers, dont le bail pouvait être résilié chaque année, avaient les moyens d'aug-

menter le revenu de ces terres par de meilleures méthodes de culture, et, grâce aux proportions plus grandes de leur économie, ils pouvaient vendre leurs produits à meilleur marché que les yeomens, à qui il ne restait, quand la terre ne pouvait plus les assurer matériellement, qu'à la vendre, à acquérir la Jenny, ou le métier de tissage, ou à devenir les salariés d'un grand fermier. Mais le mouvement industriel ne s'arrêtait pas là. Les capitalistes individuels commençaient à rassembler les machines à filer — Jenny — dans les grands établissements, et, pour les mettre en mouvement, à employer la force motrice de l'eau, ce qui leur permettait de diminuer le nombre d'ouvriers et de vendre les filés à meilleur marché que ne les vendaient les fileurs individuels, qui mettaient leurs machines en mouvement avec la main. Dans la suite, les inventions se succédèrent, après la machine à filer d'Arkwrigt apparut Crompton avec la machine à carder; Cartrit avec son métier à tisser mécanique; enfin, Watt avec sa machine à vapeur a donné une impulsion énorme à toutes ces inventions qui, petit à petit, supplantèrent le travail manuel dans les branches principales de l'industrie anglaise. Son histoire, depuis ce moment là, n'est qu'un simple exposé des pertes des positions que les ouvriers, supplantés par les machines, ont subies. Les conséquences immédiates de ces inventions furent : la baisse rapide des prix de toutes les marchandises manufacturées, l'accaparement des marchés étrangers, l'accroissement accéléré du capital et des richesses nationales; mais de l'autre côté, l'accroissement aussi accéléré du prolétariat, la destruction d'un asile propre, et de toute garantie de travail, pour la classe ouvrière.

« Ainsi, les petits propriétaires fonciers disparurent avec la disparition de l'ancienne union des travaux agricoles et industriels; les champs abandonnés des petits propriétaires s'arrondirent en grandes fermes, et les paysans furent supplantés par les grands fermiers, dont ils devinrent les salariés agricoles. Mais au commencement, par suite de la cessation de l'importation étrangère pendant la guerre avec la France, on n'a pas senti le besoin des régions agricoles, au contraire, cette circonstance a donné une impulsion artificielle au développement de l'agriculture anglaise, et avec la disparition de ces conditions artificielles d'efflorescence il arriva ce qu'en Angleterre

on appelle la dépression agricole (agricultural distress). Les fermiers recevaient pour leurs produits des prix très bas, et ils ne pouvaient payer qu'un salaire très bas. Pour maintenir les prix, en 1815, on édicta les lois sur les blés, qui défendaient l'importation des blés pour tout le temps où le prix d'un quarter « de froment serait au-dessous de 80 schel. ». Mais cela n'a pas amélioré la situation, la crise, revêtant jusqu'alors une forme aiguë, prit une forme chronique et se réfléchit très péniblement sur les ouvriers agricoles (1). »

Tant que les rapports entre patrons et ouvriers étaient patriarcaux, la pauvreté des ouvriers n'était pas trop marquée. Ils partageaient le sort du fermier et on leur donnait congé seulement dans les cas de nécessité extrême. Maintenant, tout changea. Les ouvriers se transformèrent presque partout en salariés, qui étaient embauchés seulement quand on en avait besoin, et qui restaient sans travail pendant des semaines, surtout en hiver. Aux temps patriarcaux, les ouvriers et leurs familles vivaient dans les fermes, leurs enfants y grandissaient ; les fermiers tâchaient de trouver des occupations pour ces générations nouvelles ; c'est pourquoi le travail journalier se présentait comme l'exception et non pas comme la règle. Par conséquent, il se trouvait toujours plus d'ouvriers dans les fermes qu'il n'y en avait besoin. Les fermiers ont fait disparaître ces rapports en expulsant les ouvriers des fermes, et en les transformant en ouvriers journaliers. Cela se produisit presque partout vers 1830 ; en conséquence, la surpopulation devint disponible ; le taux du salaire baissa ; l'impôt pour les pauvres augmenta excessivement (2).

« La raréfaction de la population des campagnes composée de paysans indépendants n'entraîna pas seulement la condensation du prolétariat industriel..... Malgré le nombre décroissant des cultivateurs le sol rapporta autant et même plus de produits qu'auparavant, parce que la révolution dans les conditions de

(1) Pendant 1818, les dépenses pour subsides aux pauvres ont atteint 8 millions de livres sterl., c'est-à-dire 13 shel. 6 pence par habitant. Th. ROGERS, *Six centuries of work and wages*, New-York, p. 495.

(2) Fr. ENGELS, *The condition of the working class in England*, New York, 1886.

la propriété foncière était accompagnée du perfectionnement des méthodes de culture, de la coopération sur une plus grande échelle, de la concentration des moyens de production, etc. En outre les salariés agricoles furent astreints à un labeur plus intense, tandis que le champ qu'ils exploitaient pour leur propre compte et à leur propre bénéfice se rétrécissait progressivement. C'est de cette manière que les moyens de subsistance d'une grande partie de la population rurale se trouvèrent disponibles en même temps qu'elle et qu'ils durent figurer à l'avenir comme élément matériel du capital variable. Désormais, le paysan dépossédé dut en acheter la valeur, sous forme de salaire, à son nouveau maître, le capitaliste manufacturier. Et il en fut des matières premières de l'industrie provenant de l'agriculture comme des subsistances ; elles se transformèrent en élément du capital constant.

« Figurons-nous, par exemple, une partie des paysans westphaliens qui, du temps de Frédéric II, filaient tout le lin, brusquement expropriée du sol, et la partie restante convertie en journaliers de grandes fermes. En même temps s'établissent des filatures et des tissages de dimensions plus ou moins considérables où les ci-devant paysans sont embauchés comme salariés. Le lin ne paraît pas autre que jadis, pas une de ses fibres n'est changée, mais une nouvelle âme sociale s'est glissée dans son corps. Il fait désormais partie du capital constant du maître manufacturier. Réparti autrefois entre une multitude de petits producteurs qui le cultivaient eux-mêmes et le filaient en famille par petite fraction, il est aujourd'hui concentré dans les mains d'un capitaliste pour qui les autres filent et tissent. Le travail supplémentaire dépensé dans le filage se convertissait autrefois en un supplément de revenu pour d'innombrables familles de paysans, ou, si l'on veut, puisque nous sommes au temps de Frédéric, en impôts « pour le roi de Prusse ». Il se convertit maintenant en profit pour un petit nombre de capitalistes. Les rouets et les métiers, naguère dispersés sur la surface du pays, sont à présents rassemblés dans quelques grands ateliers casernes, ainsi que les travailleurs et les matières premières... Les grandes manufactures ne trahissent pas, à première vue, leur origine comme les grandes fermes. Ni la concentration des petits ateliers dont elles sont sorties, ni le grand

nombre de petits producteurs indépendants qu'il a fallu exproprier pour les former, ne laissent de traces apparentes. Néanmoins l'intuition populaire ne s'y laisse point tromper... Les événements qui tranforment les cultivateurs en salariés, et leurs moyens de subsistance et de travail en éléments matériels du capital créent à celui-ci son marché intérieur. Jadis la même famille paysanne façonnait d'abord, puis consommait directement, du moins en grande partie, les vivres et les matières brutes, fruits de son travail. Devenus maintenant marchandises, ils sont vendus en gros par le fermier, auquel les manufactures fournissent le marché. D'autre part, les ouvrages, dont les matériaux communs se trouvaient à la portée de toute famille de paysans, jusque-là produits à la campagne, se convertissent dorénavant en articles de manufacture auxquels la campagne sert de débouché, tandis que la multitude des chalands dispersés, dont l'approvisionnement local se faisait en détail par de nombreux petits producteurs travaillant tous à leur compte, se concentre dès lors et ne forme plus qu'un grand marché pour le capital industriel. C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés, amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute sorte de manufacture. Pourtant la période manufacturière proprement dite ne parvient point à rendre cette révolution radicale. Nous avons vu qu'elle ne s'empare de l'industrie nationale que d'une façon fragmentaire, sporadique, ayant toujours pour base principale les métiers des villes et l'industrie domestique des campagnes. Elle donne ainsi lieu à la formation d'une nouvelle classe de petits laboureurs pour lesquels la culture du sol devient l'accessoire, et le travail industriel, dont l'ouvrage se vend aux manufactures soit directement, soit par l'intermédiaire du commerçant, l'occupation principale. « Comme nous le voyons chez nous dans les gouvernements de Moscou, de Vladimir et dans les autres gouvernements contigus, » c'est la grande industrie seule qui, au moyen des machines, fonde l'exploitation agricole capitaliste sur une base permanente, qui fait radicalement exproprier l'immense majorité de la population rurale, et consomme la séparation de l'agriculture d'avec l'industrie domestique des campagnes, en en extirpant les racines, le filage et le tissage.

L'industrie mécanique est la première qui conquiert au capital tout le marché intérieur (1). »

Quelle influence la séparation de l'agriculture et de l'industrie de fabrication a-t-elle exercée sur l'agriculture et sur les personnes qui sont occupées dans cette branche du travail du peuple ? L'agriculture à base capitaliste a porté d'abord son attention sur la diminution des frais du travail, sur l'augmentation de sa productivité, d'abord par l'introduction des machines, ensuite par la modification de la méthode même de culture. Les résultats obtenus furent frappants, mais le côté négatif de la situation apparut bientôt comme nous l'avons vu, ce que les Anglais appellent la « dépression » était survenue. Cette dépression se manifestait dans les années de récolte abondante comme dans les années de mauvaise récolte, avant la concurrence américaine, comme après l'apparition des masses de blés américains sur les marchés anglais. Et voilà que dans le pays « de culture agricole supérieure », les symptômes de la décadence commençaient à apparaître. D'après le témoignage de N. A. Kabloukof, qui avait étudié cette question dans les rapports des commissions nommées par le Parlement à l'époque de ces « dépressions » et dans la littérature spéciale, etc. (2), cette décadence s'exprima en ces termes : « La superficie cultivée diminue absolument et relativement ; l'ensemencement du froment devient moindre (cela continue jusqu'à présent, au commencement de la période 80-90, on ensemençait 3 millions d'acres, et en 1892, il n'en reste que 2.238.000 acres), la plantation des pommes de terre augmente, la plantation des tubercules qui servent de nourriture et qui demandent une culture soignée, diminue, ainsi que le 0/0 des semailles d'herbes ; la superficie des prairies et des pâturages croît. La fertilité du sol diminue, on récolte moins de produits, ils sont de poids moindre et de qualité inférieure ; les dépenses pour les engrais importés décroissent ; l'emploi des engrais domestiques n'augmente nullement ; la quantité de bestiaux à cornes non seulement n'augmente pas proportionnellement à l'extension des pâturages mais, au contraire, pendant les huit dernières années diminue absolument,

(1) K. Marx, *Kapital*, vol. I, 3e édit., p. 771-772.

(2) *La Question ouvrière dans l'agriculture* (en russe), Moscou, 1884.

et cette décroissance ne se compense même pas par la qualité des bestiaux ; la quantité de moutons diminue dans une proportion encore plus considérable ; le nombre de fermes abandonnées croît, ainsi que le nombre des faillites de fermiers ; il en résulte un abaissement de rente, de 10, 20, 30, 40 et 50 0/0 (1). » Voilà à quelle conclusion aboutit un savant qui a soigneusement étudié cette question en Angleterre. Quelle est la cause de ce phénomène si étrange, à première vue ? La cause fondamentale, c'est la tendance des fermiers à restreindre les dépenses du travail. Mais pourquoi cette tendance aboutit-elle à un tel résultat ? Nous avons déjà vu que l'influence des machines introduites dans l'industrie de fabrication s'est manifestée avant tout par la séparation de l'agriculture et de la manufacture. Avant cette séparation, l'ouvrier était occupé pendant toute l'année ; il avait toujours sous la main le métier à tisser les tissus de laine pour la consommation de sa famille. Il pouvait subvenir, donc, à une partie de ses besoins grâce à son travail hivernal. Avec la séparation de l'agriculture et de la manufacture, tout cela devait se modifier. Le fermier ne peut payer à son ouvrier que le temps que celui-ci consacre au travail, et il tend à transformer cet ouvrier permanent en journalier. Les ouvriers, de leur côté, n'étant occupés à l'agriculture qu'une partie de l'année, et recevant un salaire qui est peut-être supérieur à celui payé dans les autres branches de l'industrie, mais qui ne leur est payé que pendant les travaux agricoles, sont obligés de chercher une occupation qui pourra assurer leur existence pendant toute l'année. Ce fut l'origine de l'émigration des ouvriers ruraux vers les villes ». L'application croissante de la vapeur, dit Children, *Employement Commission* (2) et des machines perfectionnées a marqué la fin de nos artisans rustiques, des tisserands au métier à main, et de tous les habitants des campagnes dont les principaux moyens d'existence ne venaient pas des travaux de la ferme. Ils ne représentent plus un appoint pour le fermier dans les temps difficiles de travail intense et ne lui fournissent plus de jeunes gens ou de femmes, nécessaires

(1) *La Question ouvrière dans l'agricultvre* (en russe), Moscou,1884, p.88.

(2) *Fourth Report*, 1870, pp. 46, 51, etc. Nous citons d'après N. A. Kabloukof, *id.*, p. 225.

comme appoint. Maintenant, il lui est difficile de trouver des bras pour maints travaux qui, jadis, étaient exécutés par les femmes... Les hommes et les femmes se trouvent dans l'impossibilité de vivre de l'unique travail de ferme, sans avoir le travail du métier, de l'aiguille, supplantés par le métier à vapeur et par la machine à coudre. « On disait déjà en 1830-31, que l'introduction des machines dans l'industrie lainière, qui était jadis le travail domestique de la population agricole pour sa propre consommation, avait enlevé à l'agriculture une part considérable des femmes, en privant ainsi la population agricole d'un travail utile. Les chiffres suivants montrent l'importance du reflux des ouvriers agricoles : en 1851, on comptait en Angleterre 2.084.154 ouvriers des deux sexes ; en 1061, 2.010.454 ; en 1871, 1.657.138 ; et en 1881, 1.250.000 (1). Il est facile de comprendre les doléances des fermiers à propos du manque d'ouvriers, surtout à l'époque de la moisson. C'est principalement le manque de bons ouvriers, à qui les fermiers ne peuvent pas payer autant que la fabrique, qui se fait sentir. « Les meilleurs ouvriers émigrent vers les villes et le salaire des ouvriers augmente ; » « on a assez de travail passable, il manque de bons ouvriers ; » « le travail est cher et mauvais, » telles sont les plaintes des fermiers (2). C'est la raison pour laquelle, dans un rapport en 1833, on était unanime à attribuer cette situation au défaut d'occupations pour les ouvriers agricoles pendant l'hiver. Dans la session du Parlement 1831-32 on déposa à la Chambre des communes cinq bills relatifs aux travaux des ouvriers agricoles (3).

Vers les années 1830 et suivantes, quand les fermiers se plaignirent du manque de travail, quand le métier à tisser à vapeur supplanta le métier à la main, l'industrie de fabrique connut la plus grande prospérité; le nombre des fabriques et leurs revenus augmentaient successivement. Mais pour les ouvriers ces temps étaient les plus pénibles : plus de 800.000 tisserands au métier à la main étaient condamnés à une mort lente par la faim, car

(1) *Report from the Select Committee of the House of Lord's appointed to inquire into the State of Agriculture in England and Wales*, 1837, vol. V, Réponses, 1267-1271, *id.*

(2) Kabloukov, *op. cit.*, p. 125.

(3) Kabloukov, *op. cit.*, p. 174.

ils étaient obligés d'abandonner leur métier. En 1835, l'ensemble des ouvriers occupés à la manipulation des matières textiles s'éleva à 354.684, dont plusieurs dizaines de mille de tisserands. Donc, à mesure que se développaient les rapports capitalistes en Occident, à mesure qu'augmentait la spécialisation des diverses branches de la production, le travail des ouvriers agricoles se spécifiait de plus en plus, le manque d'occupation en hiver chassait les meilleurs ouvriers, les femmes et les enfants vers les villes, l'agriculture perdait de plus en plus ses forces et était obligée d'employer du travail de plus en plus cher... Et si, en général, l'agriculture, dans le régime capitaliste, est placée dans des conditions moins favorables que les autres branches de la production, avec l'avilissement des forces de travail elle perdait encore davantage, et le progrès de son développement devenait de moins en moins possible... Les frais, nécessités par les éléments, dont on voulait tirer les bénéfices, augmentaient démesurément ; il fallait les réduire. Au lieu de progrès, nous constatons des regrès. La terre cultivée devient un pâturage. Cela devait se produire naturellement, en vertu du développement logique des rapports entre le capital et le travail dans l'agriculture fondée sur une base capitaliste. A mesure que les manufactures se détachent de l'agriculture, l'existence de l'ouvrier agricole est dans la dépendance exclusive de ses occupations agricoles et pèse sur l'agriculture.

Donc, à mesure que l'exploitation capitaliste se développe, à mesure que l'industrie de fabrication se sépare de la culture des céréales et de l'économie agricole en général, les ouvriers occupés dans l'agriculture ont de moins en moins la possibilité de maintenir leur existence à l'aide de cette branche de production, à cause de ce fait que les travaux agricoles ne peuvent être exécutés que pendant un certain temps, en dépendance des conditions climatologiques. Les ouvriers émigrent vers les villes. L'agriculture subit une période de dépression, ses proportions diminuent et petit à petit tout le pays se transforme de pays agricole qu'il était en pays industriel, en laissant aux pays moins développés au point de vue industriel, et où les conditions sont plus favorables pour l'agriculture, de devenir son fournisseur des moyens d'alimentation (des blés) et de matières premières (coton, lin, chanvre, etc.) que l'agriculture produit,

et en exportant à leur place les objets de l'industrie de fabrication.

Dans les pays où la culture est de nouvelle date, où existent ou existaient récemment encore, de vastes étendues de terre inculte, les conditions du développement de l'agriculture et de l'industrie de fabrication dans leur forme capitaliste se modifient. Dans ce pays se produit d'abord la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, et ensuite, à mesure que le pays se peuple et que la terre devient cultivée, à mesure que les produits agricoles obtenus dans les meilleures conditions naturelles et économiques pénètrent de localités nouvellement peuplées dans les contrées qui étaient peuplées précédemment, ils ruinent dans ces dernières l'agriculture plus rationnelle : elle tombe en décadence. Mais en même temps, l'industrie de fabrication se développe, et son marché devient plus vaste à mesure que le pays se peuple et que le défrichement des terres incultes s'accroît. On peut observer un procès analogue aux Etats-Unis. Si nous divisons toute la superficie que les Etats occupent, en deux parties inégales, de l'est et de l'ouest, en prenant comme ligne de démarcation la ligne qui passe de l'extrémité sud-ouest du Lac Supérieur jusqu'à la ville de Saint-Paul, et le cours du fleuve Mississipi (à quelques exceptions près — Louisiane, Arkansas, Missouri — ce serait une ligne de démarcation entre les étendues de l'ancienne et de la nouvelle culture), et si, en nous basant sur les données des recensements de 1880 et 1890, nous comparons les modifications survenues pendant cette période décennale dans le nombre des fermes, dans leur valeur (des terres, des bâtiments, des enclos), dans la superficie qu'elles occupent, et la valeur, en moyenne, d'une ferme, d'un acre et, enfin, le nombre d'acres que possède chaque ferme moyenne — en comparant toutes ces données nous obtiendrons les tableaux suivants :

Modification dans le nombre des fermes, dans leur valeur, dans la superficie qu'elles occupent, dans leur grandeur, leur valeur en moyenne, dans la valeur d'un acre, en moyenne, dans le nombre d'acres qu'une ferme moyenne possède dans les parties de l'Est et de l'Ouest des Etats-Unis que sépare le cour du Mississipi. Modifications survenues pendant la dernière période décennale 1880-1890 :

Désignation des États	Étendue globale par millions d'acres	Étendue occupée par les fermes (par millions d'acres)				Augmentat. (+) ou diminution (—) en 0/0	Étendue de terres cultivées (par mill. d'acres)		Rapport de l'étendue globale en 0/0	Étendue d'ensemble de froment (par milles acres)				Augmentat. (+) ou Diminution (—) en 0/0
		En 1880	En 0/0	En 1890	En 0/0		En 1888	En 0/0		En 1882	En 0/0	En 1892	En 0/0	
26 États de l'Est.	523,84	352	65,6	397,7	55,8	— 1,2	139,68	57,7	34,4	22,8	61,5	18,06	46,9	— 20
3 États de l'Ouest.	1341,4	184	34,4	275,5	44,1	+ 49.8	87,53	42,3	31,8	14.26	38,5	20,39	53,1	+ 43,8
Total. . .	1896,24	536	100 0/0	623,5	100 0/0	+ 16,2	207,21	100 0/0	33,2	37,06	100 0/0	38,55	100 0/0	+64 0/0

Désignation des États	Population (en millions)				Augm. En 0/0	Nombre de fermes (en millions)				Augm. En 0/0	Valeur des fermes (en millions de dollars)			
	En 1880	En 0/0	En 1890	En 0/0		En 1880	En 0/0	En 1890	En 0/0		En 1880	En 0/0	En 1890	En 0/0
Aux États de l'Est	38,72	77.2	45,92	73,4	+ 18,7	2895,1	72,2	3079,6	17,2	+ 67,5	7999,3	78,4	8596,9	64,7
Aux États de l'Ouest . . .	11.43	22,8	16,7	26,4	+ 45,9	1113.8	27,8	1485	32,5	+ 33,2	2197,8	21,6	4682,3	35,3
Total. . .	50,15	100 0/0	62,62	100 0/0	+ 24,8	4008,9	100 0/0	4564,6	100 0/0	+ 159	10197,1	100 0/0	13279,2	100 0/0

Ce tableau nous indique que les fermes des Etats de l'Est occupaient, en 1880, à peu près 2/3 de toute l'étendue occupée par toutes les fermes ; le tiers restant était occupé par les fermes situées à l'Ouest du Mississipi. Et dans une dizaine d'années les proportions relatives de l'étendue occupée par les fermes de l'Est diminuèrent de 55, 8 0/0 ; même les proportions absolues de cette étendue diminuèrent aussi de 1, 5 0/0, tandis qne l'étendue occupée par les fermes situées à l'Ouest du Mississipi augmenta une fois et demie. L'étendue du sol cultivé des fermes des Etats de l'Est comprenait, en 1886, 34, 4 0/0 de toute l'étendue des fermes, et de celles des Etats d'Ouest, elle comprenait 31, 8 0/0. En d'autres termes, cette proportion était, dans les deux cas, très près de la moyenne, 32, 2 0/0.

Nous ne disposons pas de données sur la modification de l'étendue pendant une période plus prolongée pour chaque Etat des deux régions. Mais pour donner une idée de la modification de l'étendue occupée par les céréales, nous avons pris la superficie ensemencée en froment en 1882 et en 1892. Dans les Etats de l'Est, cette superficie représente, dans la première de ces années, 3/5 (61,5 0/0) de la superficie entière, et dans 10 ans les proportions relatives diminuèrent de 64, 9 0/0, tandis que les proportions absolues se réduisirent d'un cinquième. En même temps, dans les Etats de l'Ouest, les ensemencements de froment augmentèrent excessivement aussi bien relativement qu'absolument (absolument de 43, 8 0/0). Et ce phénomène se produisit en même temps que la nouvelle superficie ensemencée de froment ne se modifia presque pas (elle n'augmenta que de 4 0/0).

Cela montre qu'un nombre considérable de fermiers des Etats de l'Est étaient obligés de réduire les ensemencements et de chercher leurs moyens d'existence ailleurs et par d'autres moyens, ce qui indique l'empirement de leur situation comme fermiers. Ce dernier fait trouve sa confirmation en premier lieu dans le morcellement des fermes dans les Etats de l'Est ; malgré la réduction de la superficie générale de ces fermes de 1, 2 0/0, leur nombre augmenta de 6, 3 0/0, tandis que dans les Etats de l'Ouest augmenta aussi bien leur superficie (de 1 1/2 fois) que leur nombre (de 1 1/3 fois), c'est-à-dire que leurs proportions augmentèrent. Dans les Etats de l'Est, pendant la période dé-

cennale, les proportions moyennes des fermes diminuèrent presque de 9 acres (7 0/0), tandis que les proportions moyennes des fermes de l'Ouest augmentèrent de 20 acres ou de 12 0/0. En second lieu, le phénomène susdit est confirmé par le fait que malgré l'accroissement considérable de toute la richesse des Etats, malgré l'accroissement considérable de la population entière (18, 7 0/0) qui, dans les Etats de l'Est, est trois fois plus petite que dans les Etats de l'Ouest (où elle a augmenté de 45, 9 0/0) — le prix d'un acre n'a augmenté que de 9 0/0, de sorte qu'avec la diminution de l'étendue d'une ferme moyenne sa valeur n'a presque pas été modifiée (elle a augmenté de 1 0/0), tandis que la valeur des fermes de l'Ouest, par suite de l'augmentation de leurs proportions et du prix de chaque acre, de 42 0/0, augmenta de 3/5 (de 59, 8 0/0), de sorte qu'une ferme moyenne de l'Ouest qui, il y a 10 ans, était de 40 0/0 meilleur marché qu'une ferme de l'Est est maintenant plus chère de 13 0/0 que celle-ci. Tout cela aboutit à ce que la valeur brute des fermes des Etats de l'Est n'a augmenté, pendant dix ans, que de 1/4 0/0, tandis que celle des fermes de l'Ouest a plus que doublé (de 113 0/0). Tout cela se produisit pendant que dans les Etats de l'Est s'établit une culture agricole relativement plus élevée, qui a dû céder la place au produit de la culture rapace, extensive.

Ce phénomène s'accomplit dans des régions aussi vastes que les groupes des États de l'Est ou de l'Ouest. Mais si nous examinons l'Etat de la Nouvelle Angleterre et les Etats moyens situés au bord de l'Océan Atlantique, nous constaterons que la valeur de l'acre et la valeur d'une ferme moyenne non seulement n'augmenta pas, mais même elle diminua plus ou moins considérablement. Pour illustrer cette assertion, prenons un Etat le plus peuplé, absolument aussi bien que relativement, et où est située la ville la plus peuplée, qui sert en même temps de port. Cette ville a accaparé la partie la plus considérable du commerce de tous les Etats (actuellement plus d'une moitié, auparavant même encore davantage). Il s'agit de New-York.

Si nous comparons les modifications dans le nombre, les proportions, la valeur etc., des fermes de cet Etat, qui sont survenues pendant le temps écoulé entre deux recensements consécutifs, nous obtiendrons le tableau suivant :

Etat de New-York	En 1880	En 1890
Nombre d'acres occupés par une ferme moyenne.	98	97
Valeur moyenne d'une ferme (en dollars) . . .	4,377	4.279
Valeur moyenne d'une acre (en dollars). . . .	4,7	44,1
Nombre total des fermes (en milliers)	241	226
Nombre d'acres qu'elles occupent (en milliers) .	23.780	21.961
Valeur totale de ces fermes (en millions de dollars	1.056	968

Malgré la diminution des proportions moyennes d'une ferme, d'un acre seulement, la valeur, en moyenne, de cette ferme diminua de 98 dollars, par suite de la baisse du prix de chaque acre ; le nombre d'acres occupés par toutes les fermes de cet Etat (de 7,6 0/0), le nombre de ces fermes (de 6,2 0/0) et leur valeur (de 8,2 0/0) (1).

Nous voyons donc que l'agriculture et l'industrie de fabrication, ces différentes branches du travail social, dans leur forme capitaliste, et avec les conditions actuelles du marché mondial et des voies de communication, sont incompatibles dans une même région. L'agriculture est obligée de céder la place.

Mais en même temps, cette branche, jusqu'à maintenant la plus importante de la production mondiale, représente aussi le marché principal pour l'industrie de fabrication. Nous aurons plus tard l'occasion de montrer par l'exemple des Etats-Unis à quoi peut aboutir cet antagonisme.

(1) La valeur totale des fermes du New-Hampshire et du Massachusets diminua, pendant cette période décennale, de 12,3 0/0 de Road-Anland de 15,5 0/0 de New-Jersey, de 16,6 0/0 et de Yermont même de 26,4 0/0.

CHAPITRE V

Nombre des ouvriers occupés dans l'industrie de fabrication dans toute la Russie et dans chaque région industrielle. Nombre des ouvriers occupés à la manipulation du coton en Russie et dans chaque région industrielle. Accroissement du nombre de tous les ouvriers et de ceux qui sont occupés à la manipulation du coton, dans la seconde moitié de la période décennale de 1880-90. *Industrie métallurgique. Nombre d'ouvriers occupés dans cette industrie. Nombre d'ouvriers dans les industries soumises à l'accise et dans les chemins de fer.*

En s'emparant des industries domestiques le capitalisme a révolutionné, chez nous aussi, tout l'ordre économique de nos paysans agriculteurs. Il faut infiniment moins de temps de travail social et de forces de travail pour obtenir actuellement les matériaux nécessaires pour satisfaire au besoin de vêtement. Mais recherchons cependant la quantité de force de travail qui y est consacrée.

Adressons-nous de nouveau à notre tableau XI et examinons combien d'ouvriers sont occupés dans la production capitaliste en général, et comment leur nombre se modifie avec l'extension de la production. En 1886, le nombre de tous les ouvriers occupés dans toutes les fabriques et les usines de la Russie, Pologne comprise (sans compter les chemins de fer, les usines métallurgiques et des sociétés par actions soumises à l'accise) s'élevait à 734.971 ; sans la Pologne, à 634.822. Plus de la moitié 403.877 ou 54,9 0/0 de tous les ouvriers étaient occupés à la manipulation des matières textiles. Dans l'industrie du tissage et de la filature du coton étaient occupés en tout

194.006 ouvriers, dont, dans la Russie proprement dite, 174.673 ou 27,5 0/0 de tous les ouvriers des fabriques russes. Mais comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer, les sept gouvernements industriels de la Russie comprennent 60 0/0 de toute la production capitaliste russe. Le nombre de tous les ouvriers occupés dans les fabriques et les usines de ces gouvernements s'élève à 63, 6 0/0 ; la manipulation du coton occupe 95,7 0/0 de tous les ouvriers occupés dans cette branche de l'industrie dans toute la Russie. Mais comme la valeur des produits de cette branche comprend dans ces gouvernements 97,6 0/0 de toute la production cotonnière, il en résulte que la productivité du travail des ouvriers de ces gouvernements est supérieure à la productivité du travail des ouvriers des autres gouvernements. (Les autres 4,3 0/0 des ouvriers produisent seulement 2,4 0/0 de toute la valeur.) Avec ces seuls chiffres nous pouvons constater que la concentration de l'industrie cotonnière tend à abréger le temps nécessaire socialement à la fabrication d'une marchandise donnée. Examinons, maintenant, comment se modifiait le nombre des ouvriers par année. Les chiffres absolus sont indiqués dans le tableeu X, mais nous nous occupons des chiffres relatifs. Si nous fixons à 100 le nombre de tous les ouvriers en 1886, en 1887 nous obtiendrons 103,7 ; en 1888, 111,5 0/0, et en 1889, 111,9. Si nous nous souvenons que l'accroissement de la production elle-même s'exprimait pour ces années respectivement par 100, 107, 115,6, 118,8 0/0, nous constaterons que l'augmentation du nombre des ouvriers occupés ne correspondait pas à l'accroissement de la production. Si nous prenons la production de toutes les matières textiles, la différence de l'accroissement deviendra encore plus sensible. Le nombre des ouvriers s'est modifié, en commençant par l'année 1886, suivant la progression de 100 ; 103,8 ; 112,6 ; 108,7 0/0, tandis que l'accroissement de la production, pour cette période de temps, s'exprimait par : 100 ; 113,3 ; 122,4 ; 121,9 0/0. En considérant enfin la production cotonnière, nous trouverons une différence encore plus grande dans l'accroissement. Ainsi, dans la Russie proprement dite, la production a augmenté dans la progression suivante : 100 ; 114,5 137.6 ; 131,7 0/0, tandis que le nombre des ouvriers occupés augmentait beaucoup plus lentement, à savoir : 100 0/0, 106 0/0, 115 0/0 et 108,2 0/0. Dans l'année 1888, époque de

très grande prospérité de cette branche de production, quand elle s'éleva subitement de 37,6 0/0, le nombre des ouvriers n'augmenta que de 15 0/0. Cette modification disproportionnée des rapports entre l'accroissement du nombre des ouvriers et celui des valeurs qu'ils produisent peut être constatée dans tout le pays et dans chacune de ses régions ; cette disproportion s'accuse le plus fortement dans l'industrie cotonnière. Ainsi, la différence entre l'accroissement de la valeur de toutes les marchandises fabriquées dans les sept gouvernements les plus industriels est par année, de : 0,3 0/0, 3,4 0/0, 4,9 pour les années 1887, 1888, 1889 ; tandis que la différence dans l'industrie du tissage et de la filature de coton, dans ces mêmes gouvernements et pour la même période de temps, était de : 7 0/0, 12 0/0, 23,8 0/0. Dans la Russie d'Europe, chaque 0/0 d'accroissement du nombre des ouvriers a doublé le 0/0 de l'accroissement des valeurs produites.

Cela signifie que la somme des valeurs des matières brutes travaillées par chaque ouvrier augmentait d'année en année, ou en d'autres termes, pour obtenir la même somme de valeurs il fallait chaque année de moins en moins d'ouvriers. Ou, encore autrement, le temps de travail nécessaire socialement à la production des marchandises de coton augmentait absolument, beaucoup plus lentement que relativement. De sorte que nos observations confirment que « dans certaines limites, l'offre du travail exploité par le capital ne dépend pas de l'offre des bras, du travail. » (*Capital*, I, 256.)

Cela devient évident avec les données qui sont fournies par nos tableaux, et cela signifie que la production capitaliste peut vendre ses produits de moins en moins chers, ou en d'autres termes que les petits producteurs indépendants perdent de plus en plus la possibilité de maintenir leur petite industrie indépendante.

Les renseignements sur l'industrie métallurgique, qui sont à notre disposition, ainsi que les renseignements sur l'industrie soumise à l'accise, sont très divers quant à leur caractère, et quant à leur but. Ainsi, par exemple, dans les rapports sur l'industrie métallurgique et sur les industries soumises à l'accise on n'a pas indiqué les résultats financiers de ces entreprises ; et dans les rapports de l'industrie de fabrication, il n'y a presque

pas de renseignements complets sur la quantité de matières brutes façonnées et sur la quantité des marchandises. Mais comme nous nous intéressons au côté économique de la question du développement de la production capitaliste, nous devons nous borner aux renseignements publiés par le département du Commerce et des manufactures. Ces renseignements ne se rapportent qu'à l'industrie de fabrication.

En vue de compléter ces données, nous y avons annexé le tableau XII qui montre la marche du développement de l'industrie métallurgique en Russie (1).

Nous avons distingué les branches principales de l'industrie métallurgique, — à savoir : la fabrication du fer, de l'acier et de la fonte de fer, l'extraction du charbon et du sel — et nous avons montré le nombre d'ouvriers occupés dans chacune de ces branches, en y comptant les ouvriers « auxiliaires ». Nous pouvons juger de leur importance par le fait qu'en 1889, dans l'industrie du fer, sur 211 mille ouvriers il y avait 1.048 mille ouvriers auxiliaires.

Dans le total des ouvriers métallurgistes de la Russie Européenne nous ne faisons pas entrer les ouvriers de l'Oural ; car ils étaient inscrits jadis sur les registres des usines métallurgiques en vertu du droit de possession, et ils avaient reçu leur lot d'après des droits particuliers (2).

Sans entrer dans le détail de ce que l'on peut voir dans les tableaux, constatons seulement le fait que le nombre des ouvriers dans cette branche d'industrie, dans la Russie d'Europe sans l'Oural, ne dépassait pas, pour la période examinée, 80 à 100 mille. Si nous y ajoutons 227,4 mille ouvriers de l'Oural,

(1) « Recueil des renseignements statistiques sur l'industrie métallurgique en Russie 1866-1890 », Saint-Pétersbourg.

(2) « Seulement le salaire très bas payé à l'ouvrier de l'Oural, qui est assuré dans la majorité des cas, quant à ses moyens de subsistance par la terre et tout le ménage, permet à la production de supporter une dépense si grande des forces de travail qui ne correspond pas à ses proportions » (comparativement aux autres régions métallurgiques, et surtout à la région du Donetz). « Les ouvriers de l'Oural dans leur masse sont à demi cultivateurs, auxquels l'industrie minière sert d'un bon accessoire dans le ménage, en fournissant un salaire de diverses proportions » (« Industries métallurgiques de la Russie en 1893. » *Le Moniteur des Finances*, 1895, n. 1, p. 94)

et 25 mille ouvriers polonais, nous verrons que l'industrie métallurgique occupait 352 mille ouvriers (sans la Sibérie) ; et avec ceux de la Sibérie, 400 mille. Dans la Russie d'Europe plus de 90 0/0 de tous ces ouvriers sont occupés à l'extraction de la houille, du sel, et dans l'industrie sidérurgique. Dans l'industrie sidérurgique de la Russie d'Europe (sans l'Oural) sont occupés à peu près 50 mille ouvriers ; à l'extraction du sel, à peu près 16 mille, à l'extraction de la houille, à peu près 26 mille, et dans l'industrie du pétrole, 4 793 ouvriers (pour l'année 1889).

Nous avons pris les maxima des ouvriers, et malgré cela il apparaît que toute la Russie d'Europe ne peut pas occuper, dans l'industrie métallurgique, plus d'une centaine de mille ouvriers ; si la production locale s'accroissait au point de satisfaire toute la demande du pays en produits métallurgiques (et cela se produira bientôt, probablement, grâce aux droits protecteurs élevés), même alors le nombre des ouvriers augmentera peu. Il y a à cela deux raisons. D'abord, l'importation des produits d'origine étrangère est à présent peu considérable comparativement à la quantité des produits de notre production intérieure ; ensuite, et c'est le principal, dans le domaine de l'industrie se répète le même phénomène que dans l'industrie de fabrication, à savoir, que l'accroissement de la production dépasse l'accroissement du nombre des ouvriers occupés. Ainsi, pendant les années examinées, toute l'industrie sidérurgique se développait dans cette progression : 100 : 108 : 111 : 130 0/0 ; tandis que la croissance du nombre des ouvriers était d'abord plus rapide que celle de l'industrie, ensuite elle s'est fortement ralentie, de sorte que cette croissanse peut être exprimée ainsi : 100 : 115 : 117 : 109 0/0. Le même phénomène se rencontre dans l'industrie du sel et l'industrie houillère, et surtout dans l'industrie du pétrole. Si nous fixons la production du fer, du sel et de la houille dans les deux premières années à 100, nous verrons que dans les deux dernières années leur production s'est élevée à 119 0/0, tandis que le nombre des ouvriers a augmenté seulement de 6 0/0 au lieu de 19 0/0. En un mot, c'est exactement le phénomène qui s'est produit dans l'industrie de fabrication. Là, chaque 0/0 d'accroissement du nombre des ouvriers correspondait à 3 0/0 d'accroissement de la production, ici, c'est la même chose. Mais

là, cette croissance se rapportait à la valeur des marchandises, ici à leur quantité.

Avec toutes ces données nous pouvons constater que l'industrie métallurgique dépend des mêmes conditions économiques que l'industrie de fabrication, donc nous pouvons appliquer ici tout ce que nous avons dit précédemment de l'industrie de fabrication. Malheureusement, dans les « Recueils des renseignements statistiques sur l'industrie métallurgique en Russie », il n'y a aucune donnée sur la répartion des ouvriers d'après leur âge et leur sexe. Le côté financier de l'industrie n'est pas non plus indiqué et nous ne pouvons obtenir le résultat financier général de l'activité capitaliste en Russie. Comme les « Rapports du département des recettes extraordinaires » ne nous communiquent pas de renseignements sur le côté financier des industries, nous pouvons dire seulement que dans les branches d'industrie soumises à l'accise dans la Russie d'Europe sont occupés 167,926 ouvriers, dont 17 0/0 sont des femmes et 3 0/0 des enfants. Après déduction de 33.553 ouvriers qui sont enregistrés sous d'autres rubriques (industries métallurgique et de fabrication, sucreries, fabriques d'allumettes, etc.) il reste encore 132.373. Nous devons ajouter à ce nombre les ouvriers et les employés de tous les chemins de fer russes. En 1889 il y avait 162.892 ouvriers.

En faisant le total, nous verrons que la production capitaliste de la Russie d'Europe occupe en tout 1.112.628 ouvriers, avec ceux de l'Oural, 1.340.023. Ce chiffre est plutôt exagéré ; car il est possible que, dans certaines branches de production, le nombre des ouvriers occupés soit enregistré deux fois ; ensuite, dans l'industrie métallurgique, un nombre considérable d'ouvriers (près de la moitié du nombre des ouvriers de l'industrie du fer) sont des ouvriers « auxiliaires » (1). Outre cela, les distilleries et les sucreries ne sont en activité que pendant une partie de l'année, de sorte que l'existence matérielle des ouvriers n'est assurée que pendant quelques mois (2).

(1) Nous ne mentionnons pas les proportions de la production dans le domaine de l'industrie soumise à l'accise, car sa modification dépend, outre les conditions générales, des conditions particulières, à savoir du taux des accises perçues.

(2) Nous pouvons juger comment cette existence est « assurée » par le

En 1886, on comptait dans toutes les fabriques et les usines de la Russie d'Europe 829,7 mille ouvriers qui produisaient des marchandises pour 583 millions de roubles (1); en 1889 il y avait déjà 1.177 mille ouvriers (augmentation de 347 mille ouvriers ou de 46 0/0). Dans l'industrie de fabrication seule il y avait 716,9 milles ouvriers, produisant pour 1.025 millions de roubles.

En 1866, 319,5 mille ouvriers étaient occupés à la manipulation des matières textiles, et ils avaient produit 255 millions de roubles; en 1889 le nombre des ouvriers s'éleva à 439 mille, tandis que la somme des marchandises produites s'éleva à 522 millions de roubles. Le nombre des ouvriers augmenta donc de 34 0/0, et la somme de la production augmenta de 104 0/0.

Ainsi, en examinant une période plus longue, nous rencontrons dans toute l'industrie de la manipulation des matières textiles, et non seulement de la manipulation du coton, le même phénomène, à savoir que chaque 0/0 de l'accroissement du nombre des ouvriers correspond à 3 0/0 de l'accroissement des valeurs produites. Cela prouve que le 0/0 de matières brutes travaillé par chaque ouvrier dans une unité de temps augmente encore plus rapidement. Mais il n'en résulte pas que chaque ouvrier produise plus de valeurs d'échange dans une même unité de temps.

rapport de l'inspecteur principal des fabriques pour 1885. Ce rapport contient en annexe l'extrait du rapport de l'inspecteur des fabriques du ressort de Kiev. Nous y trouvons la description des conditions de l'embauchage et de la durée de l'occupation des ouvriers dans l'industrie sucrière. C'est avec intention que nous n'avons pas parlé des « abus » des fabriques. D'après l'extrait du livret d'un ouvrier d'une sucrerie dans le gouvernement de Podolie, nous avons pu constater que cette sucrerie travaillait pendant 137 jours, tandis que cet ouvrier pendant le même laps de temps a fait 148 1/2 jours du travail, c'est-à-dire, qu'il travaillait quelquefois non 12 heures par jour, mais toutes les 24. Pendant tout ce temps, il n'avait pas eu de congé, à l'exception des trois jours de la Noël et d'un jour, le 6 janvier. Après tout ce travail il a eu comme gain net 11 roubles 12 copecks (près de 29 francs), pour retourner chez lui, il habite le gouvernement de Smolensk. (Comp. V. B. SVIATLOVSKY, *Ouvriers des fabriques* Varsovie, 1889, pp. 34-35.) M. Sviatlovsky est inspecteur des fabriques.

(1) *Recueil statistique militaire*, Saint-Pétersbourg, 1871, p. 325.

CHAPITRE VI

Influence de la nouvelle distribution des forces productives sociales sur la situation économique de la population agricole. Le paysan comme producteur de marchandise, le blé. Le prix local des blés sur les marchés intérieurs de la Russie pendant l'automne.

La diminution du temps de travail socialement nécessaire pour la manipulation des matières textiles et du coton, en particulier, se manifeste, comme nous l'avons vu, dans ce fait que la grande masse des forces de travail et une grande somme du temps de travail deviennent disponibles dans toute l'étendue de la Russie. Le paysan, qui était auparavant un producteur indépendant, trouve à présent peu avantageux de dépenser le même temps de travail que jadis pour la fabrication d'un produit, surtout lorsque se présente la possibilité d'employer son temps à quelque autre industrie et de s'acheter de quoi se vêtir avec ce qu'il y aura gagné. S'il s'agit d'un petit producteur, nous voyons que l'augmentation de la productivité du travail dans les fabriques le contraint à abandonner son industrie indépendante et à devenir un salarié, ou à chercher une autre occupation.

Au point de vue économico-social, cette diminution du temps de travail nécessaire socialement pour la production d'objets déterminés doit être très avantageuse, car en proportion de cette diminution, se créent des loisirs qui peuvent être consacrés à une autre industrie. Mais cela se produirait dans le cas où la production serait sociale. Dans la société capitaliste chaque augmentation de la productivité du travail entraîne une mise à pied d'un nombre corrélatif d'ouvriers qui sont contraints de cher-

cher un autre travail ; et comme le même phénomène se produit dans toutes les branches d'industrie et comme cette mise à pied se fait sur toute la surface de la société capitaliste, les ouvriers ne peuvent pas trouver d'autre issue que de retourner à cet instrument de la production qui reste encore en leur possession, à la terre.

Indépendamment de l'accroissement de la productivité du travail, qui, dans l'organisation capitaliste de la production, prive l'ouvrier de la possibilité d'employer sa force de travail, cette organisation l'expose toujours au risque d'être privé de travail, même dans le cas où il est embauché dans la fabrique. A la moindre diminution de la production, le nombre des ouvriers occupés est diminué disproportionnellement. Ainsi en 1889 avec la diminution de la production de 5 0/0 comparativement à l'année précédente le nombre des ouvriers occupés fut diminué de 7,5 0/0. En conséquence, les fabriques non seulement enlèvent l'occupation aux producteurs indépendants, non seulement diminuent le nombre relatif des ouvriers occupés, mais elles ne donnent pas un travail assuré, même la moindre diminution de la production, survenue pour une seule année, a jeté sur le pavé un treizième des ouvriers.

En tout cas, le résultat le plus important de la diminution du temps de travail nécessaire socialement pour la manipulation des matières avec le mode capitaliste de la production consiste dans la séparation de l'agriculture et de l'industrie de fabrication, et dans la mise en disponibilité des forces de travail. Ce résultat devait se manifester avec plus d'intensité chez nous, dans le pays où l'ouvrier est contraint de s'occuper pendant plus d'une demi-année de quelque autre industrie que l'agriculture, ou doit ne rien faire.

L'exemple de l'Angleterre nous a montré l'influence désavantageuse que cette séparation exerce sur l'agriculture et sur les ouvriers, dont la majorité, ne recevant un salaire que pendant l'époque des travaux agricoles et n'ayant aucune occupation pendant le reste de l'année, est obligée d'émigrer dans les villes et d'y chercher un salaire plus assuré en travaillant dans les fabriques. Mais le métier à tisser mécanique et les autres perfectionnements techniques supplantent les ouvriers tantôt dans une branche d'industrie, tantôt dans une autre, et cet excédent de la

population de travailleurs devient la source toujours plus abondante de l'armée croissante des sans-travail. Certains émigrent dans d'autres pays. Mais le même processus se produit dans les sociétés capitalistes de tous les pays : le flot d'émigration monte toutes les années, et il est facile de comprendre, que les pays vers lesquels il se dirige commencent à pâtir de cette situation, car leur marché du travail souffre du même excédent des forces de travail. Les organes ouvriers de ces pays, et les ouvriers individuelement dans leurs lettres privées publiées dans les journaux des ouvriers européens déconseillent aux ouvriers d'émigrer, en leur disant qu'ils ne trouveront pas de travail, car le marché du travail y est encombré, et qu'ils risquent de mourir de faim en émigrant.

Mais nos paysans ont leurs lots de terre et ils appliquent toutes leurs forces à l'agriculture. Après avoir perdu le travail dans les fabriques, ou forcés d'abandonner leur petite industrie domestique, ils ne voient d'autre issue que de s'attacher à une exploitation plus intense de la terre. Tous les recueils statistiques constatent le fait de l'extension des champs cultivés, même au dépens des autres besoins économiques ; de défrichement des pâturages, etc. Et ils font tout cela pour obtenir de la terre ce que leur petite industrie domestique leur donnait jadis.

Pour pouvoir se vêtir ils doivent vendre plus de blé qu'auparavant. Mais, arrivant sur le marché, le blé devient marchandise, c'est-à-dire qu'il acquiert une nouvelle propriété qu'il n'avait pas lorsqu'il restait dans les sacs des paysans ; à la valeur d'usage qu'il avait, s'ajoute à présent la valeur d'échange. La valeur d'échange, comme nous le savons, est déterminée par la quantité de travail nécessaire socialement pour la production de cette marchandise. Si le marché sur lequel le paysan a apporté son blé était isolé, si toutes les forces de travail et tout le temps de travail de cette localité isolée étaient strictement réglés, conformément aux besoins des produits dans chaque branche d'industrie, alors notre paysan saurait avec précision ce qu'il recevra de son blé. Mais ni le temps de travail, ni les forces de travail ne sont réglés, non seulement dans la localité que ce paysan habite, mais nulle part. Chaque producteur, apportant sa marchandise sur le marché mondial, la produit à ses

risques ; il ne se conforme pas directement à la quantité de cette marchandise déterminée par le besoin de la société, mais il reçoit les indications indirectes, réfléchies, et encore réfléchies dans cette glace fausse et qui défigure, à savoir le prix (1).

En apportant sur le marché son tchetvert de blé, le paysan sait que ce tchetvert peut servir de nourriture à un homme pour un certain nombre de mois. Mais il ignore combien de personnes ont besoin d'acheter ce blé, et quelle quantité de blé est produite. Et ce n'est pas tout.

Si en apportant son blé sur le maché il rencontrait les mêmes producteurs que lui, travaillant avec la charrue ou avec des araires et la faucille, le temps que chacun d'eux a dépensé pour la production d'un tchetvert serait à peu près équivalent ; s'il y avait quelques différences accidentelles, le marché les égaliserait immédiatement, et finalement, ces différences ne seraient qu'accidentelles. Mais notre paysan, quoiqu'il apporte son blé sur le marché local, a affaire avec un marché mondial, car le marché local représente une portion microscopique du marché mondial, sur lequel on apporte les blés cultivés avec des dépenses diverses de travail et de temps de travail. En un mot, sur le marché il rencontre des concurrents que jamais il n'avait connus, et le plus important de ces concurrents est le fermier américain. « La productivité du travail de celui-là croît avec une rapidité extrême. » Un ouvrier avec trois chevaux laboure à présent la même superficie de champ qui exigeait encore, il y a peu de temps, deux hommes et quatre chevaux ; un

(1) « La grandeur de la valeur exprime donc un rapport de production, le lien intime qu'il y a entre un article quelconque et la portion du travail social qu'il faut pour lui donner naissance. De ce que la valeur se transforme en prix, ce rapport nécessaire apparaît comme un rapport d'échange d'une marchandise avec la marchandise monnaie qui existe en dehors d'elle. Mais le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguité qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement (*Kapital*, I, 3e édit., p. 81). »

ouvrier au moyen d'un semoir ensemence une superficie double de celle qu'il pouvait ensemencer à la main; un ouvrier au moyen d'une moissonneuse-lieuse peut moissonner et lier en gerbe autant de blé que ne pouvaient le faire douze hommes avant l'introduction de la moissonneuse. En somme, le travail agricole a diminué de moitié (1). « Pour la première fois la lieuse fut ajouté avec succès à la moissonneuse en 1876; le total des moissonneuses-lieuses fabriquées annuellement dépasse 100.000, ce qui exige plus de 30.000 tonnes de cordes (plus de 1.800.000 pouds) pour lier tout le froment d'une récolte (2). » Et voilà que le blé de notre paysan rencontre sur le marché le blé du fermier américain dont la productivité de travail est double de celle du paysan russe, de sorte qu'il peut vendre son blé à moitié prix du blé de notre paysan. Mais tous les deux, ils ont apporté leur blé sur le marché mondial, où leur valeur se détermine par la quantité de temps de travail nécessaire socialement pour la production de cette marchandise en proportion du besoin de la société. De sorte, que le fermier américain peut vendre son blé au-dessus de sa valeur locale américaine, tandis que le paysan russe se voit obligé de vendre son blé au-dessous de sa valeur locale russe. La productivité du travail agricole moindre de notre population paysanne permet aux américains de recevoir pour leurs produits sur le marché mondial plus qu'ils ne leur coûtent; tandis que nous, au contraire, en produisant une quantité de produits moindre, nous sommes obligés de recevoir moins pour chaque unité de mesure :

(1) W. A. Peffer, *The farmer's side. His troubles and their remedy*, New-York, 1891, p. 5.

(2) E. Atkinson, *The progress of the nation* (*The forum*, New-York, 1888, october, p. 136). On n'a pas publié jusqu'à présent le rapport de l'enquête faite en 1890 aux Etats-Unis, et qui comprend les renseignements sur le nombre de fabriques et d'usines dans chaque branche d'industrie, sur le nombre d'ouvriers et sur la somme de production ; c'est pourquoi nous ne pouvons mentionner que des chiffres vieillis. En 1860, le nombre d'usines produisant les instruments agricoles s'éleva à 1.982, avec une production de 17,5 millions de dollars. En 1880, quoique le nombre d'usines eût un peu diminué (il n'en resta que 1.943), leur production s'éleva à 68,6 millions de dollars, le capital augmenta de 11,5 millions de dollars à 62 millions, et le nombre d'ouvriers s'est accru de 14,8 mille à 40,2 mille « Report of the commissioner of agriculture for 1885. Washington, 1885. Report of the statistician », p. 385.

C'est la loi générale dans la mesure de l'augmentation de la productivité du travail, dans une branche déterminée de production, dans la mesure de l'extension de l'application des machines à la production, dans la mesure de la diminution des dépenses de travail humain, diminue la quantité du temps socialement nécessaire pour la production du produit dans cette branche, et partant, diminue sa valeur. Si cela arrive dans un pays seulement, les produits de cette production, en se mettant en contact sur le marché mondial, en dehors des limites de ce pays, avec les produits des pays, où le travail est moins productif, où l'extension de l'application des machines rencontre des entraves quelconques, peuvent être vendus, et se vendent, en effet, au-dessus de leur valeur locale ; et inversement, les produits d'un pays peu productif doivent être vendus au-dessous de leur valeur locale ! Il y a plus. L'application des machines, indépendamment de l'augmentation de la productivité du travail, contraint l'ouvrier à un travail plus intense, à une dépense plus grande de force de travail dans la même unité de temps. Avec cette dépense plus grande, la quantité de produits obtenue devient également plus grande. Au commencement, avec l'augmentation de la quantité d'objets produits, augmente aussi la quantité de valeur produite ; mais à mesure que s'étend ce travail intensifié, la valeur de l'objet étant produite dans une unité de temps de travail moindre baisse. Mais, même dans ce cas, en dehors de ce pays, sur le marché mondial elle est plus élevée, pour autant que le travail dans le pays concurrent est moins intensif. Sous ce rapport, le travail le plus intensif, c'est le travail de l'ouvrier américain, puis, de l'ouvrier anglais, français, allemand et russe.

Mais ce n'est pas encore la fin de tous les malheurs de notre paysan. Sur le marché il rencontre des millions de ses semblables, les producteurs qui ont un urgent besoin d'argent. Tous, ils ont besoin d'argent et dans une mesure plus grande qu'auparavant, car, grâce à la protection de l'industrie et du commerce, ils ont perdu la possibilité de travailler pour eux, et la petite industrie domestique disparaît de plus en plus. En vendant ce qui devrait servir à leur propre consommation, en vendant quand même, ils diminuent leur part dans leur produit, et ils avilissent le prix même au-dessous du niveau où la con-

currence américaine l'avait fait descendre. Il est connu que, dans notre commerce extérieur des blés, le froment occupe la première place, absolument et relativement. C'est pourquoi il est naturel que sur le marché mondial, où notre froment rencontre le froment des autres pays, où le travail dépensé pour sa production est plus productif, son prix doive baisser plus que le prix des autres blés, surtout, que le prix de l'orge, qui est apporté sur le marché mondial par la Russie exclusivement (1). Comme l'orge sert de nourriture à la majorité de la population russe, la portion exportée, absolument et relativement à toute sa production, est très minime, en comparaison de la quantité de froment.

Mais le froment, c'est le blé des grands propriétaires. Il disparaît de plus en plus des champs des paysans, principalement, à cause de leur épuisement, de sorte que sur ces champs la céréale dominante reste l'orge (2). Le froment — c'est le blé des grands propriétaires, l'orge — c'est le blé des paysans.

Il est à noter encore dans le tableau XVI que, pendant la der-

(1) A ce point de vue, il est bon de noter l'opinion des économistes et des financiers, qui se réjouissent et s'extasient « devant la balance commerciale favorable », c'est-à-dire devant le fait que l'on exporte plus que l'on n'importe (pendant les dernières années nous exportions le double de ce que nous importions), quoique nous soyons contraints de vendre nos marchandises au-dessous de leur valeur locale.

(2) On a obtenu comme récolte nette pour 6 années 1885-1890 :

	Sur les terres des paysans	0/0 de tout le blé	0/0 de chaque espèce de blé	Sur les terres des propriét.	0/0 de tout le blé	0/0 de chaque espèce de blé	Total	0/0
Orge en mille de tchetv. .	368 443	79,3	68,2	171.065	68,7	31,8	539,498	100
Froment .	96.240	20.7	55,3	77.883	31,3	44,7	174,123	100
		100 0/0			100 0/0			

Sur les terres des paysans le froment représente un cinquième, et l'orge 4/5. Sur les terres des propriétaires le froment représente un tiers, et l'orge deux tiers. Mais par rapport de tout le froment récolté, celui des paysans représente un peu plus de la moitié, à savoir 55 0/0.

nière période décennale jusqu'à 1887, le prix de tous les blés baissait continuellement, quoique leur baisse ne fût pas analogue : comparativement au prix de l'année 1881 le prix du froment en 1887 était de 63 0/0, celui de l'avoine, de 60 0/0, du seigle, de 59, et de l'orge seulement de 46,5 0/0. Tandis que le prix de la céréale des grands propriétaires n'avait baissé que d'un tiers, les petits blés avaient baissé de 2/5, l'orge, le produit principal de la production et de la consommation des paysans, avait baissé de plus de moitié.

CHAPITRE VII

Valeur des principales céréales produites en Russie sur les champs des paysans et des grands propriétaires. Portion que la population paysanne reçoit pour ses travaux sur les champs des grands propriétaire. Analyse des prix des principales céréales. Valeur locale des principales céréales aux Etats-Unis. Rapport des impôts directs et indirects, ainsi que du revenu total de l'Etat au revenu total de toutes les principales céréales, au revenu des principales céréales cultivées sur les champs des paysans, et au revenu de toute la population paysanne dans ses travaux agricoles. Rapport des revenus de l'Etat à la valeur brute des principales céréales aux Etats-Unis.

Avant d'analyser les données du tableau XVI, examinons quelle est la faculté d'achat de la population, quelle est la valeur de tout le produit agricole. Pour déterminer cette grandeur, employons les chiffres des prix d'automne des blés, que donnent ce tableau et la publication du ministère de l'Intérieur, « la récolte d'une année », où nous pouvons trouver les données sur l'ensemencement et sur la récolte des blés sur les terres des paysans et des propriétaires (1). En prenant pour chaque année

(1) Dans ces publications de la période décennale 1880-90, on faisait le total des données sur la semaille et la récolte des blés sur les champs des paysans et des grands propriétaires ; mais dans la publication pour 1890, ce total ne figure plus, de sorte que celui qui veut le connaître doit faire lui-même tout ce travail d'additions et de recherches ; même de ce côté on rencontre des difficultés, car dans ces additions on arrive à une différence avec les chiffres du total général, ce qui s'explique par les errata non corrigés. Par exemple dans le gouvernement de Nigni-Novgorod l'avoine récoltée sur les champs du pays figure avec un chiffre de 2,5 millions de

la grandeur de la récole nette (non compris les blés destinés aux semailles) de l'orge, du froment, de l'avoine et du seigle, sur les terres des paysans et des grands propriétaires séparément, et en déterminant la valeur générale de chaque espèce de blés d'après les prix locaux d'automne, nous obtiendrons pour la valeur des blés des paysans les chiffres suivants :

Valeur des blés des paysans d'après les prix d'automne locaux (non compris les blés pour les semailles), pour l'orge, le froment, l'avoine et le seigle :

	1885	1886	1887	1888	1889	1890
Par mill de roubles.	596.958	599.773	628.972	628.375	546.274	579.938

Mais cela ne représente pas le revenu brut entier que les paysans reçoivent de l'agriculture. Par suite de la diminution des occupations non agricoles et de la plus grande quantité de temps libre, la population paysanne est obligée de gagner quelque chose encore pour subvenir à ses besoins. Mais dans l'industrie de fabrication la demande de bras devient de plus en plus petite relativement, et les paysans sont contraints de s'occuper de travaux agricoles soit par la location des terres des propriétaires, soit comme ouvriers agricoles, temporaires ou journaliers, ou comme ouvriers à temps. Avant de déterminer l'importance de ce gain, il faut examiner quelle est la grandeur de valeur de tout le blé produit par les terres des non-paysans. En employant la même méthode que pour les terres des paysans nous obtiendrons :

Valeur des blés récoltés sur les terres des non-paysans d'après les prix locaux d'automne (pour l'orge, le froment, l'avoine et le seigle) :

	1885	1886	1887	1888	1889	1890
Par mill. de roubles.	284.960	270.712	322.219	416.284	329.353	367.070

pouds, au lieu de 1,5 millions, dans le gouvernement d'Esthonie l'avoine récoltée sur les terres des grands propriétaires figure avec un chiffre de 100.000 pouds, au lieu de 1.100.000, etc. D'après ces exemples on peut juger, combien il est commode, dans des pareilles conditions, d'employer ces publications où il n'y a pas de total, où il faut vérifier chaque chiffre ; où on n'indique pas par la superficie de l'ensemencement, ni la quantité de tchetverts semés, et où la récolte figure en pouds et la semaille en tchetverts. Dans le texte nous parlons de la Russie d'Europe.

Ces chiffres expriment la valeur de la récolte nette de tous les blés énumérés. De cette somme une certaine part doit être employée pour le payement des ouvriers, pour la réparation du capital mort et vivant, et pour les frais d'administration.

Pour déterminer la portion du produit brut qui représente l'équivalent de la valeur de la force de travail donnée par le propriétaire aux ouvriers sous forme de salaires, prenons les renseignements fournis par l'étude : « Valeur de la production des blés principaux dans la Russie européenne. » Ici nous trouvons des renseignements qui peuvent nous servir de matériaux pour obtenir les données qui nous intéressent. Nous pouvons répartir toutes les dépenses sous quatre rubriques fondamentales : la valeur de l'amortissement du capital et des engrais, des matières brutes, des grains, de la force de travail et les bénéfices du propriétaire, et nous constaterons que la valeur de l'orge récolté sur une dessiatine dans la zone des terres noires se compose de l'amortissment 1,7 + mat. br. 3,7 + forc. de trav. 17,77 + bénéf. 11,12 = 34,29 roubles, et la valeur du froment (semé en automne) se compose de 2,26 + 7,72 + 26,40 + 35,29 = 71 r. 67 copecks. Si nous prenons le rapport entre ces chiffres, nous constaterons que dans le prix local de l'orge dans la zone des terres noires entrent 4,9 0/0 pour réparation du capital, 10,8 0/0 pour les matières brutes, 31,9 0/0 pour les forces de travail, et 32,4 0/0 pour les bénéfices du propriétaire (pour le froment ces chiffres seront : = 3,1 + 10,8 + 36,8 + 49,3 = 100 0/0 (1). A notre point de vue présent, de

(1) Pour ne pas surcharger le texte de chiffres, nous plaçons dans la note les chiffres correspondants des petits blés dans la zone des terres noires, ainsi que de toutes les principales céréales dans d'autres parties de la Russie. Dans la zone des terres noires le froment semé au printemps représente : 3,22 pour l'amortissement + 9,05 pour les matières brutes + 21,13 pour les forces de trav., + 51,82 pour les bénéfices = 65 r. 22 cop., ou, en 0/0 = 4,19 + 13,9 + 32,9 + 48,8 — 100 0/0. L'avoine représente : 1,13 pour l'amortissement + 10,2 pour les matières brutes + 12,7 pour les forces de travail + 9,37 de bénéfices + 27 r. 72 cop., en 0/0 = 5,8 + 14,15 + 45,8 + 33,9 = 100 0/0. Comme, en moyenne, près de 2/3 des champs dans la zone des terres noires sont ensemencés d'orge, et seulement un 1/3 est ensemencé de froment, il en résulte que le champ des grands blés donne 1,88 + 95,06 + 20,7 + 19,37 = 46 r. 91 cop., ou en 0/0 = 4 + 10,7 + 44,1 + 41,7 = 100 0/0. Dans le champ des petits blés

tous les chiffres, que nous venons de mentionner, les plus importants sont ceux qui expriment la part de la population agricole, des forces de travail. Nous connaissons déjà la valeur brute du produit et les éléments qui la constituent. La valeur du blé laissé pour les semailles est déduite de la valeur mentionnée, et celle qui reste est composée seulement de la valeur de l'amortissement, de celle des forces de travail, et de celle des bénéfices. En répartissant la valeur entre ces parties intégrantes, pour chaque espèce de blé séparément, et en prenant en considération la baisse et la hausse du prix des bras, nous obtiendrons la somme que la population agricole a reçu annuellement (pendant la période examinée) pour son travail sur les champs des propriétaires.

Mais cela est vrai à condition que les propriétaires s'occupent eux-mêmes d'agriculture; s'ils louent leur terre, le rapport se modifie beaucoup. M. Karychoc dans son étude « Location des paysans outre leurs lots propres», « Résultats de recherches éco-

il y a 30 0/0 du froment et 70 0/0 de l'avoine (nous n'avons pas pris en considération le seigle, pour ne pas rendre le calcul plus difficile), en conséquence, les deux champs de petits blés donnent en moyenne 2,11 + 5,53 + 15,22 + 16,10 = 38 r. 96 cop., ou en 0/0 = 5,4 + 14,2 + 39,1 + 41;3 = 100 0/0. Les champs de petits blés et de grands blés donnent en moyenne 2 + 5,3 + 17,96 + 17,72 = 42 r. 98 cop.. en 0/0 = 4,7 + 12,13 + 41,8 + 41,2 = 100 0/0. En employant la même méthode pour les champs des autres parties de la Russie, nous obtiendrons pour les deux champs (des petits et des grands blés) = 2,2 + 6,84 + 20,26 + 10,55 = 39 r. 85 cop., en 0/0 = 5,5 + 17.2 + 50,8 + 26,7 = 100 0/0. Si nous prenons en considération que dans notre économie agricole existe l'assolement en trois champs, nous constaterons, qu'en moyenne, une dessiatine dans la zone des terres noires donne un revenu de 11 r. 81 cop. (= 17 r. 72 cop. × 2/3), et dans les autres parties de la Russie = 7 r. 03 cop. (10 r. 55 cop. × 2/3). En somme, ce calcul peut être confirmé par les terres qui, dans la zone des terres noires, s'élèvent à 90 r., et dans les autres parties de la Russie, à 51 r. La valeur de la terre dans la zone des terres noires est plus élevée de 76 0/0, et son revenu, de 67 0/0. La coïncidence serait encore plus frappante, si nous prenions en considération l'ensemencement, dans le midi de la Russie, de blé plus cher, à savoir de seigle. Mais, en général, ce calcul est fait d'une façon grossière, étant fondé sur les données insuffisantes dont disposait le Département de l'agriculture. (Les prix moyens sont déduits des données de la publication: « Les prix de vente des terres », Saint-Pétersbourg, 1891. Livraison IV, édition du Département de l'agriculture et de l'industrie rurale.)

nomiques d'après les données de la statistique des Zemstvos de la Russie (V. II, Dorpat, 1892) » a constaté que là où « les propriétaires ont le plus de champs, ils les donnent davantage en location », et que dans la région où il y a beaucoup de terres données en location, le prix moyen du fermage d'une dessiatine oscille autour de 5 roubles 60 copecks, tandis que dans la région où il a peu de ces terres le prix moyen est de 8 roubles, c'est-à-dire qu'en moyenne le prix de location est de 6 roubles 50 copecks (Addition XVI, p. 59-65). Ainsi, si le propriétaire ne s'occupe pas lui-même d'agriculture, mais donne sa terre en location aux paysans, sa portion dans le produit diminue, en général, de 11 roubles 80 copecks pour une dessiatine à 8 roubles, et de 7 roubles 3 copecks à 5 roubles 60 copecks. Et comme les propriétaires dans les régions diverses donnent de 30 0/0 à 36 0/0 de leurs terres en location, leur portion dans le produit obtenu diminue corrélativement.

Mais de l'autre côté, la récolte sur les champs des propriétaires est toujours supérieure à celle que donnent les champs des paysans ; cette différence s'élève à 10, 20, 25 0/0 et plus. D'après les calculs que nous avons faits pour une série d'années, les récoltes sur les champs des propriétaires dépassent celles des champs des paysans de 20,4 0/0. Mais outre que le blé récolté sur les champs des paysans est en moindre quantité, il est aussi d'une qualité inférieure, et partant, il est à meilleur marché (1). Dans toute la Russie le blé des paysans est de qualité

(1) Voici ce que les correspondants du « Moniteur des Finances » donnent sur différentes localités. Nous prenons ces citations au hasard. « Il y a sur le marché à peu près 20 mille tchetv. d'avoine des paysans... avoine ordinaire était hier et aujourd'hui à 33 cop. par poud... celle des propriétaires de 34 à 45 et même 47 c. par poud. » Eletz. 22 août 1888 (« Mon. des Fin., 1888). » L'avoine des paysans était sur le marché de 1 r. 50 c., à 1 r. 80 c. pour le tchetvert (8 mesures), celle des propriétaires de 1 r. 90 c. et à 2 r., — lourd — à 2 r. 10 c. pour le tchetv. Tambod. L'avoine ordinaire des paysans se vend 23-24 c., celle des propriétaires à 32-33 c. Ternovka, une station de chemin de fer Griase-Tzaritzino — « L'avoine de paysans se vend 1 r. 65 c., pour le tchetv., celle de propriétaires à 1 r. 80 c. Borisogliebsk — L'avoine de paysan se vend 37 cop., celle de propriétaires 40-45 cop. Toula. L'orge de paysans se vend 35-38 c., celui de propriétaires 38-40 c. ; l'avoine des paysans se vend 31-33 c., celle des propriétaires, 34-36 c. Venev. L'orge des propriétaires se vend 40-47 c., celle des paysans 28-38 c., l'avoine des propriétaires se vend 30-

inférieure et à un prix plus bas. Comme il est absolument impossible à une seule personne de faire tous les calculs nécessaires pour prendre en considération l'influence de tous les facteurs qui interviennent dans la détermination du revenu brut de l'agriculture, et comme un seul facteur (fermage au lieu du salariat) augmente la portion des paysans, tandis que les autres (la quantité de blé récoltée par dessiatine et sa qualité) la diminuent, il est plus que probable que nous n'avons pas réduit le revenu des blés principaux des paysans et qu'au contraire nous l'avons exagéré.

Ainsi, au moyen de la méthode employée, le gain du paysan sur les champs des propriétaires représente :

	1885	1886	1887	1888	1889	1890
Par mill. de roubles.	170.765	159.262	101.300	242.000	194.700	199.300

Le revenu brut des paysans, qu'ils obtiennent de leurs champs et de leurs gains sur les champs des propriétaires, représente :

	1885	1886	1887	1888	1889	1890
Par mill. de roubles.	767.723	759.035	790.272	870.275	740.975	779.260
En $^0/_0$ en fixant 1886 à 100	—	100	104	114,6	91	102,6

Le revenu brut des paysans et des propriétaires de la récolte des blés mentionnés représente :

	1885	1886	1887	1888	1889	1890
Par mill. de roubles	881.918	870.485	951.191	1.044.659	875.627	947.008 [1]
En $^0/_0$ en fixant 1886 à 100	—	100	109,3	120	100	108,8

40 c., celle des paysans à 25 35 c. Le sarrasin des propriétaires se vend 60-65 cop., celui des paysans 55-60 c.; les petits pois des propriétaires se vendent 65 c., le gros 90 c., ceux des paysans 50-60 c. Khotin. « L'avoine des paysans se vend 45-50 c., celle des propriétaires 50-55; l'orge des paysans se vend 55-60 c., celle des propriétaires 60-63 c. » Berditchev. Ces citations peuvent être multipliées à l'infini.

(1) Dans le « Rapport agricole pour 1890 » à la page 349 figurent les chiffres de l'évaluation brute des récoltes pour une série consécutive d'année. Outre les blés que nous avons pris en considération, on y a

Ce qui nous frappe dans ces chiffres c'est leur peu d'importance. Nous, qui nous considérons comme un peuple agricole par excellence, nous produisons les grandes céréales pour une somme annuelle inférieure à un million. En l'année 1888 qui fut si exceptionnellement favorable, nous avons produit de grandes céréales seulement pour 1.044,6 millions de roubles. Pour mieux comprendre l'insignifiance de cette somme, examinons ce que produisent les Etats-Unis.

La valeur locale des blés principaux aux Etats-Unis représente en milliers de dollars :

Désignation	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Le froment .	275.320	314.226	310.612	385.248	342.491	334.773	513.472
Le maïs . .	635.674	610.311	646.106	677.561	597.918	754.433	836.439
Avoine. . .	179.631	186.137	200.700	195.424	171.424	222.048	232 302
Valeur totale de blés énumérées . .	1.090.625	1.110.674	1.157.418	1.258.233	1.112.190	1.311.254	1.582.223
Le même en roubles . .	2.181.250	2.221 348	2.314.836	2.516.466	2.224.380	2.622.508	3.164.446

Nous voyons donc, que le pays ayant une population de 90 millions d'habitants produit du blé pour une valeur 2 fois et demie moindre que le pays ayant une population de 63 millions d'habitants, dont 37,2 0/0 (1) seulement s'occupent d'agri-

ajouté le sarrasin, le millet et le maïs, mais là encore, comme ici, il n'y a pas d'évaluation de la récolte des pois, pommes de terre, betteraves, tabac, lin, chanvre, tournesol, plantes commerciales et oléagineuses. Ces chiffres sont presque identiques pour toute la série d'années, et pour les années 1886, 1887 et 1888 ils sont les mêmes pour chacune de ces trois années, ils s'élèvent à 1.100 millions de r. Il est à regretter que les rédacteurs ne déterminent pas l'évaluation avec plus de précision, comme cela ce fait dans « Agricultural report » du département nord-américain à Washington, où on montre pour chaque année la superficie de l'ensemencement pour chaque espèce de blé, la récolte, l'évaluation brute et pour chaque acre. Les chiffres de la publication russe sont trop vagues et n'expriment rien.

(1) Eleventh Census, etc., for 1890. *Statistics of occupationes.*

culture (1), tandis qu'en Russie pr ès de 75,9 0/0 ou 67,7 millions d'habitants ne vivent que de l'agriculture. La part de chaque habitant rural en Russie dans les blés principaux produits est égale à 10 roubles, et la part de chaque habitant des Etats-Unis représente 108 roubles (54 dollars), ou dix fois plus.

Comme la charge des contributions repose presque exclusivement sur la population paysanne, examinons le rapport des chiffres des revenus de l'Etat au revenu de la terre brute des paysans.

Le rapport des revenus de l'Etat aux revenus des blés principaux représente en millions de roubles :

Années	Revenus ordinaires de l'Etat	Revenu brut des blés principaux	Rapport du revenu du blé aux revenus de l'Etat	Revenu des terres des paysans	Rapport des revenus de l'Etat au rev. des terres des paysans	Contributions et payem. pour rachat des terres
1885. . . .	764,5	881,9	86,7 0/0	596	127	145,1
1886. . . .	770,5	870,5	88,5 »	599,7	128	132,9
1887. . . .	829,6	951	87,2 »	628,9	132	129,2
1888. . . .	898,5	1044,6	86 »	628,3	143	132.0
1889. . . .	927	875,6	105,9 »	546,3	169	134,5
1890. . . .	943	947	100,2 »	579	162	131

Années	Rapport au revunu des terres des paysans	Contributions et impôts indirects	Leur rapport au revenu des terres des paysans	Revenu agricole total des paysans	Le rapport des a) impôts indirects et contributions et b) de tous les revenus de l'Etat au revenu agricole total des paysans — a	b
1885. . . .	24,3	507,3	85 0/0	767,7	66,0 0/0	99,6 0/0
1886. . . .	22,4	508,4	84,7 »	759	66,8 »	101,5 »
1887. . . .	20,5	559,5	89 »	790,2	70,8 »	105 »
1888. . . .	21	593	92,3 »	870,3	68.2 »	103,5 »
1889. . . .	24,6	609,6	112,6 »	740,9	82,2 »	125,1 »
1890. . . .	24.6	606	104,8 »	779,2	77,8 »	121 »

(1) D'après les calculs du Département agricole à Washington 25-30 0/0 de la population agricole pourraient nourrir très aisément la population du pays entier. En 1880 déjà elle comprenait 44 0/0 de toute la population ; elle avait diminué de 3 0/0 depuis le recensement 1870.

Ce tableau montre que le revenu de l'Etat comprenait au commencement de la période examinée près de 80 0/0 du revenu brut des principaux blés, mais ensuite cette proportion a augmentée d'année en année de sorte qu'en 1889 elle atteignit 105,9 0/0, et en 1890 baissa jusqu'à 100,2 0/0.

Quant à la question de savoir quelle portion du revenu brut des terres des paysans proprement dites est destinée au Trésor public, nous voyons que les contributions et les payements pour le rachat des terres absorbaient, au commencement de la période examinée, 24,1 0/0 de tout le revenu brut des principales céréales cultivées sur les champs des paysans, ensuite, avec l'abrogation de la capitation, cette proportion commença à diminuer, mais dans les dernières années elle atteignit presque sa grandeur initiale, 22,6-24,6 0/0. En moyenne, à peu près 22 0/0 du revenu brut étaient absorbés. Les contributions et les impôts indirects (accise, impôt sur les allumettes, douanes) qui pèsent sur les contribuables pour la majeure partie, absorbaient au commencement à peu près 85 0/0 du revenu total des terres des paysans ; de sorte qu'à la fin de cette période, non seulement ils avaient absorbé tout le revenu brut de ces terres, mais ils l'avaient dépassé de 5-12 0/0. Au commencement, le revenu total de l'Etat dépassait le revenu brut des terres paysannes de 20-27 0/0, vers la fin de cette période en 1889-90, il le dépassa de 62-69 0/0 (1).

Si nous ajoutons au revenu des paysans tiré de leurs propres terres leur gain agricole sur les champs des propriétaires, nous constaterons qu'au commencement de la période, les contributions et les impôts indirects s'élevaient à 66 0/0, c'est-à-dire qu'ils absorbaient 2/3 de tout le revenu agricole des paysans, de leurs terres propres comme de leur gain sur les champs des propriétaires ; en augmentant toujours, ils comprenaient, vers la fin de la période, 78-82 0/0 de tout le revenu de l'Etat.

Quant au revenu total de l'Etat, nous constatons qu'au com-

(1) Dans la période décennale 1870-80, les contributions exprimées en tchetverts de blés se modifièrent très peu d'année en année. Le même fait peut être observé dans la période décennale suivante, quoique sous ce rapport la situation ait empiré ; l'impôt direct augmenta plus rapidement qu'avant, et l'impôt indirect commença à s'accroître fortement. De 1885 à 1890 il augmenta relativement d'un tiers, de 60 0/0 à 82 0/0.

mencement de la période il absorbait tout le revenu agricole des paysans, et à la fin il l'a dépassé de 21-25 0/0.

Nous avons déjà indiqué quel est le revenu que ces mêmes blés rapportent aux fermiers américains; ajoutons ici, que le revenu entier de l'Etat aux Etats-Unis se trouve presque constamment dans la même proportion avec le revenu des fermiers, dont il représente 30 0/0, en s'élevant dans les cas exceptionnels à 36 0/0, et en baissant parfois à 22 0/0, comme par exemple dans l'année économique 1891-92 (1). Il s'agissait ici des revenus de l'Etat. Mais outre l'Etat, les Zemstvos aussi chargent les terres des paysans d'impositions annuelles pour une somme de 15 millions de roubles (les terres des propriétaires sont grevées de 12 millions de roubles de ces impositions). A tout cela nous devons ajouter encore les frais d'administration des bailliages et des communes, qui, en 1891, représentaient une somme de 45 millions de roubles.

(1) Voici les chiffres correspondants :

Année	1885-86	1886-87	1887-88	1888-89	1889-90	1890-91	1891-92
Valeur brute des blés principaux aux Etats-Unis, en millions de dollars. . . .	1090,6	1110,6	1157,4	1258,2	1112,2	1311,2	1582,2
Revenu de l'Etat, en millions de dollars. . . .	336	371	370	387	403	392	353,9
Rapport du revenu de l'Etat à la valeur brute.	30 0/0	30 0/0	32 0/0	30 0/0	36 0/0	30 0/0	22 0/0

Rappelons encore que les fermiers payent presque 80 0/0 de tous les autres impôts, et que dans nos calculs nous n'avons pas pris en considération le coton, le tabac et les autres produits de l'industrie agricole, qui doublent la valeur brute des objets produits par les fermiers, tandis que chez nous la valeur des produits qui ne sont pas entrés dans nos calculs, forme une part insignifiante comparativement à la valeur des blés.

CHAPITRE VIII

De quoi dépend le mouvement annuel des prix des différents blés en Russie? Les prix du froment et de l'orge. L'origine de la baisse, relativement importante, des prix de l'orge pendant la période 1880-87. *Pourquoi le prix de l'orge s'éleva-t-il en* 1888 *malgré la bonne récolte et la surproduction? Explication indirecte de ce phénomène par les staticiens de Moscou.*

Après avoir montré l'insignifiance du revenu brut des terres paysannes, et la grandeur disproportionnée de la somme que les paysans sont obligés de payer en leur qualité de citoyens, venons-en aux déductions subséquentes qui découlent de l'examen des chiffres qui représentent la valeur du produit agricole. Comme le froment constitue l'objet principal de notre exportation, son prix se détermine par le prix du marché mondial et dépend relativement peu des prix du marché intérieur. Nous pouvons même dire que la hausse et la baisse du prix du froment à Londres et chez nous se produisaient presque parallèlement, avec cette différence, toutefois, que la mauvaise récolte chez nous haussait un peu son prix comparativement à celui de Londres. Ainsi, en 1886, comparativement à l'année 1881, le prix du froment à Londres descendit de 63,9 0/0, et en Russie, en valeur en or, il ne descendit que de 67,4 0/0. L'abondante récolte de froment de l'année 1887, qui fut aussi aux Etats-Unis une très bonne récolte, fait descendre le prix à Londres de 61,5 0/0 relativement à 1881, et chez nous de 52,9 0/0 de sorte que nous étions obligés de perdre à peu près 3 0/0 (la différence de la baisse chez nous et à Londres). L'année suivante, en 1888, nous avions une récolte de froment encore plus abondante, tandis

qu'en Amérique elle fut très mauvaise, et le prix à Londres comparativement à celui de l'année 1881 a haussé de 71,2 0/0, ou comparativement à l'année précédente, il haussa de 15 0/0; notre prix représentait 67,9 0/0 de celui de 1881, c'est-à-dire que, quoiqu'il ait haussé comparativement à l'année précédente, il était inférieur à celui de Londres de 3 0/0. En l'année 1889, comme le tableau nous le montre, ce même fait s'est produit comme en 1886.

Il en résulte que les prix de notre froment, exprimés en valeur en or, se trouvent en pleine dépendance de ses prix sur le marché mondial. Les modifications de leur expression en roubles-papier dépendent de l'état du cours. Cela fut très bien mis en relief en 1890, quand leurs modifications en valeur en or, comparativement à l'année 1881, s'exprimèrent en chiffres presque égaux (70 0/0 et 68,8 0/0) chez nous et à Londres, tandis que le cours du rouble-papier haussait de 16 0/0 et les prix exprimés par lui représentaient 59 0/0 des prix de 1881. Comme la récolte de cette année n'était pas très bonne, le rapport des prix aurait dû être renversé, d'autant plus que la récolte du froment aux Etats-Unis était mauvaise. Cela se serait produit, en effet, si le cours ne l'empêchait pas. On pourrait même déterminer approximativement l'influence de la hausse du cours. Les prix atteignirent 59 0/0 des prix de 1881, et le cours atteignit 116 0/0, donc, si le cours avait été au même niveau qu'en 1881, il faudrait ajouter aux prix 16 0/0, ou, ils comporteraient 74-75 0/0 des prix de 1881, et le froment sur les marchés locaux ne s'élèverait pas à 7 roubles 26 copecks; mais son prix se rapprocherait des prix de 1886, c'est-à-dire de 9 roubles 04 copecks.

De quelque côté que nous abordions cette question, nous arrivons à conclure que les prix du froment sur nos marchés locaux sont réglés par les prix sur le marché mondial; en somme notre froment coûte approximativement (1) autant qu'il doit coûter

(1) Nous disons « approximativement », car jamais nous ne profitons de notre situation ; nous vendons à bas prix, ce qui s'explique par notre besoin de vendre à tout prix. « La Russie a toujours marché à la tête du mouvement de baisse. Pendant la période décennale 1880-1889 le prix moyen du poud de froment exporté des Etats-Unis était de 76,7 cop. en mét., celui des Indes Orientales de 80,4 cop. en mét., et celui de la Russie

aux conditions actuelles de la production mondiale et de la circulation. Mais tout cela se rapporte au froment, c'est-à-dire à un blé que l'on produit presque exclusivement pour la vente. Il en est autrement pour l'orge. C'est le blé qui sert principalement de nourriture à l'immense majorité de la population, et qui est apporté sur le marché extérieur en quantité minime, à peu près 10-12 0/0 de la récolte nette, tandis que le froment y figure pour 68-70 0/0 de la récolte (1). A cause de cela, le prix de l'orge se détermine principalement par les conditions de la production et de la circulation sur le marché intérieur, et non pas extérieur. De même pour le prix du maïs aux Etats-Unis, les conditions de la production non-américaine ne peuvent exercer une influence, car là le maïs, comme l'orge chez nous, même à un degré plus élevé, est l'objet de la consommation locale; on n'exporte que 3 0/0 de toute la récolte, et sous forme de viande, car il sert de nourriture principale aux bestiaux. Et c'est l'orge, notamment, qui a baissé de prix, plus que tout autre blé. Pendant la période examinée, son prix a baissé constamment jusqu'à 1887 inclusivement. La récolte de l'orge en 1885 était un peu supérieure à celle de 1881, avec laquelle nous la comparons; ensuite elle a baissé un peu, mais en 1887 elle a été considérable (la récolte nette s'exprime par le chiffre imposant de 100 millions de tchetverts), dans cette même année le prix de l'orge a baissé plus que jamais, de sorte que l'on pourrait expliquer cette baisse extraordinaire du prix par l'abondance de la récolte, par la surproduction. Mais arrive l'année 1888, tous les blés sont très abondants, la récolte de l'orge est aussi bonne que l'année précédente; on avait encore en réserve une certaine quantité de l'orge de l'année 1887, mais, chose étrange,

de 68 cop. en mét. Le froment russe était meilleur marché de 8,2 cop. en mét., ou de 10,8 0/0 que le froment américain, et de 11,9 cop. en mét., ou de 14,8 0/0 que le froment des Indes. (Le commerce des blés sur les marchés intérieurs de la Russie européenne. « Moniteur des Finances », 1892, n° 27, p. 57).

(1) De toute la quantité de froment produite dans la période 1888-1890, près de 22,5 0/0 sont entrés en circulation. C'était le froment qui, sous une forme ou une autre, était transporté par chemins de fer ou par voies navigables, et qui était enregistré dans les grands centres de commerce des blés.

le prix non seulement n'a pas baissé, mais il a même augmenté et de plus de 10 0/0.

Comment expliquer ce phénomène? L'explication indirecte fut donnée par les statisticiens de Moscou et l'explication est des plus simples (1). L'orge est la nourriture principale du peuple, qui en même temps la produit. La récolte abondante d'orge en 1887 a permis au peuple de s'acquitter des dettes qui s'étaient accumulées pendant une série de mauvaises années, et pour cela il lui fallait aliéner une portion considérable d'une récolte très bonne. Comme la récolte de 1886 était aussi abondante que celle de l'année précédente, les paysans purent aliéner une part beaucoup moindre et conserver davantage pour leur propre consommation :

« La récole de l'orge, lisons-nous dans l'« Annuaire » du Zemstvo

(1) Ils pouvaient le faire parce qu'ils comprenaient très bien la différence entre les conditions capitalistes de la production et de la circulation des produits et les conditions des paysans, basées sur la possession par les paysans des moyens de production. Nous verrons plus tard l'importance de cette différence. On rencontre des tentatives, qui ne sont malheureusement pas exceptionnelles, d'adapter aux conditions de l'économie du peuple les notions sur les rapports qui existent dans les conditions de l'économie capitaliste. Ainsi, par exemple, un auteur des plus consciencieux et des plus compétents considère les moyens de production dans l'économie du paysan comme du capital, oubliant que les moyens de production « dans chaque procès du travail, à quelques conditions sociales qu'il se produit, se divisent en instruments de travail et en objets de travail » ; et que c'est « seulement avec le mode de production capitaliste qu'ils deviennent capital » (*Capital,* vol. II, p. 108), mais ce capital se subdivise en capital constant et capital variable. Toutefois, comme par capital variable, il faut comprendre celui qui est dépensé pour l'achat des forces de travail, le paysan, d'après ces théoriciens, devient un entreprenenr qui s'achète lui-même. Par suite de cette confusion des notions, il est possible de considérer les dépenses d'achat du bétail, du bois, des vêtements, des sarraux, des camisoles, des sacs, des pantalons, des bottines, etc., comme du capitale variable ; il est possible d'essayer de déterminer dans l'économie du paysan le taux de la rente (!) le profit de l'entreprise (!), etc. ; il est possible enfin de considérer les payements comme du capital variable !!! Le payement du fermage, des impôts, des contributions, c'est le capital du paysan ! Cette note a pour but de démontrer la nécessité de distinguer les conditions de circulation, qui ont si peu de rapport avec les conditions capitalistes et celles des paysans. L'auteur, chez lequel nous avons trouvé la confusion de ces notions, n'est pas unique dans ce genre.

de Moscou pour 1888 » était assez bonne et par conséquent, les paysans du gouvernement de Moscou n'ont pas éprouvé un grand besoin de moyens de subsistance pendant l'hiver passé (c'est-à-dire, l'hiver de 1887-88). *Quoique la récolte de l'année actuelle ne dépassât pas celle de* 1886 et fût même un peu *inférieure*, la plupart des correspondants affirment que la population se nourrissait de *son propre blé plus longtemps*, *et souvent*, *même beaucoup plus longtemps dans l'hiver de* 1887-1888 *que dans l'hiver* 1886-1887. Ce fait s'explique évidemment par cette circonstance que, grâce à la bonne récolte de l'année précédente, les paysans purent alors amortir une part considérable des dettes d'approvisionnement (qui sont contractées et payées, ordinairement, en nature), sans faire de nouvelles dettes semblables, et aussi ils purent employer dans ce but une part moindre de la récolte de 1888... La subsistance de la population paysanne fut meilleure pendant l'hiver passé que pendant l'hiver précédent, grâce à l'augmentation des moyens de subsistance, survenue à la suite d'une moindre aliénation de ces moyens pour payer les dettes anciennes (1). Ensuite, viennent des extraits des correspondances qui confirment cette conclusion.

Cette conclusion a une importance si grande que nous voulons l'examiner encore sous un autre aspect. Comme toute une série de conditions défavorables force les paysans à aliéner une part croissante du produit de leur travail, et rend leur temps plus disponible ainsi que leur force de travail, qu'ils ne trouvent plus à utiliser, ni dans leur propre économie, ni comme ouvrier agricole, ni comme journalier, et comme en même temps leurs besoins demandent à être satisfaits, souvent la seule issue qui leur reste pour combler les vides, c'est l'emprunt, dont les buts sont essentiels, on peut dire, immédiats ; obtenir le blé, quand le blé propre est déjà consommé, obtenir les grains, quand il faut ensemencer les champs, acquérir un cheval, quand il faut labourer, etc. C'est pourquoi les emprunts se font presque toujours pour l'ensemencement, pour la nourriture, pour le payement des contributions de l'Etat, pour le louage des bergers,

(1) « Annuaire statistique du Zemstvo de Moscou, pour 1888 », « Revue agricole », pp. 109-110.

pour le payement des faucheurs, du fourrage, etc. Nous ne parlons pas maintenant des conditions impossibles, auxquelles se font les emprunts de ce genre, quoique ce soit une question très grave (1) et très intéressante, nous voulons seulement attirer l'attention sur le fait suivant. Comme le taux d'intérêt pour les emprunts se trouve dans la dépendance étroite du degré d'urgence des besoins, et comme les emprunts se contractent principalement en vue des besoins économiques, il en résulte que les intérêts pour les emprunts de grains pour l'ensemencement des champs à petits blés se modifient chaque année de la façon suivante :

Le taux moyen pour les emprunts des paysans pendant la période quinquennale et la grandeur de la récolte dans le gouvernement de Moscou :

Désignation	1885	1886	1887	1888	1889
Taux 0/0 pour le semestre. . .	22,1 0/0	25,7 0/0	31,4 0/0	26 0/0	23,4 0/0
Récolte de l'avoine sur les terres des paysans	1,3	3,6	3,4	3,3	3,7
Récolte de l'orge.	2,9	4,2	4	3,7	4,8

Comme « le manque de grains leur appartenant pour les semailles du printemps dépend principalement de la récolte de l'année précédente », nous devons chercher dans ces récoltes « la cause des modifications du taux de l'intérêt par année, et de sa hausse jusqu'à l'année 1887, c'est-à-dire jusqu'à l'année qui suivit la bonne récolte de 1886. Mais cela confirme ce que nous avons déjà exposé, à savoir que « quoique la récolte de l'année 1886 fût meilleure que celle de l'année 1887 (par conséquent beaucoup meilleure que celle de l'année 1888), néanmoins, dans l'année 1887 les paysans eurent leur propre blé pour plus longtemps que dans l'année précédente, et l'excédent de la récolte de 1886 a permis à la population d'amortir une

(1) Cette question est examinée pour toute une série d'années dans l' « Annuaire statistique du Zemstvo de Moscou pour 1889 » : Crédit des paysans dans le g. de Moscou, d'après les communications des correspondants. Nous lui empruntons les faits et les chiffres

part des dettes anciennes » et en même temps de contracter moins de « dettes nouvelles; malgre une recolte relativement moindre, elle pouvait se subvenir de son propre blé, comparativement plus longtemps » (1).

Ainsi, la baisse de plus de moitié du prix du blé des paysans s'explique principalement par la vente forcée (ou par la restitution de ce qui avait été emprunté) de la portion nécessaire pour la consommation personnelle ; dans les années de mauvaise récolte cette portion augmente, dans les années favorables elle diminue. Cette aliénation forcée, nous la rencontrons non seulement dans la région industrielle, mais même dans la zone des terres végétales. Ainsi,par exemple le statisticien du Zemstvo du gouvernement de Samara, après avoir fait des recherches locales, écrit : Dans notre gouvernement la terre est de bon rapport, elle peut produire, pour la vente, le froment dur et les autres espèces de blé; et malgré la fertilité du sol, toutes les années les paysans manquent de blé pour l'ensemencement des champs et pour leur subsistance; au printemps ou même en automne, aussitôt après la moisson, ils l'achètent aux paysans accapareurs ou aux marchands, c'est-à-dire aux personnes auxquelles ils ont vendu leur blé à vil prix en août ou en septembre, pour s'acquitter de leurs dettes. « Sur 2.416 cas d'achat à crédit d'objets agricoles pour la somme de 270.252 roubles, le blé seul figure pour une somme de 223.591, ce qui représente 82,7 0/0 du total ; les bêtes de somme et les bêtes à cornes figurent pour une somme de 27.433 ou de 10 0/0, de sorte que le total des sommes dépensées pour l'achat à crédit du blé et du bétail s'élève à 22,8 0/0. (2) »

(1) Ce phénomène n'est pas une chose extraordinaire ; il s'est produit de même aux Etats-Unis après la récolte abondante de 1891 : l'année économique 1891-92 se distingue par l'énorme quantité des *payements* des obligations sur les hypothèques à *long terme ;* la tendance à s'acquitter des dettes était si intense que, malgré la profusion d'argent résultant d'une récolte abondante (vendue à un haut prix, inconnu depuis 1883) les manufactures n'eurent pas d'écoulement beaucoup plus grand que dans les années précédentes, et dans tous les cas il était au-dessous de ce que l'on attendait.

(2) J. Krasnoperov, *Formes du crédit des paysans dans le gouvern. de Samara*, (en russe) *Moniteur juridique*, novembre 1891, p. 412. Comp. aussi : « Recueil des Revues des renseign. statist. pour le g. de Samara », p. 114.

Nous voyons donc qu'à mesure que l'industrie domestique diminue dans l'économie du paysan, à mesure qu'elle revêt la forme capitaliste, le paysan se voit forcé d'acheter ce que jusqu'alors il produisait lui-même ; à mesure que son temps de travail devient plus disponible, il est contraint d'aliéner une portion de plus en plus grande du produit de son travail agricole. S'il l'apporte sur le marché, cela se fait dans le même temps, à travers tout le pays, et de plus, il se voit obligé de vendre à tout prix, pour pouvoir se vêtir, payer son fermage, les contributions, etc. ; cette vente forcée par un grand nombre de concurrents fait baisser encore davantage le prix de l'unique produit de leur travail, le blé. Avec la baisse du prix diminue aussi la possibilité de satisfaire les besoins qui ont provoqué cette vente.

Néanmoins, le fait que le paysan possède encore une partie des moyens de production, qu'il est encore le propriétaire de son lopin de terre, exerce de temps en temps, lorsque les conditions sont favorables, une influence sur sa situation. La satisfaction de ses besoins se trouve encore dans une certaine dépendance du succès qu'obtient l'application de son travail aux moyens de production qu'il possède, mais elle ne dépend pas de sa faculté de payement. Le fait que les aliénations diminuent l'année qui suit la bonne récolte, quand une part considérable des besoins est satisfaite par la récolte de l'année précédente, et qu'elles diminuent pour autant que cette diminution provoque une hausse des prix, ce fait nous montre que le prix de l'orge baisse non à cause de sa surproduction, comme on tâche de nous le faire croire, mais à cause de la vente forcée lorsque sa quantité est insuffisante.

CHAPITRE IX

Répartition du produit obtenu dans le courant d'une année. Corvée ; le fermage en nature et en travaux supplémentaires ; le fermage en argent. Motif de cette répartition. Exemples dans l'agricultore et dans l'industrie de fabrication.

Avant de continuer nos recherches sur les liens qui unissent les divers facteurs de notre économie sociale, nous devons élucider une circonstance très importante, qu'il importe de connaître pour échapper au risque de nous tromper ou de commettre des erreurs.

Tout le monde sait, qu'aux temps du servage, tous les travaux agricoles et autres étaient accomplis par des corvées et par le travail des serfs pour eux-mêmes. Jamais personne n'avait contesté le fait qu'une portion du temps de travail du paysan dût être employée à des travaux au profit du propriétaire, et que l'autre portion est destinée à acquérir les moyens de subsistance du paysan lui-même. La loi exigeait trois jours de corvée, trois jours de travail pour soi. L'idée de contester ce fait ne se présentait même pas à un économiste quelconque. Les conditions économiques se présentaient de telle sorte qu'entre les mains du propriétaire se trouvaient les moyens de production et le pouvoir de disposer d'une partie du travail des paysans. Plus le propriétaire avait de serfs, plus de produits de leurs travaux se concentraient entre ses mains.

Mais arrive le jour solennel du 19 février 1861. Le pouvoir du propriétaire sur le travail des paysans a disparu, et avec lui a disparu aussi la possession d'une partie des instruments de production, la terre qui, en partie, devint la propriété des paysans.

Mais la disparition n'était pas complète : le paysan continuait, de même qu'il continue jusqu'à présent, à livrer une part de ses produits au propriétaire. Le propriétaire disposait du droit de percevoir une quantité déterminée des produits du travail du paysan, non d'une façon immédiate, mais par l'intermédiaire des agents gouvernementaux : il l'a reçue par l'obligation du rachat. Le pouvoir sur la personne du paysan et sur une partie des instruments de travail était transférée sur la portion déterminée des produits de son travail. Jadis lui-même recevait ce produit, à présent il est écarté, et les agents spéciaux le reçoivent pour son compte. Au point de vue économique, le résultat est le même. Le propriétaire continue à recevoir, mais il reçoit un peu moins, voilà tout. Le fait qu'il reçoit une portion du produit du travail du paysan est à présent un peu obscurci ; il reçoit les intérêts de son capital, et non pas le produit du travail du paysan !... qui, ajoutons-nous, se présente pour le paysan sous la forme du payement pour le rachat de la terre. Dans ce cas aussi le fait est très clair. Jadis, le paysan produisait une quantité déterminée de produits, dont une portion, une moitié d'après la loi, devait être prestée au propriétaire. A présent, il doit prendre une part de ce produit, et déposer l'argent reçu, sous forme de payement pour le rachat, à la trésorerie qui, à son tour, le transmettra au propriétaire.

Après l'abolition du servage, le côté économique (et non pas juridique) des anciens rapports (corvée) continua à exister jusqu'à présent, sous forme de fermage avec le payement en nature d'une part de la récolte, et cette forme au point de vue économique ne diffère nullement de la corvée.

Quoique les paysans fussent pourvus de terre, par suite de l'accroissement de la population, et principalement comme conséquence des conditious économiques qui sont survenues après la réforme, c'est-à-dire par suite de la séparation de l'agriculture et de l'industrie de fabrication, et du caractère capitaliste de cette industrie, ils étaient forcés de tirer des travaux agricoles tous les moyens nécessaires à leur subsistance. N'ayant pas le pouvoir de rendre leur travail plus productif à cause du manque de moyens et de connaissances nécessaires, et n'obtenant pas les produits de leurs terres en quantité suffisante pour subvenir à tous leurs besoins, ils commencèrent à louer les terres des propriétaires,

et, comme naguère, ils donnèrent au propriétaire la moitié de la récolte. Dans le gouvernement de Tchernigov, ce genre de location porte le nom de métayage (scopstchina, spolschina); dans quelques districts près des 3/4 de toutes les terres des propriétaires sont louées dans ces conditions. Le propriétaire se borne à indiquer le lot de terre qui est mis à la disposition du métayer et à compter les gerbes de blé qu'il reçoit comme sa part de la récolte, toutes les autres opérations doivent être faites par le métayer. Celui-ci doit labourer la terre avec ses seules forces, doit l'ensemencer avec ses propres grains et apporter les gerbes dans la cour du propriétaire, en en chargeant ses propres chevaux. Là finissent ses obligations. S'il fait encore le battage, il le fait comme travail supplémentaire pour la terre qu'il avait louée. Ce travail supplémentaire (bassarinkis, panstchina) accompagne presque toujours le métayage. Chacun, en prenant la terre en métayage est tenu, avec la livraison d'une certaine portion de la récolte, de travailler de façon ou de l'autre un certain temps. Dans beaucoup de cas, ce travail joue dans l'économie des propriétaires un rôle important, et remplace presque le louage des journaliers. Le plus souvent, ce travail est exigé aux temps de presse, pendant la moisson et la fenaison (1). Comme nous le voyons ici, la portion que le propriétaire reçoit est le produit du travail du paysan sous sa forme ouverte. Ce genre de location de terre est assez fort répandu. Il existe encore des variétés de travaux agricoles qui donnent droit à une portion du produit, comme par exemple « sajone » (partie de la moisson), « samolote » (partie de blé battu); les moissonneurs en échange de leur travail reçoivent la cinquième ou sixième gerbe; le batteur en grange travaille pour 1/9e ou 1/11 de tout le produit, mais dans un cas comme dans l'autre le travail supplémentaire est exigé, « de sorte que les moissonneurs travaillent, littéralement, pour un morceau de pain (2) ».

Le développement postérieur de ces rapports entre les propriétaires et les paysans qui louent leurs terres se présente sous la forme de « travail supplémentaire », dont le statisticien de Tcher-

(1) « Matériaux pour l'évaluation des terres dans le gouv. de Tchernigov. », District de Kozeletz. Tchernigov, 1882, p. 50.

(2) District de Poltava, « Recueil de renseign. statist. » Poltava, 1883, p. 84.

nigov a parlé. « Le louage avec travail supplémentaire sert de forme intermédiaire à l'économie monétaire qui n'est pas encore tout à fait établie dans les grandes et moyennes propriétés, et il est même commode à un certain degré, en assurant le labourage et la récolte à temps, quand le propriétaire lui-même cultive ses champs dans des proportions plus ou moins grandes ; d'autant plus qu'en traduisant ces travaux supplémentaires en valeur en argent d'après les prix locaux, nous constatons que les propriétaires qui louent leurs terres contre des travaux supplémentaires reçoivent plus qu'ils ne recevraient pour la même location contre de l'argent (de 5-31 0/0) (1) ». « La location des terres contre des travaux supplémentaires dans son développement final embrasse tout le cycle des travaux de l'économie rurale. Au moyen de ces travaux (que les paysans appellent « panstchina » corvée) s'accomplissent toutes les opérations agricoles : labourage des champs, et récolte, fenaison, approvisionnement du bois, transport du blé et du foin, etc. (2) ». « A ce qu'il semble, ce système atteint un grand développement dans les gouvernements du centre des terres végétales, » remarque M. Karychov. Là, le labourage et la récolte dans les champs des propriétaires au moyen du travail à demi-libre des métayers se rencontrent très souvent parmi les clauses du bail des terres. » Donc, dans cette forme de location des terres se distingue clairement le fait de la séparation du travail dont le produit va au paysan et du travail dont le produit appartiendra entièrement à la personne qui a donné sa terre en location.

Mais cette forme de la portion que le propriétaire reçoit, se rapproche plus de la forme du salaire que les formes de location que nous avons examinées plus haut. Elle mène immédiatement à la forme économique purement capitaliste, à la forme du salariat agricole.

La forme de location contre du travail supplémentaire, si désavantageuse pour les métayers subsiste principalement à cause du manque d'argent comptant pour prendre en location la terre en la payant en espèces. Les faits montrent que notamment

(1) District de Poltava « Recueil de renseign. statist. » Poltava, 1883, p. 77-78.

(2) District Novotorjsky, p. 118. Citation faite d'après M. Karychev, « Fermages par les paysans ».

les groupes les plus pauvres des métayers tendent à obtenir la terre à condition de payer avec le produit au lieu de payer en argent (Karychov). Ils ne se transforment pas en salariés, en partie à cause du manque de demandes de service, en partie par crainte de perdre leur ombre d'indépendance économique. Il est intéressant de constater que dans le pays où le capitalisme s'est développé si rapidement, en Amérique, le nombre relatif des fermiers, qui labouraient eux-mêmes leurs terres, porta en 1886,74,5 0/0, les autres 25, 15 0/0 avaient loué leurs terres. Mais de ces 25 5 0/0, 8 0/0 seulement recevaient le fermage de leurs terres en argent, les autres le recevaient en portion du produit (tenants on shares) ; le nombre des métayers atteignait 700.000. « Il faut dire, remarque l'auteur de cette partie du recensement, que la présence d'un 0/0 considérable de cette classe (tenants on shares) des Etats du Sud, peut s'expliquer par l'aversion que les affranchis éprouvent pour le travail payé en argent ; en réalité, ils sont des salariés des grands fermiers, et non pas des métayers (1). »

Dans toutes ces formes de location nous pouvons suivre l'origine de la portion qui va au métayer et de celle qu'obtient le propriétaire ; au métayer, comme dans la corvée, on donne en nature une part du produit ; avec les travaux supplémentaires la répartition du temps du travail devient encore plus évidente. Outre sa part du produit, le propriétaire obtient encore une part du temps de travail qui sert à la production de la portion supplémentaire du produit. Dans tous ces cas, la part obtenue par le paysan et la part obtenue par le propriétaire sont le produit du travail du paysan. La raison qui contraint le paysan à donner une part de son travail est parfaitement compréhensible. Elle consiste en ce que les instruments du travail, nécessaires à l'acquisition des moyens d'existence, sont séparés du travail lui-même. On peut se convaincre que c'est là que gît là raison de ce que le paysan donne une part de son produit,

(1) « It should be stated that the large proportion of the latter class ni the south is due to the aversion of the freedmen to working for wages, who are virtually farm labourers than tenant farmers », (Album of Agricultural statistics of the United States. Results of official statistical investigation ». By R. Dodge, Statistician Department of Agriculture. Washiugton, 1891.

par le fait, que lorsque cette séparation n'existe pas, ou lorsque le paysan a assez de terre à sa disposition pour pouvoir se subvenir par son travail agricole, il ne loue pas de nouveaux lots. De sorte que la terre elle-même ne possède aucune propriété de créer les bénéfices, et si elle en produit, cela se réalise exclusivement dans le cas où le propriétaire de la terre et le propriétaire de la force de travail sont deux personnes différentes. Le fait suivant confirme d'une façon éclatante notre thèse que la propriété de créer les bénéfices dépend exclusivement du travail. On sait que les paysans sont pourvus de terre, d'une façon très inégale, même dans les limites d'un même gouvernement : ceux qui appartenaient à l'Etat ont reçu plus que ceux qui appartenaient aux propriétaires ; les uns et les autres, pris séparément, ont reçu aussi des lots de proportions différentes. Ensuite, quoique le partage au moment même attribua des lots égaux à chacun, cette égalité, par suite de différentes raisons, a disparu. Dans certaines familles le nombre des personnes a augmenté, dans d'autres il a, au contraire, diminué. A présent, le tableau est loin d'être uniforme, surtout dans les cas où on n'a pas rétabli l'égalité des lots, où on n'a pas procédé à un nouveau partage. Celles des familles paysannes qui ont beaucoup de forces de travail, mais peu de terres, doivent louer quelque part une terre pour obtenir des moyens d'existence. Malgré cela, les statisticiens des Zemstvos constatent un phénomène étrange à première vue, à savoir, que plus la quantité de terres dont sont pourvus les paysans est grande, plus ils en louent ailleurs (1). Quoique ce soit vrai, comme

(1) Cette conclusion paraissait si évidente, que le professeur de l'Université de Dorpat, M. Karychov, l'a prise pour thèse dans la dissertation « Location des paysans, etc. », qu'il a présentée pour obtenir le grade de docteur en économie politique. Cette thèse dit que la location des terres par les paysans se développe en rapport direct avec l'extension de la quantité de terre qu'ils possèdent. A la soutenance de sa dissertation devant l'Université de Moscou, cette thèse fut contestée par M. Kabloukov, administrateur de la Section de la Statistique du Zemstvo de Moscou. Dans le texte nous citons ses objections. Cet exemple montre, entre autres, que même l'ouvrage si détaillé qu'est le « Résultat » de M. Karychov, n'exclut pas la nécessité de consulter les « Recueils » authentiques. Pendant la discussion, il fut constaté que le même phénomène se répète dans tous les endroits où, comme c'est le cas pour le district de Khvalynsk, les données recueillies ont permis de faire les mêmes calculs.

fait, il faut prendre en considération un facteur qui obscurcit le phénomène. Le statisticien de Saratov, M. Kharizomenov dans le « Recueil » pour le district de Khvalynsk, dresse un tableau très intéressant et très important pour élucider ce point. Il a tâché de suivre l'influence que les deux facteurs : nombre de travailleurs et nombre de bêtes de somme, exercent sur la location de la terre. Ce tableau est si caractéristique que nous le reproduisons (1).

District de Khvalynsk	Quelle étendue de champ est louée par 10 ménages (+ et — montrent la différence de location chez les propriétaires)			
	Jusqu'à 2 des.	De 2 à 3 des.	De 3 à 10 des.	Au-dessus de 10 des.
	Champs reçus en lot			
Sans bêtes de somme . .	— 0,5	— 12,3	— 30,2	— 56,3
Avec une bête	+ 14	+ 2,3	— 5	— 5,6
Avec 2 bêtes et davantage.	+ 61,8	+ 32,4	+ 22,5	— 19

Ici, l'influence de la dépression d'un autre instrument du travail — bête de somme — se manifeste très fortement. Il en résulte, que moins on a de bêtes de somme, plus grande est l'étendue des terres qu'on est forcé de donner en location, et naturellement plus on a de ces terres, plus on les donne en location. La dernière ligne du tableau met en évidence, qu'avec un nombre égal de bêtes de somme moins on a de terres en lot, plus on doit compléter ce manque de terre par la location. De sorte que nous pouvons suivre ici l'origine du payement pour le fermage jusqu'à sa source — le travail séparé de l'instrument du travail.

Voici les données du tableau, qui montrent l'influence du nombre de forces de travail dans le ménage ; prenons-en quelques-unes, des plus caractéristiques.

(1) « Recueil de rens. statist. pour le distr. de Khvalynsk », Saratov, 1886, pp. 145-46.

	Etendue de champ louée (différence des terres louées + et des terres prises en location — pour 10 ménages)			
	Jusqu'à 2 dessiat.	De 2 à 5	De 5 à 10	Au-dessus de 10
Sans bêtes de somme	Avec un lot			
Avec un ouvrier	— 0,8	— 11,5	— 28,4	— 56,2
Avec 3 ouvriers	+ 1,6	— 13,7	54,8	— 58,5
Avec une bête de somme				
Avec un ouvrier	15,4	1,7	— 6,8	— 11
Avec 3 ouvriers	24,3	17,2	— 9	— 4,3
Avec 2 bêtes de somme et plus				
Avec un ouvrier	54,6	25,8	17,3	5,6
Avec 2 ouvriers	65,4	38,7	25	13
Avec 3 ouvriers	76,9	57,2	30,4	31,6

Dans ce tableau l'influence de la séparation des instruments de travail et du paysan-travailleur est encore plus évidente. Les trois dernières lignes montrent très clairement que si les paysans se trouvent dans des conditions équivalentes quant au nombre de bêtes qu'ils possèdent, et que s'ils ont assez de forces de travail dans le ménage, ils louent d'autant plus de terre qu'ils en ont moins. Cette tendance se manifeste très régulièrement dans les trois groupes de ménage, avec un, deux et trois ouvriers. Il en est exactement de même, mais en sens inverse dans le groupe de ménages sans bêtes de somme (1). Si on n'a

(1) Ces données nous font comprendre quelle révolution a dû produire, dans l'économie des paysans, l'année de détresse 1891, en les privant de bétail. On peut voir dans quelle proportion s'était faite la diminution de la quantité de bétail d'après cet exemple : en août 1892, les statisticiens du Zemstvo du gouvernement de Voronège ont fait des recherches dans le district d'Ostrogojsk, au point de vue économique et au point de vue de la richesse en subsistance. Ils ont fait le recensement du bétail par ferme, et des moyens de subsistance. En comparant ces nouvelles données, quant à la quantité du bétail, avec celles enregistrées en 1885, ils ont constaté une diminution de 27 0/0 : le nombre des chevaux a diminué de 17 0/0, de bœufs, de 14 0/0, de vaches, de 15 0/0, de chevaux oisifs,

pas cet instrument de labourage de la terre, on est forcé de la donner en location et cela en une quantité d'autant plus grande que l'on en a davantage et que le nombre de travailleurs dans le ménage est plus grand. De sorte, que les travailleurs de ce groupe de ménages paysans, s'ils s'occupent d'agriculture, ne s'en occupent pas comme producteurs indépendants ou comme locataires, mais comme salariés. Le fait que les ménages qui ont beaucoup de terres en prennent encore en location s'explique encore parce que, dans ce groupe, dominent les familles avec beaucoup de travailleurs et beaucoup de chevaux... c'est pourquoi avec la grandeur du lot croît aussi l'étendue de la terre louée (1). Cette longue digression a pour but de montrer que la source de la formation des loyers de la terre est le travail, mais à condition qu'il soit séparé de l'instrument de travail, et que le paysan ne pouvant retirer de son champ assez de ressources pour pourvoir à tous ses besoins est forcé de recourir au travail sur la terre d'un autre, mais à condition de livrer à ce bailleur une part du produit en nature, ou en espèces, ce qui revient au même.

Nous avons déjà dit que la location contre le payement en nature est toujours accompagnée de travail supplémentaire et que grâce à ce travail supplémentaire les bailleurs font exécuter plus de travail dans leur économie propre de sorte que la location d'une partie de la terre devient une forme naturelle par-

de 50 0/0 de bestiaux destinés à l'abattage, de 60 0/0, de moutons, de 32 0/0, de porcs, de 67 0/0. Dans quelques districts le 0/0 de la diminution des chevaux s'élève à 53, des bœufs à 33, des vaches à 38 0/0 (« Revue agricole du gouv. de Voronège pour 1891-92 », tabl. pp. VIII et IX). En vue des faits exposés dans le texte, il faut noter que le nombre de ménages qui n'ont pas de chevaux, d'après les données des recensements des chevaux pour les années 1882 et 1883, dans les gouvernements du centre à terre végétale oscille entre 25 0/0 et 27 0/0 ; dans les gouvernements du sud-ouest, entre 35 et 62 0/0 (d'ailleurs, ici on laboure les champs avec les bœufs) ; dans les gouvernements du nord à terre végétale, entre 21 0/0 et 28 0/0 ; dans les gouvernements industriels, entre 10 0/0 et 31 0/0, etc. » Il est certain que chaque chef de famille emploie tous ses efforts à conserver, ne fût-ce qu'un cheval, et qu'il est prêt à tous les sacrifices personnels pour ne pas rester sans cheval, et pour ne pas perdre son petit capital (« Travail libre, » etc. Publication du Département d'agriculture, vol. V, p. 44).

(1) Recueils des renseign. statist. dans le gouv. de Saratov », district de Khvalynsk, p. 149.

ticulière du salaire. Mais il arrive un moment (par exemple lorsque le bétail a péri) où le locataire perd le moyen de garder même cette ombre de l'économie indépendante, et, alors il est forcé de donner en location sa terre et de devenir un salarié, gagnant ses moyens d'existence non pas par le travail sur son propre champ ou sur le champ pris en location, mais par l'intermédiaire du patron qui lui livre une portion de son propre travail sous forme de salaire, en partie en nature, en partie en espèces.

Donc, nous aboutissons à cette conclusion que le produit entier est l'œuvre du paysan-travailleur et qu'il ne peut pas en profiter seulement dans le cas où il ne possède pas les instruments de travail, la terre, le bétail, et où il est forcé de donner une part du produit de son travail d'autant plus grande, que la quantité de ces instruments de travail qu'il possède est moindre. En réalité cela se produit de deux façons : primo, comme nous l'avons vu dans le tableau de M. Kharizomenov, moins on a de terre et plus on a de forces de travail et de bétail, plus on doit prendre de terre en location, et secundo, moins grand est le lot, plus on doit payer pour chaque dessiatine de terre louée. Ce fait est aussi élucidé par les statisticiens des Zemstvos dans leurs recherches. S'il se rencontre parfois des anomalies, les statisticiens expliquent par la qualité inférieure de la terre son prix de location inférieur (1). Enfin, la moindre portion du produit de son travail, suffisante seulement pour ne pas mourir de faim, et sous la forme un peu voilée, le paysan la revoit quand il perd complètement les instruments du travail et quand il est contraint de devenir salarié. Pour nous représenter avec plus de précision le passage de la location, qui représente l'extension de l'économie propre, vers la forme qui rapproche le locataire du salarié, recevant son salaire en nature sous la forme d'une partie du produit de son travail, adressons-nous aux travaux des statisticiens des Zemstvos.

Voici, par exemple, les données pour le district Novokhopersk du gouvernement de Voronège.

(1) Comp. « Recueil des renseign. statist. dans les gouvernements de Saratov, de Voronège, etc. » ainsi que « Location par les paysans ». M. Karychov, pp. 300-308.

Les ménages sans terre louent une dessiatine pour . .	6 roubles
Ceux qui ont jusqu'à 5 dessiat. louent une dessiat. pour. .	7 r. 20 cop.
» 15 » » . .	5 r. 92 cop.
» 25 » » . .	5 r. 62 cop.
» 50 » » . .	4 r. 69 cop.
Ceux qui ont plus de 50 » » . .	3 r. 37 cop.

Si nous excluons les sans-terre, au nombre desquels se trouvent les boutiquiers, etc., il en résultera que dans la mesure de la diminution de la grandeur du lot qui leur appartient, le prix pour la terre prise en location des autres augmente. Il est clair ici, que plus les forces de travail se séparent des instruments de production, plus grande est la part du produit qui est allouée au propriétaire des instruments de production, de sorte que les paysans qui ont moins de terre doivent payer plus cher que les autres, en ne conservant pour eux que ce qui est nécessaire pour ne pas mourir de faim. Pour confirmer par les faits qu'en effet les paysans qui possèdent les moindres lots gagnent de quoi ne pas mourir de faim, adressons-nous de nouveaux aux « Recueils » statistiques du gouvernement de Voronège (1) et en nous basant sur les données qu'il nous fournissent, dressons le tableau suivant :

Etendue du bien	Population rurale de 5 distr. du gouvernem. de Voronège	Nombre des décès pendant 3 années	En 100 % pour 3 années	Le moindre % ramené à 100		Somme de l'endettement personnel par ménage endetté
Sans terre. .	24.985	2.513	10,05 %	156,3 %	130,6	25 r. 55 cop.
Jusqu'à 5 des.	183.920	18.109	9,84 »	153 »		31 » 15 »
» 15 »	441.714	40.878	9,25 »	143,9 »	117,3	36 » 86 »
» 25 »	235.088	19.211	8,17 »	127 »		47 » 03 »
» 50 »	136.177	10.481	7,69 »	119,5 »	100	67 » 67 »
Plus de 50 »	14.699	946	6,43 »	100 »		76 » 90 »
Total . .	1.036.583	92.138	8,88 »			43 r. 18 cop.

(1) (« Recueil des rens. statist. pour le gouv. de Voronège », vol. VII, XI. Tabl. B, pp. 20, 36, 37, 229, 230, districts de Pavlovo, de Birytschensk, de Novochopersk, de Borowsk, de Birintchensk. Tous ces chiffres

Ce tableau nous montre que le 0/0 moyen de la mortalité, pour les trois années, était de 8,88 0/0 ou pour une année 2,96 0/0. Mais la mortalité n'est pas égale dans les différentes couches de la population paysanne. Moindre est le lot, plus grande est la mortalité, et là où le lot est moindre la mortalité est d'une fois et demie plus forte que là où le lot est plus grand. Si nous considérons comme la moindre mortalité celle au-dessous de laquelle elle ne peut baisser à cause des conditions économiques générales, il en résultera que pendant trois années la population a subi une perte de 25.486 habitants ou de 2,45 0/0 de plus qu'elle ne devait perdre, c'est-à-dire que la mort aurait dû emporter 66.652 habitants au lieu de 92.138. Ainsi, la population paysanne proteste par sa mort contre la séparation de ses forces de travail et des instruments de production, et prouve que du produit de son travail elle doit aliéner une partie si considérable, que celle qui lui reste est suffisante pour lui assurer une existence quelque peu supportable et qu'à mesure qu'augmentent les bénéfices du bailleur sa propre vie s'abrège. Ce même tableau confirme la conclusion à laquelle nous avons abouti en la tirant des autres données exposées dans la note des pp. 85-86, que moindre est la quantité de terre que les paysans possèdent, moindre est l'accroissement de la population. Maintenant nous voyons que cet accroissement ne diminue pas par un procédé mécanique, par une émigration de ceux qui ont un petit lot, mais par une mortalité plus forte parmi eux. La dernière colonne du tableau mentionné nous montre que le manque dans l'économie personnelle est d'autant plus difficile à réparer, que cette économie a moins de terre.

Le même phénomène que nous observons dans l'agriculture se produit dans le domaine du travail non agricole. Dans ce domaine, au temps du servage, le temps de travail hivernal était

se rapportent à la fin de la période décennale 1880-90. Le degré de l'accroissement de l'endettement privé par suite de la famine de 1891-92 peut être constaté par le fait, que vers la fin de 1892, la dette de chaque personne de la population paysanne représentait 6 roubles, tandis que un peu auparavant le chiffre de la dette ne dépassait pas 3 roubles. Vers la fin de l'année 1892, la somme totale de toutes les dettes des paysans dans le gouv. de Voronège dépassait 31 millions de r., ou, pour chaque personne, 30 r. (« Revue agricole » 1891-92, p. 12).

occupé par le filage, le tissage, et par d'autres travaux ayant pour but la confection des objets de ménage. Une part du produit de ce travail était livrée au propriétaire. Donc ici, le paysan employait une partie de son temps de travail à la production des objets servant à sa propre consommation, il donnait une partie au propriétaire et il en vendait une partie. Mais, avec l'émancipation, la partie qu'auparavant il donnait au propriétaire lui resta. C'est justement alors que se produisit cette révolution dans l'industrie de fabrication, dont nous avons parlé au commencement de ces études. Comme dans l'agriculture, la population paysanne, sous la pression de nouvelles conditions économiques, fut forcée d'aliéner plus de produits de l'industrie de fabrication que naguère. Mais ceux-là seuls parmi les paysans qui, par une longue expérience, avaient acquis une certaine perfection dans leur industrie, notamment ceux qui vendaient une part de leurs travaux (comme dans la région moscovite), c'est-à-dire ceux qui étaient, à un certain degré, des artisans, et travaillaient pour le marché, pouvaient vendre. L'ordre capitaliste qui venait de naître a produit ce qu'il a produit toujours et partout, il tend à transformer toute production en production de marchandises ; le moyen spécifique servant à ce but est d'entraîner des produits dans le procès de circulation... Les accaparements du capital industriel contribuent partout à cette transformation, et à la conversion des producteurs immédiats en salariés (1). Dans l'industrie de la manipulation des matières textiles, le fait, qu'il fallait passer de la manipulation du lin, le produit de sa propre économie, à la manipulation du coton (2), contribuait fortement à cet accaparement du capital. Les filés de coton étaient à la disposition des acheteurs ; pour acheter, il fallait avoir de l'argent, donc, il fallait antérieurement ou vendre quelque chose ou vendre son travail. De l'autre côté, cet accaparement était accéléré par le développement de la technique, dont seul le capital pouvait profiter comme nous l'avons vu par l'exemple de l'Angleterre, et par notre propre exemple. Ces deux facteurs avec une multi-

(1) Marx, *Capital*, v. II, Saint-Pétersbourg, 1885, p. 68.

(2) Dans la région de Moscou, le passage vers la manipulation du coton fut exécuté en l'année 1820 et suivantes, sous la pression du haut tarif protectionniste.

tude d'autres ont accompli, dans un temps relativement court, cette transformation dans l'industrie de fabrication, qui se produit lentement, mais implacablement dans l'agriculture, à savoir la séparation des instruments de travail et de la classe des producteurs immédiats — des ouvriers, de sorte, que ceux-ci doivent se contenter d'une part toujours diminuée du produit de leurs travaux.

Donc, la classe ouvrière ne peut pas bénéficier de tout le produit de son travail, ou parce qu'elle-même et les instruments de production sont la propriété des particuliers, comme c'est le cas dans l'esclavage, ou parce qu'une partie de son temps de travail et les instruments du travail sont la propriété des individus, comme c'est le cas dans le servage, ou parce que, quoique à lui personnellement, il n'est pas en la possession ni la propriété d'autres personnes, mais parce que les moyens de production sortent de plus en plus de ses mains et tombent entre les mains des autres, de sorte qu'il doit acheter les moyens de subsistance en vendant ce qui lui reste : sa force de travail. Dans tous ces cas la classe ouvrière ne peut pas bénéficier de tout le produit de son travail, parce qu'il est une propriété intégrale, ou limitée, ou parce qu'il perd les moyens de production qui deviennent la propriété d'autres personnes.

Le fait même du partage du produit du travail de l'esclave, dans l'économie basée sur le travail servile, entre le propriétaire et l'esclave, n'a jamais été contesté par personne ; de même, personne ne contestait ce fait, que, pendant une partie du temps de travail, le serf travaillait dans les champs du seigneur au profit de celui-ci. L'exemple de la location contre payement en nature met en évidence que le locataire livre une part du produit uniquement parce qu'il ne possède pas les instruments de travail nécessaires. Ensuite, on distingue clairement le passage de l'obtention des moyens d'existence au moyen de la location avec obligation de livrer une part du produit obtenu, à travers la forme de location avec travail supplémentaire, lorsque tout le temps de travail du paysan appartient au bailleur à l'exception de la partie nécessaire à l'obtention des moyens de subsistance afin de ne pas mourir de faim, — vers la forme purement capitaliste, où tout le produit du travail de l'ouvrier passe dans les mains du patron qui, de son côté, pour conserver l'existence de

l'ouvrier, lui donne une partie de son produit en nature ou en espèces, et avec le développement de l'économie marchande, exclusivement en espèces (1)?

Comme dans ce dernier cas, le produit est fabriqué en vue de la vente, il revêt la forme de valeur d'échange, et cette partie de la valeur, qui est équivalente à la part de l'ouvrier, cette partie que le capitaliste donne à l'ouvrier pour conserver son existence, porte, depuis Karl Marx, le nom de valeur nécessaire. Le capital dépensé pour l'achat des forces du travail s'appelle le capital variable, variable, en ce sens, que ce facteur seul de la production, qui est acheté par cette part de capital, forme une nouvelle valeur, la plus-value; le temps de travail qui est employé à la production de l'équivalent de la part de l'ouvrier s'appelle temps de travail nécessaire. Enfin, la part du produit dans laquelle est cristallisée cette partie de la valeur s'appelle le produit nécessaire, nécessaire dans le sens de la nécessité de maintenir l'existence de l'ouvrier au moyen de la part de la valeur produite pendant le temps de travail nécessaire et cristallisée en produit nécessaire à ce but. La part de la valeur dont bénéficie le capitaliste, l'acheteur du travail, porte le nom de plus-value; en termes de produit — de produit supplémentaire, en termes de temps de travail — de sur-travail, c'est-à-dire qu'elle représente le supplément au produit nécessaire, au temps de travail nécessaire, à la valeur nécessaire, et ce supplément produit par le travail, prolongé au delà du temps de travail nécessaire, va au capitaliste. Nous avons vu antérieurement, que la valeur du produit se détermine par le temps de travail nécessaire socialement à sa fabrication. Nous voyons maintenant que ce temps de travail nécessaire socialement à toute la production sociale comme dans chacune de ses branches, se divise en deux parts. Une part est employée pour conserver l'existence de l'ouvrier, de sa force de travail, l'autre part va au propriétaire des instruments de production, des matières brutes, en somme, des moyens de production. Le proprié-

(1) Le capital n'a point inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien, un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production (*Capital*, I, p. 180).

taire de ceux-ci benéficie du produit du travail et paye pour les forces du travail. Le rapport de la part obtenue par le capitaliste, ou n'importe quel autre propriétaire des moyens de production, à la part obtenue par l'ouvrier, Marx l'appelle le taux de la plus-value. Ainsi, si nous prenons l'exemple de la location sans le travail supplémentaire, le taux de la plus-value s'exprimera par 100 0/0, c'est-à-dire le bailleur reçoit autant que le locataire, le rapport des 150 gerbes de blé du bailleur aux 150 gerbes de blé du locataire sera précisément 100 0/0.

CHAPITRE X

Valeur absolue des bénéfices dans la production capitaliste ; dans l'industrie de manipulation des matières textiles ; dans l'industrie de manipulation du coton. Modification de la valeur des bénéfices par année. Proportion des bénéfices par rapport aux proportions des entreprises. Rapport entre l'accroissement de la production, des bénéfices et le nombre des ouvriers. Modification de ces rapports avec l'accroissement des entreprises. Leur raison. Modification dans le personnel des ouvriers.

Plus haut, nous avons élucidé l'importance de la division sociale du travail, et partant, de la répartition inévitable de toute la somme du temps de travail des diverses branches d'industrie, conformément au besoin de produits de chacune d'elles. Il en est résulté que, dans les limites de chaque branche séparée d'industrie, la somme de cette dépense est réduite au temps de travail nécessaire socialement à la confection de ce produit. Nous avons vu ensuite, qu'à mesure qu'augmentait la productivité du travail, diminuait le temps de travail nécessaire socialement, par exemple à la confection des objets qui satisfont les besoins de la société en vêtements, et qu'au lieu des millions de forces de travail, on n'a besoin que de 370 mille ouvriers. Outre cela, nous savons que ce n'est pas toute la société qui bénéficie du produit de ce travail plus productif, mais ceux entre les mains desquels sont concentrés les moyens de production, et que toute la société perd pour autant que les forces de travail devenues disponibles ne peuvent trouver d'application.

Nous avons vu aussi que l'influence du capitalisme ne se limita pas à cela, que l'industrie de manipulation du coton se concentra presque exclusivement autour de Moscou et de Pétersbourg. Les sept gouvernements industriels ont accaparé complètement cette branche d'industrie : plus de 97 0/0 de toute la production et 96 0/0 de tous les ouvriers travaillant dans cette branche y sont concentrés. Ainsi, pour satisfaire le besoin du pays entier en produits de coton il ne faut que 174 à 202 mille ouvriers qui presque tous (de 168 à 193 mille ouvriers) se trouvent dans les sept gouvernements industriels. Actuellement, avec le développement de la productivité du travail, de la technique, chaque famille de paysan n'a plus besoin d'un rouet ou d'un métier à tisser. Mais les millions d'ouvriers devenus disponibles dans le pays entier ne peuvent trouver de travail ; le besoin d'objets de vêtement est satisfait à présent par une poignée d'ouvriers concentrés sur une petite étendue des sept gouvernements.

Nous devons ajouter à tout cela, que l'objet de la valeur d'échange, produit à de nouvelles conditions de production sous la forme de marchandise, se compose de deux parties — la valeur nécessaire et la plus-value. Jadis, l'objet était produit pour la consommation personnelle ; à présent entre les mains du producteur immédiat il reste une portion qui diminue de plus en plus. A présent, dans toute la valeur produite, la plus-value dépasse la valeur nécessaire de deux, trois fois et même davantage. L'augmentation de la grandeur relative de la plus-value dépend de la combinaison plus rationnelle des forces de travail dans la fabrique, et de l'emploi des forces par masses ; cela vient à l'entrepreneur par surcroît. Ensuite, cette augmentation de la grandeur relative de la plus-value dépend du développement de la technique, du remplacement du travail des hommes adultes par le travail des femmes et des enfants.

Si la production s'élargit quantitativement dans une même branche d'industrie, la valeur des bénéfices est proportionnelle à la dépense de capital ; plus grande est la somme de capital, plus grande est la somme des bénéfices. Si l'extension quantitative de l'entreprise provoque la modification qualitative (la modification de la composition du capital, la dépense relativement plus grande pour les machines, etc.), alors, le capital plus grand

reçoit un taux de bénéfices aussi plus grand (1) (indépendamment de sa somme).

Dans le premier cas, la grandeur de la plus-value, avec son taux déterminé, dépend du nombre des ouvriers occupés dans l'entreprise, tout comme avec le servage, dans l'économie du propriétaire, avec le même rapport de sur-travail, de travail pour le propriétaire, au travail nécessaire, au travail pour l'entretien, la grandeur du produit supplémentaire était en raison directe du nombre des serfs. Dans le second cas, par suite de l'augmentation de la productivité du travail, etc., les ouvriers de la fabrique de tel entrepreneur acquièrent le moyen de produire davantage avec une dépense de forces de travail moindre que celle nécessaire socialement, et le fabricant peut vendre les produits de sa fabrique au-dessus de leur valeur individuelle, quoique au-dessous de la valeur sociale (2).

Ainsi, dans la mesure de l'extension des entreprises capitalistes, la part du produit fabriqué qui tombe dans les mains des producteurs immédiats, devient de plus en plus petite ; dans la proportion où diminue la part relative de la classe ouvrière, celle des entrepreneurs augmente. La production aggrandie prépare la voie de la capitalisation subséquente des industries.

Quelle est, cependant, la valeur de cette part ? Quelle est la valeur des bénéfices de toutes les entreprises industrielles et de leurs diverses branches ?

Avant tout, parlons des sources de ces renseignements. Le ministre des Finances publie annuellement les résultats de la taxe de 3 0/0 et des impositions sur les entreprises industrielles. Dans ces rapports, les données sur les entreprises chargées d'impositions (c'est-à-dire toutes à l'exception des entreprises par actions et des entreprises soumises à l'accise) comprennent les proportions de la production et le rendement de l'entreprise.

(1) *Kapital*, I, p. 645, 3e éd.

(2) Les machines produisent une plus-value relative... par la transformation du travail employé par le propriétaire de cette machine en un travail supérieur et plus productif, par l'augmentation de la valeur sociale du produit des machines au-dessus de sa valeur individuelle, en permettant aux entrepreneurs de remplacer la valeur d'une force de travail journalière par la moindre part du produit du travail journalier (*Kapital*, I, p. 425).

Quant aux sociétés par actions, aux associations, etc., qui payent 3 0/0 sur les bénéfices, on ne mentionne dans les « Résultats » que la somme de leurs bénéfices; mais ces documents ne fournissent aucun élément relatif aux proportions de la production, ou à la méthode d'après laquelle on a établi les bénéfices. Les proportions des bénéfices connus sont nécessairement au-dessous des proportions réelles dans les cas où une part est employée à l'agrandissement de l'entreprise et n'est pas soumise, par la loi, à l'impôt de 3 0/0 ; ensuite, on n'y voit pas non plus la part de plus-value que l'entrepreneur doit partager avec les autres capitalistes qui lui ont prêté de l'argent, sans même parler de la part de plus-value que l'entrepreneur laisse au marchand pour le capital que celui-ci lui a prêté pour le temps de circulation de la marchandise. Nous avons vu que tout le temps du travail social est réparti, pour la production des diverses marchandises, conformément au besoin social de chacune d'elles, et que la valeur de chaque marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production. La valeur se forme seulement dans le procès de travail, lorsque se forme aussi la plus-value ; en dehors du procès de travail aucune valeur ne peut être produite. Pour la production de toute marchandise, la valeur doit être dépensée d'avance, sous forme d'argent, pour l'achat des moyens de production et des forces de travail ; ensuite, pendant le travail, se crée une nouvelle valeur, dont une part couvre les dépenses du capitaliste pour l'achat des forces de travail, et dont l'autre part, sous forme de plus-value, reste entre les mains du capitaliste. Mais cette plus-value, ainsi que les dépenses pécuniaires pour les matières brutes et auxiliaires, pour la force de travail, et pour cette partie de la valeur en capital des machines, etc., qui se transmet au produit pendant le procès de production, en somme, toute la valeur du produit doit être restituée sous forme d'argent, afin que l'entrepreneur puisse continuer son entreprise. Donc, il doit vendre sa marchandise, et, pour opérer cette vente, il faut employer un certain temps, ce qui constitue le temps de circulation de la marchandise. Pour continuer l'affaire, il doit dépenser, durant ce temps de la circulation, un nouveau capital, et il doit partager avec le marchand la plus-value produite dans le procès de production.

Cette même partie de la plus-value qui est partagée entre

l'entrepreneur et le marchand et qui forme les bénéfices commerciaux, ne figure pas dans les matériaux (1), dont nous disposons. Après avoir fait cette constatation, examinons ce que nous donnent nos matériaux.

Le tableau XV nous montre que 40 0/0 à 49 0/0 de toute la production dans l'industrie de fabrication se trouvaient entre les mains des sociétés par actions et des associations, mais que, sur toute la somme des bénéfices, elles recevaient davantage, à savoir de 42 à 50 0/0. L'accroissement des bénéfices était aussi proportionnellement plus grand (2).

Si nous nous adressons à l'industrie de la manipulation des matières textiles, nous constaterons que ce rapport se modifie encore davantage au profit des sociétés par actions et des associations. Ainsi, les sociétés par actions comprenaient de 58,4 à 59,3 0/0, de la production, et, dans les bénéfices, elles prélevaient de 53,6 à 64,5 0/0. En outre, ce tableau montre qu'une part de plus en plus grande de la production passe chaque année entre les mains des sociétés par actions, et, par ce fait, leurs bénéfices augmentent proportionnellement plus que l'accroissement de la production, relativement et absolument. L'accroissement des entreprises, autres que celles par actions, s'exprimait ainsi : 100 : 98 : 106,7, et celui de leurs bénéfices : 100 : 100 : 136, tandis que l'accroissement des entreprises par actions était : 100 : 126 : 136, et l'accroissement de leurs bénéfices : 100 : 119 : 214.

Les entreprises, qui s'occupent de la manipulation des matières

(1) A strictement parler, dans ces matériaux se trouvent les renseignements sur les bénéfices commerciaux, mais ces renseignements se rapportent au commerce des marchandises d'origine purement capitaliste ainsi qu'au commerce des marchandises de l'industrie domestique et de l'industrie rustique, et il est impossible de distinguer les premières des autres. Ces rapports sont publiés seulement pour les années 1886, 1887 et 1888. Dans le rapport pour 1885 il n'est pas question des entreprises par actions.

(2) Pour déterminer les proportions de la production de toutes les entreprises par actions, nous avons déduit de la somme brute de la production, donnée par les « Recueils des données sur l'industrie des usines et des fabriques de Russie», la somme de la production des fabriques et des usines qui appartiennent aux particuliers, la somme donnée par les « Résultats des impositions, etc. ».

textiles produisent de 42,6 à 45 0/0 de la valeur de toutes les marchandises, et leurs bénéfices sont de 37 à 48 0/0 du bénéfice total. Quant aux entreprises qui s'occupent de la manipulation du coton, elles produisent de 69 à 82 0/0 de la valeur de toute la production, et leurs bénéfices sont de 68 à 78 0/0 du total des bénéfices.

Plus vaste est le marché auquel ce produit est destiné, plus fortement se concentre sa production entre les mains des sociétés par actions et des associations.

Si nous prenons les entreprises par actions seules, nous constaterons qu'elles comportent de 53 à 67 0/0 de la fabrication des matières textiles, et de 45 à 60 0/0 des bénéfices ; quant aux entreprises qui ne sont pas constituées par actions, de 30 à 36 0/0 seulement, — elles s'occupent de la manipulation des matières textiles, — et leurs bénéfices sont de 30 à 33 0/0 du total.

Enfin, l'accroïssement de la manipulation du coton s'exprime par 31 0/0, et l'accroissement des bénéfices obtenus dans cette branche d'industrie s'exprime par 134 0/0.

Les entreprises, qui ne sont pas constituées par actions, ont manipulé, en 1886, pour 199,5 millions de roubles de matières textiles, et, en 1888, pour 212,9 millions de roubles, l'accroissement n'est donc que de 6 0/0, tandis que la valeur des produits des sociétés par actions et des associations est passée de 228,6 millions de roubles à 311 millions, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de 36,5 0/0, et tout l'accroissement de cette branche d'industrie s'est exprimé par 22 0/0. Les bénéfices des entreprises non constituées par actions se sont élevés de 30 à 35 0/0 des bénéfices de toutes les entreprises (identique était la proportion de leur production), tandis que les bénéfices de toutes les fabriques par actions comportaient, d'abord, 45 0/0 de toutes les entreprises par actions, ensuite ils se sont élevés à 50,5, et, enfin, à 60,3 0/0 de tous les bénéfices, de sorte que, pendant la troisième année, leur somme absolue a plus que doublé (de 11,2 millions de roubles elle a augmenté jusqu'à 24 millions de roubles, l'augmentation est donc de 114 0/0). En même temps, les bénéfices de toutes les entreprises qui s'occupent de la manipulation des matières textiles (entreprises par actions et individuelles) n'ont augmenté que de 37 0/0, en se rapprochant toutefois de la moyenne des bénéfices de toutes les entreprises (ces bénéfices forment 48 0/0). Nous

pouvons juger de quelle importance était le rôle des produits de cette branche d'industrie dans l'économie nationale.

Mais nous savons qu'une partie de la plus-value, et une partie considérable (par exemple tous les bénéfices commerciaux, les intérêts pour le capital prêté, la partie employée à l'agrandissement de l'entreprise), ne figure pas dans l'évaluation de ces bénéfices, quoiqu'elle soit produite par ces entreprises. Pour pouvoir juger de la plus-value produite par les entreprises (sans les bénéfices commerciaux) pendant une longue suite d'années, nous devons nous adresser aux rapports authentiques publiés par le *Moniteur des Finances* (1). De tous ces rapports, nous avons choisi ceux qui nous fournissent des données utiles à ce point de vue, pour toute une série d'années.

Proportions de la production et des bénéfices de 8 fabriques par actions (de filature et de tissage en milliers de roubles) (1) :

(1) Ce seraient des matériaux précieux, si ces rapports et bilans étaient faits d'une façon complète et suffisante. D'après les instructions du Ministère des Finances les sociétés par actions sont obligées de publier seulement les sommes brutes des dépenses et du revenu. Les différentes sociétés comprennent cette obligation différemment. Quelques-unes d'entre elles produisent dans leurs rapports et bilans la somme brute, obtenue pour la production, et ensuite, toutes les dépenses faites pour les matériaux, les matières auxiliaires, les ouvriers, et tous les intérêts payés, ainsi que les impôts ; tout cela est exprimé dans une seule somme ; la différence entre ces deux sommes brute exprime les bénéfices ou la perte de l'entreprise. S'il y a des bénéfices, alors on indique leur répartition. Les autres sociétés, on peut même dire la majorité des sociétés, se bornent à publier cette dernière partie des rapports et des bilans, c'est-à-dire, qu'elles indiquent seulement la répartition des bénéfices bruts, et ne mentionnent pas les proportions de la production. Il y a un grand intérêt à publier des rapports et des bilans plus complets. Quelques sociétés et associations, mais relativement peu, publient des données plus détaillées, nous en profitons.

(2) Dans la Russie d'Europe, on compte 335 de ces fabriques, de sorte que le nombre de celles dont la production figure dans notre tableau, est de moins de 3 0/0, mais la somme de leur production comprend 12 à 15 0/0 de la production totale.

	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Etendue de la production .	24.718	27.573	32.436	30.331	28.982	27.693
Modifications .	100 %	111,6 %	131 %	123 %	117 %	112 %
Bénéfices . .	1.300	2.420	3.590	2.718	1.934	1.412
Modifications, 1886 est ramené à 100 %.	100 %	186,2 %	274 %	207,8 %	147,8 %	107,6 %

Ces données nous montrent que les proportions de la production et des bénéfices de ces 8 fabriques de tissage et de filature sont si considérables qu'elles sont de 12,5 à 15,5 0/0 de toute la production des filatures et des tissages. Ce droit de juger d'après les modifications partielles est confirmé par la considération que les modifications de l'accroissement de la production de ces 8 fabriques concordent fort bien avec les modifications de l'accroissement de toute la production. Ainsi, pour les trois premières années, l'accroissement de ces 8 fabriques s'exprimait comme suit : 100 : 111 : 131 ; l'accroissement de toute la production était de 100 : 114 : 131. Nous pouvons dire la même chose quant aux bénéfices (1).

Si nous examinons les proportions des bénéfices de ces 8 fabriques, nous constaterons que, de 1.308 mille roubles en 1886, ils ont augmenté jusqu'à 2.420 millions de roubles en 1887, et à 3.590 millions de roubles en 1888, en d'autres termes, ils croissaient dans la proportion suivante : 100 : 186,2 : 274,4 ; dans la troisième année, ils avaient presque triplé. Les bénéfices de toutes les entreprises de la manipulation des matières textiles ont augmenté très rapidement pendant les trois années en ques-

(1) Nous avons des rapports et des bilans d'un nombre un peu plus grand d'entreprises, publiés pour les trois premières années ; avec celles que nous avons mentionnées dans le texte elles comprennent à peu près 20 0/0, et même davantage, du total de la production ; leur accroissement relatif par année est le même que l'accroissement des entreprises que nous avons examinées. Malheureusement, nous ne pouvions les prendre en considération dans nos calculs, car on avait cessé de publier les renseignements sur les proportions de la production.

tion : 100 : 111 : 177, mais l'accroissement des bénéfices des fabriques de filature et de tissage de coton les dépassait de beaucoup, de sorte que l'accroissement absolu et relatif de ces entreprises est plus rapide que celui des autres entreprises. Mais l'accroissement de la somme des valeurs produites est moindre que celui des bénéfices. L'accroissement de la production s'exprime par : 100 : 111 : 131, et l'accroissement des bénéfices par : 100 : 186 : 274.

Examinons maintenant dans quelles proportions augmente le nombre de ceux dont le travail produit toutes ces valeurs et tous ces bénéfices. Nous voyons dans le tableau XI que l'accroissement du nombre des ouvriers occupés à la manipulation du coton, dans sept gouvernements industriels, s'exprime par 100 : 106,8 : 115,8 pour les années 1886, 1887 et 1888.

Comparons les chiffres que nous avons obtenus. Pendant trois années, les modifications survenues étaient :

Dans la proportion de la production cotonnière	100 : 111,6 : 131 0/0.
Dans la proportion des bénéfices. .	100 : 186,2 : 274,4 0/0.
Dans le nombre des ouvriers . . .	100 : 106,8 : 115,8 0/0.

Avec une augmentation de production de 12 0/0 (à peu près), le nombre des ouvriers a augmenté seulement de 6,8 0/0 ; la production a augmenté de 31 0/0, le nombre des ouvriers a augmenté de 15,8 0/0, de sorte que chaque 10 0/0 d'augmentation de la production a exigé 5 0/0 d'augmentation du nombre des ouvriers. Chaque 0/0 d'augmentation du nombre des ouvriers élevait la proportion des bénéfices de 11 à 12 0/0. Il en résulte ainsi que, dans les grandes entreprises, pendant la période examinée, l'accroissement relatif de la production était le double de l'accroissement relatif du nombre des ouvriers, et l'accroissement relatif des bénéfices était de onze à douze fois plus grand que celui du nombre des ouvriers.

Voici comment se sont modifiées les proportions de la production des bénefices et du nombre des ouvriers occupés dans l'industrie cotonnière depuis 1886 jusqu'à 1890.

Proportions de la production et des bénéfices des fabriques de filage et de tissage de coton :

En milliers de roubles.

	1886	1887	1888	1889	1890
Proportion de la production	201.171	229.395	264.178	255.263	242.030
Modification, 1886 ramené à 100.	100 %	114 %	131,3 %	126,9 %	120,5 %
Total des bénéfices . .	9.400	10.263	22.070	19.623	17.117
Modification, 1886 ramené à 100.	100 %	109 %	234,8 %	208,7 %	182 %
Nombre d'ouvriers (en miliers)	194	206,6	224,3	210,87	207,8
Modification, 1886 ramené à 100, ...	100 %	106 %	115 %	108,2 %	107,5 %

Ce tableau, quoique sous une forme moins nette, signale le même fait dont nous venons de parler.

Pour le mettre en plus grande évidence, ne citons que les modifications relatives, en ramenant les chiffres de l'année 1886 à 100.

	1886	1887	1888	1889	1890
Production	100	114	131,3	126,9	120,5
Bénéfices	100	109,1	234,8	208,6	182,1
Nombre d'ouvriers	100	106,5	115,6	108,7	107,1

Si nous ramenons à 100 la production pour les années 1886 et 1887, en moyenne, ainsi que les bénéfices et le nombre des ouvriers occupés pendant ces deux années, la production, en moyenne des trois années ultérieures s'exprimera dans 117,9 0/0 les bénéfices par 200 0/0 et le nombre des ouvriers par 107 0/0. De sorte que, pour chaque 0/0 de l'accroissement du nombre des ouvriers la production a augmenté de 2,2 0/0, et les bénéfices de 14,3 0/0 (1).

(1) *Matériaux de statistique industrielle et commerciale. Recueil des*

Dans le dernier cas, cette conclusion peut être appliquée à toutes les fabriques ; dans le cas précédent à beaucoup d'entre elles, mais individuellement pour les entreprises très importantes nous constatons le fait suivant. En 1887, une fabrique a produit 523 mille pouds de fils et 527 mille pièces de calicot avec un personnel ouvrier de 4.428 hommes. L'année suivante cette fabrique a produit 388 mille pouds de fils et 529 mille pièces de calicot, tandis que le nombre des ouvriers est resté presque le même; il y avait 4.436 hommes.

Ce dernier exemple met en évidence comment, avec le mode capitaliste de production, le capital donné peut augmenter sans accumulation, dans certaines limites, des proportions de la production. « Quoique dans toutes les branches d'industrie, la portion du capital constant, qui se compose des instruments de travail, doive être suffisante pour un certain nombre d'ouvriers (déterminé par les proportions de l'entreprise), elle ne doit nullement augmenter dans les mêmes proportions que la quantité de travail employé... Si, par exemple, dans une fabrique 100 ouvriers travaillent 8 heures par jour, cela constitue une journée de 800 heures de travail. Si, le capitaliste désire augmenter cette quantité d'une fois et demie, il peut louer encore 50 ouvriers, mais dans ce cas, il devra dépenser un capital non seulement pour le salaire, mais aussi pour les instruments de travail. Il peut aussi prolonger la journée de travail à 12 heures au lieu de 8, et, dans ce cas, la quantité d'instruments de travail dont il dispose sera suffisante. Seulement, ils seront usés plus rapidement. Ce travail supplémentaire, obtenu par l'extension de la force de travail, peut augmenter le produit supplémentaire et la plus-value sans une augmentation correspondante de la partie constante du capital (1). Mais même sans prolongation de la journée de travail, l'ouvrier peut produire une quantité plus grande d'objets, produire une plus grande valeur et, avec elle, une plus grande plus-value, au moyen d'une plus grande intensification de ses forces. Dans ce dernier cas, le capitaliste ne doit pas faire de grandes dépenses en capital pour les instru-

données sur l'industrie des fabriques et des usines en Russie pour 1887, p. 73 et pour 1888, p. 13-XIII. Edition du Min. des Finances. Saint-Pétersb.

(1) *Kapital*, I, 626, 3e édit.

ments de travail. Si, avec cela, la somme dépensée pour l'achat des forces de travail augmente un peu, comme c'est le cas pour le travail aux pièces, qui est pratiqué dans nos filatures et fabriques de tissage, cette augmentation est disproportionnée avec l'augmentation de la plus-value ; la journée de travail si intensifié, en dépassant le taux social moyen, produit aussi des valeurs au-dessus de la norme sociale moyenne. Mais comme sur le marché la valeur est déterminée par le travail nécessaire socialement pour la fabrication de la marchandise, le capitaliste individuel vendra ses marchandises au-dessus de leur valeur, et il continuera à les vendre ainsi jusqu'à ce que l'intensité du travail des ouvriers dans les autres fabriques se soit mise au niveau de l'intensité du travail des ouvriers dans sa fabrique.

Quoique dans ce cas la quantité totale des matières brutes et auxiliaires augmente, il n'en résulte pas que la somme des dépenses en capital faites pour elles augmente aussi. Bien plus, elle peut même diminuer. Si la valeur des matières brutes travaillées pendant une année est exprimée par 120.000 roubles, si pour leur manipulation pendant un mois il en faut pour 10.000 roubles et si, avec cela, leur écoulement s'effectue lentement, le fabricant rentre dans les dépenses en capital seulement après une année, tout le capital qui est contenu dans les matières brutes, pour la somme de 120.000 roubles, sera dépensé en une année. Mais si l'écoulement devient plus rapide, le temps de la circulation de la marchandise diminue du tiers, d'une année à quatre mois, et la quantité de matières brutes à travailler devient double, c'est-à-dire qu'il en faudra pour 240.000 ; alors la dépense pour ces matières ne représentera ni 240.000 roubles, ni 120.000 roubles, comme auparavant, mais 80.000, laquelle somme devra être dépensée trois fois pendant une année. La même chose se produira avec la dépense pour l'achat des forces de travail. A strictement parler, on dépensera encore moins, car avec les dépenses en capital, on obtiendra de la plus-value, qui peut être employée pour les dépenses en capital et qui est dépensée réellement.

Revenons à notre exemple. Dans cette fabrique, dont nous avons parlé, le total de la production est passé de 10,2 millions de roubles en 1887 à 13,5 millions de roubles en 1888. La somme des bénéfices est passée d'un million à un million et

demi. Avec cela le nombre des ouvriers est resté le même. Nous trouvons donc que, tandis que la manipulation des matières brutes a augmenté de 12 0/0 (de 523 mille pouds de fils à 588 mille de pouds, et 527 mille pièces de tissu à 592 pouds), la proportion de la valeur a augmenté de 30 0/0, celle des bénéfices de 50 0/0, et que le nombre des ouvriers ne s'est pas modifié. Après ce que nous venons d'exposer, nous n'avons aucune difficulté à comprendre la raison de ce phénomène (1).

Mais ce qui nous frappe si fortement dans cet exemple s'est produit dans toute l'industrie de la manipulation du coton, seulement à un degré moindre, et dans les autres branches de production aussi, mais encore plus faiblement.

Indépendamment de la plus grande intensité des forces de travail du même nombre d'ouvriers, les grandes entreprises ont un avantage important, comparativement aux petites entreprises, à savoir qu'elles peuvent adopter les perfectionnements techniques qui augmentent la productivité du travail de leurs ouvriers. Mettons que dans les conditions ordinaires de travail on fabrique, en une journée de 12 heures, douze pièces (d'un article quelconque) valant 240 copecks. Mettons encore qu'une moitié de cette valeur provienne du travail de douze heures, l'autre moitié des moyens de production consommés par lui. Chaque pièce coûtera alors 20 copeks soit 10 copecks pour la matière première et 10 copeks pour la valeur ajoutée par le travail. Qu'un capitatiste réussisse, grâce à un nouveau procédé à doubler la productivité du travail et à faire ainsi fabriquer en 12 heures 24 pièces. La valeur des moyens de production restant la même, le prix de chaque pièce tombera à 15 copecks soit 10 copecks pour la matière première, et 5 copecks pour la façon ajoutée par le dernier travail. Bien que la force productive soit doublée, la journée de travail ne crée toujours qu'une valeur de 1 rouble 20 copecks. Mais c'est sur un nombre de produits double qu'elle se distribue maintenant. Il n'en échoit donc plus à chaque pièce que 1/24 au lieu de 1/12, 5 copeks au lieu de 10 copeks. Au lieu d'une heure

(1) Cet exemple nous prouve que les faits confirment cette conclusion : « Si l'agrandissement quantitatif de l'entreprise provoque sa modification qualitative (la modification dans la composition du capital), avec l'accroissement du capital dépensé augmente le taux des bénéfices. »

il n'est plus ajouté qu'une demi-heure de travail aux moyens de production pendant leur métamorphose en produit. *La valeur individuelle de chaque pièce va donc tomber au-dessous de sa valeur sociale*, ce qui revient à dire qu'elle coûte moins de travail que la masse des mêmes articles produits dans les conditions sociales moyennes. La pièce coûte en moyenne 20 copeks ou représente deux heures de travail social ; grâce au nouveau procédé, elle ne coûte que 15 copecks, ou ne contient qu'une heure et demie de travail. Or, la valeur d'un article veut dire, non sa valeur individuelle, mais sa valeur sociale, et celle-ci est déterminée par le temps de travail qu'elle coûte, non dans un cas particulier, mais en moyenne. Si le capitaliste qui emploie la nouvelle méthode vend la pièce à sa valeur sociale de 20 copecks, il la vend 5 copecks au-dessus de sa valeur individuelle et réalise ainsi une plus-value extra de 5 copecks. D'autre part, la journée de travail lui rend deux fois plus de produits qu'auparavant. Pour les vendre, il a donc besoin d'un double débit ou d'un marché deux fois plus étendu. Toutes circonstances restant les mêmes, ses marchandises ne peuvent conquérir une plus large place dans le marché qu'en contractant leur prix. Aussi les vendra-t-il au-dessus de leur valeur individuelle, mais au-dessous de leur valeur sociale, soit à 18 copecks. Il réalisera ainsi une plus-value extra de 3 copeks par pièce (1). Marx dit que le capitaliste, pour vendre une plus grande quantité de sa marchandise, doit baisser leur prix, les autres circonstances restant les mêmes, entre autres, le besoin social de ses marchandises. Mais, dans notre exemple, le besoin du produit de la fabrique considérée s'était modifié, il était devenu plus grand ; aussi cette fabrique pouvait profiter de l'avantage que lui donnait la possession des instruments de travail techniquement perfectionnés et, partant, augmentant la productivité du travail plus que dans les autres fabriques. Nous ne parlons même pas de la diminution relative des frais d'administration, etc.; dans les grandes entreprises ils constituent une quantité minime dans la production globale.

Nous comprenons, maintenant, pourquoi une production aussi

(1) *Kapital*, p. 223, I. Cela explique pourquoi dans cette fabrique dont nous avons parlé, la quantité de matière première à travailler a augmenté de 12 0/0, et la valeur des marchandises produites de 30 0/0.

fortement augmentée que celle que nous étudions, est accompagnée d'un accroissement beaucoup plus lent du nombre des ouvriers et d'un accroissement énorme des bénéfices ; nous comprenons aussi aisément la disproportion entre l'accroissement des bénéfices des grandes entreprises et celui des entreprises moindres. Ainsi, nous avons vu que l'accroissement des bénéfices des entreprises par actions dans l'industrie de la manipulation des matières textiles s'est exprimé, pour trois années, dans la progression suivante : 100, 119, 214 0/0, et l'accroissement des bénéfices de toutes les entreprises de cette branche d'industrie s'est exprimé par : 100, 111, 177 0/0, et enfin, que l'accroissement des bénéfices de grandes fabriques dans l'industrie de la laine, par 100 : 186 : 274.

Donc, nos données nous mènent à une conclusion d'une grande importance, à savoir qu'à mesure que s'étend la production capitaliste, le nombre relatif des ouvriers s'accroît beaucoup plus lentement que cette extension, et même, dans les cas les plus favorables au capitalisme, ce nombre peut rester stationnaire ou diminuer malgré l'accroissement de la production. Nous avons vu antérieurement que le capitalisme, en accaparant le filage et le tissage, qu'il transfère des maisons des paysans dans les fabriques, a rendu disponible une masse de temps de travail et de bras. Maintenant, nous voyons que son développement dépasse de beaucoup le besoin d'ouvriers, et que non seulement il ne peut pas occuper toutes les forces de travail disponibles, mais qu'à mesure que se perfectionne la technique et partant, à mesure qu'augmente la productivité du travail, le nombre relatif des ouvriers nécessaires diminue.

Le développement de la technique et l'augmentation de la productivité du travail signifient que dans une unité de temps de travail augmente la quantité des matières premières auxquelles est ajoutée, dans le procès du travail, une valeur nouvelle. Comme une journée moyenne de travail de 12 heures produit toujours la même valeur, quelle que soit la répartition de cette valeur en valeur nécessaire et en plus-value, la valeur d'une pièce de marchandise se trouve toujours en raison inverse de la productivité du travail. Si cette marchandise entre dans la consommation usuelle de l'ouvrier, avec la diminution de sa valeur, le salaire de l'ouvrier diminue dans les mêmes propor-

tions où elle entre dans sa consommation. Cela veut dire que la portion que l'ouvrier obtient dans le produit de son travail diminue avec le développement de la technique. Comme avec l'augmentation de la productivité du travail la marchandise coûte meilleur marché, la grandeur relative de la plus-value, qui va à l'entrepreneur, augmente ; cela explique parfaitement pourquoi l'entrepreneur, qui ne s'intéresse qu'à la production des valeurs d'échange, tend toujours à diminuer la valeur d'échange des marchandises,

Pour nous autres russes, dont la production, au point de vue technique est très arriérée comparativement à celle de l'Europe occidentale et de l'Amérique, pour nous, l'augmentation de la productivité du travail, qui y est déjà réalisée, a une grande importance sous beaucoup de rapports. Voyons ce qui doit se produire chez nous aussi et cela dans un bref délai. Ainsi, par exemple, déjà, en 1827 un inspecteur anglais des fabriques, Alexandre Redgren, avait noté, qu'un fileur et cinq jeunes garçons actionnent 2.200 fuseaux, mais dans l'espace des 20 années écoulées depuis, la productivité du travail a beaucoup augmenté. Chez nous, dans les filatures le mieux organisées un fileur avec son aide et un jeune garçon travaille avec 900 fuseaux (1). En 1863, Ferrand avait dit à la Chambre des communes : « jadis, un tisseur avec deux jeunes garçons surveillait deux métiers, à présent un tisseur, n'ayant aucun aide, surveille trois et très souvent même quatre métiers (2) ». C'était il y a trente ans. « Mais si nous nous rappelons, qu'alors on travaillait 12 heures par jour tandis qu'à présent on ne travaille que 10 heures, nous pourrons nous faire une idée de l'augmentation de l'intensité du travail des ouvriers pendant ces 10 années dernières. » Cela veut dire qu'à côté de la productivité du travail, son intensité a augmenté aussi, et qu'indépendamment de la productivité augmentant grâce à la plus grande dépense de force de travail dans une unité de temps,

(1) En 1890, dans le gouvernement de Wladimir, il y avait 13 filatures avec 633.000 broches mécaniques, le nombre des ouvriers employés dans ces filatures s'élevait à 23.000 (fileurs et leurs aides). « Bulletins Russes », 1892, nº 265. Ici chaque ouvrier surveille 27 broches. D'autre part, dans la filature et fabrique de tissage de Krengolm, il y a 308.812 broches et 2.112 métiers avec un personnel de 4.400 hommes.

(2) *Kapital*, I, p. 438.

un ouvrier fabrique plus d'objets, que la journée plus massive de 10 heures renferme plus de travail que la journée plus poreuse de 12 heures. Chez nous en Russie, dans la région de Pétersbourg, le tisseur surveille ordinairement deux métiers, dans la région de Moscou on commence à lui confier la surveillance de trois métiers.

Pendant ces derniers temps, la circonstance suivante a provoqué l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail de nos ouvriers occupés dans les fabriques de coton. La récolte abondante de 1893 a poussé les fabricants à augmenter la production des marchandises manufacturées, en comptant sur leur grand écoulement. En effet, la foire de Nijni-Novgorod a très bien réussi ; tout ce qu'on avait apporté fut vendu, mais certainement, vendu aux commerçants. En même temps, la réalisation de la récolte abondante s'effectuait à des prix très bas, et même d'une façon lente, l'argent fut employé à couvrir les dettes, les arriérés ; les marchandises manufacturées restaient dans les magasins des commerçants. Les paiements aux fabricants pour les marchandises achetées à crédit furent ajournés; un calme presque extraordinaire survint dans le commerce. Au lieu d'argent disponible en compte-courant dans les banques, les fabricants furent ensevelis sous les tas des lettres de change ; ils eurent encore sur leurs dos une masse de leurs propres dettes à terme pour le coton et les matières premières ; leurs dépôts abondèrent de marchandises fabriquées. Il aurait fallu réduire le travail. Mais cette même circonstance les excita à produire à moindres frais, à perfectionner la technique, pour enlever le marché aux concurrents, grâce au bon marché de leurs produits,car ils n'espéraient plus une élévation plus grande des droits d'entrée, et même le concours des circonstances était tel, qu'aucune élévation des droits ne saurait améliorer la situation des affaires, il ne restait qu'à produire à moindres frais. Cette lutte entre les fabricants pour la conquête du marché, lutte pour l'existence,provoque des perfectionnements auxquels, aux temps des dividendes fabuleux de 40-50 0/0, on ne songeait même pas. On introduit les machines à vapeur à proportions grandioses, des maisons Mosgrève, Zultzer, et d'autres, d'une construction nouvelle, à haute pression, à triple expansion. Ces machines, avec les systèmes perfectionnés des chaudières... économisent de 40 à 50 0/0 de chauffage, qui enchérit

d'une année à l'autre... Il faut aussi noter les tentatives, faites par les propriétaires des fabriques de tissage, d'introduire les métiers mécaniques perfectionnés pour le tissage du calicot, qui, par leur construction, permettent à un tisseur de travailler avec quatre et même avec six métiers... Si avec les métiers de l'ancienne construction le tisseur ne pouvait travailler, et encore à une marche relativement lente, de 120 coups par minute, qu'avec deux métiers,on peut aisément comprendre quelle économie fournissent aux fabricants les nouveaux métiers mécaniques à marche rapide, de 140 à 200 coups par minute. On fait venir d'Angleterre les machines de cardage et de battage (welow), les mulles à filer et les waters à marche accélérée et au rendement plus grand dans une unité de temps. « On construit les appareils pour rendre l'air dans les ateliers plus humide afin de faire le filage et le tissage plus productif, et afin de diminuer la perte de coton et de fils (« Bulletins Russes » 1893, 24 décembre. Correspondance de Ivanovo-Wosnesensk) ».

Il en résulte, que le mécanisme lui-même de la production capitaliste augmente d'abord la productivité du travail des ouvriers de fabrique, et ensuite son intensité. Si le mouvement, parmi les fabricants que nous venons de décrire, finit par embrasser toute l'industrie textile, le nombre des ouvriers nécessaires diminuera considérablement. Ainsi, si nous ne considérons que les tisseurs, nous voyons, que pour la fabrication d'une même quantité de tissu, il faudra en employer un quart, ou un cinquième du nombre employé jusque-là... (6 métiers pour un ouvrier au lieu de deux, et 200 coups par minute au lieu de 120).

Nous voyons ainsi que dans cette industrie nous devrons diminuer le nombre des ouvriers employés, car, relativement, nous en employons trop en comparaison de l'Amérique ou de l'Europe occidentale. Sans doute, nous tâcherons d'égaler nos maîtres sur ce rapport. Examinons ce que nous faisons à ce point de vue.

A la fin de la période décennale 1860-70 et au commencement de la période 1880-90, MM. Erisman, Pogoschev et Dementiev avaient fait des recherches au point de vue sanitaire et statistique sur les fabriques et les usines du gouvernement de Moscou. Tous les ouvriers avaient été visités... Comme l'époque de l'inspection coïncidait avec la morte-saison dans la produc-

tion, les auteurs ont examiné un nombre moindre d'ouvriers que ceux qui travaillent ordinairement, mais ils ont noté aussi le plus grand nombre d'ouvriers qui pouvaient être employés dans chacune de ces fabriques. Ainsi, le nombre effectif des ouvriers occupés dans les fabriques de tissage et dans les filatures du gouvernement de Moscou s'élevait à 58,129, et le chiffre le plus élevé atteignait 70,887 (1). En 1888, quand l'industrie se trouvait dans sa plus grande prospérité, le nombre des ouvriers occupés s'élevait à 69,414 ; donc, il était inférieur à celui qui existait moins de dix ans auparavant, et qui était estimé normal par les fabricants.

Nous voyons ainsi que le développement de la forme capitaliste de la production entraîne une diminution relative du nombre des ouvriers occupés, et que cette diminution relative peut se convertir en diminution absolue.

Mais l'influence du capitalisme ne se borne pas à cela. A mesure que se développe la production capitaliste au moyen des machines, certaines opérations se simplifient, exigent un moindre apprentissage et une moindre dépense de forces, de sorte que les entrepreneurs trouvent avantageux de remplacer les ouvriers adultes par les femmes et les enfants. « Il est remarquable, dit

(1) Nous n'avons pas pris en considération dans nos calculs les fabriques de rubans, de frange, de ouate, de fils. Dans nos calculs, Moscou ne figure pas. D'après les données du médecin Peskov, à Moscou, le nombre d'ouvriers occupés par le tissage du coton s'élevait à 2.834. (P. A. Peskov, Recherches au point de vue sanitaire dans les fabriques de l'industrie textile).

Quant à la Russie entière, nous voyons que dans la période de 1876-79, on a employé en moyenne 5.067 mille pouds de coton, et que le nombre des ouvriers s'élevait à 165.360. Dans la période de 1888-90 on a employé, en moyenne, 10.923 mille pouds de coton et le nombre des ouvriers s'éleva à 203.000. La quantité de coton travaillé a plus que doublé (de 115 0/0) et le nombre des ouviers a augmenté de 29 0/0. Pendant la période 1870-80, un ouvrier façonnait à peu près 30 pouds de coton, pendant la période de 1880-90 un ouvrier façonnait annuellement 51 pouds ; la productivité du travail a presque doublé (1,7). Les chiffres relatifs à la période de 1870-80 sont fournis par les « Annuaires du Ministère des Finance », livraison X et XII, Saint-Pétersbourg, 1879 et 1882. Il ne faut pas oublier que pendant la dernière période décennale, le capitalisme a fait des progrès énormes, et que vers la fin de la période 1870-80, la plus grande partie des fils de coton a été produite par la petite industrie.

M. le professeur Erisman, que dans les fabriques de tissage avec des métiers mécaniques le travail des femmes est plus employé que dans les fabriques avec des métiers à la main ; d'où on peut tirer cette conclusion, qu'avec le remplacement des métiers à la main par les métiers mécaniques, le nombre des femmes occupées dans les fabriques augmentera (1). » « A présent, dans le gouvernement de Moscou, dans les filatures annexées aux fabriques de tissage, les ouvriers représentent 53,2 0/0 et les femmes 46,8 0/0 ; approximativement deux tiers (65,7 0/0) de toutes les femmes occupées dans les fabriques du gouvernement de Moscou se trouvent dans les fabriques de coton (2), et plus de 97 0/0 de toutes les ouvrières occupées dans les fabriques du gouvernement de Moscou sont dans les fabriques de matières textiles (3). » Cette conclusion s'applique aussi aux enfants et aux jeunes garçons. Ainsi, dans les fabriques de matières textiles, les enfants et les jeunes garçons représentent 22,4 0/0, tandis que dans toutes les autres fabriques ils ne représentent que 14,9 0/0. Mais de toutes les branches de l'industrie textile, l'industrie cotonnière emploie le plus le travail des enfants ; ici les enfants et les jeunes garçons représentent presque un quart du nombre des ouvriers (23,6 0/0) (4). « Presque deux tiers (63 0/0) des enfants et des jeunes garçons occupés dans l'industrie textile se trouvent dans les fabriques de coton (p. 192) » et « à peu près 92 0/0 de tous les enfants et jeunes garçons sont occupés dans les fabriques des matières textiles » (p. 190). Pour nous faire une idée des modifications qui surviennent dans le cours du temps à ce point de vue, prenons une grande fabrique de tissage et de filature dans l'arrondisse-

(1) « Recueil de renseignements stat. dans le gouvernement de Moscou. Section statist. et sanit. » V. IV, part. I, résumé général, p. 209, Moscou, 1890.

(2) « Recueil de renseignements stat. dans le gouvernement de Moscou. Section statist. et sanit. » V. IV, part. I, résumé général, p. 203, Moscou, 1890.

(3) « Recueil de renseignements stat. dans le gouvernement de Moscou. Section statist. et sanit. » V. IV, part. I, résumé général, p. 202, Moscou, 1890.

(4) « Recueil de renseignements stat. dans le gouvernement de Moscou. Section statist. et sanit. ». V. IV, part. I, résumé général, p. 193, Moscou, 1890.

ment de Pétersbourg, sur laquelle nous avons des renseignements s'étendant sur une assez longue pericde de temps. Les données publiées par cette fabrique nous montrent qu'en 1875, elle occupait 3,939 ouvriers, dont 1,830 hommes = 46,4 0/0, 1,117 femmes = 28,4 0/0, 992 mineurs ou 25,2 0/0 du nombre total des ouvriers. Le rapport de l'inspecteur des fabriques pour 1885 (1) nous apprend que le nombre total des ouvriers dans cette fabrique s'élevait à 4,136, dont 1,773 hommes, ou 42,8 0/0, nombre moins élevé absolument et relativement, que celui qui remonte à dix ans en arrière, de 2.134 femmes ou 31,6 0/0 et 228 mineurs ou 5,5. Ces chiffres constatent qu'en 1875 le travail des femmes venait en second lieu (28 0/0), tandis qu'en 1885, les femmes représentaient plus de la moitié du nombre total des ouvriers.

Pour nous faire une idée des conséquences de la forme capitaliste de la production, disons qu'aux Etats-Unis le recensement de 1880 accuse dans l'industrie cotonnière 34,9 0/0 d'hommes, 49,2 0/0 de femmes et 16,9 0/0 d'enfants et de mineurs au-dessous de 15 ou 16 ans,

Ce remplacement du travail des ouvriers adultes par le travail des femmes (2) et des enfants exerce une influence énorme sur la quantité relative de la plus-value. Dans le salaire de l'ouvrier entre comme élément, non seulement le temps de travail nécessaire à la production des valeurs réclamées pour l'entretien d'un ouvrier adulte, mais celui qui est nécessaire à l'entretien de toute sa famille. La machine, en amenant chaque membre de la famille sur le marché, répartit la valeur de la force de travail du chef de famille entre tous ses membres. Ainsi, elle deprécie sa force de travail. L'achat de la force de travail d'une famille où il

(1) « Rapport de l'inspecteur des fabriques du ressort de Saint-Pétersbourg pour 1885 », pp. 84-85, Saint-Pétersbourg, 1886.

(2) Nous ne parlons pas de l'influence que le travail des fabriques exerce sur les femmes au point de vue social, quoique l'étude de ce côté de la question présente une grave importance. Ainsi, récemment, au congrès des médecins à Nottingham (en 1892), le Dr Reyd a constaté que, dans la partie de Stafford où les femmes sont peu employées dans les fabriques, la mortalité des nourrissons était de 152 pour mille ; dans la partie de la ville où parmi les femmes il y a beaucoup d'ouvrières de fabrique, la mortalité des nourrissons s'élève à 195 par mille. (« Moniteur gouvernem., » no 180, 1892.)

y a quatre ouvriers coûtera, peut-être, un peu plus cher que l'achat de la force de travail du chef de famille, mais au lieu d'un jour de travail, on en a quatre, et leur prix tombe corrélativement à l'excédent du surtravail de quatre personnes sur le surtravail d'une seule. Pour pouvoir entretenir la famille, quatre personnes doivent non seulement travailler, mais dépenser leur surtravail au profit du capitaliste. Ainsi, les machines, en augmentant le matériel humain destiné à l'exploitation capitaliste, élèvent en même temps l'intensité de l'exploitation, c'est-à-dire, augmentent la part du capitaliste dans le produit qui est créé de nouveau. Comme les machines les plus perfectionnées se trouvent dans les grandes fabriques, le remplacement du travail des ouvriers adultes par le travail des femmes et des enfants représente un facteur de plus qui augmente la plus-value de l'entrepreneur. Mais cette augmentation est toujours accompagnée d'une mise à pied d'un nombre de plus en plus grand d'ouvriers adultes.

Tout cela explique pourquoi, en réalité, existe cette disproportion entre l'accroissement du nombre des ouvriers, l'augmentation de la production et l'importance des bénéfices. Nous comprenons maintenant, qu'avec l'accroissement de la production capitaliste, le produit nécessaire, ou, ce qui revient au même, la part de la classe ouvrière dans le produit doit inévitablement diminuer. Mais avec cela nous voyons que le capitalisme porte en lui-même un élément qui nuit à son accroissement, qu'en diminuant la part de l'ouvrier, il contracte par cela son marché intérieur ; « les ouvriers, comme acheteurs, ont une grande importance pour le marché, mais la société capitaliste tend à leur imposer, comme vendeurs de leur propre marchandise, la force de travail, un minimum de prix ».

Arrêtons-nous un peu sur un côté de cette question. Le bas prix des forces de travail exerce une influence très caractéristique sur le développement de notre grande production : ces branches de production dont les produits sont destinés à un vaste marché, et dont le côté technique est si développé que les machines multiplient énormément la productivité du travail des ouvriers qui y sont occupés, se développent le plus fortement. De sorte que si nous divisions toute la production d'une branche donnée en trois sections : grande, moyenne, et petite, c'est la produc-

tion moyenne qui se trouvera dans la situation la plus mauvaise, car quoiqu'elle utilise les machines, mais seulement celles qui augmentent peu la productivité du travail, dont le produit doit faire concurrence, d'un côté, aux produits du travail le plus productif des grandes fabriques, et de l'autre, aux produits du travail moins productif, mais à ceux pour la fabrication desquels les entrepreneurs paient aux producteurs une somme très infime, grâce à ce fait, que dans les petits établissements, notamment, les ouvriers ne travaillent pas pendant toute l'année, et qu'ils retirent des travaux agricoles une part de leurs moyens de subsistance. Cela est complètement confirmé par les données publiées par le Ministère des finances. Nous avons dressé notre tableau en les prenant pour base. Nous avons pris la production des industries textiles, et comme les données qui se rapportent aux petites unités industrielles ne sont publiées que pour l'année 1889, nous n'examinons que la production de cette année-là.

La somme globale de la production textile est répartie sous trois rubriques (1) les grandes fabriques, appartenant aux sociétés et aux associations, celles qui sont taxées d'une taxe proportionnelle sur les bénéfices (d'une taxe de 3 0/0 jusqu'à l'année 1893, et actuellement de 5 0/0), les fabriques moyennes, appartenant à des individus qui payent les contributions des gildes, et enfin, les petits établissements industriels qui ne paient pas ces contributions.

(1) « Etude historique de l'imposition des industries et du commerce, » Saint-Pétersbourg, 1893. « Recueil des données sur l'industrie des fabriques et des usines en Russie » pour 1889, Saint-Pétersbourg, 1891. « Résultats statistiques de la taxe proportionnelle etc., pour 1889 », Saint-Pétersbourg, 1892. Depuis 1889, les entreprises qui paient la patente du petit commerce, et les entreprises industrielles de premier et de second ordre sont aussi taxées.

Production des industries textiles et bénéfices obtenus en 1889 en proportion avec la valeur de la production

(En milliers de roubles)

a) **Entreprises par actions et associations (grandes)**

Désignation	Nombre d'entreprises	Nombre d'entreprises taxées d'accise	Valeur de la production	Rapport de la production totale de toute la région	Somme des bénéfices	Rapport avec tous les bénéfices	Capital social	Capital de réserve	Nombre d'entreprises	Rapport de la somme des bénéfices à la production
Production lainière . .	27	17	36204	34,2 %	2039,6	37,2 %	17550	1614,5	17	5,6 %
Production cotonnière .	82	64	212396	77,8 »	21374,4	83,4 »	154066	38379,5	71	10 »
Prod. d'apprêt, etc. .	26	15	51207	57,6 »	2810	53 »	17630	6314,8	15	5,5 »
Production linière . .	15	14	10000	(1) 43,5 »	2051	68,4 »	15700	1294,8	14	5,5 »
Production de soie . .	1	1	—	—	133	—	800	375,0	1	—
Total . .	151	111	313801 (2)	70,6 %	29208	69,38 %	205746	47979	118	9,26 %

(1) Une des fabriques de cette section n'a pas fourni son bilan pour 1889, c'est pourquoi nous avons pris le chiffre de l'année précédente.

(2) Les « Résutats statistiques sur l'impôt proportionnel » ne renseignent pas individuellement la valeur de production des fabriques fondées par actions ou appartenant aux associations, de sorte que les chiffres placés dans cette colonne sont obtenus au moyen de déduction des sommes des entreprises qui payent patente et celles qui ne la payent pas de la somme totale de la production. De plus, dans ce tableau ne sont pas entrées les entreprises de manipulation du chanvre, celles qui fabriquent la laque, les lacets, les passementeries.

b) **Entreprises individuelles (moyennes)**

Désignation	Nombre d'entreprises	Valeur de la production	Rapport avec toute la production de la région donnée	Somme des bénéfices	Rapport avec tous les bénéfices	Rapport des bénéfices avec la production
Laine	681	68404,6	64,6 %	3305	60,2 %	4,8 %
Coton. . . .	446	58479,7	21,5 »	4104	16,1 »	7 »
Apprêt, etc. .	292	37116	41,6 »	2425	45,7 »	6,5 »
Lin.	159	16808	52,0 »	1205	28,9 »	7,1 »
Soie	221	16668	—	1354	—	—
Total. . .	1799	197476,3	38,2 %	12393	29,37 %	6,2 %

c) **Entreprises individuelles pour lesquelles on paye la taxe administrative (petites)**

Désignation	Nombre d'entreprises	Valeur de la production	Rapport avec toute la production de la région donnée	Somme des bénéfices	Rapport avec tous les bénéfices	Rapport des bénéfices avec la production
Production lainière. . . .	401	1251,7	1,2 %	136,5	2,6 %	10,8 %
Production cotonnière . .	547	1928,7	0,7 »	137,6	0,5 »	7,1 »
Apprêt, etc. .	193	796,3	0,8 »	74,15	1,4 »	9,3 »
Production linière . . .	449	1420	4,4 »	109	2,7 »	7,6 »
Production de soie.	156	940,7	—	76,46	—	—
Total. . .	1746	6337,4	1,2 %	533,7	1,25 %	8,42 %

d) **Total de toutes les entreprises**

Production lainière	1109	105859	100 %	5481	100 %
Production cotonnière	1075	272799	100 »	25616	100 »
Apprêt, etc	511	89119	100 »	5309,6	100 »
Production linière	623	32227	100 »	4165	100 »
Production de soie	378	17608	100 »	15634	100 »
Total	3696	517612	100 %	42135	100 %

Avant d'aborder l'analyse de ce tableau, examinons la valeur du capital dépensé dans les entreprises industrielles appartenant aux sociétés par actions et aux associations (en milliers de roubles).

	Capital de fondation		Capital de réserve		Total	
		En 0/0		En 0/0		En 0/0
Entreprises textiles	205746	50,73 0/0	47979	76,6 0/0	253725	51,4 0/0
Les autres entreprises	199792	49,27 »	14690	23,4 »	214482	45,6 »
Toutes les entreprises industrielles	405538	100 0/0	62669	100 0/0	468207	100 0/0

	Les bénéfices en moyenne, pendant la période	
	1888-90	En 0/0
Entreprises textiles	24186,9	51,4 0/0
Les autres entreprises.	22881,79	48,6 »
Toutes les entreprises industrielles.	47068,87	100 0/0

Il en résulte que les entreprises industrielles textiles dépassent considérablement toutes les autres entreprises par la valeur du capital engagé ; elles les dépassent aussi par la valeur des bénéfices. Cela seul nous montre quel rôle important elles doivent jouer dans notre économie sociale. Plus des 3/4 (76 0/0) de la somme totale des capitaux engagés dans les industries textiles sont employés dans les entreprises de l'industrie cotonnière. En examinant le tableau, nous apercevons tout d'abord que le nombre des entreprises constituées par actions et des associations est très limité ; il n'y en a que 151, et celles qui sont taxées d'accise, c'est-à-dire, celles qui ont fourni quelque bénéfice, ne sont qu'au nombre de 111.

Celles qui paient la patente sont plus nombreuses, 12 fois plus, 1799 ; celles qui ne payent pas la patente atteignent presque le même nombre, 1746.

Quant à la valeur de la production, les fabriques doivent être

rangées dans un ordre inverse. La part de la production qui revient aux entreprises ne payant pas la patente ne s'élève qu'à 1,2 0/0 de la valeur totale ; celle qui revient aux entreprises qui paient la patente est un peu moins de 2/5 (38 2 0/0), et celle des entreprises par actions dépasse 3/5 (60,66 0/0).

Quant à la somme des bénéfices obtenus par ces entreprises, nous voyons que quoiqu'elle se dispose dans le même ordre que les valeurs de production, le rapport réciproque se modifie quelque peu. Notamment, la valeur relative des bénéfices qui reviennent aux petites entreprises est un peu plus grande que la valeur relative de la production : la somme des bénéfices comporte 1,25 0/0 de tous les bénéfices, et la somme de la production ne comporte que 1,2 0/0.

La valeur relative des bénéfices obtenues par les entreprises moyennes est, au contraire, de beaucoup plus petite que la valeur relative de la production qui revient à ces entreprises. Leur part comporte 38,2 0/0 de toute la production, et ne comporte que 29,37 0/0 de tous les bénéfices.

Tout ce qui, dans les bénéfices, ne revient pas aux entreprises moyennes, revient à la part des grandes entreprises. A savoir, quoique la valeur de leur production ne s'élève qu'à 60, 6 0/0 de toute la production examinée, elles obtiennent 69,38 0/0 de tous les bénéfices. Ce rapport réciproque de la production et des bénéfices se répète à un degré plus ou moins grand dans chaque branche isolée de production entre lesquelles est divisée cette branche d'industrie. Seulement l'industrie d'apprêt et l'imprimerie présentent une certaine exception.

Si nous examinons le rôle que les proportions de la production jouent dans chaque industrie isolée, nous constatons que 4/5 (77,8 0/0) de l'industrie cotonnière sont concentrés dans quelques grandes entreprises par actions, et qu'il leur revient plus de 4/5 de tous les bénéfices de cette industrie (83, 4 0/0). Ensuite, 21,5 0/0 de l'industrie cotonnière se trouvent entre les mains d'entreprises moyennes, mais la part des bénéfices de cette industrie qui leur revient ne s'élève qu'à 16 0/0 de tous les bénéfices. Enfin, la part qui revient aux petites entreprises n'atteint pas 1 0/0 (0,7 0/0) de toute la production et 1/2 0/0 de tous les bénéfices. En d'autres termes, les grandes entreprises ont accaparé une part considérable de toute la production, et une part en-

core plus considérable de tous les bénéfices. Comme la part des entreprises petites et moyennes dans les bénéfices est moindre que leur part dans la production, il est évident que le temps est proche où elles disparaîtront complètement.

L'industrie cotonnière a de beaucoup dépassé toutes les autres industries textiles sous le rapport technique ; la productivité du travail dans cette industrie est la plus grande ; on travaille dans une unité de temps une quantité beaucoup plus grande de matières premières, coton, fils, tissus, que des autres matières textiles. Il en résulte que, malgré le bas salaire des ouvriers et le bas prix des matières premières, l'industrie cotonnière représente une grande industrie très développée. L'augmentation excessivement grande de la productivité du travail dans les grandes entreprises brise et détruit la concurrence des petits entrepreneurs, qui est basée sur les bas salaires : le concurrent intérieur est vaincu par les proportions de l'entreprise et par la grande productivité du travail, et par conséquent, par le bas prix du travail.

Voilà pourquoi chez nous sous la protection de droits d'entrée élevés, plusieurs fabriques ont pu se développer considérablement, et la valeur de leur production peut aller de pair avec la production des grandes fabriques étrangères. Il faut mentionner la manufacture de Scheibler à Lodz où travaillent 6.000 ouvriers, la manufacture Krengolm avec ses 40.000 broches, la manufacture Nikolsk, et certaines autres qui, par leur production, ne le cèdent en rien aux fabriques de l'Europe occidentale oude l'Amérique dans la même branche d'industrie.

Revenons de nouveau à notre tableau. Les chiffres de la dernière colonne montrent quelle part de la valeur du produit de chaque branche d'industrie constituent les bénéfices de l'entreprise (non pas toute la plus-value ; les bénéfices commerciaux, intérêts, etc., n'entrent pas ici). Il en résulte que les bénéfices sontl es plus hauts (9, 26 0/0) dans la valeur du produit des entreprises par actions, où la productivité du travail est la plus grande ; puis, viennent les entreprises avec la productivité du travail la plus petite (8,72 0/0), mais il n'y en a que 1,2 0/0 de ces entreprises. Enfin, nous trouvons les entreprises ayant des proportions moyennes, dont la part des bénéfices ne représente que 6,27 0/0.

Si nous examinons chaque industrie isolément, nous verrons qu'elles se suivent dans un autre ordre ; nous verrons, notamment, qu'à part l'industrie cotonnière qui suit l'ordre que nous venons de décrire, dans les industries linières, d'apprêt et l'imprimerie, la plus grande part des bénéfices dans la valeur du produit revient aux petites entreprises, et la moindre aux grandes ; dans l'industrie lainière la moindre part des bénéfices revient aux entreprises moyennes.

La diminution relative de la part des bénéfices dans le produit des grandes industries lainières et linières peut être expliquée par ce fait, que le travail des ouvriers de ces fabriques étant beaucoup plus productif façonne dans une unité de temps beaucoup plus de matières premières (laine et lin), que ne le fait le travail des ouvriers des fabriques petites et moyennes, de sorte que la valeur nouvellement créée pendant le procès de travail est répartie entre la quantité plus grande des matières premières et présente dans la valeur du produit une part relativement plus petite. Mais il n'en résulte pas du tout que les bénéfices d'entreprise dans ces dernières industries sont insignifiants. En 1889, dans les entreprises par actions et dans les associations ils s'élevèrent, en moyenne, dans l'industrie lainière à 11,6 0/0 de toutes les entreprises, dans l'industrie cotonnière à 13,9 0/0, dans l'industrie d'apprêt et l'imprimerie à 16 0/0, et enfin, dans l'industrie linière à 18 0/0.

Il ne faut pas oublier en examinant la proportion des bénéfices de l'entreprise qu'elle présente la somme chargée par l'Etat d'une taxe proportionnelle ; donc, elle représente le reste des bénéfices réels, déduction faite des diverses sommes, et principalement, déduction faite de la somme qui est employée pour l'agrandissement de l'entreprise. Nous savons par l'exemple de 14 grandes fabriques de coton la valeur réelle de cette somme. En cinq ans elles ont augmenté par ce moyen, déduction faite des bénéfices, leur capital de 20 0/0.

Si, outre cela, nous portons notre attention sur le capital de réserve qui se forme aussi en déduction des bénéfices, nous verrons qu'en réalité la valeur relative des bénéfices est beaucoup plus considérable que celle dont nous venons de parler. La plus grande somme du capital de réserve revient aux fabriques de coton (80 0/0) sur tout le capital de réserve des fabriques dans

l'industrie textile et 24 9,0/0 sur tout le capital de réserve des fabriques de coton.

Il résulte de tout ce qui précède que les grandes fabriques de coton se trouvent dans les conditions les plus favorables, que les bénéfices qu'elles obtiennent sont excessivement grands relativement aussi bien qu'absolument, quoiqu'il soit impossible de dire que les bénéfices des autres entreprises dans l'industrie textile soient peu considérables.

Pour mettre encore plus en relief l'importance de l'industrie textile par les proportions de la production qu'elle a prises, et surtout de l'industrie cotonnière, examinons les valeurs absolues et relatives de la production et des bénéfices qui reviennent à une entreprise.

	Etendue de la production pour une fabrique	Celles qui ne paient pas la patente ramenées à 1	Etendue des bénéfices qui reviennent à une fabrique	Celles qui ne paient pas la patente ramenées à 1	Industrie cotonière			
					production			bénéfices
					pour une fabrique			
Celles qui payent la patente . .	63.630 r.	1	305	1	3.520	1	251	1
Celles qui ne payent pas la patente .	109.700	30	6,885	22,57	131.000	37,2	9.201	36.6
Fabriques par actions	2.852.000	787	263,135	862,26	3.317.000	947,0	333.969	1.330

Ce tableau met encore plus en relief l'importance de la grande industrie et des armes à l'aide desquelles elle triomphe de ses adversaires sur le marché intérieur. Ainsi la production d'une fabrique par actions moyenne est 787 fois plus grande que celle de la moyenne fabrique qui ne paie pas patente, et ses bénéfices sont 852,7 fois plus grands ; tandis que la production de la moyenne fabrique qui paie la patente était 302 fois plus grande que celle de la fabrique qui ne la paie pas, elle la dépasse par ses bénéfices seulement 22,57 fois.

De toutes les fabriques textiles, les plus grandes sont les fa-

briques de coton. Par leur production, elles dépassent les petites 997 fois, et par les bénéfices qu'elles obtiennent, elles les dépassent de 1530 fois. Si les bénéfices d'une moyenne entreprise par actions dans l'industrie textile dépassent la somme de production de 9 0/0, les bénéfices d'une moyenne entreprise dans l'industrie cotonnière la dépassent de 40,4 0/0. Quant aux entreprises de proportion moyenne, la valeur relative des bénéfices dans l'un et l'autre cas est plus petite que la valeur relative de la production.

Quelle conclusion pouvons-nous déduire de tous ces faits?

Premièrement, ces chiffres confirment la thèse que « si l'agrandissement de l'entreprise est purement quantitatif, les bénéfices dans cette branche d'industrie correspondent à la valeur du capital dépensé. Mais si l'agrandissement quantitatif de l'entreprise produit une modification qualitative dans la composition du capital (modification relative des dépenses du capital pour les machines, les matières premières et auxiliaires, l'achat des forces de travail, etc.), avec cela augmente la norme des bénéfices du capital plus grand, comme ce fait se manifeste avec une grande netteté dans l'industrie cotonnière où la technique est si fortement développée.

Deuxièmement, ces mêmes données montrent que le domaine d'application des machines dans la grande industrie et la diminution correspondante de la production des fabriques moins grandes est d'autant plus considérable que la productivité du travail est plus élevée, ce qui dépend du développement de la technique. Mais comme le domaine de l'application des machines dans l'économie capitaliste est d'autant plus limité que le salaire des ouvriers est plus bas, l'utilisation des machines s'est développé chez nous principalement dans cette industrie où la productivité du travail a atteint le développement le plus important, dans les domaines où les machines augmentent la productivité du travail, mais où à cause du bas salaire des ouvriers elles exigent du capitaliste des dépenses relativement très grandes pour leur achat, l'agrandissement de l'entreprise se produit sous le rapport purement quantitatif.

Jusqu'à présent ce sont là pour nous les conclusions les plus importantes.

CHAPITRE XI

Influence de la bonne récolte sur le développement de l'industrie capitaliste. Analyse de cette influence par année. Flux et reflux des ouvriers employés dans les fabriques et les usines. Comment cette forme satisfait aux besoins du peuple ? Instabilité qu'elle provoque dans notre économie sociale.

Après avoir examiné l'accroissement de la production capitaliste, après avoir montré son rapport avec le nombre d'ouvriers occupés et le quantum des bénéfices, examinons à présent les éléments qui conditionnent cet accroissement. Nous devons revenir pour cela à notre tableau XI, qui nous donne la valeur des principales céréales.

Modifications proportionnelles du revenu brut des principales céréales, de la production des fabriques et de leurs bénéfices ; 1886 *est fixé à* 100 %

	1886	1887	1888	1889	1890	1891
	%	%	%	%	%	%
1) Revenu des paysans sur leurs principales céréales	100	104	114,6	91	102,6	»
2) Revenu des paysans et des non-pays. sur ces mêmes céréales .	100	109,3	120	100	108,8	»
3) Production de toutes les marchandises en Russie d'Europe. .	100	105	115,2	118,2	»	»
4) Filature et tissage de coton . .	100	114,5	131	126,9	»	»
5) » dans 8 fabriques .	100	111,6	231	123	117	112
6) Nombre total des ouvriers dans la Russie d'Europe	100	103,7	111,5	102,8	»	»
7) Nombre de ceux qui sont occupés dans l'industrie cotonnière.	100	106	115,1	108,2	»	»
8) Bénéfices des 8 fabriques de filature et de tissage.	100	186,2	274,4	207,8	147,7	107,9

Même après un examen sommaire de ce tableau, nous voyons que le moteur principal de toute la production des fabriques est le revenu de la terre, les proportions de la récolte ; plus le revenu de la terre est grand, plus grande est la production ; plus la récolte diminue, plus diminue la production. Mais en étudiant l'influence que la récolte exerce sur les proportions de la production des fabriques, il faut avoir toujours en vue, que cette influence ne se borne pas à l'année courante, mais s'exerce aussi l'année suivante. Si les fabriques faisaient leurs rapports et bilans pour l'année économique, l'influence de la récolte s'accentuerait mieux.

En nous reportant au tableau, nous voyons qu'en 1887, année de bonne récolte, l'augmentation de la production entière des fabriques s'approche plus de l'augmentation du revenu brut des propriétaires, que du revenu du travail agricole des paysans. Ce fait coïncide parfaitement avec celui qui était élucidé par les statisticiens de Moscou, c'est-à-dire avec les modifications du taux de l'intérêt payé par les paysans pour leurs emprunts, à savoir que « la bonne récolte leur a permis d'amortir une part des dettes anciennes », de sorte que les achats pour la consommation immédiate devaient être ajournés jusqu'à un temps plus favorable. Rappelons qu'en « Amérique, la récolte inouïe de 1891 était accompagnée d'une quantité inouïe de payements avant terme des obligations sur hypothèques, que les fabriques ne vendaient pas beaucoup plus que dans les années précédentes, et que, dans tous les cas, leur commerce était au-dessous de celui qui était attendu ». Donc, l'augmentation des proportions de la production, en cette année, dépendait des achats des personnes qui n'appartenaient pas à la classe paysanne.

Arrive l'année 1888, une seconde année de bonne récolte. D'après l'aveu unanime des correspondants du département de l'agriculture et de l'industrie rurale, cette récolte avait fait un grand bien à la population paysanne. Les correspondants écrivent que l'approvisionnement était assuré, que les dettes et les arrérages étaient payés, que le matériel était complété, que l'achat de bétail, augmenté, ainsi que l'achat des instruments agricoles pour un défrichement plus grand des terres prises en location. Il est intéressant d'apprendre qu'un nombre considérable de correspondants parlent avant tout du fait que les dettes

sont payées, et ne mentionnent les achats qu'après. En effet, après avoir fait cette constatation en cette année-là, nous remarquons les plus grandes proportions de la production et du revenu des terres des paysans et des propriétaires. L'industrie cotonnière atteint son plus grand développement, car son produit sert à la consommation du nombre le plus grand des consommateurs. Nous avons déjà mentionné le nombre des ouvriers qui étaient occupés, et la grandeur des bénéfices de ces fabriques. Les quantités maxima dans ces rubriques se rapportent à cette année.

En 1889, la récolte fut mauvaise ; le revenu des terres des paysans tombe, il est moindre que le revenu de chacune des années précédentes dans la période examinée. Avec lui diminuent les proportions de la production, mais à un degré moindre que le revenu agricole. L'influence de l'année précédente se fait encore sentir, l'influence de cette année se réfléchira sur l'année suivante. En effet, quoique la récolte de 1890 fût meilleure que celle de 1889, la situation matérielle de la population paysanne était si compromise par la mauvaise récolte de 1889, que la production de l'industrie cotonnière a diminué considérablement ; pendant cette année elle a perdu presque une moitié des débouchés qu'elle a pu acquérir dans la période de 1886-1888. Les bénéfices de ces fabriques ont diminué considérablement, quoiqu'ils fussent d'une fois et demie supérieurs aux bénéfices de 1880. De l'année 1891 il n'y a rien à dire ; la production et les bénéfices ont diminué encore davantage, quoique leurs proportions fussent maintenues par la récolte passable de 1890. L'influence de la mauvaise récolte de 1891 se manifestera en 1892.

Nous avons parlé de l'influence exercée par la récolte sur les proportions de la production et sur le nombre des ouvriers occupés. Considérons, maintenant, comment son augmentation ou sa diminution se réfléchit sur la situation de la classe ouvrière. Nous emploierons, dans ce but, les renseignements des correspondants du Zemstvo du gouvernement de Moscou, publiés dans les « Annuaires Statistiques ». L'année 1885 était une année de mauvaise récolte ; par conséquent, la production des fabriques devait diminuer pendant l'hiver 1885-86. « Les petits industriels abandonnent petit à petit leur industrie, car souvent

la vente d'une marchandise ne leur rembourse pas le coût de la production de cette marchandise. » « Cet hiver, un nombre extraordinairement grand d'ouvriers sont revenus de Moscou à cause du manque d'occupation dans les fabriques par suite de la stagnation des affaires ; beaucoup d'entre eux ont passé l'hiver péniblement, car ils ont manqué d'une nourriture suffisante (distr. de Moschaïsk). » « Il n'y avait aucune activité, presque tous manquaient de travail ; la pauvreté était extrême (distr. de Svenigorodsk). » « On était content de trouver du travail pour un morceau de pain (distr. de Klinsk). Sur quarante ménages, onze vivaient de mendicité. » « Même les personnes jeunes de 18 à 40 ans, fortes et robustes, en sont arrivées à mendier (distr. de Rouzsk). » Le tisseur qui gagnait avec deux métiers dans la fabrique à vapeur de 18 à 25 roubles par mois ne gagne, à présent, que 6 à 12 roubles ; le salaire des tisserands à la main baissa au quart. En 1887, « le tissage est de meilleur à meilleur marché chaque année, dans le dernier temps on ne gagne qu'un morceau de pain ». « Le travail dans les fabriques de tissage est peu rémunérateur ; si les paysans y travaillent encore, c'est pour ne pas rester sans occupation pendant l'hiver (distr. de Dmitrovsk). » « Le travail dans les fabriques diminue à cause des bas salaires ; auparavant on payait 1 rouble 20 copecks par pièce, à présent on ne paye que 55 copecks pour 60 archines (distr. de Colomensk). » « On fabrique ici, principalement, le satin et le velours. Il y a trois ans, on gagnait de 50 à 55 et même à 60 copecks pour un archine, à présent on ne gagne que 28 copecks (distr. de Bogorodsk). » « Les paysans s'occupent maintenant pendant l'hiver du transport du bois... car le tissage dans les fabriques a beaucoup diminué (distr. de Serpoukhov). » « Les hommes qui travaillent avec un métier mécanique gagnent de 3 à 5 roubles avec leur nourriture (distr. de Werey). » Tous se plaignent des salaires gagnés dans les fabriques, car les fabricants les diminuent toujours.

L'hiver 1887-1888 a apporté les meilleurs salaires dans toutes les industries, ainsi que toute l'année 1888. « Un mauvais tisseur gagnait de 10 à 12 roubles par mois, avec sa nourriture ; le bon tisseur gagnait de 20 à 25 roubles. En 1886, le tisseur travaillant avec deux métiers gagnait de 6 à 10 roubles, à présent il gagne de 13 à 17 roubles ; celui qui travaille avec un métier à

la main, au lieu de 3 ou 4 roubles, gagne 8 et 12 roubles. Le salaire journalier augmenta de 30 à 40 copecks à 30-60 copecks ; les salaires dans les fabriques sont meilleurs qu'auparavant... Jadis pour une pièce de coton camelote on payait 45 copecks, à présent on paye 90 copecks. Pour une pièce de nankin de coton de 50-60 archines on paye à présent 70 roubles 20 copecks ; l'année passée on payait pour la même pièce 60-70 copecks. » En 1889, « les salaires dans les fabriques étaient bas, jusqu'à Pâques ; après Pâques, par suite de la dimiuution du travail dans les fabriques, les salaires diminuèrent encore (distr. de Serpoukhov). En 1890, les salaires dans les fabriques étaient bas, depuis l'automne (1889) et vers le printemps (1890), le nombre des ouvriers diminua, leur salaire était à peine suffisant pour couvrir les dépenses de nourriture ». « Vers le printemps, les salaires tombèrent encore davantage. On diminua de moitié le nombre des ouvriers (distr. de Moscou). » Pendant l'automne, presque tous les salaires étaient satisfaisants, mais à partir du mois de décembre ils commencèrent à fléchir, et depuis le commencement du printemps ils devinrent si faibles que des ouvriers parvenaient à peine à nourrir leur famille en se refusant même le nécessaire. « L'industrie rurale qui vit grâce aux fabriques se trouve dans une situation déplorable... les fabricants donnent peu de travail et ils ont diminué le nombre des ouvriers. Ceux qui y sont allés de nos parages sont revenus vers Pâques sans rien gagner, avec « une croix au cou » comme on dit. » « Après Pâques, la moitié des ouvriers est restée sans travail. Les patrons n'embauchent plus d'ouvriers à cause de l'absence d'écoulement des marchandises. Si même quelqu'un est embauché on ne lui donne pas assez de travail, il ne gagne que pour son entretien (distr. de Bogorodsk). » Nous pouvons comparer cette communication avec les données d'un article sur le commerce des matières textiles, publié dans le « Moniteur des finances », en 1890. Auparavant, on suivait cette méthode de détermination du salaire : on payait le salaire le plus élevé de Pâques au 1er octobre, et le salaire le plus bas du 1er octobre à Pâques. Mais en 1890, une partie des fabricants a maintenu après Pâques le salaire d'hiver ; les autres ont même diminué ce salaire ; depuis le 1er octobre 1890, une nouvelle diminution de salaire se produit, de sorte que dans quelques fabriques, on a diminué le

salaire deux fois pendant 1890, et comparé avec celui de 1889, le salaire devint beaucoup plus bas. Ainsi, la contraction du travail maintenait quelque peu les prix des marchandises (1). Dans presque toutes les fabriques, on a diminué les ouvriers à peu près de moitié (distr. de Mosaïsk). « A cause de la diminution du travail, beaucoup d'ouvriers sont obligés de chômer (distr. de Serpoukhov). »

En 1891, même en hiver « le travail dans les fabriques a beaucoup diminué ». « Dans les fabriques de tissage et dans les teintureries, les travaux s'arrêtèrent longtemps avant Pâques (en 1891). Quelques temps après Pâques, on commença à travailler et le nombre des ouvriers a diminué de moitié. » « On travaille dans la fabrique de Morosov. Le gain était inférieur à celui de l'année passée. » Tout l'hiver le gain était insuffisant, et vers le printemps beaucoup de fabricants ont cessé de travailler. Le tissage dans les fabriques va de plus en plus mal chaque année. Un tisserand fort et robuste gagne à présent 4 roubles au lieu de 5. Si le tisserand pour pouvoir gagner davantage intensifie son travail, le patron diminue aussitôt le salaire (par pièce) en ne laissant au tisseur que ce qui est nécessaire à son entretien ; cela est arrivé cet hiver : les paysans, pour pouvoir combler le manque de fourrage pour leur bétail, ont intensifié le travail et au lieu de deux pièces (travail libre), ils parvenaient à fabriquer trois, quatre pièces par semaine, pour 3 ou 4 roubles. Mais les fabricants ont diminué le salaire de 30 copecks par pièce, et avec la même intensité de travail et la même énergie le tisseur ne peut gagner que 2 roubles 10 copecks ou 2 roubles 80 copecks au lieu de 3 ou 4 roubles (distr. de Bronitza). En réalité, on travaillait presque gratuitement : nos patrons-accapareurs ne voulaient rien payer en argent ; les travailleurs étaient obligés de recevoir leur salaire en marchandises, dont ils n'avaient même pas besoin. « En hiver, les affaires ont encore empiré et vers le printemps de 1892, les fabriques ont arrêté leurs affaires. Le salaire était plus bas qu'il ne l'avait jamais été, presque la moitié de son taux ordinaire, et malgré cela, on donne du travail insuffisamment. Au milieu de l'hiver, et vers le printemps d'une façon

(1) « Moniteur des Finances », 1891, p. 6.

plus pressante encore, les paysans, même ceux qui étaient bien établis, connurent le besoin. »

Toutes ces citations, trop longues peut-être, mettent en évidence que l'économie capitaliste correspond peu aux besoins économiques et sociaux. Avant tout, ces afflux et reflux incessants des ouvriers vers les fabriques enlèvent complètement sa stabilité à toute la vie économique de la population ouvrière et du pays entier. Dans les années de grande activité, disent les statisticiens de Moscou, le salaire de l'ouvrier est presque le double de son salaire en temps de stagnation ; il arrive que trois, six membres d'une même famille vont à la fabrique, on retire les enfants de l'école avant le terme. « L'année d'activité attire une grande masse dans les fabriques ; ensuite, comme cela arrive toujours dans la grande industrie, vient un temps de stagnation, et la population qui s'est déjà adaptée au travail des fabriques, qui s'y est habituée, se voit dans une situation déplorable en perdant son travail, d'autant plus que les fabricants ne leur permettent pas d'abandonner complètement ce travail, afin que « le peuple ne désaprenne pas », et ils continuent, même dans les annés de stagnation, à leur donner du travail en imposant une diminution de salaire, sous forme d'amendes..... L'activité temporaire des affaires des fabriques, en faisant du bien à la population, pour un temps donné, par l'augmentation de ses revenus, pousse peut-être à la ruine de sa prospérité ».... et par cela même à la moindre demande de la part de la population appauvrie, ce qui doit amener à son tour des périodes plus longues de stagnation dans la grande industrie. C'était le cas dans l'année de la plus grande prospérité de l'industrie, en 1888.

Quoiqu'il se produise toujours un afflux et un reflux de la population ouvrière vers les fabriques, ces deux courants ne se contrebalancent pas. En raison des conditions mêmes de la production capitaliste, chaque onde suivante de l'afflux des ouvriers est moindre que la précédente, chaque onde du reflux devient au contraire de plus en plus grande et emporte chaque fois de plus en plus d'ouvriers de la fabrique. Le nombre des ouvriers occupés dans les entreprises capitalistes diminue relativement, c'est-à-dire diminue par rapport au produit fabriqué, à mesure que se développe le capitalisme. Mais dans les branches d'in-

dustrie dont les produits sont destinés à une grande consommation, le nombre des ouvriers diminue même absolument, et cela très rapidement.

Ici nous nous heurtons à la contradiction inhérente à la forme capitaliste et à mesure que le capitalisme accapare les diverses branches de production qui étaient auparavant aux mains des producteurs immédiats, à mesure que le temps de travail social disponible augmente, ainsi que la masse des forces de travail, — la faculté d'achat de la population diminue, le marché intérieur se contracte. Grâce à un concours favorable des conditions économiques (2 années consécutives de bonne récolte) se développe l'industrie comme par exemple, l'industrie du tissage, dont les produits peuvent avoir un grand débit ; elle reçoit une impulsion particulièrement vive (comme le montre le tableau XIII) ; tandis que toute la production n'a augmenté que de 14,7 0/0, la production de l'industrie textile a augmenté de 22 0/0. Avec cela le salaire s'élève, comme nous l'avons vu dans les communications des correspondants du Zemstvo de Moscou, par conséquent la part de la classe ouvrière dans le produit augmente. Mais, nous devons porter notre attention sur ce point, cette augmentation ne correspond ni à l'accroissement de la production elle-même, ni, encore moins, à l'accroissement des bénéfices, car l'accroissement du nombre des ouvriers employés dans la production est moindre que l'accroissement de la production, et l'accroissement des bénéfices qui est onze fois plus grand que celui de la production, permet aux entrepreneurs de restreindre encore davantage les dépenses pour le travail, et partant le nombre des ouvriers, avec cela la part des producteurs dans le produit annuel diminue. Dans la période de prospérité de la production la part des ouvriers employés dans l'industrie augmente considérablement, mais avec chaque nouvelle période de prospérité le nombre de personnes qui obtiennent cette part augmentée diminue de plus en plus. Et comme avec l'extension de la production et l'augmentation de la productivité du travail par suite du développement de la technique le nombre des forces de travail (1) à meilleur marché, des femmes et des enfants

(1) Salaire mensuel moyen par branche d'industrie. Dans les filatures de coton, les hommes gagnent 16 roubles, les femmes 9 roubles 50 co-

occupés dans la production, croît aux dépens du nombre des ouvriers adultes, les dépenses de l'entrepreneur pour payer les forces de travail diminuent avec le temps, absolument et relativement. Mais dans tous les cas, la part des ouvriers dans le produit annuel augmente pendant la période de prospérité, et la valeur relative du salaire des ouvriers occupés peut même augmenter concurremment avec l'augmentation de la productivité du travail (1), seulement le nombre des ouvriers occupés est ici

pecks, les enfants 7 roubles ; dans les fabriques de tissage de coton, les hommes gagnent 14 roubles 50 copecks, les femmes 10 roubles 75 copecks, les enfants 3 roubles 50 copeck ; dans les fabriques de percale, de drap et dans les teintureries, les hommes gagnent 15 roubles 50 copecks, les femmes 7 roubles, les enfants 5 roubles. Dans les fabriques de tissage de laine, les hommes gagnent 19 roubles 50 copecks, les femmes 9 roubles 50 copecks ; les enfants 6 roubles 25 copecks, etc. « Etat des fabriques dans le gouvernement de Moscou. » Rapport de l'inspecteur des fabriques pour 1882-3. Saint-Pétersbourg, 1884, p. 100. D'après le rapport d'une grande fabrique de filature et de tissage de coton, dans laquelle travaillent plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, le salaire annuel *moyen* représente à peu près 200 roubles. Mais dans la région pétersbourgeoise le salaire est généralement plus élevé que dans la région moscovite. Aux Etats-Unis, 221.585 ouvriers (dont 85.840 hommes adultes) occupés en 1890 dans cette branche d'industrie recevaient 69.484 mille dollars, ou 313 dollars 6 cent. par ouvrier (sans excepter les mineurs), c'est-à-dire à peu près 600 roubles. (Washington. Specific Cotton manufacture). Quoique dans cette branche d'industrie l'ouvrier soit le moins rémunéré, car le salaire annuel moyen dans 75 Etats principaux de l'Union représentait 386 dollars ou à peu près 772 roubles en l'année 1880 et en l'année 1890 (d'après le recensement), il représente 547 dollars ou presque 1.094 roubles. (« President's message transmited to Congress and read in both houses, 6 december 1892 »).

(1) « Comme on le sait, Rodbertus qui, dans ces derniers temps, a trouvé des partisans parmi nos économistes, fonde la théorie des crises notamment sur ceci « das der relative Lohn der Arbeit in dem Verhältniss sinkt, als sie selbst produktiver wird (K. Rodbertus, Sociale Briefe. *Dritter Brief*, Berlin, 1851, p. 286), à quoi Marx répond que la crise se prépare par la période pendant laquelle le salaire augmente, en général, et la classe ouvrière reçoit en réalité une part des produits annuels plus grande que celle qui est destinée à la consommation. (*Kapital*, II, p. 310.) Par ces derniers mots il exprime le fait, que la part obtenue par l'ouvrier dans tout le produit annuel social se limite exclusivement à la part de la production relative à la confection des objets de consommation ; de la part qui produit les moyens de production et qui est destinée à jouer le rôle de capital, l'ouvrier ne reçoit pas un atome, et avec le développe-

relativement peu important, tandis que le nombre de ceux qui sont jetés sur le pavé avec chaque nouveau perfectionnement technique devient de plus en plus grand. Ainsi, les ouvriers devenus disponibles n'ont aucune part dans le produit annuel, car ils n'ont pas participé à sa fabrication.

Mais ces périodes de prospérité de l'industrie, étant en même temps les périodes de la plus grande croissance de la plus-value, poussent le capital à accaparer aussi les branches d'industrie qui jusque là étaient restées entre les mains des producteurs indépendants, ou dont les produits étaient fabriqués par le travail domestique pour la consommation personnelle. Ces accaparements, en enlevant le travail aux producteurs immédiats, ouvrent d'abord, au capital, le marché intérieur. Cela explique un phénomène qui, à première vue, paraît contradictoire. La modification dans la production et dans le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie textile correspond parfaitement à la modification dans l'abondance de la récolte, tandis que l'accroissement de la production capitaliste dans les autres branches d'industrie, ainsi que du nombre des ouvriers qui y sont occupés se produit indépendamment de la diminution de la récolte. En effet, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie cotonnière pendant la période 1886-89 se modifiait, concurremment avec les modifications de la récolte, de la manière suivante : 100 : 106 : 115 : 108,21 tandis que dans les autres branches d'industrie, il suivait cette progression : 100 : 103 : 110 : 115. Cela révèle la transformation capitaliste subséquente des industries, qui était préparée par le fort accroissement précédent de la plus-value. Le nombre des ouvriers inscrits a augmenté, mais cette augmentation s'est produite aux dépens de la diminution de leur nombre dans l'industrie domestique et dans l'industrie rustique, qui ne figure pas ordinairement dans les registres, quoiqu'il dépasse de beaucoup le nombre des inscrits à raison même de la formation de la production capitaliste. Mais, en restreignant les moyens d'application des forces de travail, en les privant d'occupation, en rendant disponibles les forces de travail et le temps de travail, ces accaparements tendent à diminuer la

ment du capitalisme, de la technique, de la grande industrie capitaliste, cette partie augmente de plus en plus.

faculté d'achat de la population et par cela même ils contractent le marché intérieur. Les forces de production ne peuvent être appliquées qu'à la condition non seulement de produire plus de valeurs, mais de les réaliser ; or, la vente de marchandises, la réalisation du capital marchand, et partant de la plus-value, est limitée par les proportions des besoins de consommation sociaux, et même par les besoins de la consommation de la société dont une part est pauvre et doit rester toujours pauvre (1).

Donc, à mesure que s'opère la transformation capitaliste des industries, — et celle-ci se fait toujours dans une progression croissante, — les besoins de consommation sociaux peuvent être satisfaits seulement par l'achat des produits qui auparavant représentaient le résultat du travail immédiat des consommateurs, car l'ordre capitaliste de la société ne connaît pas une autre forme de consommation que celle par achat. Mais pour avoir les moyens de payement, il faut aliéner une part de plus en plus grande du produit de ce genre de travail qui reste jusqu'à présent en dehors de la sphère de la production capitaliste, qui n'est pas encore accaparé immédiatement par le capitalisme, c'est-à-dire qu'il faut aliéner une part de plus en plus grande du produit agricole. Nous rencontrons ici de nouveau la contradiction inévitable de l'ordre capitaliste.

La quantité, toujours croissante, des produits du travail agricole aliénés forcément pour satisfaire les besoins de consommation ne permet pas aux producteurs immédiats, les paysans, d'augmenter la productivité de leur travail agricole, car cette augmentation n'est possible qu'à la condition d'augmenter les dépenses pour l'achat des instruments de production, etc. ; par conséquent, la productivité de leur travail est démesurément petite et elle diminue de plus en plus. Mais le produit de ce travail n'est pas évalué, sur le marché, d'après la quantité de dépense du travail individuel, mais d'après la quantité de travail social moyen nécessaire à sa production. Or, le paysan comme producteur, qui dépense beaucoup plus de travail qu'il n'est nécessaire socialement, perd sur le prix du produit, en l'apportant au marché. Et plus son activité économique se borne au seul travail agricole, plus fortement s'accentue cette perte. Mais

(1) *Kapital*, II, p. 232, note.

c'est lui qui maintient principalement leur marché intérieur, et la vente forcée de la part du produit de son travail, augmentant toujours à cause de sa productivité moindre, contracte de plus en plus sa faculté d'achat.

Nous avons donc, d'une part, la production capitaliste qui se développe rapidement, avec une productivité toujours grandissante du travail, qui abrège le temps nécessaire socialement à la fabrication du produit, — et de l'autre, la productivité décroissante du travail agricole et l'augmentation de la masse des forces de travail et de temps de travail devenus disponibles.

Le capitalisme qui se développe introduit encore une anomalie dans l'économie sociale. Toutes les données statistiques affirment que l'état florissant de l'industrie dépend complètement de la bonne récolte. Les fabricants connaissent cela par leur propre expérience, et voilà pourquoi les manufacturiers portent leur attention sur les bulletins de croissance des moissons « (Moniteur des Finances », n° 20, 1892).

En l'année 1888, lorsque la récolte fut bonne, l'industrie était plus florissante que jamais. La population agricole toute entière avait des ressources pour satisfaire ses besoins, pour acquérir des vêtements, etc. Mais cela se produisit seulement dans la seconde année de bonne récolte ; dans la première la population avait une autre obligation : elle s'acquittait de ses dettes. Mais voilà qu'arrivent les années de mauvaise récolte ; le besoin de se vêtir n'a pas diminué, certainement, mais les moyens de satisfaire ces besoins ont diminué de beaucoup. Plus la récolte est mauvaise, moins on a de moyens pour subvenir à ses besoins, moins de marchandises trouvent du débit et plus il en reste aux entrepreneurs. Donc, d'une part, la pauvreté, la nécessité de se vêtir de guenilles, l'impossibilité de se préserver contre le froid, de l'autre une masse de produits, qui pourraient satisfaire ces besoins, pourrissent dans les entrepôts, car ils ne trouvent pas de débouchés. Outre cela, un grand nombre d'ouvriers, qui étaient occupés dans les fabriques, sont maintenant congédiés à cause de l'arrêt dans les affaires, et grossissent la masse déjà énorme des nécessiteux. Cette contradiction revêt une forme des plus aiguës dans les années de récolte pauvre, et enfin, dans l'année de famine, comme par exemple l'année 1891, elle aboutit à une crise qui force toute la société à intervenir dans ces

conditions économiques quasi normales, pour atténuer quelque peu les conséquences, menaçantes pour son existence. Alimentation des nécessiteux, organisation de travaux dits publics, défense d'exportation du blé, alors qu'on l'exportait avec un empressement particulier, malgré les symptômes de l'approche de la famine, voilà les indices du fait que les conditions économiques et sociales ne sont pas normales. Dans l'année de famine, la contradiction, dont nous venons de parler, s'affirme avec plus de netteté, elle frappe les yeux par la grandeur de la détresse du peuple. Mais en réalité, la phrase banale « l'État florissant de l'industrie dépend de la récolte » renferme un sens profondément tragique. Cette phrase signifie en outre que la nourriture est insuffisante, que la mauvaise récolte provoque un empirement des difficultés pour satisfaire les autres besoins de la consommation du peuple, besoins dont la satisfaction n'a, au fond, aucun rapport avec la mauvaise récolte, mais qui dépendent complètement de la forme de la production, de ce qu'elle est sortie des mains des producteurs immédiats, qu'elle s'est séparée de l'agriculture, qu'elle devient capitaliste.

La mauvaise récolte arrive, l'industrie tombe. Pour les entrepreneurs, cela signifie que la réalisation de la plus-value devient impossible et que même la réalisation de la valeur en capital dépensé est entravée ; par conséquent les travaux de production des marchandises diminuent, les ouvriers de fabrique sont congédiés, ils supportent des privations, les besoins de produits de leurs travaux restent non satisfaits, quoique ces besoins ne deviennent pas moindres.

Comme l'augmentation de la quantité du produit agricole forcément aliéné signifie non seulement l'éloignement de la possibilité pour l'homme de dominer la nature, mais au contraire sa plus grande soumission à celle-ci, de sorte qu'il devient le jouet des éléments et d'autres influences et qu'il ne peut les soumettre à cause des conditions économiques créées par lui-même, l'industrie de fabrication se trouve aussi en pleine dépendance des conditions des éléments qui exercent leur influence sur le résultat du travail agricole. Comme, après la nourriture, le besoin le plus important est le besoin de se vêtir, le bon ou le mauvais résultat du travail agricole se réfléchit de plus sur l'état de l'industrie textile.

Nulle part cette dépendance, et avec elle cette contradiction, — dont nous avons parlé et qui est inévitable avec le mode capitaliste de production, — ne se manifestent si nettement que dans l'industrie textile. Pendant la période examinée (1886-1889) le nombre des ouvriers occupés dans cette branche d'industrie s'est ainsi modifié : 100 : 103,8 : 112,6 : 108,7, tandis que dans toutes les autres il se modifiait de la manière suivante : 100 : 103 : 110 : 115. Et parmi toutes les branches de l'industrie textile, le nombre des ouvriers se modifiait le plus dans celle dont les produits satisfont les besoins d'un plus grand nombre de consommateurs. Dans l'industrie cotonnière le nombre des ouvriers se modifiait comme suit : 100 : 106,5 : 115,6 : 108,7, c'est-à-dire que l'excédent des ouvriers nécessaires dans les fabriques de coton durant l'année de bonne récolte 1888 était supérieur d'une fois et demie à l'excédent des ouvriers nécessaires en cette année dans les autres fabriques, mais par cela même, la diminution de leur nombre l'année suivante, lorsque la récolte fut mauvaise, fut plus considérable ici que partout ailleurs. Si nous nous rappelons que plus de la moitié de tout le nombre des ouvriers enregistrés sont occupés dans l'industrie textile (35 0/0), nous nous ferons une idée encore plus exacte de ce manque de stabilité et d'incertitude que la séparation de l'industrie et de l'agriculture, la transformation capitaliste de l'industrie a introduit dans notre économie nationale.

CHAPITRE XII

Distribution territoriale des bénéfices de la production capitaliste. Part des provinces de Pétersbourg et de Moscou dans ces bénéfices.

Nous avons suivi le développement de la production capitaliste en Russie pendant ces dernières années. Nous avons ainsi constaté que le nombre des ouvriers absorbés par cette production ne correspond pas à son accroissement. Ensuite, l'influence que ce développement exerce sur l'industrie domestique nous est apparue, et nous avons remarqué que le capitalisme, croissant à mesure qu'il accapare les diverses branches d'industrie, force la population à satisfaire ses besoins par l'achat des marchandises qu'il produit, et que, dans la mesure de la séparation des ouvriers et des instruments de travail, la part du capitaliste dans le produit augmente de plus en plus. Nous avons constaté que, pendant les quatre années examinées, les bénéfices de l'entrepreneur ont augmenté 11 fois plus rapidement que le nombre des ouvriers occupés. Examinons, maintenant, comment se répartissent ces bénéfices territorialement, par localité. Les bénéfices de toutes les entreprises commerciales et industrielles (excepté les chemins de fer, les industries taxées d'accises et l'industrie métallurgique sont groupés dans le tableau XIV (1)

(1) La somme totale des bénéfices dont il s'agit, d'autre part, doit être diminuée un peu, car une certaine part entre dans la somme brute deux fois. Les banques et les comptoirs des banquiers possèdent, par exemple, des actions d'entreprises industrielles qui rapportent certains bénéfices déterminés, figurant dans les rapports de ces entreprises. Les banques, comme actionnaires et participants de ces entreprises, fournissent de leur

pour les 3 années sur lesquelles nous avons pu obtenir des renseignements. La somme totale des bénéfices en 1886 est fixée à 251,7 millions de roubles, et en 1888 à 294,2 millions de roubles, donc augmentation de 16,7 0/0. Mais en examinant chaque branche isolément, nous voyons que l'accroissement n'a pas été égal partout. Le rapport des entreprises qui ne s'alimentent pas de matières textiles a augmenté de 12,9 0/0, les bénéfices commerciaux de 14 0/0 ; mais les bénéfices des fabricants étaient plus grands, ils ont notamment augmenté de 18 0/0 ; ceux des banques et des comptoirs de banque et autres, de 9,2 0/0 ; ceux des fabricants qui s'occupaient de la manipulation des matières textiles, de 78 0/0, et ceux des fabricants qui s'occupaient de la manipulation du coton, de 133 0/0.

Si nous considérons le revenu des entreprises dans la Russie d'Europe seule, sans la Pologne, nous verrons qu'il a augmenté de 18 0/0, en dépassant d'un 0/0 et demi l'accroissement des bénéfices de toute la Russie. Mais dans la Russie d'Europe seule, les bénéfices et leur accroissement sont répartis d'une façon inégale. Ainsi, les bénéfices des entreprises de toute la Russie d'Europe, à l'exeption des gouvernements des capitales, se sont élevés en l'année 1886 à 131,9 millions de roubles, et en l'année 1888 à 150,8 millions de roubles ; il y a donc une augmentation de 15,8 0/0. Les gouvernements des capitales, en 1876, avaient 97,9 millions de roubles, et en 1888, 119,7 millions de roubles, soit une augmentation de 22,5 0/0. Ces chiffres montrent que les bénéfices se concentrent de plus en plus dans les gouvernements des capitales. En effet, dans la première année, les bénéfices des capitales comportaient 38,6 0/0, et en deux années, ils comportaient déjà 40,7 0/0, c'est-à-dire plus de deux cinquièmes de la somme totale des bénéfices des entreprises énumérées plus haut, dans toute la Russie européenne.

Ainsi, comme à mesure que se développe le capitalisme, la

coté leur part dans ces bénéfices. Le même fait se produit dans toutes les autres entreprises qui placent leurs capitaux disponibles en actions, etc. Mais cette part n'est relativement pas grande. D'un autre côté, la somme totale des bénéfices doit être augmentée, car les bénéfices commerciaux sont représentés par une valeur trop minime, comme nous le constaterons plus loin.

part du produit du travail du peuple passe au capital, parallèlement le capital lui-même se concentre de plus en plus entre les mains des capitalistes de Moscou et de Pétersbourg. Nous avons eu déjà l'occasion de constater le développement relativement lent de l'industrie à Pétersbourg, ou plutôt, le recul de l'industrie pétersbourgeoise. Mais la part la plus importante des revenus de Pétersbourg est fournie par le commerce et les opérations de banque et non par la production industrielle. Comme preuves de ce fait, que les revenus de Pétersbourg dépendent principalement des opérations des banques, et des papiers portant intérêts, on peut faire valoir ce fait, que de toutes les valeurs de papier mises en dépôt à la Banque de l'Etat, celles de Pétersbourg s'élèvent à 38 0/0 (en 1892) ou à peu près 3/5, celles de Moscou à près de 12 0/0, et celles de toutes les autres villes de Russie à près de 30 0/0. Nous avons déjà mentionné dans la première partie de ces études que sur la somme totale des valeurs de papier, pour 2.171,9 millions de roubles déposés à la Banque de l'Etat vers le 1er janvier 1893, il y en avait à Pétersbourg seul pour 1.277 millions de roubles. Pendant les trois années pour lesquelles nous avons des renseignements, les bénéfices de Pétersbourg ont augmenté de 54,2 millions de roubles à 61,4 millions de roubles, donc, de 13,3 0/0, tandis que les bénéfices de Moscou ont augmenté de 43,7 millions de roubles à 58,3 millions de roubles, c'est-à-dire de 33,4 0/0. De sorte que l'accroissement des bénéfices de Moscou a été le double de l'accroissement des bénéfices de Pétersbourg. En 1886, sur toute la somme totale des bénéfices des deux capitales, la part de Moscou ne comportait que 44,7 0/0, et en 1888, elle en comportait 48,6 0/0 ou était presque équivalente à celle de Pétersbourg. En somme, pendant la première année la différence au profit de Pétersbourg était de 11,4 millions de roubles et pendant la dernière elle n'était que de 3 millions de roubles. Nous voyons donc que la conclusion que nous avons tirée d'après les données relatives aux proportions de la production et des transferts d'argent, est complètement confirmée par les renseignements sur l'accroissement des bénéfices.

Quoi qu'il en soit, mais le fait reste incontestable, Pétersbourg et Moscou vivent aux dépens de toute la province et l'exploitent, et cette exploitation s'accroît d'année en année.

CHAPITRE XIII

Essai de détermination des bénéfices du commerce du blé, et des recettes des chemins de fer pour le transport des blés. Différence entre les prix locaux du froment et les prix dans les ports aux Etats-Unis dans leur rapport avec la récolte. Différence entre les prix d'automne locaux des principales céréales et ceux des ports en Russie pendant la seconde moitié de la période décennale 1880-90. *Importance de la modification de cette différence par année.*

Jusqu'à présent nous n'avons pas examiné la recette brute et les bénéfices des chemins de fer, ainsi que la grandeur des bénéfices du commerce des blés. Pour résoudre cette dernière question, les matériaux dont nous avons disposé (1) jusqu'à présent cessent de nous donner des renseignements.

Ainsi, par exemple, pour l'année 1888, lorsque l'exploitation de nos blés atteignit son plus grand développement, les spéculations commerciales des commerçants en blé se sont élevées à 493,5 millions de roubles et les bénéfices à 17,3 millions de roubles en 1886, alors que l'exportation était beaucoup moindre, leurs spéculations se sont élevées à 445 millions de roubles et les bénéfices à 16,7 millions de roubles. Enfin en 1887, d'après leur témoignage, les spéculations ont atteint 713 millions de roubles et les bénéfices, 16,9 millions de roubles. Sans parler même du désaccord de leurs données avec celles que les autres sources nous fournissent, leurs témoignages sont évidemment en dessous de la vérité. Pour cette raison nous nous sommes décidés à laisser de côté leurs renseignements, et à tâcher de déterminer les

(1) « Résultats statistiques des impôts, 3 0/0, » etc.

bénéfices commerciaux réels des principales céréales, dont nous avons parlé. Nous ne nous illusionnons nullement sur la valeur des chiffres que nous avons obtenus, et nous ne les considérons pas comme absolument vrais ; nous avons voulu seulement représenter une partie du tableau, dont l'esquisse nous est présentée dans ces études, à savoir, quelle est l'importance de tout le revenu de l'agriculture, en y comprenant les bénéfices commerciaux. Pour obtenir toute la quantité de blé qui circule dans le commerce, nous sommes contraints de nous borner aux données relatives à son transport par chemin de fer et par les voies navigables. L'absence de données sur le transport par charrettes diminue considérablement cette quantité. Par exemple, la quantité de blé exporté par les ports du sud de la Russie est souvent beaucoup plus grande que celle qui était apportée dans le port par chemin de fer et par eau. Dans ce cas nous étions obligés d'employer d'autres renseignements.

Nous avons extrait des bulletins de la Bourse des principaux ports et des principaux lieux de consommation les prix d'automne de chaque espèce de blé, et comparativement à la quantité de chaque espèce de blé apportée sur chacun de ces marchés nous avons déterminé leur valeur générale dans ce lieu. Nous avons fait l'addition de la valeur de chacune de ces espèces de blé dans toutes les villes et nous avons cherché la valeur moyenne du blé dans les lieux de consommation et d'exportation. Nous avons fait ce calcul pour chaque année de la période examinée. La différence entre la valeur brute dans les lieux de consommation et celle des lieux de production montre le rapport du transport du blé et les bénéfices des commerçants de blé.

Avant de nous reporter aux chiffres que nous avons obtenus au moyen de ces calculs, examinons comment se modifient aux Etats-Unis les prix locaux du froment et ceux des ports (1) suivant la récolte. Nous avons choisi, dans ce but, cinq années de bonne récolte et cinq années de mauvaise. Pour écarter l'in-

(1) Les chiffres de ce tableau nous sont fournis par les rapports du département de l'Agriculture à Washington pour les différentes années. Les prix des ports figurent à la p. 263 du « Report of the secretary of agriculture for 1889 », Washington, 1889.

fluence du réseau grandissant des chemins de fer, nous avons placé dans chacun des groupes d'années que nous avons pris les années les plus rapprochées les unes des autres ; ainsi, si dans un groupe figure l'année 1875, dans l'autre figure 1877 ; dans le premier, l'année 1881 et, comme contrepoids dans le second, 1879 et 1882, etc. En procédant ainsi, nous avons obtenu le tableau suivant :

Relation entre les prix locaux des fermes américaines, la récolte et les prix d'exportation

	Années de mauvaise récolte					
	1875/6	1881/2	1885/6	1885/6	1888/9 Moyenne	Différ.
Prix d'exportation en dollars.	1,24	1,193	1,07	0,87	0,897=1,054	7,5 0/0
Prix locaux	1	1,19	0,91	0,77	0,926=0,98	
Récolte du froment en millions de bushel	292	383	421	357	415 =373,6	
Nombre de buschels par acre.	10,5	10,2	18,6	10,4	11,1= 10,75	
	Années de bonne récolte					
	1877/8	1879/80	1882/3	1884/5	1886/7 Moyenne	Diff. 0/0
Prix d'exportation en dollars.	1,34	1,24	1,13	0,862	0,890=1,093	24
Prix locaux.	1,032	1,108	0,88	0,645	0,687=0,88	
Récolte du froment en millions de bushel	364,2	448,7	504	512	457 =456,8	+21,5
Nombre de buschels par acre.	13,9	13,6	18,6	13,1	12,4= 13,5	+25,6

Ce tableau nous montre que les prix locaux moyens dans l'année de mauvaise récolte sont plus élevés que les prix locaux moyens dans l'année de bonne récolte de 11,3 0/0, mais qu'en même temps les prix d'exportation, qui se trouvent dans une dépendance plus grande de l'état du marché international du blé, dans les années de bonne récolte sont plus élevés que ceux

des années mauvaises (de 3,7 0/0). Par conséquent, les fermiers peuvent ne pas vendre leur blé à n'importe quel prix dans les années de mauvaise récolte, et dans les bonnes années les commerçants en blé peuvent bénéficier de leur situation sur le marché international et vendre le blé à un prix élevé. Il en résulte que la différence entre les prix locaux et ceux de l'exportation dans les années de mauvaise récolte est à peu près de 7,5 0/0, tandis que la différence de ces mêmes prix dans les années de bonne récolte atteint à peu près 24 0/0. Mais lorsque la récolte (par acre) augmente de 25,6 0/0, et pour toute la superficie ensemencée de 21,5, le prix local du froment baisse seulement de 11,3 0/0, ce qui prouve que les fermiers ne jettent pas tous ensemble leurs produits sur le marché. Mais ici aussi, la part léonine de l'accroissement est accaparée par les chemins de fer et par les commerçants en blé ; car leurs bénéfices sur le transport des blés et sur le commerce augmentent deux fois et demie.

En nous adressant aux données russes, nous devons prévenir nos lecteurs que nous disposons de données pour un trop petit nombre d'années pour pouvoir répondre à cette question avec précision. En employant la même méthode que nous avons expliquée plus haut, nous avons, en moyenne, la différence suivante pour les prix des principales céréales.

Différence entre les prix d'automne des principales céréales sur les marchés et dans les ports de la Russie d'Europe

	1886	1887	1888	1889	1890
En 0/0.	31,7 0/0	41 0/0	27,3 0/0	22 0/0	24,9 0/0
Récolte nette de toutes les céréales, excepté l'avoine, en mill. de pouds	1.138,4	1.494,8	1.504,9	978,6	1.302,6

Dans ces chiffres, la différence trop grande entre les prix locaux et ceux des ports et des lieux de consommation, plus forte en somme que la différence aux Etats-Unis, nous frappe forte-

ment. En Amérique, pour les dix années (cinq années de bonne récolte et cinq de mauvaise) cette différence est de 15 0/0, et chez nous elle dépasse 30 0/0. Cela prouve une fois de plus que les producteurs américains n'éprouvent pas un besoin aussi pressant que nos paysans de hâter la vente de leurs produits agricoles, et qu'ils livrent aux commerçants une part moindre.

Mais ce qui surtout frappe notre attention à l'examen de ces chiffres, c'est le fait, observé par les statisticiens du Zemstvo de Moscou, que dans l'année de récolte abondante, qui suit l'année de mauvaise récolte et surtout lorsqu'elle suit une série de mauvaises récoltes, les paysans tâchent avant tout de s'acquitter de toutes les dettes accumulées, et dans cette année ils vendent plus de blé, et par conséquent il leur en reste moins que dans l'année qui suit l'année de bonne récolte, même lorsque cette seconde année est moins bonne. Cela, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, s'applique aussi aux taux de l'intérêt que les paysans payent pour leurs emprunts.

Nous voyons que le même fait se produit dans la part que les paysans livrent aux commerçants. Dans la première année de bonne récolte, 1887, qui suivait l'année de mauvaise récolte (1885) et de récolte moyenne (1886), la part que les commerçants ont obtenue dans le produit du travail du paysan s'éleva à son maximum, à peu près à 41 0/0. Dans l'année suivante (1888), qui était même plus abondante que l'année précédente, la part des commerçants a baissé à 27 0/0. Ensuite, bien que l'année 1889 fût une année de mauvaise récolte, la population paysanne ayant déjà réussi pendant les deux années précédentes à s'acquitter des dettes les plus pressantes, était moins poussée à vendre le blé nécessaire à sa propre consommation, et la part des commerçants a baissé encore davantage, à 22 0/0 ; mais pendant l'hiver et le printemps, le manque de blé se fit sentir. La population paysanne fut obligée d'emprunter, à condition de payer par du travail ou par du blé, etc. Il en résulta une augmentation de la part des commerçants, qui atteignit presque 28 0/0 en automne 1890.

Quant aux différentes espèces de blés, nous constatons que la plus petite différence entre les prix locaux et ceux des ports nous est donnée par le froment. Pendant les quatres années

1886-1889, elle fut en moyenne de 24,2 0/0 (par année : 27,5 0/0 ; 29,5 0/0 ; 22 0/0 ; 19,4 0/0, et en 1890, 24,2 0/0). L'orge occupe la deuxième place 26,6 0/0 (27,7 0/0 ; 34,3 0/0 ; 29 0/0 ; 17,5 0/0) ; après l'orge vient le seigle 31 0/0, et enfin la différence la plus grande est présentée pour l'avoine qui n'avait pas baissé, pendant ces quatre années, au-dessous de 40 0/0, car, ordinairement, on paie les contributions avec l'argent obtenu par la vente des grandes céréales.

Tous ces faits prouvent avec évidence (comme nous l'avons déjà remarqué en parlant des causes des modifications des prix des blés) jusqu'à quel point est erronée l'opinion si répandue, que « la crise du blé, qui a frappé si fortement une partie considérable de la Russie pendant la seconde moitié de la période décennale de 1880-90, peut être expliquée par la surproduction de certains produits (notamment des blés secondaires), c-est-à-dire par la raison ordinaire des diverses crises industrielles (1) ».

Si la « surproduction » existait réellement, comment expliquerait-on alors la hausse des prix, accompagnée d'une diminution relative de la part des commerçants (2) dans l'année de surproduction encore plus grande, en 1888, qui suivit l'année de bonne récolte de 1887 ? Non, la surproduction n'a rien à voir ici ; il faut chercher la raison plus profonde de ce phénomène. On pourrait même croire qu'elle gît non dans la « surproduction, mais dans la sousproduction du blé, et d'autres choses encore que le blé ».

Pour déterminer, quoique approximativement, la grandeur absolue de la part des commerçants en blé et des chemins de fer, nous avons été obligés de déterminer la quantité de chaque espèce de blé qui a circulé dans le commerce, par la méthode expliquée plus haut. Nous avons pu constater que, pendant les années pour lesquelles nous avions les renseignements nécessaires (3) (1888-1890), circulait dans le commerce : presque 92 0/0

(1) « Valeur de la production des principales espèces de blés dans la Russie d'Europe. » Livrais. III, édit. du département d'Agriculture et d'Industrie rurale, Saint-Péterbourg, 1890, p. 21.

(2) En chiffres absolus les bénéfices commerciaux ont beaucoup augmenté.

(3) Dans les « Recueils statistiques du ministère des voies de communications », et principalement dans les livraisons 29 et 30.

de la récolte nette du froment ; de 20 à 25 0/0 de l'orge et de 32 à 38 0/0 de l'avoine. Avec ces données, il n'est pas difficile de déterminer la grandeur absolue de la somme des bénéfices des commerçants en blé, et les recettes des chemins de fer et des voies navigables. Cet excédent de la valeur des blés dans les ports sur celle des marchés locaux était représentée par année de la manière suivante, en 1888, 144,7 millions de roubles, en 1889,91 millions de roubles, en 1890,79,6 millions de roubles. Quant à la répartition de cette somme entre l'industrie des transports et les commerçants, parce que cette méthode est insuffisante et artificielle et qu'elle n'inspire aucune confiance, nous citons notre calcul dans la note, et non pas dans le texte ; nous le faisons seulement pour donner une idée approximative de l'une et de l'autre somme (1).

(1) Il était possible d'obtenir la somme approximative (non pas la somme exacte) des recettes des chemins de fer et des voies navigables en consultant les tarifs des chemins de fer, l'étendue des trajets, le quantité de verstes parcourues et des pouds transportés, etc. Ainsi nous avons obtenu :

	1888	1889	1890
Recette des chemins de fer pour le transport des principales espèces de blé en mill. de pouds .	77,7	60,8	56,5
Bénéfices commerciaux de ces blés	67,3	30,2	23,1
Différence entre les prix locaux et ceux des ports.	144,7	91	79,6

Nous répétons que ces chiffres ont une importance très relative et n'expriment pas les bénéfices réels du commerce des blés, mais dans tous les cas ils sont plus proches de la vérité que les renseignements donnés par les commerçants en blé, qui affirment que leurs bénéfices sur tous les blés se sont élevés à 17 millions de roubles en 1888. D'après nos calculs les plus modérés, et pour quatre espèces de blé seulement, ils dépassaient 67 mill. de roubles. Nous rappelons aussi que dans nos calculs, nous n'avons pas pris en considération les blés qui n'étaient pas enregistrés, et qui étaient transportés dans tous les lieux de consommation de la Russie intérieure par charrettes, ainsi que ceux qui restent dans les hangards des marchands-accapareurs villageois pendant l'hiver, pour être vendus au printemps, ou même en hiver, à leur ancien producteur, avec un renchérissement sur le prix ou contre l'obligation de payer par du travail.

CHAPITRE XIV

Différence que présentent les deux formes de production pour la vie économique du peuple. Consommation des produits du travail domestique et consommation des objets achetés.

Le but final de chaque production, quelle qu'en soit la forme, est la satisfaction de certains besoins. Avec la modification du mode de production se modifient aussi les modes d'acquisition des moyens d'entretien et de subsistance. Au temps du travail des esclaves et des serfs le but immédiat de la production était la consommation personnelle. A mesure que se développent les rapports capitalistes, à mesure que se concentre le capital des diverses branches d'industrie, une part de plus en plus grande des produits a commencé à être fabriquée comme marchandise, de sorte que le producteur immédiat doit aliéner une part des produits de son travail toujours plus grande, alors que la part qu'il garde pour lui diminue de plus en plus.

Cela ne veut pas dire qu'il commence à avoir besoin d'une moindre quantité de moyens de subsistance. Pas du tout. Cela veut dire seulement que la forme capitaliste de la production tend à transformer chaque industrie en industrie marchande, chaque objet confectionné en marchandise, en valeur d'échange, et chaque consommation — en consommation d'objets achetés. Dans une forme quelque peu développée, la production capitaliste ne connaît pas d'autre consommation que la consommation de marchandises.

Mais la population paysanne chez nous possède encore les instruments de travail. La terre reste encore entre ses mains. Quoique, à mesure que s'opère la transformation capitaliste de

l'industrie de fabrication, le produit de son travail agricole doive se convertir en marchandise, doive être aliéné dans une proportion grandissante, de sorte que la part qui reste aux mains du producteur immédiat est réduite à une quantité qui suffit à peine à son entretien ; néanmoins, il arrive des années où le paysan peut satisfaire à ses besoins dans une mesure plus considérable, où l'aliénation des produits agricoles se ralentit relativement. Cela arrive dans les années de bonne récolte, et surtout dans l'année qui suit immédiatement l'année de bonne récolte, lorsque les dettes et les arrérages sont payés, lorsque la satisfaction des besoins principaux, comme par exemple le besoin de vêtement, etc. est assurée. Dans une semblable année, il n'est rien qui pousse à aliéner le blé à tout prix, de sorte que le paysan peut le conserver pour la satisfaction de ses propres besoins. Il en résulte que le blé arrive sur les marchés en des quantités relativement moindres. Malgré la bonne récolte qui se répète, le prix du produit principal de la consommation du peuple, le prix de l'orge hausse. Le produit existant se trouve en corrélation plus intime avec le besoin réel. La norme des besoins de la consommation chez les consommateurs qui travaillent avec leurs propres instruments de travail sur leur propre terre est autre que là où règne le mode capitaliste de production. Le capitalisme a en vue la production des objets d'usage sous forme de marchandises, sous forme de valeurs d'échange ; il tend, avec plus ou moins de succès, à dépenser les forces de travail sociales et le temps de travail social requis à la production de chacun des objets de consommation qui correspondent au besoin social de ces produits, non au besoin réel, mais au besoin qui peut être satisfait par l'*achat* de ces produits.

Le besoin de nourriture, de vêtement etc., peut être urgent chez un nombre considérable de personnes, mais en même temps celles-ci peuvent ne pas avoir assez de moyens d'achat. Ce qu'elles ont, c'est leur force de travail, que souvent ils ne peuvent même pas appliquer. Il en est autrement si le producteur immédiat possède les instruments de production. La satisfaction des besoins se trouve, dans ce cas, subordonnée à l'application de son propre travail, et non pas à la possession de moyens d'achat. Plus le travail est productif, plus il est intense,

plus rationnelle est la combinaison du travail des travailleurs individuels en un procès unique de production, plus pleinement sont satisfaits les besoins de tous et de chacun. On ne peut même parler dans ce cas de surproduction, ainsi que de manque de travail. Et tout cela parce que l'objet n'est pas produit sous forme de marchandise, sous forme de valeur d'échange. Cela se manifeste dans les années de bonne récolte qui se répètent. Alors, les effets des conditions de l'aliénation et de la circulation capitalistes subissent une limitation de la part de la production du peuple, déterminée par le besoin réel et non pas par l'existence de moyens de payement.

Mais dans la majorité des cas, avec les accaparements croissants des industries par le capital, la population paysanne est forcée de vendre chaque année une quantité plus grande de produits de son travail agricole. Elle ne peut en conserver qu'une quantité qui ne correspond pas au besoin réel à beaucoup près. Mais comme cela se produit dans le pays entier, le besoin du produit, déterminé et conditionné par la faculté d'achat de la population, par le facteur créé par le capitalisme, diminue. Au point de vue des capitalistes, la société a dépensé trop de forces de travail et de temps de travail pour sa fabrication, et sa valeur diminue. Mais cette diminution dépend exclusivement de la diminution de la faculté d'achat de la population, de ce que le besoin de produits se détermine par la faculté de payement. De là résulte la divergence accentuée des prix locaux du blé et des prix dans les ports, pendant les années de mauvaise récolte. Le besoin réel du produit, pendant ces années, évidemment ne diminue pas du tout, mais nous le répétons, la possibilité de satisfaire ce besoin diminue à cause de la vente forcée d'une grande part du produit.

Le concours de conditions favorables pour que la récolte soit bonne pendant deux années consécutives, est une éventualité trop incertaine. Mais même si la productivité du travail agricole devenait un phénomène constant, si avec cela les conditions capitalistes de la production et de la circulation se maintenaient, le capitalisme pourrait réduire la part du paysan dans le produit à la quantité qu'il obtient en moyenne, à présent. Nous le démontrons plus loin.

Plus la production capitaliste se développera, plus elle acca-

parerа les branches d'industrie qui, jusqu'à présent, restent aux mains des producteurs indépendants, moins la population paysanne aura le moyen de satisfaire ses besoins matériels plus complètement, plus la production tombera entièrement sous la dépendance des lois implacables du capitalisme, qui n'admet d'autre consommation que celle de produits achetés.

CHAPITRE XV

Le mode capitaliste de production a besoin de marchés extérieurs. Comment on les acquiert. Ce qui amène le bon marché des marchandises. Exemples. Développement de l'industrie cotonnière. Commerce extérieur de ces marchandises. Exemples dans d'autres domaines de l'industrie. Conclusions.

Dans toute cette série d'études nous avons tâché de montrer que le bouleversement produit par le capitalisme dans la répartition de tout le temps de travail social et de toutes les forces de travail sociales s'est exprimé dans ce fait que, pour la satisfaction des besoins sociaux de produits de l'industrie de fabrication, il faut employer énormément moins de forces de travail et de temps de travail nécessaires socialement qu'auparavant ; conséquemment, tout le reste du temps de travail et des forces de travail sociales sont devenus complètement disponibles. Puis, par suite de la séparation des forces de travail et des moyens de production, la population ne peut plus jouir de ces produits immédiatement, comme jadis, mais elle doit les acheter. Pour acquérir les moyens d'achat, elle est contrainte d'aliéner une part de plus en plus grande de ses produits agricoles, et par conséquent elle doit se nourrir insuffisamment et satisfaire ses autres besoins dans une mesure moindre, quoique elle ait beaucoup de temps de travail et de forces de travail libres, qu'elle cherche et ne trouve pas à appliquer. En somme, chez nous se produit la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, qui entraîne les mêmes conséquences qu'ont subies chacun des pays qui sont entrés dans le mode capitaliste de production.

On pourrait objecter à cela : admettons que notre situation actuelle est pénible ; que la population paysanne est de plus en plus attirée vers les travaux du sol, en défrichant les pâturages et les prairies, en abattant les forêts, qui s'élevaient sur leur terre reçue en lot; admettons que pendant la plus grande part de l'hiver elle reste presque partout sans occupations, excepté là où il y a des fabriques, qui la forcent à travailler jusqu'à épuisement complet de ses forces, ou donnent du travail justement pour ne pas « désapprendre le travail. » Mais ne peut-on dire que tout cela n'est qu'une situation temporaire, qu'aujourd'hui ou demain peuvent arriver des jours plus heureux, que si notre marché intérieur devient insuffisant, nous conquérrons le marché extérieur, qu'alors l'industrie et le commerce prospéreront, que tout le monde aura de l'occupation, et que nous avons assez de richesses naturelles pour pouvoir encombrer tout l'univers. Est-ce que l'exemple de l'Amérique n'en est pas une preuve? Est-ce que le paysan n'abandonnera pas le métier pour commencer à cultiver le lin qu'il fournira aux fabriques?

Tâchons de déblayer le terrain. Le mode capitaliste de production exige avant tout des débouchés, c'est la condition essentielle de son existence. S'il n'y a pas de débouchés, la crise arrive. Par suite, chaque nation capitaliste tend à s'assurer le marché le plus vaste possible pour écouler ses marchandises, et d'abord porte son attention sur son marché intérieur. Après avoir atteint un certain degré de développement industriel, la nation capitaliste ne peut plus se contenter de son propre marché intérieur et en voici les raisons :

Tout le produit annuel créé annuellement peut être divisé en deux parties : celle que les producteurs immédiats, les ouvriers, reçoivent sous forme de salaire, et l'autre qu'obtiennent les capitalistes. La première part peut retirer de la circulation une quantité de moyens d'existence dont la valeur est égale à la somme brute des salaires d'ouvriers, et comme la société « tend à les limiter au minimum », il en résulte que, malgré « leur importance pour le marché », leur rôle comme acheteurs sur le marché intérieur s'amoindrit sans cesse. Nous avons déjà vu par quels moyens le capitalisme diminue la part de la classe ouvrière. Il se sert de la prolongation du temps de travail, de

l'intensification du travail et de l'augmentation de sa productivité à la suite de l'application de perfectionnements techniques, qui permettent le remplacement du travail des ouvriers adultes par le travail des femmes et des enfants, et enfin, de la mise à pied des ouvriers adultes. Quoiqu'il soit possible que le salaire de ceux qui restent occupés augmente, cette augmentation est en disproportion avec la diminution des dépenses du capitaliste, qui survient d'abord, à cause du remplacement du travail des hommes par le travail, à meilleur marché, des femmes et des enfants, et ensuite à cause de la diminution relative du nombre total des ouvriers occupés. Enfin, à côté de la tranformation capitaliste des industries et de la mise en disponibilité du temps de travail de la population agricole, la faculté d'achat de cette population diminue, et par conséquent le marché intérieur de la production capitaliste se rétrécit également. Ainsi, la production capitaliste rencontre un obstacle, qui entrave son accroissement, dans la diminution du marché intérieur, qui se trouve subordonné à la faculté de payement de la population ouvrière. Mais la part que la classe capitaliste obtient dans le produit ne peut pas absorber tout le produit nouvellement créé, pour une autre raison. Quelque grands que soient les besoins de cette classe, tout le produit supplémentaire créé pendant une année ne peut être consommé par elle, en partie, parce qu'une portion doit être employée à l'extension de l'entreprise, à des perfectionnements techniques, sans quoi chaque capitaliste individuel court le risque de perdre le débit de ses marchandises et d'être jeté par-dessus bord ; en partie, parce qu'avec l'extension de la production, s'étend aussi cette branche qui s'occupe de la fabrication des instruments de production, la métallurgie, la construction des machines, etc., dont le produit ne peut entrer dans la consommation personnelle, et doit être consommé productivement ; en d'autres termes, dès son apparition au monde, il peut et il doit agir comme capital, et ne peut être consommé comme revenu ; en partie, parce que la répartition du temps de travail et des forces de travail sociaux dépend de ce qu'en conséquence de la productivité plus grande du travail, on peut produire davantage dans une unité de temps; et partant, le produit revient à meilleur marché, il peut être consommé par un nombre de personnes plus grand. C'est pour-

quoi la production se développe si fortement au point de vue technique ; mais par cela même que les produits sont destinés à un vaste marché, ils ne peuvent être consommés par la poignée des entrepreneurs eux-mêmes, et par conséquent ne peut pas être réalisée la plus-value matérialisée en eux. La création de la plus-value et sa réalisation sont deux choses différentes. Dès que le sur-travail qu'on peut employer est cristallisé en marchandise, la plus-value est créée. Par cette création de la plus-value (ce mobile de la production capitaliste) est achevé le premier acte de la production capitaliste, le procès immédiat de la production... Arrive un second acte. Toute la quantité de marchandises, la part qui remplace le capital constant et le capital variable, aussi bien que celle dans laquelle est inclue la plus-value, en un mot, tout le produit doit être vendu. « Et, avant tout, le produit qui est destiné pour un vaste marché, car ce n'est qu'avec la réalisation de ce produit que se réalise la part de la plus-value qui peut être employée pour l'achat des objets de luxe. » Chaque crise diminue aussitôt la consommation des objets de luxe (1), à cause de l'impossibilité de réaliser la plus-value cristallisée dans les objets de consommation nécessaires, par suite de la diminution de leur écoulement. La difficulté gît, donc, non pas dans la consommation de la plus-value, mais dans sa réalisation.

Les conditions de l'exploitation immédiate et les conditions de sa réalisation ne sont pas identiques... Les limites des unes sont les forces productives de la société ; les limites des autres, la corrélation des diverses branches de production et la faculté de consommation de la société. Cette dernière se détermine non par la faculté de consommation absolue, mais par la faculté de consommation dépendant des conditions de la répartition, qui réduisent la consommation de la majeure partie de la société au minimum, qui se modifie dans les limites plus ou moins étroites. Ensuite, la tendance à accumuler, à agrandir le capital, à créer la plus-value dans les plus grandes proportions lui met aussi une limite. C'est la loi de la production capitaliste... la nécessité de perfectionner la production, d'augmenter ses proportions seulement pour conserver le capital, sous peine de le perdre. Il en résulte que le marché doit toujours croître. C'est en

(1) *Kapital*, II, trad. russe, p. 309.

cela que Marx voyait la contradiction de la production capitaliste : les ouvriers comme acheteurs des marchandises sont importants pour le marché, mais la société capitaliste a la tendance à réduire leur nombre au minimum et à réduire leur prix comme vendeurs de leur propre marchandise, la force de travail. Les époques où la production capitaliste tend tous ses efforts, sont toujours des époques de surproduction, car les forces productives ne peuvent pas être utilisées sans produire plus de valeurs qui, en même temps, ne peuvent pas être réalisées. Mais l'écoulement des marchandises, en augmentant le capital marchand, est limité non seulement par l'importance des besoins de consommation de la société en général, mais des besoins de consommation de la société dont la grande majorité est pauvre et doit toujours rester pauvre. « (*Kapital*, v. II, trad. r., p. 232, note.) La production capitaliste trouve à sortir de cette contradiction dans l'extension du marché au delà des frontières du pays, dans le commerce extérieur, car la production capitaliste, en général, n'existe pas sans le commerce extérieur (*Kap.*, II, p. 359). « Der innere Widerspruch sucht sich auszugleichen durch Ausdehnung der äusseren Feldes der Production. Je mehr sich aber die Produxtionskraft entwickelt, um so mehr gerät sie in Widerstreit mit der engen Basis, worauf die Konsummtionsverhältnisse beruhen... denn, obgleich... die Masse des produzierten Mehwerths sich steigern würde, steigert sich eben damit der Widerspruch zwichen der Bedingungen, worin dieser Mehrwerth produziert, und den Bedingungen, worin er realisirt wird (*Kap.*, III, t. 1, pp. 225-226). La production capitaliste se suffisant à elle-même est donc une absurdité.

Quoique la plus-value qu'un capitaliste reçoit, puisse être réalisée en produits supplémentaires de toute une quantité d'autres capitalistes, et, qu'au contraire, la plus-value des autres fabricants puisse être réalisée dans le produit supplémentaire de notre capitaliste et, par cet échange réciproque, réaliser les plus-values produites par les ouvriers de chacune des fabriques, comme cela se fait en réalité, nous devons nous rappeler que cette réalisation existe seulement pour les produits d'un genre d'industries, à savoir celles qui s'occupent de la production des objets de consommation personnelle, qui peuvent donner, de quelque importance qu'elles soient, de l'occupation à un nombre

d'ouvriers très limité. Mais, dans la société capitaliste, on voit croître extraordinairement rapidement cette branche d'industrie qui s'occupe d'extraction ou de fabrication des instruments de production, extraction des métaux, construction des machines, etc. donc, d'objets qui sont destinés à jouer le rôle de capital. Ce rôle grandissant de la fabrication des moyens de production entraîne l'augmentation de la productivité des autres branches d'industrie qui s'occupent de la confection des objets de consommation, notamment de ceux qui sont destinés à un grand nombre de consommateurs. Les objets de luxe, qui ne peuvent compter sur un grand nombre de consommateurs, sont fabriqués ordinairement à la main et non pas à la machine. La productivité, augmentant toujours dans une des branches d'industrie par la force de la concurrence, contraint chacun des fabricants individuels de cette branche à introduire chez lui des machines perfectionnées et les meilleurs procédés techniques, sous peine de mort industrielle. Voilà pourquoi il n'y a rien de plus erroné que cette idée que le stimulant principal de la production capitaliste est la consommation personnelle.

Ainsi, comme le produit de chacune des fabriques dépasse beaucoup le besoin de tout le personnel occupé dans cette fabrique ainsi que de son propriétaire, le produit de toute l'application capitaliste dépasse le besoin de toute la population industrielle occupée dans sa production, et il dépasse ce besoin précisément, parce que cette nation est une nation capitaliste, dont la division des forces de travail social n'a pas pour but la satisfaction des besoins réels de la population, mais la satisfaction des besoins de celui qui paye. C'est pourquoi le fabricant individuel, le capitaliste ne pourra subsister un jour si son débouché est borné seulement à ses besoins et à ceux de ses ouvriers, et la nation capitaliste développée ne pourra non plus se borner à son propre marché intérieur.

Chaque nation capitaliste se voit obligée d'agrandir la production, à cause de la concurrence de chacun des capitalistes individuels, qui tendent à augmenter la productivité du travail de leurs ouvriers, et d'acquérir un marché plus grand ; mais, avec cette augmentation de la productivité diminue le nombre des forces de travail occupées ; donc, le marché intérieur diminue, et, pour sortir de cette difficulté, il ne reste, pour une na-

tion capitaliste, qu'à étendre le marché hors des limites du pays, qu'à acquérir un marché extérieur ; car, quoique les mobiles et le but de chaque capitaliste ne soient pas la satisfaction des besoins du peuple, mais le lucre, pourtant il ne peut pas atteindre ce but autrement qu'en produisant la marchandise qui doit satisfaire un certain besoin social. Il produit la marchandise et tend à réaliser sa valeur d'échange, dans laquelle est incluse la plus-value, mais il ne peut la réaliser que dans le cas où cette marchandise sera aussi une valeur d'usage, sera un objet utile à l'acheteur, pourra satisfaire son besoin.

Mais chaque nation se trouve dans la même situation, chacune d'elles tend à élargir son marché extérieur pour pouvoir écouler ses marchandises. Les limites du marché extérieur sont fixes, et chaque nation capitaliste doit entrer en lutte industriellement. La seule arme de cette lutte c'est le bon marché de la marchandise. Et le bon marché de la marchandise peut être obtenu, principalement, par une productivité supérieure du travail, et par une intensité supérieure du travail des ouvriers.

Nous avons déjà dit antérieurement, comment, avec les perfectionnements techniques, la quantité de travail nécessaire socialement pour la production d'un objet donné diminue. Nous avons vu aussi que, si la productivité du travail des ouvriers d'une fabrique donnée augmente, la quantité de plus-value augmentant aussi, l'entrepreneur peut bénéficier de cette augmentation, c'est-à-dire peut vendre les produits de sa fabrique au-dessus de leur valeur individuelle jusqu'à ce que la productivité du travail dans les autres fabriques de la même branche d'industrie augmente également. Nous pouvons appliquer cette conclusion à chaque nation par rapport aux autres nations. Plus productif est le travail des ouvriers d'une nation donnée, meilleur marché est le produit qu'elle fabrique ; alors, sur le marché international elle a le moyen de vendre son produit au-dessus de sa valeur individuelle.

Cette question a une si grave importance économique qu'il est bon d'en donner une idée plus claire et plus exacte. Chaque pièce d'un article quelconque, obtenu grâce à un travail plus productif, renferme en soi moins d'énergie formatrice de valeur, renferme moins de travail humain que la même pièce de cet article produite par un travail moins productif. Avec le travail

plus productif, dans chaque unité de temps, par les mains d'un ouvrier, il passe plus de matières premières, et il se crée plus de marchandises qu'avec un travail moins productif. Par conséquent, avec la productivité du travail plus grande, chaque pièce d'un article fabriqué absorbe moins d'énergie de travail et augmente moins sa valeur. Nous avons déjà montré dans quelle mesure la productivité du travail des ouvriers anglais est supérieure à la productivité des nôtres ; examinons maintenant comment cette productivité élevée se réfléchit sur les prix. Si cent pièces de matières premières, mettons 100 livres de coton d'une valeur de 100 roubles, exigent deux semaines de temps de travail pour se transformer d'abord en fils, et ensuite en calicot, la valeur de ce tissu s'exprimera, mettons encore, par 200 roubles, donc aux matières premières, au bout de deux semaines de travail, s'ajoute la valeur de 100 roubles, ou pour chaque semaine 50 roubles. Mais si, par suite des conditions techniques et autres, la productivité du travail du filage et du tissage augmente, et si, pour confectionner ce tissu, il faut employer une semaine au lieu de deux, alors, dans cette semaine, à la valeur de 100 livres de coton (100 roubles) s'ajoutera une nouvelle valeur de 50 roubles, créée par le travail du fileur et du tisseur, et la valeur du calicot sera exprimée par 150 roubles, et non pas par 200 roubles.

En somme, plus le travail est productif, plus la valeur de chaque pièce d'une marchandise produite s'approche de la valeur des matières premières. Voici un exemple pris dans notre industrie cotonnière.

En 1889, le prix moyen du poud de coton sur le marché de Moscou oscillait autour de 10 roubles ; le prix d'un poud de fils N. 32 water, N. 34 medio, et N. 36-38 de la trame, c'est-à-dire de la chaîne et de la trame, était, en moyenne, de 18 roubles 75 copecks ; le prix d'un poud de calicot était de 21 roubles 75 copecks. En décomposant celui-ci en ses parties intégrantes, nous arrivons à ce résultat, que dans un poud de calicot, il y a du coton pour 10 roubles, plus la valeur du filage, 8 roubles 75 copecks, plus la valeur du tissage 3 roubles, soit 21 roubles 75 copecks 0/0 : 100 + 87,50 + 30 = 217,5 0/0. En conséquence, nous constatons qu'à la valeur du coton (si nous admettons que sa valeur est égale à son prix), pendant le procès de filage il s'ajoute 87,5 de sa valeur, et, pendant le tissage, il s'ajoute encore 30 0/0,

c'est-à-dire qu'à la valeur du coton s'ajoutent en tout 117,5 0/0. Le même rapport entre le filage et le tissage subsiste jusqu'à présent (1). Les mêmes marchandises, à la bourse de Liverpool de cette même année, valaient en moyenne : le coton 6,531 pence la livre, les fils 8,687 pence, 9,75 pence, de sorte qu'au coton, d'une valeur de 6,531 pence, s'ajoutent par le filage 2,156 pence, et, par le tissage avec l'apprêt, 1,063 pence. En 0/0, cela s'exprimera ainsi : 100 0/0 le coton + 33 0/0 le filage + 16,3 de tissage, au total 149,3 0/0.

Ainsi, la productivité des fabriques anglaises de filature et de tissage est plus que le double de la productivité des fabriques russes. La quantité de travail dépensé pour la fabrication du tissu et l'apprêt des tissus dans les fabriques anglaises est presque moitié moindre que la quantité de travail dépensé pour le même objet dans les fabriques russes, et les Anglais peuvent vendre leur marchandise une fois et demie meilleur marché que les russes (217,5 : 149 = 145,6 0/0), mais à condition que le prix du coton soit équivalent. Si le coton en Angleterre est meilleur marché, la marchandise produite peut être vendue à meilleur marché dans la proportion où le prix du coton entre dans le prix de l'objet fabriqué. Cet exem ple nous montre que « la valeur de la marchandise est en raison de la productivité du travail ».

L'analyse de la valeur de la marchandise que nous venons de faire, diffère de celle que nous avons faite antérieurement ; celle-ci avait en vue de déterminer les parties intégrantes de la marchandise, de fixer combien entre en elle de la valeur qui existait déjà avant le commencement du travail et qui se transmet sur le produit que l'on confectionne, de l'amortissement du capital, des matières premières, etc., et pour combien entre de la valeur créée nouvellement, valeur nécessaire et plusvalue.

L'analyse de la valeur de la marchandise dont il s'agit ici, a pour but de déterminer la grandeur de la valeur qui se transporte sur l'objet fabriqué à mesure qu'il traverse les phases consécutives de la production.

L'analyse antérieure décomposait la valeur d'une marchandise

(1) Comp. « Commerce des matières textiles en 1890 » publié dans le « Moniteur des Finances ». 1891.

et déterminait quelle est la quantité de valeur existant avant le commencement du travail, et quelle est la quantité de valeur créée. Dans l'analyse qui nous occupe, il ne s'agit pas de cette répartition, il ne s'agit que du degré d'influence que la série consécutive des travaux exerce sur la grandeur de la valeur d'une marchandise produite, et la quantité de travail vivant et concrétisé, dépensé pour chaque genre de ces travaux.

En conséquence, seule cette nation peut escompter la victoire industrielle sur le marché mondial, qui produit ses marchandises avec le travail le plus productif et le plus intense. On peut aisément comprendre pourquoi l'Angleterre a conquis un marché si vaste et, partant, pourquoi sa production est tellement développée. Nous citons, en note, la répartition des mécanismes d'exécution, c'est-à-dire des broches, par pays de production (1). Ces données nous montrent que l'Angleterre a réussi à accaparer plus de la moitié du nombre total des broches qui existent dans le monde entier. Avec les Indes où sont installés et agissent aussi les capitalistes anglais, elle avait, en 1887, 55,2 0/0 de toutes les broches, et, en 1891, par suite du développement extraordinaire de cette branche d'industrie aux Etats-Unis (de 9,5 0/0), quoique son importance relative fût légèrement diminuée (de 0,6 0/0), l'Angleterre avec les Indes comptaient 54,6 0/0 du nombre total des broches.

(1) Nombre des broches dans les filatures en milliers :

	En 0/0	1887	1888	1889	1890	1891	En 0/0	Augment. en 0/0
Grande-Bretagne . .	52,2	42,740	43,000	43,500	43,750	44,750	50,8	4,7
Europe continentale .	28,3	23,180	23,500	27,000	24,575	25,150	28,6	8,4
États-Unis .	16,5	13,500	13,525	14,175	14,550	14,781	16,8	9,5
Inde-Orientale . . .	3	2,420	2,490	2,760	3,270	3,331	3,8	13,9
Total . .	100	81,840	82,515	84,435	86,145	88,032	100	7,6

Le nombre des broches dans toutes les filatures de la Russie s'élevait à 3.860 mille pendant l'année 1888-89.

Nous voyons donc que l'Angleterre s'est assuré plus de la moitié de la consommation mondiale des fils.

Et comme avec l'extension de l'industrie de la filature, son côté technique se perfectionne, d'où résulte une diminution de prix de la marchandise, il n'est possible de déloger l'Angleterre de la position qu'elle occupe qu'en se servant de sa propre arme — le développement de la productivité du travail. Sous ce rapport, les Etats-Unis font des progrès énormes. La consommation du coton en Amérique s'accroît très rapidement ; ainsi, d'après les calculs faits par le statisticien du ministère de l'Agriculture (1), la consommation intérieure, pendant la période quinquennale de 1885-89, était en moyenne de 946 millions de livres par an, et, en 1889, elle atteignit 1.074 millions de livres (en poids).

Pour atteindre le degré de la productivité anglaise, nous devrions doubler la nôtre. Mais les Anglais et les Américains bénéficient encore d'autres avantages : la matière première, le coton, leur revient à meilleur marché, et leur situation géographique est plus favorable. C'est pourquoi l'Angleterre exporte annuellement (1890-91), en articles de coton, pour une somme de 60-62 millions de livres sterling, c'est-à-dire près de 550-600 millions de roubles. Dans ces mêmes années, nous n'avons exporté que pour 4,3 et 5,4 millions de roubles. Outre les articles de coton, l'Angleterre a exporté en articles de laine pour 18-20 millions de livres sterling, et en articles de fil pour 5-6 millions de livres sterling; en somme, elle a exporté les articles de coton, de laine et de fil pour une valeur supérieure à 850 millions de roubles, c'est-à-dire pour une valeur qui dépasse celle de toutes nos exportations sans exception (l'exportation la plus considérable de la Russie fut celle de 1888, la somme totale a atteint 794 millions de roubles, depuis lors elle a diminué, et, en 1890, on n'a exporté que pour une somme de 705 millions de roubles).

Le même rapport existe pour l'extraction de la houille. Pendant les dernières années, nous avons à peu près 316-380 millions de pouds, tandis que l'Angleterre extrayait 11.100 millions de pouds. En Russie, un mineur extrait annuellement 8.600 pouds, et, en Angleterre, 21.500. Dans l'industrie de la fonte de fer, l'Angleterre arrive, à peu près, à 470 millions de pouds. L'Amé-

(1) Dans le « Report of the statistician for 1889 », p. 284.

rique du Nord, 540 millions de pouds ; nous fabriquons, dans les meilleures années, 20 millions de pouds d'acier ; l'Angleterre, 120, et l'Amérique, 220 millions de pouds. Dans toutes ces industries, en Angleterre et en Amérique, la technique se perfectionne.

Chacune des nations capitalistes concurrentes fait tout son possible pour procurer à ses ouvriers l'instruction technique et générale, car elle estime que c'est l'unique moyen de remporter la victoire dans la lutte industrielle mondiale. Chaque nation veille non seulement à ce que les ouvriers sachent lire et écrire, mais que toute la classe ouvrière reçoive un développement intellectuel général. Et comme les ouvriers n'ont ni le temps, ni les moyens de fréquenter les universités, les universités vont aux ouvriers, en organisant dans les centres ouvriers des conférences faites par leurs professeurs (1). C'est seulement grâce à l'aide de la classe ouvrière largement développée que les Américains et les Anglais comptent l'emporter sur le marché mondial. Nous n'avons même pas essayé de nous occuper de ce qui s'est fait chez nous à ce point de vue (2).

Donc, il n'est pas possible de supplanter les maîtres actuels de quelque coin du marché mondial, qu'en augmentant la productivité du travail à l'aide des mesures les plus diverses, parmi lesquelles figure à présent, outre les soucis de l'amélioration des conditions matérielles de la vie des ouvriers par la législation des fabriques, le souci de l'instruction scientifique des travailleurs.

Examinons maintenant ce que le développement subséquent du capitalisme pourrait nous apporter dans le cas où nous pourrions rivaliser et dépasser l'Angleterre sur les mers et prendre sa place. L'Angleterre habille, avec les étoffes de coton, presque une moitié du monde ; à peu près 450.000 hommes, femmes et enfants sont occupés dans cette industrie, le nombre de broches qu'elle possède s'élève à 45 millions. L'Amérique du Nord pos-

(1) L' « University extension movement » est largement répandu en Amérique et en Angleterre.

(2) En France, vont à l'école 145 (par 1000 hab.), en Angleterre 160, aux Etats-Unis 200 et en Russie 25. Pour les écoles primaires on dépense en France plus de 2 roubles par homme, en Angleterre 3 roubles, aux Etats-Unis 4 roubles 50 copecks, et chez nous de 15 à 20 copecks. (A. I. Tchouprov, *Science et Richesse nationale*, conférence du 10 décembre 1892.)

sède à présent 18 millions de broches (en 1880, elle n'en avait que 10,6 millions), 225.700 métiers à tisser. Le nombre d'ouvriers ne s'élève qu'à 172.300, dont 59.685 hommes au-dessus de 16 ans, 15.107 jeunes garçons, 84.589 femmes au-dessus de 15 ans et 13.213 fillettes.

Il ne faut qu'un peu plus de 600 mille hommes pour produire les articles de coton nécessaires aux 2/3 de la consommation mondiale. Il ne faut que 500.000 hommes pour extraire toute la quantité de charbon qu'extrait annuellement l'Angleterre. Il en est ainsi dans toutes industries.

Il en résulte que, même dans le cas où nous acquerrions la plus grande part du marché mondial, — et avec les conditions du marché, comme nous l'avons vu, nous ne pourrons le faire malgré tout notre désir, — le capitalisme ne serait pas en état d'exploiter toute la masse des forces de travail que maintenant il prive constamment d'occupation. En effet, que signifient quelque 600.000 ouvriers anglais et américains en comparaison des millions de paysans qui chôment pendant des mois entiers (1).

C'est pourquoi, quand nous recevons de la part des néophytes du capitalisme l'invitation de descendre dans les mines, où, sous les voûtes des couches de houille, on promet aux ouvriers qu'ils trouveront le paradis terrestre, les ouvriers refusent avec tant d'empressement, que les propriétaires de mines ont déjà sollicité plusieurs fois du gouvernement l'introduction du travail presque obligatoire (2), nous savons d'abord que le nombre des ouvriers nécessaire est relativement très petit ; en second lieu, que l'on peut

(1) Les faits communiqués dans le « Recueil de renseignements statistiques pour le gouvernement d'Ekathérinoslav » (distr. de Bakhmoute et de Slavianoserbsk) peuvent nous donner une idée de ce paradis terrestre. Le correspondant d'un journal a fait une description en automne 1892 de la vie des ouvriers des mines, et nous y voyons que, pendant les dix dernières années, les conditions de vie ne se sont nullement améliorées. Au Ve congrès des propriétaires de mines, ceux-ci sollicitaient, outre l'émigration des paysans des grands gouvernements centraux et d'après l'article 95 de leur requête. que les émigrants *soient obligés*, pendant les cinq premières années, de rester en service chez le propriétaire qui les a transportés du lieu de leur domicile, et pour le salaire déterminé par le contrat ; si l'un d'eux veut abandonner son nouveau domicile, il est obligé de payer pendant cinq ans le prix double... ou de se faire remplacer par un autre qui succède à ses droits (??) et obligations » (Citation du « Moniteur Russe » 1892, n° 1, p. 12).

restreindre le travail des mines à la proportion du besoin de leur produit, or ce besoin chez nous est très peu considérable ; la productivité de notre travail et son intensité sont insuffisantes pour tenter de conquérir les marchés extérieurs ; en troisième lieu, dans les limites de ces petits besoins, le nombre relatif des ouvriers diminue constamment par suite du développement de la technique ; ainsi, par exemple, dans l'industrie des carrières on a inventé une machine à percer qui, en une minute et demie, perce les trous qui, faits à la mains, exigeaient une heure et demie de travail (1). Avec le capitalisme, cette diminution se réfléchit exclusivement sur la classe ouvrière, et elle trouve son expression dans l'augmentation du nombre des sans-travail. Le pays que nous avons toujours présenté comme l'Eldorado du capitalisme, montre le mieux la grandeur relative de cette surpopulation. Pendant la dernière période décennale, plus d'un million et demi d'hommes ont émigré de l'Angleterre, et les statisticiens anglais expliquent par cette émigration l'accroissement *ralenti* de la Grande-Bretagne (2).

Quoique, certes, ce facteur exerce aussi une influence sur l'accroissement de la population, cet accroissement se ralentit principalement à cause de l'augmentation du nombre des sans-travail, de la situation toujours plus mauvaise de la classe ouvrière. Mais pourtant, l'aristocratie ouvrière — les menuisiers, les mécaniciens et autres, organisés en unions ouvrières, sont dans une situation matérielle meilleure que leurs camarades du continent. On les cite toujours comme exemple de l'amélioration de la situation des ouvriers anglais (3). Mais d'abord,

(1) H. Herkner, *Studien zur Fortbildung des Arbeiterverhältnisses* (*Archiv.* de Braun, t. IV, p. 371, note).

(2) De 1881 à 1890, aux Etats-Unis seulement, ont émigré de l'Angleterre 1.462.839 hommes ; de l'Allemagne 1.452.970 hommes y sont émigrés pendant cette période. Ce sont ceux qui n'avaient pas de place au banquet de la vie dans leur patrie. Nous venons de parler de l'émigration vers l'Amérique du Nord ; mais ces flots puissants se dirigeaient encore vers d'autres pays du monde, vers l'Amérique du Sud, vers l'Australie, vers l'Afrique, etc.

(3) L'importance de cette circonstance est révélée par les rapports du « Labour bureau » fondé avec l'assentiment de la Chambre des communes. Ainsi, par exemple, d'après le « Statistical tables and report on Trade Unions » (C. 5, 104, 1887), nous constatons que dans les unions ouvrières

les ouvriers anglais ont réussi, pendant la période du monopole de l'industrie anglaise, à se former des habitudes et des besoins avec lesquels les entrepreneurs doivent compter. Avec ces besoins, supérieurs comparativement au besoin des ouvriers du continent, et surtout, des ouvriers russes, ils développaient aussi leur faculté de fournir un travail plus intensif, puisque, avec les mêmes instruments de travail, etc., dans une unité de temps, ils produisent plus de marchandises. Ainsi, pour enlever, ne fût-ce qu'une part du marché mondial aux nations capitalistes qui l'ont accaparé avant nous, nous n'avons ni les connaissances, ni le développement technique nécessaires. Nos concurrents, que nous voudrions déloger de leurs positions, souffrent déjà d'avoir un surplus de forces effectives de production, qui, à défaut d'occupation chez eux, abandonnent leur patrie et émigrent

les mieux organisées, le nombre des sans-travail a toujours été considérable, en augmentant fortement pendant les crises. Ainsi, dans le syndicat des mécaniciens, pendant la période 1866-1886, le nombre des chômeurs a été de 1 0/0 à 13,7 0/0, dans le syndicat des constructeurs de machines à vapeur de 1 0/0 à 10 0/0, dans celui des fondeurs en fer de 1 1/2 0/0 à 22 0/0, et pendant 8 années (de cette période de 20 ans), le 0/0 des chômeurs ne descendit jamais au-dessous de 10 0/0, en s'élevant parfois à 14, 15, 16, 18 et même à 22,3 0/0 ; dans le syndicat des constructeurs de bateaux en fer pendant 4 ans (dans une période de 14 ans) le 0/0 des chômeurs n'est pas descendu au-dessous de 20 0/0, sans parler du syndicat des typographes, dans lequel, pendant presque toute la période examinée, le nombre des chômeurs a été au-dessus de 10 0/0. Il est à noter que comme l'entretien des chômeurs pèse d'un lourd fardeau sur les autres membres (il représente de quelques shillings à 3-4 livres, et même davantage, par personne annuellement), tous les membres du syndicat font leur possible pour trouver du travail à leurs camarades qui chôment. Telle est la situation de l'aristocratie ouvrière. Quant au nombre des chômeurs dans toutes les sphères du travail, indépendamment de ce qu'ils sont syndiqués ou non, une enquête préalable, dans quatre parties caractéristiques de Londres, a révélé que pendant les 6 derniers mois avant cette enquête (mars 1887), n'avaient pas d'occupation pendant un temps plus ou moins long, de 30 à 40 0/0 de cochers, de dockers, de gaziers, de mécaniciens, de 40 à 50 0/0 de boulangers, de bouchers, de forgerons, de tonneliers, de pelletiers, de 50 à 60 0/0 de menuisiers, de charpentiers, d'ouvriers des fabriques de tabac, de matelots, d'ouvriers de barques, de colporteurs, de 60 à 70 0/0 de tailleurs, de cordonniers, de peintres en bâtiment, de journaliers, de 80 à 90 0/0 de maçons, d'ouvriers dans les verreries et de dockers (M. J. Baernreither, *Die Statistik über Arbeitslose in England* (Braun's Archiv. v. I, p. 43-68, 1888).

dans les coins les plus lointains du monde, où ils comptent trouver du travail. Mais chaque jour le nombre de ces lieux devient de moins en moins important, et l'encombrement relatif du marché du travail devient plus grand. Et le progrès des sciences théoriques et des sciences d'application est tel, que l'histoire n'en a jamais connu de pareil ; nous apercevons donc dans l'avenir une extension encore plus grande du marché du travail, une mise en disponibilité de forces de travail qui à présent sont encore occupées.

Tout cela nous le voyons, tout cela se passe sous nos yeux, et pourtant, dans notre aveuglement, nous nous efforçons et nous avons l'espoir de conquérir une partie du marché mondial. Si même nous y réussissions en partie, nous n'y gagnerions rien, si ce n'est l'enrichissement d'une poignée de capitalistes : le marché intérieur, par suite de la possibilité plus grande de la transformation capitaliste des industries, se contracterait inévitablement, et le développement subséquent de la technique diminuerait le nombre des ouvriers occupés dans cette branche d'industrie qui accaparerait une partie du marché mondial. Finalement, nous nous trouverions dans la même situation où nous sommes à présent, comme dans tout pays capitaliste : c'est-à-dire la mise à pied incessante d'une masse d'ouvriers qui n'ont et ne peuvent pas trouver de travail, la réduction du temps de travail nécessaire socialement à la fabrication des objets dont les consommateurs qui paient, ont besoin.

CHAPITRE XVI

La limitation du temps de travail de la classe agricole sur une partie de l'année de travail, ou la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture est la cause originelle de l'empirement de la situation économique des paysans. Fermiers américains autrefois et à présent. Augmentation de la productivité de leur travail agricole et baisse correlative du prix des produits agricoles. Exemples. Nombre de personnes occupées dans l'agriculture. Endettement des fermiers. Exemples. Ennemi futur des petits fermiers — les fermes capitalistes, leurs proportions; méthodes de culture, extension.

Le développement du capitalisme produit la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, il diminue la faculté de payement de la population, qui est forcée de satisfaire ses besoins par la vente des produits du travail agricole seul, en le convertissant en marchandise. Mais la valeur de la marchandise se détermine par le temps socialement nécessaire à sa fabrication. La valeur se produit exclusivement pendant le travail, et si le produit est confectionné comme marchandise, sa valeur se compose de la valeur nécessaire à l'entretien du producteur immédiat et de la plus-value. Pour pouvoir subsister, l'ouvrier doit travailler toute l'année; pendant le chômage il ne gagne rien, et si, par les conditions de la production, il est obligé de ne rien faire pendant une partie de l'année, il ne gagnera rien pendant ce temps. Plus longtemps cette inactivité forcée dure, moins il gagne; il en résulte, que plus rapidement se produit la transformation capitaliste des industries dont il

s'occupait pendant le reste de l'année, plus le paysan a de temps disponible, et par conséquent, plus vite il s'appauvrit.

Mais l'Amérique? Les fermiers, cependant, y vivent, et vivent beaucoup mieux, avec plus d'aisance que nos paysans, alors que nulle part le capitalisme ne se développe aussi rapidement que dans ce pays.

Voyons ce qui se passe en Amérique.

Le fermier américain actuel, dit le sénateur Peffer, un des membres les plus influents de l'Union des fermiers « Farmer's Alliance (1) », est tout à fait un autre homme que n'était son prédécesseur, il y a 50 ou 100 ans. Beaucoup de contemporains se souviennent encore du temps où les fermiers, en grande partie, s'occupaient d'industrie, c'est-à-dire, où ils produisaient eux-mêmes une partie considérable de ce qu'ils consommaient. Chaque fermier avait un assortissement d'instruments, avec lesquels il fabriquait les outils de bois, comme par exemple, les fourches et les râteaux, les manches des pelles et de la charrue, les rayons de ses roues et une multitude d'autres objets en bois. Le fermier produisait aussi le lin et le chanvre, la laine et le coton. Ces matières textiles étaient manipulées dans la ferme; on y filait et tissait, on confectionnait les vêtements, le linge, etc., et on les y consommait. Chaque ferme avait de plus un petit atelier pour les travaux de charpente, de menuiserie et de fer, et dans la partie de la maison habitable se trouvaient la peigneuse de laine et le métier à tisser; on y fabriquait des tapis, des couvertures et d'autres éléments de la literie; chaque ferme élevait des oies, dont la plume et le duvet servaient à fournir les oreillers et les duvets, l'excédent était vendu sur le marché d'une ville voisine. En hiver, on charriait le maïs, la farine, le froment avec de grandes charrettes attelées de 6 ou 8 chevaux au marché à 100 ou 200 milles distance, où on achetait des épices, certaines étoffes, etc. Indépendamment de cela, parmi les fermiers il y avait des charrons, des forgerons, des charpentiers, des cordonniers, des tailleurs, des maçons... Quand l'hiver arrivait, c'était le temps de faire des provisions de viande; on la préparait et on la conservait fumée. Le froment était battu en

(1) W. A. Peffer, *The farmer's side His troubles and their remedies.* New-York, 1891, p. 56 et s.

petite quantité, dans la mesure des besoins, précisément pour la valeur dont on avait besoin d'argent comptant. Tout était conservé et était utilisé.

Une des conséquences de ce mode d'économie était qu'il fallait relativement peu d'argent comptant pour pouvoir vivre. En moyenne, une centaine de dollars suffisait probablement pour embaucher les ouvriers, réparer les instruments agricoles et pour couvrir toutes les autres dépenses de la grande ferme. En considérant l'état actuel, nous constatons que tout est changé. A l'Ouest surtout, tous les fermiers battent leur froment en même temps, le vendent aussi en même temps. Le fermier vend son bétail et achète la viande ou la viande salée ; il vend ses cochons et achète le jambon ou la viande ; il vend ses légumes et ses fruits et les achète sous forme de conserves. S'il cultive le lin, au lieu de le transformer en fils, et ensuite en toile, et de coudre le linge pour ses enfants, comme cela se pratiquait il y a 50 ans, il bat le lin, vend le grain et brûle les tiges. Sur cinquante fermiers il s'en trouvera à peine un qui élève maintenant des moutons ; il compte sur les grands fermiers-éleveurs de moutons, et il ne reçoit pas de laine, sinon sous forme du drap ou d'habit confectionné. Il ne confectionne plus ses habits chez lui, mais il les achète tout faits en ville. Au lieu de faire lui-même les instruments dont il a besoin, — les fourches, les rateaux, etc., — il va chercher à la ville le manche de la hache ou du marteau ; il achète les cordes ainsi que les autres articles fibreux, il achète l'étoffe pour les habits, il achète des fruits en conserves, il achète la viande, la viande salée, la viande de porc, il achète tout ce que jadis il produisait lui-même, et pour acheter tout cela il lui faut de l'argent.

La cause de cette modification étonnante, c'est le manufacturier avec ses fabriques de filature de laine et de chanvre, avec ses fabriques d'articles en bois, ses fabriques de filature et de tissage de coton, ses usines d'articles de bois, ses fabriques pour préparer la viande et pour conserver les fruits, etc. ; les petits ateliers des fermiers ont cédé la place aux grandes usines urbaines. L'atelier voisin du carrossier a cédé la place à la grande usine où en une semaine on fabrique une centaine de charrettes ; l'atelier du cordonnier est remplacé par un grand atelier urbain, où la majeure partie des travaux s'accomplit avec des machines.

En général, la productivité du travail du fermier a également augmenté : les inventions succédaient aux inventions, et, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, la productivité du travail du fermier a doublé ; à présent, un homme produit autant que deux auparavant. A présent, le fermier laboure la terre, l'ensemence, moissonne avec des machines. La machine moissonne, lie les gerbes, et la machine à vapeur fait le battage. Le fermier peut lire, pendant qu'il laboure le champ avec la machine, son journal du matin, et être assis sur un siège couvert, pendant qu'il moissonne. Et malgré cela, sa situation empire d'année en année. La récolte ne diminue pas, mais les prix baissent. Pendant les 10, 12 dernières années ils ont baissé de 30 à 50 0/0. Ainsi, le prix local du froment était, en 1881, de 193 dollars par bushel, et en 1889, de 67-68 cents, c'est-à-dire qu'il a baissé de 43 0/0. Le prix moyen de la meilleure bête de boucherie était sur le marché du bétail à Chicago, en 1884, de 6,02 dol. pour 100 livres, et en 1889, de 3,95, c'est-à-dire qu'il a baissé, en 6 ans, de 33 0/0. Sur le marché au blé de Chicago, en 1881, le prix du froment n° 2 était de 1318 dollars, et en 1889 de 88 cents. ; le prix du maïs est tombé pendant ce temps de 63 cents à 43 cents, le prix de l'avoine de 45 a baissé à 28,8. Sur le marché de New-York, le prix d'une livre de laine a baissé de 49 à 39 cents.

Mais rien ne prouve avec tant d'évidence l'influence que la productivité accroissante du travail exerce sur les prix, que le tableau suivant.

Valeur locale brute de toutes les céréales (froment, avoine, maïs, orge, seigle, sarrasin), superficie d'ensemencement et production brute par périodes triennales, aux Etats-Unis (1) :

(1) Les chiffres absolus sont fournis par le « Statistical Abstract of the United States for 1892 and for 1895 ». La valeur en papier est traduite en valeur métallique d'après le cours moyen pendant les mois de juillet-août 1867 : 70 dol. métal. pour 100 dol. papier ; en 1868, 71,5 0/0 ; en 1869, 75,2 0/0. Pendant les autres années, le dol. papier était au pair.

Périodes triennales	Production brute par millions de bushels	En 0/0 relativement à la 1re pér. triennale	Etendue d'ensemble par millions d'acres	En 0/0 relativement à la 1re pér. triennale	Valeur brute de la récolte par millions de dolards papier	En valeur métallique	En 0/0 relativement à la 1re pér. triennale
1867-69 . . .	4.272	100 0/0	201,8	100 0/0	3.496,4	2.530	100 0/0
1879-81 . . .	7.227,1	169 0/0	346,8	171 0/0	4.075,6	4.073,6	159,80/0
1886-88 . . .	8.712,8	203 0/0	429,3	213 0/0	3 686,7	3.686,7	145,70/0
1893-95 . . .	8.769	204 0/0	420,3	208 0/0	3.101,5	3.101,5	122,60/0

En moyenne, le prix d'un bushel pendant la première période triennale était de 59,2 cents, pendant la seconde de 56,4 cents, pendant la troisième de 72,6 cents, et pendant la quatrième de 35,3 cents.

Nous avons constaté antérieurement que la productivité du travail du fermier augmentait constamment. Maintenant, nous voyons que, malgré cela et malgré l'augmentation des surfaces d'ensemencement, la valeur des produits baissait toujours.

Nous n'avons pas de données suffisantes relatives aux années mentionnées dans le tableau, et nous ne saurions pas répondre à la question de savoir quel était le nombre des ouvriers occupés dans la production de toute cette quantité de céréales. Les seules données dont nous disposons, se rapportent aux années de recensement. Le tableau suivant est dressé d'après ces données (1).

(1) « Report on the Statistics of Agriculture in the United States at the census 1890 », Washington, 1898, et « Statistical Abstract for 1895. Statistics of occupations » dans le « Extra Census Bulletin » n° 99, May 18, 1895.

Dates	Population aux Etats-Unis en milliers	Nombre de pers. ayant un trav. indépendant, en milliers	0/0 de la population entière	N. de personnes occupées dans l'agricul. en milliers	0/0 relations à l'année 1870	0/0 de toutes les occupations	N. de pers. occupées dans l'ind. de fabr. et métal, en milliers	Nombre de fermes, en milliers	N. de pers. occupées dans une ferme	Accrois. en 0/0 du n. des fermes compar. avec la décade préc.
1870	38.558	12.506	32	5.922	100 0/0	47,2 0/0	2.707,4	2.660	2,22	30
1880	50 156	17.392	34,6	7.670	129,5 »	43,14 »	3.837	4.008,9	1,19	50
1890	62.622	22.735	36,3	8.462	142,9 »	37,2 »	5.262	4.564	1,8	13,9

En comparant les chiffres de ces deux tableaux, nous aboutissons à des conclusions d'une grande importance.

Tandis que pendant la deuxième période triennale, ou pendant la première période de six années qui s'est écoulée entre les deux recensements, le nombre des personnes occupées dans l'agriculture a augmenté de 29,5 0/0, la valeur brute locale des céréales qu'elles ont produites a augmenté de près de 60 0/0 (59,9 0/0), c'est-à-dire, la norme de son accroissementa été exactement le double du taux d'accroissement du nombre de personnes qui ont créé cette valeur. En même temps la surface ensemencée et la quantité des céréales ont augmenté d'une façon presque égale (la première de 71 0/0, la seconde de 69 0/0), en dépassant le taux de l'accroissement du nombre des ouvriers de plus de 2 1/3 fois.

L'étude des conditions dans lesquelles se trouve l'agriculture aux Etats-Unis est très instructive entre autres, sous ce rapport, que, par exemple, pendant la période examinée (1870-80), la rente, dépendant du monopole plus ou moins grand des propriétés foncières, n'obscurcit presque pas du tout la manifestation nette de la loi de la valeur. C'est pourquoi se présente la question de savoir pourquoi l'accroissement de la somme brute des valeurs nouvellement créées ne se trouve pas en raison directe (comme la loi qui règle la grandeur des valeurs l'exige) avec l'accroissement du nombre des forces de travail, mais le dépasse de beaucoup.

Pour les Etats-Unis (outre que les périodes prises pour com-

parer chacun des facteurs ne sont pas les mêmes), cette question peut être expliquée par une productivité élevée et une grande intensité du travail (et non pas de l'agriculture) des ouvriers américains, et par l'absence de monopole de la propriété foncière. Et comme le prix du marché d'une marchandise (dans le cas donné, des céréales), dans chaque pays qui entre sur le marché mondial, est déterminé par les conditions de la production et de la circulation de tous les pays qui sont en concurrence, — cette intensité et cette productivité élevées du travail, si elles ne deviennent pas communes à tous ces pays, n'exercent elle-mêmes aucune influence sur la baisse des prix. L'intensité du travail, toujours croissante, fait supposer l'augmentation des dépenses du travail pendant un temps donné. Il en résulte que la journée de travail plus intense se réalise dans une quantité de produit plus grande que dans une journée de travail moins intense, le nombre des heures de travail étant équivalent. Il est vrai qu'avec la productivité plus grande du travail, la même journée de travail donne plus de produits, mais, dans ce dernier cas, la valeur de chaque pièce diminue, parce qu'elle exige moins de travail qu'elle n'en exigeait auparavant, tandis quedans le cas précédent elle reste sans modification, parce que le produit exige autant de travail qu'auparavant... Il en résulte que la même journée de travail crée une valeur qui n'est pas constante, mais qui se modifie ; par exemple, une journée de travail plus intense crée une valeur de 7,8 shellings, etc., au lieu de créer une valeur de 6 shellings, comme le produit d'une journée de 12 heures de travail d'intensité ordinaire... De plus, sur le marché mondial, le travail national plus productif est aussi considéré comme le travail plus intense tant que la nation plus productive n'est pas contrainte de baisser le prix des marchandises jusqu'à leur valeur (*Kapital*, I, p. 544-584).

Pendant la période 1870-1880, les Russes étaient presque les seuls concurrents des Américains sur le marché mondial des blés. La productivité et l'intensité du travail russe étaient très inférieures, de sorte que leur concurrence ne fut pas trop redoutable pour les Américains, quoiqu'elle prît plus d'importance, grâce à la hausse nominale (la baisse en réalité) des prix des céréales, causée par l'émission de papier-monnaie, et par la baisse

de leur cours (1). Pendant la période 1870-80, l'économie agricole des fermiers américains se trouvait précisément dans cette situation exceptionnellement favorable. Ce fait explique pourquoi, avec l'élargissement extraordinaire du marché, dû à la construction des chemins de fer, — le réseau des chemins de fer a doublé : il a augmenté de 99 0/0, de 46.8 mille de milles à 93,3 mille ; pendant ce temps-là on a construit les principales voies magistrales qui mènent à l'extrême Occident, ce qui réduit le prix de transport des marchandises par terre et par mer (le transport par chemin de fer baissa de 40 0/0) ; pour le transport d'un bushel de froment de Chicago à New-York il a baissé, par exemple, de 33 centimes à 19, — on constate aux Etats-Unis un accroissement si rapide du nombre des fermiers (de 50 0/0), des fermiers occupés et des ouvriers salariés (de 29,5 0/0), en même temps que l'étendue d'ensemencement augmente (de 71 0/0), ainsi que la quantité des céréales récoltée (de 69 0/0). La valeur de ces céréales, grâce à ces conditions de la production intérieure exceptionnellement favorables à l'Amérique du Nord que nous venons d'énumérer, et qui contribuaient à l'accroissement d'écoulement sur le marché mondial, s'éleva de 59,9 0/0, c'est-à-dire, de plus du double, comparativement à l'augmentation du nombre des ouvriers de ferme. La valeur créée par un ouvrier augmenta de 29,3 0/0.

Pendant la période de 1880-90, le tableau se modifie. Une des causes qui ont amené l'état prospère de l'économie agricole des fermiers américains, dans son développement postérieur, devint la cause du ralentissement de ce développement, pour ne pas dire, de son regrès. Nous avons en vue le développement posté-

(1) Comme pour la Russie, la période 1870-80 offre un très curieux et très instructif exemple d'une illusion qui avait embrassé toute une classe sociale, illusion d'enrichissement fictif de la population agricole due à l'émission de la monnaie de papier et à la baisse de son cours qui l'avait accompagnée, donc à la hausse fictive du prix des produits agricoles ; ainsi la dernière période décennale présente le même exemple aux Etats-Unis. Pendant cette période, parmi les fermiers américains, prenait de plus en plus de force l'illusion de leur enrichissement possible, grâce à la détermination par voie législative du rapport réciproque de valeur des deux métaux précieux. Dans ce cas, on oublie ordinairement que la détermination de la grandeur de la valeur, comme dépendant de la loi économique, est en dehors de la puissance politique.

rieur des voies de communication et l'abaissement des prix de transport. Aux Etats-Unis, le taux d'acccroissement a diminué un peu. La longueur absolue des chemins de fer construits pendant la période 1888-90 dépasse celle de la période précédente, mais l'accroissement relatif a diminué un peu (de 83,3 mille de milles construits en 1880 à 161,35 mille de milles construits vers 1890, ou de 72,9 0/0). En même temps, la baisse du tarif des chemins de fer fut moindre; il ne baissa que de 30 0/0. Mais pendant cette période, les banques se développèrent considérablement, et par conséquent, le crédit, donc la soumission de la production au capital avec toutes ses conséquences, et aussi, une division du travail social plus large.

En effet, en même temps que la somme des prêts (loans) dans les « nationals banks » s'élevait de 45.000.000 dollars en octobre 1870, à 506.000.000 dollars en octobre 1880, c'est-à-dire qu'elle augmentait de 12 0/0 ; en octobre 1890, elle s'élevait à 1.058.000.000 dollars, c'est-à-dire que dans dix ans elle augmenta de 109 0/0. Les dépôts (deposits) subirent le même sort : de 282.000.000 dollars en 1870, ils s'élevèrent à 410.000.000 en 1880, c'est-à-dire de 42 0/0, et à 859.000.000 en 1890, c'est-à-dire aussi de 109 0/0. Outre cela, pendant la période 1880-90 on créa de nouveaux centres de production, qui commencèrent à jeter sur le marché mondial des céréales dans des proportions considérables.

Nous aurons l'occasion plus tard de parler des conditions de production dans ces pays. Maintenant notons seulement que toutes ces conditions prises ensemble, — à l'apparition des concurrents extérieurs en même temps que des concurrents intérieurs, dont nous parlerons aussi, — ont exercé une influence restrictive sur le développement de la classe agricole et sur la production des céréales. La production des céréales devint plus extensive : tandis que les surfaces d'ensemencement ont augmenté de 113 0/0 comparativement à celles de 1870, la quantité brute des blés récoltés n'augmenta que de 103 0/0. Mais ce n'est pas ici que se révèle l'influence essentielle des facteurs énumérés. Pendant la période 1880-90, malgré une augmentation de la surface d'ensemencement de 24 0/0, malgré une augmentation de la quantité des céréales récoltées de 22 0/0, leur valeur brute diminua de 10 0/0, de sorte que la valeur créée par un ouvrier ordi-

naire pendant cette période décennale a diminué de 19 0/0, devenant presque égale à ce qu'elle était il y a vingt ans. Voilà pourquoi l'accroissement du nombre des fermes, — indépendamment de la diminution de l'étendue non exploitée, — a diminué pendant ce temps de plus de trois fois (13,4 0/0 au lieu de 50 0/0 de la période décennale précédente), et le nombre des fermiers et des ouvriers salariés n'a augmenté que de 10 0/0. Il faut encore prendre en considération, que le recensement comprend dans cette rubrique non les agriculteurs seuls, mais toute une série de personnes qui sont occupées dans d'autres branches d'industrie agricole. Dans les derniers temps, outre la culture des céréales, on s'occupait beaucoup aux Etats-Unis de la culture du coton, de l'économie laitière, de viticulture, d'apiculture, d'élève de bétail pour l'exportation (de sorte que le maïs, la céréale la plus répandue, est exporté sous forme de viande fraîche ou en conserves), et d'autres branches de l'économie agricole, où les machines trouvent une moindre application, et où les ouvriers agricoles sont occupés en nombre relativement plus grand (1).

Pendant la première moitié de la période décennale courante, les facteurs énumérés ont continué à exercer leur influence sur la production des céréales et sur leur valeur. Certains d'entre eux, par exemple, la concurrence de l'Amérique du Sud, de l'Australie, avaient une si grande importance, que tandis que l'étendue d'ensemencement des céréales et la quantité de grains récoltée n'ont presque pas été modifiées pendant la période triennale 1893-95 comparativement à la période triennale 1886-1888, la valeur de cette quantité brute a diminué de 16 0/0, et comparativement avec la fin de la période 1870-80, — de 24 0/0. Cela a reçu son expression dans le fait que la valeur d'échange qui revient à chaque ouvrier ordinaire est inférieure de 15 0/0 à celle qui

(1) Ainsi, par exemple, le nombre des ouvriers viticulteurs s'éleva, en 1890, à 200.780, dont 100.000 étaient occupés en Californie seule, où on n'a commencé à s'occuper de viticulture dans de grandes proportions qu'il y a 15-20 ans. En 1870, on cultivait le coton sur une superficie de 7 millions d'acres, ce qui donnait une récolte de 3 millions de balles ; en 1888, on ensemença plus de 19 millions d'acres, et la récolte augmenta jusqu'à 7 millions ; en 1870, on a obtenu 262 millions de livres de tabac ; en 1888, 565 millions. En 1870, il y avait 8,9 millions de vaches à lait ; en 1890, il y en avait 15,9 millions.

lui revenait pendant la période triennale précédente et de 30,9 0/0 à celle qui lui revenait en 1879-81.

Ainsi, si nous prenons comme mesure de la comparaison la première des périodes triennales examinées, nous verrons que l'économie des fermiers atteint son état le plus prospère en 1879-1881, que la valeur créée pendant ce temps par un ouvrier ordinaire a atteint sa plus importante grandeur, par suite du concours des conditions les plus favorables pour lui. La valeur sociale des céréales qu'il a créées dépassait de beaucoup la valeur individuelle locale. Mais depuis ce temps, depuis le commencement de la période 1880-90, les fermiers de l'Amérique du Nord perdent petit à petit leur situation exceptionnellement favorable sur le marché mondial, à cause de la masse des céréales produites dans de meilleures conditions dans les pays qui entrent au nombre des concurrents. En même temps, la loi qui détermine la grandeur de la valeur d'échange d'une marchandise donnée a commencé à s'accentuer de plus en plus fortement, la valeur d'échange des céréales s'est approchée de plus en plus de la grandeur déterminée par la quantité de temps socialement nécessaire à leur production.

Ainsi, malgré l'accroissement gigantesque de la productivité du travail, vers la fin de la période 1880-90, les conditions écomiques, extérieures et intérieures, furent si défavorables pour les américains, qu'ils commencèrent à perdre leur situation privilégiée sur le marché mondial, et ayant produit 22 0/0 de plus de valeurs d'usage, ils produisirent 10 0/0 de moins de valeurs d'échange que pendant la période décennale précédente. Malgré cela, ils ont conservé la situation qu'ils avaient occupée vers la fin de la période 1860-70, car à la fin de la période 1880-90, il revient à chaque ouvrier presque autant (1 0/0 de plus) de valeurs d'échange créées (il ne s'agit ici que des céréales), qu'il lui en revenait à la fin de la période 1860-70.

Il ne faut pas oublier, qu'en même temps, un grand nombre d'industries abandonnèrent les fermes et se transplantèrent dans les fabriques et les usines. Quant aux autres branches de l'économie agricole, nous verrons que la valeur de leurs produits subit la même influence des facteurs que les fermiers sont impuissants à écarter, ou auxquels ils n'ont rien à opposer. Enfin, quant à l'influence que la baisse des valeurs exerce sur les autres bran-

ches de la production du pays, nous aurons l'occasion de signaler l'indépendance des conditions du développement des plus importantes branches de la production nationale, lorsque nous examinerons la question de savoir quelles sont les conditions du développement du marché intérieur du pays. La statistique américaine nous fournit sur ce point de riches matériaux.

Nous voyons, d'après les données de la vie économique de l'Amérique du Nord, que la population des Etats-Unis occupée aux travaux agricoles a augmenté de 42,9 0/0 de la fin de la période de 1860-70 à la fin de 1880-90, et qu'elle a produit 45 0/0 de céréales de plus en valeur. La valeur d'échange créée en moyenne par chaque ouvrier est restée presque immuable (elle a augmenté de 1,9 0/0), bien que la valeur d'usage, la quantité de produits, créée en moyenne par chaque ouvrier, grâce à l'augmentation de la productivité du travail, ait augmenté de plus de 2/3. En d'autres termes, la valeur d'échange de toutes les céréales, quoique leur quantité ait doublé, a augmenté dans la mesure où a augmenté le nombre de personnes occupées à les produire, où la société a augmenté le nombre des forces de travail destinées à les produire.

La monopolisation de la terre, qui provoque l'apparition de la rente (au sens scientifique du mot), et le fait que les bénéfices sont à leur taux moyen dans l'Amérique du Nord n'obscurcissent pas la manifestation de la loi de la valeur dans l'industrie agricole. Par conséquent, les données que nous venons de mentionner acquièrent une importance théorique plus grande, car elles confirment la vérité de la loi d'où dépend la détermination de la valeur avec autant de force que peuvent le faire des données empruntées à la vie réelle. Et ces données confirment, une fois de plus, que la valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par la quantité de temps de travail socialement nécessaire à sa production. Cette affirmation a un double sens : en premier lieu, la nécessité qui existe pour chaque producteur de ne pas dépenser pour la production (dans le cas donné, des céréales) plus de temps de travail que ses concurrents n'en dépensent et, en second lieu, la correspondance de la quantité des forces de travail fournies par une société donnée (de toute la quantité des forces de travail qui sont à la disposition de la dite société), afin de créer assez de ces produits pour qu'ils

puissent satisfaire (directement ou indirectement) toute la somme des besoins sociaux.

Ainsi, d'un côté, la valeur d'échange des céréales créée par chaque ouvrier est restée presque sans modifications, quoique leur valeur d'usage ait augmenté de plus de 40 0/0, et de l'autre, les mêmes conditions, qui ont produit ce phénomène, — notamment l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail, le développement du réseau des chemins de fer, etc., — ont permis à la société entière de destiner à la production des céréales, sur toute la quantité des forces de travail dont elle dispose, une quantité relativement moindre de forces de travail : 37,2 0/0 au lieu de 47,2 0/0 (quoique cette quantité soit plus grande absolument).

En même temps, ces données signalent que la loi qui règle la valeur d'échange, et sur laquelle est bâti tout l'édifice de l'économie politique, ne peut être découverte que lorsqu'on observe les séries de ses déviations ; dans ce cas elle présente un centre autour duquel se produisent toujours les oscillations de la valeur, dans une direction ou dans l'autre. « L'ensemble des travaux privés forme le travail social... Il faut que la production marchande se soit complètement développée avant que de l'expérience même se dégage cette vérité scientifique : que les travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres, bien qu'ils s'entrelacent comme une ramification du système social et spontané de la division du travail, sont constamment ramenés à leur mesure sociale proportionnelle. Et comment ? Parce que dans les rapports d'échange accidentels et toujours variables de leurs produits, le temps de travail social nécessaire à leur production l'emporte de haute lutte comme loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête » (*Kapital*, I, p. 29-30).

En Amérique, la séparation de l'agriculture et des industries s'est produite sur une échelle encore plus grande que chez nous. Mais, en Amérique, il y avait deux circonstances qui ne permettaient pas longtemps aux conséquences du capitalisme de se manifester dans toute leur intensité. C'étaient l'accès facile à la possession des terres à bon marché, et l'afflux des immigrants. Pendant longtemps, cela a permis à un nombre considérable d'Américains indigènes de ne pas accepter du travail

pour un salaire, et de devenir fermiers, marchands et patrons, tandis que le travail à gage, la situation de salarié devenait le lot des immigrants. Mais l'Amérique a déjà traversé ce stade élémentaire. Les forêts vierges ont disparu, les steppes sans bornes passent de plus en plus rapidement des mains de l'Etat aux mains des particuliers. La grande soupape préservatrice contre la formation de la classe permanente des salariés a cessé de fonctionner (1).

Aux Etats-Unis la séparation des industries et de l'agriculture se produit très rapidement. Sans parler de l'industrie de fabrication, même ces branches de l'économie agricole qui, récemment encore, étaient des plus avantageuses pour les fermiers, commencent à sortir de leurs mains. Voici, par exemple, un tableau qui nous donne la fabrication du fromage :

	millions de l.
En 1869, 53.500.000, de livres, dont pour l'Etat de New-York. .	22,8
En 1879, 27.200.000, » » » . .	8,4
En 1889, 18.700.000, » » » . .	4,3

De sorte, qu'en 1869, dans les fermes d'un seul Etat, New-York, on a fabriqué plus de fromage qu'on n'en a fabriqué en 1889 dans toutes les fermes de tous les Etats. Cela s'explique par le fait que cette branche de l'économie agricole s'est transplantée des fermes dans des grandes fromageries capitalistes (2). Dans un Etat aussi vaste que New-York, le nombre de vaches à lait ne s'est élevé de 1.437.000 en 1880 qu'à 1.552.000 en 1890, c'est-à-dire ne s'est élevé que de 8 0/0. Mais le même sort menace aussi l'élève du bétail. Jusqu'à présent les machines n'étaient employées dans l'économie agricole qu'à la culture des céréales. Maintenant on commence à les appliquer à l'engraissement du bétail. Une personne, qui a visité un établisse-

(1) F. Engels, *The condition of working class in England*, append., III-IV.

(2) « The manufacture of cheese is being relegated more and more to the factory... The unstran of cheese in 1889 showed a decrease of 31,3 per cent from that of 1879, and in 1879 a decrease of 49 per cent from 1869, » (Report of the statistician, n° 113, p. 115, 116, 117. Washington). Mais en même temps, la quantité de beurre et de lait qu'on obtient dans tous les Etats a augmenté considérablement.

ment important pour l'élève du bétail, écrit : Les étables consistent en bâtiments de 900 pieds de largeur, 600 pieds de longueur. La superficie qu'elles occupent est de plus de deux hectares ; on y engraisse 3.750 bêtes à cornes... On leur fournit la nourriture et le breuvage à l'aide de machines. Les machines dirigent, au moyen de l'air comprimé, la paille hachée et mélangée vers les auges, et à l'aide de pompes on y verse aussi les drèches. On débarrasse les étables deux fois par jour du fumier, au moyen de l'eau amenée par une pompe foulante (K. Kautsky, *Erfurter Programm*, Stuttgart, 1892, p. 22).

Le capitalisme croissant, dans la mesure où il exerce son influence sur l'agriculture, s'est exprimé par ce fait que les fermiers américains sont obligés de vivre exclusivement de leur travail agricole, en achetant, avec l'argent obtenu par la vente des produits de ce travail, tous les autres moyens d'existence. Mais, comme la productivité du travail augmente, et qu'à cause de cela, les prix baissent, tous les fermiers américains et les ouvriers agricoles voient arriver déjà les jours mauvais.

Pour sortir de cette situation, il ne leur reste pas d'autre issue que d'hypothéquer leurs terres. Mais cela présente un nouveau désavantage, la nécessité de retirer une part plus grande du produit de leur travail sous forme d'intérêt et d'amortissement. Ce nouveau malheur commence à prendre de telles proportions que l'attention sociale s'est portée sur lui, de sorte que le ministre de l'agriculture s'est trouvé obligé de publier une circulaire en date du 22 avril 1890, où il dit, entre autres, que la plaie de l'endettement des fermes, des maisons et des terres prend des proportions alarmantes ; quoique dans certains cas on ait contracté les dettes sans qu'il y eût urgence, néanmoins, dans la plupart des cas, on était contraint de les faire... Ces emprunts, par suite de leurs intérêts trop élevés..., sont devenus très onéreux avec la baisse du prix des produits agricoles, et ils exposent le fermier au risque de perdre sa maison et ses terres. C'est une question très dificile pour ceux qui cherchent à guérir les maux dont souffrent les fermiers. Il en résulte que, pour obtenir un dollar afin de payer la dette, le fermier doit vendre beaucoup plus de produits que lorsqu'il empruntait ce dollar, car les prix ont baissé. Les intérêts s'accroissent, tandis que l'acquittement de la dette est devenu une chose impossible, et à

cause de la dépression des affaires, le renouvellement de l'hypothèque est très difficile » (1).

Elliot, dans son étude sur les fermes américaines, cite des faits qui montrent la dépréciation des fermes qui résulte de cette situation. Il dit que le prix total des propriétés des fermiers dans la Nouvelle-Angleterre est descendu de 708 millions de dollars en 1870 à 671 millions de dollars en 1880. Il affirme qu'un tiers au moins des fermes de cette région est hypothéqué. Le commissaire d'agriculture du Wermont parlait en 1889 de ce fait très répandu de l'abandon des terres par les fermiers dans cet Etat. Il donne la description d'une série de fermes abandonnées, ainsi que de celles que l'on peut acheter à un prix très bas. Dans cet Etat on peut trouver de vastes étendues de terres inoccupées, mais bonnes à la culture, qui sont situées à proximité des écoles et des églises, et peuvent bénéficier des avantages que leur procure le chemin de fer voisin. On peut les acheter à un prix infime comparé au prix des Etats d'Occident. Une superficie considérable de terres abandonnées, qui étaient cultivées auparavant, présente maintenant un désert, quoiqu'une partie, assez importante pourrait donner un bon revenu à un travail rationnel.

Le commissaire d'agriculture dans l'Etat de New-Hampshire a publié, en 1890, une brochure, dont 67 pages sont consacrées à la description des fermes qui se vendent à bas prix. Dans cette brochure sont décrites 1442 fermes disponibles avec les bâtiments propres à l'habitation ; elles sont abandonnées depuis peu. La même chose se produit dans les autres Etats. « Dans le Soutwik et l'Akanam, des milliers d'acres de terre où on cultivait le maïs pour le fourrage des chevaux de poste, et l'orge pour les distilleries, se couvrent de buissons. Dans l'Omis, les trois quarts des anciens champs et prairies sont transformés en étendues couvertes de mauvaises herbes. On y trouve des lots de 4.000, 5.000 acres occupés autrefois par un nombre considérable de fermiers aisés et où il ne reste à présent que trois familles. »

L'agent de l'Etat de New-York affirmait en 1888 que, pendant les dix années écoulées, le prix des fermes de cet Etat avait baissé d'au moins 33 0/0. Un nombre considérable de fermes

(1) Citation empruntée au *Farmer's side*, pp. 30-31.

hypothéquées il y a quelques années ne peuvent être vendues à présent, même pour le prix d'amortissement de l'hypothèque. « Bien des fermiers affirment, dit-il, que déduction faite des dépenses pour le labourage de leurs champs, la somme qui leur reste est insuffisante même à couvrir les intérêts des hypothèques ; il en résulte que des milliers de fermes restent dans les mains des créanciers (1). »

Cette situation avait porté l'attention des personnes qui dirigeaient le recensement sur cette question.

Le recueil de toutes ces vastes recherches est contenu dans les deux volumes du recensement de 1890 (2). Sans entrer dans les détails pour le moment, disons simplement que le rapport de l'endettement des fermes à la valeur totale des fermes occupées par leurs propriétaires endettés s'élève à 35,5 pour tous les Etats. Ce rapport est représenté inégalement, atteignant dans certains cas isolés 54,4 0/0 dans l'Etat de Mississipi, 49,6 0/0 dans l'Etat de New-Jersey, 43,6 dans l'Etat de New-York, etc. et en descendant dans les Etats relativement peu peuplés, comme par exemple dans l'Orégon et Washington, jusqu'à 29 et 28 0/0. Quant au rapport des terres hypothéquées à toutes les terres des Etats, nous constatons qu'il est de 28,8 0/0. Dans les Etats de la Nouvelle Angleterre il s'élève jusqu'à 36,1 0/0, dans les Etats centraux du Nord, jusqu'à 38,7 0/0. Dans certains

(1) M. Porter, qui a dirigé le recensement, déclare dans le « Extra Census Bulletin » n° 3, 22 avril 1891, qu'on a organisé une petite armée de 2500 agents particuliers qui faisaient de courts extraits de chaque hypothèques de chaque comté des Etats-Unis. Ils pénétraient, à pied ou à cheval, dans les arrondissements les plus lointains; ils visitaient les localités les moins peuplées à la recherche des hypothèques et leur travail était si consciencieux et si complet, qu'il y a à présent à Washington les extraits de 9 millions d'hypothèques. Avec ces extraits on pourrait déterminer approximativement, mais suffisamment, les proportions de la dette existante vers le 1er janvier 1890, les proportions des intérêts, ainsi que le but de cet emprunt. Ainsi, nous connaîtrions le nombre des personnes dans chaque comté aux Etats-Unis qui possèdent des fermes non hypothéquées et celles dont les fermes sont hypothéquées, les proportions de l'endettement, les prix des fermes, etc.

(2) « Report on Real Estates Mortgages in the United States at the II Census » 1890, p. 943, in-4°, Washington 1895, et « Report on Farms and Homes Proprietorship and indebtedness in the Unites States » etc. 1896, p. 646, in-4°.

Etats, ces proportions sont encore plus grandes. Par exemple, dans l'Etat de New-york, elles sont de près de 40,4 0/0, dans le New-Jersey de 46,7 0/0, dans le Dacota du Sud de 51 3/4 0/0, etc. Si nous examinons les dettes des fermes dans les deux grandes régions entre lesquelles nous avons divisé tous les Etats, nous constaterons que, de toutes les fermes occupées par les propriétaires eux-mêmes, sont endettées dans les Etats de l'Est 24,8 0/0, et dans les Etats de l'Ouest 34,7 0/0.

En 1890, la somme totale de l'endettement des propriétés foncières aux Etats-Unis s'est élevée à 2.209 millions de dollars, ce qui comprend 89,8 0/0 de la valeur de tous les produits agricoles de l'année 1889. On fut obligé de payer 162,6 millions de dollars pour les intérêts de cette dette, ce qui représente 6 2/3 0/0 de la valeur brute des produits obtenus dans l'ensemble des fermes hypothéquées aussi bien que des fermes non-hypothéquées, et 7,36 0/0 annuels sur la somme de la dette, tandis que les intérêts moyens qu'on paye pour les dettes en général (les dettes publiques ou privées) ne sont que de 6,2 0/0, de sorte que les fermiers furent obligés de payer pour leurs dettes 1 0/0 de plus que les autres débiteurs pris ensemble, et plus aussi que chaque catégorie de débiteurs prise en particulier. Leur dette représente plus de 12 1/4 0/0 de la dette globale des Etats-Unis enregistrée (y compris les dettes pour les obligations des chemins de fer, des sociétés industrielles, les dettes publiques, etc.). Leur dette dépasse le montant de la dette du gouvernement fédéral, des dettes des Etats isolés, des comtés, des villes, des arrondissements scolaires, qui, toutes prises ensemble, s'élèvent à 2.027 millions de dollars, et pour lesquelles on payait 94,5 millions de dollars d'intérêts, ce qui représente 4,85 0/0 du montant de la dette (1).

« Summarized then, conclut M. Peffer, qui n'avait pas encore à sa disposition les données mentionnées ci-dessus, the situation is this : Farmers are passing through the « valley and shadow of death», farming as a busines is profitless ; values of farm products have fallen 50 per cent since the great war, and farm

(1) « Real Estates Mortgages » etc., p. 123, 729, et l'article de l'administrateur de cette section de recensement, G. Holmes « Private and public debt in the United States » dans le « Bulletin of the Departement of Labor » novembre, 1895. Washington, pp. 48-59.

values have depreciated 25 to 31 per cent during the last ten years; farmers are overloaded with debts secured by mortgages on their homes unable in many instances to pay even interest as it falls due and unable to rend the loans because securities are weakening by reason of the general depression; many farmer are losing their homes under this dreadful blight, and the mortgage will still grinds. We are in the hand of merciless power; the people's home are stake (1). »

Mais néanmoins le nombre des fermes augmente; si en 1860 il y en avait 2.044.077, en 1870 leur nombre s'élevait à 2.659.985, en 1880 à 4.008.907; et en 1890 il s'éleva jusqu'à 4.564.641. Mais il faut noter que, malgré l'accroissement absolu du nombre de personnes occupées dans l'agriculture, aussi bien que du nombre des fermes, leur accroissement relatif se ralentit considérablement. Ainsi, depuis 1870 jusqu'à 1880, le nombre de personnes occupées dans l'agriculture a augmenté de 29,5 0/0, et depuis 1880 jusqu'à 1890, il n'a augmenté que de 8 0/0. L'augmentation du nombre des fermes pendant les trois dernières périodes décennales s'est répartie comme suit : vers 1870, de 30 0/0, vers 1880, de 50 0/0, et vers 1890, seulement de 13,9 0/0 (2). La cause de ce fait est dans l'absence d'avantages, pour ne pas dire dans les pertes que donne l'agriculture, et aussi parce que les terres non encore cultivées ont considérablement diminué.

Tous les efforts des représentants du capital tendent à attirer l'immigration afin que les fermes abandonnées, et les terres disponibles dans les Etats où la population n'est pas dense, soient occupées. On publie une quantité de brochures qui décrivent l'abondance de toutes sortes de richesses cachées au sein de la terre, et qui attendent des bras forts et l'énergie de ceux qui désireront en profiter. Les brochures sont répandues dans tous les coins du monde. Les journaux locaux mettent eux aussi tout en œuvre pour louer les avantages de leur arrondissement ou de leur Etat. Ces réclames ont un succès énorme. De tous les coins du monde arrivent les immigrants qui espèrent y trouver la terre promise. Pendant nos voyages dans l'Orégon nous nous

(1) « The farmer's side » etc., p. 42.

(2) « The Census 1890, Statistics of Agriculture », p. 1, Washington, 1895.

sommes préoccupés des terres disponibles. Les boutiquiers locaux tâchaient surtout de faire le plus d'éloges sur les environs et étaient prêts à nous aider à nous installer quelque part dans le voisinage. En général, la population locale, si elle n'est pas dense, a intérêt à concourir à son accroissement, car cela mène à l'accroissement des immeubles, augmente le nombre des consommateurs, provoque une nouvelle productivité. Pour la plupart, il semble alléchant d'avoir leur « home », leur économie, leur chez-soi, de devenir le possesseur « indépendant » de 40, 80, 160 acres de terres presque gratuitement, car le gouvernement perçoit une somme tout à fait insignifiante sur ceux qui occupent la terre par « homestead »; il oblige seulement la personne qui prend la terre dans ces conditions à l'habiter réellement et à la cultiver. Ainsi, chaque année, apparaît une multitude de nouveaux « fermiers », mais chaque année les chances favorables à ce genre d'économie diminuent, car toutes les terres quelque peu fertiles et situées avantageusement par rapport aux marchés sons accaparées par les spéculateurs. Quoique la loi exige que tous ceux qui ont pris le « homestead claim » l'habitent, cette loi est éludée par les gens influents. Les spéculateurs enrôlent des colons prête-noms et deviennent propriétaires de grands lots qu'ils revendent à bon prix. Il n'y a plus de terres d'Etat à proximité des chemins de fer et des marchés, toutes sont aux mains des spéculateurs. Le colon occupe la terre libre et devient fermier. Mais son économie assure mal son existence matérielle, et, dans aucun cas, il ne peut faire concurrence au grand fermier. Il laboure la part de son lot, déterminée par la loi, mais pour assurer son bien-être, il doit se livrer à d'autres travaux, étrangers à l'agriculture. J'ai eu l'occasion de rencontrer dans l'Orégon un colon qui était depuis 5 ans le propriétaire d'un lot de 160 acres (près de 60 dessiatives.), mais qui était obligé de travailler en été à la construction du chemin de fer pour un salaire d'un dollar par jour. C'est une unité, au sein des 5 millions de fermiers, enregistrés par le recensement de 1890. Dans l'Eldorado County, j'ai vu beaucoup de fermiers qui labouraient la terre seulement pour pouvoir subvenir à leur nourriture et à celle de leur bétail, mais non pas pour pouvoir vendre les produits agricoles, car cela ne présente aucun avantage; la source principale de leurs moyens d'existence est l'extraction de l'or

des mines, ou l'abattage et la vente du bois, etc. (1). Ces gens vivent dans l'aisance, mais cette aisance ne provient pas de l'agriculture. « Il y a deux années nous avons travaillé dans les mines du Long Canon, Eldorado County; nous habitions un « cabin » (la maison) situé dans un lot que le propriétaire venait visiter seulement une fois par an pour quelques jours, tout le reste de l'année il travaillait à la construction du chemin de fer à Sacramento. Son lot n'était pas labouré. Pendant quelque temps, une petite partie de ce lot avait été labourée pour satisfaire à la loi; plusieurs acres furent entourés par un enclos en fils de fer, on a construit le cabin et le hangard. Mais dans les années dernières, tout cela a été abandonné, la clef de la maison se trouve chez le voisin, qui la mit à notre disposition. Pendant nos voyages nous avons vu beaucoup de lots abandonnés, où sont restées les traces de tentatives d'établissement. Il y a 3 ans, on s'offrait à me vendre un lot de terre avec une maison pour 100 dollars; plus tard la maison abandonnée s'est écroulée sous le poids de la neige. Dans l'Orégon, nous avons vu beaucoup de lots abandonnés, sur lesquels se dressaient des maisonnettes entourées de potagers. Une de ces maisons, dans laquelle nous sommes entrés, était très bien bâtie, une bonne maison solidement construite avec des poutres, très bien calfeutrée, pourvue de quelques ustensiles. Tout cela était abandonné par le colon, et tout le monde pouvait le prendre gratuitement. Tous ces lots figurent dans le recensement comme fermes occupées (2). »

Partout les mêmes choses se reproduisent. La répartition de tout le temps de travail social se modifie. Le produit en se convertissant en marchandise acquiert en même temps une nouvelle propriété, celle d'être une valeur d'échange qui est déter-

(1) En Amérique, comme chez nous, la coupe des forêts avance rapidement, de sorte qu'au mois d'août 1892, M. Pernow, qui administre la section de sylviculture dans le département agricole à Washington, réclama instamment des mesures plus efficaces pour la conservation des forêts, en affirmant que cette conservation est devenue un point économique important, car l'utilisation irréfléchie et la destruction ont abouti à la disparition complète de bien des forêts, et les autres sont sur la voie de la disparition.

(2) D'une Lettre privée.

minée par le travail socialement nécessaire à sa production. La valeur ne se produit que pendant le temps où le travail s'accomplit, et le producteur immédiat aliénant une certaine part de son produit agricole reçoit en échange une somme d'argent pour le temps pendant lequel il travaille. Les capitalistes et les entrepreneurs agriculteurs ont très bien compris ce fait. Les exemples sont nombreux dans tout le midi de la Russie ; les travaux de fauchage et de moisson sont accomplis par les ouvriers qui y viennent seulement pour le temps de la moisson. Mais nous en montrerons un exemple encore plus frappant, lorsque toute l'économie n'existe que pour le temps des travaux agricoles après la fin desquels il ne reste pas un homme. En somme, lorsque toute l'affaire devient une entreprise capitaliste, les fermiers individuels sont impuissants à lutter contre le capitaliste, comme les tisserands-paysans sont impuissants à lutter contre les fabriques de tissage. Nous parlons des « bonanza farms » qui ont accaparé de vastes étendues de terres et appliquent leur économie sur une grande échelle, employant un nombre considérable d'ouvriers sous une direction générale. D'après le témoignage d'Atkinson, qui connaît à fond cette question, dans certaines de ces fermes qui possèdent les meilleures terres à l'extrême Occident, un ouvrier travaillant avec les meilleures machines et avec deux chevaux, produit 6.200 pouds (100 tonnes) de blé dans un été. Les « bonanza farms » du Dakota s'efforcent avec l'application des machines de faire cultiver un lot de 640 acres (à peu près 240 dessiatines) par un seul ouvrier pendant l'été. Ils n'ont pas atteint ce résultat ; mais quant à la production du froment, il faut constater que le travail d'un seul ouvrier produit même à présent une quantité de farine suffisante pour nourrir pendant une année plusieurs centaines d'hommes. Elliot, l'auteur d'une étude sur les fermes américaines (American Farms), dit : dans les grandes fermes de l'Ouest on laboure les champs avec de grandes charrues doubles (double-gang plows) trop chères et trop encombrantes pour les employer dans les petites fermes. Cette charrue est traînée par quatre chevaux, l'ouvrier est assis pendant le labourage. La charrue creuse deux sillons de 36 centimètres chacun ; si nous nous figurons, qu'on peut voir souvent quatre attelages pareils qui se suivent l'un l'autre, qui creusent les sillons sur plusieurs milles

d'étendue, nous pourrons nous faire une idée de ce que l'on fait en Occident avec des machines et avec une somme peu importante du travail humain. L'ouvrier qui herse dirige quatre chevaux attelés de front à des herses de 24 pieds (7 mètres) de largeur. On ensemence les champs avec des semoirs à quatre chevaux. Ces semoirs sèment les grains en les répandant sur une largeur de 16 pieds. Pour moissonner, on emploie des moissonneuses-lieuses à trois chevaux, guidées par un seul ouvrier. Une des fermes du Dakota emploie 65 grandes moissonneuses. En 1880 déjà, 85.000 acres étaient récoltées avec les machines, dont chacune moissonnait, battait, vannait, et on faisait en 24 heures la récolte du froment sur 60 acres. Le battage et le vannage se font dans les champs avec des machines à vapeur. Une centaine de milles carrés de froment, cultivés avec les machines dans l'économie dirigée par Dalrimple, exigent le travail de 400 ouvriers. Dans les Etats de l'Est, il faudrait, pour atteindre les mêmes résultats avec le travail ordinaire, 5.000 hommes au moins.

Dalrimple, que nous venons de mentionner, administre des fermes ayant à peu près 30.000 hectares de terre (près de 27.500 dessiatines), qui appartiennent à une société de capitalistes. Il a divisé ces terres par lots, de 800 hectares chacun, et chacun de ces lots a été divisé en trois parties, dont chacune comprend 267 hectares. Dans chaque lot, il a construit de vastes baraques pouvant contenir 50 hommes et la même quantité de chevaux et de mules ; là sont construites aussi les cuisines, les entrepôts d'approvisionnement pour les ouvriers, les granges avec le maïs et l'avoine pour les bêtes de somme, le hangar, où sont placés les machines agricoles, les ateliers et les forges. Toute une armée d'ouvriers, organisée d'une façon militaire, cultivent ces 30.000 hectares. Pendant la moisson, on enrôle encore 500 à 600 ouvriers auxiliaires. Dès que les travaux d'automne cessent, on *congédie les ouvriers*, en laissant seulement les valets de ferme et 10 hommes par lot pour soigner le bétail. Voilà un tableau de moisson pris au « Chicago Tribune ». « Figurez-vous une mer dorée de 30 kilomètres carrés (un peu moins de 30 verst. car.) ; le vent ondule un peu sa surface ; partout où l'œil peut regarder, le même coloris du soleil couchant apparaît. Là, à l'horizon, une armée énorme se déploie en un énorme cortège :

le général (contre-maître) accompagné de son état-major (mécaniciens) (1). Les sabres ne brillent pas au soleil ; les armes, ce sont les marteaux et les clefs pour serrer et desserrer, on n'entend pas le son des trompettes de cuivre ; l'armée (une phalange compacte de 24 moissonneuses) s'avance au son rythmique de ses machines. En un instant, en un mouvement de leurs bras énormes armés de doigts d'acier, une superficie de 92 pieds est moissonnée, liée en gerbes ; en les jetant de côté avec dédain, les machines-moissonneuses abaissent de nouveau leurs mains »... Ces grandes économies capitalistes dépensent, en moyenne, de 100 à 200 francs par hectare, et elles obtiennent de 20 à 18 hectolitres ; les petits fermiers d'Ohio dépensent 215 francs et ne récoltent que 10 à 12 hectolitres par hectare. Un hectolitre coûte 6 francs à la grande ferme, et 17 frs 19 centimes à la petite ferme d'Ohio. « Pour répondre à la question de savoir si les « bonanza farms » rapportent beaucoup — dit un journal américain *Argus*, — il faut savoir que le prix de 1.500 hectolitres couvre les dépenses annuelles (dans l'économie dont il s'agit on a récolté 48.544 hectolitres de blé), que dans les autres 6.600 hectolitres d'avoine et 1.250 hectolitres de seigle nourrissent le bétail, et que 37.000 hectolitres représenteront les bénéfices nets (2).»

Depuis que ces renseignements ont été publiés, des économies capitalistes semblables se sont répandues encore plus largement. A présent, nous pouvons les rencontrer dans le Nébraska, dans le Minnesota et le Kansas, dans le Dakota et en Californie.

Les économies de ce genre ruinent les fermiers invividuels, non seulement par leurs proportions et par l'augmentation de la productivité du travail, mais par le fait que les chemins de fer transportent leur blé d'après un tarif particulier, à des prix beaucoup plus bas.

Ces grandes fermes capitalistes, en vendant leurs produits au-dessus de leur valeur individuelle, mais au-dessous de la valeur

(1) « Ces travaux me rappellent les grandes manœuvres d'artillerie, lorsque les batteries se meuvent par le flanc droit avec un canon, ou à front déployé en ordre de bataille, les officiers à leurs places, et les adjudants transmettant les ordres. » Lettre privée.

(2) P. LAFARGUE, *L'industrie agricole au N.-E des Etats-Unis* (en russe). (*Mémoires de la Patrie,* 1883, t. CCLXIII, sect II, p. 148-9, etc.).

sociale moyenne, exercent une influence partielle sur la baisse des prix des produits agricoles en Amérique ; et cela explique la corrélation incomplète entre le nombre des personnes occupées dans l'industrie agricole et la valeur brute des produits agricoles vers la fin de la période 1850-60, et vers la fin de la période 1880-90, dont nous avons parlé antérieurement.

CHAPITRE XVII

Conclusions tirées des faits de la vie américaine dans la mesure où elles peuvent nous concerner. — L'augmentation de la productivité du travail agricole, comme l'augmentation de la productivité de tout autre travail, ramène la quantité plus grande de valeur d'usage à la même valeur d'échange.

De cette digression, trop longue, sur l'agriculture américaine, nous pouvons néanmoins tirer beaucoup d'utiles enseignements.

La conclusion essentielle est la confirmation de l'idée fondamentale de nos études, à savoir que la transformation capitaliste de l'industrie de fabrication, et la séparation de cette industrie et de l'agriculture sont la cause originelle de l'empirement de la situation économique des classes agricoles ; que le temps de travail dans l'industrie agricole, en se bornant à une part de l'année de travail, peut produire des valeurs d'échange qui payent seulement cette partie de l'année de travail pendant laquelle les travaux sont exécutés ; que plus on enlève aux agriculteurs d'occupations qui ne sont pas liées immédiatement à l'agriculture, plus leur situation empire. Nous voyons que le fait que les valeurs d'échange peuvent être produites exclusivement pendant le temps de travail, que ce fait sert au profit des capitalistes-entrepreneurs de l'extrême N.-O. de l'Amérique, qui enrôlent pendant le temps des travaux agricoles de grandes armées d'ouvriers, et qui les congédient aussitôt après la fin des travaux.

Dans tout cela il n'y a rien de nouveau, mais nous ne voulons que rappeler de vieilles choses, qu'on oublie si vite. En effet, ce n'est pas nouveau, et nous pouvons citer l'opinion d'une personne

très compétente qui partage la même opinion. Voici ce que nous lisons dans un ouvrage récemment paru : « *L'impossibilité d'utiliser le travail des paysans pendant tout le temps laissé disponible par les travaux agricoles* (c'est l'auteur lui-même qui souligne) durant les longs mois d'hiver est une des principales causes de l'abaissement du niveau économique des paysans de notre zone de terre végétale. Sous ce rapport, la situation a même empiré. *La petite industrie domestique* (ici on confond sans raison la petite industrie et l'industrie domestique) n'existe presque pas dans les limites de la zone de la terre végétale. Avec la diminution de la culture du lin et du chanvre, avec la diminution de l'élevage des bêtes à laine, la fabrication domestique de la toile et du drap a presque disparu, et on les remplace à présent par les objets de fabrique, que les paysans achètent avec l'argent obtenu par la vente du blé (1). » Comme nous le voyons dans cette citation, l'auteur exprime la même opinion que nous, à savoir, qu'à la suite de la modification de la forme de l'industrie de fabrication, c'est-à-dire à la suite de l'invasion du capitalisme « la situation a même empiré ». Avec l'absence d'autres moyens de subsistance, en dehors du blé..., avec la diminution de la fabrication domestique de la toile et du drap, et d'autres objets de vêtement, *le besoin d'argent nécessaire à l'achat de tout ce qui manque au paysan comme nourriture ou comme objets de ménage, devient de plus en plus grand*. Pour satisfaire ce besoin croissant, les paysans doivent recourir à la vente des produits agricoles qui sont en excédent sur la quantité qui leur est nécessaire pour se nourrir et pour ensemencer leurs champs (2). Nous répétons littéralement ce que dit l'auteur. Quant aux « excédents » de cette dernière citation, il est évident que cette expression a été employée involontairement, car, à la page suivante, l'auteur signale une large extension du fait de la vente du blé à bas prix en automne, et de son achat au printemps à un prix plus élevé. « Même dans les années des récoltes les plus abondantes, on peut dire fabuleuses, continue l'auteur, cette population (de la région

(1) « La mauvaise récolte et la calamité du peuple ». Saint-Pétersbourg, 1892, p. 146.

(2) « La mauvaise récolte et la calamité du peuple ». Saint-Pétersbourg, 1892, p. 152.

agricole) n'avait pas le moyen d'améliorer son état, car ces années ont emporté tout pour couvrir et payer les anciennes dettes, et elles n'ont rien laissé pour l'avenir. Tout le fardeau des contributions pèse sur le blé (et non seulement des contributions, ajoutons-nous, en répétant les mots de l'auteur lui-même, mais le besoin qu'ont les paysans de l'argent destiné à acquérir tout ce qu'il leur est nécessaire dans le ménage augmente de plus en plus), et ou on a peu de blé, alors les arriérés s'accumulent (et les autres besoins restent non satisfaits), ou on en a beaucoup, mais il est à si bon marché..., l'administration doit recourir dans ces deux cas aux mesures d'exécution pour percevoir les contributions... Par la voie de la contrainte par corps du débiteur, jusqu'à la punition corporelle inclusivement, on peut forcer le paysan à donner en gage son dernier cheval, sa dernière vache. »

La séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, partout où elle se produit, mène aux mêmes résultats, à savoir, à l'empirement de la situation de la classe agricole. Mais, certainement, il y a empirement et empirement. L'empirement qui se produit dans le milieu des fermiers américains qui vivent dans une aisance complète, et l'empirement qui se produit là où la situation est déjà mauvaise, où chaque morceau de pain est compté, où, pour satisfaire le besoin de se vêtir, on est obligé de vendre une partie du blé nécessaire à la consommation de la famille, sont deux choses différentes. Mais, en Amérique comme chez nous, la population agricole se voit de plus en plus forcée de satisfaire à ses besoins par son seul travail agricole. En Amérique, comme chez nous, son temps de travail devient de plus en plus disponible, car il n'est pas occupé à des travaux de fabrication des objets de ménage, en dehors des travaux agricoles.

Toutefois, sous ce rapport même, il existe une énorme différence entre ces deux pays, différence qui dépend de la différence du climat, de la situation géographique et de tout l'état de la vie sociale.

La différence la plus essentielle entre ces deux pays consiste en ceci, que le fermier américain bénéficie des progrès de la science et de la technique, que son travail devient chaque année plus productif (1), que, pour cultiver la même unité de superficie

(1) La valeur des instruments et des machines agricoles dans les fermes

à présent, il ne faut que la moitié du travail exigé auparavant. Tant que la productivité du travail augmentait, le fermier pouvait jouir, jusqu'à un certain point, de l'augmentation de son revenu. Chez nous, s'est produit le phénomène inverse, la productivité du travail du paysan a diminué. Cette diminution était le résultat direct de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, alors que, avec un niveau économique très bas, le paysan était forcé de vendre une part toujours croissante des produits agricoles pour satisfaire les besoins qui, jusqu'alors, étaient satisfaits par son travail, de sorte qu'il ne songeait même pas à l'augmentation de la productivité de son travail agricole. De plus, on ne faisait rien pour le tenir au courant des progrès de la science, et, personnellement, il ne s'en inquiétait guère. Mais la productivité du travail agricole du fermier américain a finalement produit ce que doit produire l'augmentation de la productivité dans chaque autre branche d'industrie, à savoir, la diminution du temps socialement nécessaire à la fabrication du produit, ou, en employant les termes des rapports capitalistes de production et de circulation, la diminution de la valeur et, par conséquent, du prix. Comme nous l'avons vu, la productivité du travail, en doublant, a eu ce résultat, que le prix de la quantité doublée d'objets est resté le même que le prix de la quantité deux fois moindre des mêmes objets, c'est-à-dire que le prix des objets a diminué de moitié.

Et cette diminution de moitié du prix, résultat de la productivité plus grande, a exercé son influence sur le prix des produits de notre économie agricole. Les paysans ont été forcés non seulement de vendre leurs produits en quantité plus grande, pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat des vêtements, etc., mais ils ont été forcés de les vendre à des prix plus bas, à des prix qui n'étaient pas proportionnés à la quantité des dépenses de temps de travail individuel nécessaire à leur fabrication. Ils devaient vendre leur blé au-dessous de sa valeur individuelle.

américaines, de 289,5 millions de dollars en 1870, s'est élevée à 406,5 millions de dollars en 1880, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de 52 0/0, autant que la superficie des terres cultivées, mais beaucoup plus que sa valeur. Cela dénote la tendance à employer les instruments perfectionnés nouvellement inventés. Cette tendance est commune aux fermes anciennes et nouvelles. (Article « Farm » dans l'« Encyclopædia Britannica », New-York, 1889.

Contre le fermier américain se lève un nouvel ennemi, qui menace de le supprimer de la face de la terre. Ce sont les « bonanza farms ». Ces grandes fermes des sociétés capitalistes ont très bien compris que la valeur se produit seulement pendant le temps du travail, qu'en dehors du travail il n'y a pas de valeurs ; c'est pourquoi elles ont organisé leur économie de telle sorte que l'ouvrier reçoit un salaire seulement pendant le temps des travaux agricoles, comme dans les fabriques, et, après les avoir accomplis, les ouvriers sont congédiés. Mais, ainsi que le font les capitalistes dans la grande industrie de fabrication, ils dirigent tous leurs efforts vers l'augmentation de la productivité du travail de leurs ouvriers, pour utiliser cette productivité plus grande en vendant ce produit au-dessus de sa valeur individuelle, mais un peu au-dessous de sa valeur sociale moyenne, en diminuant ainsi le rendement des travaux agricoles des fermiers. En effet, comme nous l'avons vu, la situation de ceux-ci devient plus mauvaise, d'année en année ; leur endettement croît avec la baisse de prix des produits, c'est-à-dire avec la diminution des moyens de payer non seulement la dette, mais même les intérêts.

Si tel est le nouvel ennemi qui menace l'existence du fermier américain, ennemi si terrible que, pour lutter contre lui et contre toutes les conséquences que le capitalisme entraîne à sa suite, les fermiers durent s'organiser en association, « Farmers Alliance » (1), à quel point furent plus sensibles, plus profondes et plus ruineuses les conséquences de l'économie capitaliste qui se développe chez nous, pour notre population paysanne, avec ses araires ou sa charrue, avec son assolement double, comme dans les gouvernements du S.-E., avec ses lopins de terre situés dans des lieux différents. D'un côté, la tendance à organiser les travaux agricoles de telle sorte qu'un ouvrier puisse cultiver, avec les machines, un mille carré de terre (640 acres, plus de 240 dessiatines) ; de l'autre, un ouvrier ne cultivant que 4 ou 8 dessiatines, comme, par exemple, chez nous dans le sud (2).

(1) Qui peut aboutir à quelques résultats sensibles seulement dans le cas où elle essaiera une action économique en transformant le mode de production, et si elle abandonne l'action politique.

(2) Comp. B. E. Postnikov. « Economie paysanne dans le midi de la

Une autre leçon que nous donne l'examen des faits de la vie américaine, consiste en ceci qu'avec l'augmentation de la productivité du travail agricole, la valeur du produit obtenu diminue. C'est là encore une vérité élémentaire, mais que l'on oublie trop souvent. La productivité du travail agricole chez nous est minime : nos paysans sont forcés de vendre leurs produits au-dessous de leur valeur individuelle ; mais chaque augmentation de la productivité, avec la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, avec sa transformation capitaliste, mène seulement à ce résultat que le produit devient meilleur marché, voilà tout. Si la productivité du travail doublait chez nous, on payerait à présent six roubles pour un tchetvert de froment, au lieu de 12.

Il est incontestable qu'il faut concentrer tous ses efforts, qu'il faut recourir à la science pour augmenter la productivité du travail ; car, sinon, l'abîme entre notre valeur individuelle et la valeur sur le marché mondial s'élargira de plus en plus. En introduisant le labourage avec la charrue, la récolte avec les machines, etc., nous diminuerons un peu la profonde différence qu'il y a entre notre valeur et la valeur mondiale. Mais cela n'apporte pas la solution de la question qui se pose, qui devient de plus en plus menaçante, et dont l'origine est dans la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture.

Russie », p. 329, Saint-Pétersbourg, 1891. Il est intéressant de constater que l'auteur de cet ouvrage fait le projet de créer des économies paysannes avec 60 dessiatines pour 3 ouvriers, car il croit que les petites proportions de l'économie paysanne en Russie, qui ne permettent ni d'utiliser toutes les forces de travail d'une famille paysanne, et qui ne permettent même pas une application considérable de l'association dans l'agriculture, sont la cause originelle de la pauvreté économique de la Russie, pp. 331, 341. Ce calcul est fondé sur ce « que la récolte avec les machines a doublé la superficie de l'économie du paysan » (de 10 à 20 dessiatines par ouvrier). Mais l'augmentation principale ne s'est produite que hier ; demain la superficie du travail peut augmenter encore, doubler ou tripler. En effet, si l'agriculture est tombée entre les mains des capitalistes qui utilisent la force gratuite de la science et de son application, nous ne pouvons avoir une idée quelque peu exacte sur la quantité de la réduction du travail, de sorte que l'économie de 60 dessiatines, créée suivant le projet de l'auteur, devra être transformée en économie de 200 ou de 300 dessiatines. Nous ignorons ce que deviennent les millions de forces mises en disponibilité ? L'auteur lui-même compte, qu'à peu près 10 millions d'ouvriers adultes seront mis à pied (p. 335).

Nous nous plaignons de l'insuffisante quantité des terres chez les paysans, de l'insuffisance des lots des paysans, lots qui ne peuvent nourrir les familles des paysans ni donner autant de produits que cela est nécessaire pour payer les contributions et satisfaire à leurs besoins croissants. Même dans le cas où, grâce aux Banques des Paysans, ou par d'autres moyens, toute la terre deviendrait la propriété des paysans, si, en même temps, comme cela se passe actuellement, un nombre croissant d'industries passait aux mains des capitalistes entrepreneurs, la situation de la population paysanne ne s'améliorerait pas. On leur payerait seulement le temps pendant lequel ils ont travaillé, et comme le temps de travail annuel se contracte de plus en plus avec la transformation capitaliste des industries, la population paysanne n'obtiendrait de salaire que pour une demi-année de travail. Nous voyons même à présent que les fermiers américains sont contraints d'abandonner leurs beaux lots de 60 dessiatines, à cause de l'insuffisance du rendement de la culture, car ils ne peuvent fournir qu'une part insignifiante des moyens d'existence (1).

(1) Même à présent la consommation du froment devient moindre que l'accroissement de la population ; en 18 années, la consommation a diminué de 3 0/0 (*Farmer's side*, p. 29). Il est intéressant de constater que le même phénomène se produit en Angleterre. Lawes, qui connaît à fond les conditions de l'économie agricole anglaise, dit à propos de la récolte du froment dans la Grande-Bretagne en 1887, que pendant les derniers temps, la quantité de froment importée et la production intérieure baissent et n'atteignent pas la quantité nécessaire à la consommation. Outre cela, dit-il, la consommation de la viande et d'autres produits animaux, « l'examen le plus minutieux de la quantité des autres matériaux alimentaires importés, montre plutôt une diminution par rapport à toute la population » (Sir J. B. Lawes : « The wheat, etc., 1887, Nature, vol. XXXVI. p. 622). Comme ce projet est basé sur l'expropriation forcée de la majorité de la population, sa réalisation dans les conditions politiques, économiques et universellement sociales actuelles ne pourrait pas aboutir à une évolution sociale, mais à une dégradation sociale accompagnée de la mort des expropriés.

CHAPITRE XVIII

Quantité de matières textiles que produit notre industrie agricole. Répartition de ces matières suivant les modes économiques de production. Développement de l'industrie de manipulation du lin. Superficie des semailles du lin. Sa modification pendant la période 1880-90. *Exportation du lin. Ce qui reste pour la consommation intérieure de lin et de coton par année depuis* 1886. *Résultats.*

Mais est-ce que l'agriculture se borne à la culture des céréales seules ? Si on ne peut pas se borner à la culture des céréales, à cause de l'insuffisance de leur rendement, on sait que l'on cultive chez nous d'autres plantes : le tabac, les plantes oléagineuses et surtout les plantes qui donnent les matières textiles. Si l'industrie de fabrication passe sous le régime capitaliste, les matières premières doivent être fournies par l'agriculture, et, avec le développement des fabriques et de leur productivité, les demandes de matières premières deviendront de plus en plus importantes. De sorte que si la manipulation du lin, du chanvre et de la laine diminue dans les maisons des paysans, leur culture augmentera d'autant plus, qu'elle constitue une des branches les plus avantageuses de l'économie agricole. Le lin, par exemple, est un produit purement russe, local ; on a ensemencé en Russie, pendant la dernière période décennale, à peu près 1,2-1,5 millions, de dessiatines, et on a récolté à peu près 17-18 millions de pouds de fibres. Dans toute l'Europe, on n'ensemence que 440-450 mille dessiatines. La consommation mondiale générale s'élève à 30 millions de pouds. La Russie comprend près de 77 0/0 de

la superficie des terres ensemencées en lin et près de 58 0/0 de toute la production des fibres (1).

Ces données nous prouvent suffisamment quelle importance ont pour nous la production et la manipulation du lin, car elles occupent, en partie, le temps de travail de notre population paysanne une fois débarrassée des travaux agricoles.

La culture du lin, comme branche de l'économie agricole, entre dans le programme des travaux agricoles occupant le temps de travail en été, et, de ce côté, elle ne présente rien de nouveau. Il en est autrement de sa manipulation.

Examinons la manipulation du lin dans les fabriques. Pendant la période 1886-1889, elle se modifia de la manière suivante :

	1886	1887	1888	1889
Total de la prod. en milliers de roubles.	23.158	25.371	27.328	24.797
En 0/0.	100	109,5	117,9	107

Ces chiffres constatent que l'industrie du lin dans les fabriques se développait, quoique ce développement fût moindre que celui de l'industrie cotonnière.

En considérant ces chiffres, nous pouvons supposer qu'avec l'accroissement de l'industrie linière les terres ensemencées ont augmenté. Même dans le cas où les paysans diminuent quelque peu la fabrication domestique du lin, ils trouveront plus avantageux, par suite de l'extension de la manipulation du lin dans les fabriques, de s'occuper de la production des fibres en augmentant les terres ensemencées.

Voici ce qui se produit en réalité :

(1) « Moniteur des Finances », 1892, n° 16, p. 125.

Superficie des terres ensemencées en lin en dessiatines dans la Russie d'Europe (1)

	1881	1886	En 1886 en moins	0/0 de la diminution
Zone de la terre végétale.	567.510	326.789	240.721	42,42
En dehors de cette zone .	804.478	726.643	77.835	9,67
Total	1.371.988	1.053.432	318.556	23,3

	Récolte des fibres, en milliers de pouds					
	1881	1886	1888	1889	1890	1891
Zone de la terre végétale.	4.222		4.590	6.275	5.447	2.897
En dehors de cette zone .	13.591	12.725	11 818	12.970	12.169	12.290
Total	18.013	17.147	16.408	19.245	17.616	15.187

Que constatent ces chiffres? Le nombre de dessiatines ensemencés en lin a diminué presque d'un quart (22,3 0/0) en cinq années, et avec cela a diminué la quantité de fibres produites. Quoique dans la région occidentale, où la terre n'est pas très fertile, on puisse noter quelque augmentation (2), cette augmentation a atténué seulement un peu la diminution générale qui, sans elle, se traduirait par un chiffre plus imposant. « L'étendue des terres ensemencées en lin, comparativement à celle de la période 1880-90, a diminué de 20 0/0, même dans la région

(1) « Moniteur des Finances » 1892, nº 16. Les chiffres de la récolte du lin sont corrigés (augmentés un peu) d'après les publications du département de l'Agriculture et de l'Industrie agricole, 1888-91. Comp. aussi « Matériaux des études sur les tarifs des chemins de fer russes. » St.-P., 1892.

(2) Notamment, dans les gouvernements de Witebsk, Kowno, Lithuanie, Pskow, et Smolensk, on récoltait en 1888, 4,75 millions de pouds, en 1889, 5,35 millions de pouds, en 1890, 5,5 millions de pouds, en 1891, 5,4 millions de pouds.

orientale (1) (aussi très importante). » Dans notre commerce entre à peu près 14 millions de pouds de fibres de lin (sur 17-18 millions de pouds récoltés annuellement), dit l'auteur de l'étude examinée dans le *Moniteur des Finances*, « le reste (près de 3 à 4 millions de pouds) est travaillé par les producteurs chez eux et entre dans la consommation personnelle (2). Sur 14 millions de pouds, 11,2 millions de pouds sont exportés, à peu près 1/18 millions de pouds sont travaillés dans les fabriques et presque 1 million de pouds sont employés dans l'industrie rurale ». Mais, comme nous apercevons une diminution continuelle des terres ensemencées en lin, il nous semble intéressant de déterminer la part qui diminue ? Est-ce la part exportée, est-ce celle qui entre dans les fabriques, ou enfin celle qui est employée pour la satisfaction des besoins domestiques du paysan ?

Quant à la manipulation du lin dans les fabriques, nous avons vu qu'elle augmente considérablement, il est évident, alors, que, dans les fabriques, le lin entre en quantité croissante d'année en année, et son prix a baissé de plus de 10 à 15 0/0, de 1880 à 1890.

L'exportation pendant ce temps était :

Exportation du lin

	1886	1887	1888	1889	1890	1891
En milliers de pouds. .	7.079	8.550	11.268	11.221	12.120	11.332

(1) Gouvernements de Vladimir, Vologda, Viatka, Kostroma, Nijni-Novgorod, Perm, Tver, Jaroslav.

(2) L'industrie du tissage est la plus répandue (après l'industrie agricole) dans le gouvernement de Viatka. Ordinairement, ce sont les femmes qui s'occupent du tissage, les jeunes filles et les vieilles femmes s'occupent des travaux d'apprêts, de filage. On confectionne les tissus de lin, de chanvre, de laine et de coton. On les confectionne pour la vente et pour la consommation personnelle. 88.432 dessiatines sont ensemencées en lin, 8.227 en chanvre. On tond la laine de 135 millions de moutons. On confectionne des tissus : de lin, 70.740 mille archines, de chanvres, 16.459 mille archines, de laine, 10.625 mille archines, en somme 97.824 mille archines. « (Moniteur du gouvernement », 28 avril 1892, n° 92, emprunté aux « Bulletins de Viatka) ».

Donc, l'exportation des fibres de lin augmentait d'année en année, et même assez considérablement.

Quelle était la quantité qui restait pour la consommation intérieure ?

Il n'existe pas de chiffres pour évaluer la production entière des fibres de lin pour 1887. Aussi prendrons-nous, pour cette année, la moyenne entre la production de l'année 1886 et celle de 1888. Nous en déduirons la quantité de fibres de lin exporté, et ce qui reste exprimera la quantité qui a été employée à la consommation et à la manipulation intérieures :

Déduction faite de l'exportation, il reste pour la consommation intérieure

	1886	1887	1883	1889	1890	1891
En milliers de pouds. .	10.068	8.227	5.140	8.024	5 500	3.855

Ainsi, nous voyons qu'à l'exception de l'année 1889, où nous constatons une augmentation des terres ensemencées, pendant toute cette période la quantité des fibres de lin destinée à la consommation intérieure a diminué d'année en année, et, pendant l'année dernière, elle est tombée à la quantité de la consommation domestique de la population paysanne d'autrefois. Avec l'accroissement de la manipulation dans les fabriques, la diminution de la consommation doit porter uniquement sur la consommation domestique, sur la manipulation et la consommation de la famille du paysan (1).

Cette diminution extrêmement forte de la manipulation des fibres de lin en Russie, diminution qui dépasse 6 millions de

(1) La branche la plus importante et la plus rémunératrice de l'industrie rurale, la transformation du lin et du chanvre en fils et en divers tissus, a subi une forte décadence. Les millions de pouds de lin jadis transformés pour la consommation intérieure sont à présent..... exportés ; dans le gouvernement de Jaroslav, ce berceau du tissage de toile, on ne le rencontre que dans deux bailliages où sont établies les fabriques de toile (Korolenko, *Travail libre*, p. 69, 70).

pouds, nous force à examiner les proportions de l'importation de coton qui doit couvrir le manque de lin.

Consommation intérieure du coton et des fibres de lin.

	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Du lin en milliers de pouds	10.068	8.227	5.140	8.024	5.466	3.855
Coton étranger et coton de la prod. intér. . .	8.388	9.000 (1)	10.619 (1)	10.694	11.453	9.902
Total	18.456	17.227	15.759	18 718	16.949	13.757
Total pour la pér. bienn.	35.683		34.277		30.706	
Modification en 0/0. . .	100 0/0		96 0/0		86 0/0 (2)	

Ainsi, nous voyons qu'à l'exception de l'année 1889, et, en partie, de 1890 (3) la consommation du lin et du coton diminue.

(1) En 1888, avant l'augmentation des droits sur le coton de 45 copecks en or à 1 rouble, on en avait importé beaucoup plus qu'il n'était nécessaire à la fabrication de cette année, de sorte que dans l'année suivante 1888, lorsque cette fabrication atteignit sa plus grande prospérité, on a importé une quantité de coton moindre d'une fois et demie que celle de l'année précédente. C'est pourquoi nous avons réparti la somme de l'importation de ces deux années suivant les besoins de la fabrication. Pour éviter cela, nous pourrions totaliser deux années et comparer leur somme : le résultat sera le même. Les données sur l'importation du coton de l'Asie intérieure, nous les avons empruntées au « Moniteur des Finances » 1892, nº 39.

(2) Dans les années postérieures, les semailles et la récolte du lin et du chanvre ont augmenté considérablement. Les renseignements empruntés au Comité central de la statistique nous montrent qu'en 1892, on a récolté 18.530.000 de pouds de lin et 9.701.000 de pouds de chanvre. En 1893, 24.371.000 de pouds de lin et 13.466.000 de pouds de chanvre. En 1894, 25.632.000 de pouds de lin et 15.175.000 de pouds de chanvre.

En 1894, on a ensemencé en lin 1.346.874 dessiatines, et en chanvre 671.743 dessiatines. Cette augmentation de la culture du lin et du chanvre peut être expliquée par la baisse extraordinaire des prix des blés, de sorte que les propriétaires fonciers ont estimé plus avantageux d'augmenter l'étendue d'ensemencement des plantes textiles. Nous ne possédons pas de données sur la répartition des fibres obtenues. En 1896, et surtout en 1897, les prix du lin baissèrent excessivement.

(3) En 1890 et en 1887, on en avait importé davantage, parce qu'on

Pendant les deux années dernières, elle a diminué de 14 0/0 comparativement à l'année 1886-87.

Si nous prenons en considération que la récolte de la filasse de chanvre, de 9,4 millions de pouds en 1886, a diminué jusqu'à 6 millions en 1891, c'est-à-dire de plus d'un tiers (1) (37 0/0), qu'avec la culture du lin, l'élève des bêtes à laine diminue aussi, « de sorte que la fabrication de la toile, du drap » (2) par les paysans pour leur consommation personnelle a disparu, nous nous demandons, avec perplexité, ce que cela signifie (3) ?

Ces données révèlent un fait incontestable, que tous les chiffres imposants, qui expriment l'accroissement de l'industrie cotonnière capitaliste, jouent dans l'économie nationale un rôle diamétralement opposé : ils prouvent la décadence de l'économie des paysans et de la consommation du peuple. Ils indiquent qu'à mesure que se développe la manipulation du coton, l'étendue des terres ensemencées en lin diminue, et que la fabrication des fibres pour les besoins de la famille est supplantée par les pro-

prévoyait l'augmentation des droits. Mais cette année, les droits furent augmentés sur toutes les marchandises dans une proportion de 20 0/0 ; ce taux se maintint et les droits furent perçus jusqu'au 1er janvier 1893, lorsque, d'après la loi du 21 décembre 1892, ils furent élevés à 1 rouble 40 copecks en or pour un poud importé par voie de mer, et à 1 rouble 55 copecks pour la même quantité importée par voie de terre. Le 20 décembre 1894, les droits sur le coton furent élevés à 2 roubles 10 copecks en or pour un poud.

(1) On peut dire que pour les habitants des gouvernements du sud, le chanvre remplace le lin que l'on y cultive presque exclusivement pour obtenir les grains, tandis que les tiges du chanvre sont employées à la fabrication de la filasse. Cette filasse trouve une large application dans le ménage du paysan. Dans les gouvernements où on cultive beaucoup de chanvre, on fabrique de la filasse, non seulement les tissus pour les sacs et les autres objets grossiers, mais même pour le linge. « (Matériaux des ét. sur les tar. des ch. de fer rus. v. II, p. 72, St.-P., 1892). »

(2) En 1857, il y avait 72 moutons par 100 habitants, en 1860, 68,8, en 1883, 5 1/4, et en 1888, seulement 52 moutons. Jusqu'à 1883, le nombre de moutons diminuait relativement, mais dans la période 1883-88, s'est produite la diminution absolue du nombre de moutons. « La statistique agricole, p. 217, par A. A. Fortonnatoff » et « l'Agriculture et l'Industrie forestière », édition officielle entreprise pour l'Exposition de Chicago, p. 293. En 1867, le nombre de moutons élevés dans la Russie européenne s'éleva à 64.000.000 et en 1888, seulement à 48.000.000.

(3) « Mauvaise récolte et calamité du peuple, » p. 146.

duits de coton manufacturés à meilleur marché (1). Ils indiquent que chaque centaine de dessiatines nouvellement ensemencée de coton force les paysans russes à diminuer les terres ensemencées en lin et en chanvre sur plus de 150 dessiatines, ce qui contracte la sphère d'utilisation du travail des paysans, et met en disponibilité des forces de travail et du temps de travail (2).

Avec la contraction de la sphère d'utilisation du travail, la masse des produits bruts diminue également, et, de cette masse diminuée, il faut aliéner à présent une part du produit croissant pour acquérir par l'achat ce qui, naguère, était produit par le travail de la famille. La faculté de consommation du peuple augmente, mais la possibilité de la satisfaire diminue avec l'accroissement du capitalisme. La faculté de consommation du

(1) Le développement postérieur dans la même direction des industries lainières et cotonnières peut aboutir à une complète disparition ou à une grande diminution... de la culture du lin au nord de la Russie et de l'élève des mérinos au sud (« Travail libre », édition du département d'Agriculture, Korolenko, p. 65). Sans doute, ceux qui sont directement intéressés au développement du capitalisme, ainsi que les théoriciens qui expriment leurs tendances ont un point de vue tout à fait différent. « Comme la culture du coton (dans l'Asie intérieure et dans les pays situés au delà du Caucase) exige des dépenses importantes, l'irrigation et la culture générale des déserts (sic)... comme elle entraîne une somme de conséquences graves qui répandent les bienfaits de la civilisation dans les pays asiatiques (sic), et comme par ce fait toute l'humanité gagne... alors, selon le rapporteur, il faut favoriser son développement par des droits. » (« Addition au rapport de M. Mendellev présenté au Ministre des Finances », p. 100, dans les « Matériaux pour la revision des tarifs de douanes »). Nous trouvons intéressante, dans cette citation, l'identification des avantages du capitalisme et de la propagation « des bienfaits de la civilisation » et des avantages « de l'humanité entière », etc. La signification du sens de ces phrases devient très claire, si nous les mettons en parallèle avec les données mentionnées dans le texte.

(2) La culture du coton dans l'Asie intérieure a commencé à se développer le plus fortement après l'établissement des droits sur le coton étranger. Mais cet établissement ne fut possible que lorsque l'industrie cotonnière capitaliste eut atteint un développement considérable. Ainsi, en 1865, on a importé et travaillé 1,6 millions de pouds de coton ; en 1866, 2,9 millions de pouds ; en 1876, 4,5 millions de pouds ; en 1886, 8,7 millions de pouds ; et en 1890, 11.7 millions de pouds. Donc, les droits accentuèrent seulement les rapports qui existaient déjà avant leur établissement : le procès d'expropriation des paysans devint plus rapide.

peuple consiste en besoins de vêtements, etc.; elle pouvait être satisfaite avec les produits de fabrication domestique, mais les conditions économiques du peuple sont devenues telles (à cause de l'avantage plus grand de vendre le fil du lin et du chanvre plus chers, et d'acheter, à leur place, les articles de coton meilleur marché; outre cela, à cause de ce fait que les paysans peuvent trouver à gagner un salaire en travaillant à la construction des chemins de fer, etc.), que la population paysanne a cessé de travailler au tissage domestique et l'a remplacé par les articles fabriqués. L'augmentation de la quantité des articles de coton produits par les capitalistes dans leurs fabriques a été accompagnée de la diminution de la production des articles et des matières premières produits immédiatement par les paysans. L'augmentation de la culture capitaliste du coton dans l'Asie intérieure a été accompagnée d'une diminution disproportionnellement plus grande des terres ensemencées en lin et en chanvre par les paysans russes.

Il en est résulté que le capitalisme acquit un marché intérieur, mais il l'a acquis aux dépens de la consommation du peuple. Malgré l'augmentation extrêmement rapide de la production capitaliste, la somme brute de la production nationale a diminué. La production capitaliste s'est développée aux dépens de la consommation du peuple.

Ainsi, en même temps que diminue la consommation du blé, diminue aussi la consommation des matières premières qui servent à la confection des vêtements. Outre cela, nous pouvons signaler la diminution non seulement relative, mais absolue aussi, d'un produit qui constituait jusqu'à présent le besoin le plus essentiel du peuple. Nous parlons de l'eau-de-vie.

Production moyenne d'alcool en Russie par périodes de 6 ans, et sa consommation

Années	Nombre de distillateurs	Nombre moyen de vedros d'alcool pur (en milliers)	Nombre de vedr. d'alcool exportés (en milliers)	Ce qui reste pour la consommation (en millions de vedros)	Par habitant
1871-76	3.460	31.294	670	30,6	0,35
1886-91	2.107	32.155	5.237	26,9	0,24
Augmentation (+). Diminution (—) en 0/0.	— 39 0/0	+ 27 0/0	+ 781 0/0	— 12 0/0	—31,5 0/0

Nous constatons que la consommation de l'eau-de-vie, pendant deux périodes de 6 ans espacées de 10 années intermédiaires, a diminué de 3,5 0/0 par habitant ; la diminution absolue à l'intérieur du pays est de 12 0/0 (1).

« Au commencement de la période 1860-70, lisons-nous dans une publication officielle à laquelle nous avons emprunté les chiffres de notre tableau (« Industrie des fabriques et des usines, et le commerce de la Russie. Distilleries », St-Pétersbourg, 1893, p. 55), dans tout l'Empire, la Pologne non comprise, la consommation par habitant, en moyenne, représentait 0,37 vedro, d'alcool pur, et, vers la fin de la période 1870-80, ce chiffre (y compris la région polonaise) baissa jusqu'à 0,34 vedros. Dans ces derniers temps, les proportions de la consommation générale et individuelle diminuèrent encore plus considérablement. »

Ainsi, il revient à chaque habitant :

Vedro d'alcool pur (consommation par habitant)

	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891
Vedro	0,33	0,33	0,28	0,27	0,26	0,26	0,25	0,23	0,19

(1) Les données officielles nous apprennent qu'on a produit en Russie et en Pologne en 1893, 26.882.700 vedros d'alcool pur, en 1894, 31.790.000 vedros. En 1894, on a consommé à l'intérieur du pays 24 1/2 millions de vedros.

Ainsi d'une année à l'autre la consommation diminue continuellement. L'arrêt s'est produit subitement en 1888, l'année de récolte extrêmement abondante ; à la fin de la période 1880-90, comparativement à la période 1860-70, la consommation de l'eau-de-vie par habitant a diminué de 2/5.

Nous aurons l'occasion d'expliquer plus loin quelle influence sur cette diminution de la consommation a exercée l'élévation de l'accise.

Tout ce que nous avons dit de la culture et de la manipulation du lin et du chanvre, comme matières textiles, nous pouvons le répéter en le rapportant à la culture du lin, etc, comme plante oléagineuse. Avec le passage des huileries des mains des agriculteurs aux mains des propriétaires des grandes huileries dans les ports (à Pétersbourg, à Riga, à Libau) les agriculteurs perdent la substance alimentaire concentrée — les tourteaux — très estimée comme nourriture supplémentaire du bétail. Maintenant les tourteaux sont exportés dans des proportions croissantes : en 1869 on en exporta 322.000 pouds, et en 1891 — 10.141.000 pouds (1).

La meunerie passe-t-elle aussi aux mains de grands capitalistes? Elle ne s'est pas développée pendant la période examinée (les 25 années dernières), mais s'est concentrée dans de grandes entreprises. Ici aussi les agriculteurs doivent subir de grandes pertes. Ainsi, le son servait jadis de nourriture au bétail dans le pays même; à présent, avec la décadence complète de l'élève du bétail dans le pays, à cause du manque de nourriture beaucoup

(1) Jusqu'à présent, la culture du lin était maintenue par son exportation à l'étranger. Ainsi, par exemple, on exporte annuellement en Angleterre près de 3-4 millions de pouds. Mais, semble-t-il, nous courons le risque de perdre une part considérable du marché. « L'industrie lainière en Grande Bretagne, lisons-nous dans le « Moniteur des Finances » (1892, n° 38, p. 896), et surtout en Irlande, qui font un grand commerce de leurs produits avec l'Amérique du Nord, est menacée par la concurrence de l'Etat de Minnesota où, depuis quelques années, fonctionnent des fabriques de filature et de tissage du lin. D'après les dernières nouvelles, la culture d'essai du lin dans cet Etat avait très bien réussi, et les fibres étaient d'une qualité supérieure. Si les expériences postérieures sont aussi favorables, il faut s'attendre à ce que, dans un avenir très proche, cet Etat devienne un concurrent sérieux pour Belfast ».

plus de la moitié de toute la quantité de son produit dans le pays est exportée (1).

Voici quelques notes brèves sur le développement de cette industrie. Dans la période 1860-70, dans les districts d'Eletz, de Livenz et dans le voisinage, on a remplacé les meules russes, qui coûtent 70-200 roubles la paire, par les meules françaises dont la paire coûte 700-800 et 1.000 roubles. Les nouvelles meules étaient plus pratiques ; sans brûler le grain et la farine, elles donnaient plus de tendresse et de blancheur à la fleur de farine... Pour changer de meules on a dépensé alors de 8 à 10 millions de roubles. Au commencement de la période 1870-1880, on a inventé un mécanisme cylindrique pour la mouture, au lieu du mécanisme bohémien, qu'on appelle erronément la machine hongroise. Les premiers moulins à cylindre furent employés à Rylsk (dans le gouvernement de Koursk), dans le village Serguievskoe et à Eletz. *Avec la même force mécanique, avec un nombre d'ouvriers plus petit d'un tiers, ces mécanismes pouvaient moudre plus de froment en gros* (2 0/0 *et davantage*) *que les moulins à meule* ; *ces mécanismes donnaient plus de farine et d'une qualité supérieure.* Avec le système des meules le tchetvert de froment de 10 pouds 20 livres donnait 6 pouds 20 livres, 6 pouds 30 livres des différentes sortes de farine ; avec le système à cylindre ce tchetvert commença à donner 7 pouds 20 livres, 7 pouds 30 livres. Depuis la période 1870-80 on a dépensé à peu près 100 millions de roubles pour s'outiller à neuf. Au congrès des meuniers il a été établi que le coût de la mouture d'un poud de froment s'élève à 12-17 copecks. Dans les grands mécanismes situés sur le Volga elle descend jusqu'à 7-8 copecks par poud (2).

La mouture avec les cylindres a augmenté la productivité du travail de plus du double, de plus de 120 0/0. Si auparavant 100 hommes transformaient 1000 unités de matière, à présent,

(1) S. A. Korolenko, *Travail libre dans les économies des propriétaires*, St-Pét., 1892, v. V, p. 51-57. Ed. par le département de l'Agriculture et de l'Industrie agricole.

(2) Résumé d'après le « Moniteur des Finances » 1888, nº 15. Le coût de la mouture d'un poud de froment à Kazan représente 12-14 copecks (« Moniteur des Finances », 1890, nº 49). En 1889, dans la minoterie de la Russie d'Europe, étaient occupés 24,360 ouvriers qui produisaient 131,362 pouds de farine, d'une valeur de 151,4 millions de roubles.

avec une diminution d'un tiers du nombre des ouvriers, 66 hommes transforment 1.200 unités au lieu de 1.000. Et le rendement augmenta de 20 0/0, donc un homme tranforme à présent 22 unités au lieu de 10. Mais comme la quantité de matière brute à transformer reste la même, le nombre de personnes occupées dans cette industrie doit diminuer de moitié ; les autres sont devenus inutiles. Cela se présente dans toutes les branches d'industrie dont le produit ne peut compter sur un grand débouché.

Quelle que soit la branche d'industrie que nous examinons, quelque rapide que soit en apparence son développement, finalement, il résulte toujours pour employer les termes de l'Etude du ministères des domaines publics, — qu'elle ne se développait pas, mais se concentrait en grandes entreprises.

CHAPITRE XIX

Indépendance dans la répartition de la quantité globale du travail social entre les diverses branches de production, et part du produit nouvellement créé qui revient à chaque classe de la société. Modification dans le nombre des ouvriers de fabrique en Russie.

Le fait de la diminution de la consommation intérieure du blé, c'est-à-dire de la quantité de blé qui revient à chaque habitant, est établi si solidement par une quantité de travaux que c'est à peine s'il existe quelqu'un qui pourrait le nier. Il en est autrement des produits de l'industrie de fabrication. Il y a des personnes qui admettent la possibilité de la diminution relative de la consommation du blé, mais qui, en même temps, prétendent que la consommation des produits de l'industrie de fabrication, des produits qui entrent dans la consommation du peuple a augmenté.

Examinons cette question de plus près :

Déjà vers la fin de la période 1850-60, le Dr Engel, directeur de la statistique officielle prussienne, en examinant les dépenses des familles, a abouti aux conclusions suivantes :

1° Plus le revenu est *élevé*, plus diminue la somme relative dépensée à l'entretien de l'existence.

2° Les dépenses *relatives* pour les vêtements sont approximativement équivalentes pour les revenus de différente importance 3° les dépenses *relatives* pour le loyer, le chauffage et l'éclairage sont équivalentes pour tous les revenus, 4° à mesure que le revenu s'accroît, la valeur relative des dépenses pour les autres besoins augmente.

On a fait bien des recherches afin d'élucider la question de savoir si cette loi dite loi d'Engel est vraie, mais, pour la plupart, ces recherches se bornaient à un petit nombre de cas.

Dernièrement, à propos d'une vaste étude sur la situation du travail dans les diverses branches d'industrie, le gouvernement des Etats-Unis a recueilli des riches matériaux sur cette question (1). Dans le tableau ci-après sont groupées les données qui s'y rapportent.

Il faut d'abord remarquer, qu'en vue d'écarter l'influence des divers facteurs accidentels, on n'a mis dans ce tableau que les familles d'ouvriers qui peuvent être considérées comme normales, c'est-à-dire les familles qui ne tiennent pas des pensionnaires, qui n'habitent pas leurs propres maisons, qui font des dépenses pour le loyer, le chauffage, l'éclairage, les vêtements et la nourriture ; qui sont composées du mari et de la femme et qui n'ont pas plus de cinq enfants, dont le plus âgé n'a que 14 ans, c'est-à-dire qui n'a pas encore atteint l'âge du travail. (Voir tableau page 312).

Ce tableau, très instructif, montre combien étroitement sont liées entre elles toutes les dépenses de chaque famille ; quelle part importante du revenn absorbe la dépense pour la nourriture des familles dont le revenu est le moindre, — comment à mesure que le revenu augmente, diminuent les dépenses relatives pour la nourriture, c'est-à-dire, bien que la nourriture devienne meilleure et plus abondante on dépense pour elle une somme relativement moindre à mesure que le revenu augmente, de sorte qu'avec le revenu le plus grand on dépense pour la nourriture une somme de moitié relativement plus petite qu'avec le revenu le plus petit. On peut dire la même chose quant au chauffage et à l'éclairage, et jusqu'à un certain degré, pour le loyer. Tout cela constitue les objets de première nécessité, sans lesquels il n'y a pas moyen de vivre, de sorte que pour les dépenses pour les vêtements, avec un revenu moindre on emploie une moindre somme non seulement absolument, mais aussi bien relativement, et cette valeur relative augmente presque de pair avec l'accroissement du revenu. Mais arrivé à une certaine limite,

(1) « Seventh annual Report of the Commissioner of Labour, 1891. Cost of production, textiles and cost of living. »

Somme des dépenses relatives en °/₀ pour les divers besoins des familles normales d'ouvriers aux Etats-Unis

	VALEUR DU REVENU ANNUEL EN DOLLARS												
	Moins 200	De 200 à 300	De 300 à 400	De 400 à 500	De 500 à 600	De 600 à 700	De 700 à 800	De 800 à 900	De 900 à 1.000	De 1.000 à 1.100	De 1.100 à 1 200	Au-dessus de 1.200	Pour l'ensemb. des fam.
Nombre de familles.	24	105	395	659	509	300	192	111	95	62	24	86	2.562
Loyer	14,48	14,65	14.98	12,29	15,15	15,54	15,60	16,09	14,96	15,12	12,23	12,59	15,05
Chauffage	7,07	6,59	6,04	5,56	5,63	4,98	4,42	4,39	4	3,75	3,35	2,57	5,01
Eclairage	1,01	0,96	0,98	1,06	0,97	0,88	0,88	0,86	0,77	0,78	0,54	0,45	0,90
Vêtements. . . .	12,82	14,33	14,14	14,38	15,27	15,86	16,33	15,09	16,84	17,53	16,51	15,71	15,31
Nourriture. . . .	49,64	44,26	45,59	45,08	43,84	41,18	38,89	38,09	34,34	34,74	30,65	28.63	41,05
Autres besoins . .	13,98	19,21	18,27	18,63	19,14	21,56	23,88	25,48	29,12	28,11	36,72	40,05	22,68

au revenu de 1.000-1100 dollars, elle commence alors à baisser relativement. Nous voyons donc que les dépenses relatives pour « les autres besoins » peuvent être faites à un degré moindre avec un revenu moindre (dans ce nombre, les besoins intellectuels, moraux). La valeur relative de ces dépenses croît d'une façon remarquablement régulière avec l'accroissement du revenu (à une exception de peu d'importance pour le revenu de 1.000 dollars), en triplant presque relativement au revenu le plus grand comparativement au plus petit.

Ce rapport peut être appliqué aux budgets des ouvriers européens, avec cette seule différence, que comme en Europe le salaire est plus bas qu'en Amérique, les dépenses relatives moyennes pour les revenus de « toutes valeurs » se répartissent un peu autrement que chez les ouvriers américains, en s'approchant de la répartition relative des plus pauvres dans le nombre de ceux-là (1).

Ce n'est pas tout. Pour mettre encore plus en relief la dépendance des dépenses relatives pour chacun des besoins énumérés du revenu, les rédacteurs du septième rapport du « Commissioner of Labor » avaient dressé un tableau combiné, dans lequel avec le même revenu les mêmes dépenses sont mises en corrélation avec le nombre de membres de la famille. Nous ne citerons pas tout le tableau ; il nous suffit, pour notre but, de signaler les données les plus essentielles.

II. *Somme des dépenses relatives pour les divers besoins des familles normales des ouvriers américains, en rapport avec le nombre des membres de la famille suivant les revenus.*

	Loyer	Chauffage	Eclairage	Vêtement	Nourriture	Besoins divers
Mari et femme	16.11	5,04	0,95	13,78	38,45	25,67
» 1 enfant. . . .	14,92	5,03	0.90	14,88	38 96	25.61
» 2 »	15,62	5,20	0,93	15,04	41,83	21,38
» 3 »	15.02	4,93	0,88	15,97	41,93	21,29
» 4 »	13,89	4,78	0,86	16,72	43,70	20,05
» 5 »	12.93	4,86	0,82	17,17	45,11	19,11

(1) Les ouvriers européens dépensent : pour le loyer, 11,29 0/0, pour le chauffage 4,88 0/0, pour l'éclairage 1,54 0/0, pour les vêtements 15 0/0, pour la nourriture 48,78 0/0, pour les autres besoins 18,81 0/0. Nombre de familles, 703 (id., p. 865).

Ce tableau confirme le même fait, mais dans d'autres termes, notamment : plus le nombre de personnes entre lesquelles un revenu donné est réparti est grand, plus grande est la dépense relative pour la nourriture, et dans ce cas, pour le vêtement, et plus petite est la dépense pour le loyer, et surtout, pour les « besoins divers » (1).

Ce qui se rapporte au revenu des ouvriers est pleinement justifié par les chiffres de la répartition des dépenses pour chaque sorte de revenu, aussi bien que par les chiffres de la répartition des dépenses des ouvriers européens, avec cette seule différence, que par suite du salaire moindre de ces ouvriers leur valeur relative de dépenses pour la nourriture est plus considérable, en comportant dans les familles sans enfants près de 45,92 0/0, et dans les familles avec 5 enfants, près de 52,73 0/0, tandis que la dépense relative pour le loyer et les « besoins divers » diminue corrélativement.

Que nous apprennent donc ces tableaux ?

Les données qu'ils nous fournissent nous montrent, à l'évidence, que plus la population est pauvre, plus augmente la dépense relative pour le besoin le plus essentiel de l'existence, pour la nourriture ; que la diminution de la consommation de blé *dans le pays entier* signale que la dépense relative pour le vêtement et les « besoins divers », comme cela est prouvé par le premier tableau, diminue, et par conséquent que la production des articles de l'industrie de fabrication pour le pays entier *ne peut pas augmenter* (2), non seulement absolument, mais relati-

(1) Ce tableau est dressé avec les données fournies par les tableaux qui se trouvent aux pages 2008-11, vol. 4, *Seventh Report*, etc.

(2) Il n'y a presque pas de données russes pour la question qui nous intéresse, si nous ne prenons pas en considération le budget de 7 familles ouvrières (où la dépense pour la nourriture comporte 57 0/0 du salaire) de M. Dementieff dans le « Recueil du Zemstvo de Moscou ». Mais si nous rappelons que le salaire moyen des ouvriers des fabriques et des usines dans la Russie Européenne est de 187 roubles 60 copecks, que le salaire maximum n'atteint que 606 roubles, et le minimum baisse jusqu'à 88 roubles 54 copecks. (Industries de fabrique et d'usine, et le commerce de la Russie, Saint-Pétersbourg, 1893, p. 276 de l'Edition officielle), nous verrons que le salaire maximum de nos ouvriers s'approche du salaire minimum des ouvriers américains et que, par conséquent, la valeur relative des dépenses pour la nourriture doit être chez nous encore plus considérable.

vement aussi; que la répartition de la production entre ses différentes branches se trouve en une pleine dépendance des facultés de la population; qu'avec la diminution de ces facultés la quantité relative de la production des objets d'alimentation doit augmenter, ou que la quantité relative de la production des objets de l'industrie de fabrication doit diminuer.

D'un autre côté, ce tableau peut servir d'indicateur de la quantité de cette somme du travail du peuple que la société doit nécessairement dépenser dans les conditions données afin de produire les objets de consommation de toutes espèces. Mais avec cela il révèle le lien étroit entre la répartition de toute la somme du travail du peuple dans chacune des branches de production et la richesse de la population. Comme avec la transformation capitaliste des industries la population commence à avoir à sa disposition une quantité excessivement grande de temps de travail, pendant lequel seulement les valeurs peuvent être créées, et comme en même temps se produit la transformation capitaliste des revenus agricoles, qui laisse une part de produit de plus en plus petite entre les mains des producteurs immédiats, la faculté d'achat de la population diminue progressivement (la récolte abondante réduit un peu cette diminution, et la mauvaise récolte l'accélère), et par conséquent la répartition de la somme du travail du peuple dans chaque branche d'industrie se modifie : la grandeur relative de la partie qui est consacrée à produire les objets d'alimentation augmente, et la grandeur relative de celle qui est destinée à produire les objets de vêtement ou des autres besoins diminue.

Le fait de la diminution de la consommation des produits alimentaires indique la diminution relative indubitable de la consommation et, par conséquent, de la production des objets de l'industrie de fabrication.

En même temps cette diminution relative du besoin des produits des industries agricoles et de fabrication en Russie, avec l'implantation des conditions capitalistes de la production, sert de symptôme de diminution à la solidité de la situation économique de la partie toujours croissante de la population qui s'occupe de l'agriculture, de diminution de son bien-être, de la certitude de son emploi, ce qui aboutit à l'affaiblissement des liens de la communauté. On pourrait objecter que les données

sur lesquelles se base notre conclusion se rapportent aux conditions de l'économie capitaliste développée, et qu'elles ne peuvent donc pas être appliquées aux conditions de l'économie qui à un degré considérable reste encore naturelle. Mais une objection de ce genre serait le résultat d'un malentendu.

La répartition de la somme globale du travail de chaque société, prise dans son entier, entre les diverses branches de l'activité productrice, quelle que soit l'organisation économique de cette société, dépend, d'une part, du degré de productivité du travail, et d'autre part, de la faculté de consommation de la société, qui dépend à son tour de la valeur relative de cette portion du produit créé qui revient à chacune des classes sociales, et principalement de la portion qui revient à la classe la plus nombreuse. Dans toute organisation sociale, plus faible est la productivité du travail, plus grande est, les autres conditions restant les mêmes, la part de la quantité globale de travail social qu'on doit consacrer à la production des moyens d'existence les plus nécessaires. Au contraire, plus intense devient la productivité du travail social dans les branches dont les produits représentent les moyens nécessaires d'existence, plus devient grande la *possibilité* de la satisfaction plus complète de ces besoins, et alors les forces de travail, auparavant utilisées dans la création de ces produits, deviennent disponibles et peuvent être utilisées pour créer les autres produits dont le besoin existait toujours, mais qui ne pouvait pas être satisfait à cause du défaut de forces de travail et de temps de travail nécessaires.

Cette dernière circonstance dépend étroitement de la part du produit total créé qui revient à chaque classe sociale, et surtout, qui revient à la classe ouvrière et, à son tour, cette part dépend de l'organisation économico-sociale, des rapports économico-sociaux créés historiquement. Ainsi, pour ceux qui peuvent bénéficier de l'augmentation de la productivité du travail et de l'augmentation de la quantité de produits créés qui lui correspond, ainsi que de la baisse de prix, dans la mesure où ils en bénéficient, diminue la valeur relative de la part qui est destinée à la satisfaction des besoins les plus nécessaires des moyens, d'existence, et augmente la partie qui peut maintenant être destinée à la satisfaction des autres besoins.

Mais, en dehors de cela, les conditions de notre économie

perdent de plus en plus la caractère d'une économie naturelle, de sorte que la différence entre l'ouvrier américain et notre paysan consiste en ceci, que l'ouvrier américain achète *tous* les moyens nécessaires de subsistance avec l'argent obtenu par la vente de sa force de travail, tandis que le paysan les achète en partie avec l'argent obtenu par la vente de sa force de travail, et en partie, par la vente des produits agricoles et autres, qui sont créés par cette force de travail indépendante, et enfin, en partie, il consomme immédiatement une part des produits de son travail, de plus en plus petite.

Ainsi, si les données sur la répartition de la somme totale de travail social dans toutes les branches de la production sociale constatent le fait de cette répartition, alors la construction du tableau que nous examinons, avec la division en classes de la société, nous montrerait pourquoi à un certain degré de la productivité du travail social se produit telle ou telle répartition des forces de travail sociales afin de créer chaque groupe de produits qui satisfont le besoin social qui dépend de la part que chaque classe sociale reçoit dans le produit nouvellement créé. Ce tableau serait en même temps la constatation statistique du fait de la détermination de la valeur de toute la quantité des produits donnés, de tout le travail nécessaire socialement à les créer (la valeur de chaque exemplaire, de chaque unité de ce produit est déterminée par une partie correspondante du travail total employé pour la création de toute la quantité de produits d'une espèce donnée). Ce tableau déterminerait les limites maxima de dépenses du travail social pour la création du produit donné à un degré donné de la productivité, et, par conséquent, avec la création des produits sous forme de marchandises — la production capitaliste — et à un degré donné de sa faculté d'être échangé contre la quantité correspondante de produits qui satisfont les autres besoins. Quoique ce tableau nous apprenne de quelle manière est répartie toute la somme du travail social il ne nous explique pas *pourquoi*, à chaque classe sociale et à chaque membre de l'une ou de l'autre classe d'une société donnée, revient réellement telle part déterminée du produit obtenu par la somme totale de travail de la société, pourquoi on reçoit tel ou tel revenu.

En appliquant à la Russie les déductions obtenues par l'exa-

men de ce tableau, nous aboutissons à une conclusion qui, bien qu'elle s'appuie sur des données qui ne se rapportent pas à notre pays mais qui ont une importance économique générale (ce qui est prouvé par une série d'autres données mentionnées dans ces « Etudes »), nous montre, que la diminution de la consommation des produits alimentaires, et principalement du blé, est le signe de la diminution relative de la consommation des produits de l'industrie de fabrication.

Mais si cette conclusion est juste, le nombre relatif des ouvriers occupés dans l'industrie de fabrication doit diminuer dans le cours du temps. Est-ce vrai ?

Nous avons devant nous deux moments : l'année 1865, c'est-à-dire, le moment où la Russie venait de s'affranchir des liens du servage, et l'année 1890, qui suivit toute une série de mesures ayant pour but d'encourager l'industrie et le commerce.

Prenons le nombre des ouvriers de fabrique. Malheureusement pour 1865, le nombre des ouvriers des mines ne nous est pas donné, c'est pourquoi nous pouvons comparer seulement le nombre des ouvriers de fabrique. Les données du « Comité statistique » (Russie, revue de statisque militaire p. 325) nous apprennent qu'en 1865-66, le nombre des ouvriers de fabrique (à l'exception des ouvriers des mines) s'élevait à 829.373. En 1890, leur nombre était de 875.764. (« Le guide des fabriques et des usines en Russie » 1894. Pétersb.). En 1865, il comprenait 1,35 0/0 de la population totale de la Russie (61,42 mil.), tandis qu'en 1890 il ne comprenait que 0,96 0/0 de la population (près de 91 mil.).

Mais comme peut-être en 1865, dans le nombre des ouvriers occupés dans certaines branches de la production, dans les usines métallurgiques (bien que nous n'ayons aucun renseignement sur le nombre des ouvriers de l'industrie métallurgique) ont été compris des ouvriers qui, par les données fournies pour 1890, sont compris dans l'industrie minière, examinons la grandeur relative du nombre des ouvriers des mines et des fabriques en 1890. Ajoutons au nombre des ouvriers de fabrique mentionné plus haut 328.000 ouvriers des mines et nous obtenons 1.203.714 h. ou 1,32 0/0 de toute la population. Donc, si nous admettons même qu'en 1865 il n'y avait pas d'ouvriers des mines, dans ce cas aussi le nombre de tous les ouvriers relati-

vement à la population totale en 1890 sera moindre qu'en 1865.

Si nous prenons en considération que l'enregistrement du nombre de la population des fabriques s'est indubitablement amélioré pendant cette période de 25 ans, que le nombre des ouvriers qui n'est pas mentionné est moindre, la *diminution relàtive* de leur nombre nous paraîtra encore plus forte.

On peut objecter, que la période examinée est trop longue, que « l'encouragement » intense de l'industrie et du commerce n'a commencé que dans la période 1880-90 ; que dans la seconde, moitié des périodes 1860-70 et 1870-80, notre industrie ne pouvait se développer fortement sous l'influence des droits de douanes relativement bas ; que le développement complet n'est devenu possible que dans la période 1880-90 ; que le nombre relatif des ouvriers pouvait diminuer notamment dans la première moitié de cette période de 25 ans, mais que dans sa seconde moitié il devait, indubitablement, augmenter.

Pour répondre à cette question, examinons ce que nous montre le tableau ci-après, qui indique le nombre des ouvriers occupés et la somme de production, pris dans les trois moments : en 1865, 1880 et 1890 (Voir tableau page 320).

Malheureusement, il fallait restreindre encore davantage les données de ce tableau. Outre l'industrie des mines, les industries soumises à l'accise n'y sont pas comprises non plus, car il n'y a pas de données pour 1880. Mais comme ces industries ont une grande importance, nous les comparerons plus tard, mais nous nous ne comparons que deux années extrêmes 1865 et 1890 (1).

Si nous prenons les chiffres relatifs, les chiffres qui expriment l'accroissement du nombre des ouvriers et de la somme de la production, nous verrons que pendant la première période (de 1865 à 1880) le nombre des ouvriers occupés dans les fabriques et les usines examinées de la Russie d'Europe a augmenté de 57 0/0, et pendant la seconde, seulement de 25 0/0. L'accroissement de la quantité de production pendant la première période

(1) Les données de ce tableau sont empruntées au « Moniteur des fabriques et des usines de la Russie d'Europe » (Saint-Pétersb., 1893), rédigé par MM. Orloff et Boudakoff (Edition du département du Commerce et des Manufactures). Nous avons utilisé cette édition principalement à cause du fait que les données pour les différentes années sont placées sous les mêmes rubriques.

Années	Nombre de fabriques et d'usines	$^0/_0$	Nombre d'ouvriers	$^0/_0$	Valeur de la product. en milliers de roubles	$^0/_0$ $^0/_0$
1. *Nombre de fabriques et usines, nombre d'ouvriers et valeur de la production dans toutes les branches d'industrie de fabrication dans la Russie d'Europe pendant les années* 1865, 1880 *et* 1890 ; *leurs rapports réciproques. Les chiffres de l'année* 1865 *sont ramenés à* 100 (*excepté l'industrie des mines et les industries soumises à l'accise*).						
1865	14 257	100	392.718	100	296.040	100
1880	16.564	116	616.925	157	731.249	247
1890	17.532	122,9	716 792	182	902.919	305
2. Idem (*dans l'industrie des matières non textiles*)						
1865	11.946	100	153.197	100	142.156	100
1880	14.438	120,8	282.008	184	393 040	276
1890	15.494	130	331.376	216	486.225	342
3. Idem (*dans l'industrie textile*)						
1865	2.311	100	239.521	100	153.884	100
1880	2.226	92	334.917	139,8	338.209	219,7
1890	2.038	88	385.416	161	416.696	270,7
4. Idem (*dans l'industrie cotonnière*)						
1865	724	100	76.284	100	63.429	100
1880	575	71	166 973	218,8	156.438	246
1890	491	67,8	214.041	280,5	226 772	357
5. Idem (*dans l'industrie textile, à l'exception de l'industrie cotonnière*)						
1865	1.587	100	163.237	100	90.455	100
1880	1.551	97,9	167.944	102,9	181.771	200,9
1890	1.547	97,8	171 375	105	189.904	209,9

6. *Accroissement du nombre des ouvriers et de la valeur de la production en* 1880 *et* 1890 *comparée à* 1865, *en* $^0/_0$

Années	Dans toutes les industries citées		Dans l'industrie non textile		Dans l'industrie textile		Dans l'industrie cotonnière	
	Nombre d'ouvr.	Valeur des produits	Nombre d'ouvr.	Valeur des produits	Nombre d'ouvr.	Valeur des produits	Nombre d'ouvr.	Valeur des produits
1865. . .	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$	100 $^0/_0$
1880. . .	+ 57	+ 147	+ 84	+ 176	+ 39,8	+119,7	+118,8	+ 14 6
1890. . .	+ 25	+ 58	+ 32	+ 66	+ 21,2	+ 51	+61,7	+111

est exprimé par 147 0/0, et pendant la seconde par 58 0/0. Le nombre des fabriques et des usines pendant la première période a augmenté de 16 0/0, et pendant la seconde de 6,9 0/0.

La production de l'industrie textile a augmenté pendant la première période de 119,7 0/0, et pendant la seconde seulement de 51 0/0; le nombre des ouvriers occupés pendant la première période est de 39,8 0/0, pendant la seconde seulement de 21 0/0; en même temps, le nombre des fabriques pendant la première période a diminué de 8 0/0, et pendant la seconde de 14 0/0.

Enfin, la production dans l'industrie cotonnière pendant la première période a augmenté de 146 0/0, et pendant la seconde de 111 0/0; le nombre des ouvriers occupés a augmenté pendant la première période de 118 0/0, et pendant la seconde de 61,7 0/0. Quant au nombre des fabriques, la diminution est encore plus nette; il a diminué pendant la première période de 29 0/0, et pendant la seconde de 3 0/0.

Ainsi, nous voyons que l'accroissement relatif de la population des fabriques se ralentit et même se ralentit considérablement. De plus, avec cette diminution de l'accroissement relatif du nombre des ouvriers, dans une proportion encore plus grande se ralentit l'accroissement relatif du nombre des fabriques; même dans un domaine aussi vaste que l'est l'industrie textile, le nombre des fabriques non seulement n'augmente pas, mais il a diminué, dans cette période, de 12 0/0; dans l'industrie cotonnière, de 33 0/0. Mais comme, en même temps, dans cette industrie, la production a augmenté de 25,7 0/0, cela nous indique la rapidité avec laquelle les grandes entreprises absorbent les entreprises moyennes et petites.

Mais on peut dire que nous avons pris à titre de comparaison des périodes d'une durée inégale, que pendant la première période de 15 ans le nombre des ouvriers et les proportions de la production devaient certainement augmenter beaucoup plus que pendant la seconde période, plus courte, de 10 ans. Nous devons examiner cette question de plus près.

« Accroissement annuel du nombre des ouvriers dans toutes les branches de l'industrie de fabrication de la Russie d'Europe (à l'exception des industries soumises à l'accise et de la métallurgie) pendant les 28 dernières années.

	Nombre d'ouvriers	Valeur de la production	Nombre d'ouvriers	Valeur de la production	Nombre d'ouvriers	Valeur de la production	Nombre d'ouvriers	Valeur de la production
Dep. 1865 jusqu'à 1880	14.946	29.016	8.588	16.725	6.359	12.288	6.046	6.202
» 1880 » 1890	9.986	17.167	4.936	9.318	5.050	7.843	4.706	7.035
Augmentation (+) ou diminution (—) pendant la seconde période comparée à la première, en 0/0.	—33,3	—41,2	—42,6	—44,2	—20,1	—36,1	—20,6	+13,4

En moyenne, l'accroissement annuel du nombre total des ouvriers pendant la première période de 15 années s'éleva à 14.946, et pendant la seconde seulement à 9.986 ; pendant la seconde période l'accroissement a diminué exactement d'un tiers. Cela s'applique au nombre de tous les ouvriers occupés dans les branches de production examinées. Mais dans la période 1880-90, c'est l'industrie textile qui s'est surtout développée, et plus particulièrement l'industrie cotonnière. Le taux de l'accroissement du nombre des ouvriers doit donc s'élever. Mais que voyons-nous en réalité ? Le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie cotonnière a augmenté annuellement pendant la première période de 6.046, et pendant la période 1880-90 de 4.076 ; l'accroissement a diminué de 20,6 0/0. Le même fait s'est produit dans toute l'industrie textile. Quant à l'accroissement des valeurs créées, nous constatons ici une différence considérable entre toute la production dans les industries examinées et la production dans l'industrie textile. Tandis que l'accroissement de la production globale pendant la première période était évalué à 29 millions de roubles, et pendant la seconde seulement à 17,7 millions de roubles annuellement, donc, la diminution était de 41,2 0/0, l'accroissement de la production dans l'industrie cotonnière de 6,2 millions de roubles pendant la première période s'est élevé à 7,04 millions de roubles annuels pendant la seconde. En d'autres termes, tandis que l'accroissement de la production globale et l'accroissement du nombre des ouvriers

pendant la seconde période se ralentit dans toutes les branches de la production prises ensemble, et que l'accroissement du nombre des ouvriers se ralentit même dans l'industrie cotonnière, la somme des valeurs créées dans l'industrie cotonnière a augmenté pendant cette seconde période.

Ces données prouvent qu'en Russie se développent notamment ces branches de la grande industrie dont les produits sont nécessaires à l'existence de la majorité de la population, qui satisfont des besoins qui auparavant étaient satisfaits par les produits de la production domestique. Cette branche de production a continué à se développer relativement et absolument, et pendant la seconde période elle continua à supplanter les produits de l'industrie domestique. Mais, en continuant d'élargir le marché, elle a augmenté, en même temps, la productivité et l'intensité du travail des ouvriers à tel point, que malgré la *diminution* de l'accroissement de leur nombre de plus de 20 0/0, l'accroissement de la somme des produits créés par eux a *augmenté* de plus de 13 0/0, même malgré la baisse du prix de la matière première, le coton. Cela prouve que, pendant la seconde période, la quantité de coton, de fils, etc., travaillée par chaque ouvrier dans une unité de temps a augmenté considérablement. Le fait que l'accroissement annuel du nombre des ouvriers occupés dans toutes les diverses industries, à l'exception de l'industrie cotonnière, diminue pendant la seconde période un peu plus lentement que l'accroissement de la somme des valeurs créées, montre, en premier lieu, la continuation de la transformation capitaliste des industries, et, en second lieu, le développement, comparativement plus lent, de la productivité du travail dans ces industries, accaparées récemment par le capitalisme ; cela se manifeste le plus nettement dans les branches d'industrie de toutes les matières textiles, à l'exception de l'industrie cotonnière.

Donc « le capitalisme arrivé à certaines limites de son développement restreint son propre marché intérieur ». Les faits le prouvent complètement. Pendant la période de l'encouragement le plus intense du développement du capitalisme à l'aide de droits élevés, pendant la période 1880-1890, l'accroissement annuel du nombre des ouvriers occupés dans l'industrie textile a diminué de plus de 20 0/0 ; dans toutes les autres industries

examinées il a diminué de 42 0/0 ; dans toutes les industries en général, de plus de 33 0/0.

Il est possible qu'en réalité l'accroissement du nombre des ouvriers et de la somme de la production se soit produite pendant la seconde période, 1880-1890, un peu plus rapidement. .Cela serait vrai dans le cas où les chiffres indiqués pour 1865 seraient moindres des chiffres réels, ce qui est probable. Mais dans ce cas, le 0/0 des ouvriers de fabrique relativement à la population totale en 1865 serait encore plus élevé, c'est-à-dire, sa diminution en 1890 serait encore plus considérable. De plus, il est à noter que l'année intermédiaire, 1880, fut une année de mauvaise récolte ; c'est pourquoi le nombre des ouvriers enregistrés dans cette année-là fut moindre que le nombre normal, donc, l'accroissement du nombre pendant la dernière période décennale fut en réalité encore plus petit.

Sans doute, il serait plus exact de prendre pour les comparer non pas des années isolées, mais de petits cycles de trois ou de quatre années qui mettent notre industrie dans la dépendance des cycles de la récolte des blés (années de récolte satisfaisante, de bonne récolte et de mauvaise). Mais malheureusement, nous n'avons pas une série consécutive de données pour un nombre d'années plus considérable ; c'est pourquoi, nous devons nous contenter de ce que nous avons.

Dans les calculs que nous venons de faire, nous n'avons pas pris en considération les branches d'industrie soumises à l'accise, alors qu'on sait combien rapidement s'est développée, par exemple, l'industrie sucrière ; non seulement nous ne faisons pas venir le sucre de l'étranger, mais nous en exportons. Examinons les faits.

Nombre d'ouvriers occupés dans les branches d'industries soumises à l'accise dans la Russie d'Europe

	En 1865	En 1890
Industrie sucrière	75.329	69.428
Raffinerie	16.797	8.447
Distillerie	52.660	26.102
Brasserie	6.825	8.369
Eau-de-vie	8.326	5.266
Tabac.	26.116	26.720
Total.	186.053	144.332

Donc, à l'exception d'une augmentation, de peu d'importance, du nombre des ouvriers dans les brasseries et les fabriques de tabac, dans toutes les autres usines le nombre des ouvriers occupés a diminué considérablement pendant cette période de 25 années : de 22,4 0/0. Dans les autres industries, nous avons constaté une diminution de l'accroissement, mais ici nous voyons qu'il n'y a rien à dire de l'accroissement du nombre, car il diminua presque d'un quart relativement au nombre antérieur. (Du reste, nous n'avons pas pris en considération le nombre des ouvriers des mines, qui s'élève en 1889 à 100.965 dans la Russie d'Europe, à l'exception de l'Oural, et avec ceux-ci à 328.000. Leur nombre en 1865 nous est inconnu.)

Malgré cette diminution du nombre des ouvriers, la quantité de sucre fabriqué, par exemple, a augmenté considérablement. En 1864, on a obtenu 3.940.000 pouds de sucre, en 1881 on a obtenu 15.936.000 pouds, et en 1890, enfin, on en a obtenu 28,5 millions de pouds (1).

La quantité d'alcool pur a également angmenté, quoique dans des proportions beaucoup moindres. Ainsi, en 1864-7 cette

(1) La « Russie » revue statistico-militaire pour 1864, p. 422. Pour la période 1881-90 : « Industrie des fabriques et des usines, et commerce de la Russie », Saint-Pétersbourg, 1893. Edition du département du Commerce et des Manufactures, p. 3-4 de la deuxième partie.

quantité oscillait entre 22-27 millions de vedros, et en 1880-1890 on a obtenu 31,4 millions de vedros.

Il en résulte donc, que le nombre des ouvriers, qui *diminue relativement*, est en état de satisfaire les besoins du nombre croissant de la population. La faculté de paiement de ceux-ci diminue d'ailleurs, par suite d'une série de faits qui ont été examinés dans les études présentes.

CHAPITRE XX

Influence du travail des fabriques sur le développement physique des ouvriers. Enquêtes des médecins sanitaires du Zemstvo de Moscou.

Le développement du mode de production capitaliste est nuisible à l'immense majorité de la population et cela parce qu'une masse de temps de travail, et partant, de forces de travail, sont mis en disponibilité ; celles-ci ne peuvent être utilisées, car le capitalisme, en accaparant l'industrie, n'exige qu'un nombre insignifiant d'ouvriers. La production capitaliste dans la Russie d'Europe n'occupe qu'un million d'ouvriers, dont beaucoup de femmes et d'enfants.

On pourrait se demander quelles sont les conditions de vie de ce million d'hommes ? Ayant une occupation permanente, ils peuvent améliorer leux existence matérielle et se mettre au-dessus de leurs compagnons de l'armée du travail, notamment au-dessus de la population agricole.

Nous n'examinerons pas la question de savoir si le travail industriel est bien payé ou non ; nous ne ferons pas la description des conditions dans lesquelles il est exécuté, c'est-à-dire, quelle est sa durée, et quel est le milieu dans lequel il s'exerce. On peut trouver tout cela dans les rapports des inspecteurs des fabriques pendant la première période de leur activité (à présent on ne publie plus ces rapports ; nous ne savons pas pourquoi), et dans les « Recueils de renseignements statistiques sur la statistique sanitaire du Zenstvo de Moscou », et dans la littérature assez importante qu'a fournie chaque industrie. Nous nous adressons directement aux résultats, et nous considérons quelle

influence exerce le travail sur les ouvriers de cette branche d'industrie qui a joué un rôle important dans la décadence de l'économie des paysans, et qui occupe, relativement, le plus grand nombre d'ouvriers, c'est-à-dire nous examinerons l'influence que l'industrie textile exerce sur le développement physique des ouvriers occupés dans cette branche d'industrie.

Les mensurations de milliers d'ouvriers faites par les médecins sanitaires du Zemstvo de Moscou donnent une réponse très catégorique. Si nous partageons tous les ouvriers en deux groupes, et si nous plaçons tous les ouvriers occupés dans l'industrie textile dans un de ces groupes, et tous les autres ouvriers dans un autre, nous obtiendrons les données suivantes, se rapportant au développement physique (1). De 14 à 26 ans, l'accroissement des différents facteurs du développement physique est exprimé par les chiffres suivants :

	Ouvries occupés dans l'ind. textile	Tous les autres ouvriers
Augm. de la taille (en centimètre) . . .	21,69	23,72
» de la poitrine (en centimètre) . .	15,45	15,65
» du poids (en kilogramme) . . .	21,35	24
» de la force des bras (en kilog.) .	27,23	30,58
» de la force des (en kilog.) .	58,4	66,96

La conclusion que nous pouvons tirer de ces données est la suivante : tous les indices physiques constatent que le développement physique des ouvriers du premier groupe est moindre que celui du second, donc les conditions de leur travail et de toute leur vie sont moins favorables. Nous aboutirons au même résultat si nous comparons les autres symptômes. Par exemple, le poids absolu et relatif (par mètre de taille) chez les ouvriers du premier groupe est moindre que celui qu'on trouve chez les ouvriers du second. La différence dans le poids absolu à l'âge de 40 à 49 atteint 3,27 kilogrammes, et dans le poids relatif

(1) Dans la Russie d'Europe, le nombre d'ouvriers occupés s'éleva à 24.360, qui produisaient 131.362 mille pouds de farine, pour la somme de 152,4 milions de roubles.

1,59 kilogrammes (1). Le contour de la poitrine chez les ouvriers du premier groupe dépasse la moitié de la taille d'une grandeur moindre que chez les ouvriers du second (2). Le même rapport existe dans l'augmentation de la force des bras.

Bien plus. Les médecins du Zemstvo de Moscou ont constaté qu'il y a une énorme différence dans l'âge de ces deux groupes. « par exemple, dans le district de Serpoukhov, parmi les ouvriers occupés dans l'industrie textile il n'y a que 6,16 0/0 au-dessus de 40 ans, tandis que parmi les autres ouvriers il y en a presque 28 0/0. Dans chaque fraction de 100 ouvriers du premier groupe, il n'y a que 7,7 0/0 au-dessus de 40 ans, tandis que parmi les 100 ouvriers occupés dans d'autres industries, il y en a 24,26 0/0, et parmi les manœuvres il y en a même 53 0/0. Cette disparition des ouvriers dans le premier groupe est due à la mortalité qui dépend de l'empirement de leurs qualités physiques (3).

(1) E. Dementiev, *Le développement de la force des muscles de l'homme en rapport avec son développement physique en général.* Thèse de doctorat en médecine. Moscou, 1889, p. 157. Les données étaient fournies par les mensurations des ouvriers faites par l'auteur lui-même dans les fabriques du gouvernement de Moscou, sur l'ordre du Zemstvo.

(2) Chez les fileurs indigènes du gouvernement de Moscou, à l'âge de 25 à 29 ans, le contour dépasse de 1,6 et chez les manœuvres moscovites aussi, il dépasse de 4,9 ; à l'âge de 30-39 ans, il dépasse chez les premiers de 2,4 et chez les seconds de 5,5. « Nous pouvons en tirer la conclusion », dit le professeur Erisman, que les indigènes d'une même localité, c'est-à-dire d'un et même gouvernement, sont développés physiquement différemment suivant le genre de leurs occupations. Quoique les fileurs et les manœuvres soient indigènes du même gouvernement de Moscou, quelle différence dans le développement de leur organisme ! Les fileurs sont des gens de petite taille, avec une poitrine étroite. Le contour seulement, à l'âge de 22 ans, atteint la moitié de sa taille, et chez l'homme même adulte, ne dépasse que de 1,5 3 cent. Les manœuvres sont là au contraire, de haute taille, avec la poitrine bien développée, dont le contour à 18 ans dépasse considérablement la moitié de la taille, et chez l'homme adulte, cette différence atteint 4-5,5 cent. (Th. Erisman, Untersuchungen über die körperliche Entwicklung der Arbeiterbevölkerung in Central-russland » Braun's Archiv, vol. I, p 461).

(3) Dementiev, p. 166. Il faut ajouter à cela la répartition des travaux, extrêmement nuisible, qui s'opère dans les sections du filage et du tissage des grandes fabriques, où « on travaille presque toujours pendant le jour et la nuit et où les ouvriers sont répartis en deux équipes, l'une et l'autre

Jusqu'à présent, nous avons comparé le développement physique des ouvriers de fabrique de deux groupes différents. Si nous comparons le développement physique de tous les ouvriers moscovites avec celui de la population agricole, la différence sera encore plus frappante. Ainsi, à l'âge de 20-21 ans, le contour de la poitrine dépasse la moitié de la taille de 1,8 cent., tandis que dans la population du gouvernement de Samara chez les Grands Russiens comme chez les Petits Russiens il la dépasse de 4,8 cent., et dans la population du gouvernement de Toula il la dépasse de 4 cent.

Bien plus, la vie des fabriques a laissé une telle empreinte sur les habitants du gouvernement de Moscou, qu'elle a exercé son influence sur le développement physique de toute la population. Ainsi, si les indigènes des autres gouvernements deviennent fileurs, et s'ils sont occupés à ce travail depuis leur jeune âge, ce travail exerce la même influence sur eux tous : leur développement physique est entravé. Mais si nous prenons les manœuvres, originaires de divers gouvernements, nous verrons qu'à l'âge de 30 à 39 ans, le tour de la poitrine ne dépasse pas également chez les originaires de tous les gouvernements la moitié de leur taille. Chez les originaires du gouvernement de Moscou, cette différence est de 4,6 cent. ; chez ceux du gouvernement de Vladimir, de 5,7 cent. ; chez ceux du gouvernement de Kalouga, de 5,8 cent. ; chez ceux de Smolensk, de 4,2 cent. ; chez ceux du gouvernement de Biazan, de 5,6 cent. ; chez ceux de Toula, 6,7. « Quelle que soit la grandeur de cette différence, l'importance décisive est non pas dans les gouvernements d'origine, mais dans les occupations elles-mêmes, » dit le professeur Erisman (1). Ces données mettent en évidence, que le travail dans les fabriques de la plus importante branche d'industrie capitaliste, c'est-à-dire de l'industrie textile, exerce une influence né-

d'après le système extrêmement nuisible des six heures. Occupés pendant six heures le jour et six heures la nuit, les ouvriers ne peuvent pas mener une vie régulière ; ils ne se reposent jamais suffisamment et n'ont pas le temps nécessaire de sommeil non interrompu (id). Chez les tisseurs à métiers mécaniques, dont le travail musculaire est minime, se manifeste fortement l'influence de la fatigue à cause de l'inactivité » (176).

(1) Erisman, id., p. 463-4.

faste sur les ouvriers : ils dégénèrent — taille petite, poitrine étroite et mal développée, faible développement des muscles, incapacité prématurée au travail, telles sont les caractéristiques du type de citoyens que le capitalisme produit (1).

(1) On a recueilli des observations sur les soldats originaires du gouvernement de Moscou, dans l'organe militaire, « L'Investigateur ». Nous y lisons : les ouvriers de fabrique étaient les moins développés physiquement parmi tous ; certains d'entre eux n'avaient même pas la force d'ajuster le fusil (Reproduit dans « Les Bulletins Russes », 1894, nº 270).
Nous n'avons pas effleuré ici une multitude d'influences qui agissent pernicieusement sur l'organisme de l'ouvrier des fabriques ainsi que sur toute sa vie. Il y a parmi ces influences celles qui peuvent être atténuées par l'intervention de l'Etat. Nous avons en vue la durée du travail. Nous avons déjà soulevé ailleurs cette question ; ici, nous rappelons seulement, qu'avec une journée de travail plus longue, la vitalité diminue ; cela s'exprime par la diminution de la force physique et de la résistance, et comme conséquence par la diminution de la productivité de l'ouvrier. Ainsi, il résulte des données du docteur Peskov sur la mensuration des ouvriers des fabriques de tissage de Moscou, que là où la journée de travail est de 14 heures, le tour de la poitrine du tisseur dépasse la moitié de sa taille de 2,88 cent., et là où une journée de travail est de 13 heures, il le dépasse de 3,82 c. ; de plus le premier ne gagne que 17,68 roubles par mois, tandis que le second gagne 19,98, et comme le travail se paye à la pièce, il est évident qu'avec une durée de travail plus longue, l'ouvrier produit moins et gagne moins. Une littérature abondante est consacrée à cette question. Les inspecteurs des fabriques de tous les pays sont unanimes à confirmer ce phénomène. Ainsi récemment encore, l'inspecteur des fabriques en Suisse, Schuler, en se basant sur les livres des fabriques a montré, qu'avec la journée de 12 heures, les ouvriers travaillant avec 10.000 broches produisaient en 24 heures 342,18 kilogr. de fils, et avec la journée de 11 heures, les ouvriers de cette même fabrique, travaillant avec les mêmes machines, ont produit 388,88 kilogr. Dans une autre fabrique avec la journée de 12 heures, l'ouvrier gagnait, travaillant à la pièce, 203,95 francs, et avec la journée de 11 heures, il gagnait 233,7 francs. (Schuler, Normalarbeitstag, dans Braun's Archiv. 1891, p. 90, 91). C'est tellement évident, que certains fabricants commencent eux-mêmes à abréger le nombre d'heures de travail. Dans l'Europe occidentale, ces réductions s'effectuent dans un endroit ou dans l'autre. Chez nous le premier cas de réduction se rencontre dans la plus grande fabrique de la Russie, occupant 6 mille ouvriers. Les propriétaires de la fabrique de filature et de tissage, MM. Scheibler, ont annoncé aux ouvriers qu'à partir du 1er mars 1893, la journée de travail serait réduite de 13 heures à 12 heures sans diminution de salaire. Il est évident que la solution législative de cette question est déjà mûre.

CHAPITRE XXI

Arriéré de payement de la population. Arriéré de la population de la zone de terre végétale, et régularité de payement de la population des autres zones. Arriéré du gouvernement de Moscou par rapport aux autres gouvernements.

Quoique la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture exerce une influence pernicieuse sur la population paysanne et sur l'ouvrier, qui a été forcé de transporter son métier à tisser dans la fabrique, on peut supposer que le développement du capitalisme est utile au pays entier. On peut sacrifier ses avantages individuels au bien général, et les déposer pour les offrir sur l'autel de la patrie.

L'auteur compétent du livre « Mauvaise récolte et calamité du peuple » signale entre autres le fait que, dans la zone de la terre végétale, la masse des arriérés des contributions directes, s'accumule ; l'accroissement de ces arriérés ne peut pas être expliqué par l'inactivité des percepteurs des contributions, car il dit lui-même, que le moyen de perception des contributions peut être appelé plutôt la rossade.

Il insiste sur le fait que les contribuables retardaires sont les habitants de la zone de terre végétale, « tandis que les habitants des parties sans terre végétale de la Russie payent toutes les contributions avec une régularité qu'on peut qualifier d'exemplaire » (p. 156-7).

Il est un fait connu, en effet, que le capitalisme n'a pas encore réussi à accaparer toutes les branches d'industrie des gouvernements sans terre végétale, tandis que le tissage domestique, non pas industriel, a presque disparu dans la région de la terre

végétale, et la populatien paysanne est forcée de rester sans travail pendant de longs mois d'hiver.

Le gouvernement de Moscou, gouvernement où la terre n'est pas très fertile, où les paysans s'occupent depuis plusieurs siècles de travaux auxiliaires, doit, certainement, se trouver à la tête des gouvernements « réguliers » quant au payement des contributions. L'agriculture ne rapporte aux paysans que 45 0/0 de leur revenu (1), comme le constatent les recherches des statisticiens du Zemstov. Que voyons-nous en réalité?

Nous trouvons dans le « Moniteur des Finances » (1891, p. 340-1) le tableau des payements des contributions directes par les habitants ruraux en 1890. Il résulte de ce tableau que dans toute la Russie d'Europe il fut perçu, en cette année, 98.950.000 roubles, et que les arriérés de ces contributions s'élevaient à 38.950.000 roubles ou 46 0/0. Le déchet a été certainement plus grand dans les gouvernements dont la récolte était mauvaise. Voici l'énumération des gouvernements avec le 0/0 des arriérés.

Les arriérés sur les impôts de l'Etat s'élevaient en 1891 :

Gouvernement de	Samara	306	0/0
»	Oufa	249,4	»
»	Orengourg	245	»
»	Kazan	205,3	»
»	Moscou	117,6	»
»	Nigni-Novgorod	95,2	»

Les cinq gouvernements qui ont beaucoup souffert de la mauvaise récolte en 1890 et dans les années précédentes ont accumulé les arriérés dans une quantité telle qu'elle dépasse la somme d'impôt fixée, mais ces gouvernements sont exclusivement agricoles. Toutefois parmi eux nous rencontrons le gouvernement de Moscou, qui n'occupe pas même la dernière place de la série. Il n'avait pas été si éprouvé par la famine. Où est donc sa « régularité exemplaire », comme gouvernement à terres peu fertiles?

Si nous examinons l'arriéré de la population des gouverne-

(1) « Recueil de renseignements statistiques du gouvernement de Moscou », v. VII, livrais. III, p. 7.

ments voisins du gouvernement de Moscou, nous verrons que celui-ci est entouré d'un cercle étroit de gouvernements en règle.

Ainsi, dans le gouvernement de Vologda les arriérés ne s'élèvent qu'à 7,4 0/0 de la somme totale des impôts dans le gouvernement de Jaroslav à 0,6 0/0, dans le gouvernement de Vladimir, plus industriel à 14 0/0, dans celui de Kazan, en partie avec de la terre végétale, et partant moins exact à 16,9 0/0, dans celui de Toula à 13,8 0/0, dans celui de Kalouga à 1,7 0/0, dans celui de Smolensk à 18,7 et enfin dans celui de Tver à 7,5 0/0. Et parmi ces gouvernements d'une régularité exemplaire nous trouvons le gouvernement de Moscou avec ses 117 0/0 d'arriérés.

L'explication de ce phénomène est dans ce fait que nulle part en Russie le capitalisme n'est aussi développé que dans le gouvernement de Moscou ; nulle part la production ne revêt un caractère aussi capitaliste. Presque la moitié (48 0/0) de sa population paysanne mâle en âge de travailler est occupée dans les fabriques, tandis que les autres gouvernements, dits industriels, ne fournissent qu'un 0/0 peu considérable relativement de population de fabrique. Ainsi, dans le gouvernement de Vladimir, le plus industriel après celui de Moscou, la population des fabriques s'élève qu'à 21, 4 0/0 des paysans en âge de travailler, dans le gouvernement de Kostroma, 7 0/0, de Jarostav, 4,9 0/0, de Tver, 4,9, de Riazan, 3, 7 0/0 (1).

Donc, la raison de la régularité exemplaire dans le payement des impôts par la population des gouvernements à terres peu fertiles dépend de ce que cette population se livre encore à un travail indépendant, plus ou moins continu pendant les mois d'hiver ; qu'elle possède encore des instruments de travail, qui ne sont pas transplantés dans les fabriques, qu'elle s'occupe encore d'industrie domestique de production pour sa consommation personnelle (rappelons-nous la culture du lin, du chanvre, le tissage etc., parmi les paysans du gouvernement de Viatka).

(1) « Recueil de matériaux statistiques concernant la situation économique de la population paysanne de la Russie d'Europe ». Edit. de la Chancellerie du Comité des Ministres, Saint-Pétersbourg, 1894, Tabl. I, colonne 306.

Il en est autrement dans le gouvernement de Moscou. La masse de l'arriéré peut être expliquée par ce fait, exclusivement, qu'il est devenu le gouvernement capitaliste par excellence, le gouvernement où la population entière ne peut plus accomplir ses devoirs envers l'Etat, car elle est forcée de travailler au profit des entrepeneurs pour un salaire qui suffit à peine à son propre entretien. La population du gouvernement de Moscou travaille pour le capitalisme, et le capitalisme a mis le gouvernement le plus industriel de la Russie au nombre de ceux qui ont été éprouvés par la famine (1).

(1) Il résulte des données mentionnées que l'affirmation de M. Mendeleev, le savant chimiste, correspond peu aux faits. Quoique, dit-il, dans le gouvernement de Moscou on récolte 6 pouds de blé par personne, et qu'à cause de cela il ne survienne aucune difficulté économique, on achète le blé qui manque, car dans ces gouvernements, il existe d'autres industries, surtout l'industrie des fabriques et des usines, et le commerce, et quoique on n'ait son propre blé que jusqu'à la fin de l'hiver, on y jouit du même bien-être que dans d'autres parties de la Russie. » (Nouvelles, 1892, n° 36.) Oui, sans doute, on y jouit du même bien-être que dans les gouvernements de Samara et d'Oufa après l'année de famine. « Bien des paysans sont forcés de mendier », « les paysans sont forcés de vivre de la charité publique, » voilà comment les correspondants du Zemstvo de Moscou caractérisent la situation de la population paysanne de ce gouvernement en l'année 1892 (« Annuaire », Industries). L'enquête locale faite en 1890 a démontré que la population paysanne du gouvernement de Moscou peut vivre de son blé seulement pendant 4 1/2 mois. « Les districts les plus déshérités sont en même temps les districts où l'industrie manufacturière est la plus développée. » (Recueil de renseignements statistiques pour le gouvernement de Moscou, v. X, « Sur l'approvisionnement » M. 1892, p. 603). Il faut ajouter à ce que nous avons dit dans le texte, que cette somme élevée des arriérés s'est formée après quelques années de la plus grande « prospérité » de l'industrie.

CHAPITRE XXII

Tentatives faites par le capitalisme pour mettre fin à l'anarchie du travail dans la division sociale du travail par les moyens dont il dispose. Cartels, trusts, réglementation de la production et influence qu'ils exercent sur le caractère de la production sociale. Concentration du capital, augmentation de la productivité du travail, appauvrissement croissant. Opinion du parti intéressé sur ces organismes.

Nous avons déjà expliqué que le capitalisme a réuni les procès individuels, isolés, de la production, que par cette unification, cette combinaison du travail, il a augmenté la productivité du travail, et il a transformé la production en un acte social, il l'a socialisée. Mais il s'est arrêté là. Avec l'organisation de la production, profondément et consciemment menée, avec la division du travail et sa combinaison dans la fabrique même, il écarte ainsi consciemment toute tentative de la part de la société d'organiser la division sociale, la répartition des forces de travail non pas entre les murs de la fabrique, mais dans la société elle-même. Plus le capitalisme se développe, plus la société perd son pouvoir sur les conditions de sa propre production. L'industrie manufacturière prend-elle possession d'un métier qui jusque-là était connexe à d'autres, comme occupation principale ou accessoire, immédiatement ces métiers se séparent et deviennent indépendants. S'introduit-elle dans une phase particulière de la production d'une marchandise, aussitôt les autres phases constituent autant d'industries différentes. Ainsi la division du travail dans la société devient plus profonde, mais entre la division du travail dans la société et la division dans la

fabrique il y a une différence radicale. La division manufacturière du travail aboutit à ce résultat que les travailleurs parcellaires ne produisent pas de marchandises. Ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise... Dans la manufacture, la loi de fer de la proportionnalité soumet des nombres déterminés d'ouvriers à des fonctions déterminées ; le hasard et l'arbitraire jouent leur jeu déréglé dans la distribution des producteurs et de leurs moyens de production entre les diverses phases du travail social. Les différentes sphères de la production tendent, il est vrai, à se mettre constamment en équilibre. D'une part, chaque producteur marchand doit produire une valeur d'usage, c'est-à-dire satisfaire un besoin social déterminé ; or, l'étendue de ces besoins diffère quantitativement et un lien intime les enchaîne tous en un système qui développe spontanément leurs proportions réciproques (1). D'autre part, la loi de la valeur détermine combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise. Mais cette tendance constante des diverses sphères de la production à s'équilibrer n'est qu'une réaction contre la destruction continuelle de cet équilibre. De sorte que le mode capitaliste de production est accompagné de l'anarchie complète de la division sociale du travail, de l'anarchie réglée quelque peu par la loi de la valeur de la marchandise.

Cette anarchie dans l'organisation capitaliste de la production dépend de ce que « les producteurs perdent leur autorité sur

(1) Si les proportions réciproques entre les diverses branches de production sont organisées, si les proportions réciproques entre les divers genres de travail sont déterminées, elles deviennent stables jusqu'à ce que des forces extérieures quelconques les renversent. Sous ce rapport, Moscou, comme unité géante, industrielle et consommatrice, présente un exemple très intéressant. La division sociale du travail, qui s'est développée d'une façon déréglée, y est assez stable : le nombre relatif des entreprises industrielles de tous genres, et le nombre relatif d'ouvriers de diverses spécialités, sont restés presque sans modification pendant 12 ans (1879-90). Et les modifications elles-mêmes indiquent qu'elles se produisent sous l'influence de forces sociales extérieures. Notamment, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie textile a diminué de 38 0/0 sur le nombre total de tous les ouvriers en 1879, de 29 0/0 en 1890. (Etablissements de l'industrie et du commerce de Moscou, éd. de la section statistique du conseil municipal de Moscou. M. 1892, p. 32.)

leurs propres rapports sociaux; chacun produit au hasard avec ses propres moyens de production et pour satisfaire ses propres besoins d'échange ; personne ne sait s'il arrive beaucoup de mêmes produits sur le marché, si on en a beaucoup besoin ; personne ne sait si l'objet produit est réellement nécessaire, si la vente de ce produit peut couvrir les dépenses exigées par sa fabrication, et même, si ce produit sera vendu. Cette anarchie, cette contradiction entre la production, comme acte social, et l'appropriation et l'échange individuels du produit de la production sociale, se fait sentir le plus fortement pendant les crises auxquelles elle aboutit, crises qui sont devenues inhérentes au mode de production marchande, lorsque se produit la concentration intensifiée des capitaux à la suite de la ruine d'une multitude de grands capitalistes et d'un nombre encore plus énorme de petits capitalistes. Tout cela met en évidence, même pour eux, le caractère social des forces de production. Le capitalisme tend à contrecarrer cette anarchie par les moyens qu'il a à sa disposition, par les moyens éprouvés auxquels il recout, pendant toute la durée de son existence, dans chaque cas individuel : ces moyens sont la monopolisation de chaque branche de production. Nous voulons parler des cartels, des syndicats, des ententes, des réglementations de la production, en un mot, nous voulons parler de la grève des capitalistes entrepreneurs. D'abord, les entrepreneurs d'une branche quelconque d'industrie s'entendent pour que pendant une durée de temps déterminée on vende les marchandises au prix fixé d'un commun accord ; plus tard, petit à petit, la jeune organisation se développe, et à la régularisation des prix s'ajoute la réglementation de la production elle-même (1). On frappe d'amendes la surproduction d'un objet quelconque, et on paie des primes pour la production insuffisante. Tout l'univers est réparti entre les participants. On détermine d'avance pour les différents groupes de producteurs les marchés d'écoulement où ils peuvent régner. Il se crée un pouvoir central pour s'occuper des demandes du marché et des intérêts du cartel. Les entreprises isolées, soit

(1) Pour élucider la question de l'importance des cartels, nous consultons l'ouvrage de Schœnlank, *Die Kartelle*, Archiv de Braun, v. III, p. 489-538.

capitalistes individuels, soit sociétés par actions, se retirent devant l'union des entreprises d'une branche donnée de production ; elles forment seulement les petites roues isolées de tout le mécanisme compliqué du cartel, qui fonctionne avec la régularité d'un mécanisme de montre. Chacun a une sphère d'action déterminée d'avance, et chacun peut agir régulièrement seulement dans cette sphère et d'après le temps déterminé. Chaque entrepreneur cesse d'être le maître souverain dans son domaine, la part de plus en plus grande de l'autorité « qu'il avait autrefois passe au cartel. Hier encore il était son propre maître, aujourd'hui il n'est qu'un exécuteur de la volonté du cartel ».

Ce qu'auparavant l'entrepreneur individuel faissait pour le perfectionnement de sa production, le cartel le fait à sa place et avec une plus grande connaissance des faits. Il organise des stations expérimentales communes, où on fait l'épreuve des inventions anciennes, où on en invente des nouvelles ; on fait des observations sur les nouveaux procédés de travail, on examine la qualité des matières premières. Jamais personne ne pourrait utiliser si largement les progrès scientifiques que le font les cartels : ils ont à leur service les représentants de la science, qui reçoivent des primes pour leurs découvertes et inventions, et ces primes sont les stimulants des inventions postérieures qui augmentent la productivité du travail et diminuent le nombre des ouvriers occupés. La domination de la production, la concentration des industries, l'augmentation des épargnes dans les procédés de travail, voilà les buts de l'organisation. La production marchande de la branche donnée passe de plus en plus dans ses mains, le mouvement centripète du capital s'accélère de plus en plus. Les perfectionnements mécaniques deviennent la propriété du cartel.

Quelle que soit la branche d'industrie accaparée par le syndicat, l'influence du monopole s'exprime aussitôt en augmentation des bénéfices. S'il n'y a pas d'autres moyens pour y arriver, les consommateurs intérieurs doivent payer des prix plus élevés que les consommateurs étrangers. Ainsi, par exemple, en Bavière, l'administration des chemins de fer de l'Etat a été contrainte de faire des commandes aux entrepreneurs étrangers, car les forges allemandes ne voulaient pas fournir le fer au-dessous de 377-378 marcs, tandis que les entrepreneurs étrangers se conten-

taient de 310 marcs, droits inclus. En même temps, les consommateurs étrangers de fer allemand en barre le payaient de 30 à 40 marcs meilleur marché que les allemands eux-mêmes. Les scories obtenues dans la fabrication contiennent une quantité considérable d'acide phosphorique, de sorte que, transformées en poudre, elles représentent un engrais à bon marché. Jusqu'à l'année 1888 elles coûtaient à peu près 360 marcs. A ce moment un syndicat fut formé, les prix haussèrent subitement. Vers la fin de l'anné 1889, ils s'élevèrent à 510 marcs. En même temps, il fut prouvé q'uon avait vendu à Rotterdam une grande quantité de ces engrais à 290 marcs, mais à condition de ne pas les revendre en Allemagne. Cette organisation passe petit à petit les frontières et devient un cartel international. Nous nous sommes arrêtés un peu sur la question des cartels, car à l'exemple de l'économiste allemand Brentano, on exprime dans notre littérature l'idée que les cartels, servant de contre-poids à l'anarchie de la production capitaliste, exercent une influence favorable à la régularisation des rapports économiques de la société entière, et surtout des classes ouvrières. La surproduction, ainsi qu'on le dit, comme expression de cette anarchie, est en même temps le résultat de ce que la production se socialise, tandis que la vente des produits dépend de la faculté de payement décroissante de la majorité de la population. La lutte contre la surproduction n'est menée ni par l'agrandissement de cette faculté de payement, ni par la voie de la satisfaction des besoins de consommation de la société sur une échelle plus grande. Cela contredirait tout l'ordre capitaliste de la production. Non, cette lutte est menée par la diminution de la production marchande, c'est-à-dire, par la diminution immédiate du nombre des ouvriers occupés. Beaucoup d'entre eux sont désormais privés de leur morceau de pain, car ils ne sauront plus utiliser leurs forces de travail. Même dans le cas où la production n'est pas concentrée considérablement, le motif principal de « l'accord » est l'emploi de tous les moyens qui permettent d'économiser, de produire à meilleur marché. Cela veut dire, qu'on utilise tous les perfectionnements techniques et tous les procédés qui augmentent la productivité du travail, ou ce qui revient au même, on remplace le plus possible la force humaine par la force des machines. Et comme cela se produit avec la modération consciente de l'accroissement des

proportions de la production, cette mise à pied des ouvriers, absolue et relative, ne peut pas être qualifiée de favorable « pour eux ». Avec le développement de la technique un nombre de plus en plus grand d'ouvriers adultes est remplacé par les femmes et les enfants, de sorte que les hommes adultes restent sans occupation. Chaque pas vers l'organisation des cartels augmente, et excessivement vite, le nombre des sans-travail, grossit l'armée de réserve industrielle, et partant augmente la misère avec toutes ses conséquences.

Ainsi, la socialisation de la production qui résulte de l'organisation des cartels, des trusts, des ententes, des réglementations, quel que soit le nom de ces organisations, arrive aux limites extrêmes de son développement. Mais cette socialisation se produit exclusivement dans l'intérêt et au profit du capitalisme. Tout un domaine de la production se convertit en une immense entreprise, et, d'abord sur le marché intérieur, plus tard, sur le marché international, le monopole supplante la concurrence. Mais cette socialisation de la production,dans laquelle la contradiction intime inhérente au capitalisme se manifeste le plus fortement (augmentation de la productivité du travail accompagnée de la diminution du nombre des ouvriers occupés, et par conséquent, la contraction du marché ; concentration colossale des richesses et augmentation du nombre des pauvres) (1) conduit, d'une part, à l'intervention de la société,

(1) La rapidité avec laquelle se produit la concentration du capital dans la société capitaliste est bien mise en évidence par l'exemple des Etats-Unis, où le developpement de ces rapports n'est pas entravé par les influences que le passé historique a laissées. Ainsi, Sherman, dans les recherches que nous avons déjà mentionnées, affirme qu' « en réalité, les Etats-Unis appartiennent à un nombre de personnes qui n'atteint même pas 250 000 ». Voici ce que les chiffres montrent :

	Nombre de familles	En %	Richesse en millions de dollars	En %	Richesse moyenne par famille	Revenu d'une famille d'ouvr.
Classe riche. .	182.090	1,4	43.367	70	238.135	246
» moyenne	1.200.000	9,2	7.500	12	6.250	6
» ouvrière.	11.620.000	89,4	11.215	18	968	1
Totaux . .	13 002 090	100	62.082	100	4.775	

dont l'existence même est menacée par les conditions existantes de la production et de la circulation ; d'autre part, ceux qui y sont les plus intéressés, le parti ouvrier en Europe, le parti populaire en Amérique, considère cette organisation comme la socialisation postérieure de la production, qui constitue la mission historique du capitalisme (1). Il considère les cartels comme des machines perfectionnées. Il lutte non contre l'introduction des machines, mais contre leur utilisation capitaliste. Les machines et les cartels économisent le travail, mais avec leur application capitaliste une masse d'ouvriers perdent leur occupation, sont jetés sur le pavé.

Il résulte de ce tableau, que moins d'un 0/0 de la population entière des Etats-Unis possède presque les trois quarts de toute la richesse du pays, qu'entre les mains de 9/10 de la population ne se trouve que 18 0/0 de toute la richesse.

« La dernière édition officielle du « Doomesday returns » en 1874 nous apprend que la moitié du comté de Galles (près de 7 millions d'hectares) est concentrée entre les mains de 4 500 propriétaires. Dans le comté de de Northumberland, qui occupe une superficie de 480.000 hectares, plus d'un quart, à peu près 115.680 hectares, sont entre les mains de deux propriétaires. La moitié de l'Ecosse appartient à 70 propriétaires (3.800.000) », etc. (Fergus, *Rousseau et l'Egalité*, réponse au prof. Huxley dans la *Nouvelle Revue*, 15 mars 1890, p. 322.)

(1) Ainsi, dans le programme du parti populaire aux Etats-Unis, nous lisons : « Nous considérons comme une tentative vaine d'arrêter la marche naturelle du développement, tous les attentats pour détruire par force les trusts et autres organisations capitalistes. Les trusts et les autres formes de l'union des capitaux présentent les moyens d'économiser le travail, et ils préparent la voie vers la forme coopérative de la production. Tâcher de les détruire dans le mode actuel de l'organisation de la production, ce serait répéter la folie des ouvriers qui, lors de la première introduction des machines, essayaient d'arrêter la marche progressive des inventions par la destruction des machines. La solution de la question des cartels n'est pas dans les essais inutiles d'en empêcher la formation ou de les soumettre à un contrôle, mais dans leur conversion en propriété sociale. » (*The Weekly Nationalist*. San Francisco, 1890.)

CHAPITRE XXIII

Mesures proposées pour prévenir la possibilité du retour de la famine de 1891. *Comment la modification du système d'impôts peut favoriser l'augmentation du bien-être du peuple. Explication de l'accroissement des recettes de l'Etat malgré l'appauvrissement du peuple.*

L'année 1891, année de calamité et de misère, a donné une forte impulsion à la pensée sociale, en la dirigeant vers les questions économico-sociales. Une vaste littérature est née, qui examine à tous les points de vue les causes de la calamité, et tâche de trouver les moyens propres à les écarter à l'avenir. Nous ne nous proposons pas d'énumérer tous les moyens proposés pour prévenir le malheur que nous avons subi, nous indiquons seulement les plus importants et nous rechercherons jusqu'à quel point ils peuvent être efficaces.

« Il est indubitable que tout le fond de la question de l'amélioration du bien-être du peuple réside dans la question de notre système d'impôts, et dans la question du caractère et des conditions de la propriété foncière des paysans, » dit l'auteur du livre « Mauvaise récolte et la calamité du peuple (1) » (p. 156). C'est l'opinion la plus répandue sur les causes de l'appauvrisse-

(1) Nous ne ferons pas d'objections à l'auteur pour son opinion « que ce n'est pas la grandeur absolue des impôts qui exerce une influence accablante sur le bien-être des paysans » et que la population paysanne pourrait payer davantage, si le mode de perception était autre. Dans le texte nous ne voulons insister que sur la disproportion qui existe entre les impôts et le revenu.

ment du peuple. Les impôts ne correspondent pas au revenu de la terre.

Dans la première partie de nos études, nous avons déjà eu l'occasion de constater la disproportion qu'il y a entre les impôts levés sur les paysans et leurs revenus. Les données que nous avons fournies se rapportent à la période 1880-88. Depuis lors, cette disproportion s'est accentuée et il est difficile, pour ne pas dire impossible, de contester le fait, que le rendement du lot du paysan est trop minime, et que le paysan est contraint à verser une part proportionnellement trop grande pour les besoins de l'Etat. Aucune entreprise capitaliste ne pourrait durer même une année dans les conditions où est placée l'économie des paysans. Nous avons vu, par exemple, que les impôts directs seuls absorbent près d'un quart du revenu brut de leurs principales céréales; nous ne faisons même pas entrer en ligne de compte les impôts proclamés par les besoins du Zemstvo, du bailliage du village. Nous avons vu également que les impôts indirects, qui pèsent principalement sur les paysans, absorbaient, vers le milieu de la période 1880-90, à peu près les 4/5 de tout leur revenu en céréales principales, et vers la fin de cette période ils ont absorbé tout le revenu. Donc, il est impossible de dire que les impôts ne sont pas très lourds, d'autant plus que les autres sources, où on pourrait puiser ce qui manque, tarissent d'année en année dans la mesure où s'opère la transformation capitaliste des industries. Il est donc absolument certain que le système d'impôts ne correspond nullement aux nouvelles conditions de la production et de la circulation. Chaque année on voit échapper des mains des paysans une nouvelle industrie, ce qui lui laisse de plus en plus de temps disponible; et le paysan est forcé de vendre une part croissante des produits de son travail agricole pour acquérir les objets qu'il fabriquait autrefois lui-même, et par cette vente il exerce une influence sur les prix. Sur cette part déjà moindre dans le produit de son travail qu'il ne vend pas, il doit livrer, sous forme d'impôts directs, une somme qui, absolument, reste la même, mais relativement au produit de son travail annuel, augmente de plus en plus, car l'année de travail et le produit de cette année de travail se contractent dans la mesure de la transformation capitaliste des industries. Quant aux impôts indirects qu'il doit payer, ils croissent relativement,

par la raison que nous venons de mentionner, et absolument, par suite de l'extension forcée des achats de produits nécessaires à son entretien, de produits qui sont frappés par les impôts indirects.

Dans cette dernière circonstance nous voyons la raison pour laquelle la modification du système d'impôts ne peut seule supprimer les causes de notre misère économique, si en même temps les conditions du développement de la production capitaliste ne sont pas supprimées.

Le fait de la diminution du revenu brut des paysans était si frappant, il trouvait une si forte expression dans l'augmentation des arriérés, que l'on fut obligé de s'en préoccuper. D'abord, on a diminué d'un rouble le montant du payement pour le rachat, ensuite, on a supprimé la capitation. Mais cette diminution de l'impôt direct, qui a exercé une influence immédiate pendant les premières années, a cessé bientôt de se faire sentir, car les raisons dont nous avons parlé, continuaient à agir. Indépendamment de ce que les impôts directs ont augmenté relativement à la valeur brute des principales céréales, vers la fin de la période que nous examinons, les impôts indirects ont augmenté encore plus. De sorte que l'on a uniquement modifié le système d'impôts, la source de l'impôt, le travail du paysan, restant la même.

La raison principale de la modification du système d'impôts résulte de la transformation du système de production, du développement du capitalisme, qui aboutit à ce résultat que la population paysanne doit acheter de plus en plus les produits qui, auparavant, étaient fabriqués par son propre travail ; nous avons déjà parlé suffisamment de ce côté de la question, pour ne pas recommencer toute notre argumentation. Le paysan, pour acquérir les objets de première nécessité, doit aliéner une part de plus en plus grande du produit toujours décroissant de son année de travail raccourcie, et partant, il doit diminuer sa faculté de payement, ce qui équivaut à la diminution de la faculté de payement des impôts. Mais comme on ne peut pas se passer de vêtements ni supprimer d'autres besoins matériels, ces besoins sont à présent frappés d'impôts. C'est une des causes pour lesquelles, malgré la diminution des impôts directs, la somme des impôts payés par la population paysanne non seulement n'a pas diminué, mais au contraire augmente toujours.

Mais le fardeau des impôts se fait sentir surtout à cause de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, à cause de la transformation capitaliste des industries et de la productivité excessivement petite du travail agricole.

Nous parlerons plus loin de l'influence que le développement de la productivité du travail agricole peut exercer sur l'augmentation du bien-être des paysans, et partant sur l'agmentation de sa faculté de payement des impôts. Maintenant, nous insisterons sur les modifications qui peuvent se produire dans le système des impôts par suite de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture.

Au commencement de cette seconde partie de nos études nous avons dit que la société elle-même, d'une façon déréglée, sans calculs ni considérations conscientes, distribue toute la somme du temps de travail social annuel requis par la fabrication des objets nécessaires à la production et à l'entretien en fournissant à chaque branche d'industrie autant de travail qu'il est nécessaire socialement à la production de chaque espèce de produits. Ainsi, tout le temps de travail social est distribué entre les diverses branches d'industrie, et dans chaque branche on dépense pour la fabrication de chaque objet autant de temps de travail qu'il est nécessaire en moyenne, dans des conditions techniques données, pour satisfaire cette part du besoin social que cet objet représente.

Si la production est une production marchande, et si pour satisfaire tout le besoin social du produit, on peut dépenser un temps de travail trois fois moins considérable, par suite des perfectionnements techniques de la production, et partant, avec l'augmentation de la productivité du travail, nous voyons alors, que les deux tiers du nombre des ouvriers occupés auparavant dans cette branche sont mis à pied, et que toute la somme de la valeur d'échange de ces marchandises, le besoin social restant le même, devient trois fois moindre.

La répartition de cette valeur nouvellement créée peut se produire, et se produit, en effet, autrement qu'elle n'était répartie avant cette augmentation de la productivité du travail. Mais ce fait demeure, qu'avec une augmentation de la productivité du travail, augmentation triple dans notre exemple, quoique la somme des valeurs d'usage reste la même qu'avant cette aug-

mentation de la productivité, et quoiqu'elle continue à satisfaire la même somme de besoins sociaux, toute la valeur d'échange créée par suite de la diminution de la quantité de temps de travail nécessaire à la fabrication de la somme des produits qui satisfont le besoin social devient, elle aussi, trois fois moindre.

Mais, comme dans la production capitaliste, la valeur d'échange joue le rôle principal, et comme à mesure que se développe la production capitaliste et corrélativement à la productivité du travail, une masse de forces de travail et de temps de travail sont continuellement mis en disponibilité, sans pouvoir être utilisés, et comme les valeurs d'échange peuvent être créées seulement pendant le temps du travail, à mesure que se développe le mode capitaliste de production, si le *besoin social* du produit *ne se modifie pas*, la somme des valeurs d'échange diminue toujours, quoique la somme des valeurs d'usage ou des produits *reste la même*.

Il est cependant certain que, lorsque se produit cette nouvelle répartition du temps de travail et des forces de travail sociaux, qui accompagne la transformation capitaliste des industries, se produit aussi une nouvelle répartition du produit créé par ce travail plus productif. Maintenant, de ce produit créé, une part relativement plus grande revient au capital, et l'autre part, la plus petite, revient aux ouvriers. Nous avons déjà expliqué comment cela se produit.

Comme avec le développement de la transformation capitaliste de la production une part croissante de la valeur d'échange créée revient au capital, la modification du système d'impôts doit être dirigée de ce côté. Mais nous avons constaté que la somme des valeurs d'*échange* créées diminue continuellement par suite de l'augmentation continue de la productivité du travail, lorsque les forces de travail et le temps de travail sociaux deviennent disponibles, et que la somme brute des valeurs d'usage créées non seulement n'augmente pas, non seulement ne reste pas stationnaire, mais, au contraire, diminue, comme nous l'avons prouvé par notre exemple emprunté à l'industrie textile et, par conséquent, la somme des objets soumis à l'impôt diminue encore plus fortement. Quelque grands que soient les bénéfices des entreprises capitalistes individuelles, quelque grande que soit la part du capital dans le produit créé, si la

valeur brute de ce produit, c'est-à-dire la plus-value et le salaire, diminue, en même temps la somme des objets soumis à l'impôt diminue aussi.

Ainsi, quoiqu'il soit incontestable qu'avec l'augmentation de la part du capital dans le produit social annuel créé et avec la diminution de la part qui revient aux paysans et à la classe ouvrière, il est nécessaire de transférer le fardeau des impositions des paysans sur le capitalisme, il est aussi clair et incontestable, qu'avec l'augmentation des forces de travail et du temps de travail sociaux disponibles, la somme des valeurs d'échange créées diminue et avec cette diminution diminue aussi la quantité des objets soumis à l'impôt. Notre système d'impôts basé sur le mode de production pré-capitaliste devait subir des modification à mesure que se développait le capitalisme, à mesure que la part du produit créé qui revenait aux producteurs immédiats diminuait, à mesure que, petit à petit, les moyens de production passaient des mains des paysans aux mains des capitalistes, et que la production devenait de plus en plus capitaliste, de sorte, qu'entre les mains des paysans restait de moins en moins d'objets soumis à l'impôt. Ce transfert des objets soumis à l'impôt reste toujours en retard sur le mode de production, il n'avance pas aussi rapidement que l'expropriation des paysans de leurs moyens de production, et c'est là la raison pour laquelle, d'année en année, il devient de plus en plus difficile aux paysans de supporter le fardeau des impôts.

Mais de même qu'ils rencontraient une entrave dans la diminution des objets soumis à l'impôt dans la classe des producteurs immédiats, par suite de la réduction du temps de travail nécessaire socialement à la production, et, partant, de la mise en disponibilité de forces de travail, — l'augmentation des impôts et la possibilité du remplacement d'une des sources de l'impôt (la part qui revient au paysan) par l'autre (la plus value des entrepreneurs) rencontraient inévitablement un obstacle dans le même fait, — dans la diminution de la plus-value, cette diminution se produisant par suite de la contraction du temps de travail social annuel, dans l'impossibilité, dans les conditions de la nouvelle production (le passage de la production des mains des producteurs immédiat aux mains du capitaliste), d'occuper tout le temps de travail et toutes les forces de travail devenues disponibles.

Quelque rapide que soit l'augmentation de la plus-value créée en une année, cette augmentation rencontre des limites dans l'appauvrissement croissant de la population, dans l'impossibilité de réaliser non seulement la plus-value, mais souvent même la dépense de capital. La réalisation de la plus-value dépend étroitement des conditions élémentaires, et celles-ci dépendent de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture. Lorsque nous avons examiné les modifications de la grandeur de la plus-value par année, nous avons signalé l'intensité de cette dépendance. Nous avons vu comment elle s'accroît lorsque la récolte est abondante et diminue lorsque la récolte est mauvaise.

Ainsi, quelque nécessaire que soit le transfert du fardeau des impôts des paysans au capital, par suite de la transformation capitaliste des industries, de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, par suite de l'expropriation des paysans, de leurs moyens de production et de la mise en disponibilité des forces de travail et du temps de travail, cependant, ce transfert, par suite de la diminution de la somme brute des valeurs créées, qui résulte de la mise en disponibilité des forces de travail, rencontra inévitablement une entrave dans la production décroissante de la somme brute des valeurs d'échange, et partant de la plus-value, dans l'impossibilité d'obtenir par l'imposition de toute la plus-value créée une somme assez considérable pour qu'elle puisse couvrir tous les besoins croissants de l'Etat, car toutes les entreprises capitalistes prises ensemble obtiennent une somme de plus-value qui arrive à peine au montant du budget de l'Etat.

La cause de cette diminution relative de la faculté de payement est donc dans le mode de production, dans ce fait que l'industrie de fabrication se sépare de l'agriculture, que les producteurs immédiats sont expropriés ; non pas dans le fait que le temps de travail nécessaire à la fabrication de tous les moyens de production et de tous les moyens d'entretien requis par la société diminue, mais dans ce que, en même temps que la productivité du travail augmente, les forces de travail mises en disponibilité ne trouvent plus à être utilisées, en d'autres termes, dans ce fait qu'à mesure que s'opère la transformation capitaliste de l'industrie, la somme brute des valeurs *d'échange*, c'est-à-dire la somme des objets d'impôt diminue.

Mais si nous jetons un coup d'œil sur les budgets de l'Etat d'une série d'années, nous verrons qu'en 1884, par exemple, la somme globale des recettes de l'Etat s'élevait à 706,6 millions de roubles, et qu'en 1893 elle a atteint 1.025,7 millions de roubles. Il est évident, dit-on (il y a des publicistes qui écrivent cela), que si un peuple est capable d'augmenter d'une façon si considérable, dans un laps de temps si court, sa faculté de paiement, cela peut servir de preuve de l'augmentation de son bien-être, et non pas de sa diminution.

En laissant de côté la question de savoir, si nous pouvons tenir comme preuve suffisante de l'augmentation de mon bien-être le fait, qu'auparavant sur chaque 100 roubles que je gagne, on prélevait 20 roubles, tandis qu'à présent on en prélève 40, examinons la situation de plus près.

L'accroissement des recettes de l'Etat s'explique, en premier lieu, par le fait que depuis la seconde moitié de la période 1880-90 on a commencé à mentionner dans le budget de l'Etat la somme des paiements du rachat des terres. Cette somme était toujours enlevée à la population, mais elle n'était pas mentionnée dans le budget. En 1884, elle entrait dans le budget dans la proportion modique de 7,8 millions, tandis qu'en 1893, elle représente déjà 93,5 millions de roubles. Mais cette augmentation est purement fictive ; elle dépend des procédés de comptabilité.

Ensuite, pendant la période 1880-81, les chemins de fer ont commencé à devenir de propriété privée propriété de l'Etat. Ainsi, en 1884, dans la propriété de l'Etat il y avait 1.900 verstes de chemins de fer, en 1893, 12.500 verstes. Les recettes brutes de ces lignes ont augmenté de 10,7 millions de roubles en 1887 à 85 millions en 1893. En d'autres termes, le budget de tous les chemins de fer a diminué pour cette somme ou à peu près, et les recettes de l'Etat ont augmenté d'autant. Pour ces deux raisons donc, — les paiements du rachat et les recettes brutes des chemins de fer passés à l'Etat, — les recettes de l'Etat ont augmenté de 117 millions de roubles (42,8 + 75) et pour autant ou à peu près a diminué le budget du rachat des terres et des chemins de fer privés, c'est-à-dire, qu'aucune augmentation n'est survenue.

En second lieu, la plupart des branches d'industrie dont les

produits sont destinés à un vaste marché, grâce à la protection directe ou indirecte, se sont développées considérablement au point de vue technique, le nombre des ouvriers occupés dans ces branches a diminué relativement, tandis que la quantité des produits créés est restée suffisante pour satisfaire les besoins du nombre croissant d'habitants : ils ont d'ailleurs diminué de prix. Ce continuel avilissement des prix a toujours été modéré, car la baisse a toujours été ralentie par l'augmentation des impôts indirects. Nous avons cité le tableau qui nous montre que pendant la période 1886-91, le nombre des distillateurs en moyenne a diminué de 39 0/0 comparativement au nombre moyen de 1871-76. Nous pouvons maintenant ajouter que, pendant la période de 1871-76, une distillerie produisait, en moyenne, 9.045 vedros d'alcool pur, et pendant la dernière période de six ans examinée une distillerie commençait à produire 15.261 vedros, c'est-à-dire que les proportions de la production d'une distillerie moyenne avaient augmenté de 18,7 0/0. Ainsi, les frais de production diminuaient, le produit devenait moins cher. Nous ne parlons même pas de la diminution du prix des matières premières, du blé, des pommes de terre, etc. ce qui diminue beaucoup les frais de production, et par conséquent, baissa encore le prix des produits. Vers la fin de la période 1860-70, le prix de facture d'un vedro d'alcool pur était de 2 roubles 60 copecks (Recueil statistico-militaire « Russie », article « Distillerie »), tandis que vers la fin de la période 1880-90, il baissa jusqu'à 1 rouble 75 copecks, 1 rouble 25, ou en moyenne, 1 rouble 50 copecks (1), de sorte que toute la production fut évaluée pour la première période à 79,56 millions de roubles (30,6 millions de vedros à 2 roubles 60 copecks), et pendant la seconde, à 40,35 millions de roubles (26,9 millions de védros à 1 rouble 50 copecks) (2). Mais alors survient l'accise, qui modère ce bon marché. Pendant la première période, un degré d'alcool

(1) Pendant la période actuelle, avec la baisse brusque du prix des matières premières, il a diminué encore davantage. Sans prétendre à une exactitude absolue des chiffres cités, nous voulions simplement montrer qu'il était ainsi facile d'augmenter les impôts indirects, sans paraître frapper davantage le consommateur.

(2) Depuis le 1er décembre 1892, l'accise a été augmentée elle est de 10 copecks par degré d'alcool pur.

pur était frappé d'un droit d'accise de 6 copecks et pendant la seconde ce droit s'est élevé à 9 1/4 copecks, de sorte qu'en moyenne, pendant la période de 6 ans (1871-76) on a obtenu 164 millions de roubles d'accise, et pendant la période de 6 ans 1886-91 on en a obtenu 230 millions de roubles. En général, le peuple a dépensé en alcool pendant la première période d'après les prix de facture et non pas le prix de vente au détail) 79,56 millions de roubles au prix de facture, + 164 millions de roubles d'accise = 243,56 millions de roubles. Pendant la seconde période (40,35 millions au prix de facture + 230 millions d'accise) en tout 270,56 millions de roubles (1).

Cela nous montre que depuis 1870 jusqu'à 1890, la somme payée par le peuple pour l'alcool a augmenté de 26,8 millions de roubles, c'est-à-dire de 11 0/0, et l'accise a augmenté de 66 millions de roubles, quoique la répartition de cette somme soit tout à fait autre, les distillateurs obtiennent presque moitié moins, et les recettes de l'Etat, pendant la seconde période, ont augmenté de 40, 3 0/0 : on a commencé par verser au Trésor 67 0/0 de la somme totale, après on a versé 85 0/0. Mais comme cette somme a été prélevée sur une quantité moindre d'alcool son prix a haussé considérablement, presque de 25 0/0, ce qui a provoqué une importante diminution de la consommation d'alcool par habitant. Ainsi, l'augmention de l'impôt qui s'est élevé à 66 millions de roubles est la conséquence de la diminution des frais de distillation (près de 40 millions de roubles) et de l'augmentation de l'impôt. Il en résulte que la somme payée par le peuple, comme nous venons de le dire, a augmenté pendant cette période de 26 millions de roubles (66 millions de roubles d'augmentation de l'accise + 40 millions de roubles de diminution des frais de distillation).

Si nous nous rappelons les chiffres du tableau qui montrent la diminution de la consommation de l'alcool, il est évident, qu'à mesure que la productivité du travail augmente, l'accise augmente, ce qui non seulement contrebalance le bas prix de

(1) Les données concernant la quantité d'alcool et l'accise perçue sont empruntées à la publication du Ministère des Finances, éditée à l'occasion de l'Exposition de Chicago. « Industrie des fabriques et des usines, et le commerce en Russie », Saint-Pétersbourg, 1893, article « Distilleries ».

l'alcool, mais même le dépasse, de sorte que l'augmentation de l'accise de plus de 40 0/0 de la somme totale s'explique non pas par l'augmentation de la faculté de payement de la population, mais par la diminution du coût de production, de la distillation, du prix des matières premières, ce qui a permis d'élever l'accise.

Le même phénomène s'est produit dans l'industrie sucrière, avec une certaine différence pourtant. « Le 0/0 de sucre blanc obtenu des betteraves ne dépassait pas auparavant, vers le commencement de la période 1880-90, 7 0/0 à 8 0/0, tandis que, actuellement, grâce au perfectionnement de la technique dans l'industrie sucrière, aussi bien qu'au perfectionnement des procédés de culture, il est rarement de moins de 9 0/0 à 10 0/0 (c'est-à-dire de 36-40 livres par bercovetz = 10 pouds). Le coût de production d'un poud de sucre a diminué graduellement, et dans la période 1889-90 il était, pour la plupart des localités, de 2 roubles 22 copecks à 3 roubles (sans accise), tandis que dans la période 1884-85 et 1885-86 il était de 3 roubles 60 copecks (sans accise). Pendant la période 1890-91, les frais de production ont diminué de 37 copecks dans le gouvernement de Kiev, de 5 à 10 copecks dans la Podolie, et de 9 copecks dans la Volynie. » Avec cela, les prix les plus élevés en 1884-86, accise compris, ont atteint 5 roubles, 5 roubles 15 copecks, et en 1889-91, 4 roubles, 4 roubles 50 copecks à 4 roubles 60 copecks (1). Comme toute la quantité de sucre enregistrée pendant les deux premières périodes s'élevait, en moyenne, à 25 millions de pouds, et pendant la seconde période à 27 millions de pouds, — dans le premier cas, en nous en tenant au prix maximum, il fallait dépenser pour l'acheter 125 millions de roubles, et dans le second cas, 124 millions de roubles, bien que dans la première période on ait perçu 14,8 millions de roubles d'accise (65-85 copecks par poud), et dans la seconde 21,2 millions de roubles (1 rouble par poud) (2).

(1) Toutes nos données sur l'industrie sucrière, et nos citations sont empruntées à l'article « Production du sucre » publié dans l'édition du Ministère des Finances, « Industrie des fabriques et des usines en Russie », Saint-Pétersbourg, 1893, p. 16-22.

(2) Au mois d'août 1867, l'accise a été fixée à 50 copecks par poud de

Ainsi, l'accroissement de l'impôt sur le sucre s'explique également par l'augmentation de la productivité du travail dans cette branche d'industrie ; seulement, dans ce cas, l'impôt n'atteint pas toute cette augmentation de la productivité d'où provient le meilleur marché du sucre et l'augmentation de sa consommation, quoique, en général, on doive payer presque autant pour une quantité plus grande, par suite du meilleur marché, qu'auparavant pour une quantité beaucoup moindre. Mais dans ce cas aussi, la somme relativement plus importante a été versée au Trésor et l'autre, relativement moins considérable, est en partie employée pour la production et, en partie, revient aux sucriers.

Il faut encore remarquer qu'en Russie la consommation générale du sucre par habitant est très faible. Ainsi, en Russie on consomme, en moyenne, 8 2/3 livres par habitant, tandis que dans les autres pays, en 1891-92, la consommation était en moyenne, de 28,69 et même de 81 livres par habitant (« Statistical Abstract of the United States for 1892 », Washington, 1893).

Les droits d'entrée sur le thé se sont élevés à 15 roubles 40 copecks par poud dans la période 1861-76 ; depuis 1876, par suite de la perception des droits en monnaie métallique, ils ont augmenté de 30 0/0. En 1881, ils furent élevés encore de 10 0/0 ; en 1882, ils étaient, en chiffres ronds, de 17 roubles or par poud ; depuis le 1er janvier 1885, ils sont de 21 roubles or. Le revenu du Trésor a augmenté dans les proportions suivantes : en 1874-1878, les droits sur le thé représentaient une somme de 9 3/3 millions de roubles ; en 1879-83, le revenu s'est élevé à 15 1/2 millions de roubles, et ensuite, dans ces derniers temps, il oscillait entre 18-23 millions de roubles or. « L'importation moyenne annuelle du thé « baïcha » atteignit pendant la période 1879-83 un chiffre de 1,2 millions de pouds ; en 1884-88, de 1,19 millions de pouds ; et en 1889-92 elle a baissé jusqu'à 1,12 millions de pouds. » L'accroissement des recettes des douanes sur « le thé importé pendant les quinze dernières années se produit exclusivement grâce à l'élévation des droits, car

sucre en sable ; en 1870, il s'élevait à 70 copecks ; en 1875 à 80 copecks et, on percevait encore 40 copecks supplémentaires par poud de sucre raffiné. Ensuite, s'élevant toujours, il a atteint enfin, en octobre 1894, 1 rouble 75 copecks.

sa quantité tend à diminuer (« Moniteur des finances », 30 avril 1895, p. 201-202).

Examinons encore une autre branche de production dont les produits sont destinés à un marché très vaste, à savoir, l'industrie cotonnière.

La matière brute, le coton brut, jusqu'à 1889 était importée exempte de droits ; de 1879 à 1881 on a établi un droit de 40 copecks en or par poud ; depuis 1882, 45 copecks ; le 7 novembre 1887, les droits ont été portés à 1 rouble or par poud ; depuis 1891, à 1 rouble 20 copecks ; depuis 1893, à 1 rouble 40 copecks, et enfin, le 20 décembre 1894, ils ont été portés à 2 roubles, 10 copecks or par poud.

Les renseignements des douanes pour 1887 nous apprennent que pendant cette année on a importé 10.055.000 pouds de coton, évalués à 96.436.000 roubles, c'est-à-dire à 9 roubles 60 copecks par poud ; on a payé 5.557.000 roubles or de droits, ce qui, d'après le cours (1 rouble 50 copecks en papier-monnaie = 1 rouble or), représente la somme de 8.335.000 roubles ; le poud coûtait donc 10 roubles 42 copecks (« Moniteur des finances », 1888, n° 20, p. 339). En 1894, on a importé en tout 11.260.000 pouds de coton, pour la somme de 89.400.000 roubles, c'est-à-dire 7 roubles 93 copecks par poud. On a perçu 15.580.000 roubles or de droits, ou 23.370.000 roubles papier (cours : 1 rouble 50 copecks papier = 1 rouble or). Un poud de coton, droits compris, coûtait donc 10 roubles 1 copeck. En d'autres termes, malgré l'augmentation des droits de 45 copecks or, perçus en 1887, à 1 rouble 40 copecks or, perçus en 1894, le prix d'un poud de coton a baissé, grâce à l'augmentation considérable de la productivité du travail. En 1888, les droits s'élevèrent à peu près à 8 0/0 du prix, et en 1894, ils commencèrent à être de plus de 20 0/0. En 1887, tout le coton importé, droits compris, valait 104.760.000 roubles et en 1894, 112.770.000, car on avait importé plus qu'on n'en avait besoin, en prévision d'une élévation de droits de 1 1/2. (En 1895, l'importation a baissé pour cette raison, pendant les 11 mois, de 32 0/0, de 9.825.000 pouds en 1894 à 6.606.000 pouds en 1895, c'est-à-dire elle a diminué de plus de 3,2 millions de pouds). Quoique la récolte du coton en Asie Mineure fût évaluée à 3 1/2 millions de pouds, elle ne pouvait pas contrebalancer la diminution de la

consommation comparativement aux années précédentes. L'exportation du lin pendant les 11 mois de 1895 s'éleva à 11.650.000 pouds, et à titre de comparaison avec les 7.508.000 pouds en 1894, elle a augmenté de 4 millions de pouds. Nous ne savons pas pourquoi, en 1887, la valeur mentionnée du coton importé a été si peu importante. Nous avons devant nos yeux plusieurs rapports et bilans de grandes fabriques de coton situées dans l'arrondissement de Pétersbourg, qui avaient travaillé plusieurs millions de pouds de coton. En moyenne, un poud de coton américain coûtait à ces filatures 12 roubles, y compris les droits de 45 copecks or (1). Vers la fin de 1894, d'après le calcul du Ministère des finances, malgré les droits de 1 rouble 40 copecks en or (2 roubles 10 copecks papier) le poud de ce coton coûtait 6 roubles 50 copecks. Donc l'élévation des droits jusqu'à 2 roubles 10 copecks en or (3 roubles 15 copecks en papier) augmenta le prix du coton de 1 rouble 5 copecks en papier, ou à 7 roubles 55 copecks par poud. En d'autres termes, les autres conditions restant les mêmes, malgré une augmentation de droits presque quintuple (de 45 copecks en or à 2 roubles 10 copecks, ou de 67 copecks papier à 3 roubles 15 copecks), le poud de coton coûte 4 roubles 45 copecks meilleur marché qu'en 1887, ou 37 0/0 (2). Certainement comparativement aux années postérieures, les proportions seront moindres (3).

Cette augmentation fut donc possible premièrement par suite du moindre coût de la production du coton même (le prix local d'une livre de coton américain fut en 1887 de 8,5 cent., et en

(1) Les données de la Bourse de Moscou nous montrent que le prix d'un poud de coton a été, pendant toute l'année 1887, de 11 roubles 20 copecks, droits compris.

(2) Le « Moniteur des Finances », 1895, n° 1, p. 35, 36.

(3) Cette prévision du ministère ne se réalisa pas complètement : le prix du coton brut haussa en 1895, comparativement à l'année précédente. Notamment, l'année passée, le prix moyen du poud du Good middling américain était, les droits non compris, de 6 roubles 25 copecks ou, droits compris, de 9 roubles 40 copecks à la Bourse de Moscou. (Les prix moyens du coton de l'Asie Mineure cultivé avec les graines de coton américain fut de 9 roubles 25 copecks.) Il en résulte que, malgré l'augmentation des droits presque quintuple, le prix du coton, en 1895, fut néanmoins de 10 0/0, à 20 0/0 plus bas qu'en 1887.

1894 de 4,9 cent.), et deuxièmement, par suite de la fabrication moins coûteuse des tissus de coton, c'est-à-dire, par suite de l'augmentation de la productivité du travail dans ces deux branches d'industrie. En d'autres termes, par l'élévation des droits on a maintenu artificiellement les prix, relativement élevés des tissus, et c'est le *fisc* qui bénéficia de l'augmentation de la productivité du travail et de la baisse du prix du produit sur le *marché mondial*. En réglant les prix du coton sur nos marchés, dit l'organe du Ministère des finances, l'élévation des droits ne peut pas exercer une influence sensible sur la hausse du prix du coton importé, mais il l'empêche de baisser, ce qui pourrait occasionner des pertes à nos cultivateurs de coton (« Elévation des droits d'entrée sur le coton brut, et sur le coton filé des numéros inférieurs » dans le « Moniteur des finances », 1895, n° 1, p. 35-36). Donc, dans tous les cas que nous venons d'examiner, si la somme d'argent payée par le peuple pour les objets de consommation frappés d'accise ou de droits de douanes augmente, l'augmentation est très faible, tandis que les sommes versées au Trésor de l'Etat augmentent considérablement.

Ainsi, sans nous livrer à un examen plus détaillé des recettes de l'Etat, en comparant les années 1884 et 1893 (1), nous aboutissons à cette conclusion, que l'augmentation de la somme des droits et des accises est due, pour une part considérable, non pas à l'augmentation de la faculté de paiement de la population, mais à ce fait, que cette somme est maintenant versée dans le Trésor de l'Etat, tandis qu'auparavant elle était nécessaire au procès de reproduction, et était payée aux fabricants et aux propriétaires des usines. Cela provient, dans une très large mesure, de l'accise, et, dans une mesure considérable encore, des autres impôts indirects. Il en résulte, finalement, que l'augmentation du budget de l'Etat, de 319 millions de roubles en dix ans (de 706 millions de roubles à 1.025 millions), n'est pas la manifestation de l'augmentation de la faculté du paiement de la population, mais c'est, d'un côté, le résultat de l'in-

(1) Tous les chiffres d'imposition directe et indirecte sont empruntés au « Mémoire explicatif pour le Rapport du Contrôle de l'Etat » pour l'exécution du budget de l'Etat de 1893.

corporation dans le budget des paiements des anciens serfs pour le rachat de leurs lots (42,8 millions de roubles), du transfert dans les recettes de l'Etat des recettes des lignes de chemin de fer devenues propriété de l'Etat, tandis qu'auparavant, ces recettes tombaient entre les mains des sociétés privées (de 75 millions de roubles), et d'un autre côté, c'est le résultat de l'augmentation de la productivité du travail dans les branches d'industrie dont les produits sont destinés à la consommation de la masse, ce qui a permis au fisc, dans la majorité des cas, de frapper ces produits d'une accise (les produits de la producction intérieure), ou de droits d'entrée (les produits importés) en établissait l'impôt de telle sorte, qu'il ne puisse pas, suivant l'expression de l'organe du Ministère des finances, « exercer une influence sensible sur la hausse du prix des marchandises ». Cet impôt indirect est passé de 376 millions de roubles en 1884 à 512 millions de roubles en 1893, c'est-à-dire qu'il a augmenté de 136 millions de roubles (1). Ces trois rubriques ont donc montré une augmentation des recettes de l'Etat de 253 millions de roubles (= 42,8 + 71 + 136) dans la somme totale d'augmentation de 319 millions de roubles.

Pour expliquer les causes de l'augmentation des recettes de l'Etat (il reste encore une augmentation de 66 millions de roubles) nous nous bornons à noter que les 9 millions de roubles à peu près perçus sous forme d'impôt sur le revenu (l'impôt proportionnel et les impôts sur les entreprises industrielles et commerciales), et les 13 millions de roubles de l'impôt de 5 0/0 sur les valeurs fiduciaires, etc., en tout, les 22 millions de roubles, ne prouvent certainement pas l'augmentation de la faculté de paiement de la population.

Il résulte de tout ce qui précède, et cela a une grande importance, que la cause de l'accroissement des impôts indirects est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit. En 1884, chez nous, ils comprenaient 53 0/0 de toutes les recettes, et en 1894 ils s'élevaient à 60 0/0, sans compter les recettes des chemins de fer et les paiements du rachat (aux Etats-Unis pendant

(1) Y compris l'accise sur le pétrole et sur les allumettes qui, en 1888, a paru pour la première fois dans l'énumération des recettes de l'Etat.

l'année financière, 1894-95, les impôts indirects se sont élevés à plus de 75 0/0).

La tendance de l'Etat à développer la production dans la forme capitaliste, et, comme une conséquence inévitable, la tendance à élargir le débouché pour les produits de cette protection à forme capitaliste, entrent en conflit avec la nécessité d'augmenter les dépenses de l'Etat pour augmenter les forces défensives du pays, nécessaires à la défense des marchés acquis contre la pénétration des marchandises d'origine étrangère, afin de développer les voies de communication, etc. Ces deux tendances opposées — d'un côté, augmenter la productivité du travail et élargir le marché, et de l'autre, restreindre ce marché à l'aide d'impôts plus élevés sur la population par la diminution de sa faculté de payement, ce qui est provoqué par la nécessité d'augmenter les dépenses de l'Etat, — ne peuvent pas être conciliées, et il en résulte que l'Etat, afin de couvrir l'augmentation de ses dépenses, est inévitablement contraint de chercher des sources de rendement, qui, sans charger en apparence la population, puissent fournir assez de moyens pour couvrir les besoins croissants de l'Etat (1).

On peut sortir de cette situation soit en utilisant l'augmentation de productivité du travail, soit en frappant d'impôts indirects les marchandises qui entrent dans la consommation de la

(1) Pour montrer le conflit entre les besoins de l'Etat et sa tendance à transformer toute la production en production capitaliste, nous pouvons citer les chemins de fer, qui deviennent propriété de l'Etat, et ainsi l'Etat devient capitaliste-entrepreneur et il bénéficie du rendement de leur exploitation. Mais justement pour cette raison, il faut laisser de côté cette partie du budget, car nous ne pouvons pas placer les frais de production dans la rubrique des dépenses de perception des impôts. Ainsi, par exemple, en 1893, presque toutes les recettes des chemins de fer de l'Etat furent absorbées : 1° par les dépenses de l'exploitation (46 millions de roubles), et 2° par les paiements pour les obligations émises en échange des actions (35 millions de roubles). (« Mémoires explicatifs pour le Contrôle gouvernemental de 1893. ») Il faut signaler encore l'essai d'organisation de la vente des boissons par l'Etat. Dans le premier cas, l'Etat devient entrepreneur d'une entreprise de transport, dans le second, d'une entreprise commerciale. Mais l'accroissement du budget, par suite des dépenses nécessaires, et l'accroissement possible de rendement de ces deux entreprises ne peuvent pas servir de symptôme d'accroissement de la prospérité du peuple.

majorité de la population, et qui ont diminué de prix et qui, par conséquent, sont davantage consommées. Dans certains cas, l'Etat frappe les marchandises de façon à ce que l'impôt, non seulement ne dépasse le prix antérieur, au meilleur marché, mais même le total du nouveau prix + l'impôt doit être moindre que le prix primitif (par exemple l'accise sur le sucre). Dans d'autre cas, ce total atteint l'ancien prix, ou même il peut le dépasser (les droits sur le coton). Dans le troisième cas, l'impôt est si élevé, que la somme du prix primitif + l'impôt dépasse de beaucoup le prix primitif (accise sur l'alcool). Dans le premier cas, le débit de la marchandise peut augmenter, mais dans les classes les plus aisées de la population ; dans le second, il peut rester stationnaire, ou diminuer relativement, comme nous le voyons par l'exemple de la réduction de la consommation des produits fabriqués dans les textiles. Et dans le troisième cas, bien qu'on impose un produit entré dans la consommation générale, néanmoins sa consommation diminue.

Mais dans tous ces cas, l'accroissement de l'impôt et la somme obtenue grâce à cet impôt ne peuvent nullement être considérés comme des symptômes de l'augmentation de la prospérité du peuple et de sa richesse. De la somme totale des richesses créées par le peuple, une part, relativement plus grande, revient au fisc, et l'autre, relativement plus petite, est employée dans le procès de production. La somme totale non seulement peut ne pas augmenter, mais elle peut même diminuer.

La modification du système d'impôts, le passage de l'impôt direct à l'impôt indirect, est donc le résultat inévitable de la transformation capitaliste des industries et en même temps de l'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie de fabrication, en Russie, comme ailleurs (et même plus fortement) ; dans ce dernier cas, même dans l'agriculture (le coton). Et, quoique cela puisse paraître étrange à première vue, l'accroissement des recettes de l'Etat dépend moins du développement de la productivité du travail en Russie qu'à l'étranger. Comme nous l'avons vu précédemment, l'accroissement de toutes les recettes s'explique, principalement, par l'accroissement des impôts indirects. Nous pouvons ajouter à tout cela, qu'en même temps que les impôts indirects sur les marchandises produites

dans le pays s'éleva de 267,7 millions de roubles en 1884 à 397,6 millions de roubles en 1894, — de 120 millions de roubles ou de 45 0/0 (il ne faut pas oublier, que dans certains cas la consommation diminua), les impôts indirects sur les marchandises d'origine étrangère (droits d'entrée) de 99,6 millions de roubles en 1889 s'élevèrent à 183,7 millions de roubles en 1894 (de 84,1 millions de roubles ou de 84 0/0), grâce à la possibilité, par suite du développement rapide de la productivité du travail à l'étranger, de baisser le prix des produits assez pour qu'ils pussent avoir en Russie un débit plus grand.

Ainsi cette contradiction apparente, — malgré la diminution du bien-être de la population, qui s'exprime dans la diminution de la consommation des produits d'alimentation et d'habillement, et l'augmentation des recettes de l'Etat, — peut être résolue par la diminution ou par l'état stationnaire de la somme des valeurs du produit imposé et des impôts. Dans le premier cas l'impôt augmente plus lentement, et dans le second, aussi rapidement que la diminution du coût de production.

Il ne paraît pas étrange maintenant, — il n'y a ici aucune contradiction, — que, malgré l'augmentation considérable des recettes de l'Etat, qui, semble-t-il, indiquent l'accroissement de la faculté de paiement de la population, la population, en réalité, n'est pas en état de remplir ses obligations immédiates, dont l'Etat l'avait chargée, et elle accumule les arriérés des impôts directs (1). Ce fait est une preuve excellente que l'accroissement des recettes de l'Etat ne peut pas être expliqué par l'augmentation de la faculté de paiement de la population.

Il est plus que probable, que dans le cours de temps, par suite de l'augmentation des arriérés des impôts directs, la né-

(1) La même chose s'est produite avec le budget de 1894. On a payé 88,8 millions de roubles de plus d'impôts indirects (512 millions de roubles en 1893 ; 586 millions de roubles en 1894), tandis que la somme des paiements du rachat, malgré la récolte abondante qui suivit une autre récolte aussi abondante, est passée de 99 millions de roubles en 1893 à 92,8 millions de roubles en 1894, elle a diminué de 6,2 0/0, de sorte que, suivant l'observation du mémoire explicatif au rapport du Contrôle gouvernemental, les arriérés ont augmenté, par rapport aux impôts de l'année, de 94 0/0 à 102 0/0.

cessité de baisser petit à petit cet impôt se manifestera (1), et, par suite, à mesure que la force productive du travail dans l'industrie de fabrication et dans l'industrie extractive s'accroîtra, il faudra augmenter les impôts indirects. Mais en même temps, il est évident, qu'avec la diminution de la faculté d'achat de la population, par suite de la baisse du prix des produits agricoles, il doit arriver un moment où l'augmentation de l'impôt sur les produits de l'industrie de fabrication non seulement ne sera pas en état de compenser la valeur de la production, mais la somme absolue, obtenue grâce à cette imposition, diminuera par suite de la diminution relative de la consommation et, par conséquent, de la production des objets imposés.

Dans l'agriculture, aussi bien que dans l'industrie de fabrication, se produisent une augmentation de la productivité du travail, et la baisse du prix du produit ; mais chez nous, la baisse du prix des produits agricoles ne dépend, en aucune manière, des conditions de la production intérieure, mais des conditions du marché mondial. En même temps, on est obligé d'acheter les autres objets de consommation et du ménage avec l'argent obtenu par la vente de ce produit, dont le prix baisse continuellement. L'augmentation considérable de la productivité du travail, et par conséquent, la baisse du prix des produits de l'industrie de fabrication vient dans ce cas comme un facteur de modération. Mais l'effet de la baisse du prix des produits de l'industrie de fabrication est, de son côté, paralysée par l'aug-

(1) La diminution des paiements du rachat est inévitable même pour cette seule raison, que le gouvernement, en se chargeant de servir d'intermédiaire entre les seigneurs et les paysans, a exécuté cette opération dans des conditions du marché monétaire comparativement moins favorables qu'elles ne le sont actuellement. Lorsque les conditions se sont améliorées, il a profité de cette occasion pour baisser le 0/0 des valeurs émises pour le paiement de la somme du rachat, et il ajourna l'amortissement de cette dette, opéré par lui pour le compte des paysans pour le rachat de leurs lots, jusqu'à des temps plus propices. Néanmoins, on continue même à présent à exiger des paysans un 0/0 plus élevé ainsi que la somme de l'amortissement qui, de cette manière, ne diminue pas la dette de l'Etat pour le rachat, et entre dans le budget comme un revenu de l'Etat. De sorte, que maintenant, ni les intérêts, ni l'amortissement de la dette des paysans ne correspondent en rien aux paiements réels et à l'amortissement.

mentation des impôts indirects, de sorte que la population agricole, comme vendeur, doit se soumettre aux conditions du marché mondial, et vendre son produit au-dessous de la valeur sociale locale, et comme acheteur, elle ne peut pas bénéficier du développement de la productivité du travail et de la baisse du prix des produits de l'industrie de fabrication. La majeure partie de la population, dans la mesure où elle est une population agricole, ne peut gagner que dans le cas où la baisse des prix des produits de l'industrie de fabrication s'opère plus rapidement que la baisse des prix des produits agricoles, et si en même temps l'accroissement de l'imposition ne paralyse pas complètement cette baisse des prix, de sorte que le marché peut s'étendre. Mais si les produits agricoles baissent de prix plus rapidement que les produits de l'industrie de fabrication, alors, même malgré la récolte abondante, nous constatons un fait opposé. Ce phénomène s'est manifesté avec une intensité extraordinaire à la fin de l'année 1894, alors qu'une récolte abondante a été accompagnée de prix très bas, qui ont diminué la faculté d'achat de la population à ce point que, premièrement, pendant deux mois (octobre-novembre 1894) on a obtenu du paiement pour le rachat du sol moins de 20 0/0 que dans l'année précédente, et deuxièmement, cela a exercé une influence sur l'empirement de la situation de l'industrie cotonnière, et principalement, de la fabrication de la percale (1).

(2) « Les paysans eux-mêmes disent, d'après la communication du correspondant du bailliage de Peschansk, distr. de Poltava, qu'auparavant il suffisait d'apporter un sac de froment dans la ville et on recevait assez d'argent pour payer les impôts, tandis que maintenant il faut y apporter 3 sacs. Quant au seigle, il est inutile de l'apporter sur le marché. » L'autre correspondant dit : « Maintenant, il faut apporter sur le marché 15 sacs de froment afin d'obtenir 5 roubles, de sorte que dans la grange du paysan, il n'en reste que très peu : bon gré, mal gré, il faut vendre le bon bétail et acheter du mauvais bétail et ne penser qu'à avoir l'argent nécessaire pour payer les impôts. » (« Revue de l'économie agricole dans le gouvernement de Poltava », 1894, p. 275-276.) Pour la même raison, baisse du prix des blés, les dettes de la population des campagnes augmentent. On écrit du bailliage d'Oserki, distr. Lochvitza : « Afin de pouvoir payer la valeur d'un poud d'orge emprunté dans l'année de famine 1892-93, il faut à présent vendre 6-10 pouds. » Depuis la dernière mauvaise récolte, les dettes ont quintuplé ; les riches ne peuvent pas vendre leur blé, les pauvres ne peuvent s'acquitter des dettes contractées dans les

Ainsi, d'un côté, les impôts indirects, inévitables dans l'économie capitaliste, peuvent augmenter lorsque la productivité du travail se développe, sans charger en apparence la population. En ralentissant l'abaissement des prix des marchandises, ils empêchent l'élargissement du marché, ou même ils le restreignent.

D'un autre côté, les droits d'entrée sur les produits étrangers, dont le coût de production diminue, élèvent considérablement le taux des bénéfices dans les branches d'industrie que l'on protège, et, dans les conditions actuelles de la marche de notre industrie, ils diminuent la part dans le produit créé, et par conséquent, la faculté de paiement de la population des localités où l'industrie se développe le plus, de sorte que ces localités sont rangées parmis celles qui ont le plus d'arriérés (par exemple le gouvernement de Moscou). Cela signifie que, dans ces localités, la part qui revient à la classe des capitalistes — fabricants, propriétaires des usines, et commerçants, — s'accroît au point que la diminution de la part de la classe ouvrière dans le produit diminue aussi la part de l'Etat.

Si donc, d'un côté, le ministère des Finances, dans les conditions actuelles de production, ne peut baser ses budgets autrement que sur les impôts indirects, qui ont encore ce côté avantageux pour l'Etat, que l'impôt pèse non pas sur les anciennes classes imposées seules, mais sur toutes les classes sans exception (ce qui constitue un impôt sur le revenu), quoique l'impôt diminue, d'un autre côté, avec l'accroissement des arriérés des

années de mauvaise récolte » (distr. de Poltava). « L'industrie agricole a mis tout le monde sous le joug des dettes, » dit le correspondant du distr. de Constantinograd («Crédit agricole dans le gouvernement de «Poltava», liv. II, 1805, pp. 139, 147). Les données du « Comité central de statistique » recueillies il y a deux ans dans les 46 gouvernements de la Russie d'Europe, montrent que plus des 3/4 de la population mâle des communes rurales (75,5 0/0) ont des arriérés d'impôts communaux, de Zemstvo, d'Etat. La récolte médiocre de 1895, qui suivit les récoltes abondantes des deux années précédentes, a un peu reconstitué l'état économique de la population. Cela se réfléchit, premièrement sur la vente relativement moindre des céréales, « sur les réserves », grâce auxquelles les prix des céréales sur les marchés intérieurs, comparativement à l'année 1894, ont été relativement plus élevés que ceux des marchés étrangers, la différence entre les prix fut moindre ; et deuxièmement, sur le paiement plus exact des impôts ; d'après les renseignements du Ministère des finances, en 1895 on a obtenu 9 millions de roubles de plus de contributions qu'en 1894.

contributions directes dus par la population rurale, le fisc devra inévitablement renoncer à lui, et le remplacer par un impôt sous une forme ou sous une autre des revenus capitalisés, en ôtant son fardeau à ceux qui perdent les industries et les revenus agricoles, et de charger de ces impositions ceux entre les mains desquels poussent ces industries et ces revenus.

Tout ce qui précède nous amène à cette conclusion que le système d'impôts dépend étroitement de la forme de la production, que sans changer celle-ci on ne peut pas espérer modifier celle-là. En passant de l'économie naturelle au mode de production capitaliste, par suite de l'impossibilité d'obtenir avec les anciens systèmes d'impôts, d'une population appauvrie, les sommes nécessaires à l'Etat, l'Etat a été forcé de se plier au mode nouveau de production et de modifier le système même des impôts, et de faire reposer son budget non pas sur l'impôt direct, comme auparavant, mais sur l'impôt indirect, lorsqu'on peut sans charger, en apparence, la population, bénéficier de l'augmentation de la productivité du travail, qui s'opère non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi bien hors de ses limites. Cela explique la contradiction apparente de l'accroissement des recettes de l'Etat, accroissement excessif, qui surpasse toute attente, étant donné l'appauvrissement de la population.

En même temps, toute la marche du développement de la forme capitaliste de production en Russie montre que dans un avenir plus ou moins prochain elle deviendra une entrave au développement de la faculté de paiement des impôts par la population, et qu'au contraire, la forme actuelle des impôts dedeviendra un obstacle au développement postérieur de la forme capitaliste de la production.

CHAPITRE XXIV

Influence des améliorations économiques, de l'augmentation de la productivité du travail sur l'élévation du niveau économique de la population.

Comme tout notre bien-être, celui de la population et celui de l'Etat, repose actuellement sur l'industrie agricole, et comme la valeur des produits agricoles est déterminée non pas par le temps de travail socialement nécessaire à leur production en Russie, mais par le temps de travail nécessaire à leur production pour la quantité qui peut satisfaire le besoin de tout le marché mondial, et comme la productivité du travail dans cette branche d'industrie commence à augmenter avec une rapidité extrême aux Etats-Unis, dans la République Argentine et dans d'autres pays, nous devons, bon gré, mal gré, les suivre dans cette voie et faire tous nos efforts pour développer la productivité du travail agricole. Autrement, nous serons contraints, avec les mêmes dépenses de travail, de vendre nos produits de moins en moins cher, à mesure que diminue le temps de travail socialement nécessaire à leur production chez nos concurrents, cette réduction étant due au développement rapide de l'application de la science à l'agriculture. L'agriculture exige de vastes connaissances scientifiques (1), et la société doit satisfaire à ces exigences.

(1) Selon M. Stebut, l'instruction agricole supérieure consiste dans les études des sciences spéciales agricoles : agriculture, élève du bétail, économie rurale et agricole, et des sciences auxiliaires : mécanique agricole, technique agricole, médecine vétérinaire ; principalement, dans l'étude approfondie des sciences naturelles et économiques fondamentales ; ensuite, dans le développement de la faculté d'observer les diffé-

Le perfectionnement de la technique agricole, le choix des branches de l'activité agricole adaptées aux conditions locales et sociales, etc., voilà ce qui nécessairement doit devenir le but de la société, sinon, avec la productivité croissante du travail de nos concurrents, notre production agricole se dépréciera de plus en plus sur le marché mondial, car nous serons obligés de vendre notre blé, produit avec les mêmes dépenses de temps de travail, à un prix déterminé par les dépenses de temps de travail moindres de moitié ou du tiers de nos concurrents. Notre vie économique, par suite des conditions qui se sont développées pendant ces 30 dernières années, dépend de plus en plus de l'agriculture ; c'est pourquoi l'augmentation de la productivité du travail agricole devient un besoin urgent pour l'Etat.

Mais rappelons-nous ce que signifie cette augmentation de productivité du travail au point de vue économico-social. Cela signifie obtenir, produire, fabriquer la même quantité de produit avec une moindre dépense de force de travail humaine, ou, ce qui revient au même, obtenir une quantité plus grande de produits avec la même dépense de force de travail humain. Chaque augmentation de la productivité du travail agricole survenue chez nous rapprochera, sur le marché mondial, la valeur de notre produit de la valeur moyenne socialement nécessaire. Nous cesserons de vendre notre produit au-desseus de notre valeur socialement nécessaire. Nos concurrents perdront le moyen de bénéficier de leur situation privilégiée et seront contraints de baisser le prix de leurs produits. De sorte que l'augmentation de la productivité du travail exercera l'influence qu'elle peut exercer sur la valeur du produit ; elle baissera sa valeur, et partant, le prix. La valeur de la marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Avec la réduction du temps de travail socialement nécessaire diminue la valeur de la marchandise. A la fin de la période 1860-70,

rents phénomènes agricoles, d'examiner et de déterminer leurs origines, de prévoir et d'examiner leurs conséquences, et enfin dans le développement de l'analyse critique des méthodes de culture agricole et de l'ordre de l'économie en correspondance avec les conditions dans lesquelles ils se modifient, et avec le but qu'on se propose d'atteindre. (J. Stebut, « La femme intelligente a-t-elle besoin d'une instruction agricole spéciale ? » « Messager du Nord », avril 1891, p. 262.)

pendant 3 années on a produit au Etats-Unis 4,25 milliards de bushels de blé, récoltés sur 200 millions d'acres ; à la fin de la période 1880-90, pendant 3 années sur 429 millions d'acres on a récolté 8,7 milliards de bushels. Mais comme dans l'un et dans l'autre cas on a dépensé une quantité de travail humain équivalente, les 4,25 milliards de bushels de la première période valaient autant que la quantité double de la seconde période, 8,7 milliards de bushels, à savoir, dans le premier cas — 3,5 milliards de dollars dans le second — 3,7 milliards de dollars.

L'agriculture, aux Etats-Unis et dans l'Europe occidentale, en est à ses premiers pas dans la voie de l'application des découvertes scientifiques. Il est difficile de prévoir quels progrès énormes seronts faits à l'avenir dans ce domaine. Mais une chose est évidente, c'est qu'en prenant à son service la science, elle s'ouvre de vastes horizons.

L'augmentation de la productivité du travail signifie l'abaissement du prix des produits de ce travail, mais en même temps, elle signifie la diminution relative des forces de travail social qui étaient jusqu'alors occupées dans cette industrie. Mais, comme la diminution des forces de travail nécessaires dans l'agriculture signifie, pour ceux qui sont mis à pied, perte des seules occupations possibles pour eux, l'augmentation de la productivité du travail agricole, dans les conditions sociales actuelles de production, mènera à un empirement encore plus grand de la situation du peuple. Et, cela, répétons-nous encore, ne dépend pas du fait même de l'augmentation de la productivité, qui, au point de vue social ne peut qu'augmenter le bien-être économique, mais de cette circonstance que la production, au lieu de se transformer de production morcelée, individuelle, en grande production concentrée, sociale, est devenue la production capitaliste, celle qui sépare les moyens de production et les produits des producteurs immédiats, celle qui ne connaît d'autre consommation que la consommation par l'entremise de l'achat.

Ainsi, quelque désirable et nécessaire que soit l'augmentation de la productivité du travail agricole, lorsque les produits deviennent des marchandises, elle ne peut pas contribuer à augmenter le bien-être du peuple. La contradiction intime de la production capitaliste, à savoir que toute augmentation de la

productivité du travail est accompagnée d'une contraction du marché intérieur, par suite de la mise à pied des ouvriers qui y étaient occupés jusqu'alors, et de la diminution de la part relative dans le produit qui revient au producteur, doit se manifester le plus fortement dans cette branche d'industrie, qui occupe à présent près de 8 0/0 de la population, c'est-à-dire dans l'agriculture.

CHAPITRE XXV

Extension des propriétés paysannes. — Jusqu'à quel point peut-elle contribuer à l'amélioration de la situation des paysans? — Organisation du crédit agricole. — Qu'est-ce que le crédit dans l'économie capitaliste? — Sa base matérielle; le crédit commercial. — Rôle des banques. — Dans quelle mesure le crédit peut-il intervenir dans l'économie des paysans? — En écartant la nécessité de s'adresser au crédit le plus cher pour utiliser les moyens de production on vient en aide aux paysans.

Il est incontestable, qu'à la suite de l'accroissement naturel de la population, la quantité de terre dont la population paysanne a été pourvue ne correspond plus aux besoins. Le besoin de terre est à présent encore plus grand qu'auparavant, par suite de la nécessité non seulement de se nourrir par le travail agricole, mais de se vêtir au moyen de l'argent obtenu par la vente croissante des produits du travail agricole. Bien des fois nous avons déjà constaté dans ces études cette nécessité, à mesure que se poursuit la séparation des industries et de l'agriculture.

Ce besoin d'étendre les moyens d'application du travail à la culture de la terre trouve son expression dans ce fait que les paysans, en sus de leurs lots propres, prennent des terres en location. Dans ce cas le paysan reçoit la moitié, ou même moins du produit obtenu. Si nous admettons qu'il soit possible par voie de rachat, ou à l'aide de la Banque des paysans, de transmettre aux paysans le droit de possession sur les terres qui appartiennent actuellement aux particuliers, tout en conservant nos conditions actuelles de production et de circulation sociales, le revenu de paysans cultivant les principales céréales augmente-

rait de toute la part du revenu qui revient à présent à la classe des propriétaires.

Et comme d'après les données que nous avons mentionnées antérieurement, le revenu des propriétaires des principales céréales représente bon an mal an presque la même grandeur relative, à peu près 13 0/0 du revenu entier de ces céréales, le revenu des paysans, aux conditions supposées ci-dessus, peut augmenter de cette quantité. Mais de cette somme il faut encore déduire les intérêts et l'amortissement de l'emprunt pour le rachat, emprunt qui sera égal à la capitalisation du revenu de la terre, que le besoin et les hauts prix de location ont artificiellement élevé.

Nous avons déjà vu quelle a été l'influence de l'augmentation de la productivité du travail aux Etats-Unis sur la valeur des produits agricoles ; maintenant nous ajoutons qu'en même temps la valeur brute du matériel vivant a diminué, bien que le nombre des bêtes ait augmenté.

Ainsi, d'après le recensement en 1870, le nombre des chevaux était de 7 millions, d'après le recensement en 1880, il y en avait 10,3 millions; le nombre de vaches, en 1870, était de 8.9 millions et,en dix ans, il s'est élevé à 12,7 millions; le nombre des autres gros bestiaux était de 13,51; en 10 ans il s'est élevé à 22,5 millions ; le nombre des moutons était de 28,5 millions, en 1870 il était de 35,2 millions. Mais, malgré cette forte augmentation du nombre des bestiaux, leur valeur est passée de 1.525 millions de dollars à 1.500 millions. En 1870, les fermes occupaient 407 millions d'acres de terre ; en 1880, 536 millions, tandis que leur valeur était passée de 9.262 millions de dollars à 10.197 millions ; le nombre d'acres a augmenté de 31 0/0, et la valeur brute de 10 0/0. La valeur d'un acre a diminué de plus de 20 0/0 (de 23 à 19 dollars).

Cet exemple et les longues citations que nous avons faites antérieurement, ainsi que nos propres conditions économiques, qui ont obligé les paysans à diminuer les payements pour le rachat des terres, de supprimer la capitation, etc., nous prouvent irréfutablement que si l'on veut améliorer le bien-être du peuple, ce n'est pas en augmentant les terres possédées par les paysans, si le procès de séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture et la transformation en industrie capitaliste continuent.

Notons encore que l'émigration ne résoud pas la question, mais l'ajourne simplement.

On a souvent exprimé, dans notre littérature, cette idée qu'il est possible d'améliorer le bien-être des paysans en répandant le crédit à bon marché. Avant de parler de cette question, il faut expliquer, en quelques mots, ce qu'est le crédit dans l'économie capitaliste. Nous avons eu déjà l'occasion de mentionner que l'on peut diviser le temps de circulation de la valeur en capital dépensé par l'entrepreneur-fabricant en deux périodes : la période de la production, c'est le temps pendant lequel les matières brutes sont travaillées, et la période de la circulation, c'est le temps pendant lequel le produit fabriqué se trouve sur le marché attendant l'acheteur-consommateur. Si le capitaliste-entrepreneur voulait vendre sa marchandise lui-même, il aurait besoin d'un capital supplémentaire pour le temps de la circulation et ce capital ne pourrait pas être inférieur à la valeur de toute la marchandise produite. En réalité, il devrait même être plus grand de toute la somme des dépenses nécessaires pour le loyer des magasins, pour les appointements des employés, etc. De plus, son activité ne serait pas concentrée sur la production seule. C'est pourquoi il cherche à obtenir la valeur du capital qu'il a dépensé et la plus-value en revendant la marchandise au commerçant. Mais alors, le fabricant doit partager avec le marchand une partie de la plus-value, créée par le travail dans sa fabrique, cette part étant proportionnelle à la dépense en capital de chacun d'eux.

En réalité, la répartition de la plus-value en bénéfices de l'entrepreneur et du marchand se produit différemment. Le fabricant de drap, par exemple, ne vend jamais au marchand de drap sa marchandise au prix de marché, mais toujours avec un rabais, dont le montant est déterminé par la vitesse de circulation de la marchandise sur le marché, et, par d'autres conditions que la pratique définit ; le fabricant porte ce rabais dans ses livres comme une perte. Dans l'industrie des draps ce rabais est de 10 0/0 ; déduction faite des dépenses du commerce, ce rabais forme les bénéfices commerciaux.

Le marchand, de son côté, en vendant aux consommateurs la marchandise qu'il a achetée, rentre dans ses dépenses en capital, en même temps qu'il reçoit la plus-value que lui a cédée le fa-

bricant (1). Ce retour de la valeur en capital (et de la plus-value) se produit journellement. Tous les jours, il s'opère dans sa poche sous forme d'argent, mais en une quantité si peu importante, qu'il ne vaut pas la peine de la dépenser pour un nouvel achat de marchandises. Pour que cet argent ne soit pas conservé inutilement, il le dépose à la banque en compte courant ; on lui paiera des intérêts, et il peut y rester jusqu'à ce que la somme devienne assez ronde, suffisante pour l'achat de nouvelles marchandises, ou jusqu'à ce que leur prix lui paraisse abordable.

Ces dépenses et cette restitution partielle se produisent dans la société capitaliste tout entière; c'est pourquoi les sommes qui s'accumulent dans les banques en comptes courants, dépôts, etc. atteignent une valeur énorme : ce sont les sommes que la banque doit à ses clients.

Mais notre fabricant, qui a produit une quantité considérable de marchandises, n'a pas réussi à trouver sur le marché un marchand consentant à acheter au comptant ; c'est pourquoi il est obligé de vendre à crédit, contre une lettre de change à terme, déterminée par le temps de circulation de la marchandise. Mais notre fabricant ne fait pas à ce marchand le rabais de la plus-value qu'il a faite au premier marchand qui a acheté argent comptant. Son rabais est moindre de toute la valeur de l'escompte. La lettre de change qu'il a reçue du marchand de drap est ordinairement à 6 mois ; il la porte à la banque pour l'escompter ; la banque lui remet l'argent (déduction faite de l'escompte) avec lequel le fabricant peut continuer ses opérations. Le fabricant lui-même paye la laine avec des lettres de change à 12 mois de terme. Le marchand, de son côté, à mesure qu'il vend sa mar-

(1) Si par suite de la division du travail, la fonction (l'achat et la vente de la marchandise) improductive en elle-même, mais constituant un moment nécessaire dans la production, se transforme d'occupation auxiliaire de tous en occupation exclusive de quelques-uns, la fonction elle même ne se modifiera point (*Kapital*, II, p. 83). M. le professeur Tchouprov considère cette question autrement. « Il est incontestable, dit-il, que le commerce, augmentant la valeur des objets déjà créés, est un travail productif. » (« Economie politique », Moscou, 1892, p. 91.) Il faudrait prouver qu' « il est incontestable », et puis, il faudrait expliquer l'origine des bénéfices commerciaux. Peut-être pourrait-on constater alors qu'il semble seulement « incontestable ».

chandise, apporte l'argent à la banque en compte courant, et, le terme arrivé, paye avec lui sa lettre de change.

On dépose aussi, en compte courant, la plus-value obtenue sous forme d'intérêts, de dividendes, de bénéfices commerciaux, de profits d'entreprises, etc.

Comme cette opération se produit dans l'ensemble de la société capitaliste, la banque peut prêter, sur lettres de change, etc., presque tout l'argent déposé en compte courant. La différence entre l'escompte qu'elle prend pour les lettres de change et l'intérêt qu'elle paye pour les comptes courants constitue les bénéfices de la banque (1).

Ainsi, la part considérable de la plus-value que la banque retient sous forme d'escompte, est restituée aux capitalistes comme intérêt pour les comptes courants ; une autre partie, à

(1) Ainsi, par exemple, vers la fin de l'année 1881 (la dernière année pour laquelle nous avons des renseignements) la valeur de tous les dépôts, comptes courants, etc., dans toutes les banques à court terme, a atteint 880 millions de roubles ; sur cette somme on s'est servi pour les opérations d'escompte et de prêts de 842 millions de roubles. Le reste a été placé en actions, obligations, etc., et une partie a constitué le fonds qui servait aux nécessités de remboursement, et à l'escompte des nouvelles lettres de change, etc. Comme dans l'année 1881 on a avancé en opérations de prêt et d'escompte 2.159 millions de roubles, la période moyenne de la circulation de la marchandise dont nous avons parlé dans le texte, est de 4 mois 25 jours. C'est le terme moyen pour lequel on opère l'escompte de la lettre de change. Dans la même armée on a mis en compte courant et en dépôts divers la valeur de 5.938 millions de roubles, de sorte que les banques, en moyenne, conservent chaque versement pendant un mois et 24 jours. Durant cette année-là, on a reçu pour les prêts et l'escompte, 80,9 millions de roubles comme intérêts, dont on a payé pour les dépôts, comptes courants, etc., à peu près 35,6 millions de roubles ; les pertes ont été de 5 millions de roubles, les frais d'administration de 10,4 millions de roubles, de sorte que l'ensemble des bénéfices était de plus de 29 millions de roubles. Mais comme les actionnaires et les associés des banques sont les mêmes personnes, les bénéfices des banques leur reviennent, et ils jouissent du crédit presque gratuitement. Sur les 80,9 millions de roubles reçus comme intérêts, il leur manque seulement 10,4 millions de roubles dépensés pour l'administration, et 5 millions de pertes. Sur chaque centaine de roubles prise à l'escompte, etc., ils reçoivent comme intérêt de leurs dépôts, etc., à peu près 82 roubles. (Les chiffres sont extraits de l' « Annuaire des établissements de crédit russes », Saint-Pétersbourg, 1886.)

l'exception des frais d'administration, va aux actionnaires comme dividendes, c'est-à-dire va aux capitalistes.

Nous avons ainsi résumé brièvement quelques explications du crédit et de son organisation dans la société capitaliste.

Voyons maintenant comment cette organisation du crédit peut être appliquée à l'économie des paysans. La base du crédit des capitalistes, c'est une valeur en marchandise determinée ; le terme de ce crédit, c'est le temps de la circulation de cette valeur en marchandise, ou le temps pendant lequel la marchandise reste sur le marché.

Le paysan, quelle marchandise produit-il ? Le blé et les autres produits agricoles. Quelle est la durée de la circulation de cette marchandise ? D'une moisson à une autre. Mais le blé devient mûr presque en même temps dans toute la Russie, une différence d'un mois ou d'un mois et demi n'a aucune importance, et on est obligé de réaliser sa valeur, de la convertir en argent en même temps aussi. Par conséquent, le crédit, sous la forme qu'il revêt dans l'économie capitaliste de l'industrie de fabrication, est irréalisable et inapplicable, car il ne peut apporter aucune facilité au paysan. Il faut chercher une autre forme du crédit, par exemple le prêt sur le blé mis en entrepôt, afin que le paysan ne soit pas obligé de le vendre aussitôt après la récolte, et afin qu'il ait assez de ressources pour attendre que les prix haussent.

Certainement, le crédit sous cette forme dispenserait le paysan de vendre sa marchandise à tout prix, et le soustrairait aux « services » des accapareurs, et sa part dans le produit de son travail serait plus grande que celle qu'il a actuellement.

Ce prêt sur le blé régulariserait un peu la vente, mais il ne modifie nullement le fait lui-même — la nécessité de vendre une part croissante du produit, la nécessité qui résulte de la séparation accélérée de l'industrie de fabrication et de l'agriculture et, partant, de la mise en disponibilité des forces de travail et du temps de travail de la population paysanne. On ne peut faire ce prêt qu'en rapport avec la valeur du blé ; c'est un maximum qui ne peut pas être atteint en réalité, le prêt est toujours inférieur à la valeur, et la valeur est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa fabrication. La valeur n'est pas déterminée par le paysan ; quelque part, loin de lui, sur le marché

mondial, on compte chaque heure de travail nécessaire à la production, et s'il a employé, par exemple, dix jours de travail pour un certain travail agricole, lorsqu'en réalité il ne faut employer qu'un seul jour, les neuf jours seront perdus inutilement, il n'obtiendra rien pour eux. Loin de lui, on fait un compte minutieux de tout le temps de travail qu'on dépense à la production du blé, et il n'obtiendra pas un copeck de plus que pour ce qu'il a travaillé en réalité, si nous admettons même que la productivité de son travail est la moyenne normale. En un mot, il ne sera payé, tout au plus, que pour le temps qui était nécessaire à la production.

Nous avons constaté que les grandes entreprises agricoles américaines ont nettement établi cette situation ; ces rapports y sont clairs comme le jour. Combien de temps as-tu ? voici le salaire de ce temps ; maintenant va où il te plaît. Chez nous, le paysan peut obtenir aussi, si les circonstances sont favorables, pour son produit agricole, autant qu'il lui a fallu dépenser de temps à sa production. Ainsi, la base de la transaction à crédit, est la valeur de la marchandise déterminée par le temps de travail (5 ou 6 mois), à l'exception du temps de travail que le paysan a dépensé en plus du temps de travail socialement nécessaire. De sorte que cette valeur est réduite, pour le paysan, à une valeur qui peut maintenir sa subsistance un peu plus longtemps que la durée du travail. L'organisation de prêts sur cette valeur signifierait la possibilité d'étendre sa réalisation durant une année ; le prêt sur le produit, dont la valeur est égale à la valeur de restitution de la dépense de force de travail, pendant moins de 6 mois, ne donnera pas les ressources nécessaires pour subsister pendant une année.

Jusqu'ici nous avons parlé des prêts sur les produits du travail agricole. Presque à chaque page nous avons dit que la mise en disponibilité des forces de travail et du temps de travail des paysans, par suite de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, les oblige, pour pouvoir subvenir à leurs besoins, à vendre une part croissante des produits agricoles, et, pour augmenter leurs semailles, ils doivent louer les terres des propriétaires.

Ces locations sont la conséquence de ce fait, que le paysan ne possède pas la terre louée, mais qu'il la loue pour la labourer.

Ainsi, cette location représente une des formes du crédit dans laquelle le propriétaire donne sa terre et où le locataire assume l'obligation de la labourer et de payer la location par une part de la récolte, en nature ou en espèces, peu importe. Le fait est que, par suite du manque de moyens de production, il les emprunte à celui qui les possède et qu'il lui donne la moitié du produit.

Qu'y a-t-il d'extraordinaire à ce que si, empruntant le produit déjà prêt à être consommé, on le paye 30-32 0/0 plus cher pour 6 mois, comme le font les paysans du gouvernement de Moscou ?

Donc, si nous parlons du crédit et de la part du produit du travail que l'on paye pour les moyens de production, il faut, avant tout, employer nos efforts à éviter cette séparation des forces de travail et des moyens de production, car c'est le mode le plus cher d'utiliser les instruments de production qui appartiennent à autrui. Cette conclusion peut être appliquée non seulement à l'industrie agricole — elle ne peut pas à elle seule occuper tout le temps de travail — mais aussi aux industries extractives et de fabrication.

Les conséquences de la séparation des moyens de production et des producteurs y sont, en effet, encore plus dures; car, entre les mains des producteurs reste une partie encore moindre de leur produit. Ainsi, en examinant à un autre point de vue la question que nous avons soulevée dans la première série de nos études, nous aboutissons au même résultat.

CHAPITRE XXVI

Le libre-échange capitaliste et le système protecteur. — Le développement du mode de production capitaliste chez les peuples dont le travail est peu productif, aboutit nécessairement à la protection du capitalisme. — Importance de la protection du capitalisme pour l'économie sociale. — La transformation capitaliste des industries et la surabondance des forces de travail. Contraction du marché intérieur. — Primes à l'exportation. — Qu'est-ce qu'elles signifient? Différence entre l'influence que le protectionnisme exerce sur le développement du mode de production capitaliste dans les pays où l'économie capitaliste est déjà développée et en Russie. — Exemples et conclusions.

Le développement, excessivement rapide des sciences naturelles pendant le dernier demi-siècle, a donné une forte impulsion au développement de la technique, à l'application des résultats scientifiques aux diverses branches d'industrie. Le développement de la technique, la concentration de la production entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, en un mot, le développement de la grande production capitaliste actuelle, sa tendance à économiser les dépenses, le travail, ont agi de leur côté sur le développement de ces branches de la science qui n'auraient pas pu se développer, n'ayant pas les ressources énormes que le capital leur fournit. Ainsi, par exemple, les progrès des études sur l'électricité sont dus aux recherches qui furent faites par les savants anglais lors de la pose du câble qui relit l'Angleterre et les Etats-Unis. Ensuite, l'application subséquente de l'énergie électrique à l'industrie a contribué encore davantage au développement de la science et à la possibilité

de son application. « Les besoins de l'industrie avaient donné l'impulsion aux découvertes et exigeaient l'exactitude des mensurations (1). » La mécanique, la physique, la chimie, la biologie sont au service du capital et elles développent les forces productives de l'homme dans des proportions auxquelles les générations précédentes n'avaient jamais songé.

Mais cette productivité du travail, développée si fortement, se heurte dans son développement, dans les pays où elle est appliquée, à des obstacles d'un caractère social, aux obstacles qui consistent dans ce fait que la production est une production de marchandises. Toute l'importance des perfectionnements techniques, auxquels contribuent les progrès des sciences, consiste dans le développement de la productivité du travail, dans la diminution du nombre des ouvriers occupés, dans la tendance à remplacer le travail de qualité supérieure par le travail de qualité inférieure, et le travail des hommes par le travail des femmes et des enfants. Cette tendance se réalise le plus complètement dans les branches d'industrie qui, créant le produit dont la société a le plus besoin, peuvent amener la production mécanique au plus haut degré de perfection. Nous avons vu que c'est dans l'industrie textile qu'on occupe le nombre le plus grand de femmes et d'enfants, et, des différentes branches de cette industrie, l'industrie cotonnière en occupe le plus.

Les entrepreneurs capitalistes des pays où le travail est le plus productif trouvent un obstacle à leur tendance à diminuer le nombre des ouvriers occupés et à réduire leur salaire, c'est-à-dire dans la diminution de la faculté de payement de la population, et, par conséquent, dans la restriction de la possibilité d'écouler la quantité croissante des marchandises, — obstacles dont ils s'efforcent de triompher en étendant le marché hors des limites de leur pays.

Le produit du travail le plus productif contient le moins de travail humain ; il contient moins d'énergie formatrice de valeur, et, partant, il vaut moins. Dans les limites d'un pays, ce travail plus productif s'étend rapidement dans la branche donnée d'industrie, et l'entrepreneur, qui introduit un perfectionnement

(1) M. le professeur Eving dans sa conférence au congrès de l'Association britannique, août 1892 (*Nature*, XLVI, p, 552).

dans sa production afin d'augmenter la productivité du travail et de baisser le prix du produit, ne peut jouir de sa situation privilégiée qu'un temps comparativement court, pendant lequel il peut vendre ses marchandises au-dessus de leur valeur individuelle, quoique au-dessous de leur valeur sociale. Ses concurrents introduisent bientôt chez eux les mêmes machines, les mêmes procédés de travail, etc.

Il en est autrement dans le commerce international. Les différentes nations concurrentes se trouvent à des degrés différents de civilisation. Leurs connaissances scientifiques et techniques sont différentes, ainsi que le développement technique et général des classes ouvrières. L'augmentation de la productivité du travail rencontre un obstacle dans ce fait, que le marché est relativement restreint, et que, par conséquent, l'introduction de machines coûteuses, qui produisent les marchandises dans des proportions qui demandent un grand nombre de consommateurs, un vaste marché, devient désavantageuse, et, dans ce fait aussi, que tous les ouvriers ne sont pas capables de travailler avec les machines qui exigent une grande tension des forces de travail. Cette dernière circonstance dépend, de son côté, de la prolongation plus grande de la journée de travail dans les pays les moins développés, du plus grand épuisement de l'organisme des ouvriers, épuisement qui ne peut être réparé par la courte période de repos. La prolongation excessive de la journée de travail implique l'abaissement de la faculté de travailler, et, par conséquent, la diminution du produit et du salaire. Le bas salaire correspond toujours au travail peu intense. Le bas salaire, les besoins peu développés de la classe ouvrière empêchent l'introduction de machines plus perfectionnées, plus productives. Au point de vue social, l'emploi des machines, dont le but exclusif est de faire baisser le prix du produit, n'est utile que lorsqu'on a dépensé pour leur construction une quantité de travail moindre que celle que ces machines fournissent. Mais les limites d'utilisation des machines par le capitaliste sont encore plus étroites. Le capitaliste ne paye pas le travail, mais le coût de la force de travail dépensée, c'est pourquoi les limites d'emploi des machines sont déterminées pour lui par la différence entre le coût de la machine et le coût de la force de travail qu'elle remplace. Mais la répartition de la journée de travail en travail nécessaire et

en travail supplémentaire, sur-travail, est différente dans les différents pays, ainsi que dans les diverses branches d'industrie d'un pays quelconque, et lorsque le salaire réel de l'ouvrier baisse au-dessous de la valeur de sa force de travail, ou s'élève au-dessus d'elle, il en résulte la possibilité de l'existence d'une modification considérable de la différence entre le prix de la machine et le prix de la force de travail que cette machine remplace, quoique la différence entre la quantité de travail nécessaire à la construction de la machine et la quantité de travail qu'elle remplace reste constante. Voilà pourquoi, avec le travail collectif, le domaine d'utilisation des machines est beaucoup plus vaste qu'avec le capitalisme. Le bas salaire sert d'entrave à l'utilisation des machines. Ici, comme dans mille autres cas, se manifeste la contradiction de la production capitaliste.

Toutes les raisons que nous venons d'énumérer, ainsi que beaucoup d'autres, empêchent l'augmentation de la productivité du travail dans les pays moins avancés, moins développés sous le rapport économique. C'est pourquoi, les produits du travail plus productif d'un pays à civilisation plus avancée, et surtout avec de meilleures voies de communication, peuvent faire une concurrence redoutable aux produits de la production locale, si cette production est devenue capitaliste. Le procès de séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, dont nous avons parlé antérieurement, poursuivra sa marche. Dans l'échange international se produira le même phénomène que dans l'échange intérieur dans le pays où la productivité du travail dans une branche quelconque d'industrie augmenterait. Le produit du travail plus intense et plus productif s'échangera contre le produit du travail moins intense et moins productif. Comme l'entrepreneur individuel a la possibilité, aussitôt après l'augmentation de la productivité du travail dans son entreprise, de vendre sa marchandise au-dessous de sa valeur sociale, mais au-dessus de sa valeur individuelle, ainsi, les entrepreneurs du pays plus développé, ayant la productivité du travail la plus élevée, peuvent bénéficier, sur le marché mondial, de leur situation privilégiée, et vendre leurs marchandises au-dessus de leur valeur individuelle. En d'autres termes, ils acquièrent la possibilité d'obtenir une plus-value sans aucun équivalent, de même que chaque entrepreneur obtient une part du produit du travail

de ses ouvriers — le produit supplémentaire dans lequel se cristallise la plus-value, sans aucun équivalent. Quoique les raisons soient ici autres, elles dépendent toutefois du même mode de production. Non seulement, cette situation menace l'existence de l'industrie domestique et du métier de la nation qui entre dans le marché mondial, et dont la production est accaparée de plus en plus par le capitalisme, mais cette nation court le risque de perdre la possibilité de fabriquer les matières premières, et elle doit se mettre dans la situation de la nation exploitée par la nation capitaliste, qui a amené la productivité du travail de ses ouvriers jusqu'à un degré supérieur.

Avec l'apparition des conditions capitalistes de la production, lorsque le capital a commencé à entraîner le produit du travail de producteurs indépendants dans le domaine de la circulation, lorsque chaque famille de paysans fut forcée d'acheter les produits de la production capitaliste, en vendant les produits de son travail, en vendant les matières brutes, qu'elle travaillait autrefois, à cause de l'élévation de leur prix et de l'abaissement du prix des objets de l'industrie de fabrication ; lorsque ce procès eut atteint déjà un développement considérable, lorsque les capitalistes-entrepreneurs locaux, par suite des raisons que nous avons mentionnées plus haut, ne purent pas développer la productivité du travail de leurs ouvriers jusqu'au degré que les pays mieux développés économiquement, et partant, avec une culture plus élevée, avaient déjà atteint, alors arriva l'époque du protectionnisme de l'industrie capitaliste locale, arriva le moment de s'opposer à sa destruction complète, arriva le moment de stimuler artificiellement le développement de la productivité du travail des ouvriers locaux par l'établissement de droits élevés sur les produits de l'industrie étrangère, et, par conséquent, par l'élévation de leur prix à une hauteur qui pourrait empêcher leur apparition sur le marché du pays moins développé.

Il en résulte que la protection de l'industrie n'est possible que dans le cas où la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture a atteint un degré élevé, lorsque l'expropriation des producteurs immédiats des moyens de production est déjà assez avancée, lorsque la production du peuple, en se transformant en production de marchandises, en industrie profession-

nelle, a permis au capital d'accaparer, l'une après l'autre, la majorité des branches d'industrie de fabrication, lorsque la production pour la consommation immédiate a presque disparu. Mais la protection de l'industrie capitaliste, en se traduisant par l'établissement de droits sur les produits de l'industrie étrangère, élève en même temps les prix des produits de la production capitaliste locale, en monopolisant pour elle le marché intérieur du pays.

Nous avons vu les résultats auxquels aboutit la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture dans tous les pays où elle s'est produite. Nous avons vu que, pour nous qui sommes entrés dans la voie de la production capitaliste après toutes les autres nations de l'Europe, ces conséquences sont encore plus pénibles. Nous avons vu, qu'avec notre productivité peu développée du travail agricole, avec la quantité relativement peu considérable de produits obtenus par le travail agricole, avec la transformation capitaliste des industries, la population paysanne est forcée de vendre une part de plus en plus grande de ses produits pour acquérir ceux qui sont nécessaires à sa subsistance, et elle doit les aliéner à des prix qui baissent toujours, à cause de l'augmentation de la productivité du travail chez nos concurrents. Et, dès ce moment, le paysan doit acheter tous les produits de l'industrie de fabrication qu'il confectionnait autrefois lui-même, et non seulement il doit les acheter, mais les acheter à des prix très élevés, par suite de l'établissement des droits d'entrée. Cela veut dire qu'il est obligé à présent de vendre une part encore plus grande des produits agricoles pour pouvoir acheter la même quantité de produits de l'industrie de fabrication, qu'il achetait avant l'établissement de ces droits. En même temps, les bénéfices des capitalistes-entrepreneurs augmentent. De là découle la possibilité d'exproprier encore davantage les producteurs immédiats, et la possibilité de la transformation capitaliste des autres industries. Ainsi, le système protectionniste apparaît seulement lorsque la séparation des instruments de production et des producteurs immédiats est devenue importante. Ce système accélère le procès qui a commencé avant son introduction; nous comprenons pourquoi « le système protectionniste a été un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier les ouvriers indépendants, de convertir en capital les

moyens de production et les moyens de subsistance du peuple, en abrégeant violemment le passage des procédés de production vieillis vers les nouveaux (1) ». Il est clair que la question de la

(1) Tous ceux qui examinent la question au point de vue économique comprennent quelle importance a ce côté de la question. Ainsi, par exemple, l'auteur de l'étude « Production du lin, du chanvre et du jute, et le commerce de ces produits pendant les dernières années » (« Monit. des Finances », 1892, n° 16), dit que la Russie est la nation la plus intéressée dans la crise de la production du lin et de la filasse de chanvre, non seulement parce qu'elle représente 77 0/0 de toutes les terres plantées en lin et à peu près 58 0/0 de la production du lin de toute l'Europe... ces cultures forment, depuis des siècles, un appoint très essentiel dans l'économie du paysan, en lui donnant la possibilité d'utiliser avantageusement son travail pour fabriquer les fibres, pendant l'époque où on ne peut pas s'occuper des travaux agricoles... surtout « dans les vastes régions de terres peu fertiles, où la culture des céréales est désavantageuse, la production du lin et du chanvre joue un rôle important » Une toute autre opinion sur cette question est professée par ceux qui ne l'examinent pas au point de vue économique. Ainsi dans le rapport des professeurs de l'institut technique, MM. Ilhin et Langov, présenté dans la commission de revision du tarif général des douanes, nous lisons : « La culture du lin et du chanvre se concentre en Russie entre les mains de petits producteurs-paysans... en raison de l'absence de connaissances techniques et de moyens nécessaires, la manipulation du lin est faite d'une façon insuffisante... le produit perd beaucoup de sa meilleure qualité naturelle. Cela explique pourquoi notre lin, malgré ses qualités, est coté à un bas prix sur les marchés étrangers. Avec une autre manipulation, en général, si *cette industrie était autrement organisée, s'il y avait une division du travail pour la culture du lin et pour la fabrication des fibres,* la même matière première pourrait donner des résultats beaucoup meilleurs qu'elle ne donne maintenant. Nous pouvons dire la même chose pour l'industrie du chanvre, qui perd beaucoup à cause de sa mauvaise organisation. » (« Mémoire sur le lin, le chanvre, le jute et les produits fabriqués avec ces matières », par MM. les professeurs Ilhin et Langov, dans les « Matériaux », etc., p. 4). MM. les professeurs de l'école polytechnique, qui assistaient aux séances des commissions où on délibérait sur les questions économiques, n'avaient pas fait attention à ce côté de la question et en constatant le manque de connaissances techniques chez les paysans producteurs actuels, ils ne conseillent pas de leur enseigner les connaissances nécessaires, comme le ferait tout économiste ; non, ils recommandent tout simplement *la division du travail pour la culture du lin et pour la fabrication de fibres.* Ou, pour parler le langage ordinaire, ils conseillent de « protéger » cette soustraction de la fabrication de fibres lorsque *les paysans ont la possibilité d'utiliser avantageusement leur travail pour fabriquer les fibres pendant l'époque où on ne peut pas s'occuper*

liberté du travail et du protectionnisme est une question purement capitaliste, qu'elle n'a aucun rapport avec le mode de production social, que la question de la liberté du travail et du protectionnisme n'est, pour la majorité du peuple, que la question de la liberté de l'exploitation, de l'expropriation des producteurs immédiats, ou de la protection de cette expropriation et de cette exploitation. L'un et l'autre systèmes ne diffèrent pas au fond ; tous deux aboutissent aux mêmes résultats ; la différence entre eux consiste dans le laps de temps pendant lequel ces résultats peuvent être atteints. La protection intensifiée de la période 1880-90 a fait, en dix années, ce qui, sans cette protection, aurait exigé plusieurs dizaines d'années. Mais, justement, comme conséquence de ce développement si rapide du capitalisme, développement, qui s'est produit, comme nous l'avons vu, aux dépens de la production et de la consommation du peuple, est survenu ce désastre du peuple dont nous avons été témoins en l'année 1891.

La famine nous a montré alors, à l'évidence, jusqu'à quel point la voie que nous avons suivie depuis 1830 était fausse. Au lieu de nous en tenir aux bases économiques que notre passé historique nous a laissées, au lieu de développer les résultats obtenus à l'aide de la science, des connaissances et des expériences que l'Europe Occidentale nous donnait gratuitement, nous nous sommes détournés de la voie dans laquelle nous étions engagés depuis plusieurs siècles ; nous avons commencé à détruire la production basée sur les liens étroits de l'agriculture et de l'industrie de fabrication, sur les liens étroits entre le producteur immédiat et les moyens de production, et nous avons mis à la base de notre politique économique le développement de la production capitaliste, qui repose sur l'expropriation des produc-

de travaux agricoles, ce que l'auteur de l'article paru dans l'organe du « Ministère des finances » considère comme un appoint important pour l'économie du paysan. Comme les membres de la commission du tarif étaient presque exclusivement des techniciens et des fabricants, ils ont relégué les conditions économico-sociales au second plan. Au premier plan étaient placées la transformation du mode de production actuel et la séparation des producteurs et des moyens de production ; on demandait, par exemple, *la division du travail pour la culture du lin et la manipulation des fibres.*

teurs immédiats de leurs moyens de production, accompagnée de tous les malheurs dont souffre à présent l'Europe Occidentale. Non seulement nous allions à la rencontre de ces malheurs, mais nous les avons recherchés, — nous avions protégé la séparation la plus rapide des moyens de production et des producteurs immédiats, et finalement nous avons abouti au grand développement du capitalisme, tandis que la production brute du pays a diminué. Le désastre de 1891 a montré à quel résultat peut aboutir la production capitaliste dans le pays où les besoins de la vie sont peu développés et où ils diminuent toujours, dans le pays qui a négligé son développement scientifique, qui n'a que les rudiments de connaissances techniques, agronomiques, etc.., dans le pays, dont le développement industriel se base sur la séparation subséquente des moyens de production et des producteurs, sur l'accélération artificielle de cette séparation, et partant, sur l'accélération artificielle de la formation d'une masse de personnes sans gîte, qui errent continuellement à travers tout le pays, cherchant du travail et ne trouvant rien.

La famine de 1891 nous a ouvert les yeux sur le désordre de notre mode de production ; elle a montré que le développement brillant atteint par le capitalisme avait une importance négative pour l'économie nationale. Avec ce développement se produisait aussi la réduction de tout le temps de travail social et la mise en disponibilité des forces de travail sociales qui, par suite des conditions de la production capitaliste, ne peuvent trouver leur utilisation. Mais comme cette nouvelle répartition du temps de travail social nécessaire à la production diminuait le nombre des ouvriers occupés, et comme les valeurs ne sont créées que pendant le temps de travail, la somme brute des valeurs d'échange devait diminuer par suite de la mise en disponibilité de millions de forces de travail. Cette diminution est due exclusivement à ce fait que la production est devenue une production capitaliste, qu'elle a cessé d'être populaire, que malgré toute notre originalité, nous avons tâché d'imiter l'Europe Occidentale dans tout ce qu'elle a de pire, dans tout ce dont elle souffre, dans ce qu'elle ne peut régulariser. Cette rupture avec notre passé historique, ce dédain de la production populaire et l'implantation du capitalisme dans un terrain qui n'y était pas préparé, a produit ce qu'elle devait produire, et ce qu'elle a produit pendant tout ce

siècle dans toute l'Europe Occidentale — la mise continuelle en disponibilité de forces de travail social qui ne trouvent pas d'utilisation (Appendice A). Or, en Occident, jusqu'à ces derniers temps, les forces de travail mises en disponibilité ont trouvé une issue dans l'émigration ; chez nous la population paysanne cherche aussi une issue dans l'émigration, mais surtout elle s'efforce de faire rendre à terre tout ce qu'elle peut donner. Mais la terre n'a pas pu supporter ce traitement. Dans les localités, où toutes les espérances des paysans étaient fondées sur elle, où la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture s'est produite avant que dans les autres localités, dans ces localités bienheureuses la famine éclatât, les forces des éléments s'insurgèrent contre les formes de production qui forcent les producteurs immédiats à exploiter la terre d'une façon rapace, à l'épuiser, sans rien lui rendre.

Notre siècle a le droit d'être fier du développement rapide de la science et de son application. Mais justement, à cause de cela, il faut lui reprocher que les connaissances scientifiques et leur application n'ont aucun rapport avec ceux dont le travail soutient tout le pays. Le retour des mauvaises récoltes est périodique, les régions frappées sont toujours plus vastes, de sorte que finalement la récolte fut mauvaise dans 18 gouvernements. Cela sert de preuve éloquente à ce fait, qu'on a fait trop peu (1)

(1) Il est très intéressant de voir comment notre presse considère la transformation économique qui se produit. Les organes, qui se croient les néo-slawophiles, les proclamateurs, les importateurs des principes russes dans la vie sociale et qui se sont attribués le monopole du patriotisme, sont en réalité les partisans les plus ardents du développement des principes de la ploutocratie de l'Europe Occidentale. Un des savants les plus attentifs et les plus clairvoyants porte son attention sur ce fait. Voici ce qu'il dit de la Russie : « The only curious thing is that the very men in Russia, who never tire of defending the invaluable superiority of Russian primitive institutions, as compared with those of the rotten Occident, are doing their best to destroy those primitive institutions and to replace them by those of the rotten Occideut. » (Friedr. Engels, March 1891.) Dans notre littérature, on a également signalé ce fait beaucoup plus tôt. Ainsi, M. A. Antonovitch a dit déjà en 1881, que « M. Samarin slawophile soupire après les régimes de l'Europe Occidentale » qui aboutissent à la transformation de tout l'ordre économique de la population paysanne, à la destruction des liens entre les moyens de production et les producteurs

attention aux besoins essentiels de la population (1), qu'on développait peu les conquêtes de la civilisation de notre siècle (les habitudes, les procédés, les moyens de travail, etc.) au sein de la population appauvrie ; que le mode de production qui acquerrait la souveraineté chez nous correspondait peu aux intérêts du peuple ; que nos savants consacraient trop peu de leurs forces aux intérêts réels du pays et de la population paysanne. Comme nous le savons, en dehors de M. Engelgardt, mort récemment, il n'y avait, et il n'y a pas un seul chimiste savant qui utilisait ses connaissances au développement de l'industrie qui permet à plus des 4/5 de la population entière de subsister.

La famine de 1891 a démontré qu'une transformation profonde s'est produite dans les conditions économiques de la société entière, et qu'elle s'est produite pendant trois dizaines d'années ; nous ne pourrions trouver une transformation aussi complète, même pendant tout le cours de notre vie historique de mille ans. Ni le désordre général dans la période des apanages princiers, ni la domination des Tartares ne touchèrent aux formes de notre vie économique, et lorsque tous ces désastres disparurent non seulement ces formes ont continué à subsister, mais c'est à elles que la Russie du Sud doit d'avoir été colonisée et peuplée, ainsi que toute la Sibérie ; c'est à ces formes que nous devons l'Etat russe tel qu'il est actuellement. Et tout cela s'est produit malgré le joug du servage, avec toutes ses conséquences dans tous les domaines de la vie sociale, uniquement grâce à ce fait que les formes fondamentales de la production nationale restaient intactes, les producteurs immédiats et les moyens de production restaient unis. Ce que ces désastres ne pouvaient pas faire cette séparation l'a fait.

Dans un laps de temps très court s'est produite la transformation radicale de tout l'ordre industriel ; l'industrie domestique du paysan a été ruinée ; dans le domaine de l'industrie de fabrication les moyens de production se sont séparés complètement des producteurs immédiats. Les paysans ont été expropriés sur ce terrain.

immédiats (« Nouvelle Revue », 1881, t. I, p. 141, article sur la « Réforme paysanne et économico-sociale. »)

(1) Et non pas « trop » comme affirmaient les autres.

Mais tout ne s'est pas arrêté là. En Occident la pensée travaillait constamment ; les sciences, surtout les sciences naturelles, se développaient avec une rapidité extrême, la technique utilisait chaque conquête. Les découvertes succédaient aux découvertes, les perfectionnements aux perfectionnements. La productivité du travail augmentait constamment, et par suite, les marchandises ont baissé de prix. L'Europe Occidentale menaçait d'inonder notre marché de ses marchandises à bon marché. Il faut avoir non seulement des machines perfectionnées pour pouvoir produire les marchandises à bon marché, — acquérir les machines n'est pas difficile, il faut avoir quelque chose de plus important — les conditions que nous n'avions pas.

On a élevé les droits pour protéger le développement du capitalisme dans le pays. Il en est résulté une extension subséquente du capitalisme, la contraction de la production du peuple. Mais en Occident la science et la technique avancent rapidement. Avec elles la productivité du travail continue à se développer. Les prix des marchandises baissent de plus en plus. De nouveau, notre marché est menacé par les marchandises étrangères, de nouveau surgissent des cris en faveur du protectionisme, de l'élévation des droits, et cela continue sans fin. Et notre paysan a été obligé de payer tout cela ; il paie pour notre retard industriel ; il paie pour la transformation économique qui s'est produite sous nos yeux ; il paie la modification du mode de production, qui a amené la séparation des moyens de production et des producteurs immédiats ; il paie pour la rupture de notre organisation économique, qui a amené d'abord l'appauvrissement et ensuite la famine.

Toutefois, le paysan n'a pas la faculté de créer des produits sans moyens de production. Il ne possède pas ces moyens, ils appartiennent à la fabrique. Il n'a que la terre. Mais il ne peut s'occuper d'agriculture qu'une partie de l'année. La valeur du produit de son travail sera déterminée sur le marché par le temps qu'il a dépensé, et même beaucoup au-dessous. Le reste du temps, il n'a rien à faire. Il doit se nourrir, se vêtir, payer les impôts, etc., avec les produits de l'agriculture. Mais il ne peut s'acquitter de ses devoirs envers sa famille, la société, l'Etat avec l'argent qu'il obtient en échange du produit de son travail pendant une demi-année. Partant, il y a des arriérés.

Leurs conséquences, c'est la diminution de la consommation et du marché intérieur,

Pendant ce temps les capitalistes entrepreneurs transportent les métiers à tisser des maisons des paysans dans leurs fabriques, mais non pas pour qu'ils restent sans être utilisés. Les capitalistes veulent absolument avoir un marché. S'il n'y a pas de débouché, il n'y a pas de valeur d'échange. Il faut créer un marché extérieur, s'il est impossible de le créer dans le pays. Et pour cela ils font des pétitions. Mais ils oublient à ce moment leur propre origine ; ils oublient que leurs fabriques et leurs usines ont enlevé le travail à des millions d'ouvriers; qu'ils ne peuvent donner d'occupation qu'à un nombre peu important d'ouvriers, indépendants autrefois. Ils oublient tout cela, et ils demandent qu'on favorise l'exportation au nom du développement de l'industrie nationale et pour donner de l'occupation aux ouvriers, qui sans cela ne pourraient gagner leur salaire ; ils demandent à être remboursés des droits qu'ils ont payés pour les matières premières et puis, des primes d'encouragement. Ainsi il ne leur suffit plus que leur apparition, leur mode de production, aient contracté le marché intérieur, d'avoir déshérité la majorité de la population, non, ils désirent maintenant obtenir des primes à l'exportation, c'est-à-dire qu'ils désirent que le peuple paye non seulement pour les produits qu'il achète, mais aussi pour ceux qu'il ne peut même pas acheter.

Malheureusement, ces primes à l'exportation existent dans l'industrie sucrière et dans la distillerie ; mais il faut espérer qu'elles ne seront pas établies au profit des autres branches d'industrie, et que celles-là mêmes qui existent maintenant seront abolies. De là la contradiction suivante : toute notre production repose sur le marché intérieur, et en donnant des primes, qui sont prises sur les impôts, nous diminuons par ce fait la faculté de payement, et partant, la consommation et le marché intérieur. D'ailleurs, c'est une des contradictions qui résident dans notre vie économique ; celle-là, comme les autres, est due au mode de production.

Le fait lui-même de réclamer, par des suppliques, des primes à l'exportation sur les produits de l'industrie de fabrication est très suggestif et très caractéristique. Cette demande indique que le capitalisme a conduit la production nationale à la situa-

tion difficile dans laquelle elle se trouve; qu'en effet, la consommation intérieure diminue ; qu'en effet, le nombre insignifiant des ouvriers occupés dans la production capitaliste, insignifiant par rapport à toute la population, est encore trop grand, et qu'il peut faire déborder tout le marché des produits de son travail ; elle indique qu'en effet, tout le temps de travail de la population paysanne mis en disponibilité ne peut être absorbé par la production capitaliste, car il n'y a pas d'occupation constante même pour le nombre actuel des ouvriers occupés. Cette demande de primes sert de confirmation à ce fait, que le capitalisme, par son propre développement, contracte le marché, sans lequel il ne peut pas exister (1).

Les primes à l'exportation de la protection du commerce d'exportation révèlent un fait plus important encore. Sans doute, la production doit avoir pour but la satisfaction des besoins de la population, et son développement est désirable pour autant qu'il satisfait réellement ces besoins. La protection du développement d'une branche quelconque d'industrie, dont le produit, échappant à la population, va à l'étranger, montre que la protection de la production n'a pas en vue la satisfaction et le développement des besoins de la population, mais le développement de la production pour la production, le développement de la production pour enrichir les entrepreneurs. Cette tendance se manifeste le plus nettement dans les industries où existent les primes à l'exportation ; grâce à ces primes, la Russie est presque à la tête de tous les pays pour la production sucrière (elle occupe la troisième place) et pour la consommation du sucre elle est presque à la dernière (elle occupe la treizième place). Cet exemple montre très clairement, comment les conditions de la production capitaliste correspondent peu aux besoins réels de la population ; cette production ne tend pas à la satisfaction de ces besoins,

(1) La somme sacrifiée par l'Etat pour les primes d'exportation de l'alcool s'est élevée à 40 millions de roubles pendant 14 ans, de 1877 à 1890. La prime était fixée pendant la première période quinquinnale à 63 copecks par vedro, pendant la seconde à 1 rouble 06 copecks, pendant la troisième à 85,6 copecks. Le prix de l'alcool, dans les conditions ordinaires, ne dépasse pas 1 rouble 25 copecks pour 100 degrés, c'est-à-dire que la valeur de la prime était presque équivalente à la valeur de la marchandise (Moniteur des Finances, 1892, nº 23, p. 478).

mais elle a pour but exclusif — l'exportation ; les besoins de la population sont satisfaits de moins en moins.

Presque toutes les nations capitalistes ont adopté maintenant le système protectionniste pour contribuer au développement de la production capitaliste. La production capitaliste de chacune d'elles se développe avant tout dans la mesure de l'étendue du marché intérieur et du développement des besoins de la population, car le marché intérieur se base sur ces besoins.

Avec chaque mesure qui défend la production du pays contre la concurrence étrangère, cette production satisfait avant tout le marché intérieur. Mais comme c'est seulement le capital qui bénéficie de l'augmentation de productivité du travail, de la réduction du temps de travail, le marché intérieur est bientôt encombré, et le capital commence à chercher de nouveaux débouchés.

Dans tous les cas, aussitôt après l'élévation des droits protecteurs, la production capitaliste augmente pour satisfaire les besoins de produits qui jusqu'à ce moment étaient importés. Arrive l'époque de « prospérité de l'industrie et du commerce », surtout s'il y a un concours d'autres conditions favorables. La principale de ces conditions est une bonne récolte. Sous ce rapport, il est intéressant de noter la coïncidence de l'élévation des droits et de la bonne récolte aux Etats-Unis en 1891, qui suivit immédiatement la mise en vigueur du tarif presque prohibitif de Mac-Kinley, et en partie, chez nous, en 1887-1888. Dans l'un et l'autre cas, la faculté d'achat de la population augmenta par suite de la bonne récolte, à laquelle correspondait la mauvaise récolte, ou même la famine chez nos concurrents. Dans l'un et l'autre cas, la production capitaliste atteignit un développement plus grand que jamais ; le nombre des ouvriers augmenta ainsi que le salaire, etc. Mais, dès que la cause originelle de cette amélioration eut disparu, dès que la récolte devint moins abondante, « la prospérité de l'industrie et du commerce » disparurent sans laisser de traces.

Cette prospérité de l'industrie se maintient jusqu'au moment où les besoins locaux de produits ne sont pas satisfaits, et cette satisfaction arrive avant que la production du pays ait atteint toutes les proportions de la consommation intérieure ; car l'établissement des droits hausse les prix, et par conséquent con-

tracte le marché intérieur. Le procès de la concentration de la production et des capitaux qu'on peut observer chez nous, se produit partout ailleurs, et sur une échelle plus vaste. Rien n'y contribue autant que la protection de la production capitaliste, et rien, en même temps, ne contribue autant à la manifestation de l'antagonisme entre l'industrie qui se développe et la consommation qui diminue, que cette protection. L'augmentation de la productivité de travail, dans chaque nation capitaliste, se développe rapidement, mais le nombre de personnes dans chaque nation qui peuvent utiliser le produit de la productivité augmentée du travail, diminue de plus en plus, par suite de la contraction de la faculté de payement, et chaque élévation des droits protecteurs accentue cette contradiction.

Chaque nation doit avoir, pour satisfaire ses besoins, une quantité déterminée de produits. La somme de ces besoins est déterminée par les conditions historiques et sociales. Si nous prenons une série consécutive d'années, nous constaterons qu'en moyenne, la somme des produits consommés par la nation est assez constante, augmentant avec des conditions favorables, et diminuant avec des conditions défavorables. Tous ces besoins sont satisfaits, en partie, par la production intérieure, en partie, par l'importation des produits de l'industrie étrangère. Il faut, de même, faire la distinction entre les modes de production : on produit des objets ou comme marchandises pour la vente, ou pour satisfaire les besoins des producteurs. L'influence du protectionnisme est différent dans ces deux cas.

Si la production marchande des produits pour la vente a atteint un certain degré de développement, chacun est obligé d'acheter aux autres la plupart des objets de consommation. Certains de ces objets, produits par une nation donnée, ne peuvent être fabriqués à un moment déterminé avec la même économie des forces de travail que dans un autre pays, qui a élevé la productivité du travail de ses ouvriers à un degré supérieur, et qui, par conséquent, peut vendre ces marchandises meilleur marché. C'est pourquoi, on importe ces marchandises dans le pays où la productivité du travail est moindre, et on les importe en une quantité telle qu'elle ne dépasse pas le besoin qu'on en a.

Pour prévenir cette importation, pour donner à la production

intérieure la possibilité de se développer, on frappe les marchandises d'origine étrangère de droits prohibitifs. Il en résulte immédiatement un développement de la production intérieure de ces marchandises. Le besoin de ces produits reste le même. Seulement la source de leur origine est changée : auparavant, on les importait, maintenant on les produit dans le pays. Mais la production mondiale n'est pas modifiée par là. Aussitôt qu'est arrêtée l'importation, une partie de la production s'est implantée à l'intérieur d'un pays, et c'est tout. Mais à l'intérieur d'un pays, par suite de la limitation de la concurrence, la production est monopolisée jusqu'à un certain point, et l'entrepreneur peut hausser le prix de son produit au-dessus de sa valeur individuelle. Cela implique une augmentation de la part de l'entrepreneur dans le produit annuel, cela implique la concentration du capital.

Cette transplantation de la production à l'intérieur du pays, son extension ne prouvent nullement l'augmentation de la consommation pour toute la population. Elle indiquait seulement qu'auparavant le pays achetait au dehors, que, maintenant, il produit lui-même. Au premier moment, la consommation par les ouvriers occupés immédiatement dans la production et le nombre de ces ouvriers augmentent.

L'augmentation du nombre des ouvriers et l'extension de la production se produisent exclusivement aux dépens du nombre des ouvriers et de la production dans le pays d'où on exportait auparavant cette marchandise. Souvent, les entrepreneurs transportent leur activité du pays qui exportait dans le pays qui importait. Les ouvriers qui sont restés sans occupation émigrent aussi.

Il en résulte, qu'en dehors du transfert de la production d'un pays dans un autre, rien n'est survenu. La quantité des produits nouvellement créés reste la même, seulement sa répartition s'est modifiée : la part de l'entrepreneur a augmenté, et la concentration du capital a fait un grand pas. Voilà comment nous pouvons résumer, en traits généraux, les résultats du tarif prohibitif de Mac-Kinley.

Le capitalisme, en naissant et en se développant dans l'Europe occidentale, avait un avenir devant lui, cet avenir étant assuré par les marchés extérieurs. Mais à mesure qu'il se dessinait, à

mesure qu'il accaparait les marchés de tout l'univers, à mesure que se développait la disproportion entre l'augmentation de la productivité du travail et les besoins de consommation de la majorité appauvrie de la population, et partant, la contraction du marché, à mesure qu'apparaissaient de nouveaux foyers du capitalisme, qui se développent grâce au protectionnisme, à mesure que se développent toutes ces causes, l'accroissement du capitalisme de l'Europe Occidentale commence à rencontrer des obstacles de plus en plus sérieux.

Jusqu'à présent, le pays capitaliste le plus avancé était l'Angleterre. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'elle possède plus de la moitié du nombre des broches dans l'industrie cotonnière. Elle exporte la plus grande partie des tissus qu'elle fabrique. Ainsi, en 1889, sur 6.632 millions de yards de tissus fabriqués par elle, elle en a exporté 5.002 millions de yards. A mesure que se développe le protectionnisme dans les autres pays capitalistes, surtout aux Etats-Unis, son marché extérieur se contracte, quoique certainement dans un laps de temps aussi court qu'une, ou deux années, il ne se contracte pas très fortement, mais d'une façon assez sensible, cependant, pour que les rapports de 1891, publiés au commencement de l'année 1892, nous apprennent, qu'en Angleterre, 91 fabriques n'ont reçu, en moyenne, que 1/3 0/0 d'intérêt pour leurs capitaux. En 1893, l'Angleterre n'a exporté que 4.912 millions de yards de tissus de coton, malgré une certaine augmentation de l'importation du coton. En 3 années, l'importation du coton en Angleterre a augmenté de 17 0/0, et la vente des marchandises a diminué de 2 à 3 0/0. Il faut noter, d'ailleurs, qu'en réalité la vente a diminué beaucoup plus, car les marchandises exportées sont restées dans les entrepôts des marchands anglais en extrême Orient, et les fabricants ne vendaient leurs produits que dans le but de ne pas suspendre la production : les bénéfices insignifiants de 1/3 0/0, dont ils devaient se contenter, peuvent nous servir de preuve. Mais en même temps, la quantité de coton qui restait aux Etats-Unis pour y être travaillée a augmenté de 26 0/0. Cela s'est produit dans une année de récolte excessivement abondante, lorsque le prix du coton a baissé (1).

(1) En 1889, on a récolté aux Etats-Unis 7 373 mille balles de coton, de

Les fermiers américains n'avaient pas pu, en une ou deux années, adapter leur production à la consommation intérieure, qui avait augmenté par suite de l'abondance de la récolte, et les produits d'origine étrangère ne pouvaient venir sur le marché américain que dans le cas où leurs prix s'élèveraient à la hauteur du mur qui défend ce marché. S'ils atteignent ce point, les marchandises d'origine étrangère n'ont aucune difficulté à pénétrer au delà de ce mur. En effet, quoique la faculté de payement de la population américaine, par suite du concours de conditions qui lui sont favorables sur le marché mondial, ait augmenté considérablement, l'importation des marchandises, et principalement des produits à demi achevés, en dehors des limites du pays, a diminué de plus de 107 millions de dollars (de 478 millions de dollars en 1890-91 à 369 millions de dollars en 1891-92), tandis que l'importation des marchandises non grevées de droits a augmenté de 92 millions de dollars (de 366

498,8 livres chacune; en 1890, 8.655 mille balles de 498,8 livres chacune, et en 1891, 9.267 mille balles. On en a exporté en Angleterre, en 1889, 2.844 mille balles; en 1892, 3.330 mille balles. Une récolte extraordinairement abondante aux Etats-Unis, accompagnée de famine chez nous et de mauvaise récolte en Europe occidentale, a été vendue à un prix très élevé, ce qui augmenta la faculté de payement de la population. Quoique les fermiers se soient hâtés de payer leurs dettes hypothécaires et autres, néanmoins, les demandes des produits de coton devaient augmenter. Mais comme on a élevé à la frontière un mur de droits prohibitifs, la production des fabriques intérieures a pu s'accroître considérablement. Comme la récolte du coton était excessivement abondante, et que le prix du coton a diminué, les prix des objets de coton ont dû baisser également. Cela explique ce phénomène, très étrange à première vue, que les républicains ne tardèrent pas à utiliser dans un intérêt de parti, qu'avec l'élévation des droits, le prix d'un yard de tissu écru est descendu de 7,5 cent. en octobre 1895 jusqu'à 6,75 cent. en juillet 1892, c'est-à-dire qu'il a diminué de 10 0/0. Cette baisse s'explique exclusivement par la baisse du prix du coton, de 9 16/13 cent. en 1889 à 9 3/4 cent. en juillet 1892, soit une baisse de 21 0/0. L'analyse du prix du tissu, que nous avons faite antérieurement, montre qu'avec cette baisse du prix du coton, le prix du tissu aurait dû baisser de 15 0/0 au lieu de 10 0/0, si la productivité du travail du fileur et du tisseur était restée la même. Ainsi, grâce aux droits, les fermiers américains avaient augmenté de 5 0/0 leur part dans le produit. (Les chiffres sont empruntés aux rapports du consul russe à New-York « Moniteur des finances », n° 24, 1892, et au « San Francisco Chronicle », 3 octobre 1892.)

millions à 438 millions de dollars). L'importation des produits alimentaires grevés de droits a diminué de 97 millions à 36 millions ; celle des produits à demi achevés, des matières premières pour les fabriques américaines est passée de 94 millions à 65,15 millions, tandis que l'importation des marchandises manufacturées est passée de 126,7 millions de dollars à 121,3 millions c'est-à-dire a diminué seulement de 5 millions de dollars. Il résulte des rapports sur le taux des dividendes des sociétés industrielles des Etats de la Nouvelle Angleterre (Almanach Américain pour 1889) que, même avant l'introduction du tarif de Mac Kinley, leur taux était considérable. Le taux des dividendes oscillait entre 6 0/0 et 52 0/0 ; quelques-unes payaient encore des dividendes supplémentaires, qui atteignaient 20 0/0 dans un cas et 30 0/0 dans l'autre (1). Cela nous montre que la situation des industriels américains n'était pas mauvaise, même avant le tarif de Mac Kinley, et que l'extension de la production, défendue par les droits élevés, pouvait seulement contribuer à l'augmentation de leur part dans le produit. La concentration des capitaux a considérablement progressé.

Les gros dividendes ne tardèrent pas à attirer de nouveaux capitaux dans ces branches d'industrie. Pendant la première moitié de l'année 1892, comme le dit le message du président des Etats-Unis Garrison, lu dans les deux Chambres le 6 décembre 1892, on a constitué 135 nouvelles fabriques pour la manipulation des matières textiles, 40 pour la manipulation du coton, 48 fabriques pour les articles tricotés, 26 manufactures de laine, 15 de soie, 40 de velours, et 2 de toile. Le nombre des broches dans les manufactures de coton s'est élevé à 18,5 millions. La consommation du coton, de 2.396 mille balles en 1891, s'est élevée à 2.589 mille en 1892.

Mais à côté de ce grand développement de la production en Amérique nous constatons une diminution, quoique dans des proportions moindres, de la production en Angleterre. Ainsi, toute l'exportation de l'Angleterre est passée de 244 millions de livres sterling en 1891 à 227 millions de livres sterling en 1892, c'est-à-dire a diminué de plus de 20 millions de livres sterling ou de 200 millions de roubles. Cette diminution se traduit pour

(1) Peffer, *Farmer's side.*

les produits fabriqués exportés en 1892 par une diminution de valeur, qui, de 213,4 millions de livres sterling en 1891, n'est plus que de 195,6 millions de livres sterling. En même temps, l'importation a diminué aussi, notamment l'importation des matières premières et des produits à demi fabriqués ; on en a importé pour 154,5 millions de livres sterling au lieu de 166,9 millions de livres sterling. Toute l'importation est passée de 435,7 millions de livres sterling à 423,9 millions de livres sterling.

Comme résultat, la situation des manufactures de coton anglaises s'exprime par ce fait, que jusqu'à présent (le commencement de 1893) les fabricants, malgré la diminution considérable de la production par suite de la grève, ne peuvent obtenir pour leurs marchandises aux Indes, en Chine et au Japon (les principaux marchés qui restent) des prix qui approchent de ceux qui correspondent à la hausse du prix des matières brutes. En Angleterre on paye pour les tissus presque le même prix qu'on payait lorsque le coton coûtait près de 4 pence (la livre, coûte actuellement de 5 5/8 à 5 11/16 pence). Combien cette situation est navrante, on peut s'en rendre compte en consultant les rapports des fabriques de coton pendant les trois derniers mois, qui ne parlent que de pertes (1).

Nous assistons à un simple changement du centre de la production. Celle-ci passe de l'Angleterre dans l'Amérique du Nord, où les capitalistes américains encouragés par les gros dividendes commenceront à étendre leur production, et nous ne devrons pas attendre longtemps, pour que le marché américain intérieur soit encombré de leurs produits et que les capitalistes américains soient des concurrents dangereux des Anglais en extrême Orient, grâce à leur situation géographique, et à la présence de toutes les matières premières : coton, houille, fer, etc., dans le pays même. Même à présent, ils sont déjà des concurrents dangereux, car ils peuvent en formant des cartels, des trusts, et sous la protection des droits élevés, vendre leurs marchandises à meilleur marché que ne les vendent les autres au delà des frontières de leur pays, en récupérant le déficit sur leurs com-

(1) « Journal industriel et commercial », 1893, n° 8, p. 7.

patriotes (1) et en diminuant ainsi leur part dans le produit créé.

Ainsi, le protectionnisme dans les pays capitalistes aboutit à la transplantation de la production d'un pays à l'autre, à l'antagonisme entre la productivité croissante du travail, dont le capital bénéficie, et la part décroissante de produit qui revient au reste de la population.

Chez nous la protection de l'industrie capitaliste produit le même effet, mais elle ne se borne pas à la simple transplantation dans l'intérieur du pays; son influence est plus profonde. Notre industrie de fabrication avait à un certain degré le caractère d'une industrie domestique. On fabriquait les produits pour la consommation personnelle. L'établissement des droits ne signifiait pas protection de l'industrie populaire, il ne contribuait pas à sa concentration, il ne la socialisait pas, — car l'industrie domestique n'a pas besoin du protectionnisme, — non, il avait uniquement pour but de protéger l'industrie capitaliste. Mais comme la somme des besoins de la population entière, par suite d'une série de conditions dont nous avons parlé, ne se modifiait pas, le développement de la production capitaliste intérieure se produisait principalement non pas aux dépens de la diminution de la production des pays dont on importait les produits (cette importation était peu importante relativement à la production intérieure (2)), mais aux dépens de la production domestique populaire, par suite de cette circonstance que le capitalisme a accaparé l'industrie domestique en la transformant en production de marchandises.

(1) Comme on le sait, le même fait se produit chez nous, par exemple avec le sucre, et pour les mêmes raisons. Mais chez nous, la situation est encore plus accentuée par suite des primes à l'exportation. Les industriels du pétrole tendent aussi à introduire ce procédé, et ils offrent ouvertement de vendre les meilleures qualités à l'étranger à bon prix, et les mauvaises à leurs compatriotes et plus cher.

(2) Même la quantité de produits de l'industrie métallurgique qu'on importe chez nous est peu considérable relativement à toute la production intérieure. Ainsi, par exemple, en 1889, la production intérieure fournit : 84 0/0 de fer, et on a importé 14 0/0 ; 86,3 0/0 de fonte : 94,2 0/0 d'acier ; 98 0/0 de sel ; 77 0/0 de houille. (« Recueil des renseignements statistiques sur l'industrie métallurgique en Russie pour 1889, » Saint-Pétersbourg, 1892, p. 63.)

La majorité de la population ne peut pas bénéficier de la productivité croissante du travail, obtenue par l'emploi des machines ; au contraire, par suite de la mise en disponibilité des forces de travail, par suite de l'oisiveté forcée, elle fut contrainte de diminuer la consommation des produits de l'industrie de fabrication et même des produits alimentaires, du blé. Nous savons déjà que rien ne contribue autant que le système protectionniste à l'expropriation rapide des ouvriers indépendants, qu'il raccourcit forcément le passage du mode de production ancien au mode nouveau de production. Mais, dès que les instruments de travail (dans l'économie capitaliste) revêtent la forme de machines, ils deviennent aussitôt les concurrents des ouvriers... Dès que la machine, au lieu des ouvriers, commence à se servir des outils, la valeur d'échange de la force de travail de l'ouvrier disparaît avec sa valeur d'usage, l'ouvrier devient inutile, on ne l'accepte plus, tout comme on n'accepte pas la monnaie de papier qui est retirée de la circulation par un acte législatif. Cette portion d'ouvriers inutiles à la production capitaliste encombre le marché du travail et baisse le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur. On les console, en disant que leurs souffrances sont temporaires, que la machine accapare une branche donnée de la production graduellement, de sorte que le degré de son activité nuisible diminue. Dans ce dernier cas, elle engendre parmi les ouvriers, qu'elle supplante, la misère chronique. Mais si le passage est rapide, son effet revêt une forme aiguë et se fait sentir dans les masses.

Dans toute l'histoire universelle, il n'y a pas de tragédie plus terrible que la lente agonie des tisserands anglais, qui s'est prolongée pendant plusieurs dizaines d'années et qui s'est terminée définitivement en 1838... De l'autre côté, l'effet de la grande industrie cotonnière anglaise sur les Indes Orientales s'est exprimée sous une forme aiguë. On ne trouverait peut-être pas de pendant à un malheur pareil. « Les vallées des Indes sont couvertes des ossements blanchis des tisserands en tissus de coton », rapporte le gouverneur général en 1834-35.

Ce sont les manifestations de l'influence que la séparation des industries et de l'agriculture exerce sur la population. La protection du développement du capitalisme à l'aide de l'élévation des droits et de l'augmentation de la grande industrie capita-

liste, qui se développe exclusivement aux dépens de dizaines et de centaines de milliers de petits producteurs indépendants, accentue le désastre chez nous. Comme la protection de la transformation capitaliste de l'industrie s'applique à toutes les branches, la mise à pied des ouvriers, qui l'accompagne, commence à prendre des proportions effrayantes.

C'est pourquoi, si dans les pays capitalistes, le protectionnisme aboutit à la simple transplantation de la production capitaliste, qui existait déjà, d'un pays dans un autre, chez nous, la protection du développement du mode capitaliste de production contribue au transfert de la production des mains des producteurs immédiats aux mains des capitalistes dans les limites du même pays (1). C'est pourquoi nulle part ne se manifeste aussi nettement l'antagonisme entre la productivité croissante du travail dans l'industrie de fabrication, dès qu'elle revêt la forme capitaliste et la nécessité de l'extension des débouchés, d'un côté, et de la diminution de la faculté de payement de la population, ou de la restriction du marché intérieur, provoquée par le mode capitaliste de production, de l'autre (2).

La cause de ce fait vient principalement de ce que le capita-

(1) Les capitalistes adressent publiquement des requêtes au gouvernement pour qu'il les protège contre la concurrence des paysans. Ainsi, les propriétaires de charbonnages ont sollicité la cessation des travaux des paysans dans leurs charbonnages, « car il est impossible pour les mines bien organisées de concourir pour les prix avec les paysans, les mines bien organisées exigeant de grandes dépenses » (XI[e] Congrès en 1887).

(1) Nous avons vu que le capitalisme accapare avant tout les branches d'industrie dont les produits sont destinés à un vaste marché intérieur, dont la majorité de la population ne peut se passer. « Il y a 20 ans, dans les districts de Serpouchov et de Kolomna, on tissait le calicot presque dans chaque famille de paysans, à présent il n'y a plus un seul métier à tisser. » (« Recueil de renseignements statistiques du gouvernement de Moscou », v. VII, livr. III, p. 9.) Donc, le capitalisme comprend très bien ce qu'il doit prendre avant tout. Mais c'est trop peu pour ses théoriciens : il faut aider à l'expropriation de la population paysanne. « Seuls sont avantageux (à qui ?) les droits de douanes élevés qui frappent les marchandises que l'on peut produire en abondance, qui peuvent baisser de prix, se répandre dans le peuple, et qui, grâce à leur bas prix, peuvent être *exportées* et venir en concurrence utile sur les marchés étrangers. » (M. le professeur Mendeleev, « Mémoire » pour le Ministre des finances, dans les « Matériaux », p. 10.)

lisme a détruit, dans un court espace de temps, presque toute l'industrie domestique, en forçant le producteur indépendant d'autrefois à acheter les objets qu'il fabriquait auparavant lui-même pour sa consommation personnelle ; en ce qu'il a mis en disponibilité une masse de forces de travail qui ne trouvent plus d'utilisation, et enfin, parce qu'il a diminué les besoins de la population, peu développés eux-mêmes, qu'il les a diminués tellement, que les rapports des institutions d'assistance pendant la famine de 1891, nous apprennent que la somme nécessaire à l'entretien de l'existence humaine *pendant un mois* est descendue à 75 copecks (1 fr. 98)... Voilà comment sont réduits les besoins matériels. Et tout notre marché intérieur repose sur eux.

Quoi qu'il en soit, dans les pays capitalistes de l'Europe Occidentale et chez nous, la protection du développement du capitalisme envenime les conditions antagonistes inhérentes à ce mode de production. Mais chez nous, par suite d'une série de conditions, et, principalement grâce à ce fait que la protection du mode capitaliste de production prive d'occupation un nombre énorme d'ouvriers, cet antagonisme se manifeste plus nettement. Dans les limites de notre patrie, par suite des accaparements du capitalisme, se produit le même phénomène que dans l'Europe Occidentale, mais avec plus d'intensité. Par suite de notre civilisation moins avancée, de l'absence presque complète de connaissances scientifiques et techniques dans la masse du peuple, du petit nombre des besoins dont la satisfaction est nécessaire à la majorité de la population, de la transformation capitaliste trop rapide de l'industrie domestique et partant de l'expropriation rapide de la population paysanne, des moyens de production nécessaires à l'industrie de fabrication, de la mise en disponibilité des forces de travail de la population paysanne, de la diminution de la faculté de payement résultant du concours de toutes ces conditions, — dans les limites de notre pays, — nous sommes presque arrivés à une situation qui se rapproche de celle des nations ayant une situation privilégiée. Ce résultat a été accéléré par le capitalisme. La transformation capitaliste des industries, et la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture a rencontré des limites étroites dans la diminution des besoins de la population appauvrie, et appauvrie par suite

de l'impossibilité d'utiliser ses forces de travail, malgré l'existence de grandes richesses naturelles.

Cette forme de production, qui ne correspond pas aux besoins de la grande majorité de la population, forme qui ruine la base du bien-être de la population, — par l'épuisement de la terre et par la dissipation inutile des forces de travail, — devait aboutir et aboutit réellement aux conséquences qui s'étalent devant nos yeux, à la famine de l'année 1891.

Plus nous nous efforçions d'implanter le mode capitaliste de production, qui pouvait se développer dans les conditions économiques existantes seulement aux dépens de la production et de la consommation du peuple, plus soigneusement nous faisions une place libre à la famine qui nous menaçait. Maintenant que nous savons avec évidence où nous devons chercher l'origine de la calamité qui frappe la population, il est temps de cesser de protéger l'expropriation des moyens de production qui appartiennent au peuple au profit du capitalisme, et de retourner à la protection du développement de la production du peuple, basée sur la possession des moyens de production par les producteurs eux-mêmes, sur l'union de l'agriculture et de l'industrie de fabrication, et sur l'application des connaissances scientifiques.

Nous avons identifié trop longtemps les intérêts du capitalisme avec les intérêts économiques du peuple; l'erreur est extrêmement dangereuse par ses conséquences, — nous avons contribué au développement de la production et de la circulation capitaliste, et nous avons considéré la question du libre échange et du protectionnisme comme une question économico-sociale. En réalité, ce n'est qu'une question de liberté d'expropriation des producteurs immédiats, ou de protection de cette expropriation ; en somme, c'est une question purement capitaliste. Les résultats apparents de la protection de l'industrie nous ont tellement frappés que nous avons oublié le côté économique ; en encourageant le développement de la production capitaliste, nous avons oublié comment ce développement se produit, nous avons oublié le but de toute production, quelle qu'elle soit — la satisfaction des besoins du peuple, — et ce qui maintient toute production, surtout la production capitaliste; et en encourageant le développement du capitalisme, nous avons ruiné

le producteur immédiat, et par conséquent, le pays entier (1).

(1) L'exemple suivant peut nous montrer que les partisans de la protection du développement du grand capitalisme, malgré leurs « paroles bien intentionnées », n'ont pas en vue le développement de la production pour le développement correspondant de la consommation du peuple, et qu'ils identifient complètement les intérêts du capitalisme avec les intérêts économico-sociaux. M. le professeur de chimie Mendeleev a proposé à la commission chargée de délibérer sur les mesures à prendre pour protéger l'industrie russe de la construction navale de « donner une prime de 2 copecks par poud pour le charbon de Donetz transporté par les Dardanelles sur les bateaux sous pavillon russe et construits en Russie avec des matériaux russes (Est-ce qu'il ne serait pas plus simple de forcer le gouvernement à acheter la houille et à la donner gratuitement aux propriétaires des bateaux), de donner la même prime pour la houille du Donetz (du Donetz de nouveau) apportée dans les ports de la mer Baltique et de la mer Blanche. Pour les charbonnages du Donetz qui expédient par les Dardanelles une quantité de 5 millions de pouds de houille par année, les routes qui transportent cette houille des charbonnages aux bords de la mer d'Azov, les chantiers et les bateaux servant à ce transport, doivent être libres de tous les impôts commerciaux et des droits de port jusqu'à l'année 1915 (en un mot, il faut leur permettre de faire le commerce sans aucun impôt), et enfin, on doit payer pour chaque bateau russe assuré, construit en Russie avec des matériaux russes, une prime annuelle dans la proportion des 3/4 de sa valeur pendant les 10 premières années de son lancement.(Pourquoi pas pour toute sa valeur? et pourquoipas pour la construction des chantiers ?) (« Moniteur des Finances, » 1893, nº 4. p. 240 et le « Journal de l'industrie et du commerce », 1893, nº 19, p. 2-5.)

Toutes ces mesures, pense M. Mendeleev, abaisseront les prix et élargiront le marché intérieur de la houille du Donetz, « mais ce qui *est le plus important*, elles lui ouvriront le marché extérieur dans les pays qui utilisent la houille anglaise », quoique « l'union du développement de l'extraction de la houille et du développement de l'industrie maritime ne puisse pas se produire sans dépenses de la part de la trésorerie, et sans certains sacrifices de la part du pays ». Donc, pour les représentants du capitalisme « le plus important » c'est le développement de la production, non pas pour la consommation intérieure, mais pour l'exportation, et dans ce but le pays, c'est-à-dire les contribuables doivent faire certains « sacrifices. » — Mais quelques-unes des mesures proposées par M. Mendeleev — notamment, le développement d'un important commerce maritime (des ports de la mer Noire dans les ports de la mer Baltique et de la mer Blanche) « n'entraineront pas de dépenses de la part du pays et de la trésorerie, quoiqu'elles puissent apporter des avantages aux entrepreneurs de cet important commerce ». Cette opinion a une grande importance. Le savant chimiste affirme que, sans dépenses directes quelconques, les mesures qu'il propose peuvent procurer des bénéfices : de rien on obtient quelque chose... Cette affirmation de la part du savant chimiste vaut son pesant d'or.

CHAPITRE XXVII

Nombre des ouvriers renvoyés par suite de la transformation capitaliste des industries et des revenus agricoles.

Dans les chapitres III et suivants, de la seconde partie de nos Etudes, nous avons montré comment l'augmentation de la productivité du travail, en diminuant la quantité de travail nécessaire à la fabrication de l'unité de production, met, en même temps, en disponibilité des forces de travail et du temps de travail qui pourraient être employés à la fabrication des autres produits dont la société a besoin. Ensuite, nous avons vu que, par suite de la forme prise par la production, ce sont les entrepreneurs privés et non pas la société entière qui peuvent bénéficier de l'augmentation de productivité du travail, quoique la production prenne un caractère social, qu'elle se socialise. Comme, avec l'augmentation de la productivité du travail social, les ouvriers mis à pied sont forcés d'acheter, pour pouvoir subsister, les produits qu'ils obtenaient auparavant par leur travail immédiat, nous sommes arrivés à cette conclusion, que toute la somme des valeurs d'usage produites dans un pays ne peut pas augmenter considérablement. De plus, par l'exemple de l'industrie textile nous avons vu que la consommation des produits de cette branche d'industrie, de même que la consommation du blé, diminuent. Il en résulte, que le nombre de personnes mises à pied par la transformation capitaliste de l'industrie textile, et des autres branches, augmente d'une façon considérable. Ce phénomène s'est produit partout où se produit la transformation capitaliste des industries.

Nous avons montré que chez nous, comme en Angleterre, et

comme partout d'ailleurs, tout le temps de travail était consacré à la fabrication des divers produits conformément au besoin qu'on avait de chacun d'eux. La quantité relative du temps de travail nécessaire à la manipulation des matières textiles était par exemple très considérable. Le métier mécanique a réduit ce temps de travail en mettant en disponibilité une masse de forces de travail et de temps de travail, qui étaient nécessaires auparavant et qui sont devenus inutiles.

Il est intéressant de connaître le nombre des ouvriers devenus inutiles. Mais il est difficile de calculer toute la masse de forces de travail et de temps de travail qui sont en disponibilité pour la société. Malheureusement, les statisticiens des Zemstvos évitaient intentionnellement de parler des occupations domestiques, qui ont pour but de fabriquer les objets de consommation personnelle immédiate. Un exemple emprunté à la vie d'une région où le capitalisme ne se manifeste pas très vivement, nous montre quel rôle important jouait et continue à jouer la production pour la satisfaction des besoins personnels. Ainsi, M. L. S. Litschkov, en décrivant l'industrie domestique des habitants du gouvernement d'Iakoutsk, dit : « il est nécessaire de noter que, dans certaines localités, les produits sont fabriqués par le travail domestique pour satisfaire les besoins personnels de la famille, et non pas pour la vente, de sorte qu'on ne vend pas le produit de son travail même dans les limites de son hameau... A côté de cette production pour la satisfaction des besoins personnels, nous voyons dans d'autres localités la fabrication de ces mêmes objets revêtir la forme d'une industrie rurale ou du métier. Comme dans la Russie d'Europe, où la production de certains objets pour la satisfaction des besoins personnels revêt graduellement la forme d'industrie et... devient un métier, ici aussi l'enquête peut constater les formes de la production actuelle de certains objets, c'est-à-dire le métier, l'industrie rurale, et l'industrie domestique pour la satisfaction des besoins personnels, et les formes intermédiaires entre le premier, la seconde et la troisième... Par exemple, un même industriel travaille sur commande et... pour la vente, pour le marché. Ici il faut dire, que *la production pour la consommation personnelle*, n'étant pas une industrie, *ne doit donc pas être notée* dans l'enquête. Mais l'existence de cette production dans une localité donnée exerce une

influence sur l'extension des industries, car là où la demande de certains objets peut être satisfaite par les travaux domestiques, il n'y a pas besoin de demander ces objets à des artisans ou à des industriels de profession (1). » Justement, à cause de l'importance des travaux domestiques, on doit regretter que dans les recherches statistiques des Zemstvos, ce côté de la question n'ait pas été examiné, quoique les statisticiens eux-mêmes proclament son importance.

Si nous nous rappelons que toute la population paysanne s'est vêtue avec le produit de son propre filage et tissage, qu'une part considérable des besoins que les propriétaires avaient de ces produits était aussi satisfaite par l'industrie domestique des paysans, et que nous pouvons dire la même chose de toutes les autres industries, nous pourrons nous faire une idée de la masse de travail qui a dû être rendue disponible par le transfert des métiers à tisser, d'abord des maisons des paysans, ensuite des ateliers des artisans, dans les fabriques, et avec leur transformation en métiers mécaniques.

Nous avons vu que le capitalisme embrasse un nombre de plus en plus grand d'industries ; le tissage n'est pris que comme exemple. Avec le capitalisme, comme conséquence immédiate, se produit la mise en disponibilité des forces de travail dans toutes les branches de travail, cette mise en disponibilité produite dans des proportions d'autant plus effrayantes, que la transformation capitaliste s'effectue plus rapidement, et que le travail du petit nombre d'ouvriers qui remplacent les centaines de milliers de « sans-travail » devient plus productif.

Dans ces derniers temps, on a essayé de déterminer le nombre des sans-travail dans les 50 gouvernements de la Russie d'Europe (2).

(1) « Matériaux de l'enquête sur la possession des terres et sur l'état économique de la population rurale des gouvernements d'Iakoutsk et d'Iénisseisk. » (V. II, livr. IV, Moscou, 1890, p. 297-8.)

(2) « Travail libre dans les économies des propriétaires, mouvement des ouvriers, et revue économico-statistique de la Russie Européenne au point de vue agricole et industriel », par M. S. A. Korolenko avec les matériaux obtenus des propriétaires et d'autres personnes. Saint-Pétersbourg, 1892, liv. V. Récemment, la Chancellerie du Comité des ministres a fait une nouvelle tentative pour préciser, en se basant sur des données.

L'enquête du ministère de l'agriculture évalue le nombre total de la population rurale apte au travail, dans les 50 gouvernements de la Russie, à 35.712.000 hommes, tandis que le nombre total des ouvriers nécessaires aux travaux agricoles, aux industries extractives, aux manufacture et au transport, etc. ne dépasse pas 30.124.000 hommes. De sorte, que l'excédent des ouvriers inutiles s'exprimera par le chiffre énorme de 3.388.000 hommes, ce qui fait avec leurs familles, en calculant d'après la norme admise dans les enquêtes, 15.000.000.

Si nous nous rappelons que, dans le nombre de tous les ouvriers occupés, il y a 27.400.000 ouvriers agricoles, occupés seulement 4,5 ou 6 (tout au plus) mais, nous aurons devant nous unt ableau effrayant de l'économie sociale : l'oisiveté forcée de dizaines de millions de personnes, manquant des objets les plus nécessaires à la satisfaction des besoins les plus essentiels ; l'oisiveté provoquée par le fait que les moyens de production

en partie publiées, en partie non publiées, le chiffre de la population paysanne mâle nécessaire pour exécuter les travaux agricoles sur les terres qui constituent leur lot, aussi bien que sur les terres louées aux particuliers ou à l'Etat. Ces données nous apprennent que, vers le 1er janvier 1892, la population globale des 50 gouvernements de la Russie d'Europe représente 89.153.000 hommes (le recensement du 28 janvier 1897 nous donne 94.215.475 hommes) « La population de l'Empire, d'après le recensement du 28 janvier 1897, (Saint-Pétersbourg, 1897, p. 17), dont 67.664.500 paysans, c'est-à-dire 75,9 0/0. Dans ce nombre, il y avait 16.738 760 hommes en âge de travailler ; 15.546.618 hommes occupés dans l'agriculture, tandis que suivant les normes actuelles (exagérées d'après l'opinion des hommes compétents), il ne faut pour le labourage de toute la terre ensemencée en 1892 que 12.778.897 hommes. Il y a donc un excédent d'à peu près 18 0/0, qui est jusqu'à maintenant occupé dans les industries rurales, l'industrie domestique et les autres industries. La population des fabriques dans les 50 gouvernements de la Russie d'Europe s'élève à 5,3 0/0 de toute la population *paysanne* en âge de travailler. (« Recueil des Matériaux statistiques », etc. Ed. de la Chancellerie du Comité des Ministres, Saint-Pétersbourg, 1894. Tabl. I, colonnes 77, 80, 45, 46, 47.) Mais le personnel ouvrier des fabriques n'est pas composé de paysans seuls. Les données du Zemstvo de Moscou nous apprennent que dans les fabriques du gouvernement de Moscou 93,7 0/0 sont des paysans et les 6,3 sont principalement des petits bourgeois. (« Recueil des renseignements statistiques pour le gouvernement de Moscou, section de la statistique sanitaire », V. IV, part. I, Recueil général, rédigé par M. le professeur Fr. Erismann.)

sortent des mains des producteurs immédiats, se séparent d'eux, que la société entière ne peut pas bénéficier de ses propres forces de travail sociales, et que ce sont des particuliers qui en bénéficient.

Mais cette mise en disponibilité des forces de travail a encore une autre importance sous le rapport économico-social. Les personnes mises en disponibilité, qui, néanmoins, doivent subsister, exercent une influence sur tout le marché du travail, sous la forme d'un abaissement du salaire des ouvriers des fabriques et des ouvriers agricoles ; le bas salaire empêche l'introduction des machines, empêche l'augmentation de la productivité du travail, l'augmentation de la quantité d'objets de consommation produits, quoique par suite du taux très bas du salaire la part de l'entrepreneur dans le produit augmente, tandis que la part plus faible qui revient à la classe ouvrière doive suffire à un nombre croissant de personnes.

CHAPITRE XXVIII

De quelques-unes des conditions du développement économique des Etats-Unis. Comment le marché intérieur s'y est créé. Influence que la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, et la formation de nouveaux centres de production des produits agricoles exercent sur la situation économique de la population rurale ; influence que la modification de cette situation exerce sur l'industrie de fabrication. Quelle leçon la Russie peut-elle tirer de l'histoire du développement économique des Etats-Unis ?

Abordons à présent l'étude de certaines conditions du gigantesque développement économique des Etats-Unis dont nous avons été les témoins dans ces derniers temps, et voyons comment cette étude peut nous être utile. Rappelons-nous d'abord ce dont il a été question dans le deuxième chapitre de la deuxième partie de ces Etudes, notamment, de quelle manière, d'après les recherches de Marx, dans la société précapitaliste, les individus, les familles, les communes, les peuples divisent tout leur temps de travail pour la production des moyens d'existence, ainsi que des moyens et des outils de production, d'après les besoins de toute la famille, de toute la commune, etc. et aussi conformément au degré de productivité du travail dans chacune des branches du travail : la satisfaction de chacun des besoins de tout membre d'une même unité économique s'accomplit d'une manière plus ou moins égale. Nous avons vu que, dans une semblable unité économique, il y a une division du travail entre les membres, cette division du travail dépendant du sexe et de l'âge. Nous savons ensuite qu'à mesure que se dé-

veloppent les rapports d'échange avec les communautés voisines pour l'acquisition des produits qui, grâce aux conditions locales ou autres, ne peuvent pas être fabriqués par la première communauté (ou s'ils le peuvent, cela exigerait une plus grande dépense de travail), en échange contre des produits dont la fabrication est favorisée par les conditions locales et autres, se développe la fabrication de certains produits sous forme de marchandises, d'abord pour l'échange, ensuite pour la vente.

Nous savons aussi qu'un pareil échange aboutit dans son développement postérieur à une plus grande séparation des genres de travail et à leur division sociale ; que sur cette division sociale du travail et sur la production des produits pour la vente se développent des branches de production exécutées par des groupes d'individus complètement indépendants l'un de l'autre. Cependant, malgré cette indépendance apparente, le travail des individus, étant une partie du travail social entier, du travail qui s'accomplit pour la satisfaction de tels ou tels besoins sociaux, manifeste quand même sa dépendance sociale par l'acte de l'échange. Ensuite, nous savons que l'échange des produits en tant que marchandises se fait d'après leur valeur, mesurée par la quantité de travail socialement nécessaire employé pour leur production, que la division sociale des travaux s'exprime par une séparation toujours plus grande entre les branches les plus importantes de l'application du travail, de l'industrie de fabrication, de l'industrie extractive et de l'agriculture ; que les travaux agricoles sont limités à une partie de l'année plus ou moins longue suivant les conditions climatologiques locales et que, par conséquent, on peut extraire de la circulation, par un travail dépensé à la création des produits agricoles pendant une partie de l'année, une quantité de marchandises à la fabrication desquelles une quantité correspondante de travail a été dépensée, et que, plus la part de la somme de travail social employée par la création des produits agricoles est grande, moins, étant donnée une séparation plus grande de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, les cultivateurs obtiennent en échange de leurs produits des produits de l'industrie de fabrication. Nous savons, en outre, que le développement de la productivité du travail dans ces deux vastes sub-

divisions de l'industrie, dans l'agriculture et dans l'industrie de fabrication, se produit d'une manière très inégale ; que le bon marché, uni à l'augmentation de productivité du travail, est arrêté dans les contrées agricoles dans des buts fiscaux et protecteurs par la taxation des produits des industries de fabrication et des industries extractives, par des droits d'accise et des droits d'entrée. Nous savons aussi qu'avec le développement des produits sous forme de marchandises se développe notamment une production capitaliste, dans laquelle la part de chacune des classes sociales dans la somme brute de la valeur nouvellement créée est déterminée par des lois, inhérentes notamment à cette forme de production, par des lois tendant à limiter la part de la classe ouvrière à des proportions minimes, aux proportions qui sont indispensables pour maintenir son existence en tant que classe. Nous savons maintenant comment, au moyen de la monnaie d'or, cette mesure universelle de la valeur, et au moyen de la concurrence, s'opère la division des forces sociales productives en différentes branches de production, suivant le besoin social de chacune d'elles, et comment les proportions de ces besoins se déterminent par la part relative du revenu social brut, obtenu par chacune des classes sociales et par chacune des deux branches les plus importantes de l'industrie (l'agriculture, l'industrie extractive et de fabrication), et par leur nombre relatif. Comme nous le voyons dans le tableau de M. Caroll D. Wright, cité dans notre ouvrage, plus la part dans la somme brute des valeurs nouvellement créées est petite, plus la consommation des produits alimentaires, des vêtements s'accroît relativement et diminue absolument. Si nous tenons compte de tout cela, nous ne serons pas surpris de constater les résultats suivants :

En premier lieu, il est évident que la part de la population agricole dans le produit social brut doit diminuer à mesure que la période des travaux se réduit à une partie de l'année toujours plus petite, c'est-à-dire qu'elle s'appauvrit relativement.

En second lieu, la part relative revenant à la classe ouvrière doit diminuer, et par conséquent, en troisième lieu, dans les pays agricoles le développement de la division sociale du travail, avec le mode capitaliste de production, produit la réduction du marché intérieur pour l'industrie de fabrication, par suite d'une

séparation toujours plus grande de l'agriculture et de la manipulation des produits agricoles, allant de pair avec la mise en disponibilité du temps de travail, qui petit à petit se limite à une culture d'une seule céréale ou d'une autre branche d'économie agricole, c'est-à-dire à une partie de l'année entière de travail, et ainsi se réduit petit à petit la somme des valeurs produites pour la vente et, par suite, la somme d'argent qui peut être obtenue pour l'achat des produits de l'industrie de fabrication.

En quatrième lieu, cette réduction relative du marché intérieur ne peut pas être remplacée par l'extension du marché extérieur, qui avec le temps devient toujours plus étroit par suite de : *a*) l'accroissement de la production capitaliste et par conséquent aussi de l'accroissement du besoin de marchés extérieurs pour les contrées qui ont atteint un développement considérable de la production capitaliste ; *b*) par suite de la formation sur les anciens marchés extérieurs de nouveaux foyers de production capitaliste (Japon, Inde, Chine).

En cinquième lieu, la réduction du marché pour les produits de l'industrie de fabrication et de l'industrie extractive, provoquée par la séparation de cette dernière et de l'agriculture, produit un autre groupement des différentes branches de production en rapport avec la diminution de la valeur nouvellement créée par la population rurale, et aussi parce que cette réduction du marché interieur, en retenant l'accroissement de la production, et par conséquent l'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie de fabrication, dépend, semble-t-il, de l'affluence des marchandises d'origine étrangère mais ordinairement cette réduction est accompagnée d'une protection plus forte accordée aux marchandises d'origine intérieure. Mais comme la cause de ce fait est beaucoup plus profonde, cette protection, en entraînant le renchérissement de ces marchandises, élargit encore davantage l'abîme entre le besoin de l'extension du marché pour la classe industrielle et la possibilité pour la classe agricole de satisfaire ce besoin, le marché intérieur se réduit encore davantage. Arrive la réaction contre la protection intense. C'est ce qui est arrivé aux Etats-Unis avec le tarif de Mac-Kinley, et chez nous avec le tarif de 1891.

Les conditions réelles de la marche de la vie économique moderne nous montrent que la séparation de l'industrie de fabrica-

tion et de l'agriculture est une des causes importantes de l'appauvrissement relatif, en Russie, de la masse de la population agricole, de la réduction relative du marché intérieur.

Si nous examinons la marche du développement économique des Etats-Unis, d'un pays qui, avec l''émigration européenne, est devenu un pays capitaliste, d'un pays qui, jusqu'à ces derniers temps, se contentait presque complètement de son marché intérieur pour l'écoulement des produits de l'industrie(1), nous verrons que cette marche confirme ce que nous avons dit.

Nous avons déjà mentionné dans ces Etudes l'opinion d'Engels, qui dit que deux circonstances s'opposèrent longtemps à la manifestation des conséquences inévitables du capitalisme aux Etats-Unis : l'acquisition facile des terres à bon marché et l'afflux des immigrants. La grande soupape de sûreté, ajoute-t-il, contre la formation d'une classe de salariés a cessé de fonctionner dans ces derniers temps.

Cette circonstance, ainsi que la séparation croissante de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, non seulement au point de vue de la manipulation des produits agricoles bruts, mais

(1) En 1885, la valeur de l'exportation était évaluée à 726 millions de dollars, dont 550 millions de dollars représentaient la valeur des produits agricoles. En 1896, l'exportation s'élevait à 863 millions de dollars, on avait exporté pour 572 millions de dollars de produits agricoles. Dans le premier cas, leur exportation était de 73 0/0 de toute l'exportation, et dans le second, elle n'était que de 66 1/4 0/0. Dans l'industrie de fabrication, en 1890, on a créé en valeurs (donc, déduction faite des matières premières ; malheureusement, la somme de l'amortissement, c'est-à-dire, de la partie de la valeur du capital constant : machines et autres instruments de travail, qui se transporte sur le produit nous est inconnue), sans compter les bénéfices commerciaux, une somme dépassant 4.842 millions de dollars. Dans cette somme sont comprises les diverses dépenses (« Miscelaneous expenses »), par exemple, le prix de location du terrain sur lequel est érigée l'usine, ou le prix de location de l'usine elle-même, les contributions, les intérêts du capital, les assurances, etc., en tout une somme de 630,2 millions de dollars, qu'on paye sur la somme brute des valeurs nouvellement créées par le travail des ouvriers de toutes les fabriques et des usines. Il n'y avait pas cette rubrique dans le recensement de 1880. En 1890, les marchandises de l'industrie de fabrication apportées sur le marché aux différents stades de fabrication s'élevaeint à la somme de 9.372 millions de dollars. L'exportation totale des produits de l'industrie de fabrication (pour 151 millions de dollars), ne dépassa pas cette année-là 1 2/3 0/0 de toutes les marchandises créées.

aussi des autres branches de l'économie agricole (par exemple, la laiterie : beurre, fromage) et ensuite, la concurrence croissante des nouveaux pays de l'Amérique du Sud et autres, qui amena la baisse des prix des produits agricoles, et qui a forcé de vendre ces produits au-dessous de leur valeur locale : tout cela s'est exprimé par la diminution relative de la faculté de consommation de la population rurale, qui représentait jusqu'à maintenant la classe la plus nombreuse aux Etats-Unis.

C'est là la cause des faits étonnants et, pour bien des gens, inattendus, que nous observons aux Etats-Unis. On sait qu'aucun pays du monde ne s'est enrichi aussi rapidement, absolument et relativement, que les Etats-Unis. Le total absolu des richesses a augmenté, pendant les dix ans écoulés entre les deux recensements de 1880 et de 1890, de près de moitié (de 49 0/0, passant de 43,6 à 65 milliards de dollars) et malgré l'augmentation considérable de la population, naturelle aussi bien que mécanique, la somme de richesses qui revient à chaque habitant, qui était de 870,3 dollars en 1880, s'est élevée à 1.036 dollars en 1890.

Le total de la valeur des produits agricoles, des industries de fabrication et des industries extractives, d'après leur coût de production, sans les bénéfices commerciaux et frais de transport, s'est élevé, pendant la même période de temps, de 158,99 à 193.99 par habitant, c'est-à-dire a augmenté de plus de 22 0/0 (1).

Si nous considérons à part la classe agricole, et si, de la somme globale des produits, nous ne retenons que les produits agricoles, le tableau que nous obtiendrons sera tout autre.

En 1880, la population rurale tout entière, les fermiers et leur famille ainsi que les ouvriers avec la leur s'élevait à 22.068.000 hab. ; en 1890 ce nombre était de 26.146.400 habitants. La valeur brute des produits qu'ils ont créés et qui furent apportés sur le marché était, en 1880, de 2.212.540,9 mille dollars, et en 1890, de 2.460.107,7 dollars. Ensuite nous voyons que la valeur de toutes les fermes, de leur matériel

(1) William Stenwart, *The wealth and receipts and expenses of the United States*, dans le « Bulletin of the departement of Labor », n° 2, January, 1896, Washington, p. 198-199.

animé et inanimé, s'est élevé de 12.104 millions de dollars en 1880 à 15,982 millions de dollars en 1890 (1).

En comparant ces données, nous verrons que la part de la population rurale des Etats-Unis dans l'accroissement gigantesque de la richesse est loin d'être proportionnel. Ainsi, la valeur des fermes, de leur matériel animé et inanimé, qui revient à chaque habitant de la campagne est passé, pendant ce laps de temps, de 548 dollars à 611, c'est-à-dire, n'a augmenté que de 11 1/2 0/0.

Tandis que la somme des valeurs brutes des produits créés par toutes les fabriques et usines des Etats-Unis a augmenté de 74 0/0, la valeur brute des produits agricoles n'avait augmenté que de 12,2 0/0.

Abordons maintenant le fait le plus frappant. Tandis qu'en 1890, il revenait à chaque membre de la famille d'un employé ou d'un ouvrier dans l'industrie de fabrication (sans parler des fabricants, propriétaires des usines, commerçants, banquiers, et en général, des capitalistes) comme gage ou salaire, en moyenne, 28 0/0 de plus qu'il ne lui revenait en 1880 (2), (en prenant même en considération, qu'en moyenne, il y a pour chaque ouvrier dans l'industrie de fabrication un même nombre de personnes qui dépendent de lui que chez les fermiers et leurs ouvriers, quoique, en réalité, il n'en soit pas ainsi dans les fermes, chaque personne ayant une occupation indépendante, ayant une famille plus nombreuse), dans l'agriculture, sur la somme brute des valeurs des produits apportés sur le marché, en y comptant aussi la valeur du capital constant d'établissement et de roulement transférée au produit, il revenait, en 1890 (3), à chacun, qu'il appartint à la famille

(1) Les chiffres de la population rurale sont empruntés au « Report of the Secretary of Agriculture for 1895, Washington, p. 62, et les valeurs brutes des produits agricoles, des fermes et de leur matériel mort et vivant, sont empruntées au « Statistics of Agriculture in the United-States Census », 1890, p. 85.

(2) Dans le recensement de 1880, les employés de bureau et les membres de la famille ne furent pas distingués des ouvriers, au sens étroit du mot ; dans le recensement de 1890, le nombre des premiers s'éleva, en moyenne, à 426 mille.

(3) Il faut ajouter à la somme des produits obtenus dans l'économie

du fermier ou à celle de son ouvrier, 94 dollars au lieu de 100,3 dollars en 1880. *La somme des valeurs des produits agricoles qui revient, en moyenne, à chaque habitant rural*, qu'il appartienne à la famille du fermier ou à la famille de son ouvrier, *a diminué* de 6 1/3 0/0.

Si nous déduisons de cette valeur le capital constant, nécessaire à la reproduction, d'établissement et de roulement, dont la valeur obtenue ne peut pas être consommée personnellement, nous verrons qu'en 1890, à chaque membre de la population rurale revenait de 8 à 9 0/0 en moins qu'en 1880 (par suite de l'augmentation de la valeur du matériel de plus de 20 0/0, et par conséquent de la plus grande somme employée pour son amortissement ; et par suite de la nécessité de vendre une quantité de produits plus grande, tandis qu'auparavant ils étaient employés pour les semailles d'été).

La somme brute de produits qui revient à chaque habitant rural aux Etats-Unis a donc diminué, dans ces dix années, absolument et relativement. La population a commencé à s'appauvrir.

On peut même dire que l'accroissement général des revenus de tous les Etats a dépendu de l'accroissement du nombre des fermes. Tant que ce nombre augmentait, que de nouvelles exploitations indépendantes se formaient et qu'avec elles augmentait la consommation des produits de l'industrie de fabrication, celle-ci allait à pas de géant. Plus l'accroissement du nombre des nouvelles fermes était grand, plus il provoquait un accroissement de l'industrie de fabrication, et cet accroissement se produisait un peu plus tard que l'accroissement du nombre de

agricole et apportés sur le marché, ce qui est consommé immédiatement en nature, sans être mis dans le commerce, et qui n'est pas mentionné dans le recensement. Mais cette partie des produits diminue chaque année, car la coutume se répand de plus en plus de vendre toute la récolte et d'acheter les grains pour l'ensemencement afin d'éviter la dégénérescence des céréales. Avec la diminution de manipulation des matières premières, diminue aussi la part qu'on emploie immédiatement pour la consommation personnelle. Pour ces deux raisons, sans parler des autres, la quantité relative des produits mis en vente augmente ; donc, la diminution relative du prix des produits agricoles qui revient à chaque habitant est en réalité encore plus considérable que celle que nous indiquons dans le texte.

fermes. Les entraves mises à l'accroissement du nombre des fermes, et les conditions qui ont accompagné ces entraves, devaient nécessairement nuire au développement de l'industrie de fabrication : le marché intérieur commença à se réduire relativement.

En 1890, le recensement a constaté une diminution relative du revenu de la population agricole.

Dans la période décennale actuelle, avec la diminution de l'accroissement du nombre des fermes, un nouveau facteur, notamment la concurrence sud-américaine, exerce une influence très sensible sur le rendement des fermes.

Déjà, en 1891, la situation de l'agriculture, par suite de la famine en Russie et de la récolte excessivement abondante aux Etats-Unis recueillie sur une étendue plus grande, s'est améliorée quelque peu. Cette amélioration continue aussi en 1892, quoique à un degré moindre, et de nouveau, par suite de la mauvaise récolte russe. Mais dans les années suivantes, 1893-7, la baisse de la valeur des produits agricoles fut très rapide, et en même temps, la faculté d'achat de la classe relativement la plus nombreuse, notamment de la classe agricole, commença à diminuer avec la même vitesse. Cette fois, cette mauvaise situation eut son contre-coup sur l'industrie.

Pour ne pas nous en tenir à de simples assertions, citons quelques chiffres : En premier lieu, montrons les modifications du prix du principal produit agricole pour la vente et pour l'exportation, le froment, et aussi, le coton. La valeur du froment et du coton ensemble représente, en 1886-1892, de 44 à 48 0/0 de la valeur globale de l'exportation. Ci-après, nous donnons les prix moyens de ces marchandises, dont la vente donne principalement les moyens aux fermiers d'acheter les produits de l'industrie de fabrication (la valeur de ces marchandises représente à peu près 30 0/0 de la valeur de tous les produits agricoles) ; nous prenons ces prix au 1er décembre 1887-1895 (1).

(1) « Yearbook of the United States Department of Agriculture », 1896, Washington, 1897, p. 573 et « Statistical abstract of the United States for 1895 ».

	1887	1888	1888	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896
Prix du bushel de froment (en cents).	68,	92,6	69,8	83,8	83,9	62,4	53,8	49,1	50,9	72,6
Prix d'une livre de coton (en cents) .	8,5	8,5	8,3	8,6	7,3	8,4	7	4,6	7	6,6

Nous voyons que depuis 1892, le prix du froment a commencé à baisser rapidement, et a atteint son minimum en 1894. Mais la baisse rapide de son prix en 1893 a provoqué une crise industrielle, qui s'est accentuée encore davantage l'année suivante, 1894. Le prix du coton a baissé énormément, notamment en 1894 (1). Pour donner une idée de l'influence que la diminution de la faculté d'achat de la classe relativement la plus nombreuse des consommateurs des produits de l'industrie de fabrication a exercée, mentionnons quelques données. Comme on le sait, les recensements se répètent aux Etats-Unis tous les 10 ans, l'année qui se termine par un zéro. Le dernier recensement est de 1890. C'est pourquoi, il n'y a pas de données pour tous les Etats sur la question que nous examinons. Mais dans certains Etats existent des « Bureaux of Statistics of Labor » qui publient périodiquement des rapports sur la situation des différentes branches d'industrie dans ces Etats. A Washington on a établi un « Departe-

(1) Voici la valeur brute locale du froment pendant les années correspondantes, ainsi que ceux du coton pour les années pour lesquelles nous avons des données à notre disposition. (En millions de dol.)

	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896
Froment .	310,6	385 2	342,5	334,8	513,5	322,1	213,2	225,9	237,9	310,6
Coton. .	291	292	»	»	»	»	»	259	»	»

Il est encore à noter que 7 millions de balles de coton ont été récoltées en 1887-88 sur les 18-19 millions d'acres, et en 1894, on a récolté 95 millions de balles sur 23 millions d'acres. (Statist. Abstr. for 1895, pp. 298, 303. Yearbook of St. D. of Agr. 1896, p. 561.)

ment of Labor » fédéral qui dans sa publication (*Bulletin of the Departement of Labor*), paraissant tous les deux mois, donne un recueil des principales données parues dans les publications des différents Etats.

Voici, par exemple, les données pour 1892-96 de l'Etat de Pensylvanie, qui est l'Etat le plus industriel des Etats-Unis, après celui de New-York. Ces données concernent 364 entreprises, qui embrassent 50 branches de production (1).

	1892	1893	1894	1895	1896
Somme de production en millions de dollars	271,8	228	187,3	224,7	213,5
Augmentation (+) et diminution (—) en %.	»	— 16,7	—17,89	+19,94	—4,97
Id. nombre d'ouvriers en % .	»	—10,97	—10,55	+16,4	—7,31
Id. salaire moyen.	»	— 5,52	—10,85	+ 7,66	—0,94
Id. total brut des salaires. . .	»	—15,54	—20,31	+25,34	—8,8

Dans la première ligne nous avons mis les chiffres de la production absolue en millions de dollars. Dans toutes les autres, les chiffres indiquent l'augmentation (+) ou la diminution (—) par rapport à l'année précédente. Ce tableau nous apprend que la population ouvrière a traversé de dures épreuves pendant les années 1893 et 1894. En premier lieu, plus d'un cinquième (10,67 + 10,55 = 21 0/0) des ouvriers ont cessé de travailler, et le salaire des ouvriers occupés a diminué de 16,4 0/0,de sorte que tout le personnel ouvrier des entreprises soumises à l'enquête a obtenu en 1894 moins de 35,85 qu'il ne recevait deux ans auparavant. Et, comme conséquence, le marché pour les produits de l'agriculture et de l'industrie de fabrication s'est réduit aussi.

Pour le Massachusets, le quatrième Etat pour son développement industriel, pendant les années 1887-1894, et qui embrassent 875 entreprises, nous avons :

(1) « Bulletin, » etc., n° 15, march. 1898, p. 223.

	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894
Valeur de la production en millions de dollars . . .	253,5	261	270	280,5	284	296,5	271,2	239,8
Augmentat. (+) et diminut. (—) par rapport à l'année précédente . . .	+5,99 0/0	+2,93	+3,45	+3,88	+1,27	+4,41	—8,54	—11,58

Dans cet Etat, 1.093 entreprises, qui embrassent 75 branches d'industrie, ont produit en 1893 des marchandises pour 552,9 millions de dollars et en 1894, pour 496 millions de dollars ; en 1893, il y en avait 280,8 mille ouvriers occupés, et en 1894, 263 mille. En 1893, tous ensemble ils ont reçu 122 millions de dollars de salaires, et en 1894, seulement 111 millions de dollars, ou en moyenne, chaque ouvrier a reçu, en 1893, 436 dollars et en 1894 421 dollars (1).

Nous constatons le même fait à l'Ohio, dans New-Jersey, etc. Dans ces derniers, le Bureau of Statistics of Labor a fait des recherches spéciales sur la panique de 1893-1894 (Panic inquiry) (2). Ici la somme brute des salaires a diminué dans une année, du 1er juin 1893 au 1er juin 1894, de 20 0/0, et le nombre des ouvriers a diminué de 10,2 0/0.

La diminution de la faculté d'achat de la population rurale, par suite de la baisse des prix des céréales en 1892, a donc diminué sa demande des produits de l'industrie de fabrication, et cela a provoqué la réduction de la production en 1893. La baisse postérieure des prix a entraîné la panique et la crise avec toutes les conséquences qui les accompagnent : chômage, etc., donc, la diminution de la faculté d'achat de la population ouvrière, et la réduction encore plus considérable du marché.

(1) « Bulletin, » etc., for march. 1896, novembre 1897, march. 1898. En 1895, tous ces chiffres sont un peu plus élevés, mais ils ont baissé de nouveau en 1896, quoique moins : la production a diminué de 5 0/0, la somme totale des salaires de 3 0/0, et le nombre des ouvriers de 2,94 0/0.

(2) Bureau, etc. September 1896, p. 649.

Cette crise devint encore plus aiguë par suite de la circonstance suivante :

Vers la fin de la période 1880-90, les entrepreneurs américains, les fabricants et les propriétaires des usines tâchaient d'expliquer le développement insuffisant, selon eux, ou même la réduction relative de l'accroissement de la production par la concurrence européenne, contre laquelle ils se sont défendus par le tarif de Mac Kinley. Mais comme la cause est beaucoup plus profonde qu'ils ne le soupçonnaient, ce tarif non seulement n'a pas amélioré la situation, mais il a augmenté la discordance entre les revenus moindres de la population rurale et la cherté des produits de l'industrie de fabrication que le tarif Mac-Kinley a engendrée.

Cette discordance entre les revenus moindres de la population rurale, et la nécessité non seulement de conserver mais même d'étendre le marché pour les produits de l'industrie de fabrication, a accentué encore plus la crise de 1893-94, et réduit encore plus le marché intérieur.

Les entrepreneurs n'eurent pas à leur disposition d'autre moyen pour conserver et étendre le marché, que de baisser le prix du produit, c'est-à-dire, d'augmenter la productivité du travail, en réduisant encore plus le nombre des ouvriers occupés. En 1894-95, le nombre de menuisiers occupés aux Etats-Unis s'est réduit de 15 0/0, celui des boutonniers, de 50 0/0, celui des boulangers et des pâtissiers, de 20 0/0, celui des typographes de 11 0/0, celui des sculpteurs sur bois de 62 0/0, etc. Arriva la période d'introduction du labour saving machinery (1). Ainsi, par exemple, le « Nothorp Loom », fabriqué par la maison Draper in Hopedale (Massachusets), dans lequel le changement des bobines (bobins) se fait automatiquement ; il ne faut pas plus de 5 ouvriers pour surveiller 80 métiers, et la production du tissu est triple, c'est-à-dire le nombre des ouvriers nécessaires

(1) « It is a curious fact, well known to those familiar with patents, that depressed periods often result in the stimulation of invention. In 1857 (a year of depression) there were 2900 patents issued... The very next year, the year following the financial crisis, there were 3710 patents issued. » Caroll. D. Wright. « The industrial evolution in the United States. » New-York, 1895, p. 140.; trad. franç., Paris, 1901.

à la fabrication de la même quantité de tissu peut être diminué de 6 à 10 fois. Le même phénomène se produit dans les autres branches de l'industrie.

Tout l'ensemble de ces conditions a eu pour conséquence une forte baisse du salaire.

Le rapport Ilens, qui a été envoyé d'Angleterre en Amérique pour étudier les causes de la baisse excessive des prix du fer américain, nous apprend que le salaire dans cette branche de production a diminué énormément de 1890 à 1894–1895; dans beaucoup de cas, il a diminué de 30 0/0. Il y a dix ans, pour la désulfuration, les ouvriers gagnaient deux dollars par jour; actuellement, leur salaire ne dépasse pas 1 dollar 20 cent. A Pittsbourg, le salaire a diminué de plus de moitié dans l'industrie sidérurgique. C'est une des raisons qui expliquent pourquoi la fonte américaine non seulement n'est pas plus chère que la fonte anglaise, comme elle l'était en 1891, mais que même elle est meilleur marché. Cette baisse des prix s'est produite non comme l'effet du tarif prohibitif de Mac-Kinley, mais par suite de la réduction du marché, à cause de nécessité de l'étendre, et même de l'étendre au delà des frontières du pays (1) en augmentant la productibilité du travail, en baissant le prix du produit.

Notons ici que la crise de 1893-94 devait nécessairement se faire sentir sur la quantité de froment consommée par habitant. En moyenne, pendant la période 1879-1882, on a consommé 4,77 bushels de froment par habitant ; en 1883-1886, 4,61 bushels; en 1887-1890, 4,69 bushels ; et en 1891-1894, 3,66 bushels (2). « The severe industrial depression, which became acute in 1893, could not have failed to cause an increased use of cheaper grains, and an increasad economy in the use of grains », ajoute le rapport (p. 79) ou tout simplement, on ne

(1) En 1890, on a exporté des Etats-Unis de fer en barres, 2 millions de livres; en 1895, 7,8 millions de livres. En 1890, on a exporté 2,69 millions de livres d'acier; en 1895, 7 millions de livres. En 1890, on a exporté de fer de différentes sortes et d'acier (sans compter le minerai) pour 25,5 millions de dollars, et en 1895, on en a exporté pour 32 millions. (Stat. Abstr., 1895, p. 176.)

(2) « Report of the Statistican of the Dep. of Agriculture », march. 1895, pp. 75, 76.

mangeait pas son content. Nous savons parfaitement bien ce que signifie la diminution absolue de la consommation du produit de première nécessité qu'est le blé. En effet, avec cela diminua aussi la consommation individuelle des autres produits : coton, maïs, café, thé, alcool, bière, vin, etc. La diminution de la consommation de blé devait exercer son influence sur la baisse plus grande encore des prix de ces produits.

Le procès qui se produit dans le domaine des industries de fabrication et d'extraction aux Etats-Unis montre que la prédiction de Fr. Engels commence à se réaliser. Déjà au commencement de l'année 1893 il affirma que « The introduction of an, at last relative free trade policy in America (dans le cas donné un autre facteur a aussi contribué) is sure to complete the ruin of England industrial monopoly and to destroy, at tho same time, the industrial export trade of Germany and France. Then the crisis must come tout ce qu'il y a de plus fin de siècle ».

La combinaison des conditions du marché du blé mondial, en 1893-94, à cause desquelles les prix des blés baissèrent si rapidement, se réfléchit donc très sensiblement sur la vie économique des Etats-Unis. En 1897, le tableau change complètement. En 1896, la mauvaise récolte des Indes, de l'Argentine, et surtout, en 1897, de la Russie, augmenta fortement la demande des céréales américaines : les prix haussèrent, et avec cette hausse des prix, la faculté d'achat de la population rurale augmenta, et, par suite, la demande des produits de l'industrie de fabrication : ce fut une période de prospérité, mais cette prospérité est due aux conditions extérieures, au lieu d'être due aux conditions intérieures.

Citons encore quelques données empruntées au rapport du consul américain de Francfort-sur-Main, que celui-ci a rédigé en 1897. Ces données mettront plus en relief tout ce qui précède.

L'auteur du rapport croit que l'année 1897 fera époque dans l'histoire des relations industrielles et commerciales des Etats-Unis et des pays les plus avancés de l'Europe. Dans l'industrie sidérurgique et dans la fabrication de l'acier l'Amérique l'emporta, grâce au meilleur marché du produit, malgré les salaires relativement plus élevés. Par exemple, la fabrication de l'acier de Bessemer, grâce aux perfectionnements techniques, coûte aux

Etats-Unis de 10-15 schellings meilleur marché qu'elle ne coûte en Angleterre. Les propriétaires des usines métallurgiques américaines sont en état de faire concurrence aux propriétaires des usines métallurgiques anglaises et d'obtenir la fourniture des rails pour le chemin de fer souterrain de Londres même. Les propriétaires des usines de Chicago, Philadelphie, Pittsburg, font une heureuse concurrence à ceux d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique dans l'Amérique du Sud, dans l'Australie, à Kapstadt, dans l'Inde, comme fournisseurs de locomotives, de machines électro-mécaniques et, dans les usines métallurgiques, pour les ponts et autres constructions en fer. Les constructeurs de ponts, belges et anglais, sont battus dans l'adjudication de la construction d'un grand pont en Hollande, par le prix excessivement bas offert par une compagnie de Philadelphie. Le même phénomène se produit dans les autres domaines de production, comme par exemple dans la fabrication des chaussures, des vélos, des machines à coudre, etc. (« Moniteur des Finances », 1898, 24 avril 1898, pp. 72, 73).

Quelle conclusion, en général, pouvons-nous tirer de tout ce qui précède, et quelle application pouvons-nous en faire à la Russie. Toutes ces considérations, dont chacune est confirmée par des chiffres, nous expliquent dans quelles conditions se développe le marché intérieur, et en même temps les industries de fabrication et d'extraction, malgré les proportions relativement peu étendues des marchés extérieurs pour l'écoulement de leurs produits. Ces considérations et les faits prouvent, si cela toutefois exige une confirmation de plus, que :

1° Le développement du marché intérieur pour l'industrie de fabrication capitaliste dépend de la faculté d'achat de la classe de la population relativement la plus nombreuse. Et comme cette classe chez nous, aussi bien qu'aux Etats-Unis, est la classe agricole (en Russie elle est *relativement* double de ce qu'elle est aux Etats-Unis), le développement du marché intérieur pour les produits de l'industrie de fabrication dépend de la faculté d'achat de la population rurale, et cela d'autant plus que celle-ci est plus grande.

2° La faculté d'achat de la population rurale augmente, si les autres conditions restent les mêmes, avec l'accroissement du nombre des exploitations agricoles individuelles, de sorte que

l'accroissement excessif des richesses aux Etats-Unis dépend de l'érection de nouvelles fermes sur les terres qui jusqu'alors restaient incultes; mais à mesure que l'accroissement de ce nombre de nouvelles fermes se ralentit, le marché intérieur commence à se resserrer.

3° L'érection de nouvelles fermes dans les Etats de l'Ouest, à culture extensive, et la construction des chemins de fer qui a accompagné cette érection, ont exercé une influence pernicieuse sur l'exploitation plus intensive des fermes des anciens Etats, qui, en réduisant l'étendue d'ensemencement, ont dû recourir aux autres branches de l'économie rurale.

4° La séparation de la manipulation des matières premières obtenues dans l'économie agricole et de leur production a empiré encore plus la situation de la classe agricole, en limitant son année de travail à un temps de travail de plus en plus restreint, c'est-à-dire, en réduisant le temps pendant lequel seulement les valeurs peuvent être créées, en limitant, ainsi, la possibilité d'acquérir, par leur vente, les produits de l'industrie de fabrication (1).

5° La même influence, que les nouvelles fermes des Etats de l'Ouest avaient exercée sur l'économie des fermiers des vieux Etats de l'Est, les nouvelles fermes érigées en Argentine et ailleurs commencent à l'exercer sur les fermes des Etats de l'Ouest. Tandis qu'auparavant, à mesure que les nouvelles fermes avec leur exploitation (2) rapace, extensive, étaient

(1) Voici un exemple. Le recensement de 1870 aux Etats-Unis nous apprend que sur la quantité de fromage (162,9 millions de livres), les fermes en ont fabriqué 32,8 0/0 (53,5 millions de livres), tout le reste était produit par les grandes fromageries. Le recensement de 1890 renseigne que sur la quantité globale, de 256,7 millions de livres, les fermes n'ont préparé que 18,7 millions de livres ou 7,2 0/0. La quantité absolue de fromage produite par les fermes a diminué d'un tiers, et leur part relative dans la production du fromage a diminué de 25 0/0 (de 32,8 0/0 à 7,2 0/0).

(2) Chaque progrès de l'agriculture capitaliste consiste dans l'art de dépouiller le sol, chaque progrès consiste dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe dans

érigées dans les Etats de l'Ouet, le nombre des fermes dans les Etats de l'Est diminuait, et les fermiers, abandonnant leurs fermes, trouvaient une issue à leur situation difficile dans l'acquisition de nouvelles terres dans l'Ouest et dans leur exploitation ; maintenant, quand les fermiers de l'Ouest n'ont plus où aller plus loin, quand la concurrence des céréales sud-américaines, etc., les force à vendre leurs produits au-dessous de leur valeur individuelle, quand la possibilité de trouver d'autres occupations diminue de plus en plus, les fermiers des Etats de l'Ouest, qui, en outre, n'avaient pas d'industries accessoires, restées comme les survivances dans les Etats de l'Est, n'eurent d'autre moyen pour sortir temporairement de la situation difficile que d'hypothéquer leurs terres. De cela résulte le fait qui, au premier coup d'œil, paraît incompréhensible, à savoir que malgré l'accroissement de la valeur des fermes, malgré l'accroissement du matériel mort et vivant, qui dépasse l'accroissement de la valeur des fermes et du matériel des Etats de l'Est, l'endettement relatif des Etats de l'Ouest dépasse de 1 1/2 fois l'endettement relatif des Etats de l'Est. A l'Ouest, le rapport de l'endettement avec la valeur totale des fermes s'exprime dans 20,85 0/0, et à l'Est dans 14,54 0/0.

6° Toutes les conditions que nous venons d'énumérer ont abouti à ce fait, que pendant la période décennale 1884-94, la valeur locale brute des céréales et des pommes de terre a diminué de 10 0/0, quoique l'étendue des terres ensemencées n'ait diminué que de 3,9 0/0. Par suite de l'accroissement de l'élève du bétail, l'étendue d'ensemencement de l'avoine a augmenté (plus de 26 0/0), ainsi que l'étendue des pâturages (de 25 0/0) ; malheureusement, nous ne connaissons pas l'étendue des prairies naturelles et artificielles. L'étendue occupée par la culture du coton a augmenté de plus de 31 0/0 ; mais, malgré l'augmentation de la quantité brute du coton, plus de 66 0/0, la valeur d'échange de toute cette quantité n'a augmenté que de 2 0/0... En général, l'étendue d'ensemencement de toutes les céréales, du coton, du tabac, ainsi que l'étendue des pâturages *a augmenté*

la technique et la combinaison du procès de production sociale, qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur (*Kapital*, I, p. 218).

en 10 ans de 4 0/0, et la valeur de tous les produits obtenus sur cette étendue augmentée *a diminué* de plus de 3 0/0.

7° Le recours aux nouvelles branches d'industrie agricole ne fut favorable aux fermiers qu'au début ; ensuite, à mesure que les nouvelles branches se propageaient, les prix de leurs produits baissaient, et les fermiers se trouvaient dans une situation encore plus déplorable qu'auparavant. Lorsque les prix des céréales commencèrent à diminuer, on porta son attention sur l'industrie laitière et sur l'élève de bétail. Mais ici aussi, le même sort attendait les fermiers : malgré l'accroissement du nombre des vaches, de 13,9 millions en 1885 à 16,6 millions en 1895, leur valeur brute a diminué de 412,9 millions de dollars à 362,6 millions (le prix de la vache a diminué, en moyenne, de 29 dollars 70 cents. à 21 dollars 97 cents.). Malgré l'accroissement du nombre de bœufs et d'autres bestiaux, de 29,8 à 34,3 millions, leur valeur brute est passée de 694 millions de dollars à 483 millions. Le nombre des chevaux est passé de 11,5 millions à 15,9 millions, et leur valeur est passée de 852,3 millions de dollars à 576 dollars. Le nombre des porcs et des moutons, et, en même temps, leur valeur ont diminué même absolument. La valeur de tous les bestiaux est passée de 2.456,4 millions de dollars en 1895 à 1.819,4 millions de dollars en 1895, c'est-à-dire a diminué de 26 0/0, et vers 1897, elle a baissé à 1655,4 millions de dollars ou de 32,6 0/0, ou presque d'un tiers de la valeur d'il y a 12 ans (1). Indépendamment, donc, de la diminution du revenu obtenu par la culture des céréales, le revenu de l'industrie laitière et de l'élève du bétail diminue encore davantage. Il faut y ajouter, comme nous l'avons dit précédemment, la séparation de plus en plus grande de la manipulation des produits de l'industrie agricole, et au lieu des fromageries des fermiers s'érigent de grandes fromageries capitalistes, etc. Ce fait que nous observons dans l'ensemble des Etats, nous pouvons l'observer à tous les degrés du développement dans chacun des Etats. La diminution de la valeur des produits agricoles et du bétail, dont nous avons parlé, en comparant les données de deux années, initiale et finale, de la période décen-

(1) « Jearbook of St. Dep. of Agriculture » for 1896, p. 577. Washington, 1897.

nale, se présente avec plus de relief et plus de détail, si nous comparons les données moyennes des périodes quinquennales. Mais en ce moment l'étude de cette question nous mènerait trop loin.

8° L'accroissement de l'industrie de fabrication en Russie s'est produit, principalement, au dépens de la réduction de la consommation des produits de cette industrie par les consommateurs eux-mêmes, c'est-à-dire par les paysans, pour la plupart des cas. La séparation postérieure de la manipulation des matières premières, obtenues dans l'économie agricole, et de l'agriculture entraîne inévitablement la diminution des moyens d'achat entre les mains de la population rurale. Plus grand est le nombre relatif de cette population, plus considérable relativement est la diminution de la somme globale des moyens d'achat de toute la population (aux Etats-Unis la population rurale est d'à peu près 2/5, et chez nous d'un peu plus de 3/4 de la population entière), et en même temps, plus grande est la réduction du marché intérieur pour les produits de l'industrie de fabrication.

9° L'exemple des Etats-Unis est instructif encore sous ce rapport, que s'il donne l'augmentation du nombre de fermes comme l'un des facteurs les plus influents qui ont contribué à l'accroissement des forces productives et des productions du mode capitaliste, il montre aussi que, finalement, les conditions du marché mondial, grâce au développement du capitalisme, non seulement ont paralysé l'influence de cet accroissement du nombre des fermes sur l'extension du marché intérieur, mais qu'elles ont contribué même à sa réduction : le développement du capitalisme, après avoir atteint certaines limites, devient un obstacle pour son développement postérieur. Outre les causes générales, dont nous avons parlé antérieurement, l'apparition des nouvelles exploitations, la colonisation intérieure, l'émigration vers la Sibérie et les autres parties de la Russie peu peuplées, si tout cela ralentit la réduction *relative* du marché pour les produits de l'industrie capitaliste, ce ralentissement ne peut être que peu important. En même temps, cette émigration, si les autres conditions ne se modifient pas, c'est-à-dire, si la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, etc., continue, cette émigration, comme nous l'avons déjà dit, ne pro-

duira que l'amélioration temporaire de la situation des émigrants.

10° Le développement de l'agriculture, dans sa forme capitaliste, ne peut pas exercer d'influence sur l'extension du marché intérieur, comme nous le voyons par l'exemple des Etats-Unis, où malgré l'accroissement du travail des salariés, la somme totale des valeurs, qui se répartit entre les fermiers-entrepreneurs aussi bien qu'entre leurs salariés, diminue avec le cours du temps, et où le salaire des ouvriers a une tendance à diminuer. De sorte que, chez nous, en Russie, où le salariat est moins développé qu'aux Etats-Unis (aux Etats-Unis, les salariés comprennent à peu près 36 0/0 du nombre des personnes ayant une occupation indépendante de l'agriculture), où le salarié reçoit de sa propre exportation agricole une part des moyens d'alimentation, des moyens de subsistance ; où le nombre de la population rurale est relativement plus grand, et la période des travaux agricoles moins longue, chez nous, le passage à l'exploitation agricole purement capitaliste, dans laquelle la part des salariés dans le produit nouvellement créé sera beaucoup plus petite qu'elle n'était auparavant, par suite d'une réduction plus grande du temps de travail annuel, réduira le marché intérieur, pour autant qu'il dépend des proportions et de la prospérité de la population rurale, encore plus rapidement que cela ne se fait aux Etats-Unis.

11° Ni le passage à la culture intensive plus rationnelle, ni le passage aux autres branches de l'industrie agricole : l'élève de bétail, l'industrie laitière, etc., ne peuvent exercer d'influence sur l'extension du marché, car l'expérience des Etats-Unis nous apprend, que dans l'un et l'autre cas, en cherchant à augmenter leurs revenus, les fermiers poursuivent leur propre ombre. Voici, semble-t-il, le but atteint, le revenu commence à augmenter. Mais ce n'est qu'une illusion. En réalité, malgré l'accroissement quantitatif des produits agricoles, et de leur diversité, la somme totale de leurs valeurs, calculée par habitant, non seulement n'augmente pas, non seulement reste stationnaire, mais elle diminue, et avec sa diminution se réduisent les proportions du marché intérieur. Nous avons déjà vu qu'en 1890, la somme des valeurs de tous les produits agricoles obtenus par les fermes, qui revient à chaque habitant rural, a di-

minué comparativement à celle de 1880. Si nous comparons les valeurs totales de tous les produits des fermes obtenus en 1880 et 1890 dans les vieux Etats de l'Est et les nouveaux, relativement, les Etats de l'Ouest, comme nous les avons divisés, nous constaterons que dans les industriels Etats de l'Est, on a produit dans les fermes 3 1/2 0/0 de *moins* de valeurs qu'en 1880, bien que l'étendue occupée par les fermes de ces Etats n'ait diminué que de 1 1/5 0/0, et que leur nombre ait augmenté de 6 1/3 0/0. Cela indique que leurs moyens d'achat ont diminué non seulement relativement, mais aussi absolument : elles ont commencé à s'appauvrir. En même temps, la somme totale des valeurs créées par les fermes a augmenté de 48,96 0/0, c'est-à-dire, presque de 1 1/2 fois plus que l'accroissement relatif du nombre des fermes, de 33,2 0/0, et presqu'autant que l'extension de l'étendue occupée par elles (celle-ci a augmenté de 44 0/0). Voici des chiffres qui nous ont fait aboutir à cette conclusion, et qui complètent ce que nous en avons dit précédemment.

Somme totale des valeurs des produits agricoles des fermes aux Etats-Unis

	En 1880	En 0/0	En 1890	En 0/0	Augm. (+) et dim (—) en 0/0
26 Etats de l'Est . . .	1.594.237	72,1	1.538.902	62,1	— 3 1/2 0/0
3 » l'Ouest. . .	618 303	27,9	921 205	37,4	+ 45,9 0/0
Total.	2.212.540	100	2.460.107	100	11,2 0/0

Les Etats de l'Est qui, 10 ans avant le dernier recensement, fournissaient presque les 3/4 des produits agricoles, en 1890 en ont fourni 10 0/0 de moins, quoique leur part dans la production reste jusqu'à présent très considérable (plus de 3/5). La diminution continuelle du rendement des fermes a contraint les ouvriers agricoles et les fermiers à émigrer vers les villes, dans les fabriques, ou vers l'Ouest extrême, sur de nouvelles terres. Dans ce dernier cas, leurs nouvelles exploitations constituaient de nouveaux débouchés pour les produits de l'industrie de fabrication. Mais lorsque, comme nous l'avons vu, cette issue de

vint difficile à cause de l'épuisement du fonds des terres incultes, et aussi à cause de ce fait que les exploitations agricoles ne fournissent pas de rendement assez élevé, le marché intérieur pour les produits de l'industrie de fabrication a commencé à se réduire, et cette fois, il a commencé à se réduire absolument. Le calcul fait avec beaucoup de réserve dans le « Report of the Secretary of Agriculture » pour 1895 (p. 60-61) nous apprend que la valeur brute des produits agricoles a diminué de 2460 millions de dollars en 1890, elle a baissé jusqu'à 2 300 millions de dollars. Dans cette dernière période de cinq ans la diminution absolue de la valeur des produits agricoles s'est faite non dans les Etats de l'Est seule, la diminution absolue (non pas relative par habitant) s'est produite dans tous les Etats, ce qui entraîna la diminution des moyens d'achat, la réduction du marché et la crise dans l'industrie de fabrication.

12° Lorsque l'économie capitaliste nait et se développe dans un pays agricole, tandis que dans les autres pays où elle a déjà atteint le plus grand développement les forces productives sont déjà excessivement développées, la répartition nouvelle des forces productives de ce pays s'effectue avec plus de rapidité, ainsi que la séparation de l'agriculture et de l'industrie de fabrication. Ce fait entraîne, en même temps, une mise en disponibilité d'autant plus rapide des forces de travail occupées jusqu'alors, que le travail des ouvriers dans l'industrie de fabrication est plus productif, que la diversité des branches de production où il est appliqué, est plus grande, et que les besoins qui existent, et que ce produit a pour but de satisfaire, sont plus nombreux. Mais en même temps, la somme des valeurs créées par la classe relativement la plus nombreuse, c'est-à-dire par la classe agricole (actuellement, aux Etats-Unis, cette classe, — les fermiers et les ouvriers agricoles avec leurs familles comprennent à peu près 42 0/0 de toute la population) (« Report of. Secr. of Agriculture for 1895 », p. 62), diminue, malgré le passage possible à une exploitation plus rationnelle (quoique cette possibilité diminue constamment) et à ses nouvelles branches, et, par conséquent, la somme totale des moyens d'achat diminue dans toute la population. Plus cette classe agricole est nombreuse (chez nous, elle est relativement presque le double de celle de l'Amérique), et plus la capitalisation des industries est rapide, plus ra-

pidement se réduit le marché intérieur pour les produits de l'industrie de fabrication directement, et pour les produits agricoles indirectement (1).

13° Le taux élevé, parfois excessivement élevé, des bénéfices que l'on obtient dans les différentes branches des industries de fabrication et extractives, ne peut aucunement servir d'indice du développement de la production capitaliste ; car, chez nous par exemple, il dépend du prix de marchandises plus ou moins monopolisées dans les branches de production que l'on protège. Dans le cours du temps s'opère la sélection des entreprises les plus aptes dans la lutte pour la concurrence, des plus grandes, ayant la productivité du travail la plus développée. Dans ce cas, l'accroissement de la production de ces grandes fabriques et usines dépend de la disparition non seulement de la manipulation domestique des matières premières, mais aussi de la disparition des métiers ruraux d'abord, et des petites fabriques et usines ensuite. A mesure que s'opère cette disparition, le nombre des plus aptes pour la lutte diminue, et leurs bénéfices augmentent. L'accroissement des proportions des bénéfices sert aussi peu de symptôme de l'accroissement du marché intérieur que l'accroissement des recettes de l'Etat produit par les impôts indirects n'est un symptôme de l'accroissement de la consommation des produits imposés, et, par conséquent, de l'accroissement de la prospérité du peuple. Les proportions des bénéfices des diverses entreprises, aussi bien que leur taux, peuvent augmenter, et leur somme brute, obtenue par tout le capital social, peut en même temps diminuer. En effet, lorsque les moyens d'achat de la classe relativement la plus nombreuse diminuent relativement et absolument, c'est-à-dire, lorsque le marché se réduit, par suite du développement des conditions antagonistes de la production capitaliste, la somme totale des valeurs créées par tout le capital social rencontre un obstacle à son accroissement. Sa répartition peut se modifier au cours du temps, en ce sens, que la part qui revient au capital peut aug-

(1) Cela ne se produit certainement pas sans des influences contraires ; la production capitaliste provoque çà et là la naissance de nouvelles branches de l'industrie agricole et de l'industrie rurale, que lui fournissent les matières premières ou à demi façonnées.

menter ; ensuite, à mesure que le marché se réduit et que le capital se concentre, cette part, en diminuant absolument, peut augmenter relativement pour le capital social dépensé (1). Si on dit, donc, que « le capital devenu de trop dans une branche de production peut être utilisé avec succès (est-ce vrai ?) dans une nouvelle branche, où il devra, et ce n'est pas même toujours le cas, vaincre la concurrence peu redoutable des producteurs qui emploient les procédés de production antédiluviens » (MM. Voguin, Tougan-Baranowsky), on admet alors notre thèse fondamentale, à savoir, qu'avec le développement de la production capitaliste chez nous, la somme des forces productives reste la même, mais qu'elle se répartit autrement, en servant au profit d'une minorité insignifiante. Mais si on admet cela, il faut inévitablement admettre qu'avec cette nouvelle répartition des forces la faculté d'achat de la population diminue encore davantage, et que la naissance de nouvelles branches de production dans la forme capitaliste doit aboutir à la réduction de la production dans les autres domaines de l'industrie, ou si le besoin des produits de ceux-ci est moins important, à leur complète disparition.

14° Nous avons dit plus d'une fois que la somme totale des besoins matériels de la société donnée, avec la force productive

(1) Donnons un exemple. La somme annuelle de la production d'une grande filature russe pendant la période 1886-91 s'élevait, en moyenne, à 11.180 millions de roubles. En moyenne, la somme des bénéfices, qu'on obtenait pendant cette période, s'élevait à 1.021 milliers de roubles. Dans l'année 1894-95, la somme de production, en moyenne, obtenue par cette fabrique augmenta à 12,127 milliers de roubles et les bénéfices moyens s'élevèrent à 1.847 milliers de roubles. Dans le premier cas, la somme des bénéfices comprend 9 0/0 de la somme de la production (en 1888, l'année d'une récolte excessivement abondante, elle en comprit 11 0/0), et dans le second cas, elle en comprend 15 0/0 (en 1895, même 16,2 0/0). La somme de la production augmenta de 8 0/0, et la somme des bénéfices de 80 0/0. Il ne s'agit ici que de la *somme* des bénéfices, non pas de leur *taux*. Le taux des bénéfices, par suite de l'augmentation du capital, pendant cette période, de près de 20 0/0, a augmenté, quoique avec une rapidité moins grande, de 50 0/0. Le capital d'établissement augmenta de plus de 25 0/0, et par conséquent la part qui pendant la production se transporte sur le produit ; le capital de circulation resta le même, s'il ne diminua. Le nombre moyen d'ouvriers a, en même temps, augmenté de 3,8 0/0...

du travail donnée, se détermine par la part dans la valeur nouvellement créée qui revient à chaque classe sociale, et que de cela dépend la répartition des forces productives de la société dans les différentes branches des entreprises, conformément au besoin social moyen des produits de chacune d'elles. De plus, nous savons aussi, si nous envisageons la question d'un autre côté, que la satisfaction des différents besoins de chacune des classes prises isolément, s'effectue suivant une certaine proportion qui dépend de la part dans la valeur nouvellement créée qui revient à cette classe; plus cette part est petite, plus grande relativement, mais absolument moindre est la part de ses revenus qu'elle emploie pour la satisfaction des besoins les plus nécessaires à l'existence, si nous la comparons à la classe dont la part dans la valeur nouvellement créée est plus grande (la loi d'Engel, confirmée par les données de l'enquête américaine du Depar. of Labor). Si les données de la statistique russe signalent la diminution de la consommation de blé et de matières premières pour les vêtements dans le pays entier, cela sert d'indice sur la diminution de la possibilité de satisfaire les besoins les plus essentiels. Si, en même temps, nous voyons que la minorité s'enrichit, il est évident que cela ne peut se produire qu'au dépens de la majorité appauvrie. De sorte qu'après avoir atteint certaines limites, si le degré d'enrichissement de plusieurs ne baisse pas, leur nombre se réduira, ainsi que la somme totale de la production capitaliste de toute la société. Nous pouvons observer le commencement de ce procès, ses premiers symptômes. Cela s'exprime, par exemple, dans l'accroissement relatif du nombre total d'ouvriers occupés dans les fabriques et les usines (1). Dans certaines branches d'industrie se produit même la diminution absolue de ce nombre.

15° La nouvelle répartition des forces productives sociales, et, principalement, la séparation de l'industrie de fabrication et

(1) Nous avons vu précédemment, que si nous divisons la période de 25 années, depuis 1865 jusqu'à 1890, en deux parties, dans la première, qui contient 15 années, l'accroissement annuel du nombre d'ouvriers dans toutes les fabriques de la Russie Européenne, représentera un chiffre de 15 000 hommes, et dans la période suivante de 10 années, il ne représentera que 10.000, de sorte, que le taux de l'accroissement diminua de 1/3.

de l'agriculture, représentent presque l'unique raison du développement de l'industrie de fabrication dans sa forme capitaliste chez nous, en Russie. L'appauvrissement de la majorité de la population qui accompagne ce développement lui impose des limites, et cet appauvrissement ne dépend nullement de la forme de la production qui domine dans l'agriculture, comme nous le voyons par exemple aux Etats-Unis. Toutes les données nous font attendre que cet appauvrissement croîtra en Russie d'autant plus rapidement, que plus rapidement l'agriculture sera accaparée par le mode capitaliste de production dans sa forme la plus nette (et elle est déjà accaparée par lui), et qu'en même temps, plus rapidement se réduira le marché intérieur pour les produits de l'industrie de fabrication et de l'agriculture.

16° « La création et l'extension des marchés des pays qui tendent à se suffire à eux-mêmes sous le rapport industriel (le nombre de ces pays a augmenté rapidement dans ces derniers temps, et les marchés extérieurs des pays, où le développement de l'industrie de fabrication est devenu prépondérant, se réduisent relativement), se trouvent en dépendance de l'accroissement des entreprises agricoles indépendantes, surtout si cet accroissement se produit dans les pays peu peuplés, ayant un énorme fonds de terres fertiles, et où le développement de l'intensité et de la productivité du travail non seulement ne rencontre pas d'obstacles de la part des formes mourantes de production, et de la part de l'excédent des ouvriers sans travail, mais où notamment le manque d'ouvriers et l'excédent des terres forcent à augmenter la productivité et l'intensité du travail, comme cela se fait aux Etats-Unis, où les machines agricoles remplacent l'homme virtuellement, en mettant un nombre égal de travailleurs à même de cultiver une plus grande superficie, mais elles ne le chassent pas encore actuellement » (*Kapital*, I, 3e édit., p. 217).

En outre, dans les pays comme les Etats-Unis, où la propriété foncière par ses prélèvements sur la part du produit obtenu par suite de la productivité augmentée du travail, n'a pas entravé le développement de celle-ci, les produits agricoles pouvaient être vendus sur le marché mondial au-dessus de leur valeur locale. Il en résulte que le nombre croissant de la population rurale, en obtenant des pays de vieille civilisation beaucoup plus que leurs produits ne valaient, créait un énorme

marché intérieur qui s'étendait toujours. Nous voyons que, par conséquent, le nombre des ouvriers dans l'industrie de fabrication aux Etats-Unis croissait non seulement absolument, comme nous l'avons déjà vu, mais aussi relativement à toute la population du pays (1). Nous voyons que, non seulement la productivité de leur travail augmentait avec le développement de la science et de la technique, à qui l'industrie donnait une forte impulsion, et que cette augmentation de la productivité n'a pas fait réduire le nombre des ouvriers déjà occupés dans les branches d'industrie ou on introduisait les machines, mais que la baisse des prix croissante, en étendant le marché d'écoulement, augmentait considérablement le nombre des ouvriers dans ces branches d'industrie. Avec le meilleur marché de la production augmentait leur consommation par habitant. En 1830 par exemple, aux Etats-Unis, la consommation du coton s'éleva à 5,9 livres par habitant ; en 1880, à 13,9 livres, et, en 1890, elle était de 19 livres. En 1870, la consommation du fer représentait 105,64 livres par habitant ; en 1880, 204,99, et, en 1890, 283,38 livres. Dans la « textile industry », en 1860, furent occupés 794.082 ouvriers, qui gagnaient 40.353.462 dollars, et, en 1890, leur nombre s'éleva à 501.718 ouvriers, qui gagnaient 163.516.593 dollars. En 1860, le salaire d'un ouvrier était, en moyenne, de 207.92 dollars, et, en 1890, il s'éleva à 325,91 dollars. Dans les trente ans, il augmenta de 56,15 0/0. En même temps, le capital passa de 150 millions de dollars en 1860, à 739 millions de dollars en 1890, et la valeur du produit passa de 214,75 millions de dollars à 722 millions de dollars. Le même phénomène s'est produit dans les fabriques et les usines qui confectionnent les vêtements, la chaussure, ou qui fabriquent les produits alimentaires (2).

Tout cela montre combien fortement le marché intérieur s'est étendu. Mais cette extension, comme nous l'avons déjà dit plus d'une fois, a rencontré, dans le cours de cette dernière période quinquennale 1889-1894, un obstacle à son développement ultérieur, en premier lieu, dans le ralentissement de l'accroissement

(1) En 1850, ils comprenaient 4,3 0/0 de la population entière ; en 1860, 4,7 0/0 ; en 1870, 5,33 0/0 ; en 1880, 5,45 0/0 ; en 1890, 7,53 0/0. (Caroll D Wright. « The industrial evolution of the United States » New-York, 1895, p. 190. ; trad. franç., Paris, 1901.

(2) Carroll D. Wright, *l. c.*

de nouvelles exploitations de nouvelles fermes ; en second lieu, dans une séparation énorme de l'industrie de fabrication et de l'agriculture qui, d'abord, n'était pas trop sensible aux cultivateurs, car ils vendaient leurs produits au-dessus de leur valeur individuelle ; et, en troisième lieu, dans la baisse des prix des produits agricoles au-dessous de leur valeur locale, cette baisse étant produite grâce aux nouveaux pays qui sont entrés sur le marché mondial comme concurrents. Pour toutes ces raisons, le marché intérieur commença à se réduire rapidement. Malgré le bon marché extrême des produits agricoles, des céréales, du coton, la consommation par habitant de l'un et de l'autre produit, comme nous l'avons constaté, baissa de près de 23 0/0, et cela est le meilleur symptôme de l'affaiblissement de la faculté d'achat de la population, et, par conséquent, de la diminution de la production et de la consommation des produits de l'industrie de fabrication.

Il n'y avait pas, en Russie, pas une seule de ces conditions qui pourraient, comme pour les Etats-Unis, contribuer avec une force extrême à l'extension du marché intérieur. Au contraire, les conditions intérieures de la production et les conditions du marché mondial étaient très défavorables à l'extension du marché intérieur pour les produits de l'industrie de fabrication. « Capitalist production », dit Fr. Engels, « being a translatory economical phase, is fall of internate contradictions which develop and become evident in proportion as it developes. *The tendancy to destroy its own market at the same time it creates it is one of them.* Another is the « situation sans issue » to which it leads, and which is developed sooner in a country *without* a foreign market, like Russia, then in countries which more or less are capable of competing in the open world market ». La question consiste donc à savoir quelle est celle des tendances engendrées par le développement du capitalisme qui domine et se développe le plus rapidement : la création du marché intérieur par le capitalisme naissant, ou la réduction, la destruction partielle du marché qu'il a créé ? La marche réelle de notre vie économique nous donne une réponse très nette : les conditions actuelles du marché mondial en général, et en particulier les conditions de notre marché intérieur, qui dépendent du marché mondial, sont telles, que chez nous, en Russie, domine la ten-

dance de la production capitaliste vers la destruction du marché intérieur. « Die Arbeiter als Kaiifer von Waaren sind wichtig für den Markt. Aber als Verkaüfer ihrer Waare, der Arbeitskraft, hat die kapitalistiche Gesellschaft die Tendenz, sie auf das Minimum des Preises zu beschränken. Fernerer Widerspruch. Die Epochen, worin die kapitalistiche Produktion alle ihre Potenzen anstrengt, erweisen sich regelmässig als Epochen der Ueberproduktion, weil die Produktionspotenzen nie so weit angewandt werden können, dass dadurch mehr Werth nicht nur producirt, sondern realisirt werden kann ; der Verkauf der Waaren, die Realisation des Waarenkapitals, also auch des Mehrwerths, ist aber begrentz, nicht durch die konsumtiven Bedürfnisse der Gesellschaft überhaupt, sondern durch die konsumtiven Bedürfnisse einer Gesellschaft, von der die grosse Mehrzahl stets arm ist and stets arm bleiben muss » (*Kapital*, II, pp. 303, 304, Note.) « Die täglich wachsenden Raschheit, womit auf allen grossindustriellen Gebieten heute die Produktion gesichert werden kann, steht gegenüber die stets zunehmende Langsamkeit der Ausdehnung des Marktes für diese vermehrten Produkte. Was jene in Monaten herstellt, kann dieser kaum in Jahren absorbiren » (*Das Kapital*, III, I, 724). Il faut ajouter que, chez nous, le développement de la production capitaliste se produit au dépens de la réduction de la production par les consommateurs eux-mêmes, et, par conséquent, aboutit à leur appauvrissement. Tandis que « der letze Grund aller wirklichen Krisen bleibt immer die Armuth und Konsumptionsbeschränkung der Masse gegenüber dem Trieb der kapitalistischen Produktion, die Produktionskräfte so zu entwickeln, als ob nur die absolute Konsumptionsfähigkeit der Gesellschaft ihre Grenze bilde » (id. III, 2, p. 20, et III, 1, 239-240 *passim*), comme le prouve, à l'évidence, l'exemple des Etats-Unis en 1894-94. Comme la faculté de consommation s'affaiblit en Russie plus rapidement que partout ailleurs en Europe, la « capitalistic production, comme dit Fr. Engels, works its own ruin, and you may be sure it will do so in Russia too (1) ».

(1) Engels ajoute : « It may *and if it lasts long enough*, it will surely produce a fundamental agrarian revolution. I mean a revolution in the condition of landed property, which will and booth « pomiestchik » and the « moujiks », and replace them by a new class of landed proprietors

La crise chronique, longue, parfois plus aiguë, parfois plus faible, que l'économie mondiale supporte depuis les 10 à 15 dernières années, est provoquée par l'appauvrissement relatif de la classe de la population la plus nombreuse, de la classe agricole.

Mais comme l'extension du marché pour les produits de l'industrie de fabrication se heurte contre les obstacles de plus en plus sérieux, grâce à la naissance et au développement de nouveaux centres d'économie sociale dans la forme capitaliste, et comme l'impossibilité de l'extension du marché aboutit à la crise, — le développement de la nouvelle forme de l'économie sociale en Russie, — du capitalisme « et, pendant les dernières années, elle s'est donnée beaucoup de mal en ce sens », dit Marx, réfléchit seulement ce phénomène qui se produit dans les proportions beaucoup plus grandes, avec des oscillations beaucoup plus fortes dans une direction ou dans l'autre, dans les pays les plus développés au point de vue économique et social.

Nous voyons donc que le développement de l'économie capitaliste n'est possible qu'à la condition d'étendre le marché, et, d'une façon générale, il exige que ce marché soit formé par les exploitations agricoles indépendantes des paysans ou des fermiers. Si l'accroissement de celles-ci diminue ou si les prix de leurs produits baissent, le marché de la grande industrie capitaliste se restreint aussi. Les faits nous font de nouveau tirer cette conclusion que l'économie capitaliste, qui se suffit à elle-même, n'est qu'une fantaisie, consciente ou inconsciente de ses apologistes (1).

drawn from the « kiulak » (accapareurs) of the villages and the speculators of the towns. »

(1) On dit à ce sujet, que Marx a prouvé dans le IIe volume du « Capital » la possibilité d'une économie capitaliste se suffisant à elle-même. Mais affirmer cela, c'est alors ne pas comprendre la différence qui existe entre une recherche scientifique et l'application des résultats de cette recherche, les lois dites scientifiques aux faits de la vie réelle. Marx a en effet représenté un schéma, d'après lequel les produits de l'économie sociale capitaliste sont répartis et consommés dans les limites de cette économie. Mais, comme cela se fait dans toute recherche scientifique, il a intentionnellement écarté tous les facteurs qui agissent sur le phénomène examiné. Dans la vie réelle cela ne se produit pas ainsi : « Any child », dit John Perry dans son « Applied Mechanics (London, 1897, p. 2) can state

Nous trouvons donc la confirmation des thèses fondamentales de ces Etudes, à savoir qu'il faut chercher la cause de l'appauvrissement de notre population rurale pendant les 36-37 dernières années dans la transformation capitaliste de l'agriculture, dans la séparation de l'agriculture et de l'industrie de fabrication et dans sa transformation en production capitaliste, qu'en même temps, cet appauvrissement de la majorité relative de la population, qui, par le caractère même de l'influence de la production capitaliste, doit toujours augmenter, réduit inévitablement le marché intérieur pour les produits de la production capitaliste croissante, cette confirmation, nous la trouvons dans le pays qui, par le développement économique qu'il a atteint et par les conditions économiques et politico-sociales, représente un exact antipode de la Russie.

Si même les fermiers américains s'appauvrissent relativement, malgré la large possibilité d'user du crédit et d'une technique perfectionnée, bien que les impôts soient relativement peu importants, et malgré l'absence de militarisme (on donne souvent en Russie l'absence des premiers et le développement du dernier de ces facteurs, comme la raison décisive de l'appauvrissement des paysans), et si leur appauvrissement réduit le marché intérieur, que pouvons-nous attendre chez nous, en Russie, où nous devons ajouter aux causes économiques générales de l'appauvrissement de la population rurale une absence complète de

Newton's second law of motion, and the other half dozen all importants principles of mechanics, so as to get full marks in an examination paper, the engineer knows that the phenomen he deals with are exceedingly complex, and that only a long experience will unable him to utilize the so easily stated principles. » Malheureusement, cette vérité élémentaire, non seulement est toujours oubliée par nos savants chercheurs, mais ils reprochent encore ceux qui, en examinant la vie économique réelle prennent en considération, tant que cela est possible, tout l'ensemble de ses phénomènes et leur action réciproque, de ne pas comprendre telle ou telle loi économique. En outre, si Marx a prouvé quelque chose dans son ouvrage, il a prouvé qu'en prenant en considération toutes les conditions du développement de l'économie capitaliste, on doit constater qu'elle ne peut pas se suffire à elle-même, et qu'elle ne peut pas, par conséquent, être éternelle ; qu'elle se développe toujours et que le développement ultérieur doit aboutir à une forme plus élevée des rapports économico-sociaux.

connaissances agricoles scientifiques et une technique presque primitive.

Mais, en même temps, ces faits prouvent que la base de la question est beaucoup plus profonde, non pas dans la présence de certains facteurs, et dans l'absence des autres.

Faut-il dire que le fermier et l'ouvrier américains peuvent beaucoup plus facilement comprendre leur situation, trouver une issue, et en sortir réellement que ne peuvent le faire nos paysans (1)?

(1) « The success of the farmer of the future there flore depends more upon mental than upon manual effort. » Ainsi termine son rapport pour 1895, le Ministre d'agriculture en Amérique. (Rep. of the Secr. of Agric., 1895, p. 64.)

CHAPITRE XXIX

Résultats et conclusions.

L'organisation économique de la société ayant pour but la satisfaction des besoins matériels de ses membres, à chaque stade historique et économique de son développement, pour atteindre ce but elle met en mouvement les forces qui, dans les conditions de l'époque donnée, peuvent obtenir le plus grand effet avec la moindre dépense de ces forces. Tout l'ordre de la société dépend de son organisation économiqne. Lorsque les forces productives d'une société commencent à se sentir serrées dans leur organisation économique, celle-ci est obligée de se modifier, et si cette modification rencontre sur son chemin des obstacles, il survient un conflit, et tôt ou tard, elle en triomphe, les transforme et les modifie conformément aux formes nouvelles qui s'élaborent. Les exemples sont près de nous. Nous nous souvenons très bien de l'année 1861 avec toutes ses conséquences. Les forces productives du travail étaient très limitées. Sous le rapport économique toute la société était divisée en un nombre infini de petites unités économiques, dont les besoins étaient satisfaits par les produits du travail des producteurs immédiats, et si une certaine quantité d'objets était produite pour la vente, cette quantité représentait une partie relativement peu importante dans le produit annuel. En même temps, les moyens de production étaient nécessairement petits, isolés, adaptés aux forces individuelles, mais ils appartenaient aux producteurs.

« Le rôle historique du capital était de concentrer, d'agrandir ces petits moyens de production isolés, et de les transformer

en leviers puissants de la production actuelle. Mais le capitalisme ne pouvait transformer ces petits moyens de production en forces productives puissantes, qu'en les transformant en même temps de moyens de production individuels en moyens de production qui ne peuvent être utilisés que par l'ensemble des travaux d'un grand nombre de personnes, qu'en les transformant en moyens de production sociaux. Au lieu du rouet, du métier à tisser à la main, apparurent la machine à filer, le métier mécanique ; à la place de l'atelier individuel s'est dressée la fabrique où des milliers d'ouvriers sont occupés à un travail commun. Avec cette transformation des moyens de production, la production elle-même se transforme d'une série de travaux individuels en une série de travaux sociaux, et le produit se transforme de produit d'un individu en produit social. Les fils, les tissus qui sortent maintenant de la fabrique sont les produits des travaux communs d'un grand nombre d'ouvriers, par les mains desquels ils doivent passer avant de prendre la forme de marchandise achevée. Maintenant, personne ne peut dire : ceci est fait par moi, c'est mon travail. »

Le rôle historique du capital consiste dans cette socialisation du travail, ou, en nous servant de l'expression heureuse de Stchedrin, dans l'universalisation du travail.

Mais autrefois, avec la petite production, le produit appartenait au producteur. Maintenant, avec la concentration des moyens de production et avec la transformation de la production en acte social, ce produit ne devient pas social, il n'appartient pas à ceux qui l'ont créé ; non, il devient la propriété d'une personne individuelle entre les mains de laquelle sont concentrés les moyens de production, et ce propriétaire l'offre sur le marché. Cette contradiction entre la production socialisée, la production comme acte social, et l'appropriation du produit de ce travail social par un individu, se développe nécessairement d'autant que la société devient plus capitaliste, et cette contradiction se manifeste en une séparation de plus en plus accentuée, et en une dissociation des classes de la société. A mesure que le capitalisme se développe, les besoins d'une de ces classes se satisfont de moins en moins, par suite de l'élimination d'un grand nombre de producteurs et de leur mise à pied par la technique

perfectionnée, par la plus grande productivité du travail de ceux qui restent, tandis que l'autre classe obtient une quantité de plus en plus grande de produit, et que ce produit exige un marché de plus en plus vaste.

Plus les moyens de production se concentrent, et plus la production se socialise, plus donc la division du travail et sa combinaison dans la fabrique se développent, plus augmente la productivité du travail des ouvriers, plus se restreint le temps de travail nécessaire socialement à la fabrication de la marchandise, plus diminue la somme des forces de travail nécessaires à la production des objets dans la quantité requise pour satisfaire tout le besoin social de cet objet, plus on met en disponibilité du temps de travail et des forces de travail qui deviennent inutiles.

Plus le besoin du produit de cette production technique développée est grand, plus cette production était répandue auparavant, plus elle absorbait de temps de travail et de forces de travail social, et plus le passage de la production petite, individuelle, isolée vers la production grande, concentrée, sociale, a été brusque, plus rapidement sont mises en disponibilité les forces de travail, moins facilement elles trouvent leur utilisation, plus elles doivent compter sur la production qui n'est pas encore sortie de leurs mains, et dont le produit doit couvrir non seulement les besoins qu'il a en vue, mais — par la vente d'une part de produit de plus en plus grande — il doit couvrir les autres besoins, qui étaient auparavant satisfaits par les produits du travail personnel.

C'est précisément dans cette situation que se trouve notre économie sociale, pour autant qu'elle a en vue la satisfaction des deux besoins matériels les plus importants, à savoir, le besoin de nourriture et le besoin de vêtement.

L'industrie textile capitaliste qui s'est développée avec une extrême rapidité a exercé une influence profonde sur toute la vie économique du peuple russe, influence qui a produit son effet au delà de la région où elle poussait ses racines. Dans toute la Russie, on a été contraint d'abandonner le rouet et le métier à tisser partout où pénétraient les produits de l'industrie manufacturière, et le temps de travail mis, par conséquent, en disponibilité, a été considérable. L'industrie textile capita-

liste commença à se développer dans la région où elle a trouvé un personnel humain prêt à cette exploitation. Les paysans des environs de Moscou connaissaient déjà depuis des siècles l'art de filer et de tisser ; il ne restait qu'à utiliser les matériaux préparés. Et le capitalisme les utilisa. Il commença d'abord par entreprendre la production des produits qui sont destinés à un grand nombre de consommateurs. Ses représentants n'avaient pas besoin de se casser la tête en quête d'inventions. Les inventions étaient déjà faites ; ils n'avaient qu'à les utiliser, ce qu'ils ont fait, en sauvegardant leur situation privilégiée avec un grand soin (1).

La situation du capitalisme de la région de Moscou est, en effet, privilégiée. En utilisant l'art des ouvriers acquis depuis des siècles, et la force gratuite de la science et de la technique,

(1) Sous tous les rapports, le capitalisme russe a été plus heureux que son frère aîné de l'Europe Occidentale. Ainsi, par exemple, lorsque furent inventées la machine à filer et la machine de Krompton, on constata que le mouvement circulaire était le meilleur moyen de les mettre en activité, et après quelques tentatives d'utiliser la force des chevaux, on retourna à la force motrice de l'eau. A ce sujet, il est intéressant de consulter le pamphlet « Rise of the Cotton Trade », paru en 1815. Son auteur, un certain John Kennedy, indique l'ancienne nécessité d'établir les fabriques seulement dans les localités où se trouvait la force de l'eau, et par conséquent, loin des endroits où étaient concentrés les ouvriers expérimentés. « Mais, ajoute-t-il, vers l'année 1790, on commença à comprendre l'importance de la machine à vapeur de Watt, et la force de l'eau a perdu sa valeur. Au lieu de transporter la population ouvrière près de la force motrice, on commença à transporter la force motrice au milieu de la population ouvrière. » (Discours de C. Unwin, président de la section mécanique au congrès de l'Association Britannique à Edimbourg, en août 1892. « Nature », August, 1892, p. 358.) Chez nous les essais d'introduction du tissage mécanique en dehors de la région de Moscou ne réussissent pas à cause du bas salaire des ouvriers de cette région, qui dépend de ce fait, que les tisseurs sont, en majorité, agriculteurs et qu'ils retirent une part de leurs moyens d'existence de la terre. Dans la région de Pétersbourg, par exemple, le tissage est peu développé à cause de la cherté de la force de travail, car le salaire payé aux ouvriers doit assurer leur subsistance entière. Ainsi, le tissage d'une archine de calicot avec les métiers mécaniques dans la rénion de Pétersbourg coûte un peu plus d'un copeck, tandis que dans le distr. de Svenigorodsk on paye pour une pièce de 80 archines 60 copecks, ou, dans le distr. de Kolomna, les tisseurs de camelot en coton se contentent de 40 copecks par pièce. (« Annuaire » du Zemstvo de Moscou, 1892, pp. 15-17.)

il força les ouvriers à transporter leurs métiers à tisser de leurs maisons dans ses fabriques ; plus tard, il remplaça le métier à la main par le métier mécanique, et par ce seul fait il conquit la Russie entière. Dans toute la Russie, il n'y a pas de région où tant de conditions favorables au tissage que dans la région de Moscou fussent réunies ; la principale de ces conditions c'est la présence d'une masse d'ouvriers expérimentés. Sous ce rapport, Pétersbourg ne peut pas rivaliser avec Moscou.

En accaparant tout le marché intérieur, en forçant la Russie entière à lui acheter les produits destinés à l'habillement, Moscou a forcé, également, le paysan à déménager de sa maison le rouet et le métier à tisser comme des meubles encombrants ; il a supprimé les occupations de l'hiver, il a forcé à acheter les objets qu'on fabriquait autrefois chez soi. Mais pour acheter, il faut avoir de l'argent. Le paysan doit non seulement ne pas confectionner ses vêtements, mais il doit vendre à présent une quantité plus grande de produits de son travail agricole pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat.

Examinons le mouvement des produits de l'industrie de fabrication et de l'agriculture. Nous sommes en automne. Les travaux agricoles sont achevés ; le blé est récolté, battu. Une partie du blé reste aux paysans pour leur consommation personnelle, mais cette part diminue d'année en année. La population paysanne est forcée de vendre toutes les années une quantité plus grande des produits de son travail agricole pour satisfaire ses besoins de vêtements, payer les impôts, etc. A ce moment, Pétersbourg se déclare acheteur, il offre l'argent. On expédie des télégrammes, on effectue les transferts d'argent dans tous les coins de la Russie. La vente des produits agricoles marche « d'un pas accéléré ».

Pétersbourg, qui a acheté le blé, l'expédie à l'étranger ou aux grands centres de consommation. Lorsque ce sont des marchands locaux qui l'ont acheté, le blé reste dans leurs entrepôts afin d'être prêté quelques mois après aux paysans qui l'ont vendu, avec stipulation d'une prime d'un quart on d'un tiers de la quantité prêtée pour « l'abstinence ».

Le transport du blé forme le revenu essentiel du chemin de fer. Nous avons déjà parlé du sort de l'argent et de la plus-

value obtenus par Pétersbourg. A mesure qu'il est restitué, on le dépose en compte courant, et les dépenses en capital font le même circuit ; une part de la plus-value s'ajoute au capital, et l'autre rachète lės actions et les obligations mises en dépôt, de sorte qu'on peut les déposer à la Banque d'Etat, et recevoir des dividendes et des intérêts indépendamment des bénéfices commerciaux rapportés par la valeur en capital dépensé. L'argent reste dans les banques sous forme de ressources disponibles.

Après avoir étudié brièvement le sort du blé vendu — ce côté de la question a été exposé en détail dans la première partie de nos études — ainsi que le sort des dépenses en capital du marchand de blé, voyons maintenant ce qu'il advient de l'argent que les paysans ont obtenu pour leur blé. Une part de cet argent est employée à payer le fermage. Cette part augmente d'année en année, malgré, ou plutôt, grâce à la minime productivité du travail agricole. Une part sert au payement des impôts, et, comme nous l'avons vu plus haut, on achète pour cet argent aux marchands de blé le même blé comme provision pour l'armée, et alors les marchands rentrent dans leurs dépenses et obtiennent des bénéfices; cet argent va directement dans les poches des capitalistes comme intérêts des dettes publiques, ou il est dépensé pour les besoins de l'Etat, et par cette voie, l'argent revient à ceux qui l'ont jeté dans la circulation.

Une partie de l'argent obtenu par la vente du blé est dépensée pour l'achat des produits de consommation, que l'on fabriquait auparavant chez soi, et sans lesquels on ne peut pas subsister.

Moscou offre ses produits. La population paysanne les achète. L'argent, obtenu pour la marchandise vendue, revient à ses véritables maîtres, aux fabricants. Ainsi, nous observons un mouvement des produits dans deux directions. Le mouvement du produit agricole est centripète — il se dirige vers les centres de commerce du blé ; celui des produits de l'industrie de fabrication est centrifuge — il se dirige vers les centres de la consommation. Le représentant de la première direction, c'est Pétersbourg ; celui de la seconde, Moscou. Les deux centres ont établi « la division territoriale du travail ».

Pétersbourg met l'argent en circulation. Il accomplit sa fonction, il achète le blé. Mais le producteur vend son blé non pas parce qu'il n'en a pas besoin, — dans quelques mois ce besoin deviendra urgent, — mais pour obtenir l'argent nécessaire au payement des impôts et à l'achat des objets de l'industrie de fabrication. Il vend le blé, car il n'a pas les moyens de production nécessaires à la fabrication des objets de vêtement, etc... ils se sont dissociés de lui, ils se sont convertis en capital et se sont concentrés à Moscou. Mais le paysan ne peut pas subsister sans les produits de l'industrie de fabrication. L'aliénation intensifiée des produits agricoles dépend donc de la transformation capitaliste de la production, de la séparation des instruments de production du producteur immédiat, et cela crée le marché intérieur pour le capital.

Moscou c'est le moteur primordial du procès de la capitalisation. Pétersbourg, comme acheteur de blé, bénéficie des conditions créées par Moscou : de la conversion des instruments de production en capital, de leur séparation des producteurs immédiats, de la mise en disponibilité des forces de travail, et par conséquent, de la nécessité d'aliéner de plus en plus les produits agricoles.

Pétersbourg est devenu l'acheteur du blé, et le paysan, en aliénant son blé, obtient l'argent avec lequel il achète à Moscou les produits de son industrie de fabrication. Cette division territoriale du travail est avantageuse pour Pétersbourg et pour Moscou : la valeur relative de la plus-value, obtenue dans l'agriculture et l'industrie de fabrication, échue à ces deux villes augmente d'année en année, quoique l'accroissement de la part de Moscou soit plus rapide que l'accroissement de la part de Pétersbourg. Même à présent, les bénéfices de Moscou et de Pétersbourg comprennent plus de 44 0/0 des bénéfices de toute la Russie d'Europe, et la part de Moscou se rapproche rapidement de la part de Pétersbourg.

Cette dernière circonstance peut être expliquée, d'un côté, par la transformation capitaliste rapide des industries, et partant, par l'accroissement encore plus rapide de la plus-value, cet accroissement dépendant de l'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie de fabrication, dont bénéficie le capital seul. De l'autre côté, en partie par l'abaissement relatif

de la productivité du travail dans l'agriculture, dont la valeur des produits est déterminée sur le marché mondial en dehors des conditions de cette productivité chez nous ; en partie, par le fait que les paysans ont encore en leur possession la terre, et par conséquent, les produits obtenus par les travaux agricoles, de sorte que dans les limites de l'industrie agricole, la consommation de la population se trouve, à un certain degré, en dehors de la dépendance de sa faculté de payement. Nous avons vu, dans la première série de nos études, quel rôle décisif jouent le crédit et les chemins de fer dans le processus de vente du blé, dans la conversion des moyens de subsistance en marchandises. Maintenant nous voyons que le facteur primordial de cette aliénation, c'est la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, phénomène en vertu duquel tous les moyens, qui contribuent à la pénétration des produits de l'industrie manufacturière dans les localités où jusque-là on se contentait des produits de son propre travail, servent en même temps de moyens de séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, et par conséquent, de moyens de transformation capitaliste des industries. Parmi ces moyens, les chemins de fer se trouvent au premier plan (1).

D'un autre côté, rien ne contribue si fortement à la conversion des produits de la production et de la consommation locales en marchandise, et partant, à leur retrait de la consommation

(1) M. le professeur A. Tchouprov, dans son « Economie Politique » (Moscou, 1892; dit : « On peut affirmer avec certitude que sous l'influence de ce facteur (les chemins de fer) la production des objets encombrants gagnera plus que la fabrication des objets manufacturés » (p. 34). Nous pensons, au contraire, qu'en nous basant sur les chiffres et les données utilisées dans ces études, nous pouvons affirmer que, sous l'influence de l'extension du réseau des chemins de fer, le développement de la production manufacturière, notamment, sous sa forme capitaliste, gagne beaucoup plus que l'agriculture, et qu'elle a gagné justement par le fait qu'elle se développait au dépens de l'industrie domestique d'un côté, et par la nécessité provoquée par cette circonstance, de vendre une part des produits agricoles plus grande qu'auparavant pour acquérir par l'achat les objets confectionnés jadis par le travail personnel pour la consommation personnelle. Les Anglais tâchent de construire les chemins de fer en Extrême-Orient et surtout en Chine, non pas tant pour l'exportation du riz et d'autres produits agricoles, que pour conquérir les marchés pour les produits de leurs fabriques.

locale et à la transformation capitaliste des industries, que ces mêmes chemins de fer. Après les chemins de fer ce sont les établissements de crédit, qui fournissent l'argent au fabricant et au marchand pour le temps où leur marchandise se trouve en circulation.

La transformation capitaliste des industries domestiques n'embrasse pas l'industrie textile. Le capitalisme tend à transformer la production de tous les objets en production marchande. Mais plus grand est le nombre des industries qu'il accapare, plus grande devient la masse disponible des forces de travail et du temps de travail des paysans, plus grande devient la part des produits agricoles que la population paysanne doit vendre pour pouvoir subvenir à d'autres besoins urgents, moins il lui reste de moyens pour augmenter la productivité de son travail agricole. Et le paysan apporte sur le marché ce produit de son travail agricole peu productif, qui, à chaque nouvelle moisson, enlève de plus en plus à la terre et lui rend de moins en moins. Ici, outre les gens de son village, les paysans des autres districts et des autres gouvernements, il rencontre les producteurs, qui travaillent dans des conditions beaucoup plus favorables, qui dépensent un tiers, un quart du travail qu'il a dépensé à la production d'une quantité déterminée de produit, et qui, par conséquent, peuvent le vendre meilleur marché. Le paysan est forcé ou de retourner chez lui avec son blé, ou de le vendre au-dessous de sa valeur individuelle. Il n'a pas de choix. Il vend. Il éprouve sur lui-même l'influence d'une loi aveugle, implacable, qui détermine la valeur de la marchandise qu'il a créée, le blé, par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. La productivité de son travail agricole est trop insignifiante relativement à la valeur sociale moyenne. Mais il ne peut pas l'augmenter. Il est forcé à présent de vendre davantage de blé pour pouvoir couvrir avec cet argent les autres besoins urgents ; il devient plus difficile de dépenser l'argent à l'acquisition des instruments agricoles. Mais ces concurrents de la production du blé ne dorment pas, la productivité de leur travail augmente de plus en plus. En même temps, progresse de plus en plus la transformation capitaliste des industries, dont les produits satisfaisaient autrefois les autres besoins. Il en résulte que son année de travail comprend de moins en moins de journées de travail. Et

comme les valeurs ne sont créées que pendant la durée du travail, la quantité de valeur qu'il produit diminue de plus en plus. Avec la diminution de la diversité des produits qu'il crée, diminue la valeur d'usage de ceux qu'il continue à produire, et de cette valeur réduite il est forcé d'aliéner une part croissante, car sa part, comme la part de l'ouvrier, se réduit de plus en plus. La différence entre les prix du blé dans les lieux de production et dans les lieux de consommation augmente, ce qui montre bien que la vente du blé est une vente forcée.

La population continue à augmenter. Comme il ne lui est plus possible de s'occuper d'autres industries en dehors de l'agriculture, comme la séparation de l'agriculture et des autres industries augmente toujours en même temps que leur transformation capitaliste, on est forcé, pour pouvoir subsister, d'étendre les champs aux dépens des pâturages, des prairies, d'abattre les forêts, et, par tous ces moyens, d'empirer davantage les conditions naturelles, et de se soumettre davantage à leur influence (1). Mais l'extension des champs aux dépens des pâtu-

(1) Dans la zone des terres végétales, les champs des paysans comprennent près de 63 0/0 de toutes les bonnes terres ; dans le gouvernement de Saratov, 70,3 0/0 ; dans le gouvernement de Simbirsk, 82,3 0/0, ici on ensemence de 66 à 74 0/0 de tous les champs, souvent même de 90 0/0, 99 0/0 (distr. d'Orgievsk, gouvernement de Bessarabie), c'est-à-dire, on ensemence la même terre tous les ans, sans discontinuer. Dans les gouvernements du centre, les prairies comprennent 10, 11 0/0 de toutes les bonnes terres, mais on rencontre souvent des localités où les prairies ne comprennent que 5, 4 et même 3 0/0, c'est-à-dire que bien des villages n'ont ni pâturages, ni prairies. (« Travail libre », p. 6.) Une des personnes qui ont le mieux étudié la vie économique locale, M. T. A. Tscherbina, dans ses « Notes sur le gouvernement de Voronège, pour 1893 », dit : « dans ces derniers temps, grâce aux énormes défrichements rapaces, de vastes étendues de bonnes terres sont devenues mauvaises. Partout, dans le gouvernement on se trouve en présence d'éboulements, de fondrières, d'ensablement des rivières, on assiste à l'augmentation des ravines, à la formation de fossés, de ravines, etc. La destruction de la couche supérieure du sol se produit rapidement, dans de grandes proportions, et là où on cultivait auparavant les céréales, où croissaient les herbes, où se dressaient les forêts... il n'y a maintenant aucune végétation. » Par exemple, dans 4 districts « sur 1.381.000 dessiatines, il y a 119.000 dessiatines de mauvaises terres, dont 49.636 dessiatines ou 71 0/0 se sont formées pendant les 25 dernières années, en d'autres termes, 2.000 dessiatines ont passé annuellement, en moyenne,

rages et des prairies aboutit à la diminution du bétail qui, même sans cela, devient une charge à cause de la difficulté de le nourrir pendant l'hiver. On vend le bétail. Avec la réduction du nombre des bestiaux la quantité d'engrais diminue, le sol non fumé subit l'influence de la sécheresse. Nous avons vu quelle influence importante a le manque de bétail même pour les familles où il y a beaucoup de travailleurs, et qui possèdent un grand lot. Nous avons vu par l'exemple du gouvernement de Saratov qu'il ne leur reste rien à faire qu'à donner leurs terres en location, et, que de cette manière les 3/5 de leurs lots sortent de leurs mains.

Dans le cours du temps, ce phénomène devient général. M. Skortzov, qui a examiné les résultats de l'économie des paysans avec l'assolement triple de lots à terre végétale (1), présente des données qui nous apprennent, que 60 0/0 de tous les ménages des paysans cultivent leurs lots avec leur bétail, 12 0/0 cultivent en location et 9,13 0/0 ne cultivent pas du tout, 2 0/0 ont laissé leurs lots sans les ensemencer, et 6 0/0 n'ont rien à cultiver, ils sont sans lots. De sorte, que, *dans le centre de la Russie agricole moins des 2/3 des familles paysannes peuvent s'occuper d'agriculture d'une façon indépendante.*

Mais les besoins n'attendent pas. Il n'est pas possible de s'occuper d'agriculture quand on n'a pas de bêtes de somme, c'est pourquoi on est contraint de donner sa terre en location. Les conditions de cette mise en location sont très onéreuses. Ainsi par exemple l'auteur de l'ouvrage « Mauvaise récolte et calamité du peuple » dit : « Partout où le fermage par les paysans s'élève de 15 à 20 roubles par dessiatine pour les grands blés, et à 12-15 roubles pour les petits blés, où, en moyenne, il s'élève de 9 à 12 roubles ; les lots des paysans, contribuables retardataires, sont loués pour 23 roubles d'arriérés, pour un terme de 12 années, et moyennant le payement de 24 roubles, c'est-à-dire, pour 2 roubles par dessiatine (2). »

dans la catégorie des terres mauvaises au point de vue économique. » (Cité dans les « Bulletins russes », 1893, n° 41.)

(1) « Moniteur juridique, » 1891, v. VIII, p. 157-186.

(2) Ce procès (le procès d'expropriation) a causé de grands ravages parmi les économies avec lots au-dessous de 5 dessiatines ; en commençant par les modestes 14 0/0 (sans cheval) dans le gouvernement de

La location des lots est une des formes de l'aliénation. Outre la mise en location, on hypothèque les terres. Ainsi, dans le gouvernement de Samara, en 1888, les terres hypothéquées comprenaient 6,5 0/0, en s'élevant parfois, comme dans le district de Nicolaeosk, à 12,6 0/0. « Il y a des villages où les paysans ont hypothéqué tous leurs lots. » Il n'est pas extraordinaire que, dans ces conditions, le nombre des sans-terre et sans-gîte s'élève à près de 14 0/0 (1).

Mais admettons qu'il y ait un concours de conditions favorables à l'agriculture. La récolte est abondante. Les paysans s'empressent de s'acquitter de leurs dettes, ils encombrent le marché de leur blé, la différence entre les prix du blé dans les lieux de production et les lieux de consommation s'accentue encore davantage. La capitalisation marche « d'un pas accéléré ». Le travail dans les fabriques augmente. La vente des marchandises manufacturées et autres augmente aussi, les bénéfices des

Samara, distr. Wasilsk, il aboutit à ce fait que presque la moitié des économies avec lots au-dessous de 5 dessiatines n'ont pas de bêtes de somme, et par ce fait les paysans sont convertis en salariés. (Svortzov, « Résultats ». « Moniteur juridique », 1892, novembre, p. 445.)

Le « Moniteur rural » a une autre opinion. Il a inséré une lettre d'un paysan, M. Kousnetzov, du bailliage de Velikoretch (distr. Jaransk, gouvernement de Viatka). « A cause de la mauvaise récolte et de la perte du bétail dans beaucoup de villages, écrit-il, on a labouré la terre avec ses propres forces, sans bêtes de somme. Les gens labouraient en s'attelant 5, 6, 7 à chaque charrue... Les hommes et les femmes labourent ensemble la terre... il est difficile de labourer à 5, à 7 c'est très facile, à 6 c'est juste ce qu'il faut... seulement les gens doivent se reposer plus souvent que le cheval, à cause de cela on ne peut labourer qu'une étendue de terre moindre qu'on ne laboure avec le cheval. » Le « Moniteur rural » ajoute à cette lettre décrivant le mode de labourage : « lorsque le paysan n'a plus de cheval, il ne se croit plus le patron, tandis que si le paysan perd son cheval, ce n'est pas une raison d'abandonner l'agriculture... dans les gouvernements du centre, où il n'y a pas beaucoup de terres, où les lots sont petits... il n'est pas même besoin d'entretenir un cheval pendant toute l'année... plusieurs pauvres diables, en s'entendant pour travailler en commun, pourraient labourer les champs, une, deux dessiatines chez chacun d'eux, et ils auraient leur blé pour toute l'année, ou à peu près. » (Cité dans les « Bulletins russes », 1892, 28 novembre.)

(1) J. Krasnoperov, « Formes du crédit populaire dans le gouvernement de Samara », « Moniteur juridique », 1891, v. IX, pp. 405-429 et « Recueil des renseignements statistiques du gouvernement de Samara », Samara, 1892, p. 117-118.

entrepreneurs s'accroissent encore plus rapidement (chaque 0/0 d'accroissement du nombre des ouvriers augmente l'accroissement des valeurs créées de deux 0/0 ou davantage et la valeur des bénéfices de plus de 11 0/0. Cette augmentation de la production et des bénéfices permet aux capitalistes entrepreneurs d'agrandir leur entreprise, d'augmenter les dépenses pour les machines, mais comme, avec chaque dépense subséquente, on acquiert des machines plus perfectionnées, qui économisent les dépenses pour les forces de travail, avec l'extension de la production le nombre relatif des ouvriers occupés se restreint.

Si cette année favorable à l'agriculture se répète, le paysan pourra respirer un peu plus librement. Il s'est acquitté l'année dernière d'une part de ses dettes, et il a fait alors une provision d'objets nécessaires à la vie matérielle, comme par exemple des vêtements, etc. Maintenant, il n'a pas besoin de vendre son blé à tout prix ; il le garde pour sa consommation personnelle et pour la consommation de sa famille. La possibilité de satisfaire les besoins urgents a augmenté, et les prix locaux, malgré la surproduction, s'élèvent. Leur différence dans les lieux de production et de consommation diminue, les bénéfices commerciaux sur les blés baissent. Il devient possible de satisfaire les besoins réels et non pas les seuls besoins des consommateurs qui payent, comme cela se produit dans les conditions capitalistes de la circulation : les producteurs possèdent la terre.

Les fabriques et les usines travaillent tant qu'elles peuvent. Les bénéfices atteignent des proportions monstrueuses. L'industrie et le commerce prospèrent. Mais au point de vue économico-social, cette prospérité n'est qu'apparente. En réalité, la diminution du nombre des journées de travail dans le cours de l'année réduit pour le paysan la possibilité de produire autant de valeurs d'échange qu'il est nécessaire, pour pouvoir satisfaire par la vente les besoins qu'il satisfaisait auparavant par son propre travail. La séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture l'a privé de cette possibilité. La vente du blé, quoiqu'elle se produise à présent dans des proportions plus grandes qu'auparavant, se produit à des prix plus bas que ceux qui étaient cotés il y a dix ans. A cause de l'industrie de fabricat tion, il est forcé d'abandonner la culture du lin, du chanvre, la manipulation de la laine, les travaux qui occupaient auparavan

une part considérable du temps de travail. En somme, sa faculté de payement a diminué, de sorte que tout l'accroissement du mode capitaliste de l'industrie textile se produit aux dépens de cette industrie sous forme d'industrie domestique, et finalement, toute la production sociale dans l'industrie textile, malgré l'accroissement gigantesque de la forme capitaliste de cette branche d'industrie, diminue toutes les années, même les années de récolte abondante.

De même que dans nos premiers chapitres les chiffres de la production du blé, de son exportation, etc., nous ont amené à cette conclusion, que le *développement du commerce et du capitalisme se produisent exclusivement aux dépens de la moindre consommation du blé par le peuple* (1), de même les chiffres de notre deuxième partie nous amènent à cette conclusion, que *tout l'accroissement rapide de la forme capitaliste de l'industrie textile se produit exclusivement aux dépens*, *non seulement de la production du peuple*, des matières premières et de fabrication des produits, et partant, de la mise en disponibilité du temps de travail du peuple, mais aussi *aux dépens de la consommation du peuple*. La séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, des moyens de production et de l'ouvrier, la transformation capitaliste des industries, la mise en disponibilité du temps de travail social, voilà le facteur primordial de la diminution du bien-être du peuple, de la vente croissante de la part du produit du travail agricole, de la contraction de la consommation du peuple.

(1) La diminution de la consommation du blé a continué dans la période 1880-90. Ainsi quoique, à cause de l'augmentation du défrichement, la récolte de froment et d'orge, outre l'exportation dans la période 1874-77, ait été de 83.601 tchetverts par année, et dans la période 1888-90, de 90.304 tchetverts, c'est-à-dire qu'elle ait augmenté de 8,6 0/0, la population s'accrut, dans ce laps de temps, de 14 0/0, de sorte que la production du blé retarde sur l'accroissement de la population de 6 0/0. Nous avons déjà dit qu'aux Etats-Unis, on observe le même phénomène, quoique à un degré moindre. M. Marres, dans la séance de la section statistique de la société des Juristes de Moscou, le 24 février 1893, a démontré que pendant la période 1870-78 la consommation annuelle par homme était de 12 pouds, 22 livres de blé, et pendant la période 1883-90 de 11 pouds, 35 livres. (« Bulletins russes », 3 mars 1893.) D'après ces calculs, la consommation s'est réduite de 5 0/0.

La terre, parce qu'elle a donné trop pendant deux années consécutives, qu'elle a produit une récolte trop abondante sans rien recevoir en échange, s'est épuisée, et ne peut produire qu'une récolte insuffisante. Si à cela s'ajoutent des conditions météorologiques défavorables, elle ne produira rien, comme cela est arrivé autrefois, par exemple en 1870, en 1880 et dans d'autres années, dans certaines régions relativement restreintes. Mais comme le procès de la séparation de plus en plus profonde de l'industrie de fabrication et de l'agriculture s'étendait de plus en plus, il aboutit à la famine qui a régné dans 18 gouvernements de la zone de terre végétale.

Une certaine diminution de la récolte influe immédiatement sur la production capitaliste ; celle-ci diminue, on congédie des ouvriers, le « rythme » de la vie économique commence à se ralentir. Moins la récolte est bonne, plus l'étendue de cette mauvaise récolte est grande, plus fortement s'accentue la diminution de la production, plus nettement se manifeste la « crise », la « surproduction », le manque de consommateurs qui peuvent payer. Et nulle part, cette crise ne révèle si nettement son origine que chez nous. En effet, considérons les faits. Dans le cas le plus favorable, le nombre des ouvriers occupés dans les fabriques de l'industrie textile s'élève à quelques 370.000 dans toute la Russie d'Europe. Le nombre des ouvriers dont le temps de travail est mis en disponibilité par suite de l'introduction du mode capitaliste de production, s'élève à des dizaines de millions sur toute l'étendue de la Russie. Ce sont des ouvriers qui passent leur hiver sans travailler, et qui errent en été à la recherche du travail en Sibérie, dans l'Asie centrale, dans le midi de la Russie, partout. Moins elles trouvent chez eux d'occupation, plus grandes sont les masses qui vont chercher du travail au loin. En même temps, dans l'industrie de fabrication, les ouvriers trouvent moins d'occupation. Eux aussi, ils cherchent du travail sans le trouver. Et on veut nous convaincre, en prenant un air très sérieux, que la cause exclusive de cette situation est la disproportion entre le salaire et l'augmentation de productivité du travail. En effet, le salaire chez nous est plus bas que dans tout autre pays capitaliste. Mais s'il haussait, il n'empêcherait pas « la crise ». Même si le salaire de ces 370.000 ouvriers double, triple même, s'il absorbe tout le produit créé pendant l'année,

c'est-à-dire, les bénéfices commerciaux et ceux de l'entreprise, si toujours le produit prend la bonne marchandise, la situation se modifiera très peu (1). Malgré cette élévation du salaire des ouvriers des fabriques, les millions de paysans qui ne trouvent pas d'occupation ne pourront pas acheter de moyens de subsistance, ni blé, ni vêtements ; pour eux la quantité de blé n'augmentera pas même d'un grain, la quantité de leurs vêtements n'augmentera pas même d'un fil, quoiqu'ils aient un grand besoin de vêtements, qu'ils ne peuvent pas acheter par manque de ressources ; et par suite de l'absence de consommateurs qui peuvent payer, la production dans l'industrie textile se restreint et les ouvriers perdent leur travail.

Il est évident que l'origine de ces « crises », de cette « surproduction » réside exclusivement dans le mode capitaliste de la production. Ces crises ne sont pas possibles avec le travail des esclaves, ni avec le travail des serfs, ni dans tout autre mode de travail, excepté dans le travail capitaliste (Annexe B.)

Plus la productivité et l'intensité du travail se développent, plus se réduit le temps de travail nécessaire socialement à la fabrication de la quantité de produits qui satisfait le besoin social. Et comme la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa fabrication, avec la restriction de ce temps diminue toute la valeur d'échange brute créée.

Ici se produit le conflit entre la tendance sociale, qui se développe, à réduire le temps nécessaire socialement à la fabrication des produits satisfaisant un besoin déterminé, et la forme que revêt la fabrication de ces produits. Le temps de travail nécessaire socialement s'est réduit, et la société, grâce à la forme de la production, non seulement ne peut pas bénéficier de cette réduction, mais, au contraire, elle met en disponibilité une masse de forces de travail et de temps de travail qui ne peuvent trouver d'utilisation, exclusivement parce que les producteurs immédiats ne possèdent pas les moyens de production, et parce que les produits revêtent la forme de marchandises. Cela ne

(1) Comme cela s'est produit dans l'industrie cotonnière en Angleterre en 1891, 90 grandes entreprises n'ont donné, en moyenne, que près de 1/3 0/0 de bénéfice, et en 1892, elles n'ont eu que des pertes.

veut pas dire que les forces de travail social mises en disponibilité ne peuvent trouver d'utilisation parce que les besoins sociaux sont déjà satisfaits. Non, la forme économique capitaliste ne connaît pas d'autre consommation que la consommation qui paye et, en même temps, elle tend à réduire la faculté de payement de la population, en privant d'occupation une masse de forces de travail. Mais comme en même temps se produit la transformation capitaliste des autres industries de la population, qui restaient jusque-là entre les mains des producteurs immédiats, il en résulte, qu'avec la diminution de la faculté de payement de la population, diminue aussi la consommation du peuple. Toute la production du peuple était dirigée vers la confection des objets qui satisfaisaient les besoins existants du peuple. Avec le transfert de la production des mains des producteurs immédiats entre les mains des entrepreneurs individuels, il faut beaucoup moins de temps de travail social pour satisfaire les mêmes besoins, et avec ce temps de travail réduit il est possible de satisfaire la même masse de besoins de produits. Le marché intérieur surabonde de produits, quoique à meilleur marché, car il faut socialement moins de temps pour la fabrication ; mais ils revêtent la forme marchande, c'est-à-dire la forme grâce à laquelle le produit donné, indépendamment de la satisfaction d'un besoin quelconque, acquiert une nouvelle propriété, devient une marchandise.

Pour utiliser le produit, dès qu'il devient une marchandise, il faut l'acheter. On a cessé de le produire pour satisfaire ses besoins personnels. Pour acheter, il faut avoir des moyens d'achat, et on ne peut les acquérir qu'en vendant, sous forme de marchandise, ou sa propre force de travail, ou le produit de sa propre production. La grande majorité des producteurs immédiats n'ont à vendre que le produit de leur travail agricole, car personne n'a besoin de leur force de travail. La valeur de leur produit sur le marché est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa fabrication. Ce temps de travail est calculé sans l'intervention directe du producteur, au loin, sur le marché mondial. Avec la vente, la part du producteur dans son produit est réduite au salaire moyen pour le temps de travail nécessaire socialement. Comme ce travail est produit pendant une partie de l'année de travail, cette partie seule est

payée. Si la productivité du travail du paysan est au-dessous de la productivité sociale moyenne, tant pis pour lui : il ne recevra que la part qu'il devrait obtenir si son travail avait une productivité moyenne.

Le paysan, ayant vendu le produit de son travail agricole, et ayant obtenu, dans l'hypothèse la plus favorable, ce qui représente la valeur de sa force de travail dépensé pendant le temps de travail requis par la production de ce produit agricole, est forcé d'acquérir avec cet argent les moyens de subsistance qu'il produisait autrefois lui-même. Ce serait donc là pour lui la plus grande somme de dépenses pour ses achats. Mais il ne dépensera pas cette somme supérieure, car il doit retenir une quantité déterminée de ces produits pour satisfaire ses besoins personnels. Ainsi, la possibilité de satisfaire ses besoins dépend de la somme de ses ventes, de la somme des valeurs d'échange qu'il aliène. Moins de temps de travail annuel il emploie à la production, moindre est la somme des moyens d'achat dont il disposera (1).

Son temps de travail annuel se réduit à mesure que les industries passent sous le régime capitaliste, à mesure que la fabrication des moyens de subsistance dont il a besoin, passe aux mains du capitalisme. Le capitalisme, de son côté, embrasse principalement les branches de production dont les produits sont destinés à un vaste marché, à un grand nombre de consommateurs, car à cette seule condition il existe un stimulant à l'augmentation de la productivité du travail. Avec l'augmentation de productivité du travail, un nombre incomparablement moindre d'ouvriers, mais d'ouvriers qui travaillent pour le capitaliste entrepreneur, en dépensant moins de temps de travail peuvent produire une quantité plus grande de produits. Toute la quantité de ces produits nouvellement créée par eux est limitée principalement par les besoins de la population paysanne, dont la faculté d'achat se réduit à mesure que cette transformation capitaliste se développe. La somme, donc, des valeurs d'usage produites par le capitaliste, à cause même de son origine, ne peut pas dépasser la somme des valeurs

(1) La capitalisation de l'industrie textile est suivie de la capitalisation de l'huilerie, de la meunerie, de la clouterie.

d'usage qui étaient produites avant son apparition, comme nous l'avons vu par l'exemple de l'industrie textile. Pas une branche d'industrie qui a été accaparée par le capital, n'a atteint un si vaste développement que celle qui s'occupe de la manipulation des matières textiles ; et malgré cela, la somme totale de la manipulation de ces matières non seulement n'a pas augmenté, mais elle diminue constamment ; de sorte que la production capitaliste se développe exclusivement aux dépens de l'industrie domestique, et malgré l'abaissement du prix des tissus fabriqués, les besoins de vêtements etc. ne sont satisfaits que dans des proportions moindres ; car la quantité totale des matières textiles produites diminue beaucoup plus rapidement que la quantité de ces matières qui sont travaillées par le capitalisme.

Ce fait est très significatif encore sous un autre rapport, à savoir, qu'il nous permet de voir comment, avec l'extension de la manipulation des matières textiles à bon marché, diminuent la culture et l'apprêt (sans parler de la manipulation) de ces matières textiles que les paysans produisaient autrefois. Ainsi, nous avons vu que dans une période de dix années la culture du lin a diminué de plus de 23 0/0, que la fabrication de la filasse de chanvre, qui était employée à la confection du linge, a diminué encore davantage ainsi que l'élève des bêtes à laine (1). La transformation capitaliste de l'industrie de l'huile

(1) « Matériaux pour l'élaboration des tarifs des chemins de fer russes, » publication du Ministère des Finances, Départ. des chemins de fer, liv. II, pour l'élaboration de tarifs ; *a*) pour le lin et le chanvre, et *b*) pour le sucre. (Saint-Pétersbourg, 1892, p. 72.) « Les mauvaises récoltes de ces dernières années ont provoqué non seulement un grand besoin de blé et de fourrages, mais elles ont encore privé la population de chanvre et par conséquent ont enlevé la possibilité d'avoir le linge fabriqué par l'industrie domestique, ce qui, par l'absence des autres ressources, a diminué encore davantage la quantité de vêtement, et a laissé les femmes sans occupation pendant les longues soirées d'hiver et d'automne. » Correspondance d'Orel aux « Bulletins russes », 8 novembre 1892. Ainsi, outre l'exploitation capitaliste du tissage, la mauvaise récolte, elle aussi, a pu exercer une influence sur la diminution des industries domestiques dans les années 1891 et 1892. « En 1889, on a obtenu 446 mille pouds de laine locale lavée et on a importé 824 mille pouds de laine lavée et peignée, et de fils, c'est-à-dire on a employé à la fabrication manufacturière des tissus de laine, 1/3 de notre laine et 2/3 de laine importée. Cette quantité

et de la meunerie aboutit à l'exportation des tourteaux et du son, tandis que l'élève du bétail diminue à cause du manque de fourrage.

Ces accaparements des diverses branches de production par le capitalisme se produisent d'une façon ininterrompue. Le développement de chacune de ces branches est limité par les besoins sociaux de la consommation qui existaient avant ces accaparements, et, par suite de ces accaparements, par suite de la réduction du temps de travail nécessaire socialement à la fabrication des produits de cette branche d'industrie et par conséquent, de la mise en disponibilité du temps de travail et des forces de travail sociaux, les besoins sociaux de consommation diminuent. Cette diminution dépend exclusivement de la forme de la production, de ce fait qu'elle a perdu son caractère populaire et qu'elle a acquis un caractère individuel, capitaliste, de sorte que l'économie sociale non seulement ne peut pas bénéficier de tout le progrès des sciences et de leurs applications techniques, qui réduisent le travail nécessaire à la production, mais, dans son ensemble, elle se trouve au moins à l'état de stagnation.

Le capitalisme a progressé et très rapidement même. Il a bénéficié du développement des sciences et de leur application exclusivement aux dépens de la production et de la consommation populaires. Mais plus sa marche était rapide, plus vastes étaient ses accaparements industriels, que le protectionnisme accéléra énormément, plus rapidement se produisaient l'épuisement des moyens industriels du peuple, l'épuisement de la terre, la diminution de la production du peuple, et par conséquent, de la consommation du peuple.

Cette situation des rapports économico-sociaux ne pouvait pas durer longtemps. A mesure que le capitalisme accaparait les diverses branches de production, à mesure que les forces de travail étaient mises en disponibilité, et ne trouvaient plus d'utilisation, à mesure que les producteurs immédiats étaient expropriés de leurs moyens de production, il ne restait plus à la po-

de laine est le produit de 10.000.000 moutons... Mais comme auparavant, on n'importait pas de laine, cela veut dire que l'élève des moutons mérinos a diminué de 10.000.000 moutons. (Kololenko, *id.*, p. 65.)

pulation paysanne qu'à extraire de la terre tous ses moyens de subsistance. Mais la terre, n'obtenant rien en échange de ce qu'on lui enlevait toutes les années, s'épuisait de plus en plus, et le concours de quelques conditions naturelles défavorables provoqua ce qui se préparait petit à petit sous l'influence d'une série de conditions économico-sociales : la terre n'a rien produit. Ainsi, la famine est la conséquence immédiate de la non-adaptation de la forme que notre industrie a revêtue depuis les trente dernières années. Au lieu de suivre nos traditions séculaires, au lieu de développer le principe des liens étroits contre les moyens de production et les producteurs immédiats ; au lieu d'utiliser les acquisitions de la science de l'Europe Occidentale, et de les appliquer au développement de la forme de l'industrie basée sur la possession des instruments de travail par les paysans ; au lieu d'augmenter la productivité du travail par la concentration des moyens de production entre leurs mains, au lieu d'utiliser non pas le mode de production, mais son organisation, telle qu'elle existe dans l'Europe Occidentale, avec sa coopération très développée, la division et la combinaison du travail, les machines, etc., au lieu de développer le principe qui est à la base de la possession de la terre par les paysans et de l'appliquer dans le domaine de la jouissance de la terre par les paysans, au lieu d'ouvrir aux paysans un large accès aux sciences et à leur application, au lieu de tout cela, nous nous sommes engagés dans la voie diamétralement opposée. Non seulement, nous n'avons pas empêché le développement des formes capitalistes de la production, bien qu'elles eussent pour condition l'expropriation des paysans, mais nous avons, au contraire, fait tous nos efforts pour bouleverser radicalement toute notre vie économique, bouleversement qui nous a amené à la famine de l'année 1891. Les premiers effets de la prospérité de la production capitaliste nous avaient aveuglés au point que nous avons pris le développement du capitalisme pour le développement de toute la production populaire ; nous avons identifié ce qui se trouve, au fond, à l'état d'antagonisme ; nous avons oublié que le développement du capitalisme, du mode économique que nous encouragions, ne peut se produire qu'exclusivement aux dépens de l'autre. Nous n'avons pas voulu remarquer que la transformation de la production en produc-

tion capitaliste doit, par les lois inévitables de la production capitaliste, contracter nécessairement le marché intérieur qui la soutient, que les limites du développement du capitalisme sont déterminées par lui-même. Nous n'avons pas voulu profiter de la leçon que la marche économique de l'Europe Occidentalè nous avait donnée. Nous avons été tellement frappés par l'éclat du développement du capitalisme en Angleterre, et nous sommes tellement frappés par le développement encore plus rapide du capitalisme aux Etats-Unis, qu'en ne prenant en considération ni les conditions de son origine, ni l'influence qu'il exerce sur la majorité de la population, non seulement nous avons employé tous les moyens possibles pour l'implanter, mais nous avons atteint, en effet, des résultats importants à ce point de vue.

Le côté négatif de ces résultats ne tarda pas à se manifester. En entrant dans l'arène capitaliste après les autres nations capitalistes, lorsque la grande majorité des marchés était déjà accaparée, lorsque la productivité du travail de nos concurrents avait déjà dépassé la nôtre, lorsque chaque année la productivité du travail augmentant dépassait le développement des marchés extérieurs — nous avons été forcés de nous contenter de notre marché intérieur. Et l'antagonisme entre l'augmentation de la productivité du travail et la restriction relative des débouchés, qui se produit dans le monde, se produit aussi chez nous, dans un pays isolé.

Le marché mondial représente une grande diversité de conditions économiques, de rapports, de genres de vie, de degrés de développement, de besoins matériels, etc., c'est pourquoi cette discordance s'est manifestée périodiquement sous forme de crises, tous les 10 à 11 ans, depuis la fin de la période 1870-80 sous une forme aiguë, à tel point que les crises ont pris une forme chronique.

Notre marché intérieur, sur lequel repose exclusivement notre production capitaliste, dépend entièrement de la faculté de payement de la majorité de la population. Et cette faculté diminue à mesure que le travail est moins demandé, que le capitalisme se développe, que se séparent l'industrie de fabrication et l'agriculture, que l'on met en disponibilité les forces de travail, qui, par suite de l'expropriation des instruments de travail,

ne trouvent plus à être employées, à mesure que s'épuise la terre, qu'empirent les conditions du travail agricole.

Nos données nous amènent à cette conclusion, que l'augmentation de productivité du travail, en réduisant le temps de travail nécessaire socialement à la production, aboutit à la baisse du prix des produits agricoles, comme nous l'avons vu par l'exemple des Etats-Unis, et à la mise en disponibilité des forces de travail qui, dans les conditions capitalistes de la production, ne peuvent trouver à être utilisées, justement par le fait que les moyens de production ne sont plus la propriété des producteurs immédiats.

L'extension de la propriété foncière paysanne ne peut pas servir d'issue dans la situation difficile où nous nous trouvons, car la population paysanne étant forcée de limiter de plus en plus le domaine d'utilisation de son travail, le réduit finalement au seul travail agricole.

Mais, notamment par suite de cette réduction de son travail, elle est forcée de convertir une part toujours croissante du produit de son travail agricole en marchandise, de l'apporter sur le marché, de le vendre. Mais la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail nécessaire socialement à sa fabrication. Le temps de travail dépensé dans l'agriculture, par suite des conditions naturelles de cette industrie, ne comprend qu'une partie de l'année de travail, et, dans le mode capitaliste de production et de circulation, la part qui revient au producteur est réduite au coût d'entretien de la force de travail pendant le travail. Comme le temps de travail dépensé dans l'agriculture représente seulement 5 à 6 mois, le paysan est forcé de subsister pendant toute une année (1) avec la valeur obtenue pour son entretient pendant ces 3 à 6 mois, car il lui est impossible

(1) Nous avons admis, pour éviter le reproche d'exagération, que les travaux agricoles et leurs préparatifs occupent 5 à 6 mois. Voici ce que nous lisons dans une étude détaillée du Ministère des domaines de l'Etat : « L'agriculture ne donne pas d'occupation plus de 3 mois par an, et celui qui s'occupe uniquement d'agriculture, soit patron, soit ouvrier salarié, doit acquérir pendant ces 3 mois les moyens de subsistance pour les 9 autres mois. Quelque élevé que soit le salaire pendant ces 3 mois, il ne peut assurer l'entretien de l'ouvrier pendant l'année entière. » (« Travail libre, » etc., pp. 132-133.)

de travailler pendant le reste de l'année. Cette conclusion est déduite des données que nous avons mentionnées plus haut. Elle peut aussi être confirmée par les données de la vie économique américaine, qui nous apprennent que le fermier, possédant les lots de bonne terre, d'une étendue considérable, ne peut pas subsister par le travail agricole seul, et qu'il est contraint de chercher d'autres occupations, et que s'il ne trouve pas ces occupations dans le voisinage de son lot, il abandonne sa ferme et va chercher une situation meilleure comme le fait notre population paysanne.

Chez nous, cette situation dépend exclusivement du fait que nous n'avons pas voulu maintenir le principe consacré par les siècles de notre vie économique passée, — la possession des moyens de production par les producteurs immédiats, mais que nous avons implanté et développé un élément étranger à notre vie industrielle passée, — le capitalisme, qui se base sur la séparation des moyens de production et des producteurs, sur le travail salarié, dont la part dans le produit se réduit à la quantité suffisant à peine à l'entretien de la vie, de l'existence, pour autant qu'elle est nécessaire à l'industrie capitaliste. Mais le nombre relatif de forces de travail nécessaires se restreint toujours dans l'industrie capitaliste, par suite de la productivité croissante du travail, car la quantité de temps nécessaire socialement diminue, et les forces de travail occupées immédiatement travaillent jusqu'à l'épuisement, jusqu'à la perte de la possibilité de les utiliser, comme nous l'avons vu par l'exemple des ouvriers du gouvernement de Moscou, ce centre de l'industrie capitaliste russe.

Quelque nécessaires que soit la modification de notre système de contributions et le transfert du poids des impôts sur ceux qui ont en main toute la production, ici aussi, les bonnes intentions trouveront des obstacles, non pas du côté des principes, — la plus-value peut et doit être frappée d'impôt, — mais dans le fait, qu'à mesure que les industries se capitalisent, à mesure que la productivité du travail augmente, quoique la quantité de valeurs d'usage qui satisfont les besoins de la société, reste la même (en réalité, par exemple dans l'industrie textile, elle diminue), la somme des valeurs d'échange créées pendant une année diminue inévitablement par suite de la ré-

duction du temps de travail nécessaire socialement à leur fabrication. De sorte que, quoique la part du capital dans le produit nouvellement créé augmente, par suite de l'élimination d'un nombre considérable de forces de travail, la somme brute des valeurs d'échange créées diminue, et avec elle diminue la quantité des objets frappés d'impôt.

En effet, un nombre relativement peu important, évalué à un million d'ouvriers, produit moins de valeurs d'échange, dans la mesure où le nombre des ouvriers occupés auparavant a diminué. La somme des valeurs d'usage est la même, et un million d'ouvriers peut à présent satisfaire les besoins de la population entière en produits qui exigeaient auparavant des millions d'ouvriers. Mais en même temps la somme des valeurs d'échange qu'ils créent diminue en proportion de cette diminution des forces de travail et du temps de travail qui étaient nécessaires socialement auparavant, bien que, pendant cet espace de temps, soient nées de nouvelles branches d'industrie qui satisfont de nouveaux besoins (pétrole, fer, en partie, houille,etc). Examinons la somme brute de la production capitaliste dans le domaine de l'industrie de fabrication. Les données publiées par le Ministère des Finances nous apprennent que la somme globale de la production des industries de fabrication et extractives, y compris les industries soumises à l'accise, a été évaluée pour 1892 à 1.638.000.000 de roubles pour toute la Russie (1). Mais si nous prenons en considération, que les mêmes chiffres sont mentionnés plusieurs fois dans beaucoup de cas, à mesure que le produit passe dans les mains de nouveaux fabricants chez lesquels la marchandise entre pour subir de nouvelles transformations, — indépendamment de ce fait, elle doit être réduite de toute la somme des valeurs des matières brutes et auxiliaires consommées, que l'industrie de fabrication tire principalement de l'agriculture, — nous constaterons que la valeur d'échange *nou-*

(1) Quant à la Russie proprement dite, dont il s'agit dans notre ouvrage, le montant de sa production en 1892 a été évalué à 1348,5 millions de roubles ; le nombre des ouvriers occupés à 982 739, dont 755.085 hommes et 227.654 femmes, au lieu de 947.733 qu'ils étaient en 1889, c'est-à-dire que en ces quatre années, leur nombre a augmenté de 3 1/2 0/0. (« Recueil des données sur l'industrie des fabriques et des usines de la Russie en 1892, » Saint-Pétersbourg, 1895.)

vellement créée dans l'industrie de fabrication, comparée à l'agriculture, est très minime.

Prenons, par exemple, la meunerie. Le montant de la production pour la Russie entière est évalué en 1889 à 175.000.000 roubles. Mais cela ne veut pas dire que toute cette valeur soit produite par le travail de la meunerie. A l'aide de l'analyse des prix de la marchandise, dont nous avons parlé antérieurement, nous constatons qu'à peu près 85 0/0 de la valeur représentent la matière première, et que près de 4,7 0/0 sont transmis au produit comme compensation de l'usure des machines, de sorte que la valeur *nouvellement créée* par le travail des ouvriers n'est que de 13 à 14 0/0, c'est-à-dire, qu'on a créé non pas 175.000 000 roubles, mais seulement 25.000.000 roubles. Nous pouvons dire la même chose des autres industries. Il faut déduire de la somme brute de l'industrie cotonnière, représentant 250.000.000 roubles, la valeur des matières premières, du coton, 100.000.000 roubles et la valeur des matières auxiliaires, indépendamment des sommes qui sont mentionnées plusieurs fois, par suite de reventes, et de la valeur que les machines transmettent au produit pendant le travail.

Ainsi, si nous déduisons de toute la production annuelle la valeur des marchandises que les fabricants vendent à d'autres fabricants pour des manipulations subséquentes, la somme de la valeur des matières brutes et auxiliaires qui ne sont pas produites dans les fabriques, et la somme de la valeur que les machines transmettent au produit pendant le travail, il en résultera que toute la somme de *valeurs d'échange nouvellement créées* ne représente que les parts qui reviennent aux entrepreneurs, aux marchands, etc. sous forme de plus-value, et aux ouvriers sous forme de salaires ; aucun chimiste, par l'analyse la plus consciencieuse, ne trouverait un atôme d'une autre valeur en sus de celle-ci (1).

(1) Cela est évident pour quiconque désire faire le compte de la valeur nouvellement créée pendant une période donnée quelconque. Ainsi, par exemple, en prenant le total de l'industrie de fabrication pour 1890, l'année du recensement aux Etats-Unis, M. Carroll D. Wright dit dans l' « Extra Census Bulletin » n° 67 : « The total value of products reported for the United States is £ 9, 370, 107, 624 ; but the contribution the wealth of the country is more nearly stown by deducting from this

Nous voyons donc combien insignifiante est toute la somme des valeurs d'échange nouvellement créées en Russie par l'économie capitaliste.

En effet, l'industrie textile, par exemple, ne donne qu'à peu près 37.000.000 roubles de plus-value. Si nous admettons même que le taux de la plus-value, c'est-à-dire la part relative de la classe ouvrière dans la valeur nouvellement créée, est fixée à 100 0/0, c'est-à-dire que sa part représente aussi 37.000.000 roubles (ce qui est exagéré ; par l'analyse des prix nons constatons que sa part est moindre), nous verrons que sur la production brute (500 millions de roubles) de valeur nouvelle il ne revient à cette grosse branche d'industrie qu'environ 70 millions de roubles.

Tout le profit des entreprises capitalistes en Russie est évalué à 300.000.000 roubles (à l'exception de l'industrie métallurgique et des chemins de fer). Mais dans cette somme entrent les bénéfices des marchands du commerce du blé, du lin, du tabac, etc., c'est-à-dire du commerce des produits de la production paysanne, ainsi que du commerce des produits de l'industrie rurale. Si nous admettons que la part de l'ouvrier est équivalente à la part qui revient à la classe des industriels et des commerçants, nous verrons que la production capitaliste entière dans le domaine de l'industrie textile ne produit de nouvelles valeurs que pour la somme de 400 à 500 millions de roubles, la moitié du faible revenu de la production des céréales principales (1) ; d'ailleurs, il ne peut en être autrement, car les

amount £ 5, 158, 868, 553, the cost of materials used, leaving £ 4, 211, 239,271, as the introated value of raw materials. » En outre, il faut déduire de la dernière somme la part d'usure du capital d'établissement, les constructions, les machines, etc., dont la valeur a été transférée au produit, et qui ne doit donc pas être comprise dans la valeur nouvellement créée. M. Carrol D. Wright dit la même chose, mais avec plus de détails dans son livre : « The industrial evolution of the United States », New-York, 1895, p. 186, trad. franç. Paris, Giard et Brière, 1901. Ce fait est tellement évident, qu'il ne peut être contesté que par les personnes qui ne connaissent rien à la science économique, mais qui, néanmoins, croient avoir le droit de parler en son nom. Elles ne comprennent pas que la valeur du produit et la valeur nouvellement créée (Produktenwerth et Werthprodukt, selon la terminologie de K. Marx) sont loin d'être identiques.

(1) Mais il ne faut pas prendre en considération la part qui revient à la

proportions de la production des fabriques sont déterminées principalement par les proportions de la faculté de payement de la population agricole. Il en résulte donc que la valeur d'échange nouvellement créée dans le courant de l'année dans l'économie capitaliste est trop peu importante chez nous, pour que l'on puisse prendre sur elle une somme suffisante pour couvrir les besoins de l'Etat. Et ce n'est que la valeur nouvellement créée qui peut servir d'objet d'imposition. Mais il y a peu de valeurs nouvellement créées, car l'économie capitaliste a mis en disponibilité un nombre trop considérable de personnes dont les forces de travail sont perdues inutilement pour la société.

Nous voyons que chez nous, dans l'industrie capitaliste, on produit en valeurs nouvelles (en déduisant les matières premières, etc.) de 400.000.000 à 5.000.000.000 roubles tout au plus, de sorte que chaque ouvrier en produit pour 500 roubles à peu près. Plus de la moitié de cette somme représente la plus-value, sous toutes ses formes.

Examinons dans quelle situation se présente cette industrie en Amérique. Le recensement de 1880 nous apprend que l'industrie de fabrication, à l'exception de l'industrie métallurgique, occupait 2.738.900 ouvriers. La valeur brute des marchandises produites représentait 5.369.600.000 dollars; déduction faite de 3.396.000.000 dollars que coûtaient les matières premières et auxiliaires, le travail des ouvriers, mentionnés plus haut, a produit des nouvelles valeurs pour 1.972.800.000 dollars. De cette somme, la part des ouvriers, sous forme de salaires, représente 947.900.000 dollars et les bénéfices des entrepreneurs (les autres éléments de la plus-value, les bénéfices commerciaux, etc. n'entrent pas dans cette somme) représentent 1.024.900.000 dollars.

Chaque ouvrier produit donc, en nouvelles valeurs (sans compter les bénéfices commerciaux) 720 dollars, dont 345 dollars représentent sa part, et 375 dollars la part des bénéfices des entrepreneurs.

classe ouvrière, à l'examen de la question du transfert de la charge des contributions : l'exemple des arriérés du gouvernement de Moscou le démontre éloquemment.

Ces chiffres nous apprennent que le travail de l'ouvrier américain, indépendamment de sa productivité, est trois fois plus intense que le travail de l'ouvrier russe dans les fabriques. Cela s'explique, entre autres raisons, par la moindre prolongation de la journée de travail, qui empêche l'organisme de l'ouvrier de s'épuiser si fortement, et lui permet de produire davantage. Et la productivité plus grande permet de payer un salaire plus élevé. Avec l'élévation du salaire l'ouvrier peut mieux satisfaire ses besoins matériels et intellectuels, mieux réparer ses forces vitales, affermir sa vitalité, c'est-à-dire la possibilité d'augmenter davantage ses dépenses, de produire plus, etc. Tout cela, pris dans son ensemble, élève la faculté de payement. Cette situation a existé jusqu'à ces derniers temps. Mais comme nous l'avons dit, on commence à ressentir l'excédent des forces de travail.

Quoique chez nous, avec la transformation capitaliste de toutes les industries, la plus-value doive hausser, avec le développement continu de la productivité du travail dans l'économie capitaliste, le nombre des ouvriers occupés diminuera ; la quantité des matières brutes travaillées peut augmenter dans la mesure où les besoins pour lesquels la société paie, peuvent être satisfaits. Mais avec la réduction du nombre des ouvriers, la somme des valeurs d'échange nouvellement créées (de plus-value et de valeur nécessaire) se réduira aussi, c'est-à-dire, la somme des objets d'imposition se réduira, quoique le taux des bénéfices, c'est-à-dire, la valeur *relative* de la plus-value, qui revient à l'entrepreneur, puisse même augmenter.

Tout cela est dû uniquement à la forme que revêt notre production, uniquement à ce fait que les moyens de production se séparent des producteurs immédiats.

Faut-il ajouter, que tout ce qui contribue à la séparation des moyens de production et des producteurs mène en même temps à un plus grand empirement de la situation de la grande majorité de la population. Rien ne contribue plus à la transformation capitaliste plus rapide des industries, à l'expropriation plus rapide de la majorité de la population et partant à l'empirement plus rapide de sa situation matérielle, que le système protectionniste. Mais ce système ne fait qu'accélérer la marche de l'expropriation qui se produirait sans lui dans le cas où la pro-

duction devient une production capitaliste (1). La protection du capitalisme accentue seulement les rapports antagonistes inhérents à la forme même de la production capitaliste. Plus le protectionnisme sévit, plus vite se produit le passage des industries des mains des producteurs et des consommateurs immédiats aux mains des capitalistes, plus vite empirent les conditions matérielles de l'existence de la majorité de la population et par conséquent, du bien-être du pays entier.

La question, que nous avions à résoudre, était celle-ci : par quel moyen devons-nous développer notre industrie jusqu'au point où se trouve l'industrie dans l'Europe Occidentale, pour ne pas devenir les tributaires des pays de civilisation plus haute, et en même temps pour augmenter le bien-être de tout le peuple ? Mais nous avons identifié la notion de la grande industrie moderne avec la notion de l'industrie à forme capitaliste, et nous avons considéré notre problème de la façon suivante : notre industrie populaire doit-elle être sacrifiée au développement de notre propre grande industrie capitaliste ou au développement de l'industrie anglaise ? La question ainsi posée, — elle l'était en effet, — l'industrie populaire était condamnée à périr, et nous nous sommes efforcés d'implanter chez nous la grande industrie capitaliste.

La grande production moderne dirige tous ses efforts vers l'extension des débouchés, ce qui peut être atteint par la diminution du prix de la marchandise, par la réduction des dépenses du temps nécessaire socialement, par la diminution des forces de travail nécessaires à la fabrication des produits requis par la société.

Avec le développement gigantesque de la technique qui se produit sous nos yeux, on n'a besoin que d'un nombre relativement restreint d'ouvriers, pour pouvoir satisfaire tout le besoin social de produits, dans le cas où la production revêt la forme capitaliste et se développe, comme chez nous, aux dépens de la production populaire ; et les ouvriers qui s'occupaient de pro-

(1) Ainsi, à l'époque des droits relativement peu élevés, les proportions de la production de l'industrie cotonnière augmentaient considérablement, à savoir, de 34 millions de roubles en 1856 elles s'élevèrent à 102,7 millions de roubles en 1876, c'est-à-dire qu'elles ont triplé.

duire pour leur propre consommation perdent absolument leur occupation, les produits et les moyens de payement. Ainsi la réduction du temps de travail nécessaire socialement à la fabrication de la marchandise donnée aboutit, avec la baisse de sa valeur, à une dépense inutile des forces de travail sociales : la marchandise coûte moins cher, mais le nombre des acheteurs diminue.

Un autre tableau s'offre à nous, si nous nous en tenons au principe, consacré par les siècles, et pourvu de la sanction législative par le « Dispositif » du 19 février 1861, qui considérait « comme gage du bien-être domestique et de la prospérité so- « ciale » le lien indissoluble des moyens de production et des producteurs immédiats, et si au lieu de tout l'ordre industriel que nous avons réalisé, nous tâchions de développer une grande production sous une forme populaire et sociale, par laquelle la production socialisée tend à satisfaire les besoins de la société entière ; car, lorsque la société entière bénéficie du développement des forces productives sociales, chaque économie augmente la possibilité de l'amélioration subséquente de la situation économique de toute la société, et le temps de travail mis en disponibilité peut être employé à la satisfaction des besoins nouvellement nés, au développement de la science, de la technique, etc. (1).

Le système protectionniste est admis actuellement par presque toutes les nations capitalistes pour les produits dont la fabrication exige plus de temps de travail que la fabrication de ces produits chez les nations concurrentes (2), mais, cependant, à

(1) Si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, pour subir toutes les péripéties du régime capitaliste. (K. Marx, V. Appendice C.)

(2) Nous disons que le système protectionniste est admis par toutes les nations capitalistes. Dans ces derniers temps, même en Angleterre, ce pays du commerce libre, au congrès convoqué à Londres le 7 décembre 1892 pour élaborer les moyens de venir en aide à l'agriculture, les représentants de cette branche d'industrie ont admis presque à l'unanimité la proposition de l'ancien ministre de l'agriculture M. Tchaplin, et ont décidé d'établir des droits protecteurs sur les produits agricoles d'origine étrangère, parce que la baisse des prix se produit pour tous les produits agricoles également, et cette baisse est provoquée uniquement par la concurrence étrangère. (« Moniteur des Finances », 1892, nº 49, p. 633.)

l'exception des produits qui sont fabriqués ou cultivées par les producteurs immédiats avec les moyens de production qu'ils ont à leur disposition.

La question de la liberté du commerce et du protectionnisme est une question purement capitaliste; elle ne peut être appliquée, par conséquent, à ce domaine de l'industrie qui n'est pas accaparé par le capitalisme, principalement à l'agriculture.

Si l'agriculture passe à présent petit à petit dans les mains des capitalistes, et si elle accélère ce mouvement, elle trouvera, pour le premier temps, une protection suffisante pour obtenir de la plus-value dans les minimes besoins matériels des ouvriers agricoles, minimes par suite d'une lutte acharnée pour l'existence.

Les propriétaires fonciers, même en trouvant une certaine protection dans le salaire minime qu'ils payent à leurs ouvriers, subiront néanmoins le joug sous lequel travaille la population paysanne.

Sans parler de ce que le labourage et la culture sur les champs des propriétaires sont faits par les paysans dans la majorité des cas, les prix de vente subissent l'influence des prix du blé des paysans. Mais, principalement, c'est la minime productivité du travail de l'ouvrier russe et ses minimes besoins matériels qui pèsent sur les propriétés foncières. Chez nos concurrents, la productivité du travail augmente tous les ans ; chez nous, elle se développe très lentement, donc, elle est en retard (1).

(1) Le « Recueil des données sur l'industrie des fabriques et des usines pour 1888 », publié par le Département des manufactures et du commerce, nous apprend qu'on a produit en Russie des machines agricoles, etc., pour une valeur de 5,69 millions de roubles et qu'on en a importé pour 2.4 millions de roubles, de sorte qu'on a dépensé, en somme, en une année, 7,6 millions de roubles. Tandis que les données des agriculteurs sur le coût du labourage de la terre, etc., indiquent que les propriétés foncières de la Russie Européenne exigent une quantité double d'instruments agricoles. Cette différence peut être expliquée par ce fait, que les données ont été fournies par les propriétaires plus ou moins importants qui cultivent leurs champs avec leur propre matériel. La grande majorité des propriétaires exécute ses travaux avec le matériel des paysans, ou ils louent, tout simplement, leurs terres aux paysans. Pour nous représenter mieux le peu d'importance d'une dépense annuelle de 7,6 millions de roubles pour instruments aratoires, rappelons que le recensement fait aux Etats-Unis déjà en 1880 nous apprend, que la valeur de la production

Cet arriéré de la productivité du travail agricole des paysans, qui dépend de la séparation de l'industrie de fabrication et de sa transformation capitaliste, se réfléchit sur l'économie des propriétaires fonciers, et aboutit à l'endettement des paysans et des propriétaires fonciers.

Le calcul suivant montre la rapidité de l'accroissement de l'endettement des propriétés foncières. Vers le 1er janvier 1885, on a hypothéqué dans toutes les banques foncières de la Russie d'Europe 22.849.000 dessiatines, qui étaient chargées de dettes pour une somme de 520.760.000 roubles. La terre soumise au régime de la propriété individuelle est de 91.197.000 dessiatines ; 25 0/0 conséquemment étaient hypothéquées. En 7 années, au 1er janvier 1892, on avait hypothéqué 35.235.000 dessiatines, pour une dette de 913.816.000 roubles. Ainsi, la quantité des dessiatines hypothéquées a augmenté, en 7 ans, de 54 0/0, et le montant de la dette de 75,5 0/0, donc, il y a à présent 40 0/0 de la terre des propriétaires qui est hypothéquée, au lieu de 25 0/0.

Ces chiffres indiquent avec quelle rapidité se produit la transformation capitaliste des revenus de la terre. Ils disent éloquemment que ce ne sont pas les paysans seuls qui sont forcés de livrer une part de plus en plus grande de leurs produits agricoles au capital, que les propriétaires fonciers partagent le même sort, qu'à côté de l'expropriation des paysans se produit l'expropriation des propriétaires fonciers, que ceux-ci sont contraints de donner au capital une part croissant toutes les années de la plus-value qui leur revenait, que, chaque année, le propriétaire devient de plus en plus le simple gérant de la propriété qui, en réalité, appartient au capitaliste, ce gérant ayant l'obligation de transmettre le revenu de la propriété. En une seule année 1891,

des machines s'éleva à 68 millions de dollars (à peu près 140 millions de roubles, chez nous on ne produit des machines que pour 114 millions de roubles), mais depuis lors, cette production a beaucoup augmenté, car depuis lors, notamment, on a commencé à utiliser sur une plus grande échelle les instruments agricoles. Il faut encore ajouter, que toute l'étendue des champs ensemencés dans 50 gouvernements de la Russie Européenne occupe à peu près 60 millions de dessiatines, aux Etats-Unis, 40 millions de dessiatines. (Les chiffres se rapportant aux Etats-Unis sont empruntés au « Report of the Commissioner of Agriculture » Washington, pour 1885 et 1889.)

les propriétaires fonciers ont payé, sous forme d'intérêts et d'amortissement, plus de 64 millions de roubles, ce qui représente plus d'un tiers du revenu de tous les propriétaires et ce qui absorbe presque tout le revenu des principales céréales de ceux des propriétaires dont les propriétés sont hypothéquées (1). Ainsi, chaque mesure qui facilite l'accroissement de l'endettement contribue à l'expropriation du propriétaire actuel, au transfert de son revenu et, par conséquent, de sa propriété entre les mains des capitalistes.

Mais, en dehors de l'accroissement de l'endettement de la classe des propriétaires fonciers, il faut encore avoir en vue que la composition de cette classe se modifie constamment. Au moment de l'émancipation, les nobles étaient presque l'unique classe des propriétaires fonciers *privés*. Après le 19 février 1861, il resta entre leurs mains, déduction faite des lots des paysans, 77,8 millions de dessiatines. Vers 1895, d'après les données que nous avons recueillies, il était sorti de leurs mains plus de 22 millions de dessiatines, c'est-à-dire plus de 28 0/0 des terres étaient passées aux mains des autres classes. De plus, si nous observons le procès de l'expropriation terrienne des nobles, nous constaterons que, pendant la première moitié de la période du temps écoulé depuis l'émancipation jusqu'à nos jours, les nobles avaient vendu aux autres classes à peu près 12 0/0 de leurs terres ; et pendant la seconde moitié plus de 16 0/0. Si, ensuite, nous examinons, à l'aide des données fournies par les notaires sur les aliénations des propriétés des autres classes, dans quelles mains est passée la terre de la noblesse, nous constaterons que les acheteurs sont les commerçants et les riches paysans, c'est-à-dire que la terre passe aux mains de la ploutocratie naissante.

(1) Les chiffres sur l'endettement pour 1885 sont empruntés au « Recueil statistique des renseignements sur le crédit agricole en Russsie », Saint-Pétersbourg, 1887, p. 250. Les données pour l'année 1892 sont extraites des rapports des banques foncières. Le payement annuel dans beaucoup de rapports n'est pas indiqué séparément pour les emprunts sur les terres et sur les immeubles urbains, et il a fallu l'évaluer. Il était de même impossible de trouver des données exactes pour ces calculs; et nous ne pouvons pas garantir l'exactitude absolue de ces chiffres, mais dans tous les cas ils ne diffèrent pas beaucoup des chiffres réels. Il n'y a pas de chiffres des dessiatines hypothéquées dans le rapport sur la liquidation de la banque de Saratov-Simbirsk.

La capitalisation de l'industrie, la séparation des industries et de l'agriculture qui se produit sous nos yeux, exerce une influence pernicieuse sur l'activité de l'organisation économico-sociale à tous les points de vue. En séparant les producteurs immédiats des moyens de production, cette capitalisation des industries les prive de la possibilité de satisfaire leurs besoins avec les produits de leur propre travail, les convertit en consommateurs qui payent, met leur existence dans la dépendance des besoins du capital. Mais l'extension de la production capitaliste, ayant pour base unique les besoins du marché intérieur, se trouve dans la pleine dépendance de la faculté de payement de la population appauvrie, et appauvrie par suite de l'enlèvement par le capital des occupations, en sus de l'agriculture, par suite de leur capitalisation, lorsque, par l'effet de l'augmentation de productivité du travail, sa quantité, le nombre des ouvriers nécessaires à la fabrication des produits qui satisfont tout le besoin social, diminue d'une façon extraordinaire.

Ce n'est pas la société entière, mais seulement les propriétaires des moyens de production qui bénéficient de l'augmentation de productivité du travail. Toute la population peut utiliser les produits de l'industrie capitaliste dans la mesure où elle a des moyens de paiement. La quantité des moyens de paiement dépend du temps de travail dépensé à la production. L'année de travail — la quantité de temps de travail — par suite de la capitalisation des industries, diminue continuellement.

L'agriculture, l'unique source des moyens de subsistance, est dans une dépendance de plus en plus étroite des conditions naturelles ; le pouvoir de l'homme sur la nature faiblit dans ce domaine chaque année, par suite du traitement impitoyable qu'on inflige à la terre, aux forêts, etc. C'est pourquoi le rendement du travail agricole devient de moins en moins assuré. Mais comme tout le marché des produits de la production capitaliste se trouve dans la pleine dépendance de l'agriculture, la production capitaliste se transforme en un jeu de hasard, dans lequel les entrepreneurs obtiennent une année, ou deux, ou trois, d'énormes bénéfices, tandis que, pendant les autres, leur production subit des crises.

« La terre épuisée, ne recevant pas d'éléments — engrais artificiels, animaux ou végétaux — pour rétablir sa fertilité,

continuera à donner une récolte plus ou moins abondante, en correspondance avec les modifications des conditions naturelles favorables, des conditions qui ne dépendent pas de la volonté de l'homme, quoique, comme résultat d'une série d'années, par exemple de la période de 1870-1880, le caractère de la stabilité se manifeste d'une façon frappante (Cf. la série précédente des Etudes, tabl. VI a). Dans ces circonstances, les conditions climatologiques favorables préparent la voie à une mauvaise récolte par une consommation rapide et par la dissolution des substances minérales fertilisantes qui se trouvent dans la terre à l'état latent. Au contraire, une mauvaise récolte et, plus encore, une série d'années de mauvaise récolte, permet aux engrais minéraux, qui se trouvent dans la terre, de s'accumuler, et, avec des conditions climatologiques favorables, de produire leur effet (to work efficiently). Certainement, ce procès se produit partout, mais, dans les autres localités, il est régularisé par l'intervention de l'agriculteur. Seulement, là où l'homme a cessé d'être une force — par défaut de moyens — ce procès devient *l'unique facteur régularisant*. Ainsi, dans l'année 1870, en Russie, la récolte fut très abondante, mais cette année est en même temps l'année de la meilleure récolte (a clima year), l'année qui la suit est une année de mauvaise récolte. Nous devons prendre l'année 1871 comme point de départ d'un nouveau petit cycle, dont la fin aboutit à une année de récolte meilleure en 1874, qui est suivie par une mauvaise récolte en 1875. Ensuite, commence de nouveau le mouvement ascendant, qui se termine, en 1880, avec une récolte encore plus mauvaise. En faisant le total des récoltes de toute cette période, nous constatons que la production annuelle ne s'est pas modifiée, en moyenne, et que les modifications sont dues aux conditions naturelles. » (K. Marx, février 1881.) Des cycles pareils se sont répétés dans la période 1880-90. Mais comme les conditions économiques ont forcé d'exploiter la terre d'une façon encore plus rapace (par l'augmentation des défrichements, etc.), chaque cycle suivant s'est terminé de moins en moins favorablement, sous le rapport économique, et enfin aboutit à la famine de 1891. Nous pouvons voir dans le calcul de M. Rakosky combien les faits confirment cette thèse (« Bulletins de la Société géographique russe, v. XXVIII, p. 16. » « Mauvaise récolte de l'année 1891. ») Les chiffres des récoltes de la

période 1870-80 se présentent comparativement aux chiffres de la période 1880-90, d'une façon beaucoup moins favorable.

	Les oscillations des récoltes	
	maximum	minimum
En 1883-1890	+ 26,2	— 35,2
» 1878-1877	+ 34	— 25,2

Le ministère de l'agriculture a confirmé cette conclusion (1). Mais, dans ce jeu de hasard, dont nous avons parlé, ceux-là perdent le plus, qui, par suite de la transformation capitaliste des industries, ont perdu le moyen de satisfaire leurs besoins

(1) (L'année 1891, au point de vue économico-agricole, liv. III, part. I, p. 22.) Les philosophes métaphysiciens ne pouvaient songer qu'à « l'ennemi de l'Orient ». M. V. Soloviev explique la cause de la famine de 1891 par « l'ennemi de l'Orient » — c'est-à-dire par les vents secs qui viennent d'au delà du Volga.

Nous pouvons voir avec quelle force ces conditions exercent leur influence sur l'économie capitaliste dans les oscillations des capitaux en argent qui, tantôt s'accumulent dans des proportions extraordinaires dans les banques, tantôt en sont retirés par le procès de la production et de la circulation. Dans la période 1870-80 et au commencement de la période 1880-90, les oscillations annuelles de ces ressources d'argent disponibles ne dépassaient pas 30-40 millions ; depuis le mois de juin 1891 jusqu'au mois de juin 1892, ces oscillations ont dépassé 110 millions de roubles ; en automne 1891, les banques privées avaient été débitrices de la Banque d'Etat pour une somme approximative de 11 millions et en juin 1892, la Banque d'Etat devait, au contraire, aux banques privées, 100 millions de roubles. Il n'y a donc rien d'étonnant dans le fait que, ayant dépensé les ressources des banques privées, la Banque d'Etat n'ait pas trouvé d'autre moyen que de recourir à « l'émission temporaire » des billets de crédit. Ce capital de 100 millions de roubles ne pouvait certainement pas ne pas exercer une influence sur la baisse de l'escompte, qui descendit très bas dans l'été de 1892. Ce fait doit servir de préservatif contre les conclusions trop hâtives, à ceux qui, dans la baisse des intérêts, voient le symptôme de l'augmentation de la part des producteurs immédiats dans le produit de leur travail. Dans le cas mentionné, les capitaux sont devenus disponibles par suite de l'abaissement de la productivité du pays entier, par suite de la diminution et de l'absence de l'objet de la répartition des produits créés.

par leurs propres forces, ainsi que les producteurs immédiats qui, avec la reprise de l'industrie, ont encore des occupations, quoique partiellement; car, pendant les « crises » de toute cette armée industrielle de réserve, une part insignifiante d'ouvriers obtient du travail « pour ne pas désapprendre », de même qu'annuellement, on rappelle les miliciens de la réserve pour qu'ils n'oublient pas l'art militaire ; mais il y a ici une différence essentielle — l'existence, la vie des miliciens de l'armée de réserve industrielle dépendent complètement de ce « rappel », et les occupations leur procurent de quoi ne pas mourir de faim.

Si nous rappelons qu'à chaque reprise des affaires, le nombre relatif d'ouvriers occupés diminue, par suite de l'augmentation de la productivité du travail, nous comprendrons très facilement ce phénomène, étrange à première vue : l'empirement de la situation économique de la population du centre même du capitalisme russe, du gouvernement de Moscou, empirement si grave, que cette population a le plus grand arriéré d'impôts.

Les conditions capitalistes de la production ont mis la population dont le travail est le plus productif de toute la Russie, dans la situation de la population des localités qui furent éprouvées par la famine.

Si nous ajoutons que les conditions du travail dans les fabriques et usines, comme nous l'avons vu par l'exemple du gouvernement de Moscou, exercent une influence nuisible sur le développement physique de la population entière de ce gouvernement, nous aboutirons à cette conclusion que la destruction de la forme de production basée sur la possession des moyens de production par le producteur et la protection du développement du capitalisme, par suite de l'augmentation des arriérés et de la dégénérescence des facultés physiques de la population, ne cause à l'Etat que du tort.

Le développement subséquent du capitalisme, par suite des conditions que nous venons d'exposer, rencontre inévitablement les obstacles qu'il crée lui-même et qui consistent dans ce fait, que ce n'est pas la société entière qui peut bénéficier du développement de la productivité du travail — provoquée par la séparation des moyens de production et des producteurs — mais seulement les entrepreneurs individuels, tandis que les forces de

travail et le temps de travail sociaux, mis en disponibilité par suite de cette augmentation de la productivité dans les conditions de la consommation capitaliste — qui paye, — ne peuvent pas trouver d'utilisation, et non seulement ils périssent inutilement pour la société, mais ils deviennent même une charge.

Avec le développement du capitalisme, l'importance prédominante revient à la consommation qui paye, et non pas à celle qui est basée sur les besoins réels de la société. Les besoins réels du peuple se satisfont mieux dans le cas où la production populaire est prédominante, et seulement dans ce dernier cas, la période de la « prospérité de l'industrie et du commerce est possible ». Mais le capitalisme s'efforce d'entraîner dans la sphère de son activité cette production populaire, c'est-à-dire qu'il tend à détruire le facteur principal de sa propre « prospérité ». Et cela se produit partout. Un des facteurs qui ont provoqué les crises périodiques dans les pays capitalistes furent les famines périodiques dans les pays de consommation des produits de l'industrie manufacturière. Par exemple, les famines, qui se répètent aux Indes tous les 10-11 ans, ont été la cause des crises de l'industrie anglaise.

Par conséquent, la grande majorité de la population éprouve un certain soulagement de la pression des conditions capitalistes de la production et de la consommation, lorsque commencent à prédominer les conditions de la production et de la consommation populaires, basées sur la possession des moyens de production par les producteurs. Ce n'est qu'après le renouvellement de la bonne récolte, que la consommation correspond mieux au besoin réel de nourriture; pendant les autres années la vente forcée des produits agricoles réduit la consommation même du blé, sans parler des produits de l'industrie de fabrication. La possibilité de la consommation des produits de sa propre production augmente l'aisance économique de la population paysanne ; la nécessité de la consommation des produits de la production capitaliste fait empirer d'autant son aisance économique, notamment par suite de ce fait que le capitaliste ne connaît d'autre consommation que celle qui paie. Mais il lui faut vendre une plus forte part du produit de sa propre production, afin d'obtenir des moyens de payement. On est forcé de vendre le produit aux conditions du marché, comme

quantité de travail cristallisé dans une marchandise, du travail nécessaire socialement à la fabrication de cette marchandise, et dans les conditions de sa production, le paysan dépense comparativement trop de travail ; c'est pourquoi ce qu'il obtiendra en échange représentera pour lui moins de valeur que ce qu'il aliène. Tandis que la diminution de la nécessité d'aliéner lui permet de garder entre ses mains plus de moyens de subsistance, de valeurs d'usage, nécessaires à lui-même.

Plus la forme capitaliste de la production se développe, plus augmente la quantité du produit du travail personnel qu'on aliène, moins les besoins sont satisfaits, et comme le produit aliéné est le produit du travail agricole, le produit d'une partie de l'année de travail, le capitalisme arrivé à certaines limites de son développement contracte son propre marché intérieur.

Donc, les limites au delà desquelles commence la contraction du marché intérieur pour le capitalisme sont déterminées : en premier lieu, par le degré de la productivité du travail dans les industries accaparées par le capital, par la quantité de temps de travail nécessaire à la fabrication du produit dans la quantité requise pour la satisfaction du besoin social qui paye, de tout le marché intérieur ; en second lieu, par la somme des industries accaparées par le capitalisme, lorsque, à mesure que cette somme augmente, augmente la quantité de temps de travail non occupé et perdu pour la population paysanne, et partant, pour toute la société, ce qui provoque la diminution de sa faculté de payement ; en troisième lieu, par la nécessité de satisfaire tous les besoins par le produit du travail dans cette branche d'industrie qui n'est pas encore accaparée par le capital, principalement par l'agriculture — par conséquent, l'aliénation de ce produit comprend la part qu'on devrait conserver pour sa propre consommation, et justement cela fixe les limites à la consommation des produits que la population paysanne achète ; en quatrième lieu, par la diminution de la valeur d'échange des produits du travail agricole, diminution dépendant non pas de l'augmentation de la productivité du travail des paysans, mais de l'augmentation de la productivité du travail chez ses concurrents. Par suite de la diminution de la valeur d'échange du produit de son travail agricole, la population paysanne doit

non seulement limiter son année de travail au travail de l'été, mais elle doit aussi vendre le produit de son travail au-dessous de sa valeur individuelle, de sorte que, dans un même espace de temps de travail, la population paysanne produit moins de valeurs d'échange ; en cinquième lieu, par l'accroissement absolu et relatif des contributions, ce qui accélère la capitalisation, mais en même temps, enlève la possibilité de satisfaire les besoins de consommation de la population pour toute la somme des contributions, ce qui, par suite de la diminution des valeurs d'échange produites, rend impossible l'augmentation de la productivité et de la diversité du travail agricole, et par conséquent, l'augmentation de la production d'objets de consommation et de valeur d'échange ; en sixième lieu, par l'impossibilité d'acquérir des marchés extérieurs d'une importance suffisante pour permettre d'occuper une partie, si peu importante qu'elle soit, de la population ouvrière mise à pied. Cette impossibilité est due au degré élevé de la productivité du travail des nations capitalistes concurrentes, de sorte que, pour défendre la production capitaliste russe, il faudrait établir un mur élevé de droits, ce qui révèle la productivité comparativement faible de notre production, et par conséquent, la cherté de ses produits et l'impossibilité de la concurrence avec les autres nations capilistes, non seulement sur le marché mondial, mais même sur le marché intérieur.

Cette énumération des raisons pourrait être prolongée à l'infinie, mais finalement, toutes se réduisent à ce fait que, dans chaque nation entrée dans la voie de la production capitaliste, c'est seulement une classe isolée, comparativement peu nombreuse, et non pas la population entière, qui bénéficie du travail plus productif, socialisé ; la grande majorité de la population est contrainte de vivre au jour le jour, se trouvant dans la pleine dépendance non pas de ses propres forces de travail, mais des conditions du marché qui peut lui procurer l'utilisation de ses forces de travail. Avec la productivité du travail croissant constamment, avec la production dans une unité de temps d'une quantité plus grande de produits obtenus par la même somme de forces de travail, le nombre relatif des ouvriers occupés se restreint, et avec cette restriction diminue la consommation des marchandises. Cette contradiction est inhérente à la forme

capitaliste de la production. Plus tard une nation quelconque entre dans l'arène capitaliste, plus nettement se manifeste cette contradiction; car, après avoir encombré de marchandises tous les marchés intérieurs, elle ne peut pas s'adresser aux marchés extérieurs : ils sont déjà tous occupés. Il en résulte que les limites du développement du capitalisme sont fixées par la pauvreté croissante, qui dépend à son tour de ce développement du capitalisme, du nombre croissant des ouvriers inoccupés et ne pouvant être occupés par le capital, par conséquent, ne pouvant pas satisfaire leurs besoins les plus essentiels. Par suite, avec le développement du capitalisme, les besoins de la société, conditionnés par sa faculté de payement, sont satisfaits extrêmement vite. Mais en même temps, les besoins réels de moyens de subsistance sont satisfaits de moins en moins avec l'accroissement rapide des forces de travail qui ne trouvent pas d'utilisation, d'un côté, et avec l'accroissement non moins rapide de la productivité du travail, et partant, de la quantité de produits qui ne trouvent pas de vente, de l'autre.

L'accroissement du nombre des ouvriers sans travail prend des proportions menaçantes. D'après le calcul fait par la Chancellerie du comité des Ministres, nous constatons que le nombre des ouvriers sans travail ne comprend pas moins de 18 0/0 de la population paysanne mâle en âge de travailler; mais si nous rappelons que l'agriculture occupe l'ouvrier pendant le 1/3 de l'année tout au plus, nous verrons que le nombre des forces de travail disponibles s'élève à plusieurs dizaines de millions. Même dans les pays qui nous ont dépassé considérablement au point de vue industriel, le nombre des ouvriers exigé par le capitalisme est assez restreint. Ainsi, aux Etats-Unis, en 1890, le nombre de personnes occupées dans toutes les branches d'industrie, excepté l'agriculture, le commerce et l'industrie du transport, s'est élevé seulement à 4,7 millions d'hommes. Et chez nous, nous en avons compté à peu près un million. Mais les Etats-Unis occupent dans l'agriculture 36,4 0/0 de la population entière; chez nous l'agriculture occupe plus des 3/4 de toute la population mâle en âge de travailler. De sorte que la transformation capitaliste des industries et de l'agriculture, en se développant, mettra à pied tant de millions d'ouvriers, qui ne trouveront pas à être occupés, et cette mise à pied nous menace

de tels désastres (1), que, bon gré mal gré, il faut chercher le salut en dehors de la forme capitaliste que nous avons tâché de greffer sur notre organisme économique pendant les trente dernières années.

Si nous voulions attendre l'arrivée de l'âge d'or en Russie après que, « chaque paysan aura bouilli dans la chaudière des fabriques » comme c'est l'opinion de M. Sieber, partagée par beaucoup de gens, nous devrions renoncer à l'attente d'une amélioration économique solide quelconque. Mais tout l'ordre social repose sur le mode de production et d'échange des produits. Dans chaque société qui entre dans l'arène historique, la répartition du produit et en même temps la répartition sociale en classes et en ordres dépendent du mode de production et d'échange. Les causes originaires de toutes les modifications sociales et de toutes les révolutions politiques doivent être cherchées non dans les cerveaux des hommes, non pas dans leurs notions développées sur la vérité immortelle et la justice, mais dans les modifications des modes de production et d'échange ; il faut les chercher non pas dans la philosophie, mais dans les conditions économiques de l'époque correspondante (2). C'est pourquoi le moyen de parer au mal, s'il existe, doit consister dans la

(1) Nous avons vu, par exemple, que la mortalité est d'une fois et demie plus grande parmi les paysans qui doivent se contenter d'une minime quantité de terre. Il est possible qu'il se trouve des économistes qui verront là l'adaptation du nombre des « pensionnaires » à la quantité effective des moyens de subsistance... La mortalité plus grande, comme conséquence du manque de moyens de subsistance, qui dépend du désordre économico-social, qui s'est manifestée avec une force extraordinaire pendant l'année 1891-92, n'est pas un phénomène nouveau. Les recherches de M. Milukov nous apprennent que le nombre des familles paysannes en Russie en 1678 était de 791.018 et qu'il est descendu en 1710 à 637.005. (« Economie nationale de la Russie dans le premier quart du XVIIIe siècle, » Saint-Pétersbourg, 1892.) Le nombre des ouvriers adultes a diminué de 302.702. Mais c'est l'époque où l'Etat s'est organisé, bien que cette organisation ait été achetée trop cher. Mais le désastre actuel ne résulte pas d'une création solide quelconque, mais de l'anéantissement du bien-être du peuple, si notre vie économico-sociale continue à suivre le chemin frayé par l'Europe Occidentale.

(2) Déjà Byron a dit :

... all human hystory attests.
« That happiness for man-the hungry sinner !
Since Eve eate apple, much depends on dinner. »

modification des conditions de la production. Ces moyens ne doivent pas être le produit arbitraire de l'imagination, mais ils doivent être trouvés dans les conditions matérielles existantes de la production.

Le procès du développement des conditions capitalistes de la production, accompagné de la transformation capitaliste des industries agricoles et de leurs revenus, a amené dans la classe des paysans prise dans son ensemble une différenciation profonde. Ce processus a commencé à détacher de la masse des paysans suffisamment homogène autrefois un nombre relativement insignifiant de personnes qui vivent grâce au travail des autres paysans. Ce sont les accapareurs, les cabaretiers, en un mot, les agents des conditions capitalistes, les agents du commerce qui entraîne le produit créé par les producteurs indépendants dans le procès capitaliste de la circulation, dans le commerce ; ce sont les agents du capital commercial, le représentant primitif, rudimentaire, du capital en général.

D'un autre côté, dans les industries non-agricoles, ces personnes qui se détachent de la masse des paysans ont apparu d'abord comme acheteurs, comme les agents du capital commercial et ensuite, en accaparant petit à petit la production immédiate, au commencement comme les agents du capital industriel, en donnant aux producteurs immédiats les matières premières pour le façonnement et pour la transformation, et ensuite, en soumettant ces producteurs à leur autorité, et enfin, en les concentrant graduellement dans leurs ateliers, fabriques et usines.

Les intérêts des agents du capital commercial, aussi bien que des agents du capital industriel, reposant sur l'exploitation directe et indirecte de la majorité de la population, se trouvent en opposition avec les intérêts de cette majorité. Par ce fait, ces personnes ont exercé une influence de décomposition sur la vie de la communauté villageoise, et sur la diminution du bien-être matériel de la majorité.

Ainsi, du milieu des paysans eux-mêmes naît une classe, très peu importante quant au nombre, mais influente, grâce à la richesse qui s'accumule entre ses mains ; cette richesse repose uniquement sur l'appauvrissement corrélatif de la masse des paysans. De l'autre côté, nous voyons une masse de paysans

qui s'appauvrit, qui perd les moyens les plus nécessaires de subsistance, et qui, par cela même, fait tarir la source d'enrichissement de la minorité. Il va sans dire que ces deux genres d'intérêts, qui s'excluent réciproquement, agissent d'une façon destructive sur la marche et le développement de la vie économico-sociale.

Mais cette situation ne peut pas se prolonger. Heureusement, nous avons affaire à des gens vivants et non pas à des abstractions. Nous avons vu précédemment qu'il faut chercher les moyens de parer à l'influence pernicieuse des conditions matérielles existantes. Mais quelles forces sociales, quelles classes de la population peuvent être intéressées, stimulées, et capables de diriger ces conditions matériellee existantes, et en même temps, tout l'ensemble des conditions économico-sociales de la production et de la répartition de tout le produit pour la prospérité de la société entière ? La réponse à cette question se trouve dans nos Etudes : tout l'ensemble des conditions économico-sociales des dernières dizaines d'années nous montre un nombre croissant rapidement de personnes pour lesquelles, selon les lois de l'économie politique classique, il n'y a pas de place au banquet de la vie.

Mais la vie ne s'occupe pas de l'économie politique classique, elle fait valoir ses droits sans les conformer aux « lois » de celle-ci, et si ces « lois » ne s'accordent pas avec la vie, elle les foule aux pieds ; elle tend à accommoder les conditions matérielles de l'existence aux intérêts de ceux qui vivent, et les lois économiques dites éternelles, c'est-à-dire les phénomènes de co-existence se modifient conséquemment.

Les conditions elles-mêmes de la phase du développement économique dans lequel nous vivons élaborent les instruments de cette accommodation. Ces conditions expulsent un nombre de personnes de plus en plus grand de l'ordre routinier et étroit de la vie, et les entraînent forcément dans la vie sociale plus large, où elles acquièrent une connaissance plus développée de la vie sociale et une conception de l'univers plus large. Mais ce n'est qu'un côté de la question. La même phase du développement économique dans laquelle nous vivons, exige aussi que l'instruction du peuple s'organise. L'ensemble des conditions économico-sociales met toutes les classes sociales dans la nécessité

de l'enseignement populaire général et du développement de l'enseignement scientifique, car, dans les conditions actuelles, « ce n'est que lui qui », dit Huxley qui représente ici l'opinion des classes dominantes, « garantit les conquêtes pacifiques des peuples (1) ».

D'un côté donc, les conditions économico-sociales des dernières dizaines d'années forment une classe moins routinière, moins liée par les traditions des générations passées à la forme étroite de la vie de communauté en classe mobile, qui acquiert une plus grande connaissance de la vie sociale ; et de l'autre côté, cette classe elle-même aspire avidemment à élargir ses connaissances pour acquérir la possibilité de ne pas être vaincue dans la lutte pour la vie, et elle est entraînée vers ce but par les autres classes de la société. Ces deux facteurs, ainsi que celui qui les a provoqués, tendent à unir les intérêts, à susciter la solidarité de cette classe naissante avec la majorité de la population paysanne, et avec les industriels dites rurales, ces représentants de la forme la plus épouvantable de l'exploitation capitaliste, qui, étant en apparence indépendants, sont, en réalité, eux-mêmes des salariés, avec cette seule différence que la part du produit créé par eux se distingue dans le temps et dans l'espace de la part qui, dans ce cas, revient aux représentants du capital commercial. Cette distinction n'existe pas dans la production capitaliste proprement dite, où tout le produit vient entre les mains des capitalistes, des industriels qui possèdent les moyens de production (Comp. avec le chap. IX de la 2e section de ces Études).

Il en résulte que toute la société prise ensemble peut être di-

(1) Plus caractéristique encore sous ce rapport, comme symptôme du temps, est le fait que même le *Times*, à propos du discours du duc de Devonshire prononcé à l'occasion de l'ouverture de l'Ecole Industrielle de Birmingham, dit : « The people perish for lack of knowledge, but it is primarily general knowledge that they require. Only upon that froundation can technical knowledge be built up with any chance of obtaining its full advantages... Too much stress cannot be laid upon the cardinal importance of equipping our industrial population with the knowledge which at present is fur more copiously and systematically provided by other nations than by ourselves » ajoute le journal, pour écarter même l'ombre du doute sur le but de l'enseignement populaire. (*Times*, 13 december 1895.)

visée en deux classes : une, dont les tendances sont purement individualistes, basées sur les conditions de la phase actuelle des rapports économico-sociaux, tendances unissant les individus qui profitent du côté positif de cette phase du développement en une unité compacte ; une classe qui, comme nous avons tâché de le démontrer, ayant donné les conditions historiques universelles du développement économique, non seulement ne peut pas jouer le rôle positif et édifiant qu'elle a joué en Europe Occidentale et aux Etats-Unis, non seulement ne peut pas augmenter le bien-être de tout le peuple pris ensemble, non seulement n'augmente pas la somme des forces productives du travail social, mais elle a même une inclination manifeste à la diminution du bien-être du peuple. Les forces productives sociales se concentrent de plus en plus entre ses mains, entre les mains de cette classe relativement insignifiante par son nombre, et elles sortent des mains de la majorité. La somme totale des forces productives sociales non seulement n'augmente pas, non seulement ne reste pas stationnaire, mais elle diminue. Les intérêts de cette classe sont donc contraires aux intérêts de toute la société prise dans son ensemble.

L'autre classe, dont le nombre doit extrêmement augmenter dans les conditions économico-sociales actuelles, la classe dont les conditions matérielles d'existence empirent de plus en plus, la classe, dont la partie toujours croissante devient inutile, cette classe, n'étant pas une fiction, mais un ensemble d'individus vivants, doués de la faculté de comprendre les leçons que donne la vie, et de la faculté de les appliquer à la vie, cette classe, comme telle, ne peut avoir pour but que le développement des forces productives sociales pour la jouissance sociale, c'est pourquoi elle est le représentant de toute la société, car ses intérêts s'identifient avec les intérêts de toute la société.

Entre ces deux subdivisions sociales se trouve une quantité de petites couches sociales, dont les intérêts sont plus ou moins liés aux intérêts d'une des deux classes que nous venons de signaler ; pour la plupart des cas, ils sont liés aux intérêts de la classe la plus forte économiquement. Si des individus, sans souci pour leur intérêt direct, étudient, examinent le complexus des phénomènes économico-sociaux, ils auront rempli leur tâche dans le développement de la conscience sociale et de la

connaissance sociale. Si, en même temps, ils s'efforcent, en utilisant leurs observations et leur expérience, de frayer les sentiers, d'élargir les routes qui mènent à l'accommodation des conditions économiques aux conditions de plus en plus compliquées de la vie sociale, ils auront fait tout ce qu'ils peuvent faire. La pensée sociale réveillée de la majorité, en s'appuyant sur les conditions économico-sociales, saura choisir dans tout cela ce qui est essentiel, et laissera de côté tout le reste, comme inutile.

Le problème que la société russe doit résoudre, se complique tous les jours. La forme de production qui a reçu un développement considérable pendant les dernières dizaines d'années, non seulement ne peut pas satisfaire les besoins matériels d'existence de la majorité de la population, mais, grâce à sa naissance chez nous au moment où, dans les pays où elle a été le plus développée sa situation était devenue critique, elle cache en elle les causes de sa propre mort, en ruinant la prospérité de la majorité par son propre développement. Il en résulte que le nombre de personnes qui n'ont aucune occupation augmente considérablement, ainsi que le nombre de ceux qui n'ont d'occupation que pendant une partie très courte de l'année. Cela produit une baisse du niveau des besoins matériels de l'autre partie de la population, et cette baisse des besoins matériels réduit le marché pour les produits de l'industrie capitaliste. Mais, en nous trouvant dans la famille des nations européennes qui développent rapidement la productivité du travail, nous ne pouvons nous contenter ni de la forme de la petite production domestique qui nous satisfaisait il y a 30 ou 40 ans, et que beaucoup de gens rêvent de conserver, ni de celle qui l'a remplacée, mais qui, étant sociale par sa destination, est individuelle par l'appropriation, et est en antagonisme avec la possibilité de satisfaire les besoins de la majorité. La société russe, et de tout ce qui précède nous savons déjà ce qu'il faut entendre sous ce nom, doit résoudre ce grand problème, extrêmement difficile, mais non pas insoluble : développer les forces productives de la population de telle sorte que toute la population puisse bénéficier de ce développement, et non pas une minorité insignifiante. Plusieurs dizaines d'années ce n'est qu'un instant dans la vie du peuple, mais dans le cours de cet instant est survenue et survient la destruction radicale de

toutes nos formes industrielles qui, d'une façon ou de l'autre, satisfaisaient les besoins du peuple, et à leur place se développe une forme qui a cessé de correspondre aux besoins les plus essentiels, qui a poussé toute l'économie populaire à la faillite, à la famine ; c'est pourquoi il nous est aussi nécessaire de sortir de cette situation qu'il nous était nécessaire de modifier les conditions de la production après la guerre de Crimée.

Notre passé historique nous a laissé en héritage la « commune » (Obstschina) qui, malgré mille conditions défavorables, existe encore, mais qui, sous la pression des conditions de la production et de la circulation capitalistes, de la séparation de l'industrie de fabrication et de l'agriculture, ces branches d'industrie qui, par leur essence, doivent se compléter l'une l'autre, — se trouve de moins en moins en état d'assurer leurs moyens de subsistance à leurs membres. Toute l'histoire de son développement montre que sa tâche principale consistait dans l'accommodation des conditions internes de sa vie aux conditions de plus en plus complexes de son existence. De sorte que les conditions du développement de la jouissance de la terre par les paysans peuvent servir d'indice pour le procédé avec lequel les paysans eux-mêmes tâchaient d'accommoder leurs rapports réciproques et leurs rapports économiques, — surtout à l'égard de la terre, — avec les conditions de plus en plus complexes de leur existence. Ils nous montrent comment les paysans, à mesure que le manque de terres augmente, d'un côté commencent à limiter la jouissance des terres des personnes qui jusqu'alors en disposaient comme ayant le droit de propriété privée sur elle, et de l'autre, comment ils passent, petit à petit, à une culture plus intensive. Ce côté de la question est étudié, dans une mesure assez suffisante, par nos historiens économistes, et principalement, par les statisticiens de Zemstvos, etc. qui ont fait leurs enquêtes dans les différentes régions de la Russie et de la Sibérie. Ces enquêtes nous montrent la voie suivie par les paysans dans leurs recherches de la plus grande prospérité. Cette voie est le développement des principes sur lesquels se repose la « commune », et principalement, le développement du lien étroit qui existe dans une commune entre son autorité sur les rapports économiques, et la compétence juridique qui y correspond. Dans ces derniers temps, on essaye de les séparer par la force, et de les

isoler, et, la communauté, indépendamment des autres conditions défavorables à son développement, perd la force vitale qui lui donnait jusqu'à présent la possibilité de s'accommoder aux conditions changeantes de son existence.

Mais il faut avoir plus de moyens que ceux dont dispose la commune pour pouvoir développer plus largement les principes de sa vie, pour pouvoir les accommoder aux nouvelles conditions. Ces conditions plus complexes exigent de nouvelles mesures. La même superficie de terre ne peut point donner, par exemple, avec l'ancien mode d'exploitation, assez de produits agricoles pour nourrir une population croissante. Des conditions plus complexes exigent des mesures plus complexes aussi.

Les paysans n'avaient pas assez de connaissances et surtout de connaissances scientifiques pour pouvoir s'accommoder aux nouvelles conditions. Ils n'avaient pas une connaissance suffisante de l'industrie agricole plus développée, ni des connaissances sur la nature qui les entoure, ni des connaissances sur les rapports sociaux qui sont hors des limites du bailliage et de la communauté.

Où les paysans pouvaient-ils puiser les connaissances, et surtout les connaissances scientifiques? Tant que les forces productives du travail sont insignifiantes, et la plus grande partie du temps employées à l'acquisition des moyens de subsistance, on ne peut pas espérer que la science se développe. Ce n'est que quand les forces productives du travail se seront développées considérablement, qu'après la satisfaction des besoins matériels, les ouvriers auront assez de temps disponible, ou quand une part du produit créé par eux employée pour entretenir des personnes qui ne sont pas occupées immédiatement à la production, alors seulement existe la possibilité, la possibilité simplement, pour certaines personnes de se consacrer à la science, etc. Mais l'apparition même de la nouvelle forme d'économie sociale, capitaliste, n'est devenue possible qu'à la suite de l'expropriation d'une partie de la population paysanne de ses moyens de production, c'est-à-dire qu'en la privant de la possibilité de satisfaire immédiatement ses besoins. Le développement des conditions capitalistes de production ayant empiré les conditions matérielles de subsistance de la population paysanne, par cela même lui a enlevé tous les moyens pour un développement

indépendant de ses connaissances. Au contraire, plus il y a de personnes dont la destinée sociale consiste en travail productif, dont le produit est approprié par ceux qui ont concentré entre leurs mains les moyens de production, plus ces derniers ont la possibilité de consacrer une partie du produit approprié, ou une partie de sa valeur, au développement de la science, et, principalement, de ces branches qui contribuent à l'augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire des sciences naturelles. C'est là une des causes du progrès considérable des sciences naturelles pendant le dernier demi-siècle.

Mais en même temps, ceux-là seulement peuvent bénéficier des fruits de ces sciences, — et ce sont presque les seuls qui en bénéficient, — qui ont concentré dans leurs mains les moyens de production. Il en résulte que le développement de la société devient unilatéral, au sens du développement des rapports juridiques et politiques, en sacrifiant les intérêts de la majorité aux intérêts des classes dominantes, au sens de sa conception philosophique, en la subjugant aux conditions matérielles de subsistance de ses créateurs, qui, par nécessité, appartiennent à la classe dominante, ne participant pas au travail productif (1).

De plus, au lieu de donner aux paysans la possibilité de s'orienter dans les rapports économico-sociaux qui sont devenus de plus en plus complexes dans ces derniers temps, on a laissé se rétrécir leur indépendance même dans le domaine de leur propre exploitation,et leurs faibles moyens de s'accommoder aux conditions économiques plus complexes ont été ainsi diminués. Nous pouvons considérer comme une expression de cette tendance la loi, d'après laquelle les périodes du partage du sol ne peuvent pas être inférieures à 12 ans, ou l'introduction de l'institution des chefs de région (Zemski natchalnik), qui a mis toute la vie de la campagne sous une forte pression administrative

(1) « L'homme crée un produit en appropriant un objet externe à ses besoins, et dans cette opération, le travail manuel et le travail intellectuel sont unis par des liens indissolubles, de même que dans le système de la nature le bras et la tête ne vont pas l'un sans l'autre ». (« *Kapital*, » p. 219.) « Später scheiden sie sich bis zum feindlichen Gegensatz. (I, p. 472.)

extérieure, étrangère aux intérêts et aux conceptions de la masse des paysans.

De sorte que la coordination des fonctions économico-sociales en vue d'aboutir au meilleur résultat avec des connaissances techniques données, cette coordination, que nous observons dans la vie de la « commune », et qui n'est possible qu'avec le travail commun des bras et de la tête, cessa de se réaliser avec la pénétration de principes qui lui sont étrangers. Les nouvelles assises économiques ont transmis la réalisation de ces fonctions entre les mains des personnes dont les intérêts non seulement ne coïncident pas avec les intérêts de toute la société, mais leur sont tout à fait contraires, et elles ont privé la majorité du peuple de la possibilité de satisfaire les besoins les plus importants de leur existence. La « commune », dans sa forme actuelle, la commune primitive n'est pas compatible avec les rapports de plus en plus complexes de la vie économico-sociale qui unissent tous les peuples du globe terrestre en une unité économico-sociale. Les limites de sa compétence sont trop étroites, aussi bien que ses intérêts ; et elle ne peut les élargir qu'à la condition d'avoir la possibilité d'accommoder son existence aux conditions sociales de plus en plus complexes. La riche littérature statistique des Zemstvos « worin das alte Russland vor seinem Ableben sein Inventar aufnimmt », comme aimait à dire Marx, d'après les paroles d'Engels, le prouve indiscutablement : le développement ou la mort, il n'y a pas d'autre issue pour elle.

Dans les conditions dans lesquelles se trouve la commune actuelle, malgré tout ce qu'on peut dire, qu'on le veuille ou non, sa mort est une question de temps. Le courant économique, qui lui est hostile, en la privant de la possibilité de s'accommoder aux conditions plus complexes de l'économie sociale, par suite de l'appauvrissement de la masse des paysans, de la transformation capitaliste des industries et des revenus agricoles, par suite de la division des membres mêmes de la communauté en riches et pauvres, en introduisant ainsi l'antagonisme des intérêts au sein de la commune, détruit lentement, mais implacablement, les bases mêmes de son existence, sans créer en même temps quelque chose de solide, capable de se développer dans les conditions économiques actuelles ; il détruit les

bases mêmes de la prospérité du peuple, et par conséquent, du pays entier.

Le développement des conditions matérielles de subsistance de la majorité de la population n'est, donc possible, qu'avec le développement de toutes les espèces des rapports de communauté, qui existent à l'état rudimentaire dans la vie communale de la masse paysanne (1) Tous les essais d'application et de développement de ces rapports, même dans les limites de la société capitaliste, comme, par exemple, les fabriques coopératives d'ouvriers « sind innerhalb der alten Form, das erste durchbrechen der alten Form... Sie zeigen wie, auf einer gewissen Entwicklunstufe der materiellen Produktivkräfte und der inter sich brechenden gesselschaftlichen Produktionsweise, naturgemäss aus einer Produktionsweise entwickelt und herausbildet (*Kapital*, III, t. I, p. 427). Les rapports de communauté contiennent donc, en eux, le rudiment des conditions économiques, qui, contrairement à celles de l'Europe Occidentale, aboutissent non pas à l'asservissement de la majorité de la population, mais à une élévation égale des forces économiques, intellectuelles et morales de toute la société.

C'était le point de vue de Marx et d'Engels : « No doubt », écrit Fr. Engels en 1893, *the commune* and too restain extent the artel *contained germs* which under certain conditions *might have developed and saved Russia the necessity of passing through the torments of the capitalistic regime.* I fully subscribe to our author's (Marx) letter about Joukowsky (Annexe C). But in his as well in my opinion, the first condition required to bring this about, was the *impulse from without*, the change of economic system in the Occident of Europe, the destruction of the capitalist system in the countries where it had originated. Marx said in a certain preface... (in january 1882) repliyng to the question whether russian commun might not be the starting

(1) Il en résulte évidemment, pour le lecteur attentif, que l'auteur de ces « Etudes » ne partage nullement l'opinion de ceux qui voient dans la commune actuelle comme une forme économique qui n'est pas capable de conserver son existence telle qu'elle est. Mais, en même temps, il aperçoit en elle les éléments qui, dans des conditions plus favorables, pourraient se développer et créer des formes plus élevées des rapports économico-sociaux. C'est notamment le point de vue de Marx et d'Engels.

point of a higher social development : « if the change of economie system in Russia coincides with a change of economic system in the west », de sorte que toutes les deux, elles se complètent l'une l'autre, et le système de propriété foncière en Russie peut devenir la dernière étape du nouveau développement social. « If we in the West had been quicker in our economic development there might have been time get for Russia to cut short the tendency of her ower evolution towards capitalism. Unfortunately we are too slow, an those economic consequence of the capitalistic system which must bring it up to the critical point, are only just now developing in the various countries about us : while England is fast losing her industrial monopoly, France and Germany are approaching the industrial level of England, and America bids fair to drive them all out of the world's market buth for industrial and for agricultural produce. The introduction of an, at last relative, free trade policy en America is sure to complete the ruin of England's industrial monopoly, ant to destroy, at the same time, the industrial export trade of Germany and France ; then the crisis must come, tout ce qu'il y a de plus *fin de siècle*. But in the mean time, with Russia the commune faces away, and we can only hope that the change to a better system, with us *may come soon enough to save*, at least in some remote part of Russia, *institutions which may bast those circonstances be called upon to fulfil a great future* ». Plus loin, Engels dit : « No doubt the passage from primitive agrarian communism to capitalistic industrialism cannot take place without terrible dislocation of society, without the disappearence of whole classes and their transformation into other classes ; and what enormous suffering, and waste of human lives and productive forces that necessarily implies, we have seen — in *a smaller scale* in Westen Europe. »

Nous avons, donc, d'un côté une institution économico-sociale, primitive, il est vrai, mais qui renferme en elle tous les éléments d'un développement postérieur d'une forme plus élevée de l'économie sociale, et du développement général de la société elle-même ; de l'autre côté, des forces économiques qui la détruisent, des forces dont le développement entraîne inévitablement de terribles souffrances et une dépense de vies humaines et de forces productives analogue à celle que nous

avons vue, dans de moindres proportions, dans l'Europe Occidentale. Nous nous trouvons actuellement à un tournant, et la voie que nous suivons n'est pas celle du développement général de la société... Tandis que les conditions actuelles de l'économie mondiale se développent davantage, notre communauté est condamnée à mort.

Il en résulte que rien ne peut être plus erroné que l'opinion, de ceux qui veulent la destruction de la commune et son remplacement par la propriété privée, « von socialpolitischen Standpunkt aus wunschenwerth ist ». Sans parler même qu'avec la disparition de cette institution doivent périr des dizaines et des centaines de milliers de gens qui, jusqu'à présent, ne vivent que grâce à elle, désirer et contribuer à la cessation d'existence de l'institution qui, comme disent avec tant de justice Marx et Engels, « peut devenir le point de départ du nouveau développement social », c'est ne pas comprendre son importance, ni son rôle possible dans l'avenir, ni qu'il faut laisser la solution de cette question aux personnes qui y sont immédiatement intéressées.

Mais d'un autre côté, le point de vue des « narodniki » est complètement erroné et incompatible avec les faits. Il affirme que seule la vie de la communauté peut engendrer dans la masse de la population les qualités qui la mèneront à l'activité indépendante, et que le mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale ne peut pas avoir ses racines dans l'activité indépendante des ouvriers eux-mêmes, car les conditions de la vie de la population ouvrière en Europe Occidentale l'habituent à se soumettre à une volonté étrangère, en lui enseignant le rôle de soldat industriel, *que des démagogues habiles peuvent transformer en soldat politique.* (W. W.)

Faut-il parler du peu de valeur scientifique, pour ne pas dire plus, de l'opinion d'après laquelle un phénomène aussi caractéristique, créé par les conditions de la vie économique actuelle, est considéré comme un mouvement accidentel provoqué par des démagogues quelconques ?

Nous avons déjà vu que les conditions de la phase actuelle du développement économico-social forcent les classes dominantes à tendre vers l'augmentation de la productivité du travail, et on ne peut pas y aboutir sans élever le niveau intellectuel des

travailleurs, et par conséquent sans élargir leur horizon (nous ne parlons même pas de ce désir du côté des travailleurs eux-mêmes). Cette circonstance, lorsque les connaissances scientifiques prendront essor parmi les ouvriers, les aidera, eux qui y sont immédiatement intéressés, déshérités qu'ils sont par les nouvelles formes économiques qui envahissent leur vie, à s'orienter dans les conditions de l'existence matérielle nouvelle et à obtenir, avec les autres classes sociales, une part dans cette organisation nouvelle, en tâchant d'acquérir l'initiative sociale nécessaire pour cette œuvre compliquée et difficile : le développement de la forme de production qui se base sur la possession des moyens de production par les producteurs eux-mêmes, et qui garantit le développement intégral de toute la société.

« Dans l'Europe Occidentale et aux Etats-Unis, le procès de tranformation des rapports économiques est visible à tous les yeux... (L'auteur parle de l'Angleterre ; on peut attribuer à ses paroles un sens plus large.) Alors il revêtira dans son allure des formes plus ou moins brutales ou humaines selon le degré de développement de la classe ouvrière. Abstraction faite de motifs plus élevés, leur propre intérêt commande donc aux classes régnantes actuelles d'écarter tous les obstacles légaux qui peuvent gêner le développement de la classe ouvrière... Une nation peut et doit tirer un enseignement de l'histoire d'une autre nation » (*Kapital,* I,Préface). Chez nous, le procès de cette transformation est aussi inévitable, tous les faits mentionnés dans ces Etudes nous le montrent avec une très grande insistance. Chez nous donc, aussi, toutes les classes sociales ensemble doivent être intéressées au développement intellectuel et social des classes déshéritées de la population. Quand l'influence négative des conditions capitalistes, que nous venons de décrire, arrivera à une certaine phase de son développement, alors, avec l'activité consciente et rationnelle des classes de la population actuellement déshéritées, la société entrera sur la voie de l'union de l'industrie de fabrication et de l'agriculture entre les mains des producteurs immédiats, mais d'une union qui ne repose pas sur le terrain de petites unités productives, « l'éterniser, ce serait, comme le dit cruellement Pecqueur, décréter la médiocrité en tout » (*Kapital,* p. 341), mais en

créant une grande production socialisée, reposant sur le développement libre des forces productives sociales, sur l'application de la science et de la technique, et ayant en vue la satisfaction des besoins de toute la population et son bien-être.

APPENDICE A

Les partisans les plus acharnés du développement du capitalisme se placent à un autre point de vue. Ils ne voient pas l'encombrement relatif du marché du travail ; ils ne voient pas la mise à pied continuelle d'une masse d'ouvriers. Le côté économico-social de la question reste pour eux au dernier plan, quoique tous leurs écrits soient remplis de « paroles bien intentionnées » sur le « bien de l'humanité entière ». « Toute la question consiste en ceci : veut-on que les revenus du peuple augmentent, oui ou non... (les revenus... le salaire pour la force de travail achetée par le capitaliste). Lorsque les revenus existeront, le marché intérieur augmentera, car la population de cent millions d'âmes de la Russie représente un énorme marché, dont la faculté de payement ne peut pas ne pas être dans la dépendance des revenus... L'étude spéciale de certaines industries,et surtout de l'industrie du pétrole, m'ont appris à voir dans le sein de la terre la principale source du bien-être actuel des peuples, et dans la houille et le fer, les sources du bien-être futur. L'exemple du pétrole est sous nos yeux. Lorsque vers 1860 j'ai, dans un cours public, étudié cette question, j'ai dit que nous avions au Caucase tous les éléments pour nous permettre d'obtenir les produits de pétrole à meilleur marché, et que nous pouvions les exporter en abondance, au lieu de les recevoir de l'étranger, on s'est moqué de mes rêves, mais je vis encore... (« Nowosti » 1892, 15 février l'article de M. Mendeleev, et l'« Annexe au rapport présenté par M. Mendeleev au Ministre des Finances » dans les « Matériaux pour la revision des tarifs », pp. 22, 24 et 25.) Il est incontestable que le fer et la houille sont les bases de l'industrie actuelle, mais le développement de l'industrie n'a pas d'importance comme telle, mais pour autant que ses pro-

duits satisfont les besoins de la société d'un côté, et que les forces de travail peuvent être utilisées rationnellement de l'autre. Ce côté économico-social de la question n'existe point pour le savant chimiste. En général, ni les conditions de temps, ni les circonstances dans lesquelles se produisent les phénomènes n'existent pour lui. La mode de production dont il exige la protection, ne correspond pas aux conditions économico-sociales. Le capitalisme met à pied, prive d'occupation une masse de population de plusieurs millions, et ne donne de travail qu'à un nombre insignifiant d'ouvriers, et par conséquent il restreint son propre marché. Une population de 100 millions d'âmes représente un énorme marché, qui ne peut pas ne pas être dans la dépendance des revenus, dit le savant chimiste, mais, ajoutons-nous, le capitalisme ne peut pas donner ce revenu. Dans toute la série des articles, le développement de l'industrie du pétrole sert de principal argument au savant chimiste pour appuyer son point de vue. M. Mendeleev voit, sa vie durant, une très grande prospérité de l'industrie de pétrole, une exportation de millions de pouds de pétrole. Cette industrie occupait... 4.793 ouvriers. Et en l'année 1892, lorsque le nombre d'ouvriers s'élève à 7 mille, l'industrie subit la « crise » et on commença à songer à une « réglementation ». « Die Menschen sind geneigt zu glauben, dass sie jedes Buch, worin nichts von krummen Linien und algebraischen Formeln vorkommt, lesen könnten (dans le cas donné même cet obstacle n'existe pas), sobald sie die Sprache verstanden, worin es geschrieben ist. Es ist aber grundfalsch ». (Lichtenberg, 1778.) Nous nous arrêtons à l'opinion du chimiste sur les questions économiques, non pas pas parce qu'elle a une ombre d'importance scientifique, mais justement parce qu'elle n'a aucune importance scientifique, mais elle exprime les désirs d'un petit nombre d'industriels et peut se réaliser dans la pratique.

Il est presque impossible de trouver dans notre littérature économique une autre exemple d'invasion aussi hardi dans un domaine inconnu que celle de l'auteur que nous avons cité. Si quelqu'un voulait s'aventurer dans le domaine de la chimie (bien entendu si cet acte pouvait avoir les conséquences pratiques), avec un bagage scientifique aussi léger que celui du savant chimiste, il est à supposer que, lui le premier, s'avancerait

pour défendre la science... Prendre à la majorité et donner à quelques-uns, voilà le fond de sa science économique... Et comme à l'intérieur du pays la consommation de la marchandise ne peut pas augmenter considérablement, malgré l'abaissement du prix, alors il faut, *et c'est le plus important*, l'exporter, à l'aide de primes d'exportation, c'est-à-dire, à l'aide des payements supplémentaires des contribuables.

« Among prevalent fallacies there are few more mischievous than that which holds a man to be an authority on a subject because he has written a book about it. »

APPENDICE B

Avec les considérations exposées dans le texte, tout observateur impartial comprendra que la proposition de Rodbertus consistant à résoudre la contradiction inhérente au mode capitaliste de production par la fixation d'un salaire pour la journée de travail normale, déterminée suivant le travail, ce salaire subissant des revisions et devant augmenter avec l'augmentation de la productivité du travail, — est artificielle et impraticable. Rodbertus croit (*Der Normalarbeitstag*, dans la « Correspondance » etc., de Rodbertus, recueillie par M. Meyer, v. II, p. 552) que ce n'est qu'à cette condition que la valeur de la marchandise sera déterminée par la quantité de temps de travail nécessaire à sa fabrication. Sans parler de ce fait, que l'auteur omet le facteur principal, qui détermine la quantité de produit requis par la société, à savoir, la somme des forces de travail que la société peut fournir pour la fabrication de l'objet en quantité suffisante, sans parler de ce fait, qu'on confond les notions qu'il faut distinguer strictement, à savoir, la notion du taux de la plus-value et celle du taux des bénéfices ; sans parler de ce fait, que la détermination légale de la part relative de l'ouvrier dans le produit nouvellement créé limite la possibilité de l'augmentation subséquente de la productivité du travail avec l'utilisation des machines, car c'est la grande part relative du capital dans le produit nouvellement créé qui sert de principal stimulant à l'introduction des machines dans la production capitaliste. L'utopie de Rodbertus ne contribuera nullement à résoudre la contradiction qu'elle tâche d'éviter, car le capitalisme, en transformant la production en un acte social, a individualisé la jouissance du produit de cet acte social, et la resti-

tution de la valeur en capital dépensée avec la plus-value qui est incluse dans le produit, il l'a fait dépendre non pas des besoins réels de la société entière, mais des besoins des consommateurs qui payent. La faculté de payement apparaît chez les consommateurs seulement après qu'ils sont entrés dans la peau des vendeurs, lorsqu'ils ont eu quelque chose à vendre. Si la récolte est mauvaise, ils n'ont rien à vendre, ils n'ont pas les moyens d'acheter. Que doit alors faire le fabricant avec la productivité augmentée de ses ouvriers. Il ne lui reste qu'à réduire la production, à congédier les ouvriers, et en même temps à perdre une part des bénéfices, ou parfois tout. Où prendra-t-on le salaire fixé, déterminé par le travail, comme le propose Rodbertus ? « L'hiver et le printemps de cette année 1890 n'ont pas été favorables pour les ouvriers des fabriques ; presque dans toutes les fabriques on a congédié la moitié des ouvriers, et on a réduit les heures de travail. » (Communications des correspondants du Zemstvo de Moscou dans l' « Annuaire » pour l'année 1890, « Industries », p. 23.) « Les prix des marchandises ont baissé, les fabricants ont vendu leur marchandise presque à perte, et beaucoup d'entre eux ont fermé leurs fabriques. » « Les patrons et les ouvriers écoulent difficilement leurs marchandises, quoiqu'elles soient à bas prix. » « Dans notre localité il n'y a pas d'autre industrie que le travail des fabriques. Plusieurs fabriques et usines ont cessé d'être en activité, plusieurs travaillent la moitié du temps. La grande majorité des paysans sont restés chez eux sans avoir un morceau de pain, les autres mendient. » « L'occupation principale de notre ocalité, le tissage (dans les fabriques) a commencé à fléchir l'automne passée, et vers le mois de mars elle s'est arrêtée presque complètement. Le salaire est plus bas que jamais. La cherté des farines et les bas salaires forcent les paysans à mendier. » (id. « Annuaire » pour 1892. « Industries. ») « Cela nous apprend, qu'on ne peut pas parler de la « fixation » du salaire, car les ouvriers deviennent inutiles, et peuvent trouver les moyens de subsistance non pas dans le travail, mais dans la charité publique... Et cela se produit partout, non seulement chez nous. Nous avons déjà mentionné les faits qui révèlent la situation difficile des filatures de coton anglaises, dans les rapports desquelles pour les trois derniers mois de 1892 ne figu-

rent que des pertes (1). » (*Journal industriel et commercial*, 1893, n° 8.) Ce même Rodbertus dit : « Grund und Capitaleigenthum ist zugleich eine Art Amt, das nationalökonomische Functionen mit sich fürt » et que « die Grundrente und Capitalgewinn sind die Gehälter solcher Beamten » (*Zur Erkälrung*, etc., 273-374) ; comme dans les conditions que nous venons d'écrire « die Gehälter solcher Beamten » diminuent sensiblement, ils adressent à présent (sans « fixation ») une requête au gouvernement pour qu'il maintienne l'industrie par l'élévation des droits, avec des primes à l'exportation. Il n'y a rien d'étonnant dans le fait qu'on a déterré la théorie de Rodbertus, qui reposait dans la poussière des archives allemandes. Diverses considérations politiques l'expliquent facilement, mais quel besoin nos économistes ont-il eu de transplanter chez nous cette théorie qui ne résiste pas au contact des faits de la vie réelle ? Nos économistes-théoriciens ne devraient pas s'écarter de la devise qui guide les véritables représentants de la science « to the man of science truth is a pearl of great price, to buy which he is ready to part with every thing previously obtained ».

(1) Nous avons déjà signalé une cause de la diminution de l'exportation des tissus de coton anglais. En l'année 1892. leur exportation s'est réduite encore davantage, atteignant 4.873 millions de yards ; en même temps l'importation de coton s'est réduite de 17-18 millions de cents. à 15,8 millions. La production de fer en fonte de 8,2 millions de tonnes en 1889 est tombée à 6,4 millions de tonnes en 1892. L'exportation de fer et d'acier de 4,2 millions de tonnes est descendue à 2,7 millions de tonnes. Leur consommation s'est réduite de 6,7 millions de tonnes à 4,2 millions de tonnes. Le rapport du ministère des Finances anglais, fait avec les données fournies par les Trades-Unions, nous apprend que, par suite de cette réduction, en 1892, le nombre des membres de ces Trades-Unions obligés de chômer s'éleva à 8,3 0/0 du nombre total, au lieu de 2-4 0/0 des années précédentes. (« Moniteur des Finances, » 14 mars 1893, p. 652-7.)

APPENDICE C

Au cours de la seconde moitié de la période 1870-80, dans notre littérature est née une polémique assez vive au sujet des idées exposées par Marx dans le Ier volume du « Capital ». A propos d'un de ces articles, notamment, à propos de l'article de M. Joukowsky, M. Michailowsky a remarqué que, dans la dernière section de son ouvrage, Marx n'avait en vue que l'esquisse historique des premiers pas du mode capitaliste de production, mais qu'il a donné beaucoup plus, à savoir, qu'il a exposé toute une théorie historico-philosophique. Cette théorie, ajoute M. Michailowsky, est très intéressante pour tous, mais pour nous, les russes, elle est encore plus intéressante. Car si, d'après M. Michailowsky, on admet complètement le système philosophique de Marx, d'après lequel chaque nation dans son chemin historique doit inévitablement passer par la phase du développement capitaliste, alors chacun des disciples russes de Marx, pour être conséquent, devrait prendre une part active dans le procès qui sépare les moyens de production et le travail, exproprie les paysans, mutile l'organisme humain, menace l'avenir de la race humaine, etc.; mais de l'autre côté, ce même disciple de Marx doit considérer comme son idéal la concordance du travail et de la propriété, la possession des moyens de production et de la terre par les producteurs eux-mêmes.

Cet article fournit à Marx l'occasion d'écrire une réponse, qui était destinée à être imprimée dans la Revue même dans laquelle avait été publié l'article de M. Michailowsky. Mais cette réponse ne fut pas envoyée et elle resta parmi les papiers de Marx, où elle fut trouvée après sa mort. La traduction de cette réponse a paru en 1888 dans le « Moniteur Juridique ». Cette réponse était écrite en français. La voici :

I

L'auteur de l'article : « Karl Marx devant le tribunal de M. Joukowsky est évidemment un homme d'esprit, et s'il eût trouvé, dans mon exposé de l'*accumulation primitive*, un seul passage à l'appui de ses conclusions, il l'aurait cité. A défaut d'un tel passage, il se voit obligé de s'emparer d'un hors-d'œuvre, d'une sortie polémique contre un « belletriste » russe imprimée dans l'appendice de la première édition allemande du « Capital ». Qu'est-ce que je reproche là à cet écrivain ? Qu'il a découvert le « communisme russe » non en Russie, mais dans le livre de Haxthausen, conseiller du gouvernement prussien, et qu'entre ses mains la commune russe ne sert que d'argument pour prouver que la vieille Europe pourrie doit être régénérée par la victoire du panslavisme. Mon appréciation de cet écrivain peut être juste, elle peut être fausse, mais en aucun cas elle ne saurait prêter la clef de mes vues sur les efforts « que font les russes afin de trouver pour leur patrie une voie du développement différente de celle que l'Europe Occidentale a suivie et suit ».

Dans la post-face de la deuxième édition allemande du « Capital » je parle d'un « grand savant et critique russe » avec la haute considération qu'il mérite. Celui-ci a traité, dans des articles remarquables, la question si la Russie doit commencer par détruire, comme le veulent les économistes libéraux, la commune rurale pour passer au régime capitaliste, ou si, au contraire, elle puisse, sans éprouver les tortures de ce régime, s'en approprier tous les fruits en développant ses propres données historiques. Il se prononce dans le sens de la dernière solution. Et mon honorable critique aurait été au moins aussi fondé à inférer de ma considération pour ce « grand savant et critique russe » que je partageais ses vues sur cette question, qu'à conclure de ma polémique contre le « belletriste » et panslaviste russe que je les rejetais.

Enfin, comme je n'aime pas laisser « quelque chose à deviner » je parlerai sans ambages. Pour pouvoir juger en connaissance de cause du développement économique de la Russie contemporaine, j'ai appris le russe et puis étudié, pendant de longues années, les publications officielles et autres ayant rapport à ce sujet. Je suis arrivé à ce résultat : si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, pour subir toutes les péripéties du régime capitaliste.

II

Dans le chapitre sur l'accumulation primitive, je ne prétends que tracer la voie par laquelle, dans l'Europe Occidentale, l'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. Il suit donc le mouvement qui y fit divorcer le producteur de ces moyens de production, tranformant le premier en salarié (prolétaire dans le sens moderne du mot) et les derniers en capital. Dans cette histoire, « toute révolution fait époque qui sert de levier à l'avancement de la classe capitaliste en voie de formation. Mais la base de l'évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs ». A la fin du chapitre je traite de la tendance historique de l'accumulation capitaliste, et j'affirme que son dernier mot, c'est la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale. Je n'en fournis aucune preuve à cet endroit, pour la bonne raison, que cette affirmation elle-même n'est que le résumé sommaire de longs développements antérieurement donnés dans les chapitres sur la production capitaliste.

Maintenant, quelle application à la Russie mon critique pouvait-il tirer de mon esquisse historique ? Seulement celle-ci : si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à l'instar des nations de l'Europe Occidentale, *et pendant les dernières années elle s'est donnée beaucoup de mal en ce sens*, elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses

paysans en prolétaires ; et après cela, amenée une fois au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres nations profanes. Voilà tout. Mais c'est trop peu pour mon critique. Il lui faut absolument métamorphoser mon esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe Occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés, pour arriver, en dernier lieu, à cette formation économique qui assura avec le plus grand essor du pouvoir productif du travail social, le développement le plus intégral de l'homme. Mais je lui demande pardon. C'est me faire en même temps trop d'honneur et trop de honte. Prenons un exemple. En différents endroits du « Capital » j'ai fait allusion au destin qui atteignit les plébéiens de l'ancienne Rome. C'étaient originairement des paysans libres cultivant, chacun pour son compte, leurs propres parcelles. Dans le cours de l'histoire romaine, ils furent expropriés. Le même mouvement qui les sépara d'avec leurs moyens de production et de subsistance impliqua non seulement la formation de grandes propriétés foncières, mais encore celle de grands capitaux monétaires. Ainsi un beau matin il y avait, d'un côté, des hommes libres dénués de tout sauf leur force de travail, et de l'autre, pour exploiter ce travail, les détenteurs de toutes les richesses acquises. Qu'est-ce qu'arriva ? Les prolétaires romains devinrent, non des travailleurs salariés, mais un *mob* fainéant plus abject que les ci-devant « poor whites » des pays méridionaux des Etats-Unis ; et à leur côté se déploya un mode de production non capitaliste, mais esclavagiste. Donc, des événements d'une analogie frappante, mais se passant dans les milieux historiques différents, amenèrent des résultats tout à fait disparates. En étudiant chacune de ces évolutions à part, et en les comparant ensuite, l'on trouvera facilement la clef de ces phénomènes, mais on n'y arrivera jamais avec le passe-partout d'une théorie historico-philosophique dont la suprême vertu consiste à être supra-historique.

SOURCES DU TABLEAU III

1re, 2e, 3e COLONNES. — Tableaux statistiques annexés au « Journal du Ministre des Voies » : Recette brute, nombre de voyageurs transportés et quantité des marchandises transportées par chemins de fer, par mois. Malheureusement, il n'y a pas de données pour 1874, 75, 76, de sorte, que ces trois années ne figurent pas dans les colonnes 1 et 2. Par conséquent, la première et la seconde colonne contiennent le nombre de voyageurs, la quantité de marchandises transportées aux mois de janvier, féfévrier, etc., pendant 8 années, la recette brute figure pour 11 années. Le chiffre à droite avec un + ou un — indique l'augmentation ou la diminution relativement au mois précédent (cela s'applique aux chiffres du tableau entier). Comme aux données des tableaux « de la recette brute » pour l'année courante sont annexés les chiffres de l'année précédente à titre de comparaison, qui se distinguent par une exactitude plus grande, et correspondent avec les totaux annuels, nous les avons utilisés exclusivement, à l'exception de la dernière année 1879. Les militaires sont exclus du nombre des voyageurs dans les années 1877, 78, 79, de même que sont exclus, pour les mêmes années, les revenus des articles qui ne dépendent pas du mouvement de transport.

4e COLONNE. — « Bulletins sur la quantité de marchandises étrangères sorties des douanes, et des marchandises russes exportées, dans le commerce européen » publiés par le Ministère des Finances. Ici nous avons employé le même procédé que pour les trois premières colonnes, c'est-à-dire que nous avons extrait des tableaux pour l'année courante les chiffres de l'année précédente (à l'exception de l'année 1879).

5e et 6e COLONNES. — Données fournies par la Banque d'Etat.

Dans la 5e colonne figurent les chiffres absolus, par mois pendant 11 ans. Les chiffres à côté, munis d'un + ou d'un — indiquent l'augmentation ou la diminution. Les chiffres de la 6e colonne représentent les totaux des billets de crédit en circulation, par mois, pour la période 1869-76 et pour l'année 1879. Les chiffres, à côté, munis d'un + ou d'un —, représentent la quantité de billets de crédit jetés réellement dans la circulation ou retirés pendant le cours de chaque mois de cette période. Les trois derniers mois de l'année 1876, et toutes les années 1877 et 1878, ne sont pas entrés dans le calcul comme étant des années exceptionnelles des années de guerre (pour les 3 mois de 1876 ne figurent que les « émissions temporaires »).

7e et 17e Colonnes. — Etat des bilans de la Banque d'Etat, de ses comptoirs et de ses succursales « au 1er de chaque mois pendant la période 1869-79 ». Rapport sur les opérations des banques par actions de crédit commercial « au 1er de chaque mois pendant la période 1877-79 ». Rapports de la Société de crédit mutuel de Pétersbourg « pour la période 1869-78 ». Nous avons utilisé les reliquats de comptes, mentionnés dans le tableau, vers la fin de chaque mois, dans toutes les banques commerciales privées, constituées par actions, dans la Banque d'Etat et dans la banque de la Société de crédit mutuel de Pétersbourg (car celle-ci jouait, jusqu'à 1878, le rôle d'un grand établissement de crédit, et ses portefeuilles de prêts et d'emprunts, ainsi que celui des comptes courants, étaient souvent beaucoup plus important que ceux de chacune des banques privées de Pétersbourg ; depuis 1878, elle n'a plus cette importance). Il était impossible de faire figurer dans les tableaux les banques des sociétés urbaines, et les banques de crédit mutuel provinciales, car les données sur ces banques manquent. Les totaux de chaque compte de tous les établissements, mentionnés vers la fin de chaque mois pendant 11 années, figurent dans ces tableaux. A côté de ces chiffres se trouvent les autres avec un + ou un — qui indiquent l'augmentation ou la diminution relativement au mois précédent.

13e et 14e Colonnes. — La « caisse » contient non seulement l'argent effectif, mais toutes les ressources disponibles (non pas l'or, ni les lettres de change étrangères). Comme dans les colonnes 11e et 12e figurent les comptes courants spéciaux créés

contre un gage de valeurs, nous avons pris les chiffres des sommes prises réellement.

15[e] COLONNE. — « Cote officielle de la bourse de Saint-Pétersbourg. »

16[e] COLONNE. — « Etat des bilans de la Banque d'Etat » pour la période 1869-70. Le chiffre des dépôts en valeurs, mis en conservation, figure toujours sous la ligne du bilan.

SOURCES DU TABLEAU IV

1re Colonne. — Nous avons pris pour point de départ le chiffre de la population en l'année 1870, et nous avons fixé le 0/0 d'accroissement annuel à 1,1 0/0. La « Revue Statistique » (livraison 14, 1879, St-Pétersbourg) indique 1,2 0/0, mais, d'après nos calculs, nous avons trouvé que ce chiffre est exagéré. D'ailleurs, si nous prenons même le chiffre de la « Rev. St. » pour base, nos conclusions se trouveraient renforcées.

2e Colonne. — « Recueil des renseignements du département de l'Agriculture et de l'Industrie agricole », livre II, St-Pétersbourg, 1880.

3e et 7e Colonnes. — « Recueil statistique du Ministère des Voies », livres I-IV, St-Pétersbourg, 1877-80.

8e, 18e et 23e Colonnes. — « Revues du commerce extérieur » pour les années correspondantes.

9e Colonne. — « Rapports et bilans de la Banque d'Etat et de la banque commerciale de Volga-Kama », pour les années correspondantes.

10e et 11e Colonnes. — « Rapports et bilans de la Banque d'Etat » pour les années 1869-78; et « Etat de bilans de la Banque d'Etat » vers la fin de chaque mois pendant la période 1869-79.

12e Colonne. — « Cote officielle de la bourse de St-Pétersbourg. »

13e Colonne. — « Rapports du Contrôle Gouvernemental » pour les années correspondantes.

14e Colonne. — « Messager du Gouvernement. »

Note aux tableaux III, *b* et IV *c*, *d*, *e*. Dans tous ces tableaux, nous avons ramené la première série de chiffres à 100, et les chiffres des années suivantes se rapportent à cette série. A côté,

figurent les chiffres (+ et —) qui indiquent l'augmentation ou la diminution relativement au chiffre de la série précédente, mais qui sont mis en rapport avec les chiffres de la première série. Prenons, par exemple, les colonnes 3° et 4° du tableau IV. En 1873, le chiffre de verstes ouvertes à la circulation comportait 14,93 0/0 de toute l'étendue du réseau des chemins de fer, qui existait vers cette année. Dans le tableau IV *c*, nous constatons, qu'en 1873, l'étendue du réseau des chemins de fer comportait 119,5 comparativement à l'année 1871. Le chiffre à côté, augmentation par 0/0 comparativement à l'année précédente, montre une augmentation de 15,5 0/0, c'est-à-dire une augmentation un peu plus grande que le chiffre mentionné ci-dessus (14,92 0/0), plus loin, cette différence augmente de plus en plus. Cela dépend du fait que, dans le tableau IV, tous les + et les — de séries voisines sont dans un rapport proportionnel avec la première série. Si nous disons dans le texte qu'en 1878, par exemple, la valeur du rouble en or a haussé de 7,69 0/0, cela veut dire qu'elle a haussé de cette quantité comparée à sa valeur en 1877, si nous rapportons ces deux chiffres au point de départ — l'année 1871 (en 1878, comparativement à 1877, l'agio sur l'or a haussé de 6,25 0/0).

Comme les sources des tableaux 3 et 4 nous ont servi de base principale, nous ne les avons pas mentionnées dans les tableaux pour ne pas surcharger le texte par des notes. Dans les cas où nous avons utilisé les autres données, nous les avons notées.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Le capitalisme et l'agriculture.

DEUXIÈME PARTIE

Le capitalisme et l'industrie.

TABLEAUX

FIN

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie BUSSIÈRE.

TABLEAU I

Développement des facteurs principaux de la circulation de 1864 à 1879

	Résultats de l'exploitation des chemins de fer (1)													Commerce d'exportation (4)				Activité des établissements de crédit (5)					
	Nombre de verstes des voies ferrées ouvertes vers la fin de chaque année	Revenu brut	Revenu par verste de voie	Dépenses	Dépenses par verste de voie	Excédent du revenu sur la dépense	Excédent par vertse de voie	Arriérés des chemins de fer (2) dus à l'Etat, à la fin de chaque année, avec le cours nomin. du r. mét.	Leur rapport à toutes les créances de la trésorerie de l'Etat	Dettes de l'Etat (vers la fin de l'année) (3)	Dettes contractées pour les chemins de fer	Rapp. de la dette de l'Etat contr. pour les chemins de fer à la dette totale de l'Etat	Dette totale des chemins de fer envers l'Etat (4)	Valeur de toutes les marchandises exportées	Valeur du blé exporté	Rapport de la valeur du blé à l'ensemble des marchandises exportées	Nombre de tchetvert de blé exporté	Dépôts en compte-courant, etc. et capital	Augmentation en p. 100	Opération de prêt et d'escompte	Accroissement en p. 100	Dettes hypothécaires	Augmentation en p. 100
		En milliers de roubles	En roubles	En miliers	En roubles	En milliers de roubles	En roubles	En milliers de roubles	0/0	En millions de roubles	En millions de roubles	0/0	En Million de roubles de crédit	En millions de roubles	En millions de roubles			En mill. de roub.		En mill. de roub.		En millions de roubles	
1864	3.358	24.802	7.511	15.392	4.661	9.410	2.850	—	—	—	—	—	—	164.902	54.700	33,17	9.254	277,7	—	42,3	—	—	—
										Vers 1869	Vers 1869		Vers 1871										
1870	10.211	78.948	8.909	46.412	5.249	32.568	3.683	125.679	39	1.907,5	203	10,6	286,5	342.852	162.989	47,51	21.071	—	—	—	—	—	—
1874	16.874	141.634	9.019	88.762	5.652	52.873	3.367	215.468	58	—	—	—	—	411.211	212.292	51,93	26.804	—	—	—	—	273	—
1876	18.185	147.485	8.327	100.284	5.662	47.201	2.665	275.760	64	—	—	—	933,3	379.257	203.557	53,67	25.394	885,3	218	858,3	1 942	—	—
1877	19.236	193.294	10.218	121.546	6.425	71.749	3.793	315 292	67	3.474,5	1.003,4	28,8	1169,7	508.280	264.082	51,95	30.579	—	—	—	—	392	43
Aug. + en 1877 r. compar. à 1870 r.	+88,37 0/0	+ 144,84 0/0	+14,70 0/0	+ 161,88 0/0	+22,39 0/0	+ 120,30 0/0	+ 3 0/0	+ 150,8 0/0	—	+ 82 0/0	+400 0/0	—	+308 0/0	+48,25	+62 0/0	—	+45,25	—	—	—	—	—	—
1878	20.473	215.977	10.934	—	—	—	—	348.082	70	3.955	—	—	1327,0	596.544	366.543	61,44	42.285	—	—	—	—	—	—
1879	21.029	208.145	10.076	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) « Recueil statisitque du Ministère des Voies », livre I-IV. Saint-Pétersbourg 1878-1879. « Revenu brut » etc. des chemins de fer, tableaux annexes au « Journal du Ministère des Voies ».

(2) « Rapports du contrôle gouvernemental » et « Rapports de la Banque de l'Etat ». Saint-Pétersbourg.

(3) Discours du Ministre des Finances à la séance des établissements de crédit de l'Etat.

(4) « Revue du commeree extérieur de la Russie », Saint-Péterbourg.

(5) « Rapports de la Banque de l'Etat », « Rapport sur les opérations des banques par actions de crédit commercial », Saint-Pétersbourg 1878, « Annuaires du Min. des Fin. ».

TABLEAU V

Facteurs principaux du procès de circulation, distribués par année économique (du 1er septembre au 30 août) ; leurs relations avec la production du blé

L'année commençant le 1er septembre	Récolte nette du blé en milliers de tchetverts	Transfert d'argent de Pétersb. par l'intermédiaire de la Banque de l'Etat en province en millions de roubles	Exportation des blés en milliers de tchetverts	Recette brute des chemins de fer en millions de roubles	Billets de crédit en circulation en millions de roubles	Valeur en or du rouble crédit d'après le cours de Londres	Nombre de voyageurs transportés par les chemins de fer en milliers	Quantité de marchandises transportées par les chem. de fer (petite vitesse) en millions de pouds	Les sommes de payements supplémentaires aux chemins de fer comme garantie de l'Etat en mill. de r.	Rapport de l'exportation du blé avec la récolte
1869-70. . .		155 483,4	16.878	71 336	—	1 r. 29,690	13.341	601.512	—	—
1870-71. . .	231.756	185 349	24 436,6	90.200	747,2	1 r. 22,782	16.666	824.419	9.700	10,48 %
1871-72. . .	166 677	154 842.1	17.240,9	97:360	758,1	1 » 61,573	20.112,9	888 876	15.280	
1872-73. . .	190.398	167.723 9	18.081,5	112 108	765,1	1 » 17.131	21.994	1.065.366	11 485	11,69
1873-74. . .	191.278	171.872,2	26 538	139 811	788,1	1 » 16.019			5.096	
1874-75. . .	219.616	178.665.3	26 023	142.160	796,4	1 » 14,767			8.259	12.37
1875-76. . .	156.245	149.296,9	20.482,3	138.290	(?) 777,1	1 » 20,930			14.279	
1876-77. . .	187.291	240.171	30 285,3	168 677	(?) 788,7	1 » 31,695			16.616	17,41
1877-78. . .	216.929	280.498,2	40 087,4	204.893	1.055,8	1 » 55,233	29.225	1.956 053	11.321	
Total. . .	1.560.190	1.528 418	203.275	1.093.499	6.476,5	9 r. 98,160	—	—	92.036	3,03
1878 79. . .	229.188	222.854	38.716	209.853	1.164	—	30,411	2.014.376	—	3

TABLEAU V b)

Modification de ces chiffres relativement à l'année précédente

1871-72. . .	— 65.079	— 30.507	— 7.296	— 7.160	— 10,8	— 6,209	—	—	+ 5.580	—
1872 73 . .	+ 23.721	+ 12 881	+ 841	+ 14.748	+ 7	+ 558	—	—	— 3 795	—
1873-74. . .	+ 880	+ 4.149	+ 8.457	+ 27 703	+ 23	— 1,112	—	—	— 6.389	—
1874-75. . .	+ 28.338	+ 6.793	+ 515	+ 2.349	+ 8,3	— 1,252	—	—	+ 3 183	—
1875 76. . .	— 63.371	— 29 369	— 5 541	— 3.870	— 19,3 (?)	+ 6,193	—	—	+ 6 020	—
1876-77. . .	+ 31 046	+ 90.875	+ 9.803	+ 30.387	+ 11,6 (?)	+ 13,735	—	—	+ 2.337	—
1877-78. . .	+ 29 638	+ 40.327	— 9.802	+ 36.216	+ 267	+ 20,538	—	—	— 5.295	—
1878-79. . .	— 12.259	+ 57.644	— 1.371	+ 3.960	+ 109	—	—	—	—	—

Rapports réciproques des facteurs principaux du procès de circulation ; *a*) le total des sommes de la période de 8 années est ramené à 100 ; son rapport avec les chiffres de chaque année ; *b*) la première année est ramenée à 100 son rapport avec les chiffres des années suivantes.

TABLEAU V c)

Années	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	La somme des 8 années est ramenée à 100	Le chiffre de la première année est ramené à 100	
1870-71. . .	14,85	100	12,13	100	12,07	100	8,24	100	—	100	12,80	100	—	100	—	100	10,54	100	
1871 72 . .	10,69	71,92 — 28,08	10,14	83,54 — 16,46	8,48	70.22 — 29,78	8,90	107,94 + 7,94	—	101,45 + 1,45	11.68	94,95 — 5,05	—	—	—	—	16,61	157,52 + 57,67	
1872 73. . .	12,20	82,15 + 10.23	10,97	90,49 + 6.95	8.89	73.69 + 3,47	10.25	124,29 + 16,35	—	102,19 + 0.94	11,78	95,40 + 0,55	—	—	—	—	12,46	112,40 — 38,12	
1873-74 . .	22,26	82,54 + 0,39	11,24	92,75 + 2 23	13,06	108,16 + 34,47	12,79	155 — 30,71	—	105,47 + 7,48	11.68	94.49 — 0,91	—	—	—	—	5,54	51,50 — 66.90	
1874-75. . .	14.08	94,76 + 12.22	11,69	96,39 + 3.67	12,80	106,06 — 2,10	13	157,60 + 2,6	—	106,58 + 1,11	11,50	93 47 — 1.02	—	—	—	—	8,98	85,14 + 33,64	
1875 76. . .	10,01	65,42 — 29,34	9,77	80,54 — 15.85	10,08	83,47 - 22,59	12,64	153,30 — 4,3	—	(?)	12,12	98,51 + 5,01	—	—	—	—	15,52	147,20 + 62,06	
1876-77. . .	12,01	80.81 + 14,39	15,71	129,58 + 49.04	14,90	123,43 + 39,96	15,43	187,00 + 38,7	—		13.49	109,69 + 11,18	—	—	—	—	18,06	171,30 + 24,10	
1877 78. . .	13.90	93,61 + 12,80	18,35	151,33 + 21.75	17,72	163,38 + 39,95	38,75	227,15 + 40,14	—	{ 123,42	15.55	127.24 + 17,55	—	—	—	—	12,29	116,71 — 54.59	
Total. . .	100		100		100		100		100		100	—	—	—	—	—	100	—	—

TABLEAU VI *a)*

Récolte nette des céréales et leur valeur par espèce; rapport de la récolte de chaque espèce et de la valeur avec la récolte et avec la valeur des cereáles dans la période 1870-80 (1)

Années	Froment				Orge				Avoine				Les autres petits blés				Total			
	Quantité	Rapport proport. avec toute la récolte	Valeur	Rapport proport. avec toute la valeur	Quantité	Rapport proport. avec toute la récolte	Valeur	Rapport proport. avec toute la valeur	Quantité	Rapport proport. avec toute la récolte	Valeur	Rapport proport. avec toute la valeur	Quantité	Rapport proport. avec toute la récolte	Valeur	Rapport proport. avec toute la valeur	Quantité	Rapport proport. avec toute la récolte	Valeur	Rapport proport. avec toute la valeur
	En milliers de tchetwerts		En milliers de reubles		En milliers de tchetwerts		En milliers de roubles		En millions de tchetwerts		En milliers de roubles		En milliers de tchetwerts		En milliers de roubles		En milliers de tchetwerts		En millians de tchetwerts	
1870 . .	30.352	—	346.316	—	81.230	—	540.992	—	75.882	—	320.212	—	44.292	—	262.210	—	231.756	—	1.469.730	—
1871 . .	23.227	—	279.616	—	73.166	—	456.555	—	42 027	—	172.310	—	28.257	—	174.628	—	166.677	—	1.083 109	—
1872 . .	18.176	—	237.015	—	69.986	—	465,407	—	65.851	—	281.184	—	36.385	—	225.950	—	190.398	—	1 209.556	—
1873 . .	18 158	—	230.970	—	81.261	—	577,766	—	56.284	—	266.223	—	35.575	—	249.740	—	191.278	—	1.324 699	—
Pend. 4 an.	89.913	11.5	1.093.917	21,5	305 643	39,1	2.040.720	40,1	240.044	30,9	1.039.929	20 4	144.509	18,5	912.528	18	780.109	100	5.087.094	100
1874 . .	34.000	—	381.140	—	95.837	—	654.566	—	56.463	—	260,294	—	33 316	—	208 560	—	219 615	—	1.504.560	—
1875 . .	16 170	—	176.576	—	68.367	—	490.191	—	44 567	—	202 780	—	27.141	—	156.050	—	156.245	—	1.025.597	—
1876 . .	17.498	—	212.950	—	65.719	—	487 635	—	63.955	—	325.530	—	40.119	—	231.592	—	187.291	—	1.257.707	—
1877 . .	32.967	—	413.076	—	82.325	—	587.800	—	60.945	—	307.162	—	40.692	—	280.675	—	216 929	—	1.588.713	—
Pend. 4 an.	100.635	12,9	1.183.742	22	312.248	40,1	2.220.192	41,3	225.930	28,9	1.095 766	20,4	141.268	18,1	876.877	16,13	780.081	100	5.376 577	100
Pend. 8 an.	190.548	12,2	2.277.659	21,8	617.891	39,6	4.260.912	40,7	465.974	29,9	2.135.695	20,4	285.777	18,3	1.789 405	17,1	1.560.190	100	10 463 671	100

TABLEAU VI *b)*

Exportation des céréales et leur valeur par espèce, leur rapport avec la récolte de l'année précédente (2)

1871 . .	11.526,4	38	115.264	—	3.900,7	4,8	25.329,9	—	4.742,8	6,2	18.971,2	—	3.074,4	6,9	22 382,9	—	23.244,3	10.29	182.948	—
1872 . .	9.847,8	42,4	99.954,6	—	2.728,4	3,7	17.614,7	—	1 396,8	3,3	4.700,6	—	1,977	7	12.292,1	—	15,950	9,57	134.592	—
1873 . .	6.957,1	38,2	80.407,9	—	7.389,2	10,5	49.348,5	—	3 437,9	5,3	14 275,9	—	2.920,8	8,1	20 399,2	—	20.705	10,87	164 431,5	—
1874 . .	8.122,4	44,7	85.854,6	—	9.707	12	74.577,8	—	5.373 9	9,6	24 962	—	3,602,6	10,1	26.904,4	—	26.805	14,01	212.298.9	—
Pend. 4 an.	37.453,7	40,5	381.481,1	34,9	23.725,3	7,7	167.900.9	8,2	14.950,5	6,6	62.909,7	6	11 574,8	8	81.978,7	8,9	86.704,3	11,1	694.270,4	13,6
1875 . .	9.528,6	28	99.267	—	5.711	6	40.141,5	—	4 900,1	9	23.531,5	—	2 301,3	6,9	17.552,1	—	22.441	10,29	180.492.1	—
1876 . .	9,236.5	57,1	101.789,8	—	8 071	11,8	57.208,2	—	5.230,1	11,7	24 947,2	—	2 865,4	10,5	19.612,7	—	25.403	16,25	203.557,9	—
1877 . .	8.658,2	49,4	104.431,8	—	9.997,4	15.2	84.029,7	—	7 621,1	11,9	39.224,9	—	4,302,3	10,7	36 395:6	—	30.579	16,32	264 082	—
1878 . .	17.265,9	52,3	204.483,1	—	10.011	12,2	76.228	—	7.629,7	12,5	38.425,7	—	7.378,4	18,1	47.406,4	—	42.285	19,45	366 543,4	—
Pend. 4 an.	44.689,2	44,4	509 971,7	43	33.790,4	10.8	257.607.4	11,6	25 381	11,2	126.129,3	11.5	16.847,4	11.9	120.967	13.0	120.708	15,4	1.014 675 4	18,8
Pend. 8 an.	81.142,9	42,5	891.452,8	39	57.515,7	9,3	425.508,8	9,9	40.331,5	10,8	189.039	8 8	28.422,2	9,9	202 945,7	11,9	207.412,3	13,3	1 708.945,8	16,3

Sources : (1) « Recueil des renseignements du département de l'Agriculture et de l'Industrie agricole ». Saint-Pétersbourg, 1880, liv. II.

(2) « Revue du commerce extérieur de la Russie ».

a) Dans toutes les colonnes du tableau VI *a)*, où sont indiqués les rapports proportionnels, les chiffres se rapportent à la récolte nette de *toutes* les céréales ; dans les colonnes correspondantes du tableau *b*, les chiffres se rapportent à la récolte nette de *chaque* espèce de céréale.

TABLEAU VII *a*)

Transfert d'argent (par virements et par télégrammes) opérés par l'intermédiaire de la Banque d'Etat et de la Banque de Volga-Kama. — Id., Rapport proportionnel par année, Tableau VII b)

Années	De Pétersbourg en province	0/0	De Pétersbourg à Moscou	0/0	De province à Pétersbourg	0/0	De Moscou à Pétersbourg	0/0	De province à Moscou	0/0	De Moscou en province	0/0	D'une ville de province à une autre	0/0	Total	0/0
1871	192.547	—	6.823	—	32 306	—	53.971	—	53.681	—	65 097	—	107.357	—	512 582	—
1872	168,367	—	9 968	—	44 059	—	63 059	—	74.530	—	65.067	—	100.791	—	525.841	—
1873	201.884	—	8.287	—	47.777	—	51.327	—	77.532	—	72.889	—	118.982	—	578.618	—
1874	210 893	—	12.642	—	61.355	—	21.043	—	79.329	—	65.558	—	123.597	—	604.417	—
4 années	773.631	34,83	37.720	1,69	185.497	8,35	219.400	9,89	285.072	12,82	269.411	12,12	450 727	20,93	2.221.458	100
1875	205.710	—	12 205	—	53 959	—	52.814	—	76.503	—	59.549	—	132.716	—	593.456	—
1876	201.360	—	8,973	—	65 000	—	58 273	—	71.774	—	50 087	—	141 005	—	596.472	—
1877	303.327	—	25 800	—	59 155	—	32 915	—	82.169	—	66.980	—	142 675	—	713 021	—
1878	308 455	—	22 763	—	87.195	—	97.218	—	128.176	—	78.651	—	215 604	—	938 943	—
4 années	1.018 852	35,85	69.721	2,45	265,309	9,37	241.220	8,49	358 622	12,62	255.267	8,98	632.001	22,44	2.840.992	100
8 années	1.792.483	35,45	107.441	2,12	450.806	8,91	460.620	9,10	642.694	12,70	524.678	10,37	1.082 728	21,39	5.062.450	100

TABLEAU VII *b*)

Années	Rapport proportionnel à la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100. Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle	Rapport proportionnel de la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle	Rapport proportionnel avec la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle	Rapport proportionnel avec la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle
1871	37,55	100	—	10,74	1,33	100	—	6,34	6,80	100	—	7,16	10.53	100	—	11.71
1872	32,07	87,44	—12,56	9,39	1,89	146,15	+ 46,15	9,28	8.34	139,20	+39,20	9.79	11,98	116,78	+ 16,78	13,69
1873	34,88	104,81	+17,34	11,26	1,43	121,51	— 24,64	7,71	8,25	147,57	+ 8,37	10,59	8,87	95,06	— 21.72	11,16
1874	34,91	109,52	+ 4,71	11,77	2,09	185,37	+ 63,86	11,77	10,10	190	+42,43	13,60	8,45	94 53	— 0,53	11,08
1875	34,67	106.83	— 2,69	11,48	2,06	179	— 6,37	11,35	9,10	167,15	—22,85	11,95	8,86	97.63	+ 3,10	11,46
1876	33,73	104,57	— 2,26	11,23	1.59	131,51	47,43	8,36	10.89	201,23	+34,08	14,43	9,70	107,90	+ 10.27	12,64
1877	42,55	107,52	+52,95	16,92	3,61	378,30	+ 246,73	24.02	8.30	183.19	—18,10	13.13	4,61	60,95	— 46,95	7,15
1878	32,89	160,19	+ 2,67	17,21	2,42	335	— 43,30	21,17	9,29	296	+85,87	19,35	10,37	180	+ 119,05	21.11
	—	—	—	100	—	—	—	100	—	—	—	100	—	—	—	100

Années	Rapport proportionnel avec la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle	Rapport proportionnel avec la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle	Rapport proportionnel avec la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnelle de chaque somme annuelle	Rapport proportionnel avec la somme totale des transferts effectués pendant une année	La somme des transferts en 1871 est fixée à 100; Rapport proportionnel des sommes des années suivantes	Augmentation (+) ou diminution (—) en 0/0 comparativement à l'année précédente	La somme des transferts de la période de 8 années est fixée à 100; Rapport proportionnel de chaque somme annuelle
1871	10,47	100	—	8,36	12,85	100	—	12,58	20,97	100	—	9.91	100	100	—	9,89
1872	14.34	139,05	+39.05	11.60	12,37	98,75	— 1.25	12,40	18,97	93,98	— 6,12	9.31	100	105,17	+ 5,17	10,41
1873	13.40	144,65	+ 5 60	12.07	12,61	110.59	+11,84	13.88	20,56	110.82	+16,94	10,94	100	115,72	+10,55	11,46
1874	13,13	148	+ 3,35	12,63	10.86	94,47	—11,12	12,52	20,46	115,12	+ 4,30	11,48	100	120.88	+ 5,16	11,97
1875	12,90	142.72	— 5 28	11,91	10.30	90.36	— 9,11	11,35	22.38	123,61	+ 8,49	12,26	100	118,69	— 2,19	11,75
1876	12,02	133.90	— 8,82	11 18	8,39	75,85	—14,51	9,53	23,65	131.22	+ 7,61	13,62	100	119.29	+ 0,60	11,81
1877	11.52	151,36	+17.46	12 78	9,39	101.64	+25,79	12,77	20 02	132,89	+ 1,67	13,17	100	142,60	+23,31	14.14
1878	13.67	239,12	+87,76	19,77	8,38	119,35	+17,71	14,97	22,98	200,82	+67,93	19.91	100	187,61	+45,01	18,57
	—	—	—	100	—	—	—	100	—	—	—	100	—	—	—	100

Sources : « Rapports et bilans de la Banque de l'Etat » ; Rapport et bilan de la Banque de Volga-Kama.

Note : La Banque de Volga-Kama ne publia pas son rapport et bilan pour l'année 1871 séparément, ses virements sont publiés pour 5 mois de l'année 1870 et pour l'année 1871 entière. Dans ce tableau les chiffres de l'année 1871 contiennent une part des chiffres de l'année 1870. Dans le tableau III les chiffres de l'anné 1870 sont isolés suivant le temps ; nous avons fait la même chose dans le tableau VII *b*) dans ces dernières colonnes. Ce chiffre est d'ailleurs trop insignifiant pour exercer une influence sur la conclusion générale.

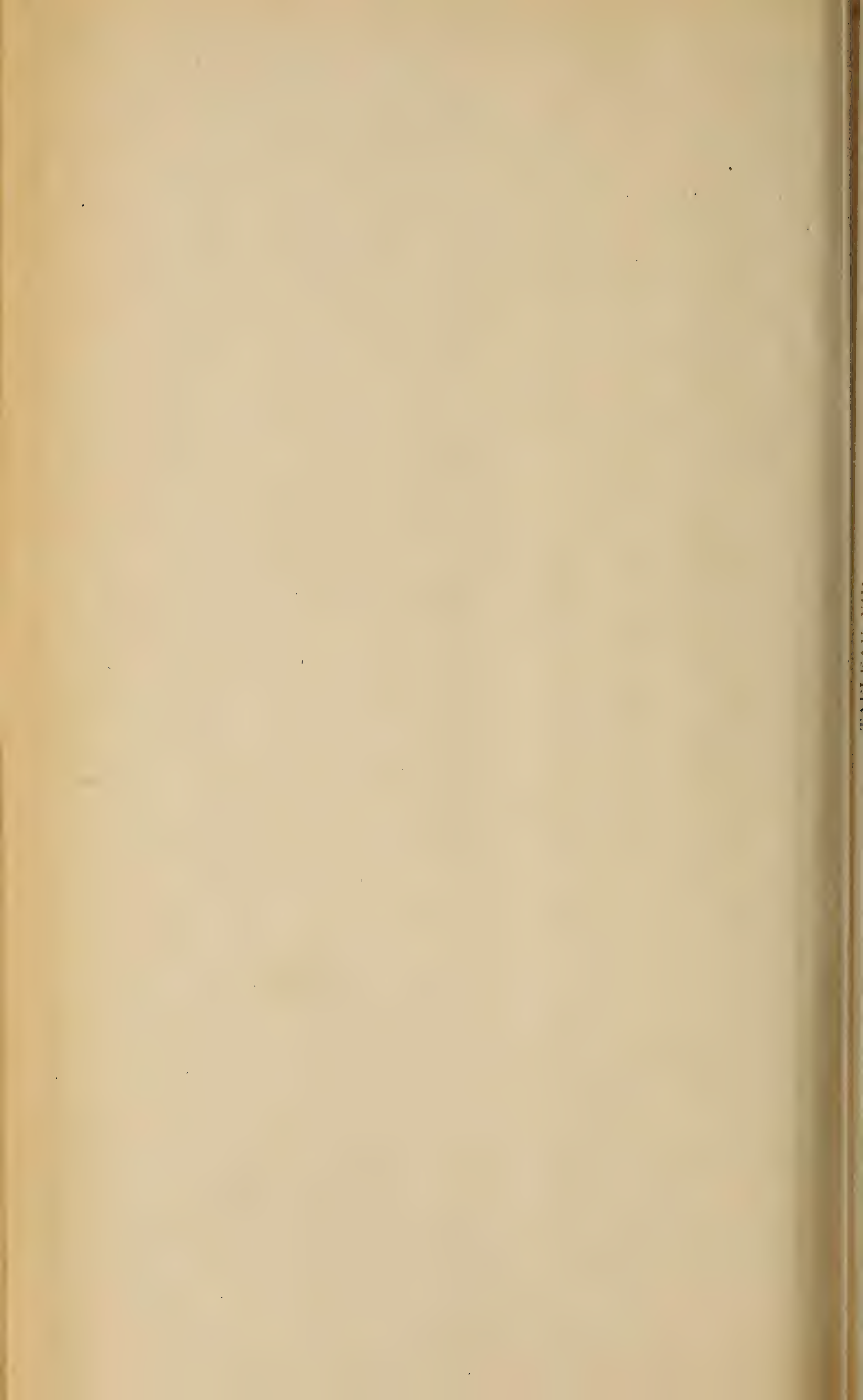


TABLEAU VIII

Augmentation des dépôts faits à la Banque de l'Etat, ses comptoirs et ses succursales

(En millions de roubles)

Vers la fin de l'année.	1869	1870	1871	1872	1873	1874	1875	1876	1877	1878	1891	En 0/0 0/0
A Pétersbourg (*)	193,7	224,6	253.4	306,7	354,5	402,1	467,1	514,5	594,6	643,4	1.162	58,9
Augmentation	—	+ 27,9	+ 28,8	+ 53,3	+ 47,8	+ 47,6	+ 65	+ 47,4	+ 80,1	+ 48.8	+ 518,6	—
A Moscou	36,0	35 4	33,9	38,6	42,3	49,6	56,4	62,7	67,7	95,4	332	16,9
Augmentation	—	— 0,6	— 1,5	+ 4,7	+ 3,7	+ 7,3	+ 6,8	+ 6,3	+ 5	+ 27,7	+ 286,6	—
En province	35,3	46,1	55,4	59,5	67,2	79,5	85,7	96,8	116,8	143	479,7	24,2
Augmentation	—	+ 10,8	+ 9,3	+ 4,1	+ 7,7	+ 12,3	+ 6,2	+ 11,1	+ 20	+ 26,2	336,3	—
Total	268,0	306,1	342,7	404,8	464	531,2	609,2	674	779,1	881,8	1.973,7	100 0/0
Augmentation	—	+ 38,1	+ 36,1	+ 62,1	+ 59,2	+ 67,2	+ 78	+ 64,8	+ 105,1	+ 102,7	1.092,9	—

(*) A Pétersbourg vers la fin de l'année 1892, il y avait en dépôts pour une valeur de 1.277 millions de roubles, donc, dans la courant de l'année 1892 on en a ajouté pour une valeur de 115 millions de roubles.

TABLEAU IX

Revenu brut de la production des blés ; son rapport avec le revenu de l'Etat et avec le blé exporté

Années	Récolte nette du blé de l'année précédente	Récolte nette du blé (Tableau VI b)	Contributions	Prix-moyen du tchetvert de blé	Part de la valeur du blé exprimée en argent qui est employée aux contributions			Revenus de l'Etat exprimés en tchetverts de blé	Augmentation de la part de l'Etat comparativement à l'année 1871	On a exporté du blé	Augmentat. + diminution — des chiffres de la colonne précédente comparativement à l'année	Part de la récolte exportée en %			Part de la récolte exprimée dans le produit employée aux besoins de l'Etat		
					pour 1 année	pour 2 années	pour 4 années					par année	par 2 années	par 4 années	par année	par 2 années	par 4 années
	en milliers de tchetverts	en milliers de roubles	en milliers de roubles					en milliers de tchetverts		en milliers de tchetverts							
1871. . . .	231.756	1.469.730	508,2	6 r. 34,13	34,58	40,39	41,80	80.141	—	23.244	—	10,29	9,83	11,11	34,58	40,31	41,80
1872. . . .	166.677	1.083.109	523,0	6 » 49,83	48,28			80.482	+ 341	15.950	— 7.294	9,57			48,28		
1873. . . .	190.398	1.209.556	537,9	6 » 35,24	44,47	43,24		84.670	+ 4.529	20.705	— 2.539	10,87	12,44		44,47	43,28	
1874 . . .	191.278	1 324 699	557,7	6 » 92,53	42,10			80 531	+ 390	26.805	+ 3.561	14,01			42,10		
Pour 4 années	780.109	5.0?7.094	2.126,8	26.17,3	—	—	—	325 824	—	86.704	—	—	—	—	—	—	—
1875. . . .	219.616	1.504 560	576,5	6 r. 85,10	38,32	44,88	42,97	84.148	+ 4.007	22.441	— 803	10,22	13,26	15,47	38,92	45,05	45,14
1476. . . .	156.245	1.025.597	559,2	6 » 56,43	54,54			84.203	+ 5.162	25.403	+ 2.159	16,25			54,54		
1877. . . .	187.291	1 257.707	542,8	6 » 71,49	43,63	41,28		81.729	+ 1.588	30.579	+ 7.355	16,32	18,02		43,63	41,36	
1878. . . .	216.929	1.588.713	625,2	7 » 32,36	39,39			85.463	+ 5.323	42.285	+ 19.041	19,49			39,39		
Pour 4 années	780.081	5.376.577	2.310,4	27 45,38	—	—	—	336.543	—	120.708	—	—	—	—	—	—	—
Augment. + diminution — comparativement à la première période de 4 années	— 28	+ 289.483 5,68 %	+ 186,6 + 8,63 %	— + 5,4 %	— + 2,8 %	— + 2,8 %	— + 2,8 %	+ 10.719 + 3,29 %	—	+ 34.004 + 39,2 %	—	—	—	—	—	—	—

TABLEAU X *a*)

Les dettes de la Trésorerie de l'Etat (1)

Annexes aux rapports du contrôle gouvernemental indiquant la somme de billets de crédit mis temporairement en circulation	1.819,8	1.821	1.783	1.996	2.579	3.031
Dettes pour les obligations de chemins de fer Nicolascoskaia et les emprunts consolidés (pour les chemins de fer) en billets de crédit . . .	87,7	276	542,5	758,9	895,3	924,6
Total.	1.907,5	2,097	2.325,5	2.755,9	3.474,3	3.955,6

TABLEAU X *b*)

Sommes dues à la Trésorerie de l'Etat (2)

	Vers 1869		Vers 1871		Vers 1875		Vers 1877		Vers 1878		Vers 1879	
	Par milliers de roubles											
		Rapport à la dette totale		Rapport à la dette totale		Rapport à la dette totale		Rapport à la dette totale		Rapport à la dette totale		Rapport à la dette totale
Total des sommes et des arriérés dûs à la Trésorerie de l'Etat	279.948	100	317.037	100	385 536	100	422.673	100	469.895	100	496.600	100
Les sommes dûes par les chemins de fer à la Trésorerie (en roubles métal, d'après le cours nominale)	99.346	35	125.697	39	215.468	58	275.760	64	315.292	67	348.082	70
Les arriérés des paysans (impôts).	14.182	5	21.280	6,7	23.987	6,2	31.967	7,5	33.414	7,1	30 259	6,1
Arriérés des paysans, appartenant aux propriétaires, pour le rachat des terres (cette somme n'entre pas dans le total des dettes)	17.120	6	15.394	4,8	15.110	3,8	17.014	4	18.280	4	17.461	3,5
Les Sociétés des chemins de fer sont débitrices envers la Trésorie pour la somme de :												
En valeur en or.	—		131.537,7		397.501,6		527.373,3		581.960		629.959	
En valeur en or, en la traduisant en valeur en billets de crédit.	—		164.636,1		452 981,5		695.282,6		904 680,7		1 013.920	
En billets de crédit.	—		121.881,6		205.609,1		238 033		265.095,6		313.098,8	
Total des dettes des chemins de fer en billets de crédit	—		286 517,7		658.590,6		933.315,6		1.169.776,3		1.327.018,8	

(1) « Annexes aux rapports du contrôle gouvernemental ». « Annuaires du ministère des Finances ».

(2) Le total de la dette des Sociétés de chemins de fer à l'Etat est emprunté aux discours du Ministre des Finances dans les séances des établissements de crédit de l'Etat, les autres sommes sont empruntées aux « Annexes aux rapports et bilans du contrôle gouvernemental ».

TABLEAU XI

Proportions de la production de l'industrie de fabrication dans la période 1886-89, dans toute la Russie et dans chaque district. Industrie textile et industrie cotonnière. Pétersbourg et Moscou. Nombre d'ouvriers occupés dans ces industries pendant cette période. Modifications en 0/0 (l'année 1886 ramenée à 100). En milliers de roubles

	1886		1887		1888		1889	
On a produit des marchandises, dans la Russie Européenne et en Pologne pour la somme de.	1.001.579	100	1.074.967	107	1 161.429	115,6	1.193.336	118,8
On a produit des marchandises, dans la Russie Européenne seule.	866.804	100	910.472	105	999,109	115,2	1.025.056	118,2
Rapport de la production de la Russie d'Europe à la valeur totale	86,3 0/0	—	84,7 0/0	—	86,1 0/0	—	86,1 0/0	—
Production totale dans l'industrie textile	428,029	100	485.020	113,3	523.963	122,4	522.007	121,9
Rapport de la production dans l'industrie textile à toute la production	42,6 0/0	—	45,1 0/0	—	45,1 0/0	—	43,8 0/0	—
Filage et tissage du coton dans la Russie Européenne et en Pologne	201.471	100	229.395	114	264.178	131,3	255.263	126,9
Leur rapport à la production totale	20 0/0	—	20,3 0/0	—	22,7 0/0	—	21,4 0/0	—
Filage et tissage du coton en Russie Europ. seule	164.480	100	188.466	114,5	226.426	137,6	216.765	131,7
Leur rapport à la product. totale de la Russie Eur	19 0/0	—	20,7 0/0	—	22,7 0/0	—	21,1 0/0	—
Somme brute de la production des 7 gouvernements industriels (1)	520 658	100	542.182	104,1	612.267	119,5	602 970	116
Son rapport à la product. totale de la Rus. Europ.	60 0/0	—	59.5	—	61,3	—	58,8	—
Filage et tissage des 7 gouvernements industriels	160.292	100	182.539	113,8	221.004	137,8	210 842	131,5
Rapport au filage et au tissage de la Russie Européenne entière	97,6 0/0	—	95,2 0/0	—	97,6 0/0	—	97,3 0/0	—
Rapport au filage et au tissage de la Russie Européenne entière et de la Pologne	79,7 0/0	—	79,9	—	83,7 0/0	—	82,6 0/0	—
Modification relative de la production, à l'exception de l'industrie cotonnière	—	100	—	104	—	110	—	111
Production des gouvernements de Moscou et de Vladimir dans l'industrie cotonnière.	101.993	100	119.488	117,1	141.962	139,1	131.587	129
Autre production de ces gouvernements	193.754	100	196.677	101,5	217.513	112,2	218.177	112,6
Modification relative de la product. de ces 2 gouv.	—	100	—	106,9	—	121,5	--	118,3
Transferts à Moscou, qui a vendu pour la somme de	178 082	100	181.837	102,1	207.310	118	191 065	107
Production du gouvernement de Pétersbourg dans l'industrie cotonnière	27.539	100	28,637	104	37.212	135	38 884	141
Autre production du gouvern. de Pétersbourg.	120.162	100	113.915	94,9	121 659	101,2	118.636	98,8
Modification relative de la production totale du gouvernement de Pétersbourg	—	100	—	95,8	—	107,2	—	106,9
Transferts à Pétersbourg qui a vendu pour la somme de.	163.184	100	445.344	89	159 893	98	140,676	86,4
	Nombre d'ouvriers occupés :							
Nombre total d'ouvriers dans la Russie Européenne et en Pologne	734.971	100	762.430	103,7	820.191	111,5	822.831	111,9
Nombre total d'ouvriers dans la Russie Européenne seule.	634.822	100	656,932	103,4	706.820	111,3	716.396	112,8
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie textile	403.887	100	419.448	103,8	454 889	112,6	439 114	108,8
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie cotonnière	194.006	100	206.616	106,5	224.367	115,6	210.872	108,7
Le rapport des ouvriers occupés dans l'industrie cotonnière dans la Russie Européenne seule.	174.673	100	185.187	106	201.905	115,1	189 090	108,2
Son rapport au nombre total des ouvriers de la Russie Européenne	27.5	—	28,2	—	23,5	—	26.5	—
Nombre des ouvriers dans 7 gouvern. industriels.	404 037	100	419.414	103,8	461.027	116.1	449.082	111,1
Nombre des ouvriers occupés dans l'Industrie cotonnière	167.207	100	178.829	106,8	193.689	115,8	180.188	107,7
Son rapport au nombre des ouvriers dans l'industrie du tissage et du filage de coton dans la Russie Européenne	95,7	—	96,8	—	95,9	—	95,4	—

(1) Les gouvernements de Moscou, de Vladimir, de Kostroma, de Riazan, de Tver, de Iaroslav.

Sources : « Recueil des données sur l'industrie des fabriques et des usines en Russie », et « Résultats de l'impot de 3 0/0 », etc.

TABLEAU XII

Production des principaux produits de l'industrie métallurgique pendant la période 1886-89 dans toute la Russie et dans chaque district. Nombre d'ouvriers occupés dans cette industrie. Nombre d'ouvriers occupés dans les entreprises soumises à l'accise et dans les chemins de fer. Nombre d'ouvriers occupés dans les industries capitalistes de la Russie d'Europe, et la modification par année.

(Les $^0/_0$ année 1886 ramenés à 100)

	1886			1887			1888			1889		
	Fonte de fer	Produits fer	Produits acier	Fonte de fer	Fer	Acier	Fonte de fer	Fer	Acier	Fonte de fer	Fer	Acier
Dans la Russie Européenne et dans l'Oural, en milliers de pouds	28 327	16.743	11.430	32.290	18.121	10.589	34.475	18,324	10 352	38.667	21 585	13.342
En Pologne	2 831,7	4.585	3.151	3.717	3 809	3.048	4.782	3.238	3.137	5,380,9	3.238	2.390
Dans toute la Russie et en Sibérie	32.484	22.161	14.761	37.389	22.552	13.765	40.715	22.255	13.570	45.160	26.116	15.795
On a produit de la fonte de fer, de l'acier, dans la Russie Européenne et dans les Ourales, en milliers de pouds	56.500	100 %		61.000	108 %		63.151	111 %		73.400	130 %	
Nombre d'ouvriers occupés constamment et auxiliaires	182 435	100		210.058	115,4		213.421	117		199 119	109	
Nombre d'ouvriers occupés constamment	85 046	100		103 105	121		95.747	112		99 248	116	
Nombre d'ouvriers auxiliaires, en général	97.389	100		106 954	109		117.674	120		99.871	102	
Extraction du sel dans la Russie d'Europe par milliers de poudes	73.066	100		70.616	96,7		67.951	93		86.122	118	
Nombre d'ouvriers occupés dans cette industrie	14 608	100		16.082	110,1		10.960	75		16 551	114	
Extraction de la houille dans la Russie d'Europe, par milliers de poudes	157.271	100		153.603	97,9		166 596	106		225.459	143	
Nombre d'ouvriers occupés dans cette industrie	23.454	100		23.442	100		31.880	131		26.185	111,6	
Extraction de la houille en Pologne, en milliers de pouds	120.051	100		121.157	100.9		147.357	122,8		151.108	125,9	
Nombre d'ouvriers occupés dans cette industrie	8.704	100		8.422	96.9		10 095	116		10.142	116,5	
Production du pétrole, en milliers de pouds	120 410	100		166.868	139		194.342	162		202 127	168,4	
Nombre d'ouvriers	4 102	100		3 053	74		3.348	81,6		4 793	117	
Extraction de la houille, du sel, production de sel, de fonte, de fer, d'acier, dans la Russie d'Europe et dans les Ourales en milliers de pouds	286.837	100		285.219	99,5		297.662	103,8		384.981	134	
	100 %						119,3 %					
Nombre des ouvriers occupés (avec les ouvriers auxiliaires)	220.497	100 %		249 582	113,2 %		256.261	116,4 %		241.855	109,7 %	
	100 %						106 %					
Leur rapport au nombre total des ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique	— Livr.	79 %		— Livr.	78 %		— Livr.	77 %		— Livr.	73 %	
Production de l'or, en pouds et livres	2.042 p. 04	—		2.128 p. 02	119		2.146 p. 27	—		2.274 p. 19	—	
Nombre d'ouvriers occupés dans les mines d'or	74.950	—		85.643	—		84.256	—		84.562	—	
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique de l'Oural	196 593	100		233.903	—		247.718	126		227.395	115,6	
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique dans la Russie d'Europe	81,255	100		83.034	102,2		84.621	104,1		100.966	124,2	
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique dans la Russie d'Europe et dans l'Oural	277.828	100		316.937	114		332.339	119		328 361	118	
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique en Pologne	20.999	100		20.025	95		26.218	125		24.791	118	
Nombre total d'ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique dans la Russie entière (avec la Sibérie etc.)	356.283	100		298.172	111,8		419.082	117,6		416 836	116,9	
Nombre d'ouvriers occupés à la production de fer de foute, de l'acier de fer, de l'extraction de la houille et du sel, dans la Russie d'Europe (sans l'Oural)	74.587	100		75.564	101,3		79.073	106		83.369	111,7	
Son rapport au nombre total d'ouvriers occupés dans l'ind. métal. dans la Russie d'Europe	91,7 %	—		91 %	—		93 %	—		83 %	—	
1) Nombre total des ouvriers occupés dans l'industrie de fabrication de la Russie d'Europe (sans l'Oural)	634 822	—		656.932	—		706.820	—		716.396	—	
2) Nombre total des ouvriers occupés dans l'industrie du métal (permanents et auxiliaires)	81.255	—		83.034	—		84.621	—		100.966	—	
3) Nombre total des ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique et dans l'industrie de fabrication dans la Russie d'Europe et dans l'Oural	912.650	100		973.869	106,7		1.039.159	113,8		1.044.757	114,4	
4) Nombre d'employés dans les chemins de fer et des ouvriers y occupés	151 307	—		151.227	—		157.785	—		162.892	—	
5) Nombre d'ouvriers indiqués sous les nos 3 et 4	1.063.957	100		1.125 096	105,7		1.196.944	112,4		1.207.649	113,4	
6) Nombre d'ouvriers indiqués sous les nos 3 et 4 (sans l'Oural)	867.384	100		891.193	102,7		949.226	109,4		980.254	113	
7) Nombre total des ouvriers occupés dans l'industrie soumise à l'accise dans la Russie d'Europe, à l'exception de ceux qui sont cités dans les rubriques précédentes	—	—		—	—		—	—		132.374	—	
8) Nombre d'ouvriers occupés dans la production capitaliste de la Russie d'Europe (sans l'Oural)	—	—		—	—		—	—		1.112.628	—	
9) Nombre d'ouvriers occupés dans la production capitaliste de la Russie avec les ouvriers occupés dans l'Oural	—	—		—	—		—	—		1.340.023	—	

Sources : « Recueil de renseignements statistiques sur l'industrie métallurgique en Russie ». « Rapport du Département des impôts », etc. « Recueil de renseignements statistiques du Ministère des Voies ».

TABLEAU XIII *a)*

Transferts d'argent au moyen de billets de virement et de télégrammes opérés par l'intermédiaire de la Banque d'Etat et de la Banque de Volga Kama pendant la période de 1880-90 et leurs rapports réciproques

Années	De Pétersbourg en province	De Pétersbourg à Moscou	De province à Pétersbourg	De Moscou à Pétersbourg	De province à Moscou	De Moscou en province	De province en province	Total	Rapport proportionnel à la somme totale des transferts					
									à Pétersbourg	à Moscou	en Province	de Pétersbourg	de Moscou	de Province
1880	219.625	17.220	87.738	107.586	142.905	76.027	205.408	856.509	22,8	18,7	58,5	27,6	21,5	50,9
1881	236.120	24.516	103.314	114.791	149 334	83.151	238,994	950.220	22.9	18,3	58,8	27,4	20,8	51,8
1882	255.523	18.114	105.391	102.618	146.655	93.214	241.654	963 169	21,6	17,1	61,3	28,3	20,3	51,4
1886	244.995	30 691	99.044	64.140	147.391	102.555	267.625	956.441	17	18,6	64,4	28,8	17,4	53,8
1887	268.876	23.862	97.612	47.732	157.976	134.050	299 496	1.029.603	14,1	17,6	68,3	28,4	17,7	53,9
1888	318.403	24.414	103.312	56.581	182.896	147.199	318,079	1.150.884	13,9	18	68,1	28,9	18	53,1
1889	286.160	23.467	93.387	46.839	167.598	130.686	320.824	1.069.411	13	18	69	28,9	16,6	54.5
1890	291.496	37.109	88.025	32.130	165.883	125.610	308.665	1.048.918	11,4	19,4	69,2	31,3	15	53,7
1891	319.753	22.274	97.126,1	53.731,3	151.405,5	47.112,5	469.066,1	1.160.468,5	13	15	72	29,5	8,6	61,9
1880-82	711.268	59.850	296.443	324 995	428.894	252.392	686.056	2.769.898	22,4	17,6	60	27,8	21,5	50,7
1888-90	896.059	84.990	285.174	135.550	516.377	400.495	947.568	3.269.213	12,8	18,4	68,8	30	16,5	53,5
Augmentation (+) ou diminution (—) . .	+ 26 %	+ 42 %	— 3,8 %	— 58,3	+ 20 %	+ 58,6	+ 38 %	+ 18 %	— 9,6	+ 0,8	+ 8,8	+ 2,2	— 5	+ 2,8
	+ 27,2 %		— 32,3											

Sources : « Rapports et Bilans de la Banque de l'Etat » et « Rapports et Bilans de la Banque Volga-Kama ».

TABLEAU XIII *b*)

TABLEAU XIII *b*)

Achats et ventes de Pétersbourg et de Moscou, leur expression dans les transferts d'argent par l'intermédiaire de la Banque de l'Etat et de la Banque Volga-Kama pendant les années 1886 *et* 1891 ; *leur modification.* (*L'année* 1886 *ramenée à* 100 %)

(En milliers de roubles)

Années	1886		1887		1888		1889		1890		1891	
		%		%		%		%		%		%
Transferts à Moscou, qui a vendu pour la somme de	178.082	100	181.837	102,1	207.310	118	191.065	107	202.991	114	173.679	97
Transferts à Pétersbourg, qui a vendu pour la somme de	163.184	100	145.344	89	159.893	98	140.676	86,4	120 155	73,6	150.857	92
Transferts de Moscou, qui a acheté pour la somme de. . . . . , . . .	166.695	100	181.782	108,8	207.780	123	177.525	106	157.740	94,6	100.843	60
Transferts de Pétersbourg, qui a acheté pour la somme de . , ...	275.686	100	292.738	106,1	332.817	120,6	309.627	112,3	328.005	119	342.027	124
Achats et ventes de Moscou	344.777	100	363.619	105,4	415.040	120,3	368.590	106,8	360.731	104,6	274.522	79
Achats et ventes de Pétersbourg, . .	438.870	100	438.080	99,8	492.710	112,2	450 303	102,6	448.760	102,2	492.884	112

Étendue de la production et des bénéfices dans l'industrie de fabrication. Les bénéfices dans les autres entreprises capitalistes (à l'exception de l'industrie métallurgique et des entreprises non constituées par actions, taxées d'accises).

(En millions de roubles)

	1886		1887		1888	
		%		%		%
Valeur brute de la production des fabriques dans toute la Russie (à l'exception des usines métal. et des fabr. soumises à l'accise).	1044	100	1120	107,3	1208	115,7
Bénéfices des fabricants	56,6	100	54,2	97,4	77,6	137,2
Industrie textile dans la Russie entière	428	100	485	113	523	122
Son rapport à la valeur totale de la production	41 %	—	43,4 %	—	43,3 %	—
Bénéfices des fabricants dans l'industrie textile	20,9	100	23,1	110,5	37,2	178
Production des produits alimentaires	324,5	100	335,6	103,4	354	109
Production dans les autres entreprises	291,5	100	299,4	102,6	331	112,2
Bénéfices qu'elles rapportent	29,5	100	24,4	80,2	33,3	112,9
» dans les entreprises d'assurance, de transport, d'eaux, d'éclairage, de gaz	11,3	100	10,9	96	10,5	93
Bénéfices des banques et de leurs comptoirs	52	100	52	100	56,8	109,2
» commerciaux	131	100	135,4	103,3	149,3	114
» de toutes les entreprises de la Russie entière	251,7	100	252,5	100,3	294,2	116,7
» » » » d'Europe	229,2	100	231	100,9	270,57	118,2
» » » à l'exception des gouvernements de Moscou et de Pétersbourg	131,3	100	131	99,8	150,8	115,8
Bénéfices de toutes les entreprises des gouvernements de Moscou et de Pétersbourg	97,9	100	100,4	102,5	119,7	122,5
Bénéfices de toutes les entreprises de Pétersbourg	54,2	100	55,7	102,7	61,4	113,3
» » » de Moscou	43,7	100	44,7	102,3	58,3	133,4
Rapport des bénéfices réalisés par Pétersbourg et par Moscou aux bénéfices totaux	38,6 %	—	39,8 %	—	40,7 %	—
Rapport des bénéfices réalisés par Pétersbourg et par Moscou aux bénéfices de la Russie d'Europe seule	42,4 %	—	43,5 %	—	44,2 %	—
Virements dans le commerce des marchandises manufacturées	670	100	7.0	108,9	770,8	115
Bénéfices qu'il rapporte	32,9	100	33,6	102,1	38,9	118
Recette brute des chemins de fer	225,2	100	253	112,3	283,4	125,8
Leur reveau net	83,9	100	108,7	129,5	123,3	146,9

Outre les sources mentionnées dans les tableaux XI et XII, « Recueils de renseignements statistiques du Ministère des voies ».

TABLEAU XV

Etendue de la production et des bénéfices dans l'industrie de fabrication de la Russie. Dans l'industrie textile. Répartition de la production et des bénéfices dans les entreprises constituées par actions, leurs modifications, et les rapports réciproques par année 1886-1888. (L'année 1880 ramenée à 100 %

(En millions de roubles)

	1886				1887				1888			
	Valeur de la production	en %	Valeur des bénéfices	en %	Valeur de la production	en %	Valeur des bénéfices	en %	Valeur de la production	en %	Valeur des bénéfices	en %
1. Valeur totale de la production et des bénéfices . . .	1004	100	56,6	100	1074,9	107	54,2	97	1161,4	115,6	77,6	137
a) y compris les entreprises non constituées par actions, ...	574,3	100	31,7	100	644,7	112,2	31,7	98,3	588,7	102,5	37,7	118,9
b) y compris les entreprises par actions	430	100	24,8	100	430,2	100	23	92	572,7	133	39,8	160,5
2. Dans l'industrie textile.	428	100	20,9	100	485	113,3	23,1	111	523,9	122,4	37,2	177
a) y compris les entreprises non constituées par actions	199,4	100	9,67	100	195,6	98	9,65	100	212,9	106,7	13,2	136,5
b) y compris les entreprises par actions	228,6	100	11,2	100	289,4	126,4	13,4	119	311	136	24	214
3. Dans l'industrie cotonnière . . . . , . .	201,2	100	9,4	100	229,4	114	10,26	108	264,18	131	22,7	233,8
a) y compris les entreprises non constituées par actions	60,7	100	3,03	100	45,67	75	2,3	76	81,86	134,8	4,9	162,4
b) y compris les entreprises par actions.	140,47	100	6,4	100	183,7	130,7	7,96	124,2	182,3	129,7	17,14	283,7
Rapports de la valeur de la Production et des Bénéfices												
1. des entreprises par actions à toutes les entreprises	42,8 %	—	43,8 %	—	40,2 %	—	42,6 %	—	48,9 %	—	50,1 %	—
5. des entreprises par actions de l'industrie textile à toutes les entreprises dans cette branche d'industrie	53,4	—	53,6	—	55,5	—	58	—	59,3	—	64,5	—
6. des entrepises dans l'industrie textile à toutes les entreprises	42,6	—	36,9	—	45,1	—	42,6	—	45,1	—	48	—
7. des entreprises par actions dans l'industrie textile à toutes les entreprises par actions	53,1	—	45,1	—	67,3	—	58,4	—	54,3	—	60,3	—
8. *Idem* des entreprises non constituées par actions. .	34,7	—	30,4	—	30,3	—	30,9	—	36	—	35	—
9. des entreprises par actions dans l'industrie cotonnières à toutes les entreprises dans cette branche d'industrie	69,8	—	67,9	—	82,2	—	77,5	—	69	—	77,7	—

Sources : « Recueil des données de l'industrie des fabriques et des usines dans la Russie Européenne » et « Résultats statistiques de l'impôt de 3 % ». V. Tableau XI, note.

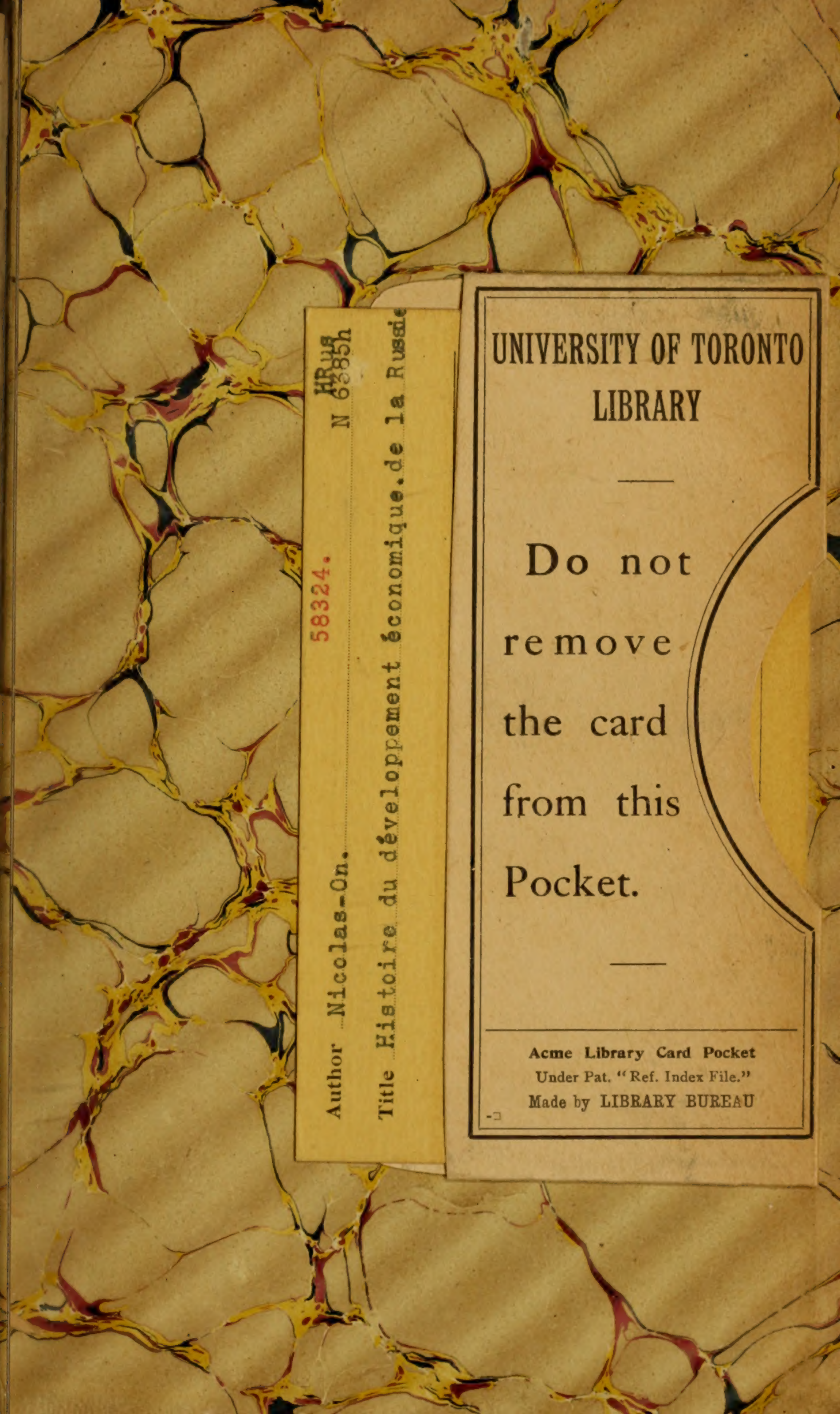
TABLEAU XVI

Prix d'automne locaux des céréales en Russie et à Londres (1)

Années	Combien vaut un tchetvert en roubles					Prix du froment en rouble or	Prix automnaux d'un quarter de froment à Londres (en schel.).	Combien de copecks en or vaut un rouble papier
	Orge	Froment		Avoine	Seigle			
		Les grands blés	Les petits blés					
1881	8,93	12,27	11,1	3,61	6	8,12	48,8	66,2
1885	5,57	7,91	7,06	3,61	5,07	5,00	32	62,9
1886	5,11	9,04	7,71	2,86	4,36	5,48	31,18	60,6
1887	4,17	7,73	6,95	2,17	3,55	4,30	30	55,3
1888	4,64	8,42	7,34	2,57	3,99	5,52	34,75	65,6
1889	5,49	8,08	7,57	3,10	4,42	5,22	30,16	64,4
1890	5,10	7,26	—	2,93	4,31	5,58	34,22	76,9
Id. Rapports proportionnels comparativement à l'année 1881								
1881	100	100	100	100	100	100	100	100
1885	62,5	64,5	63,4	100	84,5	61,6	65,5	95
1886	57,2	73,6	69,4	79,1	72,7	67,4	63,9	91,6
1887	46,6	63,3	62,6	60	59,1	52,9	61,5	83,5
1888	51,9	68,9	66,1	71,1	66,5	67,9	71,2	99,1
1889	61,5	65,8	68,2	85,8	73,7	64,3	61,8	98,8
1890	75,1	59,1	—	81	71,7	68,8	70,1	116,2

(1) Les prix d'automne des céréales sont empruntés aux publications du Département de l'Agriculture et de l'Industrie agricole. « Valeur de la production des principales céréales dans la Russie d'Europe ». St-Pétersbourg 1890, p. XII. Les prix de 1890 sont empruntés à la publication « Année 1890 au point de vue de l'agriculture », p. 250.





UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU
HRus
N 6385h
58324.
Author Nicolas-On.
Title Histoire du développement économique de la Russie

